



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Établis par le
receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2019

Volume II

Détails des
charges et des
revenus

Canada^{ca}

© Ministre des Services publics et Approvisionnement 2019

Ce document est disponible en formats substitués
sur le site Web du receveur général du Canada à
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html

Disponible également en format PDF auprès des
Publications du gouvernement du Canada

www.publications.gc.ca

P51-1F-PDF

ISSN 1483-8583

This publication is also available in English

Errata

Suite au dépôt des Comptes publics du Canada, des corrections ont été effectuées au volume II, Tableau 6 – Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, page 48. Les informations révisées sont surlignées.

Suite au dépôt des Comptes publics du Canada, des corrections ont été effectuées au volume II, Tableau 7 – Provenance et utilisation des autorisations par genre, pages 51 et 53. Les informations révisées sont surlignées.

Suite au dépôt des Comptes publics du Canada, des corrections ont été effectuées au volume II, Sommaire du portefeuille ministériel, pages 297 et 303. Les informations révisées sont surlignées.

Suite au dépôt des Comptes publics du Canada, des corrections ont été effectuées au volume II, Responsabilités essentielles, pages 308 et 309. Les informations révisées sont surlignées.

Volume II

Comptes publics du Canada 2018-2019

Table des matières

Section

	<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
Introduction		
1. Tableaux sommaires et appendices	9	9
2. Affaires mondiales	121	227
3. Agriculture et Agroalimentaire	139	117
4. Anciens Combattants	151	487
5. Bureau du secrétaire du gouverneur général	161	381
6. Conseil du Trésor	169	475
7. Conseil privé	181	403
8. Défense nationale	195	339
9. Environnement et Changement climatique	213	173
10. Famille, Enfants et Développement social	227	187
11. Femmes et Égalité des genres	243	497
12. Finances	253	201
13. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	273	263
14. Infrastructure et Collectivités	283	283
15. Innovation, Sciences et Développement économique ..	291	291
16. Institutions démocratiques	321	165
17. Justice	329	319
18. Parlement	351	389
19. Patrimoine canadien et Multiculturalisme	365	129
20. Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	391	217
21. Relations Couronne-Autochtones	401	153
22. Ressources naturelles	415	365
23. Revenu national	433	355
24. Santé	443	245
25. Sciences	461	460
26. Sécurité publique et Protection civile	469	417
27. Services aux Autochtones	495	273
28. Services publics et Approvisionnement	505	441
29. Transports	517	461
30. Index	531	507

Introduction aux Comptes publics du Canada

Nature des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada sont publiés en trois volumes.

- Le **volume I** présente les états financiers consolidés vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles
- Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement
- Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires

Le contenu du volume II se résume comme suit :

Tableaux sommaires et appendices (section 1)

La section 1 comprend des tableaux sommaires qui présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles.

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs, de toutes les autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

Sections ministérielles (sections 2 à 29)

Il y a une section pour chaque portefeuille ministériel. Les ministères et les organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des descriptions des responsabilités essentielles. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque portefeuille ministériel. Ces états sont :

Sommaire du portefeuille ministériel

Présente par ministère et organisme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.

Détail budgétaire par affectation

Présente par ministère et organisme la répartition des crédits budgétaires par affectation tels qu'approuvés par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 31 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de même que les dépenses connexes de l'exercice en cours. Les détails pertinents à cet état sont présentés ci-dessous :

Affectations bloquées

Les affectations bloquées sont créées lorsqu'on exige que les ministères et les organismes annulent l'utilisation de fonds ou lorsque l'accès à des fonds est limité jusqu'à ce qu'une condition particulière soit remplie. Les affectations bloquées sont créées pour une variété de raisons, y compris le report de projets aux années à venir

Affectations à but spécial

Les affectations à but spécial sont utilisées pour restreindre l'utilisation des fonds à certains programmes ou initiatives. Ces restrictions empêchent les ministères et les organismes de réaffecter leur financement à but spécial à d'autres priorités

Annulées ou (dépassées)

Annulées ou (dépassées) est calculé à partir du total des autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice moins le total a) des autorisations employées au cours de l'exercice et b) des autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs. La valeur calculée des affectations annulées, également connue sous le nom de « annulées brutes » comprend les fonds inutilisés, placés dans une affectation bloquée ou dans une affectation à but spécial

Responsabilités essentielles

Présente par ministère et organisme le total des autorisations disponibles pour emploi et les autorisations employées au cours de l'exercice pour chaque responsabilité essentielle sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaires).

Paiements de transfert

Présente par ministère et organisme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

Présente par ministère et organisme la nature des revenus et rentrées, lesquels augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.

Revenus

Présente par ministère et organisme la nature des revenus sous chaque catégorie principale de revenus.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un état qui précède et ensuite aux tableaux sommaires de la section 1 (ex. : les données de l'état des paiements de transfert peuvent être retracées à l'état des responsabilités essentielles, lesquelles peuvent ensuite être retracées au sommaire du portefeuille ministériel; les données du sommaire du portefeuille ministériel peuvent être retracées aux tableaux sommaires (5, 6 et 7) de la section 1).

Provenance et utilisation des autorisations

Le volume II est conçu de façon à refléter d'aussi près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget principal des dépenses. Certains tableaux sommaires et appendices et le Sommaire du portefeuille ministériel des sections ministérielles montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous :

Disponibles des exercices antérieurs

Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seulement les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulatif en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les revenus et les rentrées. Ces crédits représentent généralement soit des autorisations relatives à des fonds renouvelables, au produit de la vente de biens excédentaires de l'État ou à des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.

Budget principal et budgets supplémentaires des dépenses

Comprennent les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses ainsi que les montants estimatifs des dépenses compris dans les Budgets des dépenses en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices antérieurs.

Redressements, mandats et virements

Les redressements, mandats et virements comprennent :

- virements de ou à d'autres portefeuilles ministériels tels que les crédits 5, 10, 15, 25, 30, 35 et 40 du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles
- les virements à l'intérieur du portefeuille ministériel d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire) ou entre paiements de transfert
- les montants non engagés de ou à d'autres portefeuilles ministériels comme des affectations réputées, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*
- les modifications aux montants législatifs suite à des redressements aux estimés de dépenses compris dans les Budgets des dépenses, suite à l'annulation ou la modification aux lois ou suite à des redressements des autorisations d'emprunt des sociétés d'État
- les montants du suremploi des autorisations des exercices antérieurs versés ou réglés au cours de l'exercice et le produit de la vente de biens excédentaires de l'État
- les mandats spéciaux du gouverneur général pour couvrir les paiements requis lorsque le Parlement est dissous pour une élection générale

Total disponible pour emploi

Autorisations disponibles pour être dépensées au cours de l'exercice (après avoir déduit les montants estimatifs des revenus et rentrées disponibles pour être dépensés).

Employées au cours de l'exercice

Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés).

Annulées (écart positif)

Le montant des autorisations annulées correspond au total des autorisations disponibles pour l'emploi au cours de l'exercice moins le total a) des autorisations employées au cours de l'exercice et b) des autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs.

Dépassées (écart négatif)

Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.

Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs

Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice ultérieur.

Employées au cours de l'exercice précédent

Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés). Pour les crédits ou paiements de transfert qui n'existent plus dans l'exercice en cours, le total des dépenses nettes correspondant de l'exercice précédent est présenté comme un montant seul, en ligne avec l'énoncé « Crédits (éléments) non requis pour l'exercice en cours ».

Section 1

Comptes publics du Canada 2018-2019

Tableaux sommaires et appendices

	<i>Page</i>
Tableaux sommaires	
Tableau 1 – État consolidé des revenus et charges	11
Tableau 2 – Dépenses ministérielles par catégorie	12
Tableau 2a – Récapitulation des charges externes par catégorie	18
Tableau 2b – Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel.....	20
Tableau 3 – Dépenses ministérielles par article courant.....	21
Tableau 3a – Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges	29
Tableau 4 – Revenus ministériels.....	30
Tableau 4a – Récapitulation des revenus externes par provenance	35
Tableau 4b – Ventes de biens et de services.....	37
Tableau 5 – Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel.....	41
Tableau 6 – Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel.....	47
Tableau 7 – Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives).....	49
Appendices –	
Appendice 1 – Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice	54
Appendice 2 – Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits.....	95
Appendice 3 – Autorisations disponibles des exercices antérieurs	108
Appendice 4 – Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice	115
Appendice 5 – Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	117

Tableau 1

État consolidé des revenus et charges

Le tableau 1 présente les revenus et les charges pour l'exercice financier clos le 31 mars 2019. De plus, des informations détaillées apparaissent à la section 3 du volume I des Comptes publics du Canada.

(en milliers de dollars)

Revenus	2019	Charges	2019
Revenus fiscaux		Charges de programmes	
Revenus d'impôt sur le revenu		Paiements de transfert	
Particuliers	163 881 263	Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint.....	53 366 469
Sociétés.....	50 368 321	Principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement	
Non-résidents.....	9 369 558	Transfert canadien en matière de santé.....	38 567 524
Total des revenus d'impôt sur le revenu.....	223 619 142	Accords fiscaux.....	14 160 847
Autres taxes et droits		Abattement du Québec.....	22 975 265
Taxe sur les produits et services.....	38 221 164	Autres principaux transferts.....	(5 046 284)
Taxes sur l'énergie			5 267 412
Taxe d'accise – Essence.....	4 483 019	Assurance-emploi.....	75 924 764
Taxe d'accise – Essence d'aviation et combustible diesel.....	1 319 234	Prestations pour enfants.....	18 887 965
	5 802 253	Retour des produits de la redevance sur les combustibles.....	23 881 910
Droits de douane à l'importation.....	6 880 783	Autres paiements de transfert.....	663 759
Autres taxes et droits d'accise		Total des paiements de transfert.....	224 477 741
Droits d'accise.....	5 228 269		
Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien.....	871 522	Total des autres charges¹.....	98 437 996
Diverses taxes et droits d'accise.....	223 150	Total des charges de programmes.....	322 915 737
	6 322 941	Frais de la dette publique.....	23,266,101
Total des autres taxes et droits.....	57 227 141	Total des charges.....	346 181 838
Total des revenus fiscaux.....	280 846 283	Déficit annuel.....	(13 963 891)
Cotisations d'assurance-emploi.....	22 294 923		
Autres revenus			
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques			
Quote-part des bénéfices annuels.....	5 920 196		
Intérêt et autres.....	1 181 125		
	7 101 321		
Autres			
Revenus de placements.....	1 805 579		
Ventes de biens et de services.....	10 917 521		
Revenus divers.....	7 585 432		
	20 308 532		
Nets des opérations de change			
Compte du fonds des changes.....	1 479 994		
Fonds monétaire international.....	164 346		
Autres.....	22 548		
	1 666 888		
Total des autres revenus.....	29 076 741		
Total des revenus.....	332 217 947		

¹ Le détail des autres charges est présenté par portefeuille au tableau 2a à la section 1 de ce volume.

Tableau 2

Dépenses ministérielles par catégorie

Le tableau 2 présente les dépenses nettes par catégorie pour chaque portefeuille ministériel. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » présente le total des dépenses nettes rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses externes présentées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert ¹						Total des paiements de transfert	Autres dépenses	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
		Prestations de sécurité de la vieillesse ²	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Abattement du Québec	Autres ³				
2	Affaires mondiales										
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	–	–	–	–	–	4 831 996	4 831 996	2 224 879	–	7 056 875
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	–	–	–	–	–	–	–	9 037	–	9 037
	Centre de recherches pour le développement international.....	–	–	–	–	–	–	–	140 366	–	140 366
	Commission mixte internationale (section canadienne).....	–	–	–	–	–	–	–	8 503	–	8 503
	Investir au Canada	–	–	–	–	–	–	–	10 719	–	10 719
	Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	–	4 831 996	4 831 996	2 393 504	–	7 225 500
3	Agriculture et Agroalimentaire										
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	–	–	–	–	–	1 427 729	1 427 729	730 217	–	2 157 946
	Commission canadienne du lait	–	–	–	–	–	–	–	3 979	–	3 979
	Commission canadienne des grains	–	–	–	–	–	–	–	2 153	–	2 153
	Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	–	1 427 729	1 427 729	736 349	–	2 164 078
4	Anciens Combattants										
	Ministère des Anciens Combattants.....	–	–	–	–	–	3 655 865	3 655 865	1 034 598	–	4 690 463
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	–	–	–	–	–	–	–	9 906	–	9 906
	Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	–	3 655 865	3 655 865	1 044 504	–	4 700 369
5	Bureau du secrétaire du gouverneur général	–	–	–	–	–	732	732	22 445	–	23 177
6	Conseil du Trésor										
	Secrétariat du Conseil du Trésor.....	–	–	–	–	–	1 183	1 183	6 154 674	–	6 155 857
	École de la fonction publique du Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	85 235	–	85 235
	Commissariat au lobbying	–	–	–	–	–	–	–	5 310	–	5 310
	Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	–	–	–	–	–	30	30	5 591	–	5 621
	Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	–	1 213	1 213	6 250 810	–	6 252 023

7	Conseil privé									
	Bureau du Conseil privé	-	-	-	-	7 431	7 431	206 846	-	214 277
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....	-	-	-	-	-	-	5 270	-	5 270
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	-	-	-	-	-	-	32 121	-	32 121
	Commissariat aux langues officielles	-	-	-	-	-	-	21 903	-	21 903
	Commission de la fonction publique	-	-	-	-	-	-	86 566	-	86 566
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	-	-	-	-	-	-	4 992	-	4 992
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	7 431	7 431	357 698	-	365 129
8	Défense nationale									
	Ministère de la Défense nationale	-	-	-	-	209 312	209 312	21 397 877	8 753	21 615 942
	Centre de la sécurité des télécommunications.....	-	-	-	-	-	-	615 111	66 545	681 656
	Comité externe d'examen des griefs militaires.....	-	-	-	-	-	-	6 310	-	6 310
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	-	-	-	-	-	-	4 776	-	4 776
	Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	-	-	-	-	-	-	2 123	-	2 123
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	209 312	209 312	22 026 197	75 298	22 310 807
9	Environnement et Changement climatique									
	Ministère de l'Environnement.....	-	-	-	-	402 863	402 863	989 987	505	1 393 355
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	-	-	-	-	5 090	5 090	42 474	-	47 564
	Agence Parcs Canada	-	-	-	-	23 088	23 088	1 437 100	136	1 460 324
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	431 041	431 041	2 469 561	641	2 901 243
10	Famille, Enfants et Développement social									
	Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	53 391 344	-	-	-	6 479 046	59 870 390	1 331 761	-	61 202 151
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	-	-	-	-	-	-	2 086 438	-	2 086 438
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	-	-	-	-	-	-	10 560	-	10 560
	Total du portefeuille ministériel	53 391 344	-	-	-	6 479 046	59 870 390	3 428 759	-	63 299 149
11	Femmes et Égalité des genres									
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	-	-	-	-	14 318	14 318	23 171	-	37 489
	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	-	-	-	-	14 956	14 956	19 701	-	34 657
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	29 274	29 274	42 872	-	72 146
12	Finances									
	Ministère des Finances	-	38 567 524	14 160 847	22 801 089	(5 046 284)	582 256	71 065 432	788 406	22 243 872
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	-	-	-	-	-	-	25 545	-	25 545

Tableau 2

Dépenses ministérielles par catégorie – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert ¹						Total des paiements de transfert	Autres dépenses	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
		Prestations de sécurité de la vieillesse ²	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Abattement du Québec	Autres ³				
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	-	-	-	-	-	-	51 391	-	51 391	
	Bureau du vérificateur général.....	-	-	-	-	-	-	88 002	-	88 002	
	Bureau du surintendant des institutions financières	-	-	-	-	-	-	168 283	-	168 283	
	Total du portefeuille ministériel	-	38 567 524	14 160 847	22 801 089	(5 046 284)	582 256	71 065 432	1 121 627	22 243 872	94 430 931
13	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	-	-	-	-	-	1 437 039	1 437 039	966 820	-	2 403 859
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	-	-	-	-	-	-	158 359	-	158 359	
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	-	1 437 039	1 437 039	1 125 179	-	2 562 218
14	Infrastructure et Collectivités										
	Bureau de l'infrastructure du Canada	-	-	-	-	-	5 449 773	5 449 773	204 479	-	5 654 252
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.....	-	-	-	-	-	-	166 798	-	166 798	
	Autorité du pont Windsor-Déroux.....	-	-	-	-	-	-	330 500	-	330 500	
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	-	5 449 773	5 449 773	701 777	-	6 151 550
15	Innovation, Sciences et Développement économique										
	Ministère de l'Industrie	-	-	-	-	-	1 767 052	1 767 052	508 949	-	2 276 001
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	-	-	-	-	-	276 137	276 137	73 460	-	349 597
	Agence canadienne de développement économique du Nord.....	-	-	-	-	-	30 741	30 741	15 082	-	45 823
	Agence spatiale canadienne	-	-	-	-	-	56 376	56 376	249 370	-	305 746
	Commission canadienne du tourisme	-	-	-	-	-	-	98 683	-	98 683	
	Commission du droit d'auteur.....	-	-	-	-	-	-	3 734	-	3 734	
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	-	-	-	-	-	199 727	199 727	42 640	-	242 367
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	-	-	-	-	-	249 855	249 855	43 282	-	293 137
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	-	-	-	-	-	207 204	207 204	29 502	-	236 706

Conseil national de recherches du Canada.....	-	-	-	-	-	389 218	389 218	755 986	-	1 145 204
Conseil canadien des normes.....	-	-	-	-	-	-	-	17 974	-	17 974
Statistique Canada.....	-	-	-	-	-	100	100	507 644	-	507 744
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	-	3 176 410	3 176 410	2 346 306	-	5 522 716
16 Institutions démocratiques										
Commission des débats des chefs.....	-	-	-	-	-	-	-	142	-	142
Bureau du directeur général des élections.....	-	-	-	-	-	1 489	1 489	182 254	5	183 748
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	-	1 489	1 489	182 396	5	183 890
17 Justice										
Ministère de la Justice.....	-	-	-	-	-	400 195	400 195	388 612	-	788 807
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	-	-	-	-	-	-	-	69 531	-	69 531
Commission canadienne des droits de la personne.....	-	-	-	-	-	-	-	22 713	-	22 713
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	-	-	-	-	-	-	-	85 319	-	85 319
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	-	-	-	-	-	-	-	595 477	-	595 477
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	-	-	-	-	-	-	-	196 768	-	196 768
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	-	-	-	-	-	498	498	39 241	-	39 739
Registraire de la Cour suprême du Canada.....	-	-	-	-	-	-	-	37 748	-	37 748
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	-	400 693	400 693	1 435 409	-	1 836 102
18 Parlement										
Chambre des communes.....	-	-	-	-	-	1 042	1 042	486 371	-	487 413
Bibliothèque du Parlement.....	-	-	-	-	-	-	-	47 529	-	47 529
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	-	-	-	-	-	-	-	6 518	-	6 518
Bureau du directeur parlementaire du budget.....	-	-	-	-	-	-	-	5 431	-	5 431
Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	-	-	-	-	-	-	-	1 141	-	1 141
Service de protection parlementaire.....	-	-	-	-	-	-	-	83 845	-	83 845
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.....	-	-	-	-	-	-	-	3 632	-	3 632
Sénat.....	-	-	-	-	-	492	492	95 598	-	96 090
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	-	1 534	1 534	730 065	-	731 599
19 Patrimoine canadien et Multiculturalisme										
Ministère du Patrimoine canadien.....	-	-	-	-	-	1 185 376	1 185 376	224 188	-	1 409 564
Conseil des Arts du Canada.....	-	-	-	-	-	-	-	292 791	-	292 791
Société Radio-Canada.....	-	-	-	-	-	-	-	1 210 831	-	1 210 831
Musée canadien des droits de la personne.....	-	-	-	-	-	-	-	25 336	-	25 336
Musée canadien de l'histoire.....	-	-	-	-	-	-	-	76 247	-	76 247
Musée canadien de l'immigration du Quai 21.....	-	-	-	-	-	-	-	8 241	-	8 241
Musée canadien de la nature.....	-	-	-	-	-	-	-	31 115	-	31 115
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	-	-	-	-	-	-	-	11 081	-	11 081
Bibliothèque et Archives du Canada.....	-	-	-	-	-	1 500	1 500	123 130	-	124 630
Société du Centre national des Arts.....	-	-	-	-	-	-	-	35 439	-	35 439

Tableau 2

Dépenses ministérielles par catégorie – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert ¹						Total des dépenses ministérielles nettes				
		Prestations de sécurité de la vieillesse ²	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Abattement du Québec	Autres ³		Total des paiements de transfert	Autres dépenses	Frais de la dette publique	
	Commission de la capitale nationale.....	–	–	–	–	–	–	–	109 488	–	109 488	
	Office national du film	–	–	–	–	–	–	–	70 510	–	70 510	
	Musée des beaux-arts du Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	51 461	–	51 461	
	Musée national des sciences et de la technologie	–	–	–	–	–	–	–	30 243	–	30 243	
	Téléfilm Canada	–	–	–	–	–	–	–	101 899	–	101 899	
	Commission des champs de bataille nationaux	–	–	–	–	–	–	–	10 859	–	10 859	
	Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	–	–	–	1 186 876	–	1 186 876	
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne											
	Ministère des Pêches et des Océans.....	–	–	–	–	–	–	185 375	185 375	3 097 535	1	3 282 911
	Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	–	–	185 375	185 375	3 097 535	1	3 282 911
21	Relations Couronne-Autochtones											
	Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	–	–	–	–	–	–	3 561 241	3 561 241	870 416	–	4 431 657
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	–	–	–	–	–	–	8 951	8 951	15 706	–	24 657
	Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	–	–	3 570 192	3 570 192	886 122	–	4 456 314
22	Ressources naturelles											
	Ministère des Ressources naturelles	–	–	–	–	–	–	739 093	739 093	663 874	–	1 402 967
	Énergie atomique du Canada, Limitée	–	–	–	–	–	–	–	–	829 233	–	829 233
	Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	–	–	–	–	–	–	2 599	2 599	146 324	–	148 923
	Office national de l'énergie.....	–	–	–	–	–	–	5 090	5 090	103 016	–	108 106
	Administration du pipe-line du Nord	–	–	–	–	–	–	–	–	231	–	231
	Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	–	–	746 782	746 782	1 742 678	–	2 489 460
23	Revenu national											
	Agence du revenu du Canada	–	–	–	–	–	–	1 002 504	1 002 504	4 118 609	–	5 121 113
	Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	–	–	1 002 504	1 002 504	4 118 609	–	5 121 113
24	Santé											
	Ministère de la Santé	–	–	–	–	–	–	1 412 669	1 412 669	957 080	–	2 369 749
	Agence canadienne d'inspection des aliments.....	–	–	–	–	–	–	4 751	4 751	787 556	–	792 307
	Instituts de recherche en santé du Canada.....	–	–	–	–	–	–	1 087 884	1 087 884	63 043	–	1 150 927
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	–	–	–	–	–	–	–	–	10 299	–	10 299
	Agence de la santé publique du Canada.....	–	–	–	–	–	–	292 402	292 402	382 950	–	675 352
	Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	–	–	2 797 706	2 797 706	2 200 928	–	4 998 634

25	Sciences									
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	-	-	-	-	1 273 975	1 273 975	56 175	-	1 330 150
	Conseil de recherches en sciences humaines	-	-	-	-	837 621	837 621	35 509	-	873 130
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	2 111 596	2 111 596	91 684	-	2 203 280
26	Sécurité publique et Protection civile									
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	-	-	-	-	564 277	564 277	163 324	-	727 601
	Agence des services frontaliers du Canada	-	-	-	-	-	-	2 154 938	-	2 154 938
	Service canadien du renseignement de sécurité	-	-	-	-	-	-	586 608	-	586 608
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	-	-	-	-	-	-	9 885	-	9 885
	Service correctionnel du Canada	-	-	-	-	1 869	1 869	2 587 451	-	2 589 320
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	-	-	-	-	-	-	5 201	-	5 201
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	-	-	-	-	-	-	49 754	-	49 754
	Gendarmerie royale du Canada	-	-	-	-	297 685	297 685	3 490 798	746	3 789 229
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	-	-	-	-	-	-	2 311	-	2 311
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	863 831	863 831	9 050 270	746	9 914 847
27	Services aux Autochtones									
	Ministère des Services aux Autochtones Canada	-	-	-	-	9 787 946	9 787 946	1 799 071	-	11 587 017
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	9 787 946	9 787 946	1 799 071	-	11 587 017
28	Services publics et Approvisionnement									
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	-	-	-	-	(3 227)	(3 227)	3 753 235	129 069	3 879 077
	Société canadienne des postes	-	-	-	-	-	-	22 210	-	22 210
	Services partagés Canada	-	-	-	-	-	-	1 843 628	4 181	1 847 809
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	(3 227)	(3 227)	5 619 073	133 250	5 749 096
29	Transports									
	Ministère des Transports	-	-	-	-	276 102	276 102	952 829	-	1 228 931
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	-	-	-	-	-	-	817 771	-	817 771
	Office des transports du Canada	-	-	-	-	-	-	33 144	-	33 144
	Marine Atlantique S.C.C.	-	-	-	-	-	-	125 945	-	125 945
	La Société des ponts fédéraux Limitée	-	-	-	-	-	-	3 464	-	3 464
	VIA Rail Canada Inc.	-	-	-	-	-	-	496 247	-	496 247
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	276 102	276 102	2 429 400	-	2 705 502
	Total des dépenses ministérielles nettes	53 391 344	38 567 524	14 160 847	22 801 089	(5 046 284)	50 648 516	174 523 036	79 863 687	22 453 813
										276 840 536

Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

¹ Les paiements de transfert d'assurance-emploi sont présentés au tableau 2a.

² Comprend le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

³ Comprend les paiements de transfert pour l'allocation canadienne pour enfants.

Tableau 2a

Récapitulation des charges externes par catégorie

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 2) avec les charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les courus et autres redressements, les charges des sociétés d'État et autres entités consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes.

(en milliers de dollars)

Description	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Charges internes	Charges externes totales
Charges de programmes							
 Paiements de transfert							
Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	53 391 344	–	(24 875)	–	–	–	53 366 469
<i>Principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement –</i>							
Transfert canadien en matière de santé	38 567 524	–	–	–	–	–	38 567 524
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	14 160 847	–	–	–	–	–	14 160 847
Accords fiscaux	22 801 089	–	174 176	–	–	–	22 975 265
Abattement du Québec	(5 046 284)	–	–	–	–	–	(5 046 284)
Autres principaux transferts	3 096 816	–	2 170 596	–	–	–	5 267 412
<i>Total des principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement</i>							
<i>73 579 992</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>2 344 772</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>75 924 764</i>
Assurance-emploi	–	18 887 965	–	–	–	–	18 887 965
Prestations pour enfants	4 642	–	12 628	–	23 864 640	–	23 881 910
Retour des produits de la redevance sur les combustibles	663 759	–	–	–	–	–	663 759
Autres paiements de transfert ¹	46 883 299	189 695	1 182 487	98 641	3 398 752	–	51 752 874
Total des paiements de transfert	174 523 036	19 077 660	3 515 012	98 641	27 263 392	–	224 477 741
Autres charges							
Affaires mondiales	2 393 504	–	(39 868)	64 281	–	(12 201)	2 405 716
Agriculture et Agroalimentaire	736 349	–	97 390	348 584	–	(7 233)	1 175 090
Anciens Combattants	1 044 504	–	78 765	–	–	(3 145)	1 120 124
Bureau du secrétaire du gouverneur général	22 445	–	(369)	–	–	(54)	22 022
Conseil du Trésor	6 250 810	–	472 136	–	–	(3 005)	6 719 941
Conseil privé	357 698	–	(6 432)	–	–	(3 172)	348 094
Défense nationale	22 026 197	(99 570)	9 869 130	–	–	(82 406)	31 713 351
Environnement et Changement climatique	2 469 561	31 468	(460 694)	–	–	(94 332)	1 946 003
Famille, Enfants et Développement social	3 428 759	1 739 694	(1 867 725)	–	–	(165 196)	3 135 532
Femmes et Égalité des genres	42 872	–	244	–	–	(1 395)	41 721
Finances	1 121 627	–	(26 477)	(552 862)	–	(3 245)	539 043
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	1 125 179	–	360 861	–	–	(30 918)	1 455 122
Infrastructure et Collectivités	701 777	–	(106 833)	(52 928)	–	(2 926)	539 090
Innovation, Sciences et Développement économique	2 346 306	–	265 195	39 454	–	(18 643)	2 632 312
Institutions démocratiques	182 396	–	(4 221)	–	–	(932)	177 243
Justice	1 435 409	–	(1 408)	–	–	(9 127)	1 424 874
Parlement	730 065	–	3 713	–	–	(4 027)	729 751
Patrimoine canadien et Multiculturalisme	2 412 859	15	42 734	639 930	–	(5 698)	3 089 840
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	3 097 535	120	(648 170)	–	–	(46 758)	2 402 727

Relations Couronne-Autochtones.....	886 122	769	1 492 333	–	–	(22 577)	2 356 647
Ressources naturelles.....	1 742 678	1 759	(4 350)	284 276	–	(9 619)	2 014 744
Revenu national.....	4 118 609	–	4 487 946	–	–	(77 706)	8 528 849
Santé.....	2 200 928	–	91 410	–	–	(23 345)	2 268 993
Sciences.....	91 684	–	1 627	–	–	(200)	93 111
Sécurité publique et Protection civile.....	9 050 270	–	3 069 282	–	–	(123 944)	11 995 608
Services aux Autochtones.....	1 799 071	–	21 798	–	–	(4 653)	1 816 216
Services publics et Approvisionnement.....	5 619 073	24 823	(796 756)	912	–	(117 656)	4 730 396
Transports.....	2 429 400	11 117	79 453	437 263	–	(25 227)	2 932 006
Total partiel.....	79 863 687	1 710 195	16 470 714	1 208 910	–	(899 340)	98,354,166
Provision pour évaluation et autres éléments.....	–	(303 908)	387 738	–	–	–	83,830
Total des autres charges.....	79 863 687	1 406 287	16 858 452	1 208 910	–	(899 340)	98 437 996
Total des charges de programmes.....	254 386 723	20 483 947	20 373 464	1 307 551	27 263 392	(899 340)	322 915 737
Frais de la dette publique.....	22 453 813	(8 126)	820 414	–	–	–	23 266 101
Total des charges.....	276 840 536	20 475 821	21 193 878	1 307 551	27 263 392	(899 340)	346 181 838

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

¹ Le détail des autres paiements de transfert est présenté au tableau 2b.

Tableau 2b

Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel

Le tableau 2b présente le détail par portefeuille ministériel des autres paiements de transfert rapportés au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

Portefeuille ministériel	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Cours et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Charges internes	Charges externes totales
Affaires mondiales	4 831 995	–	(152 947)	–	–	–	4 679 048
Agriculture et Agroalimentaire.....	1 427 729	–	(30 486)	–	–	–	1 397 243
Anciens Combattants	3 655 865	–	(3 635 454)	–	–	–	20 411
Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	732	–	(732)	–	–	–	–
Conseil du Trésor.....	1 213	–	(289)	–	–	–	924
Conseil privé.....	7 431	–	–	–	–	–	7 431
Défense nationale.....	209 312	–	(138)	–	–	–	209 174
Environnement et Changement climatique.....	431 041	–	(1 739)	–	–	–	429 302
Famille, Enfants et Développement social.....	6 474 404	189 695	2 235 034	–	–	–	8 899 133
Femmes et Égalité des genres.....	29 274	–	(8)	–	–	–	29 266
Finances	505 156	–	506 359	–	–	–	1 011 515
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté.....	1 437 040	–	(3 626)	–	–	–	1 433 414
Infrastructure et Collectivités	3 279 177	–	50 795	–	–	–	3 329 972
Innovation, Sciences et Développement économique.....	3 176 410	–	(628 332)	87 377	–	–	2 635 455
Institutions démocratiques.....	1 489	–	–	–	–	–	1 489
Justice	400 693	–	(253)	–	–	–	400 440
Parlement.....	1 533	–	(51)	–	–	–	1 482
Patrimoine canadien et Multiculturalisme	1 186 876	–	(4 882)	–	–	–	1 181 994
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	185 375	–	(3 805)	–	–	–	181 570
Relations Couronne-Autochtones.....	3 570 192	–	1 961 554	11 264	–	–	5 543 010
Ressources naturelles	746 782	–	970 473	–	–	–	1 717 255
Revenu national	338 745	–	–	–	3 398 752	–	3 737 497
Santé.....	1 948 587	–	(18 157)	–	–	–	1 930 430
Sciences	2 111 596	–	(5 802)	–	–	–	2 105 794
Sécurité publique et Protection civile.....	863 831	–	268 007	–	–	–	1 131 838
Services aux Autochtones	9 787 946	–	(57 490)	–	–	–	9 730 456
Services publics et Approvisionnement.....	(3 227)	–	3 227	–	–	–	–
Transports	276 102	–	(64 487)	–	–	–	211 615
Total partiel.....	46 883 299	189 695	1 386 771	98 641	3 398 752	–	51 957 158
Provision pour évaluation et autres éléments.....	–	–	(204 284)	–	–	–	(204 284)
Total des autres paiements de transfert.....	46 883 299	189 695	1 182 487	98 641	3 398 752	–	51 752 874

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant

Le tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque portefeuille ministériel tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les revenus affectés aux dépenses. La présentation des dépenses par article courant est liée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués par le gouvernement. La colonne « Total des dépenses brutes » représente le total des dépenses imputées aux articles courants 1 à 12 inclusivement. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » représente le résultat du total des dépenses brutes duquel est soustrait le total des revenus affectés aux dépenses. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » présente le total des dépenses rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ¹ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux ² (8)	Acquisition de machinerie et matériel ³ (9)	Paiements de transfert ⁴ (10)	Frais de la dette publique ⁵ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
															Revenus externes	Revenus internes	Total		
2	Affaires mondiales																		
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	1 253 719	148 679	25 162	298 653	213 937	32 315	46 764	48 103	91 859	4 831 996	–	103 514	7 094 701	36 265	1 561	37 826	7 056 875	
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada) ..	–	–	–	7 409	–	–	–	–	–	–	–	1 628	9 037	–	–	–	9 037	
	Centre de recherches pour le développement international ..	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	140 366	140 366	–	–	–	140 366	
	Commission mixte internationale (section canadienne)	4 115	451	120	2 419	470	3	28	439	452	–	–	6	8 503	–	–	–	8 503	
	Investir au Canada.....	3 264	774	1 161	3 450	267	3	97	1 340	363	–	–	–	10 719	–	–	–	10 719	
	Total du portefeuille ministériel	1 261 098	149 904	26 443	311 931	214 674	32 321	46 889	49 882	92 674	4 831 996	–	245 514	7 263 326	36 265	1 561	37 826	7 225 500	
3	Agriculture et Agroalimentaire																		
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	480 672	14 543	9 494	102 540	7 287	13 884	33 814	25 607	50 024	1 427 729	–	45 222	2 210 816	35 115	17 755	52 870	2 157 946	
	Commission canadienne du lait ...	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3 979	3 979	–	–	–	3 979	
	Commission canadienne des grains.....	44 835	3 293	271	2 799	5 894	2 807	1 679	–	2 521	–	–	238	64 337	61 580	604	62 184	2 153	
	Total du portefeuille ministériel	525 507	17 836	9 765	105 339	13 181	16 691	35 493	25 607	52 545	1 427 729	–	49 439	2 279 132	96 695	18 359	115 054	2 164 078	
4	Anciens Combattants																		
	Ministère des Anciens Combattants.....	257 606	44 314	4 556	485 980	9 109	6 980	219 005	478	4 874	3 655 865	–	1 696	4 690 463	–	–	–	4 690 463	
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	8 264	687	4	550	36	84	95	–	160	–	–	26	9 906	–	–	–	9 906	
	Total du portefeuille ministériel	265 870	45 001	4 560	486 530	9 145	7 064	219 100	478	5 034	3 655 865	–	1 722	4 700 369	–	–	–	4 700 369	

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ¹ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approu- visionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux ² (8)	Acquisition de machinerie et matériel ³ (9)	Paiements de transfert ⁴ (10)	Frais de la dette publique ⁵ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Revenus externes	Revenus internes	Total		
5	Bureau du secrétaire du gouverneur général	15 138	1 912	608	1 879	447	32	1 134	–	1 232	732	–	63	23 177	–	–	–	23 177
6	Conseil du Trésor																	
	Secrétariat du Conseil du Trésor...	6 687 892	3 428	634	123 660	4 853	1 297	756	–	8 421	1 183	–	(6 874)	6 825 250	493 788	175 605	669 393	6 155 857
	École de la fonction publique du Canada	65 236	2 374	1 208	13 071	1 076	257	372	673	4 291	–	–	(3 323)	85 235	–	–	–	85 235
	Commissariat au lobbying	3 157	73	18	1 301	48	4	17	395	300	–	–	(3)	5 310	–	–	–	5 310
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	3 732	106	34	875	35	1	5	734	59	30	–	10	5 621	–	–	–	5 621
	Total du portefeuille ministériel	6 760 017	5 981	1 894	138 907	6 012	1 559	1 150	1 802	13 071	1 213	–	(10 190)	6 921 416	493 788	175 605	669 393	6 252 023
7	Conseil privé																	
	Bureau du Conseil privé	134 387	8 727	15 864	34 096	3 025	3 631	1 199	–	5 680	7 431	–	1 197	215 237	65	895	960	214 277
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	2 602	732	29	1 100	598	22	24	–	163	–	–	–	5 270	–	–	–	5 270
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports....	26 082	1 610	163	1 778	398	397	272	–	1 416	–	–	5	32 121	–	–	–	32 121
	Commissariat aux langues officielles	17 317	560	128	2 330	325	271	91	–	692	–	–	189	21 903	–	–	–	21 903
	Commission de la fonction publique	78 527	1 076	274	10 536	1 333	144	271	–	2 725	–	–	1 049	95 935	135	9 234	9 369	86 566
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	3 279	384	31	567	83	19	36	–	580	–	–	13	4 992	–	–	–	4 992
	Total du portefeuille ministériel	262 194	13 089	16 489	50 407	5 762	4 484	1 893	–	11 256	7 431	–	2 453	375 458	200	10 129	10 329	365 129
8	Défense nationale																	
	Ministère de la Défense nationale. Centre de la sécurité des télécommunications	9 794 735	826 985	19 858	3 669 840	540 362	1 536 549	1 082 055	516 803	3 545 656	209 312	8 753	245 486	21 996 394	364 429	16 023	380 452	21 615 942
	Comité externe d'examen des griefs militaires	304 555	–	–	–	–	–	–	9 796	–	–	66 545	312 356	693 252	371	11 225	11 596	681 656
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 854	38	24	624	489	4	36	95	147	–	–	(1)	6 310	–	–	–	6 310
		3 286	161	88	795	371	7	18	11	40	–	–	(1)	4 776	–	–	–	4 776

Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	1 337	79	37	326	297	2	21	–	7	–	–	17	2 123	–	–	–	2 123
Total du portefeuille ministériel	10 108 767	827 263	20 007	3 671 585	541 519	1 536 562	1 082 130	526 705	3 545 850	209 312	75 298	557 857	22 702 855	364 800	27 248	392 048	22 310 807
9 Environnement et Changement climatique																	
Ministère de l'Environnement.....	712 103	42 003	6 122	179 144	30 955	16 602	39 113	959	36 059	402 863	505	6 928	1 473 356	56 641	23 360	80 001	1 393 355
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	31 732	1 360	321	5 912	583	120	485	–	1 593	5 090	–	1 828	49 024	1 460	–	1 460	47 564
Agence Parcs Canada	495 474	22 635	10 281	218 352	27 065	33 280	58 892	473 866	28 359	23 088	136	68 896	1 460 324	–	–	–	1 460 324
Total du portefeuille ministériel	1 239 309	65 998	16 724	403 408	58 603	50 002	98 490	474 825	66 011	431 041	641	77 652	2 982 704	58 101	23 360	81 461	2 901 243
10 Famille, Enfants et Développement social																	
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	2 108 081	61 509	65 866	669 092	220 267	5 111	6 015	–	31 385	59 870 390	–	212 755	63 250 471	393 348	1 654 972	2 048 320	61 202 151
Société canadienne d'hypothèques et de logement	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2 086 438	2 086 438	–	–	–	2 086 438
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	8 250	250	98	1 581	47	229	88	–	17	–	–	–	10 560	–	–	–	10 560
Total du portefeuille ministériel	2 116 331	61 759	65 964	670 673	220 314	5 340	6 103	–	31 402	59 870 390	–	2 299 193	65 347 469	393 348	1 654 972	2 048 320	63 299 149
11 Femme et Égalité des genres																	
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	11 389	909	282	9 901	243	21	87	–	505	14 318	–	(166)	37 489	–	–	–	37 489
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	11 638	830	161	5 964	283	10	24	–	505	14 956	–	286	34 657	–	–	–	34 657
Total du portefeuille ministériel	23 027	1 739	443	15 865	526	31	111	–	1 010	29 274	–	120	72 146	–	–	–	72 146
12 Finances																	
Ministère des Finances.....	97 153	3 707	2 304	11 541	2 101	436	91 076	–	1 601	71 065 432	22 243 872	578 487	94 097 710	–	–	–	94 097 710
Agence de la consommation en matière financière du Canada.	17 066	561	772	4 613	1 284	139	93	–	967	–	–	50	25 545	–	–	–	25 545
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	39 346	1 188	441	2 748	5 599	255	322	–	1 462	–	–	30	51 391	–	–	–	51 391
Bureau du vérificateur général.....	74 354	3 842	733	5 857	1 138	184	203	–	1 952	–	–	118	88 381	379	–	379	88 002
Bureau du surintendant des institutions financières	128 603	4 423	1 542	16 601	11 737	926	301	610	3 540	–	–	–	168 283	–	–	–	168 283
Total du portefeuille ministériel	356 522	13 721	5 792	41 360	21 859	1 940	91 995	610	9 522	71 065 432	22 243 872	578 685	94 431 310	379	–	379	94 430 931
13 Immigration, Réfugiés et Citoyenneté																	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	653 986	45 862	8 209	538 724	24 909	15 122	22 797	–	21 730	1 437 039	–	12 175	2 780 553	372 870	3 824	376 694	2 403 859
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	122 766	4 585	512	20 558	1 290	3 118	684	–	4 001	–	–	845	158 359	–	–	–	158 359
Total du portefeuille ministériel	776 752	50 447	8 721	559 282	26 199	18 240	23 481	–	25 731	1 437 039	–	13 020	2 938 912	372 870	3 824	376 694	2 562 218

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ¹ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approu- visionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux ² (8)	Acquisition de machinerie et matériel ³ (9)	Paiements de transfert ⁴ (10)	Frais de la dette publique ⁵ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Revenus externes	Revenus internes	Total		
14	Infrastructure et Collectivités																	
	Bureau de l'infrastructure du Canada.....	58 617	1 331	520	48 732	1 301	1 954	141	89 166	2 333	5 449 773	–	384	5 654 252	–	–	–	5 654 252
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	166 798	166 798	–	–	–	166 798
	Autorité du pont Windsor-Détoit.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	330 500	330 500	–	–	–	330 500
	Total du portefeuille ministériel	58 617	1 331	520	48 732	1 301	1 954	141	89 166	2 333	5 449 773	–	497 682	6 151 550	–	–	–	6 151 550
15	Innovation, Sciences et Développement économique																	
	Ministère de l'Industrie.....	540 301	15 921	14 265	147 441	19 829	8 455	5 637	21	23 686	1 767 052	–	4 626	2 547 234	228 278	42 955	271 233	2 276 001
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	62 183	3 058	569	3 878	2 089	147	363	–	724	276 137	–	449	349 597	–	–	–	349 597
	Agence canadienne de développement économique du Nord	10 354	818	64	2 325	999	133	85	–	166	30 741	–	138	45 823	–	–	–	45 823
	Agence spatiale canadienne	77 972	5 094	3 718	107 811	3 877	4 668	2 193	47	40 480	56 376	–	3 510	305 746	–	–	–	305 746
	Commission canadienne du tourisme.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	98 683	98 683	–	–	–	98 683
	Commission du droit d'auteur.....	2 416	67	295	583	82	59	89	–	133	–	–	10	3 734	–	–	–	3 734
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	32 436	1 423	363	5 619	673	1 380	112	–	629	199 727	–	5	242 367	–	–	–	242 367
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	34 321	990	234	5 717	682	42	196	–	1 010	249 855	–	90	293 137	–	–	–	293 137
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	23 114	786	532	4 083	154	20	90	–	514	207 204	–	209	236 706	–	–	–	236 706
	Conseil national de recherches du Canada.....	462 249	17 743	1 906	85 815	10 726	23 008	48 270	25 734	61 471	389 218	–	19 064	1 145 204	–	–	–	1 145 204
	Conseil canadien des normes.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	17 974	17 974	–	–	–	17 974
	Statistique Canada.....	551 697	18 250	7 846	30 044	12 053	445	1 312	833	4 230	100	–	5 135	631 945	22 197	102 004	124 201	507 744
	Total du portefeuille ministériel	1 797 043	64 150	29 792	393 316	51 164	38 357	58 347	26 635	133 043	3 176 410	–	149 893	5 918 150	250 475	144 959	395 434	5 522 716

16	Institutions démocratiques																	
	Commission des débats des chefs	120	13	–	8	1	–	–	–	–	–	–	142	–	–	–	142	
	Bureau du directeur général des élections	78 567	10 866	6 048	53 059	25 264	452	2 637	855	4 248	1 489	5	258	183 748	–	–	–	183 748
	Total du portefeuille ministériel	78 687	10 879	6 048	53 067	25 265	452	2 637	855	4 248	1 489	5	258	183 890	–	–	–	183 890
17	Justice																	
	Ministère de la Justice	626 082	9 712	2 636	39 583	7 296	7 537	3 692	–	11 393	400 195	–	10 797	1 118 923	344	329 772	330 116	788 807
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	72 324	3 165	874	6 793	3 934	3 482	605	2 153	2 684	–	–	23	96 037	11 020	15 486	26 506	69 531
	Commission canadienne des droits de la personne	20 362	750	147	1 859	350	25	117	157	556	–	–	115	24 438	–	1 725	1 725	22 713
	Service administratif des tribunaux judiciaires	58 172	3 207	515	10 916	3 060	1 083	2 563	1 740	3 803	–	–	260	85 319	–	–	–	85 319
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	554 209	22 011	151	12 900	304	27	61	–	151	–	–	5 703	595 517	–	40	40	595 477
	Bureau du directeur des poursuites pénales	137 092	7 581	408	53 811	2 288	3 973	1 457	–	1 670	–	–	4 605	212 885	228	15 889	16 117	196 768
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	28 618	799	587	6 768	1 093	104	218	177	1 002	498	–	49	39 913	–	174	174	39 739
	Registraire de la Cour suprême du Canada	30 170	1 467	292	2 672	842	262	1 160	–	817	–	–	66	37 748	–	–	–	37 748
	Total du portefeuille ministériel	1 527 029	48 692	5 610	135 302	19 167	16 493	9 873	4 227	22 076	400 693	–	21 618	2 210 780	11 592	363 086	374 678	1 836 102
18	Parlement																	
	Chambre des communes	386 081	42 328	10 935	27 967	19 422	5 841	11 142	–	14 415	1 042	–	863	520 036	5 183	27 440	32 623	487 413
	Bibliothèque du Parlement	38 523	691	583	3 358	730	123	3 616	–	791	–	–	(19)	48 396	867	–	867	47 529
	Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	5 458	61	8	812	8	8	56	–	105	–	–	2	6 518	–	–	–	6 518
	Bureau du directeur parlementaire du budget	3 873	81	35	1 231	60	2	94	–	45	–	–	10	5 431	–	–	–	5 431
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique	808	11	–	305	4	–	7	–	6	–	–	–	1 141	–	–	–	1 141
	Service de protection parlementaire	53 885	270	91	19 801	561	2 255	552	–	6 929	–	–	112	84 456	31	580	611	83 845
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	1 363	50	41	703	47	1 310	9	–	109	–	–	–	3 632	–	–	–	3 632
	Sénat	77 527	9 269	543	4 078	1 129	748	897	–	1 318	492	–	89	96 090	–	–	–	96 090
	Total du portefeuille ministériel	567 518	52 761	12 236	58 255	21 961	10 287	16 373	–	23 718	1 534	–	1 057	765 700	6 081	28 020	34 101	731 599
19	Patrimoine canadien et Multiculturalisme																	
	Ministère du Patrimoine canadien.	186 363	5 053	2 042	25 466	4 417	1 726	3 375	–	2 932	1 185 376	–	2 811	1 419 561	6 950	3 047	9 997	1 409 564
	Conseil des Arts du Canada	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	292 791	292 791	–	–	–	292 791
	Société Radio-Canada	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 210 831	1 210 831	–	–	–	1 210 831
	Musée canadien des droits de la personne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	25 336	25 336	–	–	–	25 336
	Musée canadien de l'histoire	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	76 247	76 247	–	–	–	76 247

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ¹ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approu- visionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux ² (8)	Acquisition de machinerie et matériel ³ (9)	Paiements de transfert ⁴ (10)	Frais de la dette publique ⁵ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes
															Revenus externes	Revenus internes	Total	
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8 241	8 241	-	-	-	8 241
	Musée canadien de la nature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31 115	31 115	-	-	-	31 115
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	51 420	1 451	1 245	3 626	883	379	217	-	1 974	-	-	209	61 404	50 323	-	50 323	11 081
	Bibliothèque et Archives du Canada	86 992	1 409	1 180	14 497	3 658	1 285	2 699	3 695	3 011	1 500	-	5 270	125 196	190	376	566	124 630
	Société du Centre national des Arts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35 439	35 439	-	-	-	35 439
	Commission de la capitale nationale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	109 488	109 488	-	-	-	109 488
	Office national du film	41 676	3 029	10 120	5 334	6 291	84	356	-	1 494	-	-	6 283	74 667	4 132	25	4 157	70 510
	Musée des beaux-arts du Canada ..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	51 461	51 461	-	-	-	51 461
	Musée national des sciences et de la technologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30 243	30 243	-	-	-	30 243
	Téléfilm Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	101 899	101 899	-	-	-	101 899
	Commission des champs de bataille nationaux	4 416	141	276	1 079	62	936	655	326	373	-	-	2 595	10 859	-	-	-	10 859
	Total du portefeuille ministériel	370 867	11 083	14 863	50 002	15 311	4 410	7 302	4 021	9 784	1 186 876	-	1 990 259	3 664 778	61 595	3 448	65 043	3 599 735
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne																	
	Ministère des Pêches et des Océans	1 164 630	95 230	3 645	392 895	29 692	148 557	120 447	159 277	988 201	185 375	1	36 170	3 324 120	41 197	12	41 209	3 282 911
	Total du portefeuille ministériel	1 164 630	95 230	3 645	392 895	29 692	148 557	120 447	159 277	988 201	185 375	1	36 170	3 324 120	41 197	12	41 209	3 282 911
21	Relations Couronne- Autochtones																	
	Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	306 580	19 112	5 913	268 320	11 904	3 872	3 971	5 377	4 416	3 561 241	-	242 280	4 432 986	-	1 329	1 329	4 431 657
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	7 926	2 044	225	2 639	1 157	546	511	-	599	8 951	-	59	24 657	-	-	-	24 657
	Total du portefeuille ministériel	314 506	21 156	6 138	270 959	13 061	4 418	4 482	5 377	5 015	3 570 192	-	242 339	4 457 643	-	1 329	1 329	4 456 314

22	Ressources naturelles																	
	Ministère des Ressources naturelles	447 802	19 591	10 262	114 838	17 625	6 777	23 214	14 839	23 561	739 093	-	9 552	1 427 154	17 981	6 206	24 187	1 402 967
	Énergie atomique du Canada, Limitée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	829 233	829 233	-	-	-	829 233
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	109 875	5 621	966	16 041	4 799	1 454	505	-	7 010	2 599	-	53	148 923	-	-	-	148 923
	Office national de l'énergie	69 033	3 638	290	12 461	551	1 092	463	20	810	5 090	-	14 658	108 106	-	-	-	108 106
	Administration du pipe-line du Nord	28	3	-	188	10	-	1	-	-	-	-	1	231	-	-	-	231
	Total du portefeuille ministériel	626 738	28 853	11 518	143 528	22 985	9 323	24 183	14 859	31 381	746 782	-	853 497	2 513 647	17 981	6 206	24 187	2 489 460
23	Revenu national																	
	Agence du revenu du Canada	3 539 889	118 376	23 407	390 870	273 550	41 727	18 828	-	50 026	1 002 504	-	18 071	5 477 248	-	356 135	356 135	5 121 113
	Total du portefeuille ministériel	3 539 889	118 376	23 407	390 870	273 550	41 727	18 828	-	50 026	1 002 504	-	18 071	5 477 248	-	356 135	356 135	5 121 113
24	Santé																	
	Ministère de la Santé	798 327	19 424	31 620	148 006	16 186	19 570	22 445	6 900	25 341	1 412 669	-	7 980	2 508 468	111 563	27 156	138 719	2 369 749
	Agence canadienne d'inspection des aliments	629 730	15 588	3 254	68 936	11 337	13 050	17 983	22	20 330	4 751	-	7 326	792 307	-	-	-	792 307
	Instituts de recherche en santé du Canada	50 261	4 544	515	4 481	1 535	109	139	-	1 284	1 087 884	-	175	1 150 927	-	-	-	1 150 927
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	7 570	215	693	1 245	108	10	33	-	355	-	-	70	10 299	-	-	-	10 299
	Agence de la santé publique du Canada	221 263	8 217	19 456	91 087	2 191	3 143	23 166	387	11 716	292 402	-	3 011	676 039	633	54	687	675 352
	Total du portefeuille ministériel	1 707 151	47 988	55 538	313 755	31 357	35 882	63 766	7 309	59 026	2 797 706	-	18 562	5 138 040	112 196	27 210	139 406	4 998 634
25	Sciences																	
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	42 918	3 518	1 225	5 398	1 076	114	127	229	1 519	1 273 975	-	51	1 330 150	-	-	-	1 330 150
	Conseil de recherches en sciences humaines	27 172	1 498	1 188	3 680	604	64	62	145	1 057	837 621	-	39	873 130	-	-	-	873 130
	Total du portefeuille ministériel	70 090	5 016	2 413	9 078	1 680	178	189	374	2 576	2 111 596	-	90	2 203 280	-	-	-	2 203 280
26	Sécurité publique et Protection civile																	
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	118 086	4 258	5 587	21 929	5 384	2 971	633	60	4 960	564 277	-	1 610	729 755	560	1 594	2 154	727 601
	Agence des services frontaliers du Canada	1 652 501	52 451	1 555	308 314	12 758	29 789	13 292	49 995	50 030	-	-	8 374	2 179 059	24 121	-	24 121	2 154 938
	Service canadien du renseignement de sécurité	376 044	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	210 564	586 608	-	-	-	586 608
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	7 017	366	160	1 311	389	2	100	-	248	-	-	292	9 885	-	-	-	9 885
	Service correctionnel du Canada ..	1 757 110	29 735	774	368 635	26 986	37 838	162 491	143 730	80 335	1 869	-	94 081	2 703 584	5 190	109 074	114 264	2 589 320
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	4 184	279	62	332	21	8	13	-	24	-	-	278	5 201	-	-	-	5 201
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	47 704	2 621	61	2 380	162	65	180	724	667	-	-	151	54 715	4 961	-	4 961	49 754

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ¹ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux ² (8)	Acquisition de machinerie et matériel ³ (9)	Paiements de transfert ⁴ (10)	Frais de la dette publique ⁵ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Revenus externes	Revenus internes	Total		
	Gendarmerie royale du Canada.....	3 429 089	214 721	2 671	520 003	177 642	100 222	158 087	104 838	297 469	297 685	746	150 366	5 453 539	1 647 822	16 488	1 664 310	3 789 229
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	1 641	39	8	427	5	–	30	–	20	–	–	141	2 311	–	–	–	2 311
	Total du portefeuille ministériel	7 393 376	304 470	10 878	1 223 331	223 347	170 895	334 826	299 347	433 753	863 831	746	465 857	11 724 657	1 682 654	127 156	1 809 810	9 914 847
27	Services aux Autochtones																	
	Ministère des Services aux Autochtones Canada.....	443 995	324 894	1 805	504 514	11 499	3 816	500 928	29	53 167	9 787 946	–	17 889	11 650 482	63 465	–	63 465	11 587 017
	Total du portefeuille ministériel	443 995	324 894	1 805	504 514	11 499	3 816	500 928	29	53 167	9 787 946	–	17 889	11 650 482	63 465	–	63 465	11 587 017
28	Services publics et Approvisionnement																	
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	1 425 863	90 907	17 719	2 041 181	1 203 113	1 263 632	254 765	580 235	162 778	(3 227)	129 069	378 571	7 544 606	381 664	3 283 865	3 665 529	3 879 077
	Société canadienne des postes.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	22 210	22 210	–	–	–	22 210
	Services partagés Canada.....	702 955	551 415	1 315	271 957	388 444	168 711	7 726	8 956	421 258	–	4 181	3 855	2 530 773	4 335	678 629	682 964	1 847 809
	Total du portefeuille ministériel	2 128 818	642 322	19 034	2 313 138	1 591 557	1 432 343	262 491	589 191	584 036	(3 227)	133 250	404 636	10 097 589	385 999	3 962 494	4 348 493	5 749 096
29	Transports																	
	Ministère des Transports.....	604 390	36 767	5 904	180 868	9 930	14 001	17 436	97 217	48 323	276 102	–	14 281	1 305 219	42 762	33 526	76 288	1 228 931
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien ...	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	817 771	817 771	–	–	–	817 771
	Office des transports du Canada ...	27 752	789	626	1 619	805	128	143	–	1 219	–	–	63	33 144	–	–	–	33 144
	Marine Atlantique S.C.C.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	125 945	125 945	–	–	–	125 945
	La Société des ponts fédéraux Limitée.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3 464	3 464	–	–	–	3 464
	VIA Rail Canada Inc.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	496 247	496 247	–	–	–	496 247
	Total du portefeuille ministériel	632 142	37 556	6 530	182 487	10 735	14 129	17 579	97 217	49 542	276 102	–	1 457 771	2 781 790	42 762	33 526	76 288	2 705 502
	Total des dépenses ministérielles nettes.....	46 131 628	3 069 407	387 385	12 940 395	3 461 873	3 607 487	3 050 361	2 377 793	6 307 263	174 523 036	22 453 813	9 991 177	288 301 618	4 492 443	6 968 639	11 461 082	276 840 536

Notes : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

¹ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 3 du volume III.² Des renseignements additionnels sont fournis à la section 4 du volume III.³ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 5 du volume III.⁴ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 6 du volume III.⁵ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 7 du volume III.

Tableau 3a

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 3) avec le total des charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les courus et autres redressements, les charges des sociétés d'État et autres entités consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes et des revenus internes affectés aux charges.

(en milliers de dollars)

Description	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Moins :		Total des charges externes
						Charges internes	Revenus internes affectés aux charges	
Paievements de transfert	174 523 036	19 077 660	3 515 012	98 641	27 263 392	–	–	224 477 741
Personnel	46 131 628	(403 479)	10 230 768	1 723 053	–	–	–	57 681 970
Transports et communications.....	3 069 407	–	(38 740)	147 846	–	14 932	117 693	3 045 888
Information	387 385	–	1 164	64 809	–	9 308	73 367	370 683
Services professionnels et spéciaux.....	12 940 395	–	(267 547)	1 304 992	–	331 216	2 610 598	11 036 026
Location	3 461 873	–	(192 344)	201 408	–	84 928	669 392	2 716 617
Réparation et entretien	3 607 487	–	(32 674)	228 977	–	31 129	245 351	3 527 310
Services publics, fournitures et approvisionnements .	3 050 361	–	(317 692)	644 669	–	7 340	57 855	3 312 143
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux.....	2 377 793	–	(2 377 793)	–	–	–	–	–
Acquisition de machinerie et matériel	6 307 263	–	(6 307 263)	–	–	–	–	–
Frais de la dette publique	22 453 813	(8 126)	820 414	–	–	–	–	23 266 101
Autres subventions et paiements	9 991 177	169 057	6 420 331	(3 677 246)	–	271 141	1 703 020	10 929 158
Amortissement des immobilisations corporelles.....	–	–	5 123 496	519 954	–	–	–	5 643 450
Perte nette sur cession de biens	–	–	124 303	50 448	–	–	–	174 751
Total brut	288 301 618	18 835 112	16 701 435	1 307 551	27 263 392	749 994	5 477 276	346 181 838
Autres éléments :								
Frais d'administration								
Compte des opérations de l'assurance-emploi	–	1 640 709	–	–	–	149 346	1 491 363	–
Revenus affectés aux dépenses								
Revenus externes	(4 492 443)	–	4 492 443	–	–	–	–	–
Revenus internes	(6 968 639)	–	–	–	–	–	(6 968 639)	–
	(11 461 082)	1 640 709	4 492 443	–	–	149 346	(5 477 276)	–
Total des charges.....	276 840 536	20 475 821	21 193 878	1 307 551	27 263 392	899 340	–	346 181 838

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

Tableau 4

Revenus ministériels

Le tableau 4 présente les revenus pour chaque portefeuille ministériel. La colonne « Total des revenus ministériels » représente les revenus provenant de toutes sources. Elle représente les revenus fiscaux et les autres revenus de sources externes et internes. Elle présente le total des revenus ministériels rapporté à l'état des « Revenus » dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le tableau 4a concilie le total des revenus ministériels avec les revenus externes rapportés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Autres revenus					Total des autres revenus	Total des revenus ministériels	
		Revenus fiscaux	Revenus de placements ¹	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ²	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État			Divers ³
2	Affaires mondiales								
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	–	1 027 235	21 949	91 256	2 104	123 766	1 266 310	1 266 310
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	–	174 737	117	–	–	42 218	217 072	217 072
	Commission mixte internationale (section canadienne)	–	–	85	–	–	2	87	87
	Total du portefeuille ministériel	–	1 201 972	22 151	91 256	2 104	165 986	1 483 469	1 483 469
3	Agriculture et Agroalimentaire								
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	–	366 494	17 318	61 597	5 658	31 765	482 832	482 832
	Commission canadienne des grains	–	–	20	62 189	27	12	62 248	62 248
	Total du portefeuille ministériel	–	366 494	17 338	123 786	5 685	31 777	545 080	545 080
4	Anciens Combattants								
	Ministère des Anciens Combattants	–	–	48 375	(344)	5	601	48 637	48 637
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	–	–	12	–	–	–	12	12
	Total du portefeuille ministériel	–	–	48 387	(344)	5	601	48 649	48 649
5	Bureau du secrétaire du gouverneur général	–	–	82	–	–	43	125	125
6	Conseil du Trésor								
	Secrétariat du Conseil du Trésor	–	–	2 226	669 398	–	3 501	675 125	675 125
	École de la fonction publique du Canada	–	–	165	6 424	2	–	6 591	6 591
	Commissariat au lobbying	–	–	5	–	–	–	5	5
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	–	–	40	–	–	–	40	40
	Total du portefeuille ministériel	–	–	2 436	675 822	2	3 501	681 761	681 761
7	Conseil privé								
	Bureau du Conseil privé	–	–	738	960	14	3	1 715	1 715
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	–	69	–	–	1 024	1 093	1 093
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	–	–	95	14	38	10	157	157
	Commissariat aux langues officielles	–	–	62	–	1	(1)	62	62
	Commission de la fonction publique	–	–	410	9 404	1	1 367	11 182	11 182
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	–	–	67	–	–	1	68	68
	Total du portefeuille ministériel	–	–	1 441	10 378	54	2 404	14 277	14 277

8	Défense nationale							
	Ministère de la Défense nationale.....	–	1 353	42 406	379 009	16 426	12 929	452 123
	Centre de la sécurité des télécommunications.....	–	–	506	13 224	17	685	14 432
	Comité externe d'examen des griefs militaires.....	–	–	12	–	–	–	12
	Total du portefeuille ministériel	–	1 353	42 924	392 233	16 443	13 614	466 567
9	Environnement et Changement climatique							
	Ministère de l'Environnement.....	–	–	8 650	81 889	1 102	6 734	98 375
	Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	–	–	99	1 936	–	88	2 123
	Agence Parcs Canada.....	–	–	5 032	166 799	–	206	172 037
	Total du portefeuille ministériel	–	–	13 781	250 624	1 102	7 028	272 535
10	Famille, Enfants et Développement social							
	Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	–	4 535 314	17 897	216 984	88	1 925 694	6 695 977
	Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	–	193 597	–	–	–	2 618	196 215
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	–	–	–	7 079	–	–	7 079
	Total du portefeuille ministériel	–	4 728 911	17 897	224 063	88	1 928 312	6 899 271
11	Femmes et Égalité des genres							
	Ministère de Femmes et de l'Égalité des genres.....	–	–	77	–	–	–	77
	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	–	–	90	–	–	–	90
	Total du portefeuille ministériel	–	–	167	–	–	–	167
12	Finances							
	Ministère des Finances.....	–	4 404 893	674	5	1	505 270	4 910 843
	Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	–	–	–	21 007	1	–	21 008
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	–	–	68	–	–	41	109
	Bureau du vérificateur général.....	–	–	398	1 353	1	–	1 752
	Bureau du surintendant des institutions financières.....	–	–	–	169 066	2	1	169 069
	Total du portefeuille ministériel	–	4 404 893	1 140	191 431	5	505 312	5 102 781
13	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté							
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	–	–	16 685	1 396 499	20	113	1 413 317
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	–	–	1 086	–	1	3	1 090
	Total du portefeuille ministériel	–	–	17 771	1 396 499	21	116	1 414 407
14	Infrastructure et Collectivités							
	Bureau de l'infrastructure du Canada.....	–	14	15 041	–	–	381	15 436
	Total du portefeuille ministériel	–	14	15 041	–	–	381	15 436

Tableau 4

Revenus ministériels – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Revenus de placements ¹	Autres revenus			Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
				Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ²	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État		
15	Innovation, Sciences et Développement économique							
	Ministère de l'Industrie.....	–	84 956	31 476	639 297	250	436 196	1 192 175
	Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	–	10	14 798	–	40	61 430	76 278
	Agence canadienne de développement économique du Nord.....	–	–	5 135	–	22	2	5 159
	Agence spatiale canadienne.....	–	–	349	1 333	28	569	2 279
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	–	–	2 758	–	12	16 983	19 753
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	–	–	2 697	–	–	75 901	78 598
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	–	–	1 747	–	20	33 689	35 456
	Conseil national de recherches du Canada.....	–	–	5 244	187 671	696	78	193 689
	Statistique Canada.....	–	–	1 651	143 882	13	59	145 605
	Total du portefeuille ministériel.....	–	84 966	65 855	972 183	1 081	624 907	1 748 992
16	Institutions démocratiques							
	Bureau du directeur général des élections.....	–	–	273	–	13	94	380
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	273	–	13	94	380
17	Justice							
	Ministère de la Justice.....	–	–	3 010	379 651	1	2 913	385 575
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	–	–	977	–	1	31 096	32 074
	Commission canadienne des droits de la personne.....	–	–	218	1 725	–	14	1 957
	Service administratif des tribunaux judiciaires.....	–	–	324	1 662	30	1 019	3 035
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	–	–	–	40	–	15 997	16 037
	Bureau du directeur des poursuites pénales.....	–	–	500	17 588	–	932	19 020
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	–	–	266	174	–	–	440
	Registraire de la Cour suprême du Canada.....	–	–	102	161	12	139	414
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	5 397	401 001	44	52 110	458 552
18	Parlement							
	Chambre des communes.....	–	–	816	32 568	55	–	33 439
	Bibliothèque du Parlement.....	–	–	158	880	–	1	1 039
	Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	–	–	21	–	–	4	25
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	–	–	3	–	–	–	3
	Service de protection parlementaire.....	–	–	1 459	611	–	–	2 070
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.....	–	–	2	–	–	–	2
	Sénat.....	–	–	184	–	14	5	203
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	2 643	34 059	69	10	36 781

19	Patrimoine canadien et Multiculturalisme								
	Ministère du Patrimoine canadien	–	–	7 922	10 112	4	76 119	94 157	94 157
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	–	–	181	176 947	–	486	177 614	177 614
	Bibliothèque et Archives du Canada.....	–	–	239	634	4	43	920	920
	Office national du film	–	–	–	4 236	–	–	4 236	4 236
	Commission des champs de bataille nationaux.....	–	–	–	2 567	–	–	2 567	2 567
	Total du portefeuille ministériel	–	–	8 342	194 496	8	76 648	279 494	279 494
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne								
	Ministère des Pêches et des Océans.....	–	–	12 467	86 561	9 114	12 990	121 132	121 132
	Total du portefeuille ministériel	–	–	12 467	86 561	9 114	12 990	121 132	121 132
21	Relations Couronne-Autochtones								
	Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	–	1 016	8 700	3 017	1 122	2 976	16 831	16 831
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	–	–	117	–	–	294	411	411
	Total du portefeuille ministériel	–	1 016	8 817	3 017	1 122	3 270	17 242	17 242
22	Ressources naturelles								
	Ministère des Ressources naturelles	–	–	4 910	664 240	160	14 529	683 839	683 839
	Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	–	–	518	117 306	44	30	117 898	117 898
	Office national de l'énergie.....	–	–	366	101 834	–	6	102 206	102 206
	Administration du pipe-line du Nord.....	–	–	–	261	–	–	261	261
	Total du portefeuille ministériel	–	–	5 794	883 641	204	14 565	904 204	904 204
23	Revenu national								
	Agence du revenu du Canada	218 189 091	–	15 906	552 600	120	5 239 557	5 808 183	223 997 274
	Total du portefeuille ministériel	218 189 091	–	15 906	552 600	120	5 239 557	5 808 183	223 997 274
24	Santé								
	Ministère de la Santé	–	–	5 772	221 268	257	705	228 002	228 002
	Agence canadienne d'inspection des aliments.....	–	–	3 650	54 600	500	70	58 820	58 820
	Instituts de recherche en santé du Canada.....	–	–	3 478	–	–	1	3 479	3 479
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	–	–	39	6 996	2	–	7 037	7 037
	Agence de la santé publique du Canada.....	–	–	2 803	13 503	82	2	16 390	16 390
	Total du portefeuille ministériel	–	–	15 742	296 367	841	778	313 728	313 728
25	Sciences								
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	–	3 432	172	–	2	3 606	3 606
	Conseil de recherches en sciences humaines	–	–	1 666	258	–	152	2 076	2 076
	Total du portefeuille ministériel	–	–	5 098	430	–	154	5 682	5 682

Tableau 4

Revenus ministériels – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Revenus de placements ¹	Autres revenus			Total des autres revenus	Total des revenus ministériels	
				Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ²	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État			Divers ³
26	Sécurité publique et Protection civile								
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	–	–	15 618	2 154	5	69	17 846	17 846
	Agence des services frontaliers du Canada.....	35 347 800	–	5 243	26 681	122	92 642	124 688	35 472 488
	Service canadien du renseignement de sécurité.....	–	6	799	2 843	448	33	4 129	4 129
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	39	–	–	4	43	43
	Service correctionnel du Canada.....	–	–	10 958	118 422	1 629	358	131 367	131 367
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	–	–	26	–	–	–	26	26
	Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	–	–	401	6 663	14	1	7 079	7 079
	Gendarmerie royale du Canada.....	–	11	10 863	2 392 538	25 340	6 549	2 435 301	2 435 301
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	41	–	–	–	41	41
	Total du portefeuille ministériel.....	35 347 800	17	43 988	2 549 301	27 558	99 656	2 720 520	38 068 320
27	Services aux Autochtones								
	Ministère des Services aux Autochtones Canada.....	–	125	44 835	63 506	488	225	109 179	109 179
	Total du portefeuille ministériel.....	–	125	44 835	63 506	488	225	109 179	109 179
28	Services publics et Approvisionnement								
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	–	10 000	39 754	3 674 910	197	149 433	3 874 294	3 874 294
	Direction des opérations de la paye et de la gestion des services ⁴	–	–	26 439	–	–	–	26 439	26 439
	Services partagés Canada.....	–	–	7 422	680 478	3	12 300	700 203	700 203
	Total du portefeuille ministériel.....	–	10 000	73 615	4 355 388	200	161 733	4 600 936	4 600 936
29	Transports								
	Ministère des Transports.....	–	25 232	6 571	500 458	4	8 640	540 905	540 905
	Office des transports du Canada.....	–	–	60	–	–	132	192	192
	Total du portefeuille ministériel.....	–	25 232	6 631	500 458	4	8 772	541 097	541 097
	Total des revenus ministériels.....	253 536 891	10 824 993	515 959	14 248 756	66 375	8 954 544	34 610 627	288 147 518

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

¹ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 10 du volume III. Le montant total compris 1 508 718 \$ qui se rapporte aux comptes des opérations de change (1 482 023 \$ pour le compte du fonds des changes et 26 695 \$ pour le Fonds monétaire international), 7 633 299 \$ pour les sociétés d'État entreprises, et 1 682 976 \$ pour les autres revenus de placement. Les montants qui se rapportent aux revenus des opérations de change et aux revenus des sociétés d'État ont été respectivement reclassifiés au tableau 4a de ce volume.

² Le détail des ventes de biens et de services est présenté au tableau 4b de ce volume.

³ Inclut les pièces de monnaie canadienne de 130 445 \$ et le gain net de change de 194 719 \$. Le montant de 194 719 \$ a été reclassifié aux revenus des opérations de change au tableau 4a de ce volume.

⁴ Les paiements de transition pour la mise en œuvre de la paye en arriéré ont été transférés à un compte central administré par la Direction des opérations de la paye et de la gestion des services qui n'est pas un organisme nommé dans la *Loi sur la gestion des finances publiques*, mais qui est une direction relevant de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada qui exerce un rôle de soutien administratif central pour l'ensemble du gouvernement.

Tableau 4a

Récapitulation des revenus externes par provenance

Le tableau 4a concilie le total des revenus ministériels (tableau 4) avec les revenus externes rapportés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les revenus des comptes à fins déterminées consolidés, des débiteurs courus et le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte, les autres revenus courus et reportés, les revenus des sociétés d'État et autres entités, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des revenus internes.

(en milliers de dollars)

Description	Total des revenus ministériels	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités	Crédits et remboursements fiscaux	Revenus internes ¹	Total des revenus externes
Revenus fiscaux							
Revenus d'impôt sur le revenu							
Particuliers	138 569 521	—	—	—	25 265 742	46 000	163 881 263
Sociétés	48 370 671	—	—	—	1 997 650	—	50 368 321
Non-résidents	9 369 558	—	—	—	—	—	9 369 558
	<i>196 309 750</i>	—	—	—	<i>27 263 392</i>	<i>46 000</i>	<i>223 619 142</i>
Autres taxes et droits							
Taxe sur les produits et services	38 221 164	—	—	—	—	—	38 221 164
Taxes sur l'énergie							
Taxe d'accise — Essence	4 483 019	—	—	—	—	—	4 483 019
Taxe d'accise — Essence d'aviation et combustible diesel	1 319 234	—	—	—	—	—	1 319 234
	<i>5 802 253</i>	—	—	—	—	—	<i>5 802 253</i>
Droits de douane à l'importation	6 880 783	—	—	—	—	—	6 880 783
Autres taxes et droits d'accise							
Droits d'accise	5 228 269	—	—	—	—	—	5 228 269
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	871 522	—	—	—	—	—	871 522
Diverses taxes et droits d'accise	223 150	—	—	—	—	—	223 150
	<i>6 322 941</i>	—	—	—	—	—	<i>6 322 941</i>
	<i>57 227 141</i>	—	—	—	—	—	<i>57 227 141</i>
Total des revenus fiscaux	253 536 891	—	—	—	27 263 392	46 000	280 846 283
Cotisations d'assurance-emploi	—	22 698 402	—	—	—	(403 479)	22 294 923

Tableau 4a

Récapitulation des revenus externes par provenance – fin

(en milliers de dollars)

Description	Total des revenus ministériels	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités	Crédits et remboursements fiscaux	Revenus internes ¹	Total des revenus externes
Autres revenus							
Sociétés d'État							
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques							
Quote-part des bénéfices annuels.....	6 426 942	–	–	(506 746)	–	–	5 920 196
Intérêt et autres.....	1 206 357	–	(25 232)	–	–	–	1 181 125
	7 633 299	–	(25 232)	(506 746)	–	–	7 101 321
Autres programmes							
Revenus de placements.....	1 682 976	–	122 638	–	–	(35)	1 805 579
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	515 959	–	(479 169)	–	–	(36 790)	–
Ventes de biens et de services							
Droits et privilèges.....	1 426 442	–	903 458	–	–	(8 291)	2 321 609
Location et utilisation de biens publics.....	1 465 126	–	75 943	–	–	(762 555)	778 514
Services de nature réglementaire.....	2 199 097	–	23 067	–	–	(442 390)	1 779 774
Services de nature non réglementaire.....	4 986 946	–	1 246 691	–	–	(2 219 677)	4 013 960
Ventes de biens et de produits d'information.....	2 119 779	–	1 054 514	–	–	(1 956 475)	1 217 818
Autres frais et droits.....	2 051 366	–	(688 544)	–	–	(556 976)	805 846
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	66 375	–	(38 797)	–	–	(27 578)	–
Revenus divers							
Intérêt et pénalités.....	5 270 240	–	901 006	–	–	–	6 171 246
Autres.....	3 489 585	(261 475)	(6 249 906)	6 145 839	–	(1 709 857)	1 414 186
	25 273 891	(261 475)	(3 129 099)	6 145 839	–	(7 720 624)	20 308 532
Nets des opérations de change							
Compte du fonds des changes.....	1 482 023	–	(2 029)	–	–	–	1 479 994
Fonds monétaire international.....	26 695	–	137 651	–	–	–	164 346
Autres.....	194 719	–	(172 171)	–	–	–	22 548
	1 703 437	–	(36 549)	–	–	–	1 666 888
Total des autres revenus	34 610 627	(261 475)	(3 190 880)	5 639 093	–	(7 720 624)	29 076 741
Total des revenus	288 147 518	22 436 927	(3 190 880)	5 639 093	27 263 392	(8 078 103)	332 217 947

Note: Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

¹ Le montant total des revenus internes réduit de 7 720 624 \$ le montant total des autres revenus. Ce montant comprend 899 340 \$ qui représente des charges internes, tel que détaillé au tableau 2a de ce volume et 6 821 284 \$ de revenus disponibles pour être dépensés.

Tableau 4b

Ventes de biens et de services

Le tableau 4b présente le détail des revenus provenant de la vente de biens et de services pour chaque portefeuille ministériel. Ils comprennent ceux provenant des sources internes et externes.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et produits d'information	Autres frais et droits	Total
2	Affaires mondiales							
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	–	33 915	55 556	1 785	–	–	91 256
	Total du portefeuille ministériel	–	33 915	55 556	1 785	–	–	91 256
3	Agriculture et Agroalimentaire							
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	5 838	7 159	10 250	19 351	73	18 926	61 597
	Commission canadienne des grains	–	–	60 091	2 113	–	(15)	62 189
	Total du portefeuille ministériel	5 838	7 159	70 341	21 464	73	18 911	123 786
4	Anciens Combattants							
	Ministère des Anciens Combattants	–	–	–	106	–	(450)	(344)
	Total du portefeuille ministériel	–	–	–	106	–	(450)	(344)
6	Conseil du Trésor							
	Secrétariat du Conseil du Trésor	–	–	–	–	–	669 398	669 398
	École de la fonction publique du Canada	–	–	6 424	–	–	–	6 424
	Total du portefeuille ministériel	–	–	6 424	–	–	669 398	675 822
7	Conseil privé							
	Bureau du Conseil privé	–	–	–	–	603	357	960
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	–	–	–	–	–	14	14
	Commission de la fonction publique	–	–	–	9 404	–	–	9 404
	Total du portefeuille ministériel	–	–	–	9 404	603	371	10 378
8	Défense nationale							
	Ministère de la Défense nationale	–	133 615	9	174 840	69 061	1 484	379 009
	Centre de la sécurité des télécommunications	–	–	–	–	–	13 224	13 224
	Total du portefeuille ministériel	–	133 615	9	174 840	69 061	14 708	392 233
9	Environnement et Changement climatique							
	Ministère de l'Environnement	–	5 615	6 974	24 380	42 761	2 159	81 889
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	–	–	–	1 936	–	–	1 936
	Agence Parcs Canada	–	34 025	–	126 430	2 536	3 808	166 799
	Total du portefeuille ministériel	–	39 640	6 974	152 746	45 297	5 967	250 624

Tableau 4b

Ventes de biens et de services – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et produits d'information	Autres frais et droits	Total
10	Famille, Enfants et Développement social							
	Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	–	–	51 940	165 038	–	6	216 984
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	–	–	–	–	7 221	(142)	7 079
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	51 940	165 038	7 221	(136)	224 063
12	Finances							
	Ministère des Finances.....	–	–	–	–	–	5	5
	Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	–	–	20 582	–	–	425	21 007
	Bureau du vérificateur général.....	–	–	–	–	–	1 353	1 353
	Bureau du surintendant des institutions financières.....	–	–	158 764	10 241	–	61	169 066
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	179 346	10 241	–	1 844	191 431
13	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté							
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	559 110	–	774 487	–	415	62 487	1 396 499
	Total du portefeuille ministériel.....	559 110	–	774 487	–	415	62 487	1 396 499
15	Innovation, Sciences et Développement économique							
	Ministère de l'Industrie.....	298 660	–	64 623	2 866	434	272 714	639 297
	Agence spatiale canadienne.....	67	–	–	1 266	–	–	1 333
	Conseil national de recherches du Canada.....	6 072	7 291	–	160 780	5 420	8 108	187 671
	Statistique Canada.....	–	–	–	–	143 882	–	143 882
	Total du portefeuille ministériel.....	304 799	7 291	64 623	164 912	149 736	280 822	972 183
17	Justice							
	Ministère de la Justice.....	–	–	6 934	26 941	–	345 776	379 651
	Commission canadienne des droits de la personne.....	–	–	–	–	–	1 725	1 725
	Service administratif des tribunaux judiciaires.....	–	–	1 575	–	87	–	1 662
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	–	–	–	40	–	–	40
	Bureau du directeur des poursuites pénales.....	–	–	–	17 588	–	–	17 588
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	–	–	–	–	–	174	174
	Registraire de la Cour suprême du Canada.....	–	40	–	–	9	112	161
	Total du portefeuille ministériel.....	–	40	8 509	44 569	96	347 787	401 001
18	Parlement							
	Chambre des communes.....	–	–	–	19 037	13 376	155	32 568
	Bibliothèque du Parlement.....	–	–	–	–	880	–	880
	Service de protection parlementaire.....	–	–	–	548	(29)	92	611
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	–	19 585	14 227	247	34 059

19	Patrimoine canadien et Multiculturalisme							
	Ministère du Patrimoine canadien	–	39	–	5 715	17	4 341	10 112
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	113 973	–	62 974	–	–	–	176 947
	Bibliothèque et Archives du Canada.....	–	–	–	–	215	419	634
	Office national du film	1 251	–	–	21	2 840	124	4 236
	Commission des champs de bataille nationaux.....	–	–	–	–	–	2 567	2 567
	Total du portefeuille ministériel	115 224	39	62 974	5 736	3 072	7 451	194 496
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne							
	Ministère des Pêches et des Océans.....	42 490	–	–	43 388	683	–	86 561
	Total du portefeuille ministériel	42 490	–	–	43 388	683	–	86 561
21	Relations Couronne-Autochtones							
	Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	1 673	–	–	16	–	1 328	3 017
	Total du portefeuille ministériel	1 673	–	–	16	–	1 328	3 017
22	Ressources naturelles							
	Ministère des Ressources naturelles	337 935	1 155	1 669	18 434	1 363	303 684	664 240
	Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	–	–	116 873	–	–	433	117 306
	Office national de l'énergie.....	–	–	108 019	–	–	(6 185)	101 834
	Administration du pipe-line du Nord.....	28	–	233	–	–	–	261
	Total du portefeuille ministériel	337 963	1 155	226 794	18 434	1 363	297 932	883 641
23	Revenu national							
	Agence du revenu du Canada	378	–	357 692	177 670	39	16 821	552 600
	Total du portefeuille ministériel	378	–	357 692	177 670	39	16 821	552 600
24	Santé							
	Ministère de la Santé	52 760	1	54 586	90 145	–	23 776	221 268
	Agence canadienne d'inspection des aliments.....	11	13	54 539	–	–	37	54 600
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	–	–	–	–	–	6 996	6 996
	Agence de la santé publique du Canada.....	218	6	–	13 175	–	104	13 503
	Total du portefeuille ministériel	52 989	20	109 125	103 320	–	30 913	296 367
25	Sciences							
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	–	–	6	–	166	172
	Conseil de recherches en sciences humaines	–	–	–	159	–	99	258
	Total du portefeuille ministériel	–	–	–	165	–	265	430
26	Sécurité publique et Protection civile							
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	–	–	–	2 154	–	–	2 154
	Agence des services frontaliers du Canada.....	371	–	18 469	7 834	–	7	26 681
	Service canadien du renseignement de sécurité	–	–	768	–	–	2 075	2 843
	Service correctionnel du Canada	–	1 546	–	33 903	84 245	(1 272)	118 422
	Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	–	–	6 663	–	–	–	6 663
	Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	36 087	2 334 193	–	22 258	2 392 538
	Total du portefeuille ministériel	371	1 546	61 987	2 378 084	84 245	23 068	2 549 301

Tableau 4b

Ventes de biens et de services – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et produits d'information	Autres frais et droits	Total
27	Services aux Autochtones							
	Ministère des Services aux Autochtones Canada	–	63	–	63 554	–	(111)	63 506
	Total du portefeuille ministériel	–	63	–	63 554	–	(111)	63 506
28	Services publics et Approvisionnement							
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	–	816 854	143 184	701 936	1 742 622	270 314	3 674 910
	Services partagés Canada	–	–	–	681 612	139	(1 273)	680 478
	Total du portefeuille ministériel	–	816 854	143 184	1 383 548	1 742 761	269 041	4 355 388
29	Transports							
	Ministère des Transports	5 607	423 789	19 132	48 341	887	2 702	500 458
	Total du portefeuille ministériel	5 607	423 789	19 132	48 341	887	2 702	500 458
	Total des revenus ministériels.....	1 426 442	1 465 126	2 199 097	4 986 946	2 119 779	2 051 366	14 248 756

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

Tableau 5**Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel**

Le tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations					
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ¹
2	Affaires mondiales										
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	61 573	6 490 832	499 685	428 109	7 480 199	7 056 875	400 916	–	22 408	6 574 287
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	–	–	–	9 037	9 037	9 037	–	–	–	51 198
	Centre de recherches pour le développement international	–	139 338	–	1 028	140 366	140 366	–	–	–	139 952
	Commission mixte internationale (section canadienne)	–	11 886	963	400	13 249	8 503	4 746	–	–	7 419
	Investir au Canada	–	23 185	–	(426)	22 759	10 719	12 040	–	–	2 033
	Total du portefeuille ministériel	61 573	6 665 241	500 648	438 148	7 665 610	7 225 500	417 702	–	22 408	6 774 889
3	Agriculture et Agroalimentaire										
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	19 942	2 516 003	30 234	(295 951)	2 270 228	2 157 946	94 216	–	18 066	1 984 898
	Commission canadienne du lait	–	3 755	99	200	4 054	3 979	75	–	–	3 924
	Commission canadienne des grains.....	130 677	5 507	99	210	136 493	2 153	6	–	134 334	(2 964)
	Total du portefeuille ministériel	150 619	2 525 265	30 432	(295 541)	2 410 775	2 164 078	94 297	–	152 400	1 985 858
4	Anciens Combattants										
	Ministère des Anciens Combattants	–	4 394 554	374 796	26 548	4 795 898	4 690 463	105 435	–	–	4 773 891
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	–	10 904	99	257	11 260	9 906	1 354	–	–	10 852
	Total du portefeuille ministériel	–	4 405 458	374 895	26 805	4 807 158	4 700 369	106 789	–	–	4 784 743
5	Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	–	23 077	–	777	23 854	23 177	677	–	–	23 457
6	Conseil du Trésor										
	Secrétariat du Conseil du Trésor	1	13 618 779	4 226 480	(7 650 945)	10 194 315	6 155 857	4 038 458	–	–	3 806 902
	École de la fonction publique du Canada	9 745	81 475	99	1 168	92 487	85 235	828	–	6 424	76 290
	Commissariat au lobbying	–	4 481	–	1 738	6 219	5 310	909	–	–	4 772
	Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	–	5 486	–	314	5 800	5 621	179	–	–	4 950
	Total du portefeuille ministériel	9 746	13 710 221	4 226 579	(7 647 725)	10 298 821	6 252 023	4 040 374	–	6 424	3 892 914

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ¹
7	Conseil privé										
	Bureau du Conseil privé	6	166 361	60 423	7 204	233 994	214 277	19 703	–	14	202 941
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	5 971	–	212	6 183	5 270	913	–	–	5 374
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	22	30 188	2 978	279	33 467	32 121	1 308	–	38	32 409
	Bureau du directeur général des élections	–	135 212	–	(135 212)	–	–	–	–	–	–
	Commissariat aux langues officielles	4	21 283	–	1 381	22 668	21 903	765	–	–	21 048
	Commission de la fonction publique	–	–	99	89 387	89 486	86 566	2 920	–	–	85 669
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	–	5 134	99	82	5 315	4 992	323	–	–	6 174
	Total du portefeuille ministériel	32	364 149	63 599	(36 667)	391 113	365 129	25 932	–	52	353 615
8	Défense nationale										
	Ministère de la Défense nationale	23 774	20 377 580	962 874	741 482	22 105 710	21 615 942	473 391	–	16 377	22 877 087
	Centre de la sécurité des télécommunications	21	624 894	4 677	84 657	714 249	681 656	32 576	–	17	622 473
	Comité externe d'examen des griefs militaires	–	6 761	–	387	7 148	6 310	838	–	–	6 726
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	–	4 717	–	272	4 989	4 776	213	–	–	4 536
	Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	–	2 121	–	149	2 270	2 123	147	–	–	1 967
	Total du portefeuille ministériel	23 795	21 016 073	967 551	826 947	22 834 366	22 310 807	507 165	–	16 394	23 512 789
9	Environnement et Changement climatique										
	Ministère de l'Environnement	796	1 515 865	22 950	121 350	1 660 961	1 393 355	266 837	–	769	1 164 807
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	–	33 630	20 965	(485)	54 110	47 564	6 546	–	–	39 822
	Agence Parcs Canada	365 264	1 472 527	45 640	98 232	1 981 663	1 460 324	21 058	–	500 281	1 317 033
	Total du portefeuille ministériel	366 060	3 022 022	89 555	219 097	3 696 734	2 901 243	294 441	–	501 050	2 521 662
10	Famille, Enfants et Développement social										
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	1 065	60 925 470	789 445	(314 158)	61 401 822	61 202 151	198 631	–	1 040	57 971 247
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	–	2 427 436	7 000	31 527	2 465 963	2 086 438	379 525	–	–	2 689 240
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	2 674	9 036	–	3 572	15 282	10 560	–	–	4 722	10 157
	Total du portefeuille ministériel	3 739	63 361 942	796 445	(279 059)	63 883 067	63 299 149	578 156	–	5 762	60 670 644

11 Femmes et Égalité des genres										
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	–	–	667	38 400	39 067	37 489	1 578	–	–	–
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	–	–	–	34 663	34 663	34 657	6	–	–	43 304
Total du portefeuille ministériel	–	–	667	73 063	73 730	72 146	1 584	–	–	43 304
12 Finances										
Ministère des Finances	68 572	93 971 551	495 895	(366 744)	94 169 274	94 097 710	2 992	–	68 572	90 326 718
Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	–	–	–	25 545	25 545	25 545	–	–	–	21 518
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	–	51 891	–	2 698	54 589	51 391	3 198	–	–	55 248
Bureau du vérificateur général	1	78 225	–	14 130	92 356	88 002	4 352	–	2	82 430
Bureau du surintendant des institutions financières.....	67 919	153 079	–	14 589	235 587	168 283	–	–	67 304	155 002
Total du portefeuille ministériel	136 492	94 254 746	495 895	(309 782)	94 577 351	94 430 931	10 542	–	135 878	90 640 916
13 Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	1 258 919	2 355 663	261 349	9 228	3 885 159	2 403 859	208 226	–	1 273 074	1 917 249
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	–	133 311	2 075	37 689	173 075	158 359	14 716	–	–	131 692
Total du portefeuille ministériel	1 258 919	2 488 974	263 424	46 917	4 058 234	2 562 218	222 942	–	1 273 074	2 048 941
14 Infrastructure et Collectivités										
Bureau de l'infrastructure du Canada	–	6 150 819	548 308	8 621	6 707 748	5 654 252	1 053 496	–	–	4 326 297
PPP Canada Inc.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	5 900
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	–	250 128	14 600	90 556	355 284	166 798	188 486	–	–	179 230
Autorité du pont Windsor-Détroit.....	–	195 992	283 606	–	479 598	330 500	149 098	–	–	184 000
Total du portefeuille ministériel	–	6 596 939	846 514	99 177	7 542 630	6 151 550	1 391 080	–	–	4 695 427
15 Innovation, Sciences et Développement économique										
Ministère de l'Industrie	150 653	2 904 881	164 033	38 102	3 257 669	2 276 001	847 096	–	134 572	2 355 938
Agence de promotion économique du Canada atlantique....	6	327 358	25 538	16 042	368 944	349 597	19 307	–	40	358 986
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	5	29 860	173	20 777	50 815	45 823	4 970	–	22	54 420
Agence spatiale canadienne	7	348 873	31 454	40 805	421 139	305 746	115 391	–	2	353 458
Commission canadienne du tourisme.....	–	95 656	3 000	27	98 683	98 683	–	–	–	95 476
Commission du droit d'auteur	–	3 319	99	692	4 110	3 734	376	–	–	3 231
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	149 563	53 522	40 515	243 600	242 367	1 233	–	–	227 068
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	–	276 505	–	20 174	296 679	293 137	3 542	–	–	311 429
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	1	187 135	99	55 367	242 602	236 706	5 876	–	20	250 251
Conseil national de recherches du Canada	131 666	1 027 020	4 928	282 214	1 445 828	1 145 204	170 879	–	129 745	1 016 523
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	–	1 254 480	–	(1 254 480)	–	–	–	–	–	–
Conseil de recherches en sciences humaines.....	–	786 149	–	(786 149)	–	–	–	–	–	–
Conseil canadien des normes	–	14 943	–	3 031	17 974	17 974	–	–	–	13 829
Statistique Canada	–	436 029	8 563	91 066	535 658	507 744	27 914	–	–	545 771
Total du portefeuille ministériel	282 338	7 841 771	291 409	(1 431 817)	6 983 701	5 522 716	1 196 584	–	264 401	5 586 380

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations					
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ¹
16	Institutions démocratiques										
	Commission des débats des chefs	–	–	287	(15)	272	142	130	–	–	–
	Bureau du directeur général des élections	–	–	(26)	185 351	185 325	183 748	1 577	–	–	131 486
	Total du portefeuille ministériel	–	–	261	185 336	185 597	183 890	1 707	–	–	131 486
17	Justice										
	Ministère de la Justice	4	697 745	5 424	99 938	803 111	788 807	14 303	–	1	707 002
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	1	65 244	2 101	3 539	70 885	69 531	1 353	–	1	65 515
	Commission canadienne des droits de la personne	–	22 468	–	1 067	23 535	22 713	822	–	–	22 907
	Service administratif des tribunaux judiciaires	14	72 678	4 960	11 106	88 758	85 319	3 409	–	30	82 791
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	–	583 118	–	14 747	597 865	595 477	2 388	–	–	568 450
	Bureau du directeur des poursuites pénales	–	181 482	4 109	15 691	201 282	196 768	4 514	–	–	181 501
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	36 348	–	4 791	41 139	39 739	1 400	–	–	39 318
	Registraire de la Cour suprême du Canada	–	35 036	115	4 152	39 303	37 748	1 543	–	12	37 417
	Total du portefeuille ministériel	19	1 694 119	16 709	155 031	1 865 878	1 836 102	29 732	–	44	1 704 901
18	Parlement										
	Chambre des communes	–	507 012	15 907	(16 531)	506 388	487 413	18 975	–	–	490 383
	Bibliothèque du Parlement	–	48 086	369	(397)	48 058	47 529	529	–	–	45 632
	Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	–	6 868	–	(43)	6 825	6 518	307	–	–	6 639
	Bureau du directeur parlementaire du budget	–	7 614	–	(246)	7 368	5 431	1 937	–	–	1 985
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique	–	1 337	50	(27)	1 360	1 141	219	–	–	1 015
	Service de protection parlementaire	–	83 448	7 630	(926)	90 152	83 845	6 307	–	–	77 184
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	–	3 494	3 278	(54)	6 718	3 632	3 086	–	–	579
	Sénat	–	109 080	–	(2 553)	106 527	96 090	10 437	–	–	105 955
	Total du portefeuille ministériel	–	766 939	27 234	(20 777)	773 396	731 599	41 797	–	–	729 372
19	Patrimoine canadien et Multiculturalisme										
	Ministère du Patrimoine canadien	21	1 310 823	42 307	83 087	1 436 238	1 409 564	26 670	–	4	1 499 067
	Conseil des Arts du Canada	–	292 632	–	159	292 791	292 791	–	–	–	258 714
	Société Radio-Canada	–	1 210 777	–	54	1 210 831	1 210 831	–	–	–	1 222 083
	Musée canadien des droits de la personne	–	21 309	–	4 027	25 336	25 336	–	–	–	25 352
	Musée canadien de l'histoire	–	75 952	–	295	76 247	76 247	–	–	–	74 013

	Musée canadien de l'immigration du Quai 21	-	8 215	-	26	8 241	8 241	-	-	-	7 963
	Musée canadien de la nature	-	31 081	-	34	31 115	31 115	-	-	-	33 269
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	-	11 564	99	2 414	14 077	11 081	2 996	-	-	12 045
	Bibliothèque et Archives du Canada	11	119 731	-	15 728	135 470	124 630	10 836	-	4	127 417
	Société du Centre national des Arts	-	35 259	-	180	35 439	35 439	-	-	-	141 324
	Commission de la capitale nationale	-	95 188	-	17 317	112 505	109 488	3 017	-	-	89 630
	Office national du film	5 208	74 568	99	4 122	83 997	70 510	7 844	-	5 643	66 354
	Musée des beaux-arts du Canada	-	51 383	-	78	51 461	51 461	-	-	-	49 413
	Musée national des sciences et de la technologie	-	30 158	-	85	30 243	30 243	-	-	-	145 278
	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	-	62 345	-	(62 345)	-	-	-	-	-	-
	Téléfilm Canada	-	100 867	1 000	32	101 899	101 899	-	-	-	103 572
	Commission des champs de bataille nationaux	-	9 812	-	1 124	10 936	10 859	77	-	-	9 752
	Total du portefeuille ministériel	5 240	3 541 664	43 505	66 417	3 656 826	3 599 735	51 440	-	5 651	3 865 246
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne										
	Ministère des Pêches et des Océans	3 113	2 445 625	994 906	329 454	3 773 098	3 282 911	486 083	-	4 104	2 620 464
	Total du portefeuille ministériel	3 113	2 445 625	994 906	329 454	3 773 098	3 282 911	486 083	-	4 104	2 620 464
21	Relations Couronne-Autochtones										
	Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	1 251	3 084 204	1 801 890	241 199	5 128 544	4 431 657	695 765	-	1 122	8 029 422
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	-	29 107	-	(1 178)	27 929	24 657	3 272	-	-	21 528
	Total du portefeuille ministériel	1 251	3 113 311	1 801 890	240 021	5 156 473	4 456 314	699 037	-	1 122	8 050 950
22	Ressources naturelles										
	Ministère des Ressources naturelles	7 722	1 452 624	19 543	50 366	1 530 255	1 402 967	121 021	-	6 267	1 566 252
	Énergie atomique du Canada, Limitée	-	1 043 540	-	3 043	1 046 583	829 233	217 350	-	-	826 595
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	4 344	140 802	-	9 960	155 106	148 923	639	-	5 544	149 794
	Office national de l'énergie	10	77 493	14 089	23 448	115 040	108 106	6 934	-	-	93 833
	Administration du pipe-line du Nord	-	494	-	(25)	469	231	238	-	-	5 541
	Total du portefeuille ministériel	12 076	2 714 953	33 632	86 792	2 847 453	2 489 460	346 182	-	11 811	2 642 015
23	Revenu national										
	Agence du revenu du Canada	125 215	4 204 726	48 165	932 694	5 310 800	5 121 113	10 312	-	179 375	4 707 767
	Total du portefeuille ministériel	125 215	4 204 726	48 165	932 694	5 310 800	5 121 113	10 312	-	179 375	4 707 767
24	Santé										
	Ministère de la Santé	254	2 171 515	35 315	218 364	2 425 448	2 369 749	55 668	-	31	3 491 053
	Agence canadienne d'inspection des aliments	44 659	699 125	11 102	77 026	831 912	792 307	21 776	-	17 829	739 018
	Instituts de recherche en santé du Canada	7	1 102 433	-	56 522	1 158 962	1 150 927	8 035	-	-	1 097 161
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	-	14 872	99	174	15 145	10 299	4 846	-	-	9 739
	Agence de la santé publique du Canada	43	589 179	7 190	101 242	697 654	675 352	22 251	-	51	607 102
	Total du portefeuille ministériel	44 963	4 577 124	53 706	453 328	5 129 121	4 998 634	112 576	-	17 911	5 944 073
25	Sciences										
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	-	-	-	1 334 869	1 334 869	1 330 150	4 719	-	-	1 219 142
	Conseil de recherches en sciences humaines	-	-	836	878 408	879 244	873 130	6 114	-	-	783 979
	Total du portefeuille ministériel	-	-	836	2 213 277	2 214 113	2 203 280	10 833	-	-	2 003 121

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ¹
26	Sécurité publique et Protection civile										
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	20	1 161 748	36 234	(44 305)	1 153 697	727 601	426 091	–	5	959 072
	Agence des services frontaliers du Canada	219 539	1 810 320	93 284	400 954	2 524 097	2 154 938	157 983	–	211 176	1 768 435
	Service canadien du renseignement de sécurité.....	380	570 275	14 630	22 646	607 931	586 608	20 884	–	439	586 999
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	–	10 652	99	427	11 178	9 885	1 293	–	–	9 022
	Service correctionnel du Canada.....	12 077	2 444 046	9 820	173 716	2 639 659	2 589 320	45 612	–	4 727	2 628 112
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	–	4 631	99	778	5 508	5 201	307	–	–	4 850
	Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	–	48 136	100	3 167	51 403	49 754	1 635	–	14	47 730
	Gendarmerie royale du Canada.....	4 990	3 540 653	135 354	413 870	4 094 867	3 789 229	300 813	–	4 825	3 210 984
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	–	3 126	236	27	3 389	2 311	1 078	–	–	1 576
	Total du portefeuille ministériel	237 006	9 593 587	289 856	971 280	11 091 729	9 914 847	955 696	–	221 186	9 216 780
27	Services aux Autochtones										
	Ministère des Services aux Autochtones Canada	32 553	9 325 212	1 550 774	969 798	11 878 337	11 587 017	258 439	–	32 881	4 287 799
	Total du portefeuille ministériel	32 553	9 325 212	1 550 774	969 798	11 878 337	11 587 017	258 439	–	32 881	4 287 799
28	Services publics et Approvisionnement										
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	401 412	3 235 391	134 058	731 068	4 501 929	3 879 077	217 810	–	405 042	3 660 908
	Société canadienne des postes.....	–	22 210	–	–	22 210	22 210	–	–	–	22 210
	Commission de la fonction publique.....	–	85 676	–	(85 676)	–	–	–	–	–	–
	Services partagés Canada.....	–	1 546 143	138 963	370 300	2 055 406	1 847 809	207 597	–	–	1 797 913
	Total du portefeuille ministériel	401 412	4 889 420	273 021	1 015 692	6 579 545	5 749 096	425 407	–	405 042	5 481 031
29	Transports										
	Ministère des Transports.....	180	1 514 953	50 928	82 836	1 648 897	1 228 931	419 962	–	4	1 205 721
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	–	586 158	36 038	240 612	862 808	817 771	45 037	–	–	723 429
	Office des transports du Canada	–	31 388	1 937	4 042	37 367	33 144	4 223	–	–	29 148
	Marine Atlantique S.C.C.	–	151 104	–	–	151 104	125 945	25 159	–	–	146 683
	La Société des ponts fédéraux Limitée.....	–	3 473	–	–	3 473	3 464	9	–	–	20 048
	VIA Rail Canada Inc.	–	538 088	105 251	1 532	644 871	496 247	148 624	–	–	357 536
	Total du portefeuille ministériel	180	2 825 164	194 154	329 022	3 348 520	2 705 502	643 014	–	4	2 482 565
	Total du gouvernement	3 156 341	275 967 722	14 276 262	(342 295)	293 058 030	276 840 536	12 960 520	–	3 256 974	261 403 109

Note: Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

¹ Certaines données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la structure gouvernementale actuelle. Des informations supplémentaires sont fournies dans les sections ministérielles de ce volume.

Tableau 6**Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel**

Le tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
2	Affaires mondiales										
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	92 610 093	14 617	1 000	4 453 233	97 078 943	8 402	–	–	97 070 541	40 842
	Corporation commerciale canadienne.....	10 000	–	–	–	10 000	–	–	–	10 000	–
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	18 347 101	–	–	(1 627)	18 345 474	6 166 626	–	–	12 178 848	(1 879 593)
	Total du portefeuille ministériel	110 967 194	14 617	1 000	4451 606	115 434 417	6 175 028	–	–	109 259 389	(1 838 751)
3	Agriculture et Agroalimentaire										
	Commission canadienne du lait	204 333	–	–	–	204 333	4 519	–	–	199 814	3 342
	Financement agricole Canada.....	43 460 131	–	–	2 054 970	45 515 101	–	–	–	45 515 101	–
	Total du portefeuille ministériel	43 664 464	–	–	2054 970	45 719 434	4 519	–	–	45 714 915	3 342
4	Anciens Combattants										
	Ministère des Anciens Combattants.....	604 998	–	–	–	604 998	(2)	–	–	605 000	–
	Total du portefeuille ministériel	604 998	–	–	–	604 998	(2)	–	–	605 000	–
8	Défense nationale										
	Ministère de la Défense nationale.....	77 061	–	–	–	77 061	6 579	–	–	70 482	(5 180)
	Total du portefeuille ministériel	77 061	–	–	–	77 061	6 579	–	–	70 482	(5 180)
10	Famille, Enfants et Développement social										
	Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	–	734 974	358 460	193 544	1 286 978	1 286 978	–	–	–	1 186 808
	Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	–	(259 433)	–	–	(259 433)	(590 800)	331 367	–	–	(1 076 543)
	Total du portefeuille ministériel	–	475 541	358 460	193 544	1 027 545	696 178	331 367	–	–	110 265
12	Finances										
	Ministère des Finances	–	52 300	348 497	43 476 675	43 877 472	43 877 472	–	–	–	43 008 432
	Société d'assurance-dépôts du Canada.....	15 000 000	–	–	9 000 000	24 000 000	–	–	–	24 000 000	–
	Monnaie royale canadienne	75 000	–	–	–	75 000	–	–	–	75 000	–
	Total du portefeuille ministériel	15 075 000	52 300	348 497	52476 675	67 952 472	43 877 472	–	–	24 075 000	43 008 432

Tableau 6

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
13	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	64 973	–	–	–	64 973	6 817	–	–	58 156	13 178
	Total du portefeuille ministériel	64 973	–	–	–	64 973	6 817	–	–	58 156	13 178
15	Innovation, Sciences et Développement économique										
	Ministère de l'Industrie	1 950	800	–	125 000	127 750	125 000	800	–	1 950	64 500
	Total du portefeuille ministériel	1 950	800	–	125 000	127 750	125 000	800	–	1 950	64 500
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne										
	Office de commercialisation du poisson d'eau douce	50 000	–	–	–	50 000	–	–	–	50 000	–
	Total du portefeuille ministériel	50 000	–	–	–	50 000	–	–	–	50 000	–
21	Relations Couronne-Autochtones										
	Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	11 857	56 303	–	–	68 160	13 530	42 773	–	11 857	44 040
	Total du portefeuille ministériel	11 857	56 303	–	–	68 160	13 530	42 773	–	11 857	44 040
26	Sécurité publique et Protection civile										
	Service correctionnel du Canada	44	–	–	–	44	–	–	–	44	1
	Total du portefeuille ministériel	44	–	–	–	44	–	–	–	44	1
27	Services aux Autochtones										
	Ministère des Services aux Autochtones Canada	48 517	–	–	–	48 517	–	–	–	48 517	–
	Total du portefeuille ministériel	48 517	–	–	–	48 517	–	–	–	48 517	–
28	Services publics et Approvisionnement										
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	88 654	–	14 000	–	102 654	4 283	–	–	98 371	(2 623)
	Société canadienne des postes	500 000	–	–	–	500 000	–	–	–	500 000	–
	Total du portefeuille ministériel	588 654	–	14 000	–	602 654	4 283	–	–	598 371	(2 623)
	Total du gouvernement	171 154 712	599 561	721 957	59 301 795	231 653 025	50 909 404	374 940	–	180 493 681	41 397 204

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

Tableau 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)

Le tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par portefeuille ministériel et par genre d'autorisations (votées et législatives). Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le « Budget principal des dépenses », et les demandes additionnelles sont intitulées « Budget(s) supplémentaire(s) des dépenses ». Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations « annuelles » ou « votées ». Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations « législatives » pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations votées, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Les autorisations législatives, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices ultérieurs sont référées comme des autorisations qui « ne s'annulent pas ».

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenses pour ces opérations qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, placements et avances. Les soldes des crédits reportés des exercices antérieurs sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés pour être dépensés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

(en milliers de dollars)

Section	Portefeuille ministériel	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations					
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements ¹	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ²
2	Affaires mondiales										
	Budgétaires – Votées.....	–	6 285 513	481 282	413 832	7 180 627	6 762 925	417 702	–	–	6 321 010
	Budgétaires – Législatives.....	61 573	379 728	19 366	24 316	484 983	462 575	–	–	22 408	453 879
		61 573	6 665 241	500 648	438 148	7 665 610	7 225 500	417 702	–	22 408	6 774 889
	Non budgétaires – Votées.....	13 608	–	–	–	13 608	(6 834)	–	–	20 442	2 732
	Non budgétaires – Législatives.....	110 953 586	14 617	1 000	4 451 606	115 420 809	6 181 862	–	–	109 238 947	(1 841 483)
		110 967 194	14 617	1 000	4 451 606	115 434 417	6 175 028	–	–	109 259 389	(1 838 751)
3	Agriculture et Agroalimentaire										
	Budgétaires – Votées.....	–	1 057 469	29 637	40 102	1 127 208	1 032 911	94 297	–	–	1 020 635
	Budgétaires – Législatives.....	150 619	1 467 796	795	(335 643)	1 283 567	1 131 167	–	–	152 400	965 223
		150 619	2 525 265	30 432	(295 541)	2 410 775	2 164 078	94 297	–	152 400	1 985 858
	Non budgétaires – Législatives.....	43 664 464	–	–	2 054 970	45 719 434	4 519	–	–	45 714 915	3 342

Tableau 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) – suite

(en milliers de dollars)

Section	Portefeuille ministériel	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations					
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements ¹	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ²
4	Anciens Combattants										
	Budgétaires – Votées.....	–	4 372 646	372 259	28 160	4 773 065	4 666 276	106 789	–	–	4 751 003
	Budgétaires – Législatives.....	–	32 812	2 636	(1 355)	34 093	34 093	–	–	–	33 740
		–	4 405 458	374 895	26 805	4 807 158	4 700 369	106 789	–	–	4 784 743
	Non budgétaires – Législatives.....	604 998	–	–	–	604 998	(2)	–	–	605 000	–
5	Bureau du secrétaire du gouverneur général										
	Budgétaires – Votées.....	–	19 986	–	968	20 954	20 277	677	–	–	20 489
	Budgétaires – Législatives.....	–	3 091	–	(191)	2 900	2 900	–	–	–	2 968
		–	23 077	–	777	23 854	23 177	677	–	–	23 457
6	Conseil du Trésor										
	Budgétaires – Votées.....	–	13 324 284	1 119 561	(7 306 439)	7 137 406	3 097 032	4 040 374	–	–	3 513 768
	Budgétaires – Législatives.....	9 746	385 937	3 107 018	(341 286)	3 161 415	3 154 991	–	–	6 424	379 146
		9 746	13 710 221	4 226 579	(7 647 725)	10 298 821	6 252 023	4 040 374	–	6 424	3 892 914
7	Conseil privé										
	Budgétaires – Votées.....	–	237 309	60 373	60 558	358 240	332 308	25 932	–	–	321 967
	Budgétaires – Législatives.....	32	126 840	3 226	(97 225)	32 873	32 821	–	–	52	31 648
		32	364 149	63 599	(36 667)	391 113	365 129	25 932	–	52	353 615
8	Défense nationale										
	Budgétaires – Votées.....	–	19 775 571	959 861	446 776	21 182 208	20 675 043	507 165	–	–	20 037 903
	Budgétaires – Législatives.....	23 795	1 240 502	7 690	380 171	1 652 158	1 635 764	–	–	16 394	3 474 886
		23 795	21 016 073	967 551	826 947	22 834 366	22 310 807	507 165	–	16 394	23 512 789
	Non budgétaires – Votées.....	77 061	–	–	–	77 061	6 579	–	–	70 482	(5 180)
9	Environnement et Changement climatique										
	Budgétaires – Votées.....	343 674	2 744 396	85 817	169 058	3 342 945	2 573 434	294 441	–	475 070	2 282 013
	Budgétaires – Législatives.....	22 386	277 626	3 738	50 039	353 789	327 809	–	–	25 980	239 649
		366 060	3 022 022	89 555	219 097	3 696 734	2 901 243	294 441	–	501 050	2 521 662

10	Famille, Enfants et Développement social										
	Budgétaires – Votées.....	–	5 548 091	256 060	227 466	6 031 617	5 453 461	578 156	–	–	6 057 321
	Budgétaires – Législatives.....	3 739	57 813 851	540 385	(506 525)	57 851 450	57 845 688	–	–	5 762	54 613 323
		3 739	63 361 942	796 445	(279 059)	63 883 067	63 299 149	578 156	–	5 762	60 670 644
	Non budgétaires – Législatives.....	–	475 541	358 460	193 544	1 027 545	696 178	331 367	–	–	110 265
11	Femmes et Égalité des genres										
	Budgétaires – Votées.....	–	–	570	70 323	70 893	69 309	1 584	–	–	41 557
	Budgétaires – Législatives.....	–	–	97	2 740	2 837	2 837	–	–	–	1 747
		–	–	667	73 063	73 730	72 146	1 584	–	–	43 304
12	Finances										
	Budgétaires – Votées.....	–	211 792	6 430	28 165	246 387	235 846	10 541	–	–	256 079
	Budgétaires – Législatives.....	136 492	94 042 954	489 465	(337 947)	94 330 964	94 195 085	1	–	135 878	90 384 837
		136 492	94 254 746	495 895	(309 782)	94 577 351	94 430 931	10 542	–	135 878	90 640 916
	Non budgétaires – Législatives.....	15 075 000	52 300	348 497	52 476 675	67 952 472	43 877 472	–	–	24 075 000	43 008 432
13	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
	Budgétaires – Votées.....	–	2 320 063	262 617	121 301	2 703 981	2 481 039	222 942	–	–	2 197 196
	Budgétaires – Législatives.....	1 258 919	168 911	807	(74 384)	1 354 253	81 179	–	–	1 273 074	(148 255)
		1 258 919	2 488 974	263 424	46 917	4 058 234	2 562 218	222 942	–	1 273 074	2 048 941
	Non budgétaires – Législatives.....	64 973	–	–	–	64 973	6 817	–	–	58 156	13 178
14	Infrastructure et Collectivités										
	Budgétaires – Votées.....	–	4 418 474	846 514	99 946	5 364 934	3 973 854	1 391 080	–	–	2 617 285
	Budgétaires – Législatives.....	–	2 178 465	–	(769)	2 177 696	2 177 696	–	–	–	2 078 142
		–	6 596 939	846 514	99 177	7 542 630	6 151 550	1 391 080	–	–	4 695 427
15	Innovation, Sciences et Développement économique										
	Budgétaires – Votées.....	–	7 324 987	290 789	(1 411 035)	6 204 741	5 022 141	1 182 600	–	–	5 087 352
	Budgétaires – Législatives.....	282 338	516 784	620	(20 782)	778 960	500 575	13 984	–	264 401	499 028
		282 338	7 841 771	291 409	(1 431 817)	6 983 701	5 522 716	1 196 584	–	264 401	5 586 380
	Non budgétaires – Votées.....	1 950	800	–	–	2 750	–	800	–	1 950	–
	Non budgétaires – Législatives.....	–	–	–	125 000	125 000	125 000	–	–	–	64 500
		1 950	800	–	125 000	127 500	125 000	800	–	1 950	64 500
16	Institutions démocratiques										
	Budgétaires – Votées.....	–	–	1 541	32 537	34 078	32 371	1 707	–	–	31 904
	Budgétaires – Législatives.....	–	–	(1 280)	152 799	151 519	151 519	–	–	–	99 582
		–	–	261	185 336	185 597	183 890	1 707	–	–	131 486
17	Justice										
	Budgétaires – Votées.....	–	999 465	15 633	135 827	1 150 925	1 121 195	29 730	–	–	1 030 860
	Budgétaires – Législatives.....	19	694 654	1 076	19 204	714 953	714 907	2	–	44	674 041
		19	1 694 119	16 709	155 031	1 865 878	1 836 102	29 732	–	44	1 704 901

Tableau 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) – fin

(en milliers de dollars)

Section	Portefeuille ministériel	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations					
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements ¹	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ²
18	Parlement										
	Budgétaires – Votées.....	–	558 536	26 683	–	585 219	543 422	41 797	–	–	510 619
	Budgétaires – Législatives.....	–	208 403	551	(20 777)	188 177	188 177	–	–	–	218 753
		–	766 939	27 234	(20 777)	773 396	731 599	41 797	–	–	729 372
19	Patrimoine canadien et Multiculturalisme										
	Budgétaires – Votées.....	–	3 493 445	42 949	69 520	3 605 914	3 554 474	51 440	–	–	3 821 274
	Budgétaires – Législatives.....	5 240	48 219	556	(3 103)	50 912	45 261	–	–	5 651	43 972
		5 240	3 541 664	43 505	66 417	3 656 826	3 599 735	51 440	–	5 651	3 865 246
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne										
	Budgétaires – Votées.....	–	2 309 748	991 458	313 913	3 615 119	3 129 036	486 083	–	–	2 488 035
	Budgétaires – Législatives.....	3 113	135 877	3 448	15 541	157 979	153 875	–	–	4 104	132 429
		3 113	2 445 625	994 906	329 454	3 773 098	3 282 911	486 083	–	4 104	2 620 464
	Non budgétaires – Votées.....	50 000	–	–	–	50 000	–	–	–	50 000	–
21	Relations Couronne-Autochtones										
	Budgétaires – Votées.....	–	3 016 247	1 799 033	229 448	5 044 728	4 346 038	698 690	–	–	7 891 862
	Budgétaires – Législatives.....	1 251	97 064	2 857	10 573	111 745	110 276	347	–	1 122	159 088
		1 251	3 113 311	1 801 890	240 021	5 156 473	4 456 314	699 037	–	1 122	8 050 950
	Non budgétaires – Votées.....	11 857	56 303	–	–	68 160	13 530	42 773	–	11 857	44 040
22	Ressources naturelles										
	Budgétaires – Votées.....	–	2 137 343	31 562	70 573	2 239 478	1 893 307	346 171	–	–	1 942 680
	Budgétaires – Législatives.....	12 076	577 610	2 070	16 219	607 975	596 153	11	–	11 811	699 335
		12 076	2 714 953	33 632	86 792	2 847 453	2 489 460	346 182	–	11 811	2 642 015
23	Revenu national										
	Budgétaires – Votées.....	125 215	3 288 116	42 616	211 451	3 667 398	3 477 711	10 312	–	179 375	3 766 470
	Budgétaires – Législatives.....	–	916 610	5 549	721 243	1 643 402	1 643 402	–	–	–	941 297
		125 215	4 204 726	48 165	932 694	5 310 800	5 121 113	10 312	–	179 375	4 707 767
24	Santé										
	Budgétaires – Votées.....	–	4 237 154	32 119	445 002	4 714 275	4 601 706	112 569	–	–	5 579 960
	Budgétaires – Législatives.....	44 963	339 970	21 587	8 326	414 846	396 928	7	–	17 911	364 113
		44 963	4 577 124	53 706	453 328	5 129 121	4 998 634	112 576	–	17 911	5 944 073

25	Sciences												
	Budgétaires – Votées.....	–	–	836	2 203 912	2 204 748	2 193 915	10 833	–	–	–	–	1 994 413
	Budgétaires – Législatives.....	–	–	–	9 365	9 365	9 365	–	–	–	–	–	8 708
		–	–	836	2 213 277	2 214 113	2 203 280	10 833	–	–	–	–	2 003 121
26	Sécurité publique et Protection civile												
	Budgétaires – Votées.....	219 489	8 657 314	280 774	960 503	10 118 080	8 951 278	955 626	–	–	211 176	–	8 336 154
	Budgétaires – Législatives.....	17 517	936 273	9 082	10 777	973 649	963 569	70	–	–	10 010	–	880 626
		237 006	9 593 587	289 856	971 280	11 091 729	9 914 847	955 696	–	–	221 186	–	9 216 780
	Non budgétaires – Votées.....	44	–	–	–	44	–	–	–	–	44	–	1
27	Services aux Autochtones												
	Budgétaires – Votées.....	–	9 245 825	1 541 661	976 523	11 764 009	11 505 570	258 439	–	–	–	–	4 238 320
	Budgétaires – Législatives.....	32 553	79 387	9 113	(6 725)	114 328	81 447	–	–	–	32 881	–	49 479
		32 553	9 325 212	1 550 774	969 798	11 878 337	11 587 017	258 439	–	–	32 881	–	4 287 799
	Non budgétaires – Votées.....	48 517	–	–	–	48 517	–	–	–	–	48 517	–	–
28	Services publics et Approvisionnement												
	Budgétaires – Votées.....	–	4 684 105	268 882	1 011 763	5 964 750	5 539 343	425 407	–	–	–	–	5 269 331
	Budgétaires – Législatives.....	401 412	205 315	4 139	3 929	614 795	209 753	–	–	–	405 042	–	211 700
		401 412	4 889 420	273 021	1 015 692	6 579 545	5 749 096	425 407	–	–	405 042	–	5 481 031
	Non budgétaires – Votées.....	14 648	–	14 000	–	28 648	5 179	–	–	–	23 469	–	1 029
	Non budgétaires – Législatives.....	574 006	–	–	–	574 006	(896)	–	–	–	574 902	–	(3 652)
		588 654	–	14 000	–	602 654	4 283	–	–	–	598 371	–	(2 623)
29	Transports												
	Budgétaires – Votées.....	–	2 598 165	192 849	349 843	3 140 857	2 498 022	642 835	–	–	–	–	2 260 721
	Budgétaires – Législatives.....	180	226 999	1 305	(20 821)	207 663	207 480	179	–	–	4	–	221 844
		180	2 825 164	194 154	329 022	3 348 520	2 705 502	643 014	–	–	4	–	2 482 565
	Total du gouvernement												
	Budgétaires – Votées.....	688 378	112 866 044	10 040 366	(4)	123 594 784	109 783 244	12 945 919	–	–	865 621	–	103 688 181
	Budgétaires – Législatives.....	2 467 963	163 101 678	4 235 896	(342 291)	169 463 246	167 057 292	14 601	–	–	2 391 353	–	157 714 928
		3 156 341	275 967 722	14 276 262	(342 295)	293 058 030	276 840 536	12 960 520	–	–	3 256 974	–	261 403 109
	Non budgétaires – Votées.....	217 685	57 103	14 000	–	288 788	18 454	43 573	–	–	226 761	–	42 622
	Non budgétaires – Législatives.....	170 937 027	542 458	707 957	59 301 795	231 479 237	50 890 950	331 367	–	–	180 266 920	–	41 354 582
		171 154 712	599 561	721 957	59 301 795	231 778 025	50 909 404	374 940	–	–	180 493 681	–	41 397 204
	Votées.....	906 063	112 923 147	10 054 366	(4)	123 883 572	109 801 698	12 989 492	–	–	1 092 382	–	103 730 803
	Législatives.....	173 404 990	163 644 136	4 943 853	58 959 504	400 952 483	217 948 242	345 968	–	–	182 658 273	–	199 069 510
	Total du gouvernement	174 311 053	276 567 283	14 998 219	58 959 500	524 836 055	327 749 940	13 335 460	–	–	183 750 655	–	302 800 313

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun montant n'a été rapporté.

¹ Les redressements, mandats et virements comprennent des éléments tels que :

a) les affectations réservées établies afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi de crédits de l'exercice précédent par suite des crédettes de l'exercice précédent

b) les redressements aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les redressements à certaines autorisations reportées des exercices antérieurs pour refléter les autorisations disponibles

c) les redressements aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits

² Certaines données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la structure gouvernementale actuelle. Des informations supplémentaires sont fournies dans les sections ministérielles de ce volume.

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

L'appendice 1 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) accordées dans les lois de crédits de l'exercice, par portefeuille ministériel.

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
2		Affaires mondiales		
		Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens domiciliés à l'extérieur du Canada qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation des services suivants : (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 706 736 559	
	1a	Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens domiciliés à l'extérieur du Canada qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation de services suivants : (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés.		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		25 862 186
1b	Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens domiciliés à l'extérieur du Canada qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation des services suivants : (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5	Dépenses en capital.....	135 243 378	367 410
5a	Dépenses en capital		1 137 013
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : a) la promotion du commerce et de l'investissement; b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale.....	4 219 944 467	
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et à fourniture de biens et de services pour : a) la promotion du commerce et de l'investissement; b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale.....		271 619 430
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : a) la promotion du commerce et de l'investissement; b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale.....		162 570 467
15	Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.	50 779 000	
15a	Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.		18 020 000
15b	Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.		741 997

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
20		Aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, à titre de contributions aux institutions financières internationales pour l'exercice 2018-2019, qui, conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , ne dépasse pas 232 491 748 \$	1	
20b		Aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, à titre de contributions aux institutions financières internationales pour l'exercice 2018-2019, qui, conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> ne dépasse pas 250 684 323 \$		1
L25		Achat d'actions d'institutions financières internationales pour l'exercice 2018-2019 pour une somme d'au plus 11 713 306 \$ US – estimé à 14 617 035 \$ CAN –, effectué en conformité avec le paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> et grâce à l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances	1	
L25b		Achat d'actions d'institutions financières internationales pour l'exercice 2018-2019 pour une somme d'au plus 11 723 011 \$ US – estimé à 15 617 035 \$ CAN –, effectué en conformité avec le paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> et grâce à l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances		1
Centre de recherches pour le développement international				
1		Paievements au Centre	139 338 189	
Commission mixte internationale (section canadienne)				
1		Dépenses du programme		
		Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements		
		Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié		
		Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.....	11 267 974	
1a		Dépenses du programme		
		Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements		
		Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié		
		Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.....		963 264
Investir au Canada				
1		Dépenses du programme.....	22 203 434	
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire			6 285 513 002	481 281 768
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....			1	1
<hr/>				
3		Agriculture et Agroalimentaire		
		Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche;		
		b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires;		
		c) l'administration du programme Agri-stabilité;		
		d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	568 453 709	

1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires; c) l'administration du programme Agri-stabilité; d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		23 942 270
5	Dépenses en capital.....	54 888 471	
5a	Dépenses en capital		4 495 859
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	425 525 000	
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions		1 000 000
	Commission canadienne du lait		
1	Dépenses du programme	3 755 068	
1a	Dépenses du programme		99 196
	Commission canadienne des grains		
1	Dépenses du programme	4 846 955	
1a	Dépenses du programme		99 196
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	1 057 469 203	29 636 521
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
4	Anciens Combattants		
	Ministère des Anciens Combattants		
1	Dépenses de fonctionnement Dépenses afférentes à l'entretien de propriétés immobilières, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		1 036 044 570
1a	Dépenses de fonctionnement Dépenses afférentes à l'entretien de propriétés immobilières, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède.		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		48 981 752
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor		
		Contributions	3 327 017 000	
5a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor		
		Contributions		1
5b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor		
		Contributions		323 177 757
		Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
1		Dépenses du programme	9 584 154	
1a		Dépenses du programme		99 196
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	4 372 645 724	372 258 706
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
5		Bureau du secrétaire du gouverneur général		
		Bureau du secrétaire du gouverneur général		
1		Dépenses du programme		
		Dépenses relatives aux anciens gouverneurs généraux, y compris celles relatives à leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, en lien avec l'exercice des attributions qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	19 986 309	
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	19 986 309	–
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
6		Conseil du Trésor		
		Secrétariat du Conseil du Trésor		
1		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	233 305 792	
1a		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	26 629 870
1b	Dépenses du programme	
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités	
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	169 587
5	Dépenses éventuelles du gouvernement	
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit	
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor de payer pour diverses dépenses urgentes ou imprévues – auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs –, notamment pour l'octroi de nouvelles subventions ou contributions ou l'augmentation du montant de toute subvention prévue dans un budget des dépenses pour l'exercice, dans la mesure où ces dépenses sont conformes au mandat du ministère ou de l'organisme pour lequel celles-ci sont effectuées	
	Autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	750 000 000
10	Initiatives pangouvernementales	
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique	28 193 000
10a	Initiatives pangouvernementales	
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique	247 520 000
10b	Initiatives pangouvernementales	
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique	95 516 932
15a	Rajustements à la rémunération	
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice qui peut nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, des membres des Forces canadiennes, des personnes nommées par le gouverneur en conseil et des employés des sociétés d'État au sens du paragraphe 83(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	541 377 556
15b	Rajustements à la rémunération	
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice qui peut nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, des membres des Forces canadiennes, des personnes nommées par le gouverneur en conseil et des employés des sociétés d'État au sens du paragraphe 83(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	8 247 749
20	Assurances de la fonction publique	
	À l'égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes – ou de l'administration de ces programmes ou ententes –, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses	
	Autorisation d'affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes :	
	a) pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes;	
	b) pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> , pour l'excédent des primes retenues.....	2 398 905 397
25	Report du budget de fonctionnement	
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget de fonctionnement de l'exercice précédent	1 600 000 000
30	Besoins en matière de rémunération	
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice pour :	
	a) des prestations parentales et de maternité;	
	b) des versements liés à la cessation de service ou d'emploi;	
	c) des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.	600 000 000

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
30b		Besoins en matière de rémunération Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice pour : a) des prestations parentales et de maternité; b) des versements liés à la cessation de service ou d'emploi; c) des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.....		200 000 000
35		Report du budget des dépenses en capital Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget de fonctionnement de l'exercice précédent.....	600 000 000	
40		Exécution du budget Autorisation donnée au Conseil du Trésor, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives annoncées dans le budget du 27 février 2018, d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, notamment pour permettre l'octroi de nouvelles subventions ou l'augmentation du montant de toute subvention prévue dans un budget des dépenses pour l'exercice, dans la mesure où les dépenses – auxquelles il n'est pas pourvu ailleurs – découlant de l'augmentation du crédit sont conformes au mandat du ministère ou de l'organisme pour lequel les dépenses sont effectuées.....	7 040 392 000	
		École de la fonction publique du Canada		
1		Dépenses du programme.....	64 391 765	
1a		Dépenses du programme.....		99 196
		Commissariat au lobbying		
1		Dépenses du programme.....	4 086 292	
		Commissariat à l'intégrité du secteur public		
1		Dépenses du programme Contributions.....	5 009 887	
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	13 324 284 133	1 119 560 890
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
7		Conseil privé		
		Bureau du Conseil privé		
1		Dépenses du programme, y compris : a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d'enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre. Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la formation aux analystes du renseignement; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	150 284 051	
1a		Dépenses du programme, y compris : a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues;		

b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d'enquête;
 c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre.
 Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :

a) la formation aux analystes du renseignement;
 b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.

Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*

57 692 954

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

1 Dépenses du programme 5 585 223

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

1 Dépenses du programme 26 961 605

1a Dépenses du programme 2 481 203

Bureau du directeur général des élections¹

1 Dépenses du programme 30 768 921

Commissariat aux langues officielles

1 Dépenses du programme 19 101 205

Commission de la fonction publique²

1a Dépenses du programme
 Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la fourniture de produits et services de dotation, d'évaluation et de counseling et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi

99 196

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

1 Dépenses du programme 4 607 497

1a Dépenses du programme 99 196

Total du portefeuille ministériel – Budgétaire **237 308 502** **60 372 549**

Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire – –

8 Défense nationale

Ministère de la Défense nationale

1 Dépenses de fonctionnement

Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 33 438 160 225 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 13 906 191 483 deviendra payable dans les années à venir)
 Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom
 Autorisation d'effectuer des paiements dans le cadre :
 a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada;
 b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.
 Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi
 Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*

15 237 553 800

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
1a		Dépenses de fonctionnement Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 33 438 160 225 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 13 906 191 483 \$ deviendra payable dans les années à venir) Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom Autorisation d'effectuer des paiements dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		56 276 610
1b		Dépenses de fonctionnement Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 33 438 160 225 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 13 906 191 483 \$ deviendra payable dans les années à venir) Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom Autorisation d'effectuer des paiements dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		396 475 269
5		Dépenses en capital.....	3 761 023 833	
5a		Dépenses en capital		313 034 460
5b		Dépenses en capital		165 357 920
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris : a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : (i) la fourniture de biens ou de services, (ii) l'utilisation d'installations,		

	b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour :		
	(i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense,		
	(ii) la fourniture de services aux fins de défense,		
	(iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.....	176 719 317	
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris :		
	a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour :		
	(i) la fourniture de biens ou de services,		
	(ii) l'utilisation d'installations.		
	b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour :		
	(i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense,		
	(ii) la fourniture de services aux fins de défense,		
	(iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.....	24 183 114	
15a	Radiation, au titre du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , de sept dettes totalisant 15 380 \$ dues à Sa Majesté du chef du Canada relatives à :		
	a) des avances octroyées à des militaires des Forces canadiennes et à des militaires des forces étrangères présentes au Canada;		
	b) des avances permanentes émises à des fins militaires;		
	c) des fonds perdus.....		1
20a	Renonciation, au titre de l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , à une créance relative à une avance octroyée à un militaire des Forces canadiennes, due à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant à 173 \$		1
	Centre de la sécurité des télécommunications		
1	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	587 881 292	
1a	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....		1 923 668
1b	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....		2 609 913
	Comité externe d'examen des griefs militaires		
1	Dépenses du programme.....	6 150 062	
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
1	Dépenses du programme.....	4 288 506	
	Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications		
1	Dépenses du programme.....	1 954 662	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	19 775 571 472	959 860 956
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
9	Environnement et Changement climatique		
	Ministère de l'Environnement		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b) les relevés hydrologiques; c) les services de réglementation; d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e) les droits d'entrée; f) les permis; g) les services de biens immobiliers. 		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	752 618 946	
1a		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b) les relevés hydrologiques; c) les services de réglementation; d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e) les droits d'entrée; f) les permis; g) les services de biens immobiliers. 		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		15 194 014
5		Dépenses en capital		
		Autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations		
		Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	76 158 025	
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	600 641 292	
10a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services		5 978 689

Agence canadienne d'évaluation environnementale			
1	Dépenses du programme		
	Contributions		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la réalisation d'évaluations environnementales par une commission;		
	b) la formation;		
	c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	30 232 320	
1a	Dépenses du programme		
	Contributions		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la réalisation d'évaluations environnementales par une commission;		
	b) la formation;		
	c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		19 137 411
Agence Parcs Canada³			
1	Dépenses du programme		
	Dépenses en capital		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, notamment :		
	a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral;		
	b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.	1 275 738 115	
1a	Dépenses du programme		
	Dépenses en capital		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, notamment :		
	a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral;		
	b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.		45 031 380
1b	Dépenses du programme		
	Dépenses en capital		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, notamment :		
	a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral;		
	b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.		476 000
5	Sommes créditées au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques pour les fins visées au paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	9 007 000	
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		2 744 395 698	85 817 494
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		–	–

10

Famille, Enfants et Développement social

Ministère de l'Emploi et du Développement social

1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les services du Secteur des programmes d'accès public;		
	b) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail;		
	c) les services offerts au nom d'autres ministères fédéraux;		
	d) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi;		
	e) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État;		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		f) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> . Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	676 783 319	
1a		Dépenses de fonctionnement Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services du Secteur des programmes d'accès public; b) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; c) les services offerts au nom d'autres ministères fédéraux; d) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; e) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; f) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> . Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		13 099 162
1b		Dépenses de fonctionnement Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services du Secteur des programmes d'accès public; b) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; c) les services offerts au nom d'autres ministères fédéraux d) les services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi; e) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; f) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> . Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		13 022 871
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	2 439 760 218	
5a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions		54 346 204

5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions		5 090 528
10b	Radiation, au titre du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , de 31 658 dettes relatives à des prêts d'études octroyés au titre de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> , dues à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant au total à 163 501 480 \$		163 501 480
Société canadienne d'hypothèques et de logement			
1	Paielements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 427 435 894	
1a	Paielements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>		7 000 000
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			
1	Dépenses du programme	4 111 237	
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		5 548 090 668	256 060 245
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		-	-
<hr/>			
11	Femmes et Égalité des genres		
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres			
1b	Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		70 201
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions		500 000
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		-	570 201
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		-	-
<hr/>			
12	Finances		
Ministère des Finances			
1	Dépenses du programme Contributions Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	95 205 613	
1a	Dépenses du programme Contributions Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		3 146 796
1b		Dépenses du programme		
		Contributions		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		3 283 364
5		Aide financière fournie par le ministre des Finances à l'Association internationale de développement, en vertu du paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , sous forme de paiements directs n'excédant pas, au total, 441 610 000 \$ pour l'exercice 2018-2019	1	
10a		En vertu du paragraphe 14(1) de la <i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i> , le montant total des paiements directs que le ministre des Finances peut faire au Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières ne peut excéder 107 500 000 \$		1
L15b		Aide financière fournie par le ministre des Finances, conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , à une institution visée au paragraphe 8(1) de cette loi, pour soutenir le mécanisme de refinancement d'emprunts des banques multilatérales de développement, d'un montant n'excédant pas, au total, 100 000 000 \$ pour l'exercice 2018-2019 pour la période couvrant les exercices 2018-2019 à 2019-2020.....		1
L20b		Aide financière fournie par le ministre des Finances à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , sous forme de l'acquisition d'actions n'excédant pas, au total, 186 422 091 \$ US pour la période couvrant les exercices 2018-2019 à 2023-2024		1
L25b		Augmentation de 1 537 548 567 \$ US à 2 810 930 611 \$ US, aux fins du crédit L17c de la <i>Loi de crédit n° 4 pour 2011-2012</i> , de l'aide financière fournie par le ministre des Finances à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, sous forme de l'acquisition d'actions qui ne doit pas excéder ce montant et qui reste assujetti à un appel sur une période indéfinie		1
		Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
1		Dépenses du programme.....	46 614 069	
		Bureau du vérificateur général		
1		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les services professionnels de vérification aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs;		
		b) les enquêtes effectuées au titre de l'article 11 de la <i>Loi sur le vérificateur général</i>	69 027 524	
		Bureau du surintendant des institutions financières		
1		Dépenses du programme.....	945 058	
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	211 792 265	6 430 161
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	3

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration**

1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme Expérience internationale Canada, les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	822 861 988	
1a	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme Expérience internationale Canada, les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		7 113 949
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme Expérience internationale Canada, les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		22 563 112
5	Dépenses en capital.....	21 816 321	
5a	Dépenses en capital		8 666 837
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	1 356 435 547	
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris la fourniture de biens et de services		53 000 000
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris la fourniture de biens et de services		169 196 000
15b	Radiation, au titre du paragraphe 25 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , de 748 dettes relatives à des prêts à des immigrants, dues à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant au total à 267 245 \$		267 245
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
1	Dépenses du programme	118 949 994	
1a	Dépenses du programme		1 809 767
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	2 320 063 850	262 616 910
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–

Infrastructure et Collectivités**Bureau de l'infrastructure du Canada**

1	Dépenses de fonctionnement	99 901 528	
1a	Dépenses de fonctionnement		34 484 247
5	Dépenses en capital.....	760 949 312	
5a	Dépenses en capital		257 522 708
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	3 111 503 619	

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
10a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....		256 150 700
10b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....		150 000
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.				
1		Paiements à la société à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur ses revenus, exception faite de l'amortissement des immobilisations et des réserves, relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier et Champlain, de l'estacade du pont Champlain, du tunnel Melocheville, du pont de contournement de l'Île-des-Sœurs et des tronçons fédéraux du pont Honoré-Mercier et de l'autoroute Bonaventure	250 127 000	
1b		Paiements à la société à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur ses revenus, exception faite de l'amortissement des immobilisations et des réserves, relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier et Champlain, de l'estacade du pont Champlain, du tunnel Melocheville, du pont de contournement de l'Île-des-Sœurs et des tronçons fédéraux du pont Honoré-Mercier et de l'autoroute Bonaventure		14 600 000
Autorité du pont Windsor-Détroit				
1		Paiements à l'Autorité pour l'exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l'Accord sur le passage Canada-Michigan	195 992 153	
1a		Paiements à l'Autorité pour l'exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l'Accord sur le passage Canada-Michigan		283 605 894
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire			4 418 473 612	846 513 549
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire			-	-
15 Innovation, Sciences et Développement économique				
Ministère de l'Industrie				
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;		
		b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;		
		c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , au Bureau du surintendant des faillites;		
		d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> , de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> et de la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> ;		
		e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i> .		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	390 623 885	
1a		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;		
		b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;		
		c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , au Bureau du surintendant des faillites;		
		d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> , de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> et de la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> ;		

	e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i> .		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		4 149 095
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;		
	b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;		
	c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , au Bureau du surintendant des faillites;		
	d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> , de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> et de la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> ;		
	e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i> .		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		4 195 175
5	Dépenses en capital.....	5 983 000	
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	2 313 338 869	
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		154 667 316
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		567 000
L15	Paievements effectués en vertu du paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	
L20	Prêts effectués en vertu de l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	
	Agence de promotion économique du Canada atlantique		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	66 292 642	
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	252 896 893	
5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		25 537 539
	Agence canadienne de développement économique du Nord		
1	Dépenses de fonctionnement	11 976 317	
1a	Dépenses de fonctionnement		99 196
5	Contributions	16 650 297	
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		74 000
	Agence spatiale canadienne		
1	Dépenses de fonctionnement	170 769 731	
1a	Dépenses de fonctionnement		1 800 000
5	Dépenses en capital.....	112 229 000	

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
5a		Dépenses en capital		29 654 327
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	56 411 000	
		Commission canadienne du tourisme		
1		Paiements à la Commission	95 655 544	
1b		Paiements à la Commission		3 000 000
		Commission du droit d'auteur		
1		Dépenses du programme	3 022 473	
1a		Dépenses du programme		99 196
		Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	35 965 364	
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	109 773 000	
5a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		53 521 644
		Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	38 634 370	
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	233 365 446	
		Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario		
1		Dépenses de fonctionnement	25 158 031	
1a		Dépenses de fonctionnement		99 196
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	159 188 390	
		Conseil national de recherches du Canada		
1		Dépenses de fonctionnement	348 097 344	
5		Dépenses en capital	62 983 970	
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres	395 679 820	
10a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres		4 927 922

10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres			1
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie⁴			
1	Dépenses de fonctionnement	46 122 469		
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1 202 907 659		
	Conseil de recherches en sciences humaines⁵			
1	Dépenses de fonctionnement	26 186 289		
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	756 932 935		
	Conseil canadien des normes			
1	Paielements au Conseil au titre de l'alinéa 5a) de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	14 943 000		
	Statistique Canada			
1	Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		373 200 126	
1a	Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi			7 542 506
1b	Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi			854 678
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	7 324 987 864	290 788 791	
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	800 000	–	
16	Institutions démocratiques			
	Commission des débats des chefs			
1b	Dépenses du programme		257 949	
	Bureau du directeur général des élections¹			
1b	Dépenses du programme		1 282 885	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–	1 540 834	
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–	
17	Justice			
	Ministère de la Justice			
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux;			

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales;		
		c) les services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	236 419 587	
1a		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux;		
		b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales;		
		c) les services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		2 930 431
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	391 765 319	
5a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		2 050 000
		Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs		
1		Dépenses du programme		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	55 556 354	
1b		Dépenses du programme		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		1 840 424
		Commission canadienne des droits de la personne		
1		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	19 854 487	
		Service administratif des tribunaux judiciaires		
1		Dépenses du programme	66 233 161	
1a		Dépenses du programme		4 588 336
		Bureau du commissaire à la magistrature fédérale		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services administratifs et de formation judiciaire		
		Traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i>	8 064 447	
5		Dépenses de fonctionnement – Conseil canadien de la magistrature	2 039 412	

Bureau du directeur des poursuites pénales			
1	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les services de poursuites et les services connexes;		
	b) les services de poursuites et les services connexes – conformes au mandat du Bureau – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales;		
	c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	162 190 770	
1a	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les services de poursuites et les services connexes;		
	b) les services de poursuites et les services connexes – conformes au mandat du Bureau – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales;		
	c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....		108 510
1b	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les services de poursuites et les services connexes;		
	b) les services de poursuites et les services connexes – conformes au mandat du Bureau – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales;		
	c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....		4 000 000
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			
1	Dépenses du programme – Commissariat à l'information.....	10 127 084	
5	Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée		
	Contributions – Commissariat à la protection de la vie privée		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci pour la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	22 693 992	
Registraire de la Cour suprême du Canada			
1	Dépenses du programme.....	24 520 525	
1a	Dépenses du programme.....		115 004
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....		999 465 138	15 632 705
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....		–	–
<hr/>			
18	Parlement		
Chambre des communes			
1	Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés		
	Contributions		
	Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités.....	347 004 325	
1a	Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés		
	Contributions		
	Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités.....		15 906 585
Bibliothèque du Parlement			
1	Dépenses du programme		
	Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités.....	43 089 599	
1b	Dépenses du programme		
	Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités.....		320 363

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
	1	Dépenses du programme.....	6 134 141	
		Bureau du directeur parlementaire du budget		
	1	Dépenses du programme.....	6 983 524	
		Bureau du conseiller sénatorial en éthique		
	1	Dépenses du programme.....	1 214 777	
	1b	Dépenses du programme.....		50 000
		Service de protection parlementaire		
	1	Dépenses du programme		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités.....	76 663 760	
	1a	Dépenses du programme		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités.....		7 127 658
		Secrétariat du comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement		
	1	Dépenses du programme.....	3 294 747	
	1a	Dépenses du programme.....		3 278 218
		Sénat		
	1	Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux des sénateurs et le versement d'une allocation de logement au président du Sénat au lieu de la mise à sa disposition d'une résidence		
		Contributions.....	74 151 222	
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	558 536 095	26 682 824
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
19		Patrimoine canadien et Multiculturalisme		
		Ministère du Patrimoine canadien		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens;		
		b) les activités afférentes au programme «Expérience de la capitale»;		
		c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	186 316 122	

1a	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens;		
	b) les activités afférentes au programme «Expérience de la capitale»;		
	c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		6 931 674
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens;		
	b) les activités afférentes au programme «Expérience de la capitale»;		
	c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		67 606
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	1 098 834 783	
5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		25 500 000
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		9 251 283
	Conseil des Arts du Canada		
1	Paiements au Conseil devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i>	292 632 337	
	Société Radio-Canada		
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	1 097 768 365	
5	Paiements à la Société pour le fonds de roulement.....	4 000 000	
10	Paiements à la Société pour les dépenses en capital	109 009 000	
	Musée canadien des droits de la personne		
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	21 308 564	
	Musée canadien de l'histoire		
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	75 952 129	
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21		
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	8 215 347	
	Musée canadien de la nature		
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	31 080 812	
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
1	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci au titre du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> et du <i>Règlement sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées</i> et dans le cadre de ses autres activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor		5 058 598

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
1a		Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci au titre du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> et du <i>Règlement sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées</i> et dans le cadre de ses autres activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor		99 196
		Bibliothèque et Archives du Canada		
1		Dépenses de fonctionnement Contributions Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les droits d'accès à la collection et les frais de reproduction d'éléments de celle-ci;		
		b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	100 003 482	
5		Dépenses en capital.....	8 818 036	
		Société du Centre national des Arts		
1		Paievements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	35 258 623	
		Commission de la capitale nationale		
1		Paievements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement.....	66 146 361	
5		Paievements à la Commission pour les dépenses en capital	29 041 524	
		Office national du film		
1		Dépenses du programme.....	74 568 078	
1a		Dépenses du programme		99 196
		Musée des beaux-arts du Canada		
1		Paievement au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	43 383 427	
5		Paievement au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes	8 000 000	
		Musée national des sciences et de la technologie		
1		Paievements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	30 158 102	
		Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme⁶		
1		Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	36 873 996	
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	22 680 000	
		Téléfilm Canada		
1		Paievements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	100 866 729	
1a		Paievements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>		1 000 000

Commission des champs de bataille nationaux			
1	Dépenses du programme.....		7 470 199
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		3 493 444 614	42 948 955
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....		-	-
<hr/>			
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne		
	Ministère des Pêches et des Océans		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches		
	Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches		
	Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés		
	Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les activités de la Garde côtière canadienne;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		1 518 591 959
1a	Dépenses de fonctionnement		
	Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches		
	Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches		
	Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés		
	Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les activités de la Garde côtière canadienne;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		36 799 816
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches		
	Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches		
	Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés		
	Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les activités de la Garde côtière canadienne;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		8 211 518
5		Dépenses en capital		
		Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
		Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer	586 710 928	
5a		Dépenses en capital		
		Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
		Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer		883 499 828
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	204 444 700	
10a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		57 947 049
10b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		5 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	2 309 747 587	991 458 211
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
21		Relations Couronne-Autochtones		
		Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
		Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
		Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
		Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		613 211 553

1a	Dépenses de fonctionnement	
	Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel	
	Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci	
	Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel	
	Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement	
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	301 966 236
1b	Dépenses de fonctionnement	
	Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel	
	Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci	
	Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel	
	Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement	
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	62 212 835
5	Dépenses en capital	
	Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés :	
	a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;	
	b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.	
	Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	15 091 444
5a	Dépenses en capital	
	Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés :	
	a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;	
	b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.	
	Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	9 877 924
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	
	Contributions	2 359 854 884
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	
	Contributions	1 374 412 013
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	
	Contributions	50 564 157
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais afférents aux revendications autochtones (recherche, négociation et élaboration de documents).....	25 903 000
L20	Prêts à des premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	30 400 000

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique		
1		Dépenses du programme		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	28 089 505	
1b		Dépenses du programme		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		1
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	3 016 247 386	1 799 033 166
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	56 303 000	–
22		Ressources naturelles		
		Ministère des Ressources naturelles		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		
		b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ;		
		c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);		
		d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
		e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	536 166 814	
1a		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		
		b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ;		
		c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);		
		d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
		e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		11 309 734

1b	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		
	b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ;		
	c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et aux règlements visés à l'alinéa b);		
	d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
	e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		6 190 616
5	Dépenses en capital.....	20 071 752	
5a	Dépenses en capital		700 000
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	429 195 419	
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		250 000
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		1
	Énergie atomique du Canada, Limitée		
1	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	1 043 539 640	
	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
1	Dépenses du programme		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	38 176 811	
	Office national de l'énergie		
1	Dépenses du programme		
	Contributions	69 727 081	
1a	Dépenses du programme		
	Contributions		7 066 675
1b	Dépenses du programme		
	Contributions		6 045 266
	Administration du pipe-line du Nord		
1	Dépenses du programme		
	Contributions	465 000	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	2 137 342 517	31 562 292
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	-	-
23	Revenu national		
	Agence du revenu du Canada³		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Contributions		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	3 217 340 057	
1a	Dépenses de fonctionnement		
	Contributions		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		25 641 123

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	1b	Dépenses de fonctionnement Contributions Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		11 171 323
	5	Dépenses en capital Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	70 775 481	
	5a	Dépenses en capital Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		3 504 239
	5b	Dépenses en capital Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		2 299 824
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	3 288 115 538	42 616 509
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
24		Santé		
		Ministère de la Santé		
	1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	749 018 765	
	1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		7 196 232
	5	Dépenses en capital.....	26 097 447	
	10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	1 243 455 426	
	10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services		7 349 730
		Agence canadienne d'inspection des aliments		
	1	Dépenses de fonctionnement Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions		535 823 238

1a	Dépenses de fonctionnement		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		1 177 180
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		71 265
5	Dépenses en capital	25 608 189	
5a	Dépenses en capital		7 591 275
5b	Dépenses en capital		1 581 558
Instituts de recherche en santé du Canada			
1	Dépenses de fonctionnement	52 908 782	
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1 043 857 390	
5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		1
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		1
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés			
1	Dépenses du programme	13 689 951	
1a	Dépenses du programme		99 196
Agence de la santé publique du Canada			
1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	328 988 943	
1a	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		2 436 284
5	Dépenses en capital.....	5 862 750	
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	211 843 231	
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		4 616 198
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		1
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		4 237 154 112	32 118 921
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....		-	-
<hr/>			
25	Sciences		
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie⁴			
5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		1
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		1
Conseil de recherches en sciences humaines⁵			
5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		1
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		836 112
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		-	836 115
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....		-	-

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
26		Sécurité publique et Protection civile		
		Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	138 311 494	
	1a	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		7 370 883
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	1 007 864 906	
	5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		28 312 659
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		1
		Agence des services frontaliers du Canada³		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège;		
		b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence.....	1 442 043 878	
	1a	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège;		
		b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence.....		85 051 922
	5	Dépenses en capital.....	197 930 474	
	5a	Dépenses en capital		2 185 714
		Service canadien du renseignement de sécurité		
	1	Dépenses du programme.....	521 451 792	
	1a	Dépenses du programme		13 893 055

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada		
1	Dépenses du programme.....	9 667 981
1a	Dépenses du programme	99 196
Service correctionnel du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement	
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	
	Contributions	
	Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse	
	Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus	
	Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil :	
	a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus;	
	b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.	
	Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas :	
	a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;	
	b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes;	
	c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.	2 026 625 710
1a	Dépenses de fonctionnement	
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	
	Contributions	
	Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse	
	Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus	
	Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil :	
	a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus;	
	b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.	
	Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas :	
	a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;	
	b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes;	
	c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.	2 339 766
1b	Dépenses de fonctionnement	
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	
	Contributions	
	Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse	
	Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus	
	Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil :	
	a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus;	
	b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.	
	Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas :	
	a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;	
	b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes;	
	c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.	6 556 326
5	Dépenses en capital, notamment les paiements :	
	a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , au titre d'un accord visé à l'article 81 de cette loi et prévoyant la prestation de services correctionnels;	
	b) aux organisations à but non lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités, à titre de contributions pour leurs travaux de construction respectifs.	189 141 724

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada				
1		Dépenses du programme.....	4 129 824	
1a		Dépenses du programme		99 196
Commission des libérations conditionnelles du Canada				
1		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de l'exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services visant le traitement des demandes de suspension du casier présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou à des règlements fédéraux	42 457 608	
1a		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de l'exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services visant le traitement des demandes de suspension du casier présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou à des règlements fédéraux		99 196
Gendarmerie royale du Canada				
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	2 531 606 533	
1a		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		70 086 955
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		10 174 531
5		Dépenses en capital.....	289 535 957	
5a		Dépenses en capital		23 130 497
5b		Dépenses en capital		1 738 000
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor		
		Contributions	253 673 483	
10a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor		
		Contributions		19 500 000
10b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor		
		Contributions		9 900 000
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
1		Dépenses du programme.....	2 872 348	
1a		Dépenses du programme		236 162
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire			8 657 313 712	280 774 059
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire			–	–

Services aux Autochtones
Ministère des Services aux Autochtones Canada

1	<p>Dépenses de fonctionnement</p> <p>Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel</p> <p>Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci</p> <p>Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel</p> <p>Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvés par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement</p> <p>Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p style="padding-left: 20px;">a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux;</p> <p style="padding-left: 20px;">b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>	1 514 225 594
1a	<p>Dépenses de fonctionnement</p> <p>Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel</p> <p>Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci</p> <p>Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel</p> <p>Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvés par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement</p> <p>Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p style="padding-left: 20px;">a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux;</p> <p style="padding-left: 20px;">b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>	86 242 640
1b	<p>Dépenses de fonctionnement</p> <p>Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel</p> <p>Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci</p> <p>Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel</p> <p>Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvés par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement</p> <p>Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p style="padding-left: 20px;">a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux;</p> <p style="padding-left: 20px;">b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>	39 065 125

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
5		Dépenses en capital		
		Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés :		
		a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		
		b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre d'État portant le titre de ministre des Services aux Autochtones.		
		Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	5 411 792	
5a		Dépenses en capital		
		Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés :		
		a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		
		b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre d'État portant le titre de ministre des Services aux Autochtones.		
		Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes		150 000
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	7 726 188 009	
10a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services		1 137 226 499
10b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services		278 977 133
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	9 245 825 395	1 541 661 397
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
28		Services publics et Approvisionnement		
		Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
1		Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i>		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et des services communs et centraux		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 939 701 842	
1a		Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i>		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et des services communs et centraux		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	61 110 968
1b	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et des services communs et centraux Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	63 090 788
5	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux Autorisation d'effectuer des remboursements à des locataires d'immeubles fédéraux relativement à des améliorations à ceux-ci autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	1 181 025 573
5b	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux Autorisation d'effectuer des remboursements à des locataires d'immeubles fédéraux relativement à des améliorations à ceux-ci autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	9 363 919
L10b	Augmentation de 36 000 000 \$ à 50 000 000 \$ de la somme qui peut être due, en tout temps au cours de la période commençant le 1er avril 2018 et se terminant le 30 juin 2023, au titre du crédit L29g (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1967</i> , tel qu'il a été modifié par le crédit L15b de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 1990-1991</i> (Approvisionnements et Services) et par le crédit L7c de la <i>Loi de crédits n° 5 pour 2017-2018</i> (ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux)	14 000 000
	Société canadienne des postes	
1	Paiements à la Société à des fins spéciales	22 210 000
	Commission de la fonction publique²	
1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la fourniture de produits et services de dotation, d'évaluation et de counseling et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	74 360 701
	Services partagés Canada	
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologies de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> , les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	1 241 728 516
1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologies de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> , les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	96 630 636
1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologies de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> , les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	18 647 341
5	Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologies de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>	225 078 170

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
5a		Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologies de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>		15 574 413
5b		Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologies de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>		4 464 382
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire			4 684 104 802	268 882 447
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire			–	14 000 000
29		Transports		
		Ministère des Transports		
1		Dépenses de fonctionnement Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	696 852 654	
1a		Dépenses de fonctionnement Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		10 927 693
1b		Dépenses de fonctionnement Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		4 024 393
5	Dépenses en capital.....	122 989 854	
5a	Dépenses en capital.....		1 438 265
5b	Dépenses en capital.....		13 766 900
10	Subventions et contributions – Réseau de transport efficace		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	401 910 138	
10a	Subventions et contributions – Réseau de transport efficace		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....		6 049 065
10b	Subventions et contributions – Réseau de transport efficace		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....		1
15	Subventions et contributions – Réseau de transport écologique et novateur		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	41 601 775	
15a	Subventions et contributions – Réseau de transport écologique et novateur		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....		3 131 670
15b	Subventions et contributions – Réseau de transport écologique et novateur		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....		1
20	Subventions et contributions – Réseau de transport sûr et sécuritaire		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	27 772 681	
20a	Subventions et contributions – Réseau de transport sûr et sécuritaire		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....		10 549 935
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien		
1	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	586 157 871	
1a	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		36 038 397
	Office des transports du Canada		
1	Dépenses du programme.....	28 214 631	
1a	Dépenses du programme		1 671 892
	Marine Atlantique S.C.C.		
1	Paiements la société pour les dépenses liées à sa gestion		
	Paiements à la société pour les dépenses en capital		
	Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes	151 104 000	
	La société des ponts fédéraux Limitée		
1	Paiements à la Société.....	3 472 857	

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – fin

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		VIA Rail Canada Inc.		
1		Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion		
		Paiements à la société pour les dépenses en capital		
		Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	538 088 193	
1b		Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion		
		Paiements à la société pour les dépenses en capital		
		Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>		105 251 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	2 598 164 654	192 849 212
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
		Total du gouvernement – Budgétaire	112 866 043 852	10 040 366 388
		Total du gouvernement – Non budgétaire	57 103 001	14 000 004

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur général des élections a été transféré du portefeuille ministériel du Conseil privé au portefeuille ministériel des Institutions démocratiques.² Au cours de l'exercice, la Commission de la fonction publique a été transférée du portefeuille ministériel des Services publics et Approvisionnement au portefeuille ministériel du Conseil privé.³ Pour cet organisme, les sommes accordées dans l'annexe 2 de la loi de crédit peuvent être imputées à l'exercice en cours et à l'exercice suivant.⁴ Au cours de l'exercice, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie a été transféré du portefeuille ministériel de l'Innovation, Sciences et Développement économique au portefeuille ministériel des Sciences.⁵ Au cours de l'exercice, le Conseil de recherches en sciences humaines a été transféré du portefeuille ministériel de l'Innovation, Sciences et Développement économique au portefeuille ministériel des Sciences.⁶ Au cours de l'exercice, le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme a été transféré du portefeuille ministériel du Patrimoine canadien et Multiculturalisme au portefeuille ministériel des Femmes et Égalité des genres.

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits¹

L'appendice 2 fournit le détail des autorisations législatives (budgétaires et non budgétaires) lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, par portefeuille ministériel.

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
2	Affaires mondiales		
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement		
	Paievements aux institutions financières internationales – Paiements directs	232 491 748	18 192 575
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	145 129 247	923 871
	Paievements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985), ch. D-2).....	250 000	250 000
	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	86 000	
	Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile.....	86 000	
	Ministre du Développement international et de la Francophonie – Traitement et allocation pour automobile.....	86 000	
	(L) Paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital.....	14 617 035	1 000 000
	Commission mixte internationale (section canadienne)		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	617 906	
	Investir au Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	981 490	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	379 728 391	19 366 446
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	14 617 035	1 000 000
3	Agriculture et Agroalimentaire		
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
	Paievements de contribution pour le programme Agri-protection	623 000 000	
	Paievements de contribution pour le programme Agri-stabilité	384 830 000	
	Paievements de subvention pour le programme Agri-investissement	138 148 000	
	Paievements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....	118 513 335	
	Paievements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C. (1997), ch. C-34)	65 900 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	65 525 898	795 390
	Paievements de subvention pour le programme Agri-stabilité	39 320 000	
	Paievements de contribution pour le programme Agri-investissement	18 602 000	
	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	13 111 013	
	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R.C., (1985), ch. F-4)	100 000	
	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile	86 000	
	Commission canadienne des grains		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	659 878	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	1 467 796 124	795 390
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	-	-

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits¹ – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
4	Anciens Combattants		
	Ministère des Anciens Combattants		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	31 209 862	2 636 260
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	175 000	
	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	86 000	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	10 000	
	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4)	10 000	
	Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (L.R.C. (1970), ch. W-4)	2 000	
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 319 583	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	32 812 445	2 636 260
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
5	Bureau du secrétaire du gouverneur général		
	Bureau du secrétaire du gouverneur général		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 068 616	
	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> (L.R.C. (1985), ch. G-9)	727 879	
	Traitement du gouverneur général (L.R.C. (1985), ch. G-9)	294 200	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	3 090 695	–
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
6	Conseil du Trésor		
	Secrétariat du Conseil du Trésor		
	Contributions de l'employeur en vertu de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> et d'autres lois sur la retraite et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	340 000 000	3 107 000 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	27 897 303	18 114
	Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile	86 000	
	École de la fonction publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 038 445	
	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	9 044 939	
	Commissariat au lobbying		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	394 644	
	Commissariat à l'intégrité du secteur public		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	476 051	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	385 937 382	3 107 018 114
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–

7	Conseil privé		
	Bureau du Conseil privé		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	15 726 650	2 730 151
	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile.....	177 800	
	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile.....	86 000	
	Ministre des Institutions démocratiques – Traitement et allocation pour automobile.....	86 000	
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	385 855	
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 227 347	496 241
	Bureau du directeur général des élections²		
	Dépenses électorales.....	95 546 487	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	8 581 294	–
	Traitement du directeur général des élections.....	315 300	
	Commissariat aux langues officielles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 181 383	
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	526 343	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	126 840 459	3 226 392
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
8	Défense nationale		
	Ministère de la Défense nationale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires.....	924 054 674	7 546 634
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	276 016 331	(163 853)
	Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	1 700 000	
	Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3).....	400 000	
	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile.....	86 000	
	Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	26 000	
	Centre de la sécurité des télécommunications		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	37 012 661	143 519
	Comité externe d'examen des griefs militaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	611 361	
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	428 892	
	Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	165 976	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	1 240 501 895	7 526 300
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits¹ – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
9	Environnement et Changement climatique		
	Ministère de l'Environnement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	86 361 045	
	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique – Traitement et allocation pour automobile.....	86 000	1 777 400
	Agence canadienne d'évaluation environnementale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 397 455	1 827 718
	Agence Parcs Canada		
	Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	140 000 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	47 781 977	132 140
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	277 626 477	3 737 258
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
10	Famille, Enfants et Développement social		
	Ministère de l'Emploi et du Développement social		
	Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	40 854 760 327	
	Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	12 262 059 046	
	Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	1 190 684 653	409 315 347
	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants.....	912 000 000	13 000 000
	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	858 073 325	96 166 085
	Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	550 221 046	
	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles.....	435 456 000	(44 156 000)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	240 988 404	2 435 045
	Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles.....	233 243 000	49 157 000
	Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	159 000 000	17 000 000
	Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité.....	49 250 000	
	Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6).....	44 000 000	
	Prestation universelle pour la garde d'enfants.....	12 000 000	
	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	5 278 857	(2 618 259)
	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	4 448 876	
	Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique.....	145 000	
	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile.....	86 000	
	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail – Traitement et allocation pour automobile.....	86 000	
	Ministre des Aînés – Traitement et allocation pour automobile.....		86 000
	Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État.....	35 000	
	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(2 889 287)	

	(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	669 083 768	379 636 093
	(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	65 889 938	(21 175 960)
	Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R.C. (1985), ch. N-11)	(259 433 000)	
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(1)(g) de la <i>Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i>	4 300 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	624 908	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	57 813 851 155	540 385 218
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	475 540 706	358 460 133
11	Femmes et Égalité des genres		
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		86 000
	Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres – Allocation pour automobile		10 722
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–	96 722
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
12	Finances		
	Ministère des Finances		
	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	38 583 703 000	
	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	18 958 259 000	
	Intérêt sur la dette non échue	16 591 000 000	(138 000 000)
	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	14 160 847 000	
	Autres frais d'intérêts	6 247 000 000	105 000 000
	Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	3 785 321 565	
	Paievements à l'Association internationale de développement	441 610 000	
	Achat de la monnaie canadienne	95 000 000	(3 000 000)
	Paievements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	51 200 000	
	Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	42 355 897	
	Paievement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur les paievements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>)	18 092 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 554 840	329 862
	Ministre des Finances - Traitement et allocation pour automobile	86 000	
	Paievements à la Banque d'infrastructure du Canada		576 284 533
	Paievement de péréquation supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(113 203 000)	23 379 000
	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(909 825 000)	(9 167 000)
	Paievements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(4 086 656 000)	(76 762 000)
	Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (<i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i>)		11 400 000
	(L) Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures – Achat d'actions initiales par le Canada en vertu de la <i>Loi sur l'accord concernant la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures</i>	52 300 000	
	(L) Paiement à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)		248 496 919
	(L) Aide financière au Groupe de la Banque mondiale à l'appui de l'initiative relative au mécanisme de refinancement d'emprunt pour les infrastructures de la Banque multilatérale de (<i>Loi de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)		100 000 000
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 277 106	

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits¹ – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Bureau du vérificateur général		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 196 992	
	Bureau du surintendant des institutions financières		
	Dépenses des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	152 133 867	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	94 042 953 267	489 464 395
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	52 300 000	348 496 919
13	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté		
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68 856 677	542 047
	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté – Traitement et allocation pour automobile	86 000	
	Fonds renouvelable de Passeport Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>) (L.R.C. (1985), ch. R-8)	85 606 743	
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 361 361	264 656
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	168 910 781	806 703
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
14	Infrastructure et Collectivités		
	Bureau de l'infrastructure du Canada		
	Fonds de la taxe sur l'essence	2 170 596 375	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 782 183	
	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile	86 000	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	2 178 464 558	–
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
15	Innovation, Sciences et Développement économique		
	Ministère de l'Industrie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	55 435 603	200 712
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 36)	64 946 634	
	ICRA pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle	25 000 000	
	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	24 763 447	
	Contributions à Génome Canada	24 700 000	
	Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique - Traitement et allocation pour automobile	86 000	
	Ministre des Sciences – Traitement et allocation pour automobile	2 000	84 000
	Ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme – Traitement et allocation pour automobile	2 000	84 000
	Ministre de la Francophonie – Traitement et allocation pour automobile		86 000

Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 168 627	
Agence canadienne de développement économique du Nord		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 233 101	
Agence spatiale canadienne		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 463 366	
Commission du droit d'auteur		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	296 837	
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 825 014	
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 505 652	
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 788 550	
Conseil national de recherches du Canada		
Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R.C. (1985), ch. N-15)	182 000 000	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	38 258 447	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie³		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 271 310	
Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4.2 de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i>	178 779	
Conseil de recherches en sciences humaines⁴		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 934 818	
Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4.2 de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines</i>	94 976	
Statistique Canada		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	62 829 151	166 284
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	516 784 312	620 996
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
<hr/>		
16	Institutions démocratiques	
Commission des débats des chefs		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		29 181
Bureau du directeur général des élections²		
Dépenses électorales		(1 326 734)
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		17 231
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–	(1 280 322)
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
<hr/>		
17	Justice	
Ministère de la Justice		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	69 474 097	443 709
Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile	86 000	
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 687 430	260 727

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits¹ – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Commission canadienne des droits de la personne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 613 376	
	Service administratif des tribunaux judiciaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 445 307	371 487
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	572 093 242	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	921 152	
	Bureau du directeur des poursuites pénales		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17 928 275	
	Dépenses électorales.....	1 362 696	
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 526 663	
	Registraire de la Cour suprême du Canada		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1 et ses modifications)	8 241 373	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 273 951	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	694 653 562	1 075 923
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
18	Parlement		
	Chambre des communes		
	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	120 173 658	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39 833 993	
	Bibliothèque du Parlement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 996 406	48 695
	Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	733 782	
	Bureau du directeur parlementaire du budget		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	630 514	
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 402	
	Service de protection parlementaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 784 000	502 057
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	199 081	

Sénat

Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires

(R.S.C. (1985), ch. M-5)	26 117 487	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 811 394	
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	208 402 717	550 752
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–

19 Patrimoine canadien et Multiculturalisme**Ministère du Patrimoine canadien**

Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23 569 014	556 382
Traitements des lieutenants-gouverneurs	1 196 000	
Paievements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8)	637 000	
Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents	182 000	
Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile.....	86 000	
Ministre d'État (Ministre des Sports et des Personnes handicapées) – Allocation pour automobile.....	2 000	

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 505 049	
--	-----------	--

Bibliothèque et Archives du Canada

Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 909 563	
--	------------	--

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme⁵

Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 788 799	
Ministre d'État (ministre de la Condition féminine) – Allocation pour automobile	2 000	

Commission des champs de bataille nationaux

Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	2 000 000	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	341 576	

Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	48 219 001	556 382
---	-------------------	----------------

Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
--	----------	----------

20 Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**Ministère des Pêches et des Océans**

Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	135 790 913	3 447 694
Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne – Traitement et allocation pour automobile	86 000	

Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	135 876 913	3 447 694
---	--------------------	------------------

Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
--	----------	----------

21 Relations Couronne-Autochtones**Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien**

Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des <i>Lois sur le règlement des revendications territoriales globales</i>	55 153 567	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	36 439 854	2 856 857
Paievements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources.....	2 952 146	
Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités	1 400 000	
Ministre des Affaires autochtones et du Nord – Traitement et allocation pour automobile	86 000	
Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington	15 000	

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits¹ – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 017 101	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	97 063 668	2 856 857
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
22	Ressources naturelles		
	Ministère des Ressources naturelles		
	Paievements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers	392 506 962	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	55 612 681	1 093 017
	Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	8 835 000	
	Paievements au compte des recettes extracôtiers de la Nouvelle-Écosse	5 356 008	
	Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	4 355 000	
	Paievements de rajustement à l'égard de la part de la Couronne pour les ressources pétrolières extracôtiers de la Nouvelle-Écosse	438 281	
	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	86 000	
	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
	Dépenses aux termes du paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i>	98 530 250	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 095 344	
	Office national de l'énergie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 765 619	976 433
	Administration du pipe-line du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 880	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	577 610 025	2 069 450
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
23	Revenu national		
	Agence du revenu du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	421 667 996	5 549 367
	Versements d'allocations spéciales pour enfants	335 000 000	
	Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	159 856 226	
	Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	86 000	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	916 610 222	5 549 367
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–

24	Santé		
	Ministère de la Santé		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	101 394 513	769 222
	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la <i>Loi sur le ministère de la Santé</i>	51 462 891	
	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile	86 000	
	Paieement à la province de l'Ontario conformément à l'article 103 de la <i>Loi sur les brevets</i>		20 000 000
	Agence canadienne d'inspection des aliments		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72 032 099	680 371
	Dépense des recettes conformément au paragraphe 30 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	53 161 000	
	Paieements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C. (1997), ch. 6)	12 500 000	
	Instituts de recherche en santé du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 667 090	
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 181 921	
	Agence de la santé publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29 071 697	137 186
	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la <i>Loi sur le ministère de la Santé</i>	13 412 742	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	339 969 953	21 586 779
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
26	Sécurité publique et Protection civile		
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 485 644	464 843
	Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile – Traitement et allocation pour automobile	86 000	
	Ministre de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé – Traitement et allocation pour automobile		86 000
	Agence des services frontaliers du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	170 345 667	6 046 050
	Service canadien du renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48 823 343	737 329
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	984 308	
	Service correctionnel du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	228 278 169	924 275
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	501 043	
	Commission des libérations conditionnelles du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 678 702	
	Gendarmerie royale du Canada		
	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC	398 100 900	307 029
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59 486 341	516 255
	Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10)	8 250 000	

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits¹ – fin

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	252 583	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	936 272 700	9 081 781
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
27	Services aux Autochtones		
	Ministère des Services aux Autochtones Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	47 897 354	9 112 737
	Contributions relatives à l'infrastructure des Premières Nations.....	29 403 625	
	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	2 000 000	
	Ministre des Services aux Autochtones – Traitement et allocation pour automobile.....	86 000	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	79 386 979	9 112 737
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
28	Services publics et Approvisionnement		
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	103 569 254	492 037
	Fonds renouvelable des Services immobiliers	3 700 249	
	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	7 308 187	
	Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement – Traitement et allocation pour automobile.....	86 000	
	Commission de la fonction publique⁶		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 315 589	
	Services partagés Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	79 335 340	3 811 103
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	205 314 619	4 303 140
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
29	Transports		
	Ministère des Transports		
	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 10)	77 627 288	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	75 268 813	1 040 155
	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C. (1993), ch. 43)	67 543 835	
	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. (1963), ch. 42)	3 300 000	
	Ministère des Transports – Traitement et allocation pour automobile.....	86 000	

Office des transports du Canada

Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 173 489	265 519
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	226 999 425	1 305 674
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
Total du gouvernement – Budgétaire.....	163 101 677 725	4 235 896 408
Total du gouvernement – Non budgétaire.....	542 457 741	707 957 052

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Le détail des autorisations législatives non présentées dans les Budgets des dépenses n'est pas inclus dans cet appendice.

² Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur général des élections a été transféré du portefeuille ministériel du Conseil privé au portefeuille ministériel des Institutions démocratiques.

³ Au cours de l'exercice, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie a été transféré du portefeuille ministériel de l'Innovation, Sciences et Développement économique au portefeuille ministériel des Sciences.

⁴ Au cours de l'exercice, le Conseil de recherches en sciences humaines a été transféré du portefeuille ministériel de l'Innovation, Sciences et Développement économique au portefeuille ministériel des Sciences.

⁵ Au cours de l'exercice, le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme a été transféré du portefeuille ministériel du Patrimoine canadien et Multiculturalisme au portefeuille ministériel des Femmes et Égalité des genres.

⁶ Au cours de l'exercice, la Commission de la fonction publique a été transférée du portefeuille ministériel des Services publics et Approvisionnement au portefeuille ministériel du Conseil privé.

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs

L'appendice 3 fournit le détail des autorisations (budgétaires et non budgétaires) disponibles des exercices antérieurs, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
2		Affaires mondiales	
		Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
(S)		<i>Loi de crédits n° 5 pour 2009-2010</i> Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044 \$ que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan relativement à des ententes de prêt, sous réserve des conditions énoncées dans le protocole d'entente signé le 20 avril 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République islamique du Pakistan.....	60 109 558
L11		<i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> Le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger ne doit pas dépasser 38 200 000 \$, établi par le crédit L12c de la <i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> , et modifié par le crédit L11 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 (Net)</i>	9 626 945
L12		<i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> Le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger ne doit pas dépasser 50 000 000 \$, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> , et modifié par le crédit L12 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 (Net)</i>	3 980 145
(S)		(L) <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , article 11 Paielements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de 3 000 000 000 \$ (Brut)	1 666 800 000
(S)		(L) <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , autorité selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14; L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à quinze fois le total obtenu en ajoutant : a) au capital payé de la Société, et b) le montant, le cas échéant, de ses bénéfices non répartis, établi selon ses derniers états de comptes pour un exercice financier qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada (Net)	90 929 686 079
		Corporation commerciale canadienne	
(S)		(L) <i>Loi sur la Corporation commerciale canadienne</i> , article 11 Le ministre des Finances doit, à la requête du Ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le Ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, 10 000 000 \$, versés à même les deniers non attribués du Trésor (Net)	10 000 000
		Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	
(S)		(L) <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , article 23 Autorité selon les conditions prescrites à l'article 23, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts et d'engagements tels que limités par l'article 24 ne doit jamais dépasser 20 000 000 000 (Net) (Conformément aux articles 10, 23 et 24 de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , l'autorisation maximale de 20 000 000 000 \$ consiste en des prêts en vue d'appuyer l'expansion des exportations. Au moment où l'autorisation a été accordée, ces prêts étaient comptabilisés sur une base non budgétaire. Le gouvernement a subséquemment modifié ses politiques comptables pour comptabiliser des prêts conditionnels sur une base budgétaire. Donc, cette autorisation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport.).....	18 347 101 347
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	60 109 558
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	110 967 194 516
3		Agriculture et Agroalimentaire	
		Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
(S)		<i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> , article 28 Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu du paragraphe 28(2) de la Loi est de 1 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1993-1994 au montant de 400 000 \$.....	600 000

(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 2 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 2 000 000 \$ en aucun temps	11 786 099
	Commission canadienne du lait	
(S)	(L) <i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i> , article 16 À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Trésor et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés aux alinéas 9(1)a) et b) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 300 000 000 \$ (Net)	204 332 496
	Commission canadienne des grains	
(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> Dépenser pour les besoins du Fonds, tous les revenus que ce dernier générera; l'ensemble des dépenses faites pour les besoins du Fonds ne devra jamais dépasser les revenus générés par le Fonds de plus de 2 000 000 \$; diminution de l'autorité en vertu du crédit 36b, <i>Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002</i>	130 677 136
	Financement agricole Canada	
(S)	(L) <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> Paragraphe 11(1). Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Trésor, des montants ne dépassant pas au total 1 250 000 000 \$, et les montants ainsi versés constituent une partie de son capital (Net)	6 667 000
	Paragraphe 12(3). La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances, peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Trésor, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la Société et du principal des prêts visés aux paragraphes (1) et (2) respectivement, qui lui ont été consentis, ne doit jamais dépasser douze fois le capital de la Société (Net).....	43 453 464 000
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	143 063 235
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	43 664 463 496
4	Anciens Combattants	
	Ministère des Anciens Combattants	
(S)	(L) <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> Il peut être avancé, sur le Trésor, les montants nécessaires pour l'application des parties I, II et III, pour la Caisse de la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> . Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 605 000 000 \$ (Net).....	604 998 193
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	604 998 193
6	Conseil du Trésor	
	École de la fonction publique du Canada	
(S)	<i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> , paragraphe 18(2) Conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> et sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, l'École peut, au cours de deux exercices consécutifs, dépenser à ses fins les recettes tirées de ses redevances d'exploitation perçues durant le premier de ceux-ci	9 740 365
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	9 740 365
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
8		Défense nationale	
		Ministère de la Défense nationale	
	L11c	<i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> , établi par le crédit L20b Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps telle que modifiée par le crédit L16c, <i>Loi n° 4 de 1984 portant affectation de crédits</i> , le crédit L11c de 1991, et le crédit L11b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i> ne devant pas dépasser 120 000 000 \$ (Net).....	77 060 696
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	77 060 696
9		Environnement et Changement climatique	
		Agence Parcs Canada	
	I	Dépenses du programme; la partie non utilisée des crédits affectés dans le cadre du paragraphe (1) aux dépenses de fonctionnement de l'Agence est annulée à la fin de l'exercice suivant celui au cours duquel ceux-ci ont été votés ou de tout exercice ultérieur précisé par la loi fédérale qui fait l'affectation, en vertu de l'article 19 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	343 673 818
	(S)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	21 590 323
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	365 264 141
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
10		Famille, Enfants et Développement social	
		Ministère de l'Emploi et du Développement social	
	(S)	<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i> , paragraphe 12(4) Le ministre peut, avec l'approbation du ministre des Finances, conclure des accords avec tout gouvernement provincial en vue de l'administration de programmes provinciaux compatibles avec l'objet de la présente loi. Sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, le ministre peut affecter à l'administration des programmes provinciaux visés au paragraphe (1) les sommes perçues pour la prestation des services.....	1 014 942
	(S)	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(1) (g) de la <i>Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i>	2 673 972
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	3 688 914
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
12		Finances	
		Ministère des Finances	
	(S)	<i>Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières</i> , article 16 Indemnité aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque relativement aux dépôts non assurés. Sont affectés à l'application de la présente loi 875 000 000 \$ à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins	68 571 831
	(S)	Société d'assurance-dépôts du Canada (L) <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1 À la demande de la Société, le ministre peut lui consentir, aux conditions qu'il fixe, des prêts sur le Trésor	15 000 000 000

	Bureau du surintendant des institutions financières	
(S)	<i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> , articles 16 et 17 Le Ministre peut prélever des fonds sur le Trésor pour le paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau. L'autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de 40 000 000 \$, le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor	67 919 261
	Monnaie royale canadienne	
(S)	(L) <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> : Paragraphe 20(1) Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Trésor ou d'autres sources, à des emprunts d'un montant global maximal de 75 000 000\$ ou d'un montant supérieur fixé par une loi de crédits (Net).....	75 000 000
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	136 491 092
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	15 075 000 000
13	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
(S)	Fonds renouvelable de Passeport Canada – <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 4 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 4 000 000 \$ en aucun temps	1 258 902 488
(S)	(L) <i>Loi sur l'immigration</i> , article 119 Le ministre des Finances peut, sur le Trésor, avancer au Ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport, ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié par CT814449 et en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> ne pourra à aucun moment dépasser 126 600 000 \$ (Net).....	64 973 807
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	1 258 902 488
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	64 973 807
15	Innovation, Sciences et Développement économique	
	Ministère de l'Industrie	
(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 15 000 000 \$ à 5 000 000 \$ en vertu du crédit 2b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i>	150 498 345
L97b	<i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser 1 950 000 \$ (Net).....	1 950 000
	Conseil national de recherches du Canada	
(S)	<i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> , alinéa 5(1)e) Montant non dépensé rapporté de l'exercice précédent en vertu de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	131 643 664
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	282 142 009
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	1 950 000

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
19		Patrimoine canadien et Multiculturalisme	
		Office national du film	
(S)		Fonds renouvelable de l'Office national du film – <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 12 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder 15 000 000 \$ en aucun temps. Diminution de l'autorisation en vertu du crédit 86b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i>	5 207 716
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	5 207 716
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
20		Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	
L30b		L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, 1968-1969</i> , afin de réglementer le commerce de la présente loi, interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créer l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses opérations en vertu l'article 16 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux : a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office Le crédit L30b, <i>Loi n° 1 de 1974</i> portant affectation de crédits et modifié en 2006. Le total non remboursé des montants ayant été, d'une part, empruntés par l'Office au titre de l'alinéa 7g) et, d'autre part, prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 16 de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> ne peut, à aucun moment, dépasser 50 000 000 \$ (Net).....	50 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	50 000 000
21		Relations Couronne-Autochtones	
		Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	
L40		<i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i> Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pendant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> . Le solde non déboursé des prêts autorisés est de 320 000 \$ (Brut)	305 503
L55		<i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Inuits duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Inuit afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> . Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> , ne doit pas dépasser 6 633 697 \$ (Net)	6 550 860
L81a		<i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i> Pour autoriser, à l'égard du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon : a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser 5 000 000 \$ (Net).....	5 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	11 856 363

22	Ressources naturelles		
	Ministère des Ressources naturelles		
(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada – <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 5 000 000 \$ en aucun temps; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 3b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i>		7 630 281
	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
(S)	Dépense des recettes conformément à l'article 21(3) de la <i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i>		4 332 136
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		11 962 417
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		–
23	Revenu national		
	Agence du revenu du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>		119 069 543
5	Dépenses en capital; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>		6 145 470
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		125 215 013
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		–
24	Santé		
	Agence canadienne d'inspection des aliments		
(S)	L'Agence peut employer à ses fins les sommes affectées par ses recettes d'exploitation conformément au paragraphe 30 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>		44 412 873
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		44 412 873
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		–
26	Sécurité publique et Protection civile		
	Agence des services frontaliers du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisations de dépenser durant l'année en cours les revenus perçus pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence		159 557 676
5	Dépenses en capital.....		59 932 379
	Service correctionnel du Canada		
(S)	Fonds renouvelable CORCAN – <i>Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992</i> (crédit 11c) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 5 000 000 \$ en aucun temps; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 16b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i>		11 608 474
L14b	<i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> Pour étendre la portée du Compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la <i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> : a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et b) pour porter de 10 000 \$ à 50 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte, telle que modifiée par le crédit L14b, <i>Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits</i> (Net)		44 249
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		231 098 529
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		44 249

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs – fin

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
27		Services aux Autochtones	
		Ministère des Services aux Autochtones Canada	
	(S)	Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 \$).....	32 490 796
	L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i> . Limite de 48 550 835 \$ (Net).....	48 517 156
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	32 490 796
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	48 517 156
28		Services publics et Approvisionnement	
		Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
	(S)	Fonds renouvelable des services optionnels – <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 35 000 000 \$ en aucun temps, tel que modifié par le crédit 6b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i>	35 190 218
	(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> Engager des dépenses sur le Trésor selon les modalités et conditions approuvées par le Conseil du Trésor, pour la prestation des services de traduction et de services connexes, et autoriser le Ministre à dépenser aux fins du Fonds les revenus reçus à ces fins; la somme des dépenses effectuées pour les objectifs du Fonds ne doit en aucun temps dépasser 10 000 000 \$ les revenus reçus en fonction des objectifs du Fonds; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 12b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i> ; radier un montant de 13 606 000 \$ représentant les pertes d'exploitation subies durant la période de transition de trois ans vers l'autosuffisance tel que modifié par le crédit 22b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i>	49 359 229
	(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers – <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 5 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, le montant total ne peut excéder 150 000 000 \$ en aucun temps	216 676 342
	(S)	Fonds renouvelable de la production de défense – <i>Loi sur la production de défense</i> , article 15 Pour effectuer des paiements sur le Trésor dans le but de financer l'accumulation de stocks de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne pouvant excéder en aucun temps 100 000 000 \$ moins les prêts et avances du Compte de prêts de la production de défense	100 000 000
	L15b	<i>Loi de crédits n° 3 pour 1990-1991</i> Élargir les fins du crédit L29g (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1967</i> : a) remplacer les mots « des avances permanentes de voyage, des avances pour dépenses imprévues et des comptes de petite caisse ainsi que telles autres avances comptables » suivant immédiatement « ministères et organismes » par les mots suivants : « des caisses d'avances fixes, des avances à justifier et des avances recouvrables »; et b) accroître de 17 000 000 \$ à 36 000 000 \$ le montant qui peut être dû à n'importe quel moment aux fins du présent crédit (Net).....	14 647 778
	(S)	(L) <i>Loi sur l'administration des biens saisis de 1993</i> , article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net).....	74 005 989
	(S)	Société canadienne des postes (L) <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30 Sur demande de la Société approuvée par le Ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Trésor. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser 500 000 000 \$ (Net).....	500 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	401 225 789
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	588 653 767
		Total du gouvernement – Budgétaire	3 111 014 935
		Total du gouvernement – Non budgétaire.....	171 154 712 243

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance)

Appendice 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice

L'appendice 4 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) permanentes qui ont été accordées/abrogées au cours de l'exercice, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires permanentes reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant ¹
3		Agriculture et Agroalimentaire	
		Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel	
		Diminution de l'autorisation suite à un remboursement du crédit 30 (Conseil du Trésor).....	(50 255)
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	(50 255)
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
6		Conseil du Trésor	
		École de la fonction publique du Canada	
	(S)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	6 424 048
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	6 424 048
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
9		Environnement et Changement climatique	
		Agence Parcs Canada	
	1	Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	475 071 026
	(S)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	25 210 432
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	500 281 458
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
15		Innovation, Sciences et Développement économique	
		Conseil national de recherches du Canada	
	(S)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)(e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	193 365 414
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	193 365 414
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
23		Revenu national	
		Agence du revenu du Canada	
	1	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi) et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> ; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	153 094 064
	5	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi) et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> ; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	26 281 044
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	179 375 108
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–

Appendice 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice – fin

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant ¹
26		Sécurité publique et Protection civile	
		Agence des services frontaliers du Canada	
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2)(a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'exercice en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	138 252 429
	5	Dépenses en capital; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	72 923 802
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	211 176 231
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	-
28		Services publics et Approvisionnement	
		Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
	L10b	Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables	
		Limite 50 000 000 \$ (Net)	14 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	-
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	14 000 000
		Total du gouvernement – Budgétaire	1 090 572 004
		Total du gouvernement – Non budgétaire.....	14 000 000

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Ne comprend pas la plupart des redressements dus aux taux de change.

Appendice 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État

L'appendice 5 fournit le détail, par portefeuille ministériel, de la provenance et de l'utilisation des autorisations reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

En vertu des articles 13(2) et 14 de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*, les ministères tels que définis à l'annexe 2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (excluant la Chambre des communes, le Sénat, la Bibliothèque du Parlement, le Commissariat aux conflits d'intérêt et à l'éthique, le Conseiller sénatorial en éthique et la Commission mixte internationale) ont le pouvoir d'établir une autorisation de dépenser égale aux produits reçus de la vente de biens excédentaires de l'État. Les produits reçus dans un exercice et qui n'ont pas été dépensés au cours de cet exercice sont reportés à l'exercice ultérieur, pour emploi dans cet exercice seulement. Le montant reporté est toutefois sujet à une limite maximale.

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans l'exercice ultérieur
2	Affaires mondiales						
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	1 463 571	2 104 478	3 568 049	3 348 002	–	220 047
	Total du portefeuille ministériel	1 463 571	2 104 478	3 568 049	3 348 002	–	220 047
3	Agriculture et Agroalimentaire						
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	7 556 191	5 657 901	13 214 092	7 800 796	–	5 413 296
	Commission canadienne des grains	–	27 402	27 402	27 402	–	–
	Total du portefeuille ministériel	7 556 191	5 685 303	13 241 494	7 828 198	–	5 413 296
4	Anciens Combattants						
	Ministère des Anciens Combattants	–	5 255	5 255	5 255	–	–
	Total du portefeuille ministériel	–	5 255	5 255	5 255	–	–
6	Conseil du Trésor						
	Secrétariat du Conseil du Trésor	404	–	404	–	404	–
	École de la fonction publique du Canada	4 492	1 701	6 193	6 193	–	–
	Commissariat au lobbying	–	28	28	–	–	28
	Total du portefeuille ministériel	4 896	1 729	6 625	6 193	404	28
7	Conseil privé						
	Bureau du Conseil privé	5 980	13 971	19 951	5 980	–	13 971
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	22 077	38 151	60 228	22 077	–	38 151
	Commissariat aux langues officielles	3 853	574	4 427	4 427	–	–
	Commission de la fonction publique	–	611	611	611	–	–
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	6	490	496	–	6	490
	Total du portefeuille ministériel	31 916	53 797	85 713	33 095	6	52 612

Appendice 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans l'exercice ultérieur
8	Défense nationale						
	Ministère de la Défense nationale	23 773 448	16 425 661	40 199 109	23 822 800	–	16 376 309
	Centre de la sécurité des télécommunications	20 620	17 489	38 109	20 620	–	17 489
	Comité externe d'examen des griefs militaires	–	214	214	214	–	–
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	65	50	115	–	65	50
	Total du portefeuille ministériel	23 794 133	16 443 414	40 237 547	23 843 634	65	16 393 848
9	Environnement et Changement climatique						
	Ministère de l'Environnement	796 102	1 102 456	1 898 558	1 129 062	–	769 496
	Total du portefeuille ministériel	796 102	1 102 456	1 898 558	1 129 062	–	769 496
10	Famille, Enfants et Développement social						
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	49 640	88 434	138 074	85 300	–	52 774
	Total du portefeuille ministériel	49 640	88 434	138 074	85 300	–	52 774
11	Femmes et Égalité des genres						
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	–	124	124	–	–	124
	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	58	–	58	–	58	–
	Total du portefeuille ministériel	58	124	182	–	58	124
12	Finances						
	Ministère des Finances	380	622	1 002	–	380	622
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	892	892	892	–	–
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	151	217	368	–	151	217
	Bureau du vérificateur général	338	674	1 012	338	–	674
	Bureau du surintendant des institutions financières	–	1 838	1 838	1 838	–	–
	Total du portefeuille ministériel	869	4 243	5 112	3 068	531	1 513
13	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	15 988	19 626	35 614	22 122	–	13 492
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	–	968	968	968	–	–
	Total du portefeuille ministériel	15 988	20 594	36 582	23 090	–	13 492
15	Innovation, Sciences et Développement économique						
	Ministère de l'Industrie	154 866	250 410	405 276	200 632	–	204 644
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	6 321	40 496	46 817	–	6 321	40 496
	Agence canadienne de développement économique du Nord	5 228	22 066	27 294	–	5 228	22 066
	Agence spatiale canadienne	7 155	27 689	34 844	33 105	–	1 739

	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	–	11 976	11 976	11 976	–	–
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	93	155	248	–	93	155
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	577	20 078	20 655	–	577	20 078
	Conseil national de recherches du Canada.....	22 525	695 829	718 354	194 865	–	523 489
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	134	(134)	–	–	–	–
	Statistique Canada.....	–	12 729	12 729	12 729	–	–
	Total du portefeuille ministériel.....	196 899	1 081 294	1 278 193	453 307	12 219	812 667
16	Institutions démocratiques						
	Bureau du directeur général des élections.....	–	13 361	13 361	13 361	–	–
	Total du portefeuille ministériel.....	–	13 361	13 361	13 361	–	–
17	Justice						
	Ministère de la Justice.....	3 658	434	4 092	3 658	–	434
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	1 592	1 066	2 658	–	1 591	1 067
	Commission canadienne des droits de la personne.....	–	93	93	–	–	93
	Service administratif des tribunaux judiciaires.....	14 122	30 233	44 355	14 122	–	30 233
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	63	–	63	–	63	–
	Registraire de la Cour suprême du Canada.....	–	11 775	11 775	–	–	11 775
	Total du portefeuille ministériel.....	19 435	43 601	63 036	17 780	1 654	43 602
19	Patrimoine canadien et Multiculturalisme						
	Ministère du Patrimoine canadien.....	20 376	4 300	24 676	20 378	–	4 298
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	–	308	308	308	–	–
	Bibliothèque et Archives du Canada.....	11 136	3 546	14 682	11 136	–	3 546
	Total du portefeuille ministériel.....	20 376	4 608	24 984	20 686	–	4 298
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
	Ministère des Pêches et des Océans.....	3 112 892	9 113 849	12 226 741	8 123 112	–	4 103 629
	Total du portefeuille ministériel.....	3 112 892	9 113 849	12 226 741	8 123 112	–	4 103 629
21	Relations Couronne-Autochtones						
	Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	1 250 770	1 121 518	2 372 288	903 446	347 324	1 121 518
	Total du portefeuille ministériel.....	1 250 770	1 121 518	2 372 288	903 446	347 324	1 121 518
22	Ressources naturelles						
	Ministère des Ressources naturelles.....	91 771	160 054	251 825	157 630	–	94 195
	Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	11 362	43 696	55 058	46 344	–	8 714
	Office national de l'énergie.....	10 579	108	10 687	–	10 579	108
	Total du portefeuille ministériel.....	113 712	203 858	317 570	203 974	10 579	103 017
23	Revenu national						
	Agence du revenu du Canada.....	–	119 852	119 852	119 852	–	–
	Total du portefeuille ministériel.....	–	119 852	119 852	119 852	–	–

Appendice 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État – fin

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans l'exercice ultérieur
24	Santé						
	Ministère de la Santé	253 864	256 710	510 574	479 719	–	30 855
	Agence canadienne d'inspection des aliments	245 593	499 677	745 270	426 856	–	318 414
	Instituts de recherche en santé du Canada.....	7 298	–	7 298	–	7 298	–
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	–	1 634	1 634	1 634	–	–
	Agence de la santé publique du Canada.....	42 987	81 882	124 869	73 310	–	51 559
	Total du portefeuille ministériel	549 742	839 903	1 389 645	981 519	7 298	400 828
25	Sciences						
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	504	504	504	–	–
	Total du portefeuille ministériel	–	504	504	504	–	–
26	Sécurité publique et Protection civile						
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	20 538	4 712	25 250	–	20 539	4 711
	Agence des services frontaliers du Canada	49 084	122 159	171 243	122 158	49 085	–
	Service canadien du renseignement de sécurité	380 376	448 586	828 962	389 945	–	439 017
	Service correctionnel du Canada	467 944	1 628 995	2 096 939	1 249 561	–	847 378
	Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	–	13 621	13 621	–	–	13 621
	Gendarmerie royale du Canada.....	4 990 207	25 340 067	30 330 274	25 504 808	–	4 825 466
	Total du portefeuille ministériel	5 908 149	27 558 140	33 466 289	27 266 472	69 624	6 130 193
27	Services aux Autochtones						
	Ministère des Services aux Autochtones Canada.....	62 587	487 796	550 383	160 467	–	389 916
	Total du portefeuille ministériel	62 587	487 796	550 383	160 467	–	389 916
28	Services publics et Approvisionnement						
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	186 726	196 692	383 418	194 337	–	189 081
	Services partagés Canada	–	2 579	2 579	2 579	–	–
	Total du portefeuille ministériel	186 726	199 271	385 997	196 916	–	189 081
29	Transports						
	Ministère des Transports	179 532	4 423	183 955	–	179 532	4 423
	Office des transports du Canada	–	166	166	166	–	–
	Total du portefeuille ministériel	179 532	4 589	184 121	166	179 532	4 423
	Total du gouvernement	45 325 320	66 305 517	111 630 837	74 777 595	629 294	36 223 948

Section 2

Comptes publics du Canada 2018-2019

Affaires mondiales

**Ministère des Affaires étrangères, du Commerce
et du Développement**

Corporation commerciale canadienne

**Exportation et développement Canada (Compte
du Canada)**

**Centre de recherches pour le développement
international**

**Commission mixte internationale (section
canadienne)**

Investir au Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	122
Sommaire du portefeuille ministériel.....	125
Détail budgétaire par affectation.....	130
Responsabilités essentielles	132
Paievements de transfert.....	133
Détail des montants disponibles pour être dépensés	137
Revenus	138

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement**Responsabilité essentielle 1 : Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité**

La programmation d'Affaires mondiales Canada contribue à réduire la pauvreté et à offrir de meilleures possibilités aux peuples de la terre, en plus d'alléger la souffrance dans les crises humanitaires et de favoriser la paix et la sécurité et, ce faisant, contribuent à l'avancement des Objectifs de développement durable.

Responsabilité essentielle 2 : Soutien à la présence du Canada à l'étranger

Affaires mondiales Canada gère et assure la prestation des ressources, de l'infrastructure et des services permettant la présence du Canada à l'étranger, y compris par l'entremise d'ambassades, de hauts commissariats et de consulats.

Responsabilité essentielle 3 : Diplomatie et défense des intérêts internationales

Affaires mondiales Canada fait valoir les intérêts et les valeurs du Canada grâce à l'élaboration de politiques, la diplomatie, la défense des intérêts et une mobilisation efficace.

Responsabilité essentielle 4 : Commerce et investissements

Affaires mondiales Canada appuie l'augmentation des investissements et du commerce de manière plus diversifiée afin de relever le niveau de vie pour l'ensemble des Canadiens et pour permettre aux entreprises canadiennes de prospérer à l'étranger et de créer des débouchés économiques.

Responsabilité essentielle 5 : Aide aux Canadiens à l'étranger

Affaires mondiales Canada offre au moment opportun des services consulaires adéquats aux Canadiens à l'étranger, ce qui contribue à assurer leur sécurité.

Responsabilité essentielle 6 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Corporation commerciale canadienne**Responsabilité essentielle 1 : Corporation commerciale canadienne**

Défense et autres secteurs non-Défense par des contrats de gouvernement à gouvernement. Ce sont des ventes à l'exportation pour les secteurs de l'aérospatiale, de la défense et des autres secteurs à tous les ordres de gouvernement.

Exportation et développement Canada (Compte du Canada)

Responsabilité essentielle 1 : Exportation et développement Canada (Compte du Canada)

Toutes les opérations portées au Compte du Canada doivent respecter le mandat d'Exportation et développement Canada, qui consiste à soutenir et à développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international. En recourant au Compte du Canada, le gouvernement du Canada peut appuyer des opérations qui dépassent la capacité financière ou la capacité de risque d'Exportation et développement Canada au titre du Compte de la Société, mais qui sont considérées comme servant l'intérêt national.

Centre de recherches pour le développement international

Responsabilité essentielle 1 : Centre de recherches pour le développement international

Le Centre de recherches pour le développement international aide les pays en développement à trouver des solutions à des problèmes qu'ils jugent cruciaux pour les habitants de leurs communautés. Pour remplir cette mission, le Centre de recherches pour le développement international investit dans le savoir, l'innovation et des solutions qui, ensemble, impulseront la recherche pour le développement et l'aideront à avoir un impact de taille. Il y parvient en aidant des chefs de file dans la sphère publique et dans le milieu de la recherche et des affaires des pays en développement, en renforçant les sociétés et en tissant des liens importants pour le Canada.

Commission mixte internationale (section canadienne)

Responsabilité essentielle 1 : Gestion des ressources communes en eau

La Commission mixte internationale se fonde sur des recherches scientifiques pour aider les gouvernements du Canada et des États-Unis à éviter et à résoudre les conflits liés aux ressources communes en eau, en servant le bien commun à titre de conseiller indépendant et objectif en vertu du Traité des eaux limitrophes. La Commission se prononce aussi sur les demandes d'approbation et la gestion des projets qui peuvent avoir une incidence sur les niveaux et les débits des eaux limitrophes et transfrontalières. Elle peut également, sur demande, surveiller la qualité de l'eau et fournir des conseils à cet égard.

Responsabilité essentielle 2 : Gestion de la qualité de l'eau des Grands Lacs

En vertu de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, la Commission a la responsabilité clé d'évaluer les progrès réalisés par les gouvernements en vue de rétablir et de conserver l'intégrité chimique, physique et biologique des eaux du bassin des Grands Lacs que se partagent le Canada et les États-Unis. En vertu de cet Accord, la Commission a aussi le mandat de fournir à ces gouvernements des conseils et des recommandations sur les enjeux actuels et émergents liés à la qualité de l'eau des Grands Lacs.

Investir au Canada

Responsabilité essentielle 1 : Attirer de l'investissement direct étranger

Diriger les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour attirer de l'investissement direct étranger en faisant du Canada une destination de choix pour les investisseurs étrangers et en offrant des services visant à faciliter la prise de décision des investisseurs d'élargir leurs activités en sol canadien.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement										
1	Dépenses de fonctionnement.....	-	1 706 736 559	-	-	1 706 736 559				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	-	-	25 862 186	-	25 862 186				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	-	-	367 410	-	367 410				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada).....	-	-	-	1 905 674	1 905 674				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité).....	-	-	-	231 050	231 050				
	crédit 1 (Citoyenneté et Immigration).....	-	-	-	9 178 333	9 178 333				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications).....	-	-	-	442 771	442 771				
	crédit 1 (Environnement).....	-	-	-	160 000	160 000				
	crédit 1 (Industrie).....	-	-	-	168 160	168 160				
	crédit 1 (Défense nationale).....	-	-	-	2 903 516	2 903 516				
	crédit 1 (Ressources naturelles).....	-	-	-	543 493	543 493				
	crédit 5 (Défense nationale).....	-	-	-	544 770	544 770				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	16 424 465	16 424 465				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	78 026 624	78 026 624				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	15 557 495	15 557 495				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	57 236 692	57 236 692				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire).....	-	-	-	(24 504)	(24 504)				
	crédit 1 (Agence canadienne d'inspection des aliments).....	-	-	-	(342 114)	(342 114)				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité).....	-	-	-	(219 166)	(219 166)				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada).....	-	-	-	(141 810)	(141 810)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada).....	-	-	-	(184 052)	(184 052)				
	crédit 1 (Services partagés Canada).....	-	-	-	(8 497 506)	(8 497 506)				
	crédit 10.....	-	-	-	(7 400 000)	(7 400 000)				
	Total – Crédit 1.....	-	1 706 736 559	26 229 596	166 513 891	1 899 480 046	1 820 952 057	78 527 989	-	1 660 201 820
5	Dépenses en capital.....	-	135 243 378	-	-	135 243 378				
5a	Dépenses en capital.....	-	-	1 137 013	-	1 137 013				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	-	-	-	35 224 743	35 224 743				
	Total – Crédit 5.....	-	135 243 378	1 137 013	35 224 743	171 605 134	132 196 816	39 408 318	-	139 961 958
10	Subventions et contributions.....	-	4 219 944 467	-	-	4 219 944 467				
10a	Subventions et contributions.....	-	-	271 619 430	-	271 619 430				
10b	Subventions et contributions.....	-	-	162 570 467	-	162 570 467				
	Virement du:									
	crédit 1.....	-	-	-	7 400 000	7 400 000				
	crédit 1 (Défense nationale).....	-	-	-	53 800 000	53 800 000				
	crédit 10 (Ressources naturelles).....	-	-	-	397 421	397 421				

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	151 256 819	151 256 819				
	Virement au crédit 1 (Agence du revenu du Canada)	–	–	–	(2 866 690)	(2 866 690)				
	Total – Crédit 10	–	4 219 944 467	434 189 897	209 987 550	4 864 121 914	4 581 142 014	282 979 900	–	4 306 311 566
15	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions.....	–	50 779 000	–	–	50 779 000				
15a	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions.....	–	–	18 020 000	–	18 020 000				
15b	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions.....	–	–	741 997	–	741 997				
	Total – Crédit 15	–	50 779 000	18 761 997	–	69 540 997	69 540 997	–	–	65 625 437
20	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	–	1	–	–	1				
20b	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	–	–	1	–	1				
	Total – Crédit 20	–	1	1	–	2	–	2	–	–
(S)	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044 \$ que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan relativement à des ententes de prêt, sous réserve des conditions énoncées dans le protocole d'entente signé le 20 avril 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République islamique du Pakistan	60 109 558	–	–	–	60 109 558	37 922 028	–	22 187 530	24 584 115
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	145 129 247	923 871	(33 207 916)	112 845 202	112 845 202	–	–	103 723 515
(S)	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile.....	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 400
(S)	Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile.....	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 400
(S)	Ministre du Développement international et de la Francophonie – Traitement et allocation pour automobile	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 400

(S)	Paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs.....	–	232 491 748	18 192 575	(303 872)	250 380 451	250 380 451	–	–	232 251 950
(S)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985) ch. D-2).....	–	250 000	250 000	(27 031)	472 969	472 969	–	–	443 832
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 463 571	–	–	2 104 478	3 568 049	3 348 002	–	220 047	–
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	2 224	2 224	2 224	–	–	90 366
(S)	Pertes sur opérations de change.....	–	–	–	47 814 542	47 814 542	47 814 542	–	–	40 839 255
	Total budgétaire	61 573 129	6 490 832 400	499 684 950	428 108 609	7 480 199 088	7 056 875 302	400 916 209	22 407 577	6 574 287 014
L11	Avances de fonds de roulement relativement aux prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger selon le crédit L12c de la <i>Loi n°1 de 1971 portant affectation de crédits</i> . Limite 38 200 000 \$ (Net)	9 626 945	–	–	–	9 626 945	(2 785 661)	–	12 412 606	961 594
L12	Avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger selon le crédit 630 de la <i>Loi des subsides n°2 de 1954</i> , modifié par le crédit L12 de la <i>Loi de crédits n°3 de 1989-1990</i> . Limite 50 000 000 \$ (Net)	3 980 145	–	–	–	3 980 145	(4 048 099)	–	8 028 244	1 772 123
(S)	(L) Paiements pour souscription de capital-actions de la Société en vertu de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , article 11. Limite 3 000 000 000 \$ (Brut)	1 666 800 000	–	–	–	1 666 800 000	–	–	1 666 800 000	–
(S)	(L) Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la Loi, limité par du capital payé et des bénéfices non répartis (Net)	90 929 686 079	–	–	4 453 614 205	95 383 300 284	–	–	95 383 300 284	–
(S)	(L) Paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	–	14 617 035	1 000 000	(381 489)	15 235 546	15 235 546	–	–	38 108 110
L25	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital.....	–	1	–	–	1	–	–	–	–
L25b	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital.....	–	–	1	–	1	–	–	–	–
	Total – Crédit L25.....	–	1	1	–	2	–	2	–	–
	Total non budgétaire	92 610 093 169	14 617 036	1 000 001	4 453 232 716	97 078 942 922	8 401 786	2	97 070 541 134	40 841 827
	Total du ministère – Budgétaire.....	61 573 129	6 490 832 400	499 684 950	428 108 609	7 480 199 088	7 056 875 302	400 916 209	22 407 577	6 574 287 014
	Total du ministère – Non budgétaire	92 610 093 169	14 617 036	1 000 001	4 453 232 716	97 078 942 922	8 401 786	2	97 070 541 134	40 841 827
Corporation commerciale canadienne										
(S)	(L) Versements à la Corporation en vertu de la <i>Loi sur la Corporation commerciale canadienne</i> , article 11. Limite 10 000 000 \$ (Net)	10 000 000	–	–	–	10 000 000	–	–	10 000 000	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire.....	10 000 000	–	–	–	10 000 000	–	–	10 000 000	–

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)										
(S)	Frais administratifs	–	–	–	7 409 042	7 409 042	7 409 042	–	–	5 588 461
(S)	Versement de prêts à des conditions de faveur pour faciliter et développer le commerce entre le Canada et les pays étrangers	–	–	–	1 627 722	1 627 722	1 627 722	–	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	45 610 229
	Total budgétaire	–	–	–	9 036 764	9 036 764	9 036 764	–	–	51 198 690
(S)	(L) L'autorisation maximale de 20 000 000 000 \$ en vertu de l'article 24 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> relatif aux prêts effectués conformément à l'article 23	18 347 101 347	–	–	–	18 347 101 347	–	–	–	(1 879 593 038)
	Moins : partie budgétaire de l'autorisation (voir ci-dessus).....	–	–	–	(1 627 722)	(1 627 722)	–	–	–	–
	Total autorité non budgétaire en vertu de l'article 24 (Net).....	18 347 101 347	–	–	(1 627 722)	18 345 473 625	6 166 625 755	–	12 178 847 870	(1 879 593 038)
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	–	–	9 036 764	9 036 764	9 036 764	–	–	51 198 690
	Total de l'organisme – Non budgétaire.....	18 347 101 347	–	–	(1 627 722)	18 345 473 625	6 166 625 755	–	12 178 847 870	(1 879 593 038)
Centre de recherches pour le développement international										
1	Paiements au Centre.....	–	139 338 189	–	–	139 338 189	–	–	–	–
	Virement du :									
	crédit 1 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	19 231	19 231	–	–	–	–
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	19 231	19 231	–	–	–	–
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	480 769	480 769	–	–	–	–
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	480 769	480 769	–	–	–	–
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	27 961	27 961	–	–	–	–
	Total – Crédit 1	–	139 338 189	–	1 027 961	140 366 150	140 366 150	–	–	139 951 886
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	139 338 189	–	1 027 961	140 366 150	140 366 150	–	–	139 951 886
Commission mixte internationale (section canadienne)										
1	Dépenses du programme	–	11 267 974	–	–	11 267 974	–	–	–	–
1a	Dépenses du programme	–	–	963 264	–	963 264	–	–	–	–
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	77 948	77 948	–	–	–	–
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	431 321	431 321	–	–	–	–
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	13 930	13 930	–	–	–	–
	Total – Crédit 1	–	11 267 974	963 264	523 199	12 754 437	8 008 046	4 746 391	–	6 924 451
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	617 906	–	(123 347)	494 559	494 559	–	–	494 837
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	11 885 880	963 264	399 852	13 248 996	8 502 605	4 746 391	–	7 419 288

Investir au Canada										
1	Dépenses du programme.....	–	22 203 434	–	–	22 203 434				
	Virement du CT, crédit 25 ¹	–	–	–	555 165	555 165				
	Total – Crédit 1	–	22 203 434	–	555 165	22 758 599	10 718 935	12 039 664	–	2 032 683
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	981 490	–	(981 490)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	23 184 924	–	(426 325)	22 758 599	10 718 935	12 039 664	–	2 032 683
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	61 573 129	6 665 241 393	500 648 214	438 146 861	7 665 609 597	7 225 499 756	417 702 264	22 407 577	6 774 889 561
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	110 967 194 516	14 617 036	1 000 001	4 451 604 994	115 434 416 547	6 175 027 541	2	109 259 389 004	(1 838 751 211)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 422 876 320	1 392 576 043	30 300 277	–
Participants au règlement des différends	620 000	–	620 000	–
Enveloppe de l'aide internationale	286 288 441	286 288 441	–	–
Frais juridiques et de litige liés au bois d'œuvre résineux	25 000 000	9 573 118	15 426 882	–
Bois d'œuvre résineux	5 518 628	4 192 725	1 325 903	–
Devoir de diligence à l'égard des missions canadiennes à l'étranger	123 284 098	113 588 834	9 695 264	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	55 928 929	52 418 358	3 510 571	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	246 463	139 784	106 679	–
Affectations bloquées				
Report	3 740 000	–	3 740 000	–
Transfert/réaffectation	12 028 144	–	12 028 144	–
Réduction	3 964 000	–	3 964 000	–
Autre	7 410 023	–	7 410 023	–
Revenus affectés aux dépenses	(47 425 000)	(37 825 246)	(9 599 754)	–
	<i>1 899 480 046</i>	<i>1 820 952 057</i>	<i>78 527 989</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	115 574 788	97 662 539	17 912 249	–
Devoir de diligence à l'égard des missions canadiennes à l'étranger	41 955 536	34 534 277	7 421 259	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	929 847	–	929 847	–
Autre	13 144 963	–	13 144 963	–
	<i>171 605 134</i>	<i>132 196 816</i>	<i>39 408 318</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	559 327 497	513 376 767	45 950 730	–
Mécanisme de décaissement rapide de fonds du compte de crises	213 700 000	213 700 000	–	–
Enveloppe de l'aide internationale	3 854 065 247	3 854 065 247	–	–
Affectations bloquées				
Report	196 715 990	–	196 715 990	–
Transfert/réaffectation	40 313 180	–	40 313 180	–
	<i>4 864 121 914</i>	<i>4 581 142 014</i>	<i>282 979 900</i>	–
Crédit 15 – Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions				
Autre autorisation	69 540 997	69 540 997	–	–
Crédit 20 – Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs				
Autre	2	–	2	–
Montants législatifs	475 450 995	453 043 418	–	22 407 577
	<i>7 480 199 088</i>	<i>7 056 875 302</i>	<i>400 916 209</i>	<i>22 407 577</i>
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)				
Montants législatifs	9 036 764	9 036 764	–	–

Centre de recherches pour le développement international

Crédit 1 – Versements au Centre de recherches pour le développement international

Paiements à la Société d'État	140 366 150	140 366 150	–	–
Commission mixte internationale (section canadienne)				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	10 955 837	8 008 046	2 947 791	–
Affectations bloquées				
Autre	1 798 600	–	1 798 600	–
	<i>12 754 437</i>	<i>8 008 046</i>	<i>4 746 391</i>	–
Montants législatifs	494 559	494 559	–	–
	13 248 996	8 502 605	4 746 391	–
Investir au Canada				
Crédit —Dépenses du programme				
Dépenses de fonctionnement	22 758 599	10 718 935	12 039 664	–
Total du portefeuille ministériel	7 665 609 597	7 225 499 756	417 702 264	22 407 577

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement												
Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité.....	235 054 206	206 803 871	–	–	4 474 876 239	4 221 834 425	–	–	4 709 930 445	4 428 638 296	15 235 548	15 235 546
Soutien à la présence du Canada à l'étranger.....	986 160 908	969 204 949	139 842 604	101 873 263	472 969	472 969	36 425 000	34 211 279	1 090 051 481	1 037 339 902	–	–
Diplomatie et défense des intérêts internationales.....	421 778 871	391 960 904	4 162 321	3 400 667	599 144 146	570 759 657	4 000 000	133 554	1 021 085 338	965 987 674	–	–
Commerce et investissements.....	288 006 722	264 683 059	16 690 813	16 633 782	40 481 980	38 928 383	3 050 000	–	342 129 515	320 245 224	97 050 100 284	–
Aide aux Canadiens à l'étranger.....	58 659 358	56 568 551	2 899 152	2 899 152	–	–	2 750 000	2 166 062	58 808 510	57 301 641	–	–
Services internes.....	251 383 555	241 286 964	8 010 244	7 389 952	–	–	1 200 000	1 314 351	258 193 799	247 362 565	13 607 090	(6 833 760)
Total partiel.....	2 241 043 620	2 130 508 298	171 605 134	132 196 816	5 114 975 334	4 831 995 434	47 425 000	37 825 246	7 480 199 088	7 056 875 302	97 078 942 922	8 401 786
Revenus affectés aux dépenses.....	(47 425 000)	(37 825 246)	–	–	–	–	(47 425 000)	(37 825 246)	–	–	–	–
Total du ministère.....	2 193 618 620	2 092 683 052	171 605 134	132 196 816	5 114 975 334	4 831 995 434	–	–	7 480 199 088	7 056 875 302	97 078 942 922	8 401 786
Corporation commerciale canadienne.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	10 000 000	–
Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	9 036 764	9 036 764	–	–	–	–	–	–	9 036 764	9 036 764	18 345 473 625	6 166 625 755
Centre de recherches pour le développement international.....	140 366 150	140 366 150	–	–	–	–	–	–	140 366 150	140 366 150	–	–
Commission mixte internationale (section canadienne)												
Gestion des ressources communes en eau.....	11 427 084	6 924 686	–	–	–	–	–	–	11 427 084	6 924 686	–	–
Gestion de la qualité de l'eau des Grands Lacs.....	1 821 912	1 577 919	–	–	–	–	–	–	1 821 912	1 577 919	–	–
Total de l'organisme.....	13 248 996	8 502 605	–	–	–	–	–	–	13 248 996	8 502 605	–	–
Investir au Canada												
Attirer de l'investissement direct étranger.....	10 241 370	4 884 968	–	–	–	–	–	–	10 241 370	4 884 968	–	–
Services internes.....	12 517 229	5 833 967	–	–	–	–	–	–	12 517 229	5 833 967	–	–
Total de l'organisme.....	22 758 599	10 718 935	–	–	–	–	–	–	22 758 599	10 718 935	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	2 379 029 129	2 261 307 506	171 605 134	132 196 816	5 114 975 334	4 831 995 434	–	–	7 665 609 597	7 225 499 756	115 434 416 547	6 175 027 541

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement									
Subventions									
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	–	2 309 405 758	408 981 941	(322 256 713)	2 396 130 986	2 237 986 712	158 144 274	–	2 065 734 193
Subventions à l'appui du Programme de paix et de stabilisation des opérations	–	133 000 000	–	(36 656 867)	96 343 133	96 343 133	–	–	142 733 211
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens	–	38 900 001	–	(17 266 759)	21 633 242	21 633 242	–	–	15 470 316
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	–	15 854 000	–	(2 050 358)	13 803 642	13 803 642	–	–	13 523 934
Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	–	13 970 000	–	17 073 141	31 043 141	9 197 273	21 845 868	–	8 642 123
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou des pays donnés.....	–	7 867 760	–	(3 067 760)	4 800 000	4 800 000	–	–	1 400 000
Subventions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	–	7 250 000	4 000 000	(5 316 121)	5 933 879	5 903 297	30 582	–	4 929 666
Subventions dans le domaine des relations avec les universités	–	2 530 000	450 000	(1 159 239)	1 820 761	1 820 761	–	–	1 558 600
Soutien financier annuel pour le pays hôte de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	–	1 200 581	–	(1)	1 200 580	1 200 580	–	–	1 195 243
Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	–	60 000	–	–	60 000	60 000	–	–	60 000
Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones	–	30 000	–	–	30 000	30 000	–	–	30 000
Subventions pour le programme de soutien au commerce et à l'investissement	–	–	6 279 430	(5 609 430)	670 000	670 000	–	–	–
Subventions dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes	–	–	–	30 550 000	30 550 000	30 548 365	1 635	–	17 072 053
(S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985) ch. D-2)	–	250 000	250 000	(27 031)	472 969	472 969	–	–	443 832
Total – Subventions.....	–	2 530 318 100	419 961 371	(345 787 138)	2 604 492 333	2 424 469 974	180 022 359	–	2 272 793 171
Contributions									
Paiements de quote-parts aux organisations internationales :									
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (216 306 039 \$US)	–	269 928 306	6 301 702	–	276 230 008	244 720 832	31 509 176	–	248 147 108
Organisation des Nations Unies (82 751 930 \$US)	–	103 266 134	3 389 042	332 664	106 987 840	104 435 841	2 551 999	–	91 383 841
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord – Administration civile (17 088 516 euros)	–	25 246 573	422 808	–	25 669 381	24 883 679	785 702	–	25 615 622

Paiements de transfert – suite

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (12 731 524 euros).....	–	18 809 554	83 033	–	18 892 587	17 492 046	1 400 541	–	18 312 763
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (7 907 132 \$US) (5 497 658 euros).....	–	17 989 550	246 821	624 075	18 860 446	18 860 446	–	–	18 462 600
Organisation mondiale de la santé (6 987 795 \$US) (6 959 834 francs suisses).....	–	17 725 399	129 264	854 513	18 709 176	18 709 176	–	–	17 930 314
Organisation internationale de la Francophonie (10 418 367 euros).....	–	15 392 095	–	(39 244)	15 352 851	15 352 851	–	–	15 278 121
Agence internationale de l'énergie atomique (9 186 814 euros) (1 383 766 \$US).....	–	15 299 401	194 621	206 588	15 700 610	15 700 610	–	–	15 666 577
Organisation internationale du travail (11 112 315 francs suisses).....	–	14 378 224	136 014	(513 761)	14 000 477	14 000 477	–	–	14 398 848
Organisation de coopération et de développement économiques (9 549 921 euros).....	–	14 109 054	258 535	(236 347)	14 131 242	14 131 242	–	–	14 747 486
Organisation panaméricaine de la santé (10 924 465 \$US).....	–	13 632 639	509 080	–	14 141 719	12 627 756	1 513 963	–	12 399 672
Cour pénale internationale (8 889 300 euros).....	–	13 133 052	218 677	–	13 351 729	10 858 559	2 493 170	–	11 146 732
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (5 054 645 \$US) (4 000 018 euros).....	–	12 217 318	133 579	(617 598)	11 733 299	11 733 299	–	–	12 272 274
Organisation des États américains (8 942 136 \$US).....	–	11 158 891	–	(320 696)	10 838 195	10 838 195	–	–	10 138 174
Organisation mondiale du commerce (5 434 900 francs suisses).....	–	7 032 217	166 308	(530 922)	6 667 603	6 667 603	–	–	6 417 507
Secrétariat du Commonwealth (3 416 525 livres sterling).....	–	5 656 399	–	44 168	5 700 567	5 700 567	–	–	5 717 145
Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (2 231 597 euros) (1 147 538 \$US).....	–	4 728 974	108 373	239 857	5 077 204	5 077 204	–	–	4 398 798
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (3 636 838 \$US).....	–	4 538 410	–	–	4 538 410	3 794 796	743 614	–	3 726 254
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (2 171 212 euros).....	–	3 207 748	53 411	(471 694)	2 789 465	2 789 465	–	–	2 931 244
Organisation de l'aviation civile internationale.....	–	2 610 000	–	196 910	2 806 910	2 806 910	–	–	2 610 118
Commission du parc international Roosevelt de Campobello (1 657 896 \$US).....	–	2 068 888	77 258	67 495	2 213 641	2 213 641	–	–	2 149 977
Agence internationale de l'énergie (968 673 euros).....	–	1 431 118	–	(92 677)	1 338 441	1 338 441	–	–	1 469 717
Centre international de Recherche sur le Cancer (900 207 euros).....	–	1 329 966	–	10 863	1 340 829	1 340 829	–	–	1 299 886
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (781 316 euros).....	–	1 154 317	–	(156 526)	997 791	997 791	–	–	1 026 939
Fondation du Commonwealth (665 000 livres sterling).....	–	1 100 974	–	36 336	1 137 310	1 137 310	–	–	1 091 449
Programme du Commonwealth pour la jeunesse (642 255 livres sterling).....	–	1 063 317	–	5 706	1 069 023	1 069 023	–	–	1 074 735
Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (580 515 euros).....	–	857 653	–	39 919	897 572	897 572	–	–	928 020
Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (122 800 \$US) (574 400 SGD).....	–	684 045	–	51 181	735 226	735 226	–	–	741 287

Tribunal international du droit de la mer (427 024 euros)	–	630 885	–	(32 733)	598 152	598 152	–	–	605 909
Convention sur la diversité biologique (482 592 \$US).....	–	602 226	–	(57 877)	544 349	544 349	–	–	1 211 893
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (454 867 francs suisses)	–	588 552	–	30 696	619 248	619 248	–	–	579 759
Organisation mondiale des douanes (351 275 euros).....	–	518 974	–	(882)	518 092	518 092	–	–	519 681
Organisation maritime internationale (230 000 livres sterling)...	–	380 954	–	(20 350)	360 604	360 604	–	–	335 673
Autorité internationale des fonds marins (262 629 \$US).....	–	327 735	–	19 879	347 614	347 614	–	–	324 904
Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (233 774 \$US)	–	291 726	50 000	(108 385)	233 341	233 341	–	–	211 470
Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (161 426 euros)...	–	238 491	–	2 519	241 010	241 010	–	–	234 294
La Convention de Vienne et le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (190 645 \$US).....	–	237 906	–	1 781	239 687	239 687	–	–	229 282
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (188 711 \$US).....	–	235 492	–	16 560	252 052	252 052	–	–	239 278
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (176 296 \$US).....	–	220 000	–	13 583	233 583	233 583	–	–	224 503
Organisation de coopération et de développement économiques – Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (143 642 euros)	–	212 217	–	(13 973)	198 244	198 244	–	–	217 473
Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (116 553 \$US).....	–	145 446	–	9 815	155 261	155 261	–	–	150 355
Entente de Wassenaar (75 766 euros).....	–	111 937	–	(6 981)	104 956	104 956	–	–	105 826
Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (21 364 247 CFA) (25 773 euros).....	–	85 762	–	3 881	89 643	89 643	–	–	86 180
Cour permanente d'arbitrage (51 307 euros).....	–	75 801	–	(6 693)	69 108	69 108	–	–	69 800
Organisations internationales de produits de base (28 551 euros)	–	42 181	–	(1 394)	40 787	40 787	–	–	42 222
Commission internationale d'établissement des faits (11 596 francs suisses)	–	15 004	–	(2 117)	12 887	12 887	–	–	14 370
Agence internationale de l'énergie renouvelable (611 417 \$US).....	–	–	–	819 282	819 282	819 282	–	–	–
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou pays donnés	–	505 108 010	–	352 508 857	857 616 867	817 303 687	40 313 180	–	789 877 287
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale.....	–	229 650 000	–	14 180 755	243 830 755	243 830 755	–	–	211 291 248
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens	–	218 292 015	–	85 173 558	303 465 573	303 465 573	–	–	218 805 735
Contributions à l'appui du Programme de paix et de stabilisation des opérations	–	45 500 000	–	19 784 986	65 284 986	65 284 986	–	–	110 127 787
Fonds canadien d'initiatives locales	–	34 100 000	–	–	34 100 000	14 482 091	19 617 909	–	14 752 196
Programme de soutien au commerce mondial.....	–	17 037 363	–	1 165 368	18 202 731	16 649 134	1 553 597	–	16 292 328
Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	–	8 518 065	–	39 754 271	48 272 336	48 272 336	–	–	27 077 571
Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie	–	8 000 000	–	297 000	8 297 000	8 297 000	–	–	8 202 500

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions pour le Programme visant à renforcer les capacités									
lutte contre la criminalité	–	5 601 782	2 000 000	2 708 312	10 310 094	10 310 094	–	–	11 085 595
Programme canadien à l'innovation internationale.....	–	4 620 000	–	204 510	4 824 510	4 824 510	–	–	2 061 696
Contributions dans le domaine des relations avec les universités.....	–	4 587 627	–	1 690 439	6 278 066	6 278 066	–	–	5 827 147
Contributions volontaires annuelles.....	–	3 450 000	–	(57 103)	3 392 897	3 392 897	–	–	3 450 000
Volet nordique de la politique étrangère du Canada.....	–	700 000	–	(717)	699 283	699 283	–	–	672 364
Contributions, dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes	–	–	–	37 940 000	37 940 000	37 465 310	474 690	–	47 552 693
Total – Contributions.....	–	1 689 876 367	14 478 526	555 747 657	2 260 102 550	2 157 145 009	102 957 541	–	2 033 962 227
Autres paiements de transfert									
(S) Paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	–	232 491 748	18 192 575	(303 872)	250 380 451	250 380 451	–	–	232 251 950
Total – Autres paiements de transfert	–	232 491 748	18 192 575	(303 872)	250 380 451	250 380 451	–	–	232 251 950
Total du portefeuille ministériel	–	4 452 686 215	452 632 472	209 656 647	5 114 975 334	4 831 995 434	282 979 900	–	4 539 007 348

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent	Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement				Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Services internes			
Soutien à la présence du Canada à l'étranger				Prêts et avances pour les employés affectés à l'étranger	12 257 930	12 257 930	–
Services immobiliers à l'étranger	4 300 000	4 699 449	–	Gouvernance, orientations stratégiques et prestation de services communs			
Services internationaux de télécommunication	1 125 000	335 891	–	Prêts et avances pour les employés affectés à l'étranger	–	–	10 293 625
Services immobiliers à l'étranger (co-location)	31 000 000	29 175 939	–	Total non budgétaire	12 257 930	12 257 930	10 293 625
	36 425 000	34 211 279	–	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	47 425 000	37 825 246	36 286 576
Diplomatie et défense des intérêts internationales				Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	12 257 930	12 257 930	10 293 625
Edu-Canada	4 000 000	133 554	–				
Commerce et investissements							
Foire commerciale et missions axées sur le commerce, la technologie et l'investissement	3 050 000	–	–				
Aide aux Canadiens à l'étranger							
Services consulaires spécialisés	2 750 000	2 166 062	–				
Services internes							
Services de formation par l'Institut canadien du service extérieur	1 200 000	1 314 351	–				
Diplomatie, défense des intérêts et accords internationaux							
Edu-Canada	–	–	111 405				
Gouvernance, orientations stratégiques et services communs pour le réseau des missions							
Services immobiliers à l'étranger (co-location)	–	–	28 865 621				
Services internationaux de télécommunication	–	–	395 784				
Services de formation par l'Institut canadien du service extérieur	–	–	862 750				
Services immobiliers à l'étranger	–	–	3 742 998				
	–	–	33 867 153				
Commerce international							
Foire commerciale et missions axées sur le commerce, la technologie et l'investissement	–	–	83 750				
Services consulaires et gestion des urgences							
Services consulaires spécialisés	–	–	2 224 268				
Total budgétaire	47 425 000	37 825 246	36 286 576				

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Autres revenus					
Revenus de placements ¹			Services rendus à Passeport Canada	4 363 464	4 341 614
Prêts, placements et avances			Prêts et avances sur transferts	2 792 185	–
Exportation et développement Canada – Dividendes	1 010 000 000	969 000 000	Divers.....	8 214 593	476 966
Employés affectés à l'étranger	204 095	164 661		123 764 886	79 354 017
Aide au développement international – Prêts aux pays en développement.....	16 914 571	3 945 413	Total du ministère	1 266 310 138	1 208 042 532
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en développement	11	218	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)		
Autres comptes			Autres revenus		
Intérêt sur les comptes de banque des délégations	116 565	71 208	Revenus de placements		
	1 027 235 242	973 181 500	Prêts, placements et avances		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Expansion du commerce d'exportation – Intérêt.....	174 737 406	22 134 309
Autres subventions et contributions	11 832 838	7 330 498	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	116 981	–
Fonctionnement	4 676 181	4 432 201	Revenus divers		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	5 440 441	3 651 592	Gain net de change	42 149 515	–
	21 949 460	15 414 291	Divers.....	68 202	144 890
Ventes de biens et de services				42 217 717	144 890
Location et utilisation de biens publics			Total de l'organisme	217 072 104	22 279 199
Co-location.....	33 915 277	32 568 827	Commission mixte internationale (section canadienne)		
Services de nature réglementaire			Autres revenus		
Droits consulaires spécialisés	2 168 848	2 223 337	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Droits consulaires – Achat de passeports	53 386 938	102 375 280	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent.....	85 002	–
	55 555 786	104 598 617	Revenus divers		
Services de nature non réglementaire			Divers.....	1 834	2 953
Revenus tirés d'une activité de crédit net – Service divers	1 449 118	1 065 925	Total de l'organisme	86 836	2 953
Revenus tirés d'une activité de crédit net			Sommaire du portefeuille ministériel		
Services de télécommunications	335 891	395 784	Autres revenus		
	1 785 009	1 461 709	Revenus de placements	1 201 972 648	995 315 809
	91 256 072	138 629 153	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	22 151 443	15 414 291
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	2 104 478	1 463 571	Ventes de biens et de services	91 256 072	138 629 153
Revenus divers			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	2 104 478	1 463 571
Gain net de change.....	48 414 289	39 841 105	Revenus divers	165 984 437	79 501 860
Ventes de biens immobiliers	33 721 296	12 328 898	Total du portefeuille ministériel	1 483 469 078	1 230 324 684
Intérêt sur les comptes débiteurs non fiscaux en souffrance	241 182	253 548			
Autres frais et droits.....	5 185	7 435			
Autres permis d'importation/exportation	3 175 644	3 025 051			
Revenus de locations.....	22 830 148	19 072 875			
Vente de publications.....	6 900	6 525			

¹ Intérêt sauf indication contraire.

Section 3

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Agriculture et Agroalimentaire

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Commission canadienne du lait

Commission canadienne des grains

Financement agricole Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	140
Sommaire du portefeuille ministériel.....	142
Détail budgétaire par affectation.....	145
Responsabilités essentielles	146
Paiements de transfert.....	147
Détail des montants disponibles pour être dépensés	149
Revenus	149

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire**Responsabilité essentielle 1 : Risques du secteur**

Agriculture et Agroalimentaire Canada fournit des outils pour atténuer les répercussions financières des risques indépendants de la volonté des producteurs qui menacent la viabilité de leur exploitation. Agriculture et Agroalimentaire Canada travaille également avec le secteur pour s'assurer que des systèmes, des normes et des outils sont élaborés pour soutenir sa capacité à prévenir et à maîtriser les risques et à répondre aux demandes du marché.

Responsabilité essentielle 2 : Science et innovation

Agriculture et Agroalimentaire Canada mène des recherches scientifiques, développe de nouvelles connaissances et de nouvelles technologies et transfère les résultats au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Agriculture et Agroalimentaire Canada travaille également avec l'industrie et d'autres partenaires pour renforcer la capacité du secteur à développer et à adopter des pratiques, des produits et des procédés novateurs.

Responsabilité essentielle 3 : Marchés nationaux et internationaux

Agriculture et Agroalimentaire Canada fournit des programmes et des services et travaille en collaboration avec le secteur pour soutenir sa compétitivité au pays et à l'étranger. Agriculture et Agroalimentaire Canada travaille également à accroître les possibilités pour le secteur d'exporter ses produits en maintenant et en élargissant l'accès aux marchés et en faisant avancer les intérêts agricoles à l'échelle internationale.

Responsabilité essentielle 4 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne du lait**Responsabilité essentielle 1 : Commission canadienne du lait**

De permettre aux producteurs de lait et de crème dont l'entreprise est efficace d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de qualité.

Commission canadienne des grains

Responsabilité essentielle 1 : Réglementation des grains

La Commission canadienne des grains réglemente la manutention du grain au Canada, et elle établit et maintient des normes de qualité du grain canadien fondées sur la science.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Financement agricole Canada

Responsabilité essentielle 1 : Financement agricole Canada

Financement agricole Canada appuie la vision du gouvernement fédéral relative au maintien de la croissance et de la prospérité de l'industrie agricole.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	568 453 709	–	–	568 453 709				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	23 942 270	–	23 942 270				
	Virement du :									
	crédit 1 (Affaires étrangères, Commerce et Développement).....	–	–	–	24 504	24 504				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	2 048 421	2 048 421				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	28 068 983	28 068 983				
	Virement au :									
	crédit 1 (Services partagés Canada).....	–	–	–	(3 238)	(3 238)				
	crédit 10	–	–	–	(100 000)	(100 000)				
	Total – Crédit 1	–	568 453 709	23 942 270	30 038 670	622 434 649	605 634 473	16 800 176	–	591 991 077
5	Dépenses en capital.....	–	54 888 471	–	–	54 888 471				
5a	Dépenses en capital	–	–	4 495 859	–	4 495 859				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	9 558 082	9 558 082				
	Total – Crédit 5	–	54 888 471	4 495 859	9 558 082	68 942 412	56 935 866	12 006 546	–	56 866 815
10	Subventions et contributions	–	425 525 000	–	–	425 525 000				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	1 000 000	–	1 000 000				
	Virement du crédit 1	–	–	–	100 000	100 000				
	Total – Crédit 10	–	425 525 000	1 000 000	100 000	426 625 000	361 215 657	65 409 343	–	362 448 384
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	65 525 898	795 390	(6 258 908)	60 062 380	60 062 380	–	–	60 258 458
(S)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 600
(S)	Paiements de contribution pour le programme Agri-protection	–	623 000 000	–	41 580 115	664 580 115	664 580 115	–	–	651 704 357
(S)	Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité	–	384 830 000	–	(204 050 812)	180 779 188	180 779 188	–	–	34 791 605
(S)	Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité	–	39 320 000	–	(4 854 844)	34 465 156	34 465 156	–	–	26 827 747
(S)	Paiements de subvention pour le programme Agri-investissement	–	138 148 000	–	18 279 977	156 427 977	156 427 977	–	–	147 578 690
(S)	Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement	–	18 602 000	–	104 452	18 706 452	18 706 452	–	–	20 036 000
(S)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C. (1997), ch. C-34).....	–	65 900 000	–	(29 665 609)	36 234 391	36 234 391	–	–	29 030 974
(S)	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	–	13 111 013	–	(13 162 421)	(51 408)	(51 408)	–	–	385 500
(S)	Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine	–	–	–	(25 287 994)	(25 287 994)	(25 287 994)	–	–	(17 722 056)
(S)	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R.C. (1985), ch. F-4)	600 000	100 000	–	(100 000)	600 000	–	–	600 000	–
(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel.....	11 786 099	–	–	–	11 786 099	–	–	–	–
	Pour rembourser le CT, crédit 30	–	–	–	(50 255)	(50 255)	–	–	–	–
	Total – Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel...	11 786 099	–	–	(50 255)	11 735 844	(317 142)	–	12 052 986	(271 765)

(S)	Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance	–	118 513 335	–	(117 619 335)	894 000	894 000	–	–	15 135 072
(S)	Paiements de subvention pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	–	–	–	(33 968)	(33 968)	(33 968)	–	–	(30 269)
(S)	Paiements de subvention par catégorie pour le programme de revenu agricole.....	–	–	–	6 652	6 652	6 652	–	–	3 851
(S)	Subventions à l'appui du programme de paiements relatifs aux céréales et oléagineux	–	–	–	(5 837)	(5 837)	(5 837)	–	–	(5 133)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 556 191	–	–	5 657 901	13 214 092	7 800 796	–	5 413 296	6 171 192
(S)	Paiements de contribution pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	–	–	–	(199 594)	(199 594)	(199 594)	–	–	(34 752)
(S)	Paiements de subvention par catégorie pour le programme d'aide transitoire à l'industrie	–	–	–	(1 553)	(1 553)	(1 553)	–	–	–
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	14 030	14 030	14 030	–	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	(352 570)
	Total du ministère – Budgétaire.....	19 942 290	2 516 003 426	30 233 519	(295 951 251)	2 270 227 984	2 157 945 637	94 216 065	18 066 282	1 984 897 777
	Commission canadienne du lait									
1	Dépenses du programme	–	3 755 068	–	–	3 755 068				
1a	Dépenses du programme	–	–	99 196	–	99 196				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	47 032	47 032				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	153 486	153 486				
	Total – Crédit 1	–	3 755 068	99 196	200 518	4 054 782	3 979 440	75 342	–	3 924 160
(S)	(L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i> , article 16 tel que modifié par le crédit 50a de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> . Limite 300 000 000 \$ (Net)	204 332 496	–	–	–	204 332 496	4 519 334	–	199 813 162	3 342 330
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	3 755 068	99 196	200 518	4 054 782	3 979 440	75 342	–	3 924 160
	Total de l'organisme – Non budgétaire.....	204 332 496	–	–	–	204 332 496	4 519 334	–	199 813 162	3 342 330
	Commission canadienne des grains									
1	Dépenses du programme	–	4 846 955	–	–	4 846 955				
1a	Dépenses du programme	–	–	99 196	–	99 196				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	4 318	4 318				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	200 840	200 840				
	Total – Crédit 1	–	4 846 955	99 196	205 158	5 151 309	5 145 076	6 233	–	5 404 973
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	659 878	–	(22 189)	637 689	637 689	–	–	510 491
(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	130 677 136	–	–	–	130 677 136	(3 657 010)	–	134 334 146	(8 887 666)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	27 402	27 402	27 402	–	–	8 659
	Total de l'organisme – Budgétaire	130 677 136	5 506 833	99 196	210 371	136 493 536	2 153 157	6 233	134 334 146	(2 963 543)

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Financement agricole Canada										
(S)	<i>Loi sur Financement agricole Canada</i>									
	(L) Paiements de capital en vertu de la <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> , paragraphe 11(1). Limite 1 250 000 000 \$ (Net)									
		6 667 000	–	–	35 033 000	41 700 000	–	–	41 700 000	–
	(L) Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> , paragraphe 12(3). Le total ne doit pas dépasser douze fois le capital de la Société (Net)									
		43 453 464 000	–	–	2 019 937 000	45 473 401 000	–	–	45 473 401 000	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire.....	43 460 131 000	–	–	2 054 970 000	45 515 101 000	–	–	45 515 101 000	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	150 619 426	2 525 265 327	30 431 911	(295 540 362)	2 410 776 302	2 164 078 234	94 297 640	152 400 428	1 985 858 394
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	43 664 463 496	–	–	2 054 970 000	45 719 433 496	4 519 334	–	45 714 914 162	3 342 330

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	663 879 805	648 927 856	14 951 949	–
Affectations bloquées				
Réduction.....	1 663 467	–	1 663 467	–
Autre	3 891 377	–	3 891 377	–
Revenus affectés aux dépenses	(47 000 000)	(43 293 383)	(3 706 617)	–
	<i>622 434 649</i>	<i>605 634 473</i>	<i>16 800 176</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	67 075 194	56 935 866	10 139 328	–
Affectations bloquées				
Report	1 867 218	–	1 867 218	–
	<i>68 942 412</i>	<i>56 935 866</i>	<i>12 006 546</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	426 625 000	361 215 657	65 409 343	–
Montants législatifs	1 152 225 923	1 134 159 641	–	18 066 282
	2 270 227 984	2 157 945 637	94 216 065	18 066 282
Commission canadienne du lait				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	4 046 782	3 979 440	67 342	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	8 000	–	8 000	–
	4 054 782	3 979 440	75 342	–
Commission canadienne des grains				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	5 151 309	5 145 076	6 233	–
Montants législatifs	131 342 227	(2 991 919)	–	134 334 146
	136 493 536	2 153 157	6 233	134 334 146
Total du portefeuille ministériel	2 410 776 302	2 164 078 234	94 297 640	152 400 428

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire												
Risques du secteur.....	61 179 465	46 211 614	4 092 675	4 018 345	1 113 773 760	1 095 765 655	1 000 000	382 978	1 178 045 900	1 145 612 636	–	–
Science et innovation	383 382 305	378 416 846	59 205 572	49 199 936	181 497 267	152 834 031	22 000 000	19 624 685	602 085 144	560 826 128	–	–
Marchés nationaux et internationaux	134 307 670	115 814 064	857 165	847 895	198 467 550	179 129 548	15 670 000	15 106 860	317 962 385	280 684 647	–	–
Services internes	185 746 555	185 707 401	4 787 000	2 869 690	–	–	18 399 000	17 754 865	172 134 555	170 822 226	–	–
Total partiel.....	764 615 995	726 149 925	68 942 412	56 935 866	1 493 738 577	1 427 729 234	57 069 000	52 869 388	2 270 227 984	2 157 945 637	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(57 069 000)	(52 869 388)	–	–	–	–	(57 069 000)	(52 869 388)	–	–	–	–
Total du ministère	707 546 995	673 280 537	68 942 412	56 935 866	1 493 738 577	1 427 729 234	–	–	2 270 227 984	2 157 945 637	–	–
Commission canadienne du lait												
Administration du système de gestion des approvisionnements de lait	4 054 782	3 979 440	–	–	–	–	–	–	4 054 782	3 979 440	204 332 496	4 519 334
Total de l'organisme.....	4 054 782	3 979 440	–	–	–	–	–	–	4 054 782	3 979 440	204 332 496	4 519 334
Commission canadienne des grains												
Réglementation des grains	133 335 551	44 584 155	–	–	–	–	39 698 592	62 148 423	93 636 959	(17 564 268)	–	–
Services internes	60 284 408	19 752 521	–	–	–	–	17 427 831	35 096	42 856 577	19 717 425	–	–
Total partiel.....	193 619 959	64 336 676	–	–	–	–	57 126 423	62 183 519	136 493 536	2 153 157	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(57 126 423)	(62 183 519)	–	–	–	–	(57 126 423)	(62 183 519)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	136 493 536	2 153 157	–	–	–	–	–	–	136 493 536	2 153 157	–	–
Financement agricole Canada	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	45 515 101 000	–
Total du portefeuille ministériel.....	848 095 313	679 413 134	68 942 412	56 935 866	1 493 738 577	1 427 729 234	–	–	2 410 776 302	2 164 078 234	45 719 433 496	4 519 334

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire									
Subventions									
Subventions versées à des bénéficiaires étrangers pour la participation auprès d'organisations internationales qui appuient l'agriculture	-	883 000	-	745 000	1 628 000	1 609 264	18 736	-	4 852 942
Paiements de subvention pour le programme des initiatives									
Agri-risques	-	300 000	-	300 000	600 000	-	600 000	-	100 000
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada.....	-	200 000	-	100 000	300 000	-	300 000	-	-
(S) Paiements de subvention pour le programme									
Agri-investissement	-	138 148 000	-	18 279 977	156 427 977	156 427 977	-	-	147 578 690
(S) Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité	-	39 320 000	-	(4 854 844)	34 465 156	34 465 156	-	-	26 827 747
(S) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	600 000	100 000	-	(100 000)	600 000	-	-	600 000	-
(S) Paiements de subvention par catégorie pour le programme de revenu agricole.....	-	-	-	6 652	6 652	6 652	-	-	3 851
(S) Paiements de subvention par catégorie pour le programme d'aide transitoire à l'industrie.....	-	-	-	(1 553)	(1 553)	(1 553)	-	-	-
(S) Paiements de subvention pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks.....	-	-	-	(33 968)	(33 968)	(33 968)	-	-	(30 269)
(S) Subventions à l'appui du programme de paiements relatifs aux céréales et oléagineux	-	-	-	(5 837)	(5 837)	(5 837)	-	-	(5 133)
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	2 064
Total – Subventions.....	600 000	178 951 000	-	14 435 427	193 986 427	192 467 691	918 736	600 000	179 329 892
Contributions									
Contributions à l'appui des programmes à coûts partagés exécutés par les provinces et les territoires dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture	-	206 480 000	-	-	206 480 000	172 897 589	33 582 411	-	-
Contributions à l'appui des investissements dans le secteur laitier...	-	88 600 000	-	5 950 000	94 550 000	94 390 172	159 828	-	30 817 846
Contributions à l'appui du programme Agri-science dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture.....	-	36 755 000	-	-	36 755 000	24 353 890	12 401 110	-	-
Contributions à l'appui du programme Agri-innover dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture.....	-	21 700 000	-	3 100 000	24 800 000	24 800 000	-	-	-
Contributions à l'appui du programme Agri-marketing dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture	-	20 340 000	-	3 800 000	24 140 000	22 902 666	1 237 334	-	-
Contributions à l'appui du programme Agri-assurance dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture	-	12 280 000	-	-	12 280 000	2 468 647	9 811 353	-	-
Contributions pour le programme des initiatives Agri-risques	-	10 700 000	-	(9 100 000)	1 600 000	873 069	726 931	-	14 423 800
Contributions à l'appui du programme canadien d'adaptation agricole	-	10 061 000	-	(5 988 342)	4 072 658	3 314 594	758 064	-	2 632 964

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions à l'appui du programme de lutte contre les gaz à effet de serre en agriculture	–	5 382 000	–	1 938 342	7 320 342	7 138 259	182 083	–	5 771 446
Contributions à l'appui du programme des technologies propres en agriculture.....	–	4 500 000	–	(745 000)	3 755 000	288 500	3 466 500	–	–
Contributions en vertu du programme Objectif carrière de la Stratégie emploi jeunesse.....	–	3 214 000	–	–	3 214 000	2 807 840	406 160	–	2 948 147
Contributions à l'appui du programme Agri-compétitivité dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture	–	3 130 000	–	–	3 130 000	2 941 390	188 610	–	–
Contributions à l'appui du programme Agri-diversité dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture.....	–	1 000 000	–	–	1 000 000	429 777	570 223	–	–
Contributions à l'appui de l'Initiative des laboratoires vivants	–	–	1 000 000	–	1 000 000	–	1 000 000	–	–
(S) Paiements de contribution pour le programme Agri-protection..	–	623 000 000	–	41 580 115	664 580 115	664 580 115	–	–	651 704 357
(S) Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité	–	384 830 000	–	(204 050 812)	180 779 188	180 779 188	–	–	34 791 605
(S) Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....	–	118 513 335	–	(117 619 335)	894 000	894 000	–	–	15 135 072
(S) Paiements relatifs à la Loi sur les programmes de commercialisation agricole.....	–	65 900 000	–	(29 665 609)	36 234 391	36 234 391	–	–	29 030 974
(S) Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement	–	18 602 000	–	104 452	18 706 452	18 706 452	–	–	20 036 000
(S) Prêts garantis en vertu de la Loi canadienne sur les prêts agricoles.....	–	13 111 013	–	(13 162 421)	(51 408)	(51 408)	–	–	385 500
(S) Paiements de contribution pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks.....	–	–	–	(199 594)	(199 594)	(199 594)	–	–	(34 752)
(S) Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine	–	–	–	(25 287 994)	(25 287 994)	(25 287 994)	–	–	(17 722 056)
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	300 546 605
Total – Contributions.....	–	1 648 098 348	1 000 000	(349 346 198)	1 299 752 150	1 235 261 543	64 490 607	–	1 090 467 508
Total du portefeuille ministériel.....	600 000	1 827 049 348	1 000 000	(334 910 771)	1 493 738 577	1 427 729 234	65 409 343	600 000	1 269 797 400

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Risques du secteur.....	1 000 000	382 978	–
Science et innovation	22 000 000	19 624 685	–
Marchés nationaux et internationaux.....	15 670 000	15 106 860	–
Services internes	18 399 000	17 754 865	18 018 935
Gestion des risques de l'entreprise.....	–	–	357 399
Sciences, innovation, adoption et durabilité	–	–	19 741 126
Capacité de l'industrie.....	–	–	9 162 497
Agence canadienne du pari mutuel.....	–	–	9 844 181
Total du ministère – Budgétaire.....	57 069 000	52 869 388	57 124 138
Commission canadienne des grains			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réglementation des grains	39 698 592	62 148 423	–
Services internes	17 427 831	35 096	8 955
Programme de recherches sur la qualité des grains.....	–	–	480 552
Programme d'assurance de la qualité.....	–	–	62 302 576
Programme d'assurance de la quantité	–	–	4 183 631
Programme de protection des producteurs	–	–	1 981 153
Total de l'organisme – Budgétaire	57 126 423	62 183 519	68 956 867
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	114 195 423	115 052 907	126 081 005

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Prêts, placements et avances		
Financement agricole Canada – Dividendes.....	364 000 000	308 300 000
Commission canadienne du lait	1 030 777	643 004
Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc	1 463 417	1 274 593
	366 494 194	310 217 597
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	12 256 391	11 429 472
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	5 048 924	6 063 932
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères.....	12 391	65 053
	17 317 706	17 558 457
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	5 838 089	5 876 588
Location et utilisation de biens publics.....	7 159 146	6 386 046
Services de nature réglementaire	10 249 541	14 735 106
Services de nature non réglementaire	19 351 422	20 517 589
	42 598 198	47 515 329
Ventes de biens et de produits d'information		
Divers	72 650	49 035
Autres frais et droits		
Services aux autres ministères		
Services de gestion des ressources humaines.....	3 627 568	3 822 708
Services de gestion financière.....	9 129 165	8 588 395
Services de gestion de l'information.....	65 008	1 474 887
Services de technologie de l'information.....	3 067 828	2 403 540
Services en matière de communications.....	187 434	–
Services des biens immobiliers	1 677 862	1 729 405
Divers	1 171 641	1 162 216
	18 926 506	19 181 151
	61 597 354	66 745 515
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 657 901	7 556 191

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	606 086	1 668 167
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	11 221 149	12 270 179
Divers	19 937 824	14 176 805
	<u>31 765 059</u>	<u>28 115 151</u>
Total du ministère	482 832 214	430 192 911
Commission canadienne des grains		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	19 515	32 072
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire	60 091 474	61 108 382
Services de nature non réglementaire	2 112 927	4 009 393
Autres frais et droits		
Revenus reportés	(15 340)	40 840
	<u>62 189 061</u>	<u>65 158 615</u>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	27 402	8 659
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Intérêt sur débiteurs en souffrance	8 146	10 560
Gain net de change		
Gain sur réévaluation de change	3 864	700
	<u>12 010</u>	<u>11 260</u>
Total de l'organisme	62 247 988	65 210 606
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	366 494 194	310 217 597
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	17 337 221	17 590 529
Ventes de biens et de services	123 786 415	131 904 130
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 685 303	7 564 850
Revenus divers	31 777 069	28 126 411
	<u>545 080 202</u>	<u>495 403 517</u>

¹ Intérêt sauf indication contraire.

Section 4

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Anciens Combattants

Ministère des Anciens Combattants

**Tribunal des anciens combattants
(révision et appel)**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	152
Sommaire du portefeuille ministériel.....	153
Détail budgétaire par affectation.....	155
Responsabilités essentielles	156
Paievements de transfert.....	157
Détail des montants disponibles pour être dépensés	159
Revenus	159

Ministère des Anciens Combattants

Responsabilité essentielle 1 : Avantages, services et soutien

Assurer les soins de santé et le bien-être des vétérans, des personnes à charge ou des conjoints survivants par un éventail de services et d'avantages sociaux, la recherche, les partenariats et la défense de leurs intérêts.

Responsabilité essentielle 2 : Commémoration

Rendre hommage aux sacrifices et aux réalisations de ceux et celles qui ont participé aux efforts militaires du Canada.

Responsabilité essentielle 3 : Ombudsman des vétérans

Examiner de façon indépendante et impartiale les plaintes et les problèmes liés aux programmes et aux services offerts par le Portefeuille d'Anciens Combattants Canada et respecter la Déclaration des droits des anciens combattants.

Responsabilité essentielle 4 : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobilier.

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Responsabilité essentielle 1 : Appels

Fournir un programme de révision et d'appel indépendant pour les décisions rendues par Anciens Combattants Canada à l'égard des prestations d'invalidité; assurer que les vétérans, les membres des Forces armées canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada et leur famille reçoivent les prestations auxquelles ils ont droit en vertu de la loi pour des invalidités liées au service.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Anciens Combattants										
1	Dépenses de fonctionnement.....	-	1 036 044 570	-	-	1 036 044 570				
1a	Dépenses de fonctionnement	-	-	48 981 752	-	48 981 752				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	73 263	73 263				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	10 536 468	10 536 468				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	304 303	304 303				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	16 758 649	16 758 649				
	Virement au crédit 5.....	-	-	-	(42 030 243)	(42 030 243)				
	Total – Crédit 1	-	1 036 044 570	48 981 752	(14 357 560)	1 070 668 762	1 001 640 228	69 028 534	-	926 664 000
5	Subventions et contributions	-	3 327 017 000	-	-	3 327 017 000				
5a	Subventions et contributions.....	-	-	1	-	1				
5b	Subventions et contributions.....	-	-	323 177 757	-	323 177 757				
	Virement du crédit 1	-	-	-	42 030 243	42 030 243				
	Total – Crédit 5	-	3 327 017 000	323 177 758	42 030 243	3 692 225 001	3 655 818 666	36 406 335	-	3 814 604 720
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	31 209 862	2 636 260	(983 268)	32 862 854	32 862 854	-	-	32 450 710
(S)	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	-	86 000	-	(11 262)	74 738	74 738	-	-	84 600
(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants.....	-	175 000	-	(129 337)	45 663	45 663	-	-	65 017
(S)	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4)	-	10 000	-	(10 000)	-	-	-	-	-
(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays.....	-	10 000	-	(9 228)	772	772	-	-	766
(S)	Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> (L.R.C. (1970), ch. W-4).....	-	2 000	-	(2 000)	-	-	-	-	-
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	-	-	-	5 255	5 255	5 255	-	-	9 380
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	-	-	-	1 859	1 859	1 859	-	-	4 766
(S)	Montants adjugés par une cour.....	-	-	-	10 890	10 890	10 890	-	-	7 121
(S)	Pertes sur opérations de change.....	-	-	-	2 028	2 028	2 028	-	-	-
	Total budgétaire.....	-	4 394 554 432	374 795 770	26 547 620	4 795 897 822	4 690 462 953	105 434 869	-	4 773 891 080

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	(L) Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Limite 605 000 000 \$ (Net)	604 998 193	–	–	–	604 998 193	(1 807)	–	605 000 000	–
	Total du ministère – Budgétaire	–	4 394 554 432	374 795 770	26 547 620	4 795 897 822	4 690 462 953	105 434 869	–	4 773 891 080
	Total du ministère – Non budgétaire	604 998 193	–	–	–	604 998 193	(1 807)	–	605 000 000	–
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)									
1	Dépenses du programme	–	9 584 154	–	–	9 584 154				
1a	Dépenses du programme	–	–	99 196	–	99 196				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	14 905	14 905				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	472 458	472 458				
	Total – Crédit 1	–	9 584 154	99 196	487 363	10 170 713	8 816 668	1 354 045	–	9 734 537
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 319 583	–	(230 151)	1 089 432	1 089 432	–	–	1 117 832
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	10 903 737	99 196	257 212	11 260 145	9 906 100	1 354 045	–	10 852 369
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–	4 405 458 169	374 894 966	26 804 832	4 807 157 967	4 700 369 053	106 788 914	–	4 784 743 449
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	604 998 193	–	–	–	604 998 193	(1 807)	–	605 000 000	–

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Anciens Combattants				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	319 228 526	313 356 784	5 871 742	–
Autres services de santé achetés	652 149 382	621 638 173	30 511 209	–
L'Hôpital Sainte-Anne.....	6 542 975	5 488 852	1 054 123	–
Initiatives de publicité	2 275 121	2 135 432	139 689	–
Stratégie de sensibilisation de budget 2017.....	6 985 194	5 848 484	1 136 710	–
Services de soutien des anciens combattants.....	61 865 320	53 172 503	8 692 817	–
Affectations bloquées				
Report	17 623 514	–	17 623 514	–
Réduction.....	3 998 730	–	3 998 730	–
	<i>1 070 668 762</i>	<i>1 001 640 228</i>	<i>69 028 534</i>	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	3 692 225 001	3 655 818 666	36 406 335	–
Montants législatifs	33 004 059	33 004 059	–	–
	<i>4 795 897 822</i>	<i>4 690 462 953</i>	<i>105 434 869</i>	–
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	10 170 713	8 816 668	1 354 045	–
Montants législatifs	1 089 432	1 089 432	–	–
	<i>11 260 145</i>	<i>9 906 100</i>	<i>1 354 045</i>	–
Total du portefeuille ministériel.....	4 807 157 967	4 700 369 053	106 788 914	–

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Anciens Combattants												
Avantages, services et soutien	959 920 678	894 498 057	–	–	3 668 983 436	3 634 064 480	–	–	4 628 904 114	4 528 562 537	604 998 193	(1 807)
Commémoration	23 258 511	23 232 184	–	–	23 288 000	21 800 621	–	–	46 546 511	45 032 805	–	–
Ombudsman des vétérans	5 360 084	3 735 430	–	–	–	–	–	–	5 360 084	3 735 430	–	–
Services internes	115 087 113	113 132 181	–	–	–	–	–	–	115 087 113	113 132 181	–	–
Total du ministère	1 103 626 386	1 034 597 852	–	–	3 692 271 436	3 655 865 101	–	–	4 795 897 822	4 690 462 953	604 998 193	(1 807)
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)												
Appels	11 260 145	9 906 100	–	–	–	–	–	–	11 260 145	9 906 100	–	–
Total de l'organisme	11 260 145	9 906 100	–	–	–	–	–	–	11 260 145	9 906 100	–	–
Total du portefeuille ministériel	1 114 886 531	1 044 503 952	–	–	3 692 271 436	3 655 865 101	–	–	4 807 157 967	4 700 369 053	604 998 193	(1 807)

Paievements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Anciens Combattants									
Subventions									
Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, C.P. 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la <i>Loi sur les pensions</i> , indemnités pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la <i>Loi sur les pensions</i> ; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve.....	–	1 227 063 000	20 238 000	(25 200 000)	1 222 101 000	1 215 938 359	6 162 641	–	1 261 223 444
Indemnités et allocations d'invalidité.....	–	1 042 502 000	257 016 758	24 680 243	1 324 199 001	1 323 653 614	545 387	–	1 621 406 562
Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire.....	–	647 100 000	79 828 000	–	726 928 000	717 249 444	9 678 556	–	543 520 506
Entretien ménager et entretien du terrain.....	–	278 882 000	(2 859 000)	(1 000 000)	275 023 000	266 889 789	8 133 211	–	265 450 023
Fonds du Souvenir.....	–	12 157 000	(2 845 000)	–	9 312 000	8 375 000	937 000	–	9 120 000
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth.....	–	11 423 000	118 000	–	11 541 000	11 086 005	454 995	–	10 697 195
Allocation de reconnaissance pour aidant.....	–	6 488 000	(1 179 000)	1 600 000	6 909 000	6 622 296	286 704	–	–
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils.....	–	5 549 000	121 000	200 000	5 870 000	5 737 130	132 870	–	6 101 466
Allocation pour études et formation.....	–	4 900 000	(25 800 000)	40 000 000	19 100 000	12 311 850	6 788 150	–	–
Allocation de soutien du revenu des Forces canadiennes.....	–	2 090 000	(267 000)	–	1 823 000	1 524 010	298 990	–	1 456 781
Subvention pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille.....	–	2 000 000	–	(141 797)	1 858 203	1 852 985	5 218	–	–
Indemnité pour blessure grave.....	–	1 600 000	(500 000)	–	1 100 000	664 932	435 068	–	1 153 618
Allocation de sécurité du revenu de retraite.....	–	1 448 000	777 000	–	2 225 000	1 550 010	674 990	–	920 262
Fonds d'urgence pour les vétérans.....	–	1 000 000	–	300 000	1 300 000	1 209 404	90 596	–	–
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés.....	–	978 000	–	–	978 000	617 910	360 090	–	697 021
Paievements effectués en vertu du Règlement sur l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation.....	–	975 000	–	–	975 000	554 522	420 478	–	625 270
Subvention pour partenariats de commémoration.....	–	750 000	–	101 830	851 830	850 837	993	–	369 243
Allocation de traitement.....	–	625 000	–	–	625 000	356 925	268 075	–	315 374
Aide accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le fonds de secours.....	–	420 000	–	–	420 000	123 267	296 733	–	158 884
Aide aux anciens combattants canadiens – District d'outre-mer.....	–	130 000	(50 000)	–	80 000	54 817	25 183	–	66 968
Allocation pour relève d'un aidant familial.....	–	123 000	–	200 000	323 000	273 071	49 929	–	2 822 380
Services de transition de carrière.....	–	73 000	–	–	73 000	4 320	68 680	–	36 593
Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée.....	–	70 000	–	–	70 000	24 405	45 595	–	23 105
Paievements de prestations pour bravoure.....	–	7 000	(2 000)	–	5 000	3 361	1 639	–	5 582
Association canadienne des anciens combattants du Royaume-Uni.....	–	5 000	–	–	5 000	–	5 000	–	–

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	–	175 000	–	(129 337)	45 663	45 663	–	–	65 017
(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	–	10 000	–	(9 228)	772	772	–	–	766
(S) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	–	10 000	–	(10 000)	–	–	–	–	–
(S) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i>	–	2 000	–	(2 000)	–	–	–	–	–
Total – Subventions	–	3 248 555 000	324 596 758	40 589 711	3 613 741 469	3 577 574 698	36 166 771	–	3 726 236 060
Contributions									
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	–	75 799 000	(1 419 000)	1 000 000	75 380 000	75 285 480	94 520	–	79 153 058
Contributions, en vertu du Programme de partenariat pour la commémoration, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs	–	1 360 000	–	148 170	1 508 170	1 464 374	43 796	–	9 281 385
Contributions pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille	–	1 000 000	–	141 797	1 141 797	1 141 796	1	–	–
Centre d'excellence sur le trouble de stress post-traumatique et les états de santé mentale connexes	–	500 000	–	–	500 000	398 753	101 247	–	–
Total – Contributions	–	78 659 000	(1 419 000)	1 289 967	78 529 967	78 290 403	239 564	–	88 434 443
Total du portefeuille ministériel	–	3 327 214 000	323 177 758	41 879 678	3 692 271 436	3 655 865 101	36 406 335	–	3 814 670 503

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Anciens Combattants			
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensés)			
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants – Avances			
Remboursement de prêts.....	–	1 807	–
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	1 807	–

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Anciens Combattants		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Prêts, placements et avances		
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants – Avances – Intérêt	–	76
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Allocations aux anciens combattants.....	55 421	36 990
Pensions.....	6 112 302	5 213 719
Autres subventions et contributions.....	24 486 435	10 550 631
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien.....	15 974 406	4 927 113
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 746 930	–
	48 375 494	20 728 453
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation pour services aux malades hospitalisés	–	669
Autres services aux malades hospitalisés.....	105 772	57 013
Autres frais et droits		
Revenus reportés	(450 125)	–
	(344 353)	57 682
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	5 255	9 380
Revenus divers		
Recouvrement de pensions de gouvernements étrangers.....	526 289	542 255
Gain net de change	–	4 242
Divers	74 208	56 153
	600 497	602 650
Total du ministère.....	48 636 893	21 398 241
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	11 558	11 107
Total de l'organisme	11 558	11 107

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	–	76
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	48 387 052	20 739 560
Ventes de biens et de services	(344 353)	57 682
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 255	9 380
Revenus divers.....	600 497	602 650
Total du portefeuille ministériel	48 648 451	21 409 348

Section 5

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Bureau du secrétaire du gouverneur général

**Bureau du secrétaire du gouverneur
général**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	162
Sommaire du portefeuille ministériel.....	163
Détail budgétaire par affectation.....	164
Responsabilités essentielles	165
Paievements de transfert.....	166
Revenus	167

Bureau du secrétaire du gouverneur général**Responsabilité essentielle 1 : Soutien du gouverneur général**

Le Bureau du secrétaire du gouverneur général offre un appui et des conseils au gouverneur général du Canada dans son rôle unique de représentant de la Reine au Canada ainsi que de commandant en chef. Le Bureau aide le gouverneur général à s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles, à représenter le Canada à l'échelle internationale, et à encourager l'excellence et les réalisations par le biais de l'administration du Régime canadien de distinctions honorifiques et de la concession d'emblèmes héraldiques. Le Bureau aide également le gouverneur général à rapprocher les Canadiens. Il gère des programmes de visites guidées et d'interprétation aux deux résidences officielles du gouverneur général et supervise les activités quotidiennes de ces résidences. Le Bureau fournit aussi un soutien aux anciens gouverneurs généraux.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
	Bureau du secrétaire du gouverneur général								
1	Dépenses du programme	–	19 986 309	–	–	19 986 309			
	Virement du :								
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	191 916	191 916			
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	775 799	775 799			
	Total – Crédit 1	–	19 986 309	–	967 715	20 954 024	20 277 093	676 931	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	2 068 616	–	(195 869)	1 872 747	1 872 747	–	–
(S)	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> (L.R.C. (1985), ch. G-9)	–	727 879	–	3 783	731 662	731 662	–	–
(S)	Traitement du gouverneur général (L.R.C. (1985), ch. G-9).....	–	294 200	–	1 400	295 600	295 600	–	–
(S)	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	–	23 077 004	–	777 029	23 854 033	23 177 102	676 931	–

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Bureau du secrétaire du gouverneur général				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	20 954 024	20 277 093	676 931	–
Montants législatifs	2 900 009	2 900 009	–	–
Total du portefeuille ministériel	23 854 033	23 177 102	676 931	–

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau du secrétaire du gouverneur général												
Soutien du gouverneur général.....	16 505 394	15 061 136	–	–	731 662	731 662	–	–	17 237 056	15 792 798	–	–
Services internes	6 616 977	7 384 304	–	–	–	–	–	–	6 616 977	7 384 304	–	–
Total du portefeuille ministériel	23 122 371	22 445 440	–	–	731 662	731 662	–	–	23 854 033	23 177 102	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau du secrétaire du gouverneur général									
Subventions									
(S) Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> (L.R.C. (1985), ch. G-9).....	–	727 879	–	3 783	731 662	731 662	–	–	647 449
Total du portefeuille ministériel	–	727 879	–	3 783	731 662	731 662	–	–	647 449

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau du secrétaire du gouverneur général		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	20 414	32 032
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	61 536	6 420
	<hr/>	<hr/>
	81 950	38 452
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	<hr/>	<hr/>
	–	4 498
Revenus divers		
Cadeaux à l'État	10 000	–
Revenus divers	33 523	14 940
	<hr/>	<hr/>
	43 523	14 940
Total du portefeuille ministériel	<hr/>	<hr/>
	125 473	57 890

Section 6

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Conseil du Trésor

Secrétariat du Conseil du Trésor

École de la fonction publique du Canada

Commissariat au lobbying

**Commissariat à l'intégrité du secteur
public**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	170
Sommaire du portefeuille ministériel.....	172
Détail budgétaire par affectation.....	175
Responsabilités essentielles	177
Paiements de transfert.....	178
Détail des montants disponibles pour être dépensés	179
Revenus	179

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Secrétariat du Conseil du Trésor**Responsabilité essentielle 1 : Surveillance des dépenses**

Revoir les propositions et les autorisations de dépenses; revoir les programmes gouvernementaux actuels et proposés quant à l'efficacité, l'efficacités et la pertinence; informer le Parlement et les Canadiens sur les dépenses du gouvernement.

Responsabilité essentielle 2 : Employeur

Élaborer des politiques et établir l'orientation stratégique sur la gestion des personnes dans la fonction publique; gérer la rémunération totale (comprenant les pensions et les avantages sociaux) et les relations de travail; entreprendre des projets d'amélioration du rendement à l'appui des objectifs de recrutement et de maintien en poste des employés.

Responsabilité essentielle 3 : Leadership administratif

Diriger des initiatives pangouvernementales; élaborer des politiques et établir l'orientation stratégique de l'administration publique sur la prestation de services et l'accès à l'information gouvernementale, et sur la gestion des actifs, des finances, de l'information et de la technologie.

Responsabilité essentielle 4 : Surveillance réglementaire

Élaborer et surveiller les politiques afin de promouvoir de bonnes pratiques réglementaires, revoir les projets de règlement afin de s'assurer qu'ils répondent aux exigences des politiques du gouvernement, et favoriser la coopération en matière de réglementation entre les différentes sphères de compétences.

Responsabilité essentielle 5 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

École de la fonction publique du Canada**Responsabilité essentielle 1 : Apprentissage commun dans la fonction publique**

L'École de la fonction publique du Canada fournit un apprentissage commun à tous les employés de la fonction publique centrale afin qu'ils servent la population canadienne avec excellence.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat au lobbying

Responsabilité essentielle 1 : Assurer la transparence et l'obligation de rendre compte des activités de lobbying effectuées auprès de titulaires d'une charge publique pour contribuer à la confiance à l'égard de l'intégrité des décisions prises par le gouvernement

L'objet de la *Loi sur le lobbying* et du Code de déontologie des lobbyistes est de rassurer le public canadien que le lobbying est fait d'une manière transparente et selon des normes d'éthique élevées de façon à rehausser la confiance du public dans l'intégrité de la prise de décisions du gouvernement. Le mandat du Commissaire au lobbying est de créer et gérer le Registre des lobbyistes, d'élaborer et mettre en œuvre des programmes d'éducation pour faire connaître la Loi et le Code, et d'assurer la conformité à la Loi et au Code.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat à l'intégrité du secteur public

Responsabilité essentielle 1 : Les divulgations d'actes répréhensibles et les plaintes de représailles du secteur public

Le Commissariat à l'intégrité du secteur public du Canada (Le Commissariat) améliore la surveillance de la gestion des activités du gouvernement en fournissant aux fonctionnaires et au grand public un processus pour recevoir et enquêter les divulgations d'actes répréhensibles au sein du secteur public fédéral. Il dépose des rapports sur les cas avérés au Parlement, ainsi que formule des recommandations de mesures correctives aux administrateurs généraux. Le Commissariat fournit également aux fonctionnaires et aux anciens fonctionnaires un mécanisme visant à traiter les plaintes de représailles. Il enquête et peut renvoyer des cas au Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor										
1	Dépenses du programme	–	233 305 792	–	–	233 305 792				
1a	Dépenses du programme	–	–	26 629 870	–	26 629 870				
1b	Dépenses du programme	–	–	169 587	–	169 587				
	Virement du :									
	crédit 10	–	–	–	1 783 184	1 783 184				
	crédit 15	–	–	–	2 916 406	2 916 406				
	crédit 25	–	–	–	11 753 480	11 753 480				
	crédit 30	–	–	–	1 811 294	1 811 294				
	crédit 40	–	–	–	20 329 108	20 329 108				
	Total – Crédit 1	–	233 305 792	26 799 457	38 593 472	298 698 721	279 801 932	18 896 789	–	272 955 611
5	Dépenses éventuelles du gouvernement	–	750 000 000	–	–	750 000 000				
	Virement à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(129 196 789)	(129 196 789)				
	Total – Crédit 5	–	750 000 000	–	(129 196 789)	620 803 211	–	620 803 211	–	–
10	Initiatives pangouvernementales	–	28 193 000	–	–	28 193 000				
10a	Initiatives pangouvernementales	–	–	247 520 000	–	247 520 000				
10b	Initiatives pangouvernementales	–	–	95 516 932	–	95 516 932				
	Virement du crédit 40	–	–	–	4 000 000	4 000 000				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(165 576 299)	(165 576 299)				
	Total – Crédit 10	–	28 193 000	343 036 932	(161 576 299)	209 653 633	–	209 653 633	–	–
15a	Rajustements à la rémunération	–	–	541 377 556	–	541 377 556				
15b	Rajustements à la rémunération	–	–	8 247 749	–	8 247 749				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(549 625 305)	(549 625 305)				
	Total – Crédit 15	–	–	549 625 305	(549 625 305)	–	–	–	–	–
20	Assurances de la fonction publique	–	2 398 905 397	–	–	2 398 905 397				
	Virement du crédit 40	–	–	–	554 014 000	554 014 000				
	Total – Crédit 20	–	2 398 905 397	–	554 014 000	2 952 919 397	2 739 639 374	213 280 023	–	3 164 665 468
25	Report du budget de fonctionnement	–	1 600 000 000	–	–	1 600 000 000				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(1 282 094 992)	(1 282 094 992)				
	Total – Crédit 25	–	1 600 000 000	–	(1 282 094 992)	317 905 008	–	317 905 008	–	–

30	Besoins en matière de rémunération	-	600 000 000	-	-	600 000 000				
30b	Besoins en matière de rémunération	-	-	200 000 000	-	200 000 000				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels.....	-	-	-	(303 744 034)	(303 744 034)				
	Total – Crédit 30.....	-	600 000 000	200 000 000	(303 744 034)	496 255 966	-	496 255 966	-	-
35	Report du budget des dépenses en capital	-	600 000 000	-	-	600 000 000				
	Virements à d'autres portefeuilles ministériels.....	-	-	-	(537 259 016)	(537 259 016)				
	Total – Crédit 35.....	-	600 000 000	-	(537 259 016)	62 740 984	-	62 740 984	-	-
40	Exécution du budget	-	7 040 392 000	-	-	7 040 392 000				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels.....	-	-	-	(4 941 470 052)	(4 941 470 052)				
	Total – Crédit 40.....	-	7 040 392 000	-	(4 941 470 052)	2 098 921 948	-	2 098 921 948	-	-
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	27 897 303	18 114	1 417 376	29 332 793	29 332 793	-	-	27 932 725
(S)	Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile	-	86 000	-	(10 360)	75 640	75 640	-	-	84 600
(S)	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (L.R.C. (1970), ch. P-33).....	-	-	-	7 706	7 706	7 706	-	-	15 823
(S)	Contributions de l'employeur en vertu de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> et d'autres lois sur la retraite et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	-	340 000 000	3 107 000 000	(340 000 000)	3 107 000 000	3 107 000 000	-	-	341 250 848
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	404	-	-	-	404	-	404	-	-
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	(3 072)
	Total du secrétariat – Budgétaire	404	13 618 779 492	4 226 479 808	(7 650 944 293)	10 194 315 411	6 155 857 445	4 038 457 966	-	3 806 902 003
	École de la fonction publique du Canada									
1	Dépenses du programme.....	-	64 391 765	-	-	64 391 765				
1a	Dépenses du programme	-	-	99 196	-	99 196				
	Virement du :									
	crédit 15	-	-	-	623 752	623 752				
	crédit 25	-	-	-	3 170 805	3 170 805				
	Total – Crédit 1	-	64 391 765	99 196	3 794 557	68 285 518	67 457 841	827 677	-	67 189 658
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	8 038 445	-	(7 705)	8 030 740	8 030 740	-	-	6 453 976
(S)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> – Montant non dépensé au début de l'exercice.....	9 740 365	-	-	-	9 740 365				
	Montant reçu au cours de l'exercice	-	9 044 939	-	(2 620 891)	6 424 048				
	Total – Dépense des recettes.....	9 740 365	9 044 939	-	(2 620 891)	16 164 413	9 740 365	-	6 424 048	2 646 000
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 492	-	-	1 701	6 193	6 193	-	-	-
	Total de l'organisme – Budgétaire	9 744 857	81 475 149	99 196	1 167 662	92 486 864	85 235 139	827 677	6 424 048	76 289 634

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Commissariat au lobbying									
1	Dépenses du programme	–	4 086 292	–	–	4 086 292				
	Virement du :									
	crédit 15	–	–	–	79 428	79 428				
	crédit 25	–	–	–	201 321	201 321				
	crédit 30	–	–	–	73 274	73 274				
	crédit 40	–	–	–	1 400 000	1 400 000				
	Total – Crédit 1	–	4 086 292	–	1 754 023	5 840 315	4 930 738	909 577	–	4 438 552
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	394 644	–	(15 768)	378 876	378 876	–	–	333 393
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	28	28	–	–	28	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	4 480 936	–	1 738 283	6 219 219	5 309 614	909 577	28	4 771 945
	Commissariat à l'intégrité du secteur public									
1	Dépenses du programme	–	5 009 887	–	–	5 009 887				
	Virement du :									
	crédit 15	–	–	–	126 231	126 231				
	crédit 25	–	–	–	245 892	245 892				
	Total – Crédit 1	–	5 009 887	–	372 123	5 382 010	5 202 328	179 682	–	4 518 110
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	476 051	–	(57 267)	418 784	418 784	–	–	431 723
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	5 485 938	–	314 856	5 800 794	5 621 112	179 682	–	4 949 833
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	9 745 261	13 710 221 515	4 226 579 004	(7 647 723 492)	10 298 822 288	6 252 023 310	4 040 374 902	6 424 076	3 892 913 415

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Secrétariat du Conseil du Trésor				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	267 182 577	260 674 026	6 508 551	–
Budget en capital	3 801 350	3 801 350	–	–
Subventions et contributions	902 235	902 235	–	–
Entente de règlement du recours collectif White	14 503	14 503	–	–
Initiative de transformation des services administratifs	16 856 594	16 856 594	–	–
Après-mise en œuvre du système de paye	11 023 848	11 014 578	9 270	–
Affectations bloquées				
Report	4 282 820	–	4 282 820	–
Transfert/réaffectation	1 869 921	–	1 869 921	–
Réduction	541 000	–	541 000	–
Autre	5 685 227	–	5 685 227	–
Revenus affectés aux dépenses	(13 461 354)	(13 461 354)	–	–
	298 698 721	279 801 932	18 896 789	–
Crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement				
Budget de fonctionnement	620 803 211	–	620 803 211	–
Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales				
Budget de fonctionnement	117 354 005	–	117 354 005	–
Affectations bloquées				
Report	92 142 000	–	92 142 000	–
Autre	157 628	–	157 628	–
	209 653 633	–	209 653 633	–
Crédit 20 – Assurances de la fonction publique				
Subventions et contributions	500 000	273 149	226 851	–
Budget de fonctionnement	3 684 331 196	3 395 298 706	289 032 490	–
Revenus affectés aux dépenses	(731 911 799)	(655 932 481)	(75 979 318)	–
	2 952 919 397	2 739 639 374	213 280 023	–
Crédit 25 – Report du budget de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	317 905 008	–	317 905 008	–
Crédit 30 – Besoins en matière de rémunération				
Budget de fonctionnement	496 255 966	–	496 255 966	–
Crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital				
Budget en capital	62 740 984	–	62 740 984	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Crédit 40 – Exécution du budget				
Budget de fonctionnement	72 361 548	–	72 361 548	–
Affectations bloquées				
Report	520 624 184	–	520 624 184	–
Transfert/réaffectation	331 665 036	–	331 665 036	–
Autre	1 174 271 180	–	1 174 271 180	–
	2 098 921 948	–	2 098 921 948	–
Montants législatifs	3 136 416 543	3 136 416 139	404	–
	10 194 315 411	6 155 857 445	4 038 457 966	–
École de la fonction publique du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	67 476 762	67 457 841	18 921	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	658 756	–	658 756	–
Réduction	150 000	–	150 000	–
	68 285 518	67 457 841	827 677	–
Montants législatifs	24 201 346	17 777 298	–	6 424 048
	92 486 864	85 235 139	827 677	6 424 048
Commissariat au lobbying				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	4 308 019	4 179 447	128 572	–
Frais juridiques pour contestation judiciaire	128 196	–	128 196	–
Fonds pour délocalisation du Commissariat au lobbying	1 400 000	751 291	648 709	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	4 100	–	4 100	–
	5 840 315	4 930 738	909 577	–
Montants législatifs	378 904	378 876	–	28
	6 219 219	5 309 614	909 577	28
Commissariat à l'intégrité du secteur public				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	5 329 855	5 172 181	157 674	–
Subventions et contributions	40 000	30 147	9 853	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	12 155	–	12 155	–
	5 382 010	5 202 328	179 682	–
Montants législatifs	418 784	418 784	–	–
	5 800 794	5 621 112	179 682	–
Total du portefeuille ministériel	10 298 822 288	6 252 023 310	4 040 374 902	6 424 076

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Secrétariat du Conseil du Trésor												
Surveillance des dépenses.....	3 789 696 612	42 146 978	62 740 984	–	–	–	–	–	3 852 437 596	42 146 978	–	–
Employeur	6 874 219 819	6 576 684 980	–	–	535 101	308 250	738 559 618	661 346 159	6 136 195 302	5 915 647 071	–	–
Leadership administratif	91 836 744	105 364 437	15 197 043	–	874 840	874 840	–	–	107 908 627	106 239 277	–	–
Surveillance réglementaire.....	9 091 527	7 725 977	–	–	–	–	–	–	9 091 527	7 725 977	–	–
Services internes	95 495 894	92 145 818	–	–	–	–	6 813 535	8 047 676	88 682 359	84 098 142	–	–
Total partiel.....	10 860 340 596	6 824 068 190	77 938 027	–	1 409 941	1 183 090	745 373 153	669 393 835	10 194 315 411	6 155 857 445	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(745 373 153)	(669 393 835)	–	–	–	–	(745 373 153)	(669 393)	–	–	–	–
Total du secrétariat.....	10 114 967 443	6 154 674 355	77 938 027	–	1 409 941	1 183 090	–	–	10 194 315 411	6 155 857 445	–	–
École de la fonction publique du Canada												
Apprentissage commun dans la fonction publique	69 169 702	62 635 278	–	–	–	–	–	–	69 169 702	62 635 278	–	–
Services internes	23 317 162	22 599 861	–	–	–	–	–	–	23 317 162	22 599 861	–	–
Total de l'organisme	92 486 864	85 235 139	–	–	–	–	–	–	92 486 864	85 235 139	–	–
Commissariat au lobbying												
Assurer la transparence et l'obligation de rendre compte des activités de lobbying effectuées auprès de titulaires d'une charge publique pour contribuer à la confiance à l'égard de l'intégrité des décisions prises par le gouvernement	3 516 769	3 281 717	–	–	–	–	–	–	3 516 769	3 281 717	–	–
Services internes	2 702 450	2 027 897	–	–	–	–	–	–	2 702 450	2 027 897	–	–
Total de l'organisme	6 219 219	5 309 614	–	–	–	–	–	–	6 219 219	5 309 614	–	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public												
Les divulgations d'actes répréhensibles et les plaintes de représailles du secteur public	3 249 913	3 154 105	–	–	40 000	30 148	–	–	3 289 913	3 184 253	–	–
Services internes	2 510 881	2 436 859	–	–	–	–	–	–	2 510 881	2 436 859	–	–
Total de l'organisme	5 760 794	5 590 964	–	–	40 000	30 148	–	–	5 800 794	5 621 112	–	–
Total du portefeuille ministériel	10 219 434 320	6 250 810 072	77 938 027	–	1 449 941	1 213 238	–	–	10 298 822 288	6 252 023 310	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor									
Contributions									
Contributions au Partenariat pour un gouvernement ouvert	–	281 690	–	(15 228)	266 462	266 462	–	–	507 302
Fédération internationale des comptables	–	200 000	–	–	200 000	200 000	–	–	200 000
Contributions en vertu du Programme de soutien d'initiatives stratégiques et de recherche.....	–	–	–	435 773	435 773	435 773	–	–	30 000
Total – Contributions.....	–	481 690	–	420 545	902 235	902 235	–	–	737 302
Autres paiements de transfert									
Paiements, sous forme d'indemnités pour des accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions	–	495 000	–	(56)	494 944	268 093	226 851	–	316 777
Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes	–	5 000	–	56	5 056	5 056	–	–	6 177
(S) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (L.R.C. (1970), ch. P-33)	–	–	–	7 706	7 706	7 706	–	–	15 823
Total – Autres paiements de transfert	–	500 000	–	7 706	507 706	280 855	226 851	–	338 777
Total du secrétariat	–	981 690	–	428 251	1 409 941	1 183 090	226 851	–	1 076 079
Commissariat à l'intégrité du secteur public									
Contributions									
Contribution qui permet d'obtenir des services de consultation juridique en vertu de la <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i>	–	40 000	–	–	40 000	30 148	9 852	–	48 209
Total de l'organisme.....	–	40 000	–	–	40 000	30 148	9 852	–	48 209
Total du portefeuille ministériel	–	1 021 690	–	428 251	1 449 941	1 213 238	236 703	–	1 124 288

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Employeur	738 559 618	661 346 159	661 565 566
Services internes	6 813 535	8 047 676	9 510 904
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	745 373 153	669 393 835	671 076 470

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de salaires et avantages sociaux	882 316	738 445
Recouvrements de biens et services	34 253	163 464
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 309 251	587 866
	2 225 820	1 489 775
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Recouvrements d'accès à l'information	4 545	1 920
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique – Salaires et coûts de fonctionnement.....	5 413 678	5 342 764
Recouvrements dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes	655 932 481	–
Recouvrement des services de soutien internes	8 047 676	9 510 904
	669 398 380	14 855 588
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	–	404
Revenus divers		
Intérêts perçus sur les avances et débiteurs en souffrance	93 095	41 449
Frais de stationnement	2 212 749	2 382 742
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique – Avantages sociaux.....	756 264	758 289
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique – Locaux	419 072	417 171
Divers	19 503	98 699
	3 500 683	3 698 350
Total du secrétariat.....	675 124 883	20 044 117
École de la fonction publique du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	–	26 469
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	165 481	–
	165 481	26 469

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> – Frais de cours et autres		
revenus relatifs à ces cours.....	6 424 048	9 740 365
Autres frais et droits.....	35	125
	6 424 083	9 740 490
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	1 701	4 492
Total de l'organisme.....	6 591 265	9 771 451
Commissariat au lobbying		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	516	2 130
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent.....	4 686	6
	5 202	2 136
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	28	–
Revenus divers.....	5	20
Total de l'organisme.....	5 235	2 156
Commissariat à l'intégrité du secteur public		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	21 625	13 406
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent.....	17 986	24 538
	39 611	37 944
Revenus divers.....	25	5
Total de l'organisme.....	39 636	37 949
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	2 436 114	1 556 324
Ventes de biens et de services.....	675 822 463	24 596 078
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	1 729	4 896
Revenus divers.....	3 500 713	3 698 375
Total du portefeuille ministériel.....	681 761 019	29 855 673

Section 7

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Conseil privé

Bureau du Conseil privé

**Secrétariat des conférences
intergouvernementales canadiennes**

**Bureau canadien d'enquête sur les
accidents de transport et de la sécurité
des transports**

Commissariat aux langues officielles

Commission de la fonction publique

**Comité de surveillance des activités de
renseignement de sécurité**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	182
Sommaire du portefeuille ministériel.....	185
Détail budgétaire par affectation.....	188
Responsabilités essentielles	190
Paievements de transfert.....	192
Détail des montants disponibles pour être dépensés	193
Revenus.....	193

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Bureau du Conseil privé**Responsabilité essentielle 1 : Servir le premier ministre et son Cabinet**

Offrir des analyses, des avis et du soutien au premier ministre et aux ministres du portefeuille, y compris des conseils et des renseignements impartiaux provenant de toute la fonction publique à la suite de consultations et de collaboration avec des sources internationales et nationales des secteurs public et privé. Agir comme secrétariat du Cabinet et de ses comités, ce qui comprend la gestion du système décisionnel du Cabinet, la coordination des propositions de politiques des ministères au Cabinet, des services de calendrier et de soutien pour les rencontres du Cabinet et de ses comités, la progression du programme du gouvernement dans l'ensemble des ministères et organismes fédéraux, et la prestation de services administratifs au Cabinet du premier ministre, aux ministres du portefeuille et aux commissions d'enquête. Assurer la direction et le renouvellement de la fonction publique afin de formuler des avis au gouvernement, de mettre en œuvre son programme et d'offrir des services et des résultats pour la population.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes**Responsabilité essentielle 1 : Services aux conférences intergouvernementales**

Le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes assure la continuité des services de planification et d'archivage et offre du soutien administratif impartial en ce qui a trait aux conférences fédérales-provinciales-territoriales et provinciales-territoriales entre premiers ministres, ministres et sous-ministres, et ce, partout au Canada.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports**Responsabilité essentielle 1 : Enquêtes indépendantes de sécurité et communication des risques dans le réseau de transport**

L'unique objectif du Bureau de la sécurité des transports du Canada consiste à promouvoir la sécurité du transport aérien, maritime, ferroviaire et par pipeline. Il s'acquitte de son mandat en procédant à des enquêtes indépendantes sur les événements de transport choisis afin de déterminer les causes et les facteurs contributifs des événements, ainsi que les lacunes en matière de sécurité mises en évidence par de tels événements. Le Bureau de la sécurité des transports du Canada formule ensuite des recommandations visant à réduire

ou à éliminer les lacunes sur le plan de la sécurité et rend compte publiquement de ses enquêtes. Le Bureau de la sécurité des transports du Canada assure ensuite le suivi auprès des parties intéressées pour s'assurer que les mesures de sécurité sont prises pour réduire les risques et améliorer la sécurité.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat aux langues officielles

Responsabilité essentielle 1 : Protection des droits liés aux langues officielles

Prendre les mesures nécessaires, dont le traitement des plaintes, les vérifications et les interventions, pour faire respecter la *Loi sur les langues officielles* et les droits linguistiques canadiens.

Responsabilité essentielle 2 : Avancement du français et de l'anglais dans la société canadienne

Susciter un intérêt accru pour les enjeux liés à l'avancement de l'égalité de l'anglais et du français dans les institutions fédérales et la société canadienne, tout en appuyant le développement et la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Responsabilité essentielle 3 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission de la fonction publique

Responsabilité essentielle 1 : Impartialité et embauche dans la fonction publique

La Commission de la fonction publique promeut et maintient une fonction publique fédérale non partisane, représentative de la population du pays et fondée sur le mérite, qui contribue à obtenir des résultats pour tous les Canadiens. Grâce à des orientations stratégiques, la Commission de la fonction publique aide les ministères et les organismes à embaucher des personnes qualifiées provenant de l'intérieur et de l'extérieur de la fonction publique, en contribuant à établir un effectif qui est le reflet de la diversité du Canada. La Commission de la fonction publique offre des programmes de recrutement et des services d'évaluation qui appuient les priorités de recrutement stratégique du gouvernement du Canada et le renouvellement de la fonction publique, mettant à profit des outils modernes pour offrir aux Canadiens un accès sans obstacles aux emplois de la fonction publique. La Commission de la fonction publique surveille les activités d'embauche à la fonction publique, veillant ainsi à l'intégrité du processus d'embauche. La Commission de la fonction publique offre aux employés des orientations concernant leurs droits et obligations en matière d'activités politiques et elle rend des décisions sur les candidatures politiques; elle reconnaît aux employés leur droit de participer à des activités politiques tout en protégeant l'impartialité politique de la fonction publique.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité**Responsabilité essentielle 1 : Enquêtes sur les activités opérationnelles du Service canadien du renseignement de sécurité**

Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité est un organe d'examen externe indépendant qui s'occupe : d'examiner les activités opérationnelles du Service canadien du renseignement de sécurité afin de déterminer si celles-ci sont conformes à la loi et aux directives ministérielles et qu'elles sont raisonnables et nécessaires; d'enquêter sur les plaintes déposées par quiconque concernant les activités du Service, dont les refus d'habilitation de sécurité; de certifier le rapport annuel du directeur du Service canadien du renseignement de sécurité remis au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile pour déterminer s'il y a des activités qui n'ont pas été autorisées, qui contreviennent aux directives données par le ministre ou qui font intervenir l'exercice abusif des pouvoirs. Le Comité formule ses constatations, et, le cas échéant, des recommandations visant à améliorer le rendement et à prévenir la non-conformité. Les résultats de ce travail, adaptés pour des raisons de sécurité nationale et de protection de la vie privée, sont résumés dans un rapport annuel, qui est déposé au Parlement par le ministre.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau du Conseil privé										
1	Dépenses du programme	–	150 284 051	–	–	150 284 051				
1a	Dépenses du programme	–	–	57 692 954	–	57 692 954				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 637 824	1 637 824				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	6 173 809	6 173 809				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	1 155 555	1 155 555				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	438 000	438 000				
	Total – Crédit 1	–	150 284 051	57 692 954	9 405 188	217 382 193	197 679 186	19 703 007	–	187 449 564
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	15 726 650	2 730 151	(2 249 442)	16 207 359	16 207 359	–	–	15 197 868
(S)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile.....	–	177 800	–	(200)	177 600	177 600	–	–	174 700
(S)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile	–	86 000	–	(25 430)	60 570	60 570	–	–	–
(S)	Ministre des Institutions démocratiques – Traitement et allocation pour automobile	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 600
(S)	Ministre des Affaires intergouvernementales et du Nord et du Commerce intérieur – Traitement et allocation pour automobile.....	–	–	–	60 570	60 570	60 570	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 980	–	–	13 971	19 951	5 980	–	13 971	34 166
	Total du ministère – Budgétaire.....	5 980	166 360 501	60 423 105	7 204 657	233 994 243	214 277 265	19 703 007	13 971	202 940 898
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes										
1	Dépenses du programme	–	5 585 223	–	–	5 585 223				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	27 041	27 041				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	276 707	276 707				
	Total – Crédit 1	–	5 585 223	–	303 748	5 888 971	4 975 659	913 312	–	5 084 084
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	385 855	–	(90 940)	294 915	294 915	–	–	289 643
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	5 971 078	–	212 808	6 183 886	5 270 574	913 312	–	5 373 727
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports										
1	Dépenses du programme	–	26 961 605	–	–	26 961 605				
1a	Dépenses du programme	–	–	2 481 203	–	2 481 203				

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	250 699	250 699				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	361 203	361 203				
	Total – Crédit 1	–	26 961 605	2 481 203	611 902	30 054 710	28 746 407	1 308 303	–	28 834 111
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	3 227 347	496 241	(394 943)	3 328 645	3 328 645	–	–	3 444 743
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 077	–	–	38 151	60 228	22 077	–	38 151	10 520
(S)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	–	–	–	23 773	23 773	23 773	–	–	119 911
	Total de l'organisme – Budgétaire	22 077	30 188 952	2 977 444	278 883	33 467 356	32 120 902	1 308 303	38 151	32 409 285
	Bureau du directeur général des élections ²									
	Dépenses du programme	–	30 768 921	–	–	30 768 921				
	Reclassé sous Institutions démocratiques (crédit 1) aux fins de présentation.....	–	–	–	(30 768 921)	(30 768 921)				
	Total – Crédit 1	–	30 768 921	–	(30 768 921)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	8 581 294	–	(8 581 294)	–	–	–	–	–
(S)	Dépenses électorales	–	95 546 487	–	(95 546 487)	–	–	–	–	–
(S)	Traitement du directeur général des élections.....	–	315 300	–	(315 300)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	135 212 002	–	(135 212 002)	–	–	–	–	–²
	Commissariat aux langues officielles									
1	Dépenses du programme	–	19 101 205	–	–	19 101 205				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	280 039	280 039				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	929 775	929 775				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	200 000	200 000				
	Total – Crédit 1	–	19 101 205	–	1 409 814	20 511 019	19 745 847	765 172	–	18 928 368
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	2 181 383	–	(29 137)	2 152 246	2 152 246	–	–	2 119 222
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 853	–	–	574	4 427	4 427	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	3 853	21 282 588	–	1 381 251	22 667 692	21 902 520	765 172	–	21 047 590
	Commission de la fonction publique ³									
1a	Dépenses du programme	–	–	99 196	–	99 196				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	665 757	665 757				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	4 319 486	4 319 486				

	Reclassé de Services publics et Approvisionnement (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	74 360 701	74 360 701				
	Total – Crédit 1	–	–	99 196	79 345 944	79 445 140	76 525 058	2 920 082	–	75 829 518
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	–	–	10 026 919	10 026 919	10 026 919	–	–	9 834 904
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	611	611	611	–	–	1 594
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	13 044	13 044	13 044	–	–	2 680
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	–	99 196	89 386 518	89 485 714	86 565 632	2 920 082	–	85 668 696
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité									
1	Dépenses du programme	–	4 607 497	–	–	4 607 497				
1a	Dépenses du programme	–	–	99 196	–	99 196				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	55 155	55 155				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	196 976	196 976				
	Total – Crédit 1	–	4 607 497	99 196	252 131	4 958 824	4 635 457	323 367	–	5 841 352
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	526 343	–	(169 247)	357 096	357 096	–	–	332 540
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6	–	–	490	496	–	6	490	300
	Total de l'organisme – Budgétaire	6	5 133 840	99 196	83 374	5 316 416	4 992 553	323 373	490	6 174 192
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	31 916	364 148 961	63 598 941	(36 664 511)	391 115 307	365 129 446	25 933 249	52 612	353 614 388 ^{2,3}

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

- ¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

² Le décret C.P. 2018–1026 a nommé le Ministre des Institutions démocratiques à titre de ministre responsable du Bureau du directeur général des élections, à compter du 18 juillet 2018. Avant ce transfert, les dépenses non législatives d'environ 9 076 475 \$ ont été approuvées par le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 131 485 721 \$.

³ Le décret C.P. 2018–1204 a nommé le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada à titre de ministre responsable de la Commission de la fonction publique, à compter du 25 septembre 2018. Avant ce transfert, la Commission était sous la responsabilité de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et des dépenses non législatives d'environ 33 341 721 \$ ont été approuvées par la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 85 668 696 \$.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Bureau du Conseil privé				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	153 485 424	151 277 284	2 208 140	–
Projet de modernisation Gestion de l'information et technologie de l'information	3 765 940	3 765 940	–	–
Commission d'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones assassinées or disparues	43 247 701	43 024 250	223 451	–
Projet sur le contrôle de l'accès et la sécurité physique	571 616	571 616	–	–
Affectations bloquées				
Report	17 000 000	–	17 000 000	–
Transfert/réaffectation	47 298	–	47 298	–
Réduction	349 000	–	349 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 084 786)	(959 904)	(124 882)	–
	217 382 193	197 679 186	19 703 007	–
Montants législatifs	16 612 050	16 598 079	–	13 971
	233 994 243	214 277 265	19 703 007	13 971
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	5 888 971	4 975 659	913 312	–
Montants législatifs	294 915	294 915	–	–
	6 183 886	5 270 574	913 312	–
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	29 514 532	28 746 407	768 125	–
Affectations bloquées				
Report	540 178	–	540 178	–
	30 054 710	28 746 407	1 308 303	–
Montants législatifs	3 412 646	3 374 495	–	38 151
	33 467 356	32 120 902	1 308 303	38 151
Commissariat aux langues officielles				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	20 444 567	19 745 847	698 720	–
Affectations bloquées				
Report	60 000	–	60 000	–
Transfert/réaffectation	6 452	–	6 452	–
	20 511 019	19 745 847	765 172	–
Montants législatifs	2 156 673	2 156 673	–	–
	22 667 692	21 902 520	765 172	–

Commission de la fonction publique

Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	93 428 140	85 894 838	7 533 302	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	96 000	–	96 000	–
Réduction.....	173 000	–	173 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(14 252 000)	(9 369 780)	(4 882 220)	–
	79 445 140	76 525 058	2 920 082	–
Montants législatifs	10 040 574	10 040 574	–	–
	89 485 714	86 565 632	2 920 082	–
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	4 660 432	4 381 234	279 198	–
Projet de modernisation de la Gestion de l'information et technologie de l'information.....	291 655	254 223	37 432	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	6 737	–	6 737	–
	4 958 824	4 635 457	323 367	–
Montants législatifs	357 592	357 096	6	490
	5 316 416	4 992 553	323 373	490
Total du portefeuille ministériel.....	391 115 307	365 129 446	25 933 249	52 612

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau du Conseil privé												
Servir le premier ministre et son												
Cabinet	123 421 482	115 306 392	–	–	17 400 000	7 431 001	759 496	602 833	140 061 986	122 134 560	–	–
Services internes	94 257 547	92 499 776	–	–	–	–	325 290	357 071	93 932 257	92 142 705	–	–
Total partiel.....	217 679 029	207 806 168	–	–	17 400 000	7 431 001	1 084 786	959 904	233 994 243	214 277 265	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(1 084 786)	(959 904)	–	–	–	–	(1 084 786)	(959 904)	–	–	–	–
Total du ministère	216 594 243	206 846 264	–	–	17 400 000	7 431 001	–	–	233 994 243	214 277 265	–	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes												
Services aux conférences												
intergouvernementales.....	4 682 445	3 990 884	–	–	–	–	–	–	4 682 445	3 990 884	–	–
Services internes	1 501 441	1 279 690	–	–	–	–	–	–	1 501 441	1 279 690	–	–
Total de l'organisme.....	6 183 886	5 270 574	–	–	–	–	–	–	6 183 886	5 270 574	–	–
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports												
Enquêtes indépendantes de sécurité et communication des risques												
dans le réseau de transport.....	26 399 291	25 337 317	–	–	–	–	–	–	26 399 291	25 337 317	–	–
Services internes	7 068 065	6 783 585	–	–	–	–	–	–	7 068 065	6 783 585	–	–
Total de l'organisme.....	33 467 356	32 120 902	–	–	–	–	–	–	33 467 356	32 120 902	–	–
Commissariat aux langues officielles												
Protection des droits liés aux langues officielles.....												
officielles.....	8 212 996	7 935 758	–	–	–	–	–	–	8 212 996	7 935 758	–	–
Avancement du français et de l'anglais												
dans la société canadienne	7 450 666	7 199 161	–	–	–	–	–	–	7 450 666	7 199 161	–	–
Services internes	7 004 030	6 767 601	–	–	–	–	–	–	7 004 030	6 767 601	–	–
Total de l'organisme.....	22 667 692	21 902 520	–	–	–	–	–	–	22 667 692	21 902 520	–	–

Commission de la fonction publique												
Impartialité et embauche dans la												
fonction publique.....	70 519 456	65 159 286	-	-	-	-	14 252 000	9 369 780	56 267 456	55 789 506	-	-
Services internes	33 218 258	30 776 126	-	-	-	-	-	-	33 218 258	30 776 126	-	-
Total partiel.....	103 737 714	95 935 412	-	-	-	-	14 252 000	9 369 780	89 485 714	86 565 632	-	-
Revenus affectés aux dépenses.....	(14 252 000)	(9 369 780)	-	-	-	-	(14 252 000)	(9 369 780)	-	-	-	-
Total de l'organisme.....	89 485 714	86 565 632	-	-	-	-	-	-	89 485 714	86 565 632	-	-
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité												
Enquêtes sur les activités												
opérationnelles du Service canadien												
du renseignement de sécurité	3 794 437	2 648 567	-	-	-	-	-	-	3 794 437	2 648 567	-	-
Services internes	1 521 979	2 343 986	-	-	-	-	-	-	1 521 979	2 343 986	-	-
Total de l'organisme.....	5 316 416	4 992 553	-	-	-	-	-	-	5 316 416	4 992 553	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	373 715 307	357 698 445	-	-	17 400 000	7 431 001	-	-	391 115 307	365 129 446	-	-

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau du Conseil privé									
Contributions									
Enquête nationale sur les femmes et filles autochtones disparues et assassinées.....	–	–	15 400 000	2 000 000	17 400 000	7 431 001	9 968 999	–	110 126
Total du ministère	–	–	15 400 000	2 000 000	17 400 000	7 431 001	9 968 999	–	110 126
Total du portefeuille ministériel	–	–	15 400 000	2 000 000	17 400 000	7 431 001	9 968 999	–	110 126 ¹

¹ Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur général des élections a été transféré aux Institutions démocratiques. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 2 231 441 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Bureau du Conseil privé			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Servir le premier ministre et son Cabinet.....	759 496	602 833	–
Services internes			
Services de soutien interne	325 290	357 071	–
Total du ministère – Budgétaire.....	1 084 786	959 904	–
Commission de la fonction publique²			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Impartialité et embauche dans la fonction publique.....	14 252 000	9 369 780	–
Services de dotation et évaluation			
Services d'évaluation, de counselling et produits	–	–	8 482 924
Total de l'organisme – Budgétaire	14 252 000	9 369 780	8 482 924
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	15 336 786	10 329 684	8 482 924^{1 2}

¹ Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur général des élections a été transféré aux Institutions démocratiques. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 2 231 441 \$.

² Au cours de l'exercice, la Commission de la fonction publique a été transférée de Services publics et Approvisionnement. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 8 482 924 \$.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau du Conseil privé		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Traitements	283 647	165 462
Achat de biens et services.....	71 684	9 610
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	382 404	650 983
	737 735	826 055
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information	538 200	–
Services de soutien interne	64 633	75 000
	602 833	75 000
Autres frais et droits		
Services aux autres ministères	357 071	–
	959,904	75,000
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	13 971	5 980
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	389	–
Autres revenus divers		
Frais relatifs à l'accès à l'information.....	2 195	3 880
Divers.....	1 294	1 262
	3 489	5 142
	3 878	5 142
Total du ministère.....	1 715 488	912 177
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	39 290	1 882
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	29 716	19 304
	69 006	21 186
Revenus divers		
Contributions des gouvernements provinciaux.....	1 024 400	965 800
Total de l'organisme	1 093 406	986 986

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports			Revenus divers		
Autres revenus			Services d'évaluation, d'analyse et d'orientation professionnelle		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Régime d'avantages sociaux imputé sur les services		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	83 568	252 220	d'évaluation, de counselling et produits	1 363 073	1 216 195
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	11 686	13 638	Divers	2 770	435
	95 254	265 858		1 365 843	1 216 630
Ventes de biens et de services			Total de l'organisme	11 181 356	10 799 354
Autres frais et droits			Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
Programme d'accès à l'information – Frais	280	330	Autres revenus		
Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> – Remboursement par des provinces pour diverses enquêtes.....	13 555	103 353	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
	13 835	103 683	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	38 151	22 077	Salaires et traitements	2 738	–
			Charges payées d'avance	27 594	–
Revenus divers	9 938	16 229	Trop-payés de salaire	36 940	6 946
Total de l'organisme.....	157 178	407 847	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	–	11 238
Commissariat aux langues officielles				67 272	18 184
Autres revenus			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	490	6
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Total de l'organisme	67 762	18 190
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	455	29 735	Sommaire du portefeuille ministériel		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	61 101	38 660	Autres revenus		
	61 556	68 395	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 441 201	2 295 147
Ventes de biens et de services			Ventes de biens et de services.....	10 378 353	8 664 404
Ventes de biens et de produits d'information.....	90	60	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	53 797	33 510
			Revenus divers	2 404 059	2 203 801
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	574	3 853	Total du portefeuille ministériel.....	14 277 410	13 196 862 ^{1,2}
Total de l'organisme.....	62 220	72 308			
Commission de la fonction publique ²					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	410 378	886 235			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	–	209 234			
	410 378	1 095 469			
Ventes de biens et de services					
Services de nature non réglementaire					
Services d'évaluation, de counselling et produits	9 404 524	8 485 661			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	611	1 594			

¹ Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur général des élections a été transféré aux Institutions démocratiques. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 509 211 \$.

² Au cours de l'exercice, la Commission de la fonction publique a été transférée de Services publics et Approvisionnement. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 10 799 354 \$.

Section 8

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Défense nationale

Ministère de la Défense nationale

**Centre de la sécurité des
télécommunications**

**Comité externe d'examen des griefs
militaires**

**Commission d'examen des plaintes
concernant la police militaire**

**Bureau du commissaire du Centre de la
sécurité des télécommunications**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	196
Sommaire du portefeuille ministériel.....	199
Détail budgétaire par affectation.....	203
Responsabilités essentielles	205
Paiements de transfert.....	207
Détail des montants disponibles pour être dépensés	209
Revenus	210

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Défense nationale**Responsabilité essentielle 1 : Forces prêtes au combat**

Déployer des forces prêtes au combat et pouvant réussir dans un environnement de sécurité imprévisible et complexe en exécutant des opérations concomitantes liées à toutes les missions confiées officiellement.

Responsabilité essentielle 2 : Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables

Élaborer et gérer des bases et une infrastructure modernes, opérationnelles et durables. Contribuer à la réalisation des objectifs fédéraux en matière d'environnement.

Responsabilité essentielle 3 : Acquisition de capacités

Obtenir des capacités de pointe pour conserver un avantage par rapport à des adversaires éventuels et pour avancer à la même allure que les Alliés, tout en exploitant au maximum les innovations et la technologie en matière de défense. Des régimes d'approvisionnement rationalisés et souples font en sorte que la Défense est munie de l'équipement voulu pour exécuter ses missions.

Responsabilité essentielle 4 : Équipe de la Défense

Recruter, perfectionner et soutenir une Équipe de la Défense agile et diversifiée, dans un milieu de travail sain et exempt de comportements dommageables; appuyer les familles des militaires; et répondre aux besoins de tous les militaires partant à la retraite, y compris ceux qui sont malades ou blessés. Renforcer les collectivités canadiennes en investissant dans la jeunesse.

Responsabilité essentielle 5 : Concept de force de l'avenir

Concevoir et créer la force de l'avenir grâce à une compréhension approfondie de l'environnement opérationnel futur et des risques pour le Canada et ses intérêts en matière de sécurité. Renforcer la capacité de la Défense de cerner et de prévenir toute une gamme d'imprévus, de s'y adapter et d'y faire face par l'intermédiaire de réseaux d'innovation et de collaboration et grâce à la recherche de pointe.

Responsabilité essentielle 6 : Opérations

Détecter, dissuader et défendre contre les menaces ou les attaques visant le Canada. Aider les autorités civiles et les organismes d'application de la Loi, y compris la lutte contre le terrorisme, en appui à la sécurité nationale, à de catastrophes nationales ou à de grandes situations d'urgence; et mener des opérations de recherche et de sauvetage. Détecter, dissuader et défendre contre les menaces pesant sur l'Amérique du Nord, ou les attaques dirigées contre elle, de concert avec les États-Unis, notamment par l'intermédiaire du NORAD. Diriger et/ou contribuer aux forces de l'OTAN et aux efforts de coalitions visant à dissuader et de vaincre les adversaires, y compris des terroristes, afin d'appuyer la stabilité mondiale. Diriger et/ou contribuer aux opérations de paix internationales et des missions de stabilisation avec les Nations Unies, l'OTAN et d'autres partenaires multilatéraux. S'engager dans le renforcement des capacités afin d'appuyer la sécurité de d'autres pays et les moyens dont ils disposent pour contribuer à la sûreté et la sécurité des

canadiens à l'étranger. Aider les autorités civiles et des partenaires non gouvernementaux pour répondre en cas de catastrophes internationales et nationales ou de situations d'urgence de grande envergure.

Responsabilité essentielle 7 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre de la sécurité des télécommunications

Responsabilité essentielle 1 : Fournir et protéger l'information

Acquérir et utiliser de l'information provenant de l'infrastructure mondiale d'information dans le but de fournir du renseignement étranger en fonction des priorités du gouvernement du Canada en matière de renseignement. Fournir des avis, des conseils et des services permettant de protéger les renseignements électroniques et les infrastructures essentielles d'information pour le gouvernement du Canada. Fournir une assistance technique et opérationnelle aux organismes fédéraux chargés de l'application de la loi et de la sécurité dans l'exercice des fonctions que la loi leur confère.

Comité externe d'examen des griefs militaires

Responsabilité essentielle 1 : Examen indépendant des griefs militaires

Les paragraphes 29.28 (1) et (2) de la *Loi sur la Défense nationale* prévoient que le Comité externe d'examen des griefs militaires examine tous les griefs qui lui sont renvoyés par le chef d'état-major de la Défense et rend des conclusions et recommandations par écrit au chef d'état-major de la Défense et à l'officier ou au militaire du rang qui a soumis le grief.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Responsabilité essentielle 1 : Surveillance indépendante de la Police militaire

Promeut et assure les plus hautes normes de conduite de la Police militaire dans le cadre des fonctions policières, et dissuade toute ingérence dans les enquêtes de la Police militaire, grâce à des examens, des enquêtes et des audiences indépendants et impartiaux qui lui permet de formuler des conclusions et des recommandations solides en réponse aux plaintes déposées contre la Police militaire ou provenant de ses membres, et grâce à des activités de sensibilisation.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications**Responsabilité essentielle 1 : Procéder à des examens concernant les activités du Centre de la sécurité des télécommunications pour en contrôler la légalité**

Le commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications effectue un examen externe indépendant des activités du Centre de la sécurité des télécommunications pour déterminer si elles sont conformes aux lois du Canada, notamment la *Loi sur la défense nationale*, la *Charte des droits et libertés* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Les résultats des examens individuels sont présentés sous forme de rapports classifiés à l'intention du ministre qui décrivent les activités du Centre de la sécurité des télécommunications, qui font état des constatations du commissaire en fonction de critères normalisés et qui indiquent la nature et l'importance de tout écart relevé par rapport à ces critères. Au besoin, le commissaire formule des recommandations à l'intention du ministre visant à améliorer les mesures de protection de la vie privée ou à corriger les problèmes soulevés au cours des examens relativement aux activités opérationnelles du Centre de la sécurité des télécommunications. Le commissaire présente un rapport annuel sur ses activités pour dépôt devant le Parlement qui renferme, entre autres, des résumés non classifiés des examens classifiés qu'il a menés concernant les activités du Centre de la sécurité des télécommunications.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Défense nationale										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	15 237 553 800	–	–	15 237 553 800				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	56 276 610	–	56 276 610				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	396 475 269	–	396 475 269				
	Virement du :									
	crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux).....	–	–	–	755 152	755 152				
	crédit 5	–	–	–	11 663 595	11 663 595				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie).....	–	–	–	239 120	239 120				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	935 857	935 857				
	crédit 10	–	–	–	11 000 000	11 000 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	34 905 985	34 905 985				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	17 600 081	17 600 081				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	392 863 028	392 863 028				
	Virement au :									
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(188 438)	(188 438)				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	(1 490 120)	(1 490 120)				
	crédit 1 (Affaires étrangères, Commerce et Développement).....	–	–	–	(2 903 516)	(2 903 516)				
	crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien).....	–	–	–	(48 596)	(48 596)				
	crédit 1 (Ressources naturelles)	–	–	–	(2 551 318)	(2 551 318)				
	crédit 1 (Services partagés Canada).....	–	–	–	(160 977)	(160 977)				
	crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique).....	–	–	–	(3 100 000)	(3 100 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie).....	–	–	–	(3 763 300)	(3 763 300)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(271 176)	(271 176)				
	crédit 10	–	–	–	(20 000 000)	(20 000 000)				
	crédit 10 (Affaires étrangères, Commerce et Développement).....	–	–	–	(53 800 000)	(53 800 000)				
	crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien).....	–	–	–	(844 976)	(844 976)				
	crédit 15	–	–	–	(15 380)	(15 380)				
	crédit 20	–	–	–	(173)	(173)				
	Total – Crédit 1	–	15 237 553 800	452 751 879	380 824 848	16 071 130 527	15 739 904 501	331 226 026	–	15 560 133 719
5	Dépenses en capital.....	–	3 761 023 833	–	–	3 761 023 833				
5a	Dépenses en capital	–	–	313 034 460	–	313 034 460				
5b	Dépenses en capital	–	–	165 357 920	–	165 357 920				
	Virement au :									
	crédit 1	–	–	–	(11 663 595)	(11 663 595)				
	crédit 1 (Énergie atomique du Canada, Limitée).....	–	–	–	(43 292)	(43 292)				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(370 000)	(370 000)				
	crédit 1 (Affaires étrangères, Commerce et Développement).....	–	–	–	(544 770)	(544 770)				
	crédit 1 (Transports)	–	–	–	(357 500)	(357 500)				

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	crédit 5 (Agence des services frontaliers du Canada).....	–	–	–	(243 000)	(243 000)				
	crédit 5 (Agence canadienne d'inspection des aliments).....	–	–	–	(600 000)	(600 000)				
	crédit 5 (Industrie).....	–	–	–	(152 650)	(152 650)				
	crédit 5 (Conseil national de recherches du Canada).....	–	–	–	(610 000)	(610 000)				
	crédit 5 (Ressources naturelles).....	–	–	–	(425 000)	(425 000)				
	crédit 5 (Gendarmerie royale du Canada).....	–	–	–	(500 000)	(500 000)				
	crédit 5 (Services partagés Canada).....	–	–	–	(10 937 594)	(10 937 594)				
	crédit 5 (Transports).....	–	–	–	(1 227 500)	(1 227 500)				
	Total – Crédit 5.....	–	3 761 023 833	478 392 380	(27 674 901)	4 211 741 312	4 072 188 982	139 552 330	–	3 722 931 316
10	Subventions et contributions.....	–	176 719 317	–	–	176 719 317				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	24 183 114	–	24 183 114				
	Virement du :									
	crédit 1.....	–	–	–	20 000 000	20 000 000				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	400 000	400 000				
	Virement au crédit 1.....	–	–	–	(11 000 000)	(11 000 000)				
	Total – Crédit 10.....	–	176 719 317	24 183 114	9 400 000	210 302 431	207 705 310	2 597 121	–	152 820 308
15a	Radiation de dette.....	–	–	1	–	1				
	Virement du crédit 1.....	–	–	–	15 380	15 380				
	Total – Crédit 15.....	–	–	1	15 380	15 381	–	15 381	–	–
20a	Remise de dette.....	–	–	1	–	1				
	Virement du crédit 1.....	–	–	–	173	173				
	Total – Crédit 20.....	–	–	1	173	174	–	174	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	276 016 331	–	6 325 565	282 341 896	282 341 896	–	–	269 776 368
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires.....	–	924 054 674	7 546 634	352 059 163	1 283 660 471	1 283 660 471	–	–	3 150 988 816
(S)	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile.....	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 600
(S)	Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	–	1 700 000	–	(397 546)	1 302 454	1 302 454	–	–	1 485 401
(S)	Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3).....	–	400 000	–	(121 234)	278 766	278 766	–	–	316 101
(S)	Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	–	26 000	–	(723)	25 277	25 277	–	–	22 684

(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	23 773 448	–	–	16 425 661	40 199 109	23 822 800	–	16 376 309	18 035 081
(S)	Pertes d'opérations de change.....	–	–	–	4 625 455	4 625 455	4 625 455	–	–	492 327
	Total budgétaire	23 773 448	20 377 579 955	962 874 009	741 481 841	22 105 709 253	21 615 941 912	473 391 032	16 376 309	22 877 086 721
(S)	(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur les forces étrangères présentes au Canada</i> (Traité de l'Atlantique Nord).....	–	–	–	649	649	649	–	–	–
L11c	Autorisation d'un compte d'avance du fonds de roulement prescrite par le crédit L20b, <i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> . Limite 120 000 000 \$ (Net).....	77 060 696	–	–	–	77 060 696	6 578 674	–	70 482 022	(5 180 525)
	Total du ministère – Budgétaire.....	23 773 448	20 377 579 955	962 874 009	741 481 841	22 105 709 253	21 615 941 912	473 391 032	16 376 309	22 877 086 721
	Total du ministère – Non budgétaire.....	77 060 696	–	–	649	77 061 345	6 579 323	–	70 482 022	(5 180 525)
	Centre de la sécurité des télécommunications									
I	Dépenses du programme.....	–	587 881 292	–	–	587 881 292				
1a	Dépenses du programme.....	–	–	1 923 668	–	1 923 668				
1b	Dépenses du programme.....	–	–	2 609 913	–	2 609 913				
	Virement du :									
	crédit 1 (Défense nationale).....	–	–	–	1 490 120	1 490 120				
	crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile).....	–	–	–	3 808 950	3 808 950				
	crédit 1 (Services partagés Canada).....	–	–	–	7 688 050	7 688 050				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	7 012 892	7 012 892				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	20 668 322	20 668 322				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	43 438 527	43 438 527				
	Virement au :									
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité).....	–	–	–	(298 410)	(298 410)				
	crédit 1 (Affaires étrangères, Commerce et Développement).....	–	–	–	(442 771)	(442 771)				
	Total – Crédit 1.....	–	587 881 292	4 533 581	83 365 680	675 780 553	643 204 964	32 575 589	–	589 836 561
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	37 012 661	143 519	1 274 070	38 430 250	38 430 250	–	–	32 636 921
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 620	–	–	17 489	38 109	20 620	–	17 489	–
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	20 620	624 893 953	4 677 100	84 657 239	714 248 912	681 655 834	32 575 589	17 489	622 473 482
	Comité externe d'examen des griefs militaires									
I	Dépenses du programme.....	–	6 150 062	–	–	6 150 062				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	89 801	89 801				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	308 019	308 019				
	Total – Crédit 1.....	–	6 150 062	–	397 820	6 547 882	5 709 819	838 063	–	6 179 818
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	611 361	–	(11 505)	599 856	599 856	–	–	545 546
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	214	214	214	–	–	1 093
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	6 761 423	–	386 529	7 147 952	6 309 889	838 063	–	6 726 457

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire										
1	Dépenses du programme	–	4 288 506	–	–	4 288 506				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	86 887	86 887				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	210 397	210 397				
	Total – Crédit 1	–	4 288 506	–	297 284	4 585 790	4 373 110	212 680	–	4 175 963
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	428 892	–	(26 497)	402 395	402 395	–	–	359 735
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	65	–	–	50	115	–	65	50	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	65	4 717 398	–	270 837	4 988 300	4 775 505	212 745	50	4 535 698
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications										
1	Dépenses du programme	–	1 954 662	–	–	1 954 662				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	52 204	52 204				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	97 004	97 004				
	Total – Crédit 1	–	1 954 662	–	149 208	2 103 870	1 955 931	147 939	–	1 825 235
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	165 976	–	1 489	167 465	167 465	–	–	141 826
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	2 120 638	–	150 697	2 271 335	2 123 396	147 939	–	1 967 061
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	23 794 133	21 016 073 367	967 551 109	826 947 143	22 834 365 752	22 310 806 536	507 165 368	16 393 848	23 512 789 419
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	77 060 696	–	–	649	77 061 345	6 579 323	–	70 482 022	(5 180 525)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Défense nationale				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	16 325 480 790	16 050 279 214	275 201 576	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	13 784 855	13 784 855	–	–
Réglement du recours collectif de la purge aux lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres	56 292 165	56 292 165	–	–
Affectations bloquées				
Report	593 820	–	593 820	–
Transfert/réaffectation	43 215 700	–	43 215 700	–
Réduction	35 395 000	–	35 395 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(403 631 803)	(380 451 733)	(23 180 070)	–
	<i>16 071 130 527</i>	<i>15 739 904 501</i>	<i>331 226 026</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	4 072 188 982	4 072 188 982	–	–
Affectations bloquées				
Report	135 726 769	–	135 726 769	–
Transfert/réaffectation	3 825 561	–	3 825 561	–
	<i>4 211 741 312</i>	<i>4 072 188 982</i>	<i>139 552 330</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	207 705 310	207 705 310	–	–
Affectations bloquées				
Report	2 597 121	–	2 597 121	–
	<i>210 302 431</i>	<i>207 705 310</i>	<i>2 597 121</i>	–
Crédit 15 – Radiation de dette				
Sept créances entre 1999 et 2013	15 381	–	15 381	–
Crédit 20 – Remise de dette				
Une créance en 2009	174	–	174	–
Montants législatifs	1 612 519 428	1 596 143 119	–	16 376 309
	22 105 709 253	21 615 941 912	473 391 032	16 376 309
Centre de la sécurité des télécommunications				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	533 869 895	524 342 013	9 527 882	–
Soutien au Bureau du Conseil privé	2 603 969	2 564 678	39 291	–
Projet lié à l'installation à long terme du Centre de la sécurité des télécommunications	128 962 222	127 893 959	1 068 263	–
Affectations bloquées				
Report	23 014 783	–	23 014 783	–
Transfert/réaffectation	5 944	–	5 944	–
Revenus affectés aux dépenses	(12 676 260)	(11 595 686)	(1 080 574)	–
	<i>675 780 553</i>	<i>643 204 964</i>	<i>32 575 589</i>	–
Montants législatifs	38 468 359	38 450 870	–	17 489
	714 248 912	681 655 834	32 575 589	17 489

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Comité externe d'examen des griefs militaires				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	6 541 882	5 709 819	832 063	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	6 000	–	6 000	–
Montants législatifs	6 547 882	5 709 819	838 063	–
	600 070	600 070	–	–
	7 147 952	6 309 889	838 063	–
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	4 585 790	4 373 110	212 680	–
Montants législatifs	402 510	402 395	65	50
	4 988 300	4 775 505	212 745	50
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	2 103 870	1 955 931	147 939	–
Montants législatifs	167 465	167 465	–	–
	2 271 335	2 123 396	147 939	–
Total du portefeuille ministériel	22 834 365 752	22 310 806 536	507 165 368	16 393 848

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Défense nationale												
Forces prêtes au combat	9 237 722 491	9 343 226 383	138 356 761	193 673 008	4 550 000	2 210 293	25 555 092	32 127 099	9 355 074 160	9 506 982 585	32 977 646	431 339
Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables	2 996 291 478	2 582 727 420	695 565 166	808 162 721	3 275 966	3 275 966	164 936 958	174 993 325	3 530 195 652	3 219 172 782	40 217 170	6 772 123
Acquisition de capacités	366 936 987	259 153 817	3 138 738 801	2 810 116 231	–	–	407 085	112 310	3 505 268 703	3 069 157 738	–	–
Équipe de la Défense	3 004 370 617	2 803 670 736	14 604 962	25 432 263	3 131 312	3 028 497	61 096 434	52 548 090	2 961 010 457	2 779 583 406	1 933 135	123 889
Concept de force de l'avenir	694 512 073	658 167 388	125 380 285	187 544 977	233 909	133 909	190 000	273 248	819 936 267	845 573 026	–	–
Opérations	1 123 898 108	1 323 868 641	23 627 066	5 381 499	200 717 741	200 663 142	134 568 585	104 993 541	1 213 674 330	1 424 919 741	1 933 388	(748 034)
Services internes	661 959 062	744 078 471	75 468 271	41 878 283	–	–	16 877 649	15 404 120	720 549 684	770 552 634	6	6
Total partiel	18 085 690 816	17 714 892 856	4 211 741 312	4 072 188 982	211 908 928	209 311 807	403 631 803	380 451 733	22 105 709 253	21 615 941 912	77 061 345	6 579 323
Revenus affectés aux dépenses	(403 631 803)	(380 451 733)	–	–	–	–	(403 631 803)	(380 451 733)	–	–	–	–
Total du ministère	17 682 059 013	17 334 441 123	4 211 741 312	4 072 188 982	211 908 928	209 311 807	–	–	22 105 709 253	21 615 941 912	77 061 345	6 579 323
Centre de la sécurité des télécommunications												
Fournir et protéger l'information	726 925 172	693 251 520	–	–	–	–	12 676 260	11 595 686	714 248 912	681 655 834	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(12 676 260)	(11 595 686)	–	–	–	–	(12 676 260)	(11 595 686)	–	–	–	–
Total de l'organisme	714 248 912	681 655 834	–	–	–	–	–	–	714 248 912	681 655 834	–	–
Comité externe d'examen des griefs militaires												
Examen indépendant des griefs militaires	4 260 437	4 053 377	–	–	–	–	–	–	4 260 437	4 053 377	–	–
Services internes	2 887 515	2 256 512	–	–	–	–	–	–	2 887 515	2 256 512	–	–
Total de l'organisme	7 147 952	6 309 889	–	–	–	–	–	–	7 147 952	6 309 889	–	–
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire												
Surveillance indépendante de la Police militaire	2 909 143	2 906 541	–	–	–	–	–	–	2 909 143	2 906 541	–	–
Services internes	2 079 157	1 868 964	–	–	–	–	–	–	2 079 157	1 868 964	–	–
Total de l'organisme	4 988 300	4 775 505	–	–	–	–	–	–	4 988 300	4 775 505	–	–

Responsabilités essentielles – fin

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications												
Procéder à des examens concernant les activités du Centre de la sécurité des télécommunications pour en contrôler la légalité.....	1 731 335	1 586 724	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Services internes	540 000	536 672	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	2 271 335	2 123 396	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	18 410 715 512	18 029 305 747	4 211 741 312	4 072 188 982	211 908 928	209 311 807	–	–	22 834 365 752	22 310 806 536	77 061 345	6 579 323

Paielements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Défense nationale									
Subventions									
Subventions à l'appui du Programme de dédommagement des employeurs de réservistes	–	2 450 000	–	–	2 450 000	110 293	2 339 707	–	33 064
Programme innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité ...	–	2 000 000	–	(1 900 000)	100 000	–	100 000	–	–
Subventions à l'appui du Programme d'engagement de la Défense ..	–	500 000	–	100 000	600 000	599 683	317	–	550 099
Programme de subventions pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada :									
Ligue navale du Canada	–	474 000	–	–	474 000	474 000	–	–	462 000
Ligue des cadets de l'Armée du Canada	–	474 000	–	–	474 000	474 000	–	–	462 000
Ligue des cadets de l'Air du Canada.....	–	474 000	–	–	474 000	474 000	–	–	462 000
(S) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n°4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	–	26 000	–	(723)	25 277	25 277	–	–	22 684
Total – Subventions.....	–	6 398 000	–	(1 800 723)	4 597 277	2 157 253	2 440 024	–	1 991 847
Contributions									
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord :									
Budget militaire de l'OTAN (Programmes de l'OTAN).....	–	104 907 000	24 183 114	1 109 886	130 200 000	130 198 316	1 684	–	96 480 064
Programme de l'OTAN d'investissement au service de la sécurité (Programmes de l'OTAN).....	–	32 580 408	–	21 473 592	54 054 000	54 001 402	52 598	–	36 481 238
Contributions à l'appui au Programme d'instruction et de coopération militaires.....	–	11 389 000	–	(936 407)	10 452 593	10 452 593	–	–	10 511 857
Programme innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité ...	–	10 000 000	–	(10 000 000)	–	–	–	–	–
Contributions à l'appui du Programme d'aide aux immobilisations ..	–	5 450 000	–	(2 174 034)	3 275 966	3 275 966	–	–	587 789
Contribution à l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens.....	–	3 100 000	–	(40 952)	3 059 048	3 059 048	–	–	3 019 671
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Autres activités de l'OTAN	–	2 787 000	–	(434 900)	2 352 100	2 352 100	–	–	2 239 114
Contribution au Comité d'examen du programme de défense biologique et chimique.....	–	133 909	–	–	133 909	133 909	–	–	131 412
Contribution au Fonds de commémoration de la marine canadienne à l'appui de la préservation du NCSM Sackville	–	–	–	2 100 000	2 100 000	2 100 000	–	–	1 400 000

Paiement de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	–	1 700 000	–	(397 546)	1 302 454	1 302 454	–	–	1 485 401
(S) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (S R C 1970 ch D-3)	–	400 000	–	(121 234)	278 766	278 766	–	–	316 101
Programme de contributions à l'appui de divers centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle au Canada	–	–	–	102 815	102 815	–	102 815	–	–
Total – Contributions	–	172 447 317	24 183 114	10 681 220	207 311 651	207 154 554	157 097	–	152 652 647
Total du portefeuille ministériel	–	178 845 317	24 183 114	8 880 497	211 908 928	209 311 807	2 597 121	–	154 644 494

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent	Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Défense nationale				Production des éléments de capacité de la Défense			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Recouvrements des membres			
Forces prêtes au combat				Recouvrements des autres ministères			
Recouvrements des membres.....	619 268	921 143	–	Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN.....	–	–	147 154 532
Recouvrements des autres ministères.....	500 426	1 257 645	–	Autres recouvrements	–	–	14 063 375
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	19 973 337	23 826 574	–		–	–	30 902 148
Autres recouvrements	4 462 061	6 121 737	–		–	–	61 154 084
	25 555 092	32 127 099	–		–	–	253 274 139
Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables				Production d'éléments de force de la Défense prêts à l'action			
Recouvrements des membres.....	141 044 047	142 466 784	–	Recouvrements des membres	–	–	1 764 813
Recouvrements des autres ministères.....	11 512 541	13 168 572	–	Recouvrements des autres ministères	–	–	1 874 617
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	1 067	60 639	–	Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN.....	–	–	309 839
Autres recouvrements	12 379 303	19 297 330	–	Autres recouvrements	–	–	4 108 694
	164 936 958	174 993 325	–		–	–	8 057 963
Acquisition de capacités				Recherche et développement concernant les capacités de la Défense			
Recouvrements des autres ministères.....	179 550	–	–	Autres recouvrements	–	–	184 657
Autres recouvrements	227 535	112 310	–				
	407 085	112 310	–	Opérations de soutien et de combat de la Défense			
Équipe de la Défense				Recouvrements des membres			
Recouvrements des membres.....	8 691 602	10 184 570	–	Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN.....	–	–	114 330
Recouvrements des autres ministères.....	1 050 203	671 715	–	Autres recouvrements	–	–	112 688 683
Autres recouvrements	51 354 629	41 691 805	–		–	–	68 855
	61 096 434	52 548 090	–		–	–	112 871 868
Concept de force de l'avenir				Services de la Défense et contributions au gouvernement			
Autres recouvrements	190 000	273 248	–	Recouvrements des membres	–	–	1 460
				Recouvrements des autres ministères	–	–	510 425
Opérations				Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN.....			
Recouvrements des membres.....	643 989	2 938	–	Autres recouvrements	–	–	1 286 369
Recouvrements des autres ministères.....	4 726 344	881 870	–		–	–	48 777
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	126 479 460	103 288 008	–		–	–	1 847 031
Autres recouvrements	2 718 792	820 725	–	Total budgétaire			
	134 568 585	104 993 541	–		403 631 803	380 451 733	393 858 157
Services internes							
Recouvrements des membres.....	11 265 000	11 944 034	11 210 096				
Recouvrements des autres ministères.....	59 026	42 995	34 727				
Autres recouvrements	5 553 623	3 417 091	6 377 676				
	16 877 649	15 404 120	17 622 499				

Détail des montants disponibles pour être dépensés – fin

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Non budgétaire (rentées disponibles pour être dépensées)			
Forces prêtes au combat	217 761 327	217 761 327	–
Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables	259 319 992	259 319 992	–
Équipe de la Défense.....	12 666 465	12 666 465	–
Opérations.....	13 540 104	13 540 104	–
Production des éléments de capacité de la Défense	–	–	108 842 263
Production d'éléments de force de la Défense prêts à l'action	–	–	46 905 245
Opérations de soutien et de combat de la Défense	–	–	83 271 844
Total non budgétaire	503 287 888	503 287 888	239 019 352
Total du ministère – Budgétaire.....	403 631 803	380 451 733	393 858 157
Total du ministère – Non budgétaire	503 287 888	503 287 888	239 019 352
Centre de la sécurité des télécommunications			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Fournir et protéger l'information	12 676 260	11 595 686	–
Sécurité des technologies de l'information			
Autres recouvrements	–	–	557 139
Total de l'organisme – Budgétaire	12 676 260	11 595 686	557 139
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	416 308 063	392 047 419	394 415 296
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	503 287 888	503 287 888	239 019 352

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Défense nationale		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Autres comptes		
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger.....	233 903	147 098
Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/ banques.....	1 115 392	33 395
Dépôt de garantie (articles extérieurs du Canada).....	3 514	1 174
	1 352 809	181 667
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	42 405 570	84 579 609
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics	133 614 683	130 705 369
Services de nature réglementaire.....	8 965	9 130
Services de nature non réglementaire.....	174 840 176	182 019 092
Ventes de biens et de produits d'information.....	69 060 946	69 149 487
Autres frais et droits		
Revenus reportés	(3 336 709)	(572 282)
Revenus provenant d'amendes.....	525 933	469 936
Divers	4 295 248	6 731 723
	1 484 472	6 629 377
	379 009 242	388 512 455
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	16 425 661	23 773 722
Revenus divers		
Comprend les paiements reçus des Nations Unies.....	12 739 841	10 196 833
Gain net de change	190 038	4 046 470
	12 929 879	14 243 303
Total du ministère.....	452 123 161	511 290 756

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Centre de la sécurité des télécommunications			Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	–	767
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	397 848	135 312	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	50	65
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	107 658	328 889	Revenus divers	45	35
	505 506	464 201	Total de l'organisme	95	867
Ventes de biens et de services			Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications		
Autres frais et droits	13 224 253	762 700	Autres revenus		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	–	192
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	17 489	20 620	Total de l'organisme	–	192
			Sommaire du portefeuille ministériel		
Revenus divers			Autres revenus		
Location et utilisation de biens publics	668 707	630 318	Revenus de placements	1 352 809	181 667
Gain net de change	3 635	3 946	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	42 922 905	85 130 738
Divers	12 506	2 195	Ventes de biens et de services	392 233 495	389 275 155
	684 848	636 459	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 443 414	23 795 500
Total de l'organisme	14 432 096	1 883 980	Revenus divers	13 614 772	14 879 797
Comité externe d'examen des griefs militaires			Total du portefeuille ministériel	466 567 395	513 262 857
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 089	5 263			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	5 409	80 706			
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	4 331	–			
	11 829	85 969			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	214	1 093			
Total de l'organisme	12 043	87 062			

Section 9

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Environnement et Changement climatique

Ministère de l'Environnement

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Agence Parcs Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	214
Sommaire du portefeuille ministériel.....	216
Détail budgétaire par affectation.....	218
Responsabilités essentielles	220
Paiements de transfert.....	221
Détail des montants disponibles pour être dépensés	224
Revenus	225

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Environnement**Responsabilité essentielle 1 : Prendre des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques**

Par une collaboration avec d'autres ministères et organismes fédéraux, les provinces, les territoires, les peuples autochtones, les parties prenantes et des experts externes, le Ministère soutiendra et coordonnera la mise en œuvre du cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques ; s'employer à réduire les émissions de gaz à effet de serre ; mener la croissance propre ; élaborer des instruments réglementaires ; soutenir les entreprises et les Canadiens pour s'adapter et devenir plus résilients aux changements climatiques ; et contribuer aux mesures prises sur le plan international pour les changements climatiques pour augmenter les avantages globaux.

Responsabilité essentielle 2 : Prévention et gestion de la pollution

Collaborer avec les provinces, les territoires, les peuples autochtones et d'autres entités afin de développer et de gérer des normes, lignes directrices et règlements liés à l'environnement, et d'autres mesures de gestion du risque, en vue de réduire les rejets et de surveiller les niveaux de contaminants dans l'air, l'eau et le sol; promouvoir les lois et les règlements environnementaux et veiller à leur application.

Responsabilité essentielle 3 : Prévisions des conditions météorologiques et environnementales

Surveiller les conditions météorologiques, l'eau, la qualité de l'air et les conditions climatiques, fournir à la population canadienne et aux secteurs ciblés des prévisions, de l'information et des avertissements au moyen d'un vaste éventail de modes de prestation de services, de réaliser des recherches, de concevoir et tenir à jour des modèles informatiques pour la prévision météorologique et d'autres conditions environnementales et de recueillir des données et en permettre l'échange avec d'autres services météorologiques nationaux et des organisations internationales.

Responsabilité essentielle 4 : Préservation de la nature

Protéger et rétablir des espèces en péril et leurs habitats, assurer la conservation et la protection de populations saines d'oiseaux migrateurs; mobiliser les provinces, les territoires, les peuples autochtones, les parties prenantes et le public afin d'augmenter les aires protégées et contribuer aux activités de conservation et d'intendance; étendre et gérer les aires protégées du Ministère; et collaborer avec des partenaires du Canada et à l'international pour faire progresser la conservation de la biodiversité et du développement durable.

Responsabilité essentielle 5 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Responsabilité essentielle 1 : Évaluation environnementale

L'Agence fournit des évaluations de grande qualité des effets environnementaux pour appuyer la prise de décisions du gouvernement. Les évaluations environnementales permettent de s'assurer que les effets environnementaux négatifs sont examinés avec prudence en vue de préserver un environnement sain et de promouvoir le développement durable.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence Parcs Canada

Responsabilité essentielle 1 : Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel du Canada

Créer des parcs nationaux et des aires marines nationales de conservation; désigner des lieux, des personnes et des événements d'importance historique nationale; protéger et conserver le patrimoine naturel et culturel en se laissant guider par la science et le savoir autochtone; offrir des possibilités d'explorer le patrimoine naturel et culturel du Canada, d'en faire l'expérience et d'en profiter pleinement; assumer ces responsabilités avec le public, d'autres ministères fédéraux, les provinces, les territoires, les Autochtones et d'autres intervenants.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Environnement										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	752 618 946	–	–	752 618 946				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	15 194 014	–	15 194 014				
	Virement du :									
	crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile).....	–	–	–	59 500	59 500				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	3 628 637	3 628 637				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	39 025 391	39 025 391				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	5 000 000	5 000 000				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	38 716 687	38 716 687				
	Virement au :									
	crédit 1 (Pêches et Océans).....	–	–	–	(1 067 700)	(1 067 700)				
	crédit 1 (Affaires étrangères, Commerce et Développement).....	–	–	–	(160 000)	(160 000)				
	crédit 1 (Ressources naturelles)	–	–	–	(358 000)	(358 000)				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(100 000)	(100 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(2 237 500)	(2 237 500)				
	crédit 10	–	–	–	(12 900 000)	(12 900 000)				
	Total – Crédit 1	–	752 618 946	15 194 014	69 607 015	837 419 975	819 039 469	18 380 506	–	815 673 987
5	Dépenses en capital.....	–	76 158 025	–	–	76 158 025				
	Virement du :									
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	14 267 997	14 267 997				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	1 614 997	1 614 997				
	Total – Crédit 5	–	76 158 025	–	15 882 994	92 041 019	81 320 972	10 720 047	–	64 208 758
10	Subventions et contributions	–	600 641 292	–	–	600 641 292				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	5 978 689	–	5 978 689				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	12 900 000	12 900 000				
	crédit 1 (Agence canadienne d'évaluation environnementale).....	–	–	–	100 000	100 000				
	crédit 1 (Agence Parcs Canada).....	–	–	–	60 000	60 000				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	22 148 890	22 148 890				
	Virement au crédit 10 (Pêches et Océans).....	–	–	–	(1 229 125)	(1 229 125)				
	Total – Crédit 10	–	600 641 292	5 978 689	33 979 765	640 599 746	402 863 651	237 736 095	–	200 135 164
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	86 361 045	1 777 400	777 093	88 915 538	88 915 538	–	–	84 276 955
(S)	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique – Traitement et allocation pour automobile	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 600
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	796 102	–	–	1 102 456	1 898 558	1 129 062	–	769 496	427 403
	Total du ministère – Budgétaire	796 102	1 515 865 308	22 950 103	121 349 323	1 660 960 836	1 393 354 692	266 836 648	769 496	1 164 806 867

Agence canadienne d'évaluation environnementale										
1	Dépenses du programme.....	-	30 232 320	-	-	30 232 320				
1a	Dépenses du programme	-	-	19 137 411	-	19 137 411				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	216 577	216 577				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	1 110 889	1 110 889				
	Virement au crédit 10 (Environnement).....	-	-	-	(100 000)	(100 000)				
	Total – Crédit 1.....	-	30 232 320	19 137 411	1 227 466	50 597 197	44 050 777	6 546 420	-	36 373 415
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	3 397 455	1 827 718	(1 711 929)	3 513 244	3 513 244	-	-	3 448 745
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	33 629 775	20 965 129	(484 463)	54 110 441	47 564 021	6 546 420	-	39 822 160
Agence Parcs Canada										
1	Dépenses du programme.....	343 673 818	1 275 738 115	-	-	1 619 411 933				
1a	Dépenses du programme	-	-	45 031 380	-	45 031 380				
1b	Dépenses du programme	-	-	476 000	-	476 000				
	Virement du :									
	crédit 1 (Transports).....	-	-	-	700 000	700 000				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	22 447 039	22 447 039				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	4 574 139	4 574 139				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	20 699 472	20 699 472				
	Virement au :									
	crédit 5	-	-	-	(35 000 000)	(35 000 000)				
	crédit 10 (Environnement).....	-	-	-	(60 000)	(60 000)				
	Total – Crédit 1.....	343 673 818	1 275 738 115	45 507 380	13 360 650	1 678 279 963	1 182 151 723	21 057 214	475 071 026	1 140 076 058
5	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques.....	-	9 007 000	-	-	9 007 000				
	Virement du crédit 1	-	-	-	35 000 000	35 000 000				
	Total – Crédit 5.....	-	9 007 000	-	35 000 000	44 007 000	44 007 000	-	-	25 545 821
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	47 781 977	132 140	15 423 638	63 337 755	63 337 755	-	-	51 595 808
(S)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	21 590 323	140 000 000	-	34 447 795	196 038 118	170 827 686	-	25 210 432	99 815 123
	Total de l'organisme – Budgétaire	365 264 141	1 472 527 092	45 639 520	98 232 083	1 981 662 836	1 460 324 164	21 057 214	500 281 458	1 317 032 810
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	366 060 243	3 022 022 175	89 554 752	219 096 943	3 696 734 113	2 901 242 877	294 440 282	501 050 954	2 521 661 837

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Environnement				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	905 639 493	897 644 398	7 995 095	–
Initiatives de publicité	1 400 000	1 396 298	3 702	–
Affectations bloquées				
Report	11 942 193	–	11 942 193	–
Transfert/réaffectation.....	509 431	–	509 431	–
Réduction.....	1 748 000	–	1 748 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(83 819 142)	(80 001 227)	(3 817 915)	–
	837 419 975	819 039 469	18 380 506	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	88 901 710	81 320 972	7 580 738	–
Affectations bloquées				
Report	1 600 000	–	1 600 000	–
Transfert/réaffectation.....	51 774	–	51 774	–
Autre	1 487 535	–	1 487 535	–
	92 041 019	81 320 972	10 720 047	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	625 355 237	389 371 054	235 984 183	–
Enveloppe de l'aide internationale	14 500 000	13 492 597	1 007 403	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	159 500	–	159 500	–
Autre	585 009	–	585 009	–
	640 599 746	402 863 651	237 736 095	–
Montants législatifs	90 900 096	90 130 600	–	769 496
	1 660 960 836	1 393 354 692	266 836 648	769 496
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	50 095 554	40 420 884	9 674 670	–
Subventions et contributions.....	6 278 275	5 089 492	1 188 783	–
Affectations bloquées				
Report	2 224 368	–	2 224 368	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 001 000)	(1 459 599)	(6 541 401)	–
	50 597 197	44 050 777	6 546 420	–
Montants législatifs	3 513 244	3 513 244	–	–
	54 110 441	47 564 021	6 546 420	–

Agence Parcs Canada

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement	559 449 826	506 449 826	–	53 000 000
Budget en capital	1 049 497 450	649 618 125	–	399 879 325
Subventions et contributions	45 279 908	23 088 207	–	22 191 701
Initiatives de publicité	2 995 565	2 995 565	–	–
Affectations bloquées				
Report	6 383 884	–	6 383 884	–
Transfert/réaffectation	13 819 330	–	13 819 330	–
Réduction	854 000	–	854 000	–
	<i>1 678 279 963</i>	<i>1 182 151 723</i>	<i>21 057 214</i>	<i>475 071 026</i>
Crédit 5 – Paiements au compte des nouveaux parcs et lieux historiques				
Autre autorisation	<i>44 007 000</i>	<i>44 007 000</i>	–	–
Montants législatifs	259 375 873	234 165 441	–	25 210 432
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	1 981 662 836	1 460 324 164	21 057 214	500 281 458
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total du portefeuille ministériel	3 696 734 113	2 901 242 877	294 440 282	501 050 954

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Environnement												
Prendre des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques	74 399 273	72 718 443	5 627 400	826 778	503 917 187	267 970 993	432 167	432 167	583 511 693	341 084 047	–	–
Prévention et gestion de la pollution	325 984 173	311 816 370	26 014 393	25 055 962	35 190 033	35 030 533	23 666 336	23 666 336	363 522 263	348 236 529	–	–
Prévisions des conditions météorologiques et environnementales	244 187 320	239 148 523	47 381 442	43 086 519	7 699 448	7 611 174	54 296 659	51 968 835	244 971 551	237 877 381	–	–
Préservation de la nature	146 352 508	145 824 411	7 849 805	7 560 601	93 793 078	92 250 951	3 329 218	3 329 218	244 666 173	242 306 745	–	–
Services internes	221 215 939	219 663 549	5 167 979	4 791 112	–	–	2 094 762	604 671	224 289 156	223 849 990	–	–
Total partiel.....	1 012 139 213	989 171 296	92 041 019	81 320 972	640 599 746	402 863 651	83 819 142	80 001 227	1 660 960 836	1 393 354 692	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(83 819 142)	(80 001 227)	–	–	–	–	(83 819 142)	(80 001 227)	–	–	–	–
Total du ministère	928 320 071	909 170 069	92 041 019	81 320 972	640 599 746	402 863 651	–	–	1 660 960 836	1 393 354 692	–	–
Agence canadienne d'évaluation environnementale												
Évaluation environnementale	42 563 166	33 773 040	–	–	6 278 275	5 089 492	7 200 900	1 455 965	41 640 541	37 406 567	–	–
Services internes	13 270 000	10 161 088	–	–	–	–	800 100	3 634	12 469 900	10 157 454	–	–
Total partiel.....	55 833 166	43 934 128	–	–	6 278 275	5 089 492	8 001 000	1 459 599	54 110 441	47 564 021	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(8 001 000)	(1 459 599)	–	–	–	–	(8 001 000)	(1 459 599)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	47 832 166	42 474 529	–	–	6 278 275	5 089 492	–	–	54 110 441	47 564 021	–	–
Agence Parcs Canada												
Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel du Canada.....	675 776 381	619 873 141	1 094 773 033	688 596 631	48 279 908	23 088 207	–	–	1 818 829 322	1 331 557 979	–	–
Services internes	157 023 316	123 737 691	5 810 198	5 028 494	–	–	–	–	162 833 514	128 766 185	–	–
Total de l'organisme.....	832 799 697	743 610 832	1 100 583 231	693 625 125	48 279 908	23 088 207	–	–	1 981 662 836	1 460 324 164	–	–
Total du portefeuille ministériel	1 808 951 934	1 695 255 430	1 192 624 250	774 946 097	695 157 929	431 041 350	–	–	3 696 734 113	2 901 242 877	–	–

Paievements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Environnement									
Subventions									
Subvention à l'appui du Programme de conservation des zones naturelles	-	22 500 000	-	-	22 500 000	22 500 000	-	-	22 500 000
Subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	-	2 800 000	-	(125 370)	2 674 630	2 674 630	-	-	2 254 462
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada.....	-	50 000	-	550 000	600 000	600 000	-	-	-
Subvention à l'appui de services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens	-	44 000	-	-	44 000	25 000	19 000	-	5 960
Subventions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	-	-	-	2 473 065	2 473 065	1 818 203	654 862	-	-
Total – Subventions.....	-	25 394 000	-	2 897 695	28 291 695	27 617 833	673 862	-	24 760 422
Contributions									
Contributions au Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone	-	467 732 035	-	-	467 732 035	232 755 371	234 976 664	-	7 293 000
Contributions à l'appui de Biodiversité – Espèces sauvages et habitats.....	-	30 741 565	-	(13 072 944)	17 668 621	17 168 621	500 000	-	30 905 600
Contributions à l'appui de Changements climatiques et qualité de l'air.....	-	23 730 933	-	(10 446 095)	13 284 838	13 284 838	-	-	24 920 210
Contributions à l'appui du Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences relevant du volet Objectif carrière de la Stratégie d'emploi jeunesse	-	14 129 000	-	-	14 129 000	14 122 500	6 500	-	13 828 184
Contributions à l'appui d'Écosystèmes durables	-	12 342 572	-	(6 571 865)	5 770 707	5 770 707	-	-	8 785 205
Programme de contribution à l'intendance de l'habitat	-	10 584 584	-	(3 738 522)	6 846 062	6 846 062	-	-	12 841 337
Programme de financement communautaire ÉcoAction	-	4 525 000	-	(2 456 130)	2 068 870	2 068 870	-	-	4 011 551
Contributions à l'appui de services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens	-	3 765 093	-	(1 998 164)	1 766 929	1 615 152	151 777	-	2 265 044
Contribution obligatoire à la Commission de coopération environnementale.....	-	2 767 818	-	1 595 741	4 363 559	4 363 559	-	-	2 746 235
Contribution obligatoire à l'Organisation météorologique mondiale	-	2 167 785	-	297 137	2 464 922	2 464 922	-	-	2 402 351
Contributions à l'appui de Gestion des substances et des déchets.....	-	1 097 307	-	(416 181)	681 126	681 126	-	-	1 271 198
Contributions à l'appui de Ressources en eau.....	-	930 500	-	(295 820)	634 680	634 680	-	-	860 000
Contribution obligatoire à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale (Convention de Ramsar)...	-	206 140	-	-	206 140	200 000	6 140	-	197 051
Modalités relatives aux contributions obligatoires du Canada à la Convention de Minamata sur le mercure.....	-	200 000	-	-	200 000	171 469	28 531	-	184 794
Contribution obligatoire à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	-	190 000	-	45 025	235 025	235 025	-	-	217 805

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contribution obligatoire à l'Organisation de coopération et de développement économiques	–	100 000	–	11 753	111 753	111 753	–	–	110 099
Contribution obligatoire au besoin international sur le bambou et le rotin	–	36 960	–	–	36 960	35 899	1 061	–	35 078
Contributions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	–	–	–	16 351 796	16 351 796	15 344 393	1 007 403	–	–
Contributions à l'appui de la conservation de la nature	–	–	4 028 689	14 457 063	18 485 752	18 413 989	71 763	–	–
Contributions à l'appui du Fonds canadien pour la nature	–	–	1 000 000	24 720 148	25 720 148	25 717 254	2 894	–	–
Contributions à l'appui du Système d'évaluation des impacts et de réglementation	–	–	950 000	–	950 000	800 000	150 000	–	–
Contributions à l'appui des prévisions des conditions météorologiques et environnementales	–	–	–	480 200	480 200	480 200	–	–	–
Contributions à l'appui de la prévention et de la gestion de la pollution	–	–	–	12 118 928	12 118 928	11 959 428	159 500	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	62 500 000
Total – Contributions	–	575 247 292	5 978 689	31 082 070	612 308 051	375 245 818	237 062 233	–	175 374 742
Total du ministère	–	600 641 292	5 978 689	33 979 765	640 599 746	402 863 651	237 736 095	–	200 135 164
Agence canadienne d'évaluation environnementale									
Subventions									
Subventions pour appuyer la participation du public et des groupes autochtones aux processus d'évaluation environnementale	–	–	100 000	–	100 000	99 995	5	–	–
Contributions									
Contributions à l'appui de la participation du public et des groupes autochtones au processus d'évaluation environnementale et dialogue sur les politiques, et pour le soutien du développement des connaissances et capacités autochtones liées aux évaluations environnementales et aux activités connexes – composante de l'aide financière aux participants, composante du dialogue sur les politiques et composante soutien des capacités autochtones	–	4 469 500	1 463 275	–	5 932 775	4 743 997	1 188 778	–	3 581 660
Contribution à la province de Québec – Convention de la Baie James et du Nord québécois	–	245 500	–	–	245 500	245 500	–	–	245 500
Total – Contributions	–	4 715 000	1 463 275	–	6 178 275	4 989 497	1 188 778	–	3 827 160
Total de l'organisme	–	4 715 000	1 563 275	–	6 278 275	5 089 492	1 188 783	–	3 827 160

Agence Parcs Canada

Subventions

Subvention à la Première Nation des Dénés Lutsël K'e	-	15 000 000	-	-	15 000 000	-	-	15 000 000	-
Subvention au Jardin international de la paix.....	-	22 700	-	-	22 700	22 700	-	-	22 700
Subvention aux Premières Nations Dehcho	3 000 000	-	7 000 000	-	10 000 000	-	3 000 000	7 000 000	-
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	1 045 786
Total – Subventions.....	3 000 000	15 022 700	7 000 000	-	25 022 700	22 700	3 000 000	22 000 000	1 068 486

Contributions

Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	86 297	5 639 324	2 947 333	4 436 441	13 109 395	13 109 395	-	-	6 223 027
Contributions à l'appui du Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux	1 647 813	1 000 000	-	-	2 647 813	2 456 112	-	191 701	11 768 415
Soutien au Grand Sentier	-	-	7 500 000	-	7 500 000	7 500 000	-	-	-
Total – Contributions.....	1 734 110	6 639 324	10 447 333	4 436 441	23 257 208	23 065 507	-	191 701	17 991 442
Total de l'organisme.....	4 734 110	21 662 024	17 447 333	4 436 441	48 279 908	23 088 207	3 000 000	22 191 701	19 059 928
Total du portefeuille ministériel	4 734 110	627 018 316	24 989 297	38 416 206	695 157 929	431 041 350	241 924 878	22 191 701	223 022 252

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent	Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Environnement							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Prendre des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques							
Revenus provenant de services non-réglementaires	432 167	432 167	–	Revenus provenant de services publics à titre de réglementation.....	–	–	1 763 485
Prévention et gestion de la pollution				Divers	–	–	1 730
Locations et utilisation de biens publics.....	416 686	416 686	–	Frais administratifs et autres	–	–	15
Produits de la vente de biens et de produits d'information .	125 000	125 000	–		–	–	3 988 448
Revenus provenant de services publics à titre de réglementation	3 747 132	3 747 132	–	Écosystèmes durables			
Revenus provenant de services non-réglementaires	19 068 891	19 068 891	–	Locations et utilisation de biens publics.....	–	–	31 594
Divers.....	283 627	283 627	–	Revenus provenant de services non-réglementaires.....	–	–	10 284 373
Services fournis aux autres ministères	25 000	25 000	–	Revenus provenant de services publics à titre de réglementation.....	–	–	460 740
	23 666 336	23 666 336	–	Produits de la vente de biens et de produits d'information..	–	–	4 000
Prévisions des conditions météorologiques et environnementales					–	–	10 780 707
Locations et utilisation de biens publics.....	4 787 933	4 769 862	–	Ressources en eau			
Produits de la vente de biens et de produits d'information .	23 530 856	23 530 856	–	Produits de la vente de biens et de produits d'information..	–	–	1 805
Revenus provenant de services non-réglementaires	24 668 058	22 358 305	–	Locations et utilisation de biens publics	–	–	503 056
Services fournis aux autres ministères	1 309 812	1 309 812	–	Revenus provenant de services non-réglementaires.....	–	–	20 711 090
	54 296 659	51 968 835	–	Divers	–	–	75 991
Préservation de la nature					–	–	21 291 942
Locations et utilisation de biens publics.....	221 912	221 912	–	Promotion de la conformité et application de la loi – Faune			
Produits de la vente de biens et de produits d'information .	218 135	218 135	–	Locations et utilisation de biens publics	–	–	17 821
Revenus provenant de services publics à titre de réglementation	1 781 072	1 781 072	–	Changements climatiques et qualité de l'air			
Revenus provenant de services non-réglementaires	1 108 099	1 108 099	–	Revenus provenant de services non-réglementaires.....	–	–	2 320 052
	3 329 218	3 329 218	–	Produits de la vente de biens et de produits d'information..	–	–	125 000
Services internes					–	–	2 445 052
Locations et utilisation de biens publics.....	517 029	147 419	163 352	Gestion des substances et des déchets			
Services fournis aux autres ministères	383 356	383 356	375 774	Revenus provenant de services non-réglementaires.....	–	–	577 950
Revenus provenant de services publics à titre de réglementation	73 896	73 896	213 304	Revenus provenant de services publics à titre de réglementation.....	–	–	1 573 315
Revenus provenant de services non-réglementaires	1 120 481	–	–	Divers	–	–	30 000
	2 094 762	604 671	752 430		–	–	2 181 265
Biodiversité – Espèces sauvages et habitats				Promotion de la conformité et application de la loi – Pollution			
Produits de la vente de biens et de produits d'information .	–	–	292 110	Locations et utilisation de biens publics	–	–	66 209
Locations et utilisation de biens publics.....	–	–	217 959				
Revenus provenant de services non-réglementaires	–	–	1 713 149				

Détails des montants disponibles pour être dépensés – fin

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens			
Produits de la vente de biens et de produits d'information .	–	–	1 783 993
Locations et utilisation de biens publics.....	–	–	4 913 554
Revenus provenant de services non-réglementaires	–	–	1 553 377
	–	–	8 250 924
Services météorologiques et environnementaux pour les utilisateurs ciblés			
Produits de la vente de biens et de produits d'information .	–	–	24 452 065
Locations et utilisation de biens publics.....	–	–	20 110
Revenus provenant de services non-réglementaires	–	–	2 772 659
Divers	–	–	1 218 076
	–	–	28 462 910
Total du ministère – Budgétaire.....	83 819 142	80 001 227	78 237 708
Agence canadienne d'évaluation environnementale			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Évaluation environnementale	7 200 900	1 455 965	–
Services internes			
Formation, information et publications (Externe)	800 100	3 634	14 456
Programme de réalisation d'évaluations environnementale			
Services d'évaluation environnementale	–	–	1 426 386
Programme stratégique en matière d'évaluation environnementale			
Formation, information et publications (Interne)	–	–	29 566
Total de l'organisme – Budgétaire	8 001 000	1 459 599	1 470 408
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	91 820 142	81 460 826	79 708 116

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Environnement		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de paiements de transfert	388 569	141 784
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	6 203 089	3 908 889
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 057 982	2 219 436
	8 649 640	6 270 109
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Baux de pétrole et gaz	–	5 660
Baux de terrains	81 864	117 251
Location de machines et de matériel.....	40 728	67 157
Location de bâtiments résidentiels.....	195 156	289 367
Location de bâtiments non - résidentiels.....	5 296 434	5 535 369
Divers	753	262
	5 614 935	6 015 066
Services de nature réglementaire		
Immersion en mer	2 501 535	1 263 855
Permis de chasse d'oiseaux.....	1 614 991	1 702 978
Amendes diverses	2 857 077	2 835 562
	6 973 603	5 802 395
Services de nature non réglementaire		
Ministère de la Défense nationale.....	2 077 874	1 905 433
Recouvrements – Relevés hydrométriques	–	350
NAV Canada.....	319 189	237 729
Surveillance des sables bitumineux	15 642 396	14 930 708
Divers	6 341 083	5 742 657
	24 380 542	22 816 877
Ventes de biens et de produits d'information		
Garde côtière canadienne	4 275 507	4 644 727
Ministère de la Défense nationale.....	4 470 907	4 549 808
Recouvrements – Relevés hydrométriques	16 543 352	17 337 590
NAV Canada.....	13 497 740	13 543 986
Autres recouvrements relatifs à l'eau	1 112 464	852 261
Divers	2 860 679	4 731 674
	42 760 649	45 660 046
Autres frais et droits		
Services de technologie de l'information	295 930	210 987
Services de gestion des ressources humaines.....	–	110 000
Services des biens immobiliers.....	57 060	54 786
Frais administratifs perçus pour chèques sans provisions	–	15
Autres services réglementaires	161 489	–
Services du matériel	25 000	–

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Services de gestion de l'information	30 366	–	Revenus divers	205 981	154 917
Élimination des montants de peu de valeur liés aux comptes débiteurs	(3)	–	Total de l'organisme	172 036 977	106 569 568
Divers.....	1 589 578	1 322 698	Sommaire du portefeuille ministériel		
	2 159 420	1 698 486	Autres revenus		
	81 889 149	81 992 870	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	13 780 375	9 892 242
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État			Ventes de biens et de services.....	250 623 827	186 504 061
Biens excédentaires d'État vendus.....	1 102 456	796 102	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 102 456	796 102
Revenus divers			Revenus divers.....	6 932 104	7 164 221
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus.....	7 485	23 966	Total du portefeuille ministériel.....	272 535 076	204 356 626
Autres	6 726 018	6 878 638			
	6 733 503	6 902 604			
Total du ministère	98 374 748	95 961 685			
Agence canadienne d'évaluation environnementale					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	88 104	253 923			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	10 491	34 638			
	98 595	288 561			
Ventes de biens et de services					
Services de nature non réglementaire	1 935 822	1 430 112			
Revenus divers					
Intérêts et pénalités	88 829	106 451			
Revenus divers.....	105	249			
	88 934	106 700			
Total de l'organisme.....	2 123 351	1 825 373			
Agence Parcs Canada					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 258 476	1 940 936			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 773 664	1 392 636			
	5 032 140	3 333 572			
Ventes de biens et de services					
Location et utilisation de biens publics	34 024 590	36 034 622			
Services de nature non réglementaire	126 430 433	59 077 417			
Ventes de biens et de produits d'information.....	2 535 515	1 928 829			
Autres frais et droits.....	3 808 318	6 040 211			
	166 798 856	103 081 079			

Section 10

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Famille, Enfants et Développement social

**Ministère de l'Emploi et du Développement social
Société canadienne d'hypothèques et de logement
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	228
Sommaire du portefeuille ministériel.....	230
Détail budgétaire par affectation.....	234
Responsabilités essentielles	235
Paiements de transfert.....	236
Détail des montants disponibles pour être dépensés	240
Revenus	241

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Emploi et du Développement social**Responsabilité essentielle 1 : Régimes de pension et prestations**

Aider les Canadiens à conserver un revenu à la retraite et verser une aide financière aux survivants, aux personnes handicapées et à leur famille.

Responsabilité essentielle 2 : Apprentissage, développement des compétences et emploi

Aider les Canadiens à accéder aux études postsecondaires, à obtenir les compétences et la formation nécessaires pour participer à un marché du travail en évolution et offrir une aide aux personnes qui sont temporairement sans emploi.

Responsabilité essentielle 3 : Développement social

Améliorer l'inclusion et les possibilités de participation des Canadiens dans leurs collectivités.

Responsabilité essentielle 4 : Conditions et relations de travail

Fait la promotion de conditions de travail sûres, saines, équitables et inclusives et de relations de travail fondées sur la coopération.

Responsabilité essentielle 5 : Diffusion d'information et prestation de services au nom d'autres ministères

Fournir de l'information au public sur les programmes du gouvernement du Canada et du Ministère et offrir des services au nom d'autres ministères.

Responsabilité essentielle 6 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société canadienne d'hypothèques et de logement**Responsabilité essentielle 1 : Aide pour combler les besoins en matière de logement**

La Société canadienne d'hypothèques et de logement verse des fonds fédéraux pour améliorer l'accès au logement abordable pour les Canadiens dans le besoin, y compris les peuples autochtones, les personnes ayant des besoins spéciaux ou particuliers et certains groupes vulnérables. Le financement offert permet notamment de construire des logements, de fournir une aide continue pour l'entretien et l'administration du portefeuille de logements subventionnés, de réaliser des travaux de conversion, de réhabilitation, de réparation et de rénovation visant à préserver la qualité des logements abordables existants, ainsi que de maintenir l'abordabilité des logements. Le financement est offert en vertu de diverses

modalités de mise en œuvre (p. ex., versement direct) ainsi que dans le cadre de partenariats avec les provinces et territoires, les groupes autochtones et les secteurs privé et sans but lucratif.

Responsabilité essentielle 2 : Financement de l'habitation

La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre du financement pour les initiatives liées au logement, y compris les activités d'octroi de prêts, afin d'encourager la production de logements abordables, de soutenir les travaux de réparation et de rénovation de logements locatifs et de favoriser l'accès des ménages à revenu faible ou modeste à des logements locatifs abordables à revenus mixtes. Parmi les autres initiatives de financement, on compte celles pouvant être exigées par le gouvernement du Canada pour soutenir les infrastructures municipales liées au logement ou le secteur du financement de l'habitation afin de faciliter l'accès au crédit.

Responsabilité essentielle 3 : Savoir-faire en matière de logement et développement du potentiel

La Société canadienne d'hypothèques et de logement fournit des informations, des données et des analyses fondées sur les faits en temps opportun pour appuyer la prise de décisions éclairées par le gouvernement et les autres secteurs. Elle mène également des recherches et diffuse des renseignements sur un large éventail de questions qui soutiennent l'abordabilité et la variété des logements, notamment les technologies du logement durable. La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre des conseils stratégiques au gouvernement sur des questions telles que le financement de l'habitation, les besoins en matière de logement, les marchés financiers et les conditions de logement. La Société canadienne d'hypothèques et de logement soutient les activités de développement du potentiel et des compétences dans le secteur de l'habitation, en aidant les personnes et les organisations à accéder aux ressources et à acquérir les connaissances dont elles ont besoin pour mettre au point des approches adaptées et novatrices visant à favoriser la production de logements abordables.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Responsabilité essentielle 1 : Ressource nationale en matière de santé et de sécurité au travail

Ce programme de services publics a pour objet de fournir des renseignements gratuits sur la santé et la sécurité au travail afin d'aider les Canadiens dans leurs efforts visant à travailler de façon sécuritaire et à améliorer la santé et la sécurité dans leur milieu de travail. Les citoyens reçoivent de l'information au moyen d'un service personnalisé gratuit et impartial dispensé par téléphone, par courriel, par télécopieur, par courrier postal ou en personne. Ils ont aussi accès, de façon autonome, à une vaste gamme de ressources électroniques et de documents imprimés mis au point pour répondre à leurs besoins d'information sur la santé et la sécurité. Il se peut que certains de ces produits et services soient offerts sur une base de recouvrement des coûts. Ces activités sont appuyées par des contributions financières de divers intervenants. En préparant des renseignements en matière de santé et de sécurité, le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail recueille, traite, analyse, évalue, crée et publie des documents d'information qui font autorité en matière de santé et de sécurité au travail au profit de tous les travailleurs canadiens. Cette information est utilisée pour les activités d'éducation et de formation, la recherche, l'élaboration de politiques et de pratiques exemplaires, l'amélioration des programmes de santé et de sécurité, la conformité aux exigences et divers usages personnels. Lorsque les produits ou services du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail sont fournis à des clients externes distincts et qu'ils comportent des avantages auxquels le contribuable moyen n'a pas accès, ces produits ou services sont intégrés au programme de recouvrement des coûts, et des frais d'utilisation sont imposés. Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail encourage et facilite la consultation et la collaboration entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi que la participation de représentants du secteur du travail, des gestionnaires et d'autres intervenants, dans l'établissement et le maintien de normes élevées et dans la mise en œuvre d'initiatives sur la santé et la sécurité au travail adaptées au contexte canadien. Le partage des ressources conduit à l'élaboration coordonnée et mutuellement bénéfique de programmes, de produits et de services uniques. Les projets entrepris en collaboration sont habituellement soutenus par une combinaison d'appuis financier et non financier aux programmes provenant de partenaires et d'intervenants et assurent l'avancement d'initiatives relatives à la santé et à la sécurité.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	676 783 319	–	–	676 783 319				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	13 099 162	–	13 099 162				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	13 022 871	–	13 022 871				
	Virement du :									
	CT, crédit 5 ¹	–	–	–	43 000 000	43 000 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	957 314	957 314				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	3 525 187	3 525 187				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	16 772 191	16 772 191				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	4 871 639	4 871 639				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	19 305 002	19 305 002				
	Total – Crédit 1	–	676 783 319	26 122 033	88 431 333	791 336 685	768 340 898	22 995 787	–	767 753 791
5	Subventions et contributions	–	2 439 760 218	–	–	2 439 760 218				
5a	Subventions et contributions.....	–	–	54 346 204	–	54 346 204				
5b	Subventions et contributions.....	–	–	5 090 528	–	5 090 528				
	Virement du :									
	crédit 10 (Services aux Autochtones Canada).....	–	–	–	1 078 490	1 078 490				
	CT, crédit 5 ¹	–	–	–	1 100 000	1 100 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	49 181 546	49 181 546				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	56 013 395	56 013 395				
	Virement au crédit 10 (Services aux Autochtones Canada).....	–	–	–	(96 500)	(96 500)				
	Total – Crédit 5	–	2 439 760 218	59 436 732	107 276 931	2 606 473 881	2 432 185 941	174 287 940	–	2 395 965 056
10b	Radiation de dettes – Prêts canadiens aux étudiants	–	–	163 501 480	–	163 501 480	162 154 347	1 347 133	–	200 039 294
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	240 988 404	2 435 045	945 342	244 368 791	244 368 791	–	–	249 363 078
(S)	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 600
(S)	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail – Traitement et allocation pour automobile	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 631
(S)	Ministre des aînés – Traitement et allocation pour automobile.....	–	–	86 000	(25 430)	60 570	60 570	–	–	–
(S)	Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9) ...	–	40 854 760 327	–	(430 636 501)	40 424 123 826	40 424 123 826	–	–	38 409 875 247
(S)	Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	–	12 262 059 046	–	142 640 525	12 404 699 571	12 404 699 571	–	–	11 658 538 968
(S)	Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	–	1 190 684 653	409 315 347	(62 169 280)	1 537 830 720	1 537 830 720	–	–	1 322 960 043
(S)	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistré d'épargne-études afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	–	912 000 000	13 000 000	(14 330 731)	910 669 269	910 669 269	–	–	899 290 584

(S)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	–	858 073 325	96 166 085	10 509 458	964 748 868	964 748 868	–	–	797 826 410
(S)	Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	–	550 221 046	–	12 299 319	562 520 365	562 520 365	–	–	544 791 268
(S)	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles.....	–	435 456 000	(44 156 000)	(30 802 505)	360 497 495	360 497 495	–	–	338 169 730
(S)	Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistré d'épargne-études afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	–	159 000 000	17 000 000	(9 848 527)	166 151 473	166 151 473	–	–	164 812 403
(S)	Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles.....	–	233 243 000	49 157 000	(129 749 263)	152 650 737	152 650 737	–	–	149 550 677
(S)	Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité.....	–	49 250 000	–	15 600 095	64 850 095	64 850 095	–	–	16 088 897
(S)	Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6).....	–	44 000 000	–	(12 374 717)	31 625 283	31 625 283	–	–	33 449 719
(S)	Prestation universelle pour la garde d'enfants.....	–	12 000 000	–	(7 357 827)	4 642 173	4 642 173	–	–	12 517 048
(S)	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	–	4 448 876	–	1 554 375	6 003 251	6 003 251	–	–	7 510 934
(S)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	–	5 278 857	(2 618 259)	(25 431)	2 635 167	2 635 167	–	–	2 933 298
(S)	Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique.....	–	145 000	–	(145 000)	–	–	–	–	–
(S)	Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État.....	–	35 000	–	(35 000)	–	–	–	–	–
(S)	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	–	(2 889 287)	–	491 979	(2 397 308)	(2 397 308)	–	–	(3 029 064)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	49 640	–	–	88 434	138 074	85 300	–	52 774	196 992
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	104 453	104 453	104 453	–	–	823 191
(S)	Dépenses en vertu du paragraphe 12(4) de la <i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>	1 014 942	–	–	987 344	2 002 286	1 014 942	–	987 344	1 650 952
(S)	Dépense des recettes perçues en vertu du paragraphe 5.2(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social</i>	–	–	–	2 412 592	2 412 592	2 412 592	–	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	(125)
	Total budgétaire.....	1 064 582	60 925 469 784	789 445 463	(314 158 032)	61 401 821 797	61 202 150 819	198 630 860	1 040 118	57 971 247 622

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (Net)	–	669 083 768	379 636 093	198 121 370	1 246 841 231	1 246 841 231	–	–	1 137 219 441
(S)	(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	–	65 889 938	(21 175 960)	(5 325 662)	39 388 316	39 388 316	–	–	49 501 027
(S)	(L) Avance émise aux commissions provinciales des accidents du travail en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>	–	–	–	748 000	748 000	748 000	–	–	87 000
	Total non-budgétaire	–	734 973 706	358 460 133	192 795 708	1 286 229 547	1 286 977 547	–	–	1 186 807 468
	Total du ministère – Budgétaire	1 064 582	60 925 469 784	789 445 463	(314 158 032)	61 401 821 797	61 202 150 819	198 630 860	1 040 118	57 971 247 622
	Total du ministère – Non budgétaire	–	734 973 706	358 460 133	193 543 708	1 286 977 547	1 286 977 547	–	–	1 186 807 468
	Société canadienne d'hypothèques et de logement									
1	Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	–	2 427 435 894	–	–	2 427 435 894				
1a	Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	–	–	7 000 000	–	7 000 000				
	Virement du :									
	crédit 10 (Services aux Autochtones Canada)	–	–	–	1 025 000	1 025 000				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	30 502 163	30 502 163				
	Total – Crédit 1	–	2 427 435 894	7 000 000	31 527 163	2 465 963 057	2 086 437 654	379 525 403	–	2 689 239 574
(S)	(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R.C. (1985), ch. N-11)	–	(259 433 000)	–	–	(259 433 000)	(590 799 778)	331 366 778	–	(1 076 543 130)
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	2 427 435 894	7 000 000	31 527 163	2 465 963 057	2 086 437 654	379 525 403	–	2 689 239 574
	Total de l'organisme – Non budgétaire	–	(259 433 000)	–	–	(259 433 000)	(590 799 778)	331 366 778	–	(1 076 543 130)
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail									
1	Dépenses du programme	–	4 111 237	–	–	4 111 237				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	16 125	16 125				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	214 321	214 321				
	Total – Crédit 1	–	4 111 237	–	230 446	4 341 683	4 341 683	–	–	4 323 279

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	624 908	-	444 803	1 069 711	1 069 711	-	-	1 028 903
(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(1)(g) de la <i>Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i>	2 673 972	4 300 000	-	2 896 725	9 870 697	5 148 654	-	4 722 043	4 804 791
	Total de l'organisme – Budgétaire	2 673 972	9 036 145	-	3 571 974	15 282 091	10 560 048	-	4 722 043	10 156 973
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	3 738 554	63 361 941 823	796 445 463	(279 058 895)	63 883 066 945	63 299 148 521	578 156 263	5 762 161	60 670 644 169
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	-	475 540 706	358 460 133	193 543 708	1 027 544 547	696 177 769	331 366 778	-	110 264 338

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Emploi et du Développement social				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	2 770 640 569	2 664 681 797	105 958 772	–
Initiatives publicitaires	7 000 000	6 880 446	119 554	–
Assurance-emploi	698 581	539 590	158 991	–
Affectations bloquées				
Réduction.....	2 572 000	–	2 572 000	–
Autre.....	1 118 567	–	1 118 567	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 990 693 032)	(1 903 760 935)	(86 932 097)	–
	791 336 685	768 340 898	22 995 787	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	2 493 661 826	2 432 185 941	61 475 885	–
Affectations bloquées				
Report.....	111 712 055	–	111 712 055	–
Réduction.....	1 100 000	–	1 100 000	–
	2 606 473 881	2 432 185 941	174 287 940	–
Crédit 10 – Radiation de dettes – Prêts canadiens aux étudiants				
Autre autorisation	163 501 480	162 154 347	1 347 133	–
Montants législatifs	57 840 509 751	57 839 469 633	–	1 040 118
	61 401 821 797	61 202 150 819	198 630 860	1 040 118
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
Crédit 1 – Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>				
Autre autorisation	2 096 300 167	2 086 437 654	9 862 513	–
Affectations bloquées				
Report.....	351 462 890	–	351 462 890	–
Autre.....	18 200 000	–	18 200 000	–
	2 465 963 057	2 086 437 654	379 525 403	–
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	4 341 683	4 341 683	–	–
Montants législatifs	10 940 408	6 218 365	–	4 722 043
	15 282 091	10 560 048	–	4 722 043
Total du portefeuille ministériel	63 883 066 945	63 299 148 521	578 156 263	5 762 161

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Emploi et du Développement social												
Régimes de pension et prestations.....	535 146 257	516 879 672	–	–	53 904 491 994	53 904 491 994	257 723 130	239 456 545	54 181 915 121	54 181 915 121	–	–
Apprentissage, développement des compétences et emploi.....	1 478 307 020	1 465 060 872	–	–	5 356 330 623	5 226 108 576	923 952 880	917 434 514	5 910 684 763	5 773 734 934	1 286 229 547	1 286 229 547
Développement social.....	48 608 652	45 813 920	–	–	713 474 467	670 905 208	–	–	762 083 119	716 719 128	–	–
Conditions et relations de travail.....	253 721 770	251 706 098	–	–	70 380 415	68 883 781	145 458 316	145 191 155	178 643 869	175 398 724	748 000	748 000
Diffusion d'information et prestation de services au nom d'autres ministères.....	236 669 690	203 136 512	–	–	–	–	161 798 772	128 265 594	74 870 918	74 870 918	–	–
Services internes.....	939 942 257	897 483 437	–	–	–	–	646 318 250	617 971 443	293 624 007	279 511 994	–	–
Total partiel.....	3 492 395 646	3 380 080 511	–	–	60 044 677 499	59 870 389 559	2 135 251 348	2 048 319 251	61 401 821 797	61 202 150 819	1 286 977 547	1 286 977 547
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 135 251 348)	(2 048 319 251)	–	–	–	–	(2 135 251 348)	(2 048 319 251)	–	–	–	–
Total du ministère.....	1 357 144 298	1 331 761 260	–	–	60 044 677 499	59 870 389 559	–	–	61 401 821 797	61 202 150 819	1 286 977 547	1 286 977 547
Société canadienne d'hypothèques et de logement												
Aide pour combler les besoins en matière de logement.....	2 073 414 954	1 945 677 798	–	–	–	–	–	–	2 073 414 954	1 945 677 798	(746 658 000)	(870 235 631)
Financement de l'habitation.....	271 933 163	37 528 853	–	–	–	–	–	–	271 933 163	37 528 853	487 225 000	279 435 853
Savoir-faire en matière de logement et développement du potentiel.....	120 614 940	103 231 003	–	–	–	–	–	–	120 614 940	103 231 003	–	–
Total de l'organisme.....	2 465 963 057	2 086 437 654	–	–	–	–	–	–	2 465 963 057	2 086 437 654	(259 433 000)	(590 799 778)
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail												
Ressource nationale en matière de santé et de sécurité au travail.....	12 042 486	6 653 618	–	–	–	–	–	–	12 042 486	6 653 618	–	–
Services internes.....	3 239 605	3 906 430	–	–	–	–	–	–	3 239 605	3 906 430	–	–
Total de l'organisme.....	15 282 091	10 560 048	–	–	–	–	–	–	15 282 091	10 560 048	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	3 838 389 446	3 428 758 962	–	–	60 044 677 499	59 870 389 559	–	–	63 883 066 945	63 299 148 521	1 027 544 547	696 177 769

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social									
Subventions									
Subventions aux apprentis	–	114 552 200	(647 878)	(10 251 141)	103 653 181	92 543 007	11 110 174	–	88 878 000
Programme Nouveaux Horizons pour les aînés	–	41 340 000	–	(5 794 393)	35 545 607	35 531 977	13 630	–	34 991 429
Subventions pour des projets de petite envergure du Fonds pour l'accessibilité.....	–	20 650 000	–	–	20 650 000	20 649 999	1	–	15 649 991
Subventions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	–	14 800 000	2 505 164	(17 305 164)	–	–	–	–	1 675 240
Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social.....	–	14 275 000	–	(3 710 187)	10 564 813	9 339 531	1 225 282	–	6 659 845
Soutien du revenu pour les parents d'enfants assassinés ou disparus.....	–	10 000 000	–	–	10 000 000	133 850	9 866 150	–	102 200
Subvention Passeport pour ma réussite Canada	–	9 500 000	–	–	9 500 000	9 500 000	–	–	9 500 000
Programme de financement des objectifs de développement durable	–	–	4 600 000	(1 504 769)	3 095 231	–	3 095 231	–	–
Subvention pour la formation et l'innovation en milieu syndical.....	–	2 300 000	–	–	2 300 000	2 213 252	86 748	–	767 836
Mesure de soutien pour l'information sur le marché du travail au Canada	–	–	–	2 200 000	2 200 000	1 100 000	1 100 000	–	–
Subvention de financement du travail.....	–	1 703 000	–	(174 000)	1 529 000	1 529 000	–	–	1 201 164
Programme de collaboration syndicale-patronale.....	–	–	–	200 000	200 000	–	200 000	–	–
Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	–	500 000	–	–	500 000	374 062	125 938	–	500 000
Subventions désignées à l'Organisation de coopération et de développement économiques	–	100 000	–	350 000	450 000	409 905	40 095	–	386 974
(S) Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	–	40 854 760 327	–	(430 636 501)	40 424 123 826	40 424 123 826	–	–	38 409 875 247
(S) Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	–	12 262 059 046	–	142 640 525	12 404 699 571	12 404 699 571	–	–	11 658 538 968
(S) Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants.....	–	1 190 684 653	409 315 347	(62 169 280)	1 537 830 720	1 537 830 720	–	–	1 322 960 043

(S) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes d'épargne-études afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants.....	-	912 000 000	13 000 000	(14 330 731)	910 669 269	910 669 269	-	-	899 290 584
(S) Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	-	550 221 046	-	12 299 319	562 520 365	562 520 365	-	-	544 791 268
(S) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	-	435 456 000	(44 156 000)	(30 802 505)	360 497 495	360 497 495	-	-	338 169 730
(S) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	-	233 243 000	49 157 000	(129 749 263)	152 650 737	152 650 737	-	-	149 550 677
(S) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	-	159 000 000	17 000 000	(9 848 527)	166 151 473	166 151 473	-	-	164 812 403
(S) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires, les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité.....	-	49 250 000	-	15 600 095	64 850 095	64 850 095	-	-	16 088 897
(S) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)....	-	5 000	-	(3 680)	1 320	1 320	-	-	1 170
(S) Prestation universelle pour la garde d'enfants.....	-	12 000 000	-	(7 357 827)	4 642 173	4 642 173	-	-	12 517 048
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	24 999 875
Total – Subventions.....	-	56 888 399 272	450 773 633	(550 348 029)	56 788 824 876	56 761 961 627	26 863 249	-	53 701 908 589
Contributions									
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation de ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	-	726 640 500	1 553 760	69 726 489	797 920 749	784 035 881	13 884 868	-	786 927 415
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régions régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	-	162 346 220	6 158 148	(96 500)	168 407 868	166 667 009	1 740 859	-	159 082 505

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Initiative de transformation de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants autochtones	–	–	–	29 935 652	29 935 652	9 575 000	20 360 652	–	–
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, détenteurs d'accord de la Stratégie pour la formation et les compétences des Autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publique, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	–	67 610 918	23 265 901	1 333 846	92 210 665	82 107 479	10 103 186	–	30 513 655
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, à des organismes et instituts de recherche et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour aider les jeunes Canadiens à acquérir une expérience de travail et de vie tout en soutenant le service aux collectivités	–	29 955 780	–	–	29 955 780	17 723 753	12 232 027	–	4 626 033
Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle	–	12 000 000	–	1 450 000	13 450 000	13 443 391	6 609	–	12 000 000
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	–	10 129 905	–	13 061 130	23 191 035	17 262 695	5 928 340	–	16 470 780
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	–	3 209 000	3 294 836	18 261 574	24 765 410	24 552 359	213 051	–	13 828 596
Programme de collaboration syndicale-patronale	–	–	–	3 300 000	3 300 000	2 138 350	1 161 650	–	–
Paiements aux organismes sans but lucratif pour mettre au point des activités d'éducation et de sensibilisation de portée nationale ou provinciale/territoriale/régionale afin de réduire l'incidence de la violence et de la fraude à l'égard des aînés	–	1 800 000	–	5 794 393	7 594 393	7 381 223	213 170	–	7 921 539

Contribution Programme de financement du travail.....	–	–	–	500 000	500 000	365 016	134 984	–	479 510
(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	–	740 294 428	94 151 976	10 236 620	844 683 024	844 683 024	–	–	678 327 198
(S) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	–	4 448 876	–	1 554 375	6 003 251	6 003 251	–	–	7 510 934
(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	–	1 885 714	(546 995)	(61 112)	1 277 607	1 277 607	–	–	1 350 805
(S) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	–	(2 889 287)	–	491 979	(2 397 308)	(2 397 308)	–	–	(3 029 064)
Total – Contributions.....	–	1 757 432 054	127 877 626	155 488 446	2 040 798 126	1 974 818 730	65 979 396	–	1 716 009 906
Autres paiements de transfert									
Ententes sur le développement de la main-d'œuvre.....	–	797 000 000	18 706 801	1	815 706 802	734 261 513	81 445 289	–	779 132 653 ¹
Paiements aux provinces et aux territoires aux fins de l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.....	–	399 347 695	–	–	399 347 695	399 347 689	6	–	399 669 691
Total – Autres paiements de transfert	–	1 196 347 695	18 706 801	1	1 215 054 497	1 133 609 202	81 445 295	–	1 178 802 344
Total du ministère	–	59 842 179 021	597 358 060	(394 859 582)	60 044 677 499	59 870 389 559	174 287 940	–	56 596 720 839

(S) Paiement de transfert législatif.

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent	Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social				Sécurité du revenu			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	–	–	228 254 647
Régimes de pension et prestations				Compétences et emploi			
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	257 723 130	239 456 545	–	Dépenses recouvrables – Assurance-emploi.....	–	–	930 270 953
Apprentissage, développement des compétences et emploi				Remboursable par d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux	–	–	5 616 662
Remboursable par d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux	9 354 693	8 217 090	–	Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	914 598 187	909 217 424	–
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	923 952 880	917 434 514	–	Travail			
Conditions et relations de travail				Sommes recouvrables des organismes de l'État et d'autres ministères pour le paiement des indemnités aux accidenté(e)s du travail.....	–	–	134 997 739
Remboursable par des organismes de l'État, d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux	900 000	632 839	–	Remboursable par des organismes de l'État, d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux	–	–	780 061
Sommes recouvrables des organismes de l'État et d'autres ministères pour le paiement des indemnités aux accidenté(e)s du travail	144 558 316	144 558 316	–	–	–	–	135 777 800
–	145 458 316	145 191 155	–	Réseau de services à l'appui des ministères du gouvernement			
Diffusion d'information et prestation de services au nom d'autres ministères				Remboursable par des organismes de l'État, d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux	–	–	3 693 234
Remboursable par des organismes de l'État, d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux	6 560 904	4 112 184	–	Prestation de services pour d'autres programmes du gouvernement du Canada			
Remboursable par d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux – Passeport.....	155 216 171	124 131 713	–	Remboursable par d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux – Passeport	–	–	145 392 598
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	21 697	21 697	–	Remboursable par d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux – Divers.....	–	–	416 152
–	161 798 772	128 265 594	–	–	–	–	145 808 750
Services internes				Total budgétaire	2 135 251 348	2 048 319 251	2 082 833 146
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	102 493 298	101 516 371	104 370 112				
Remboursable par d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux – Passeport.....	38 148 752	19 075 025	17 299 223				
Remboursable par d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux – Divers	2 044 674	1 925 600	1 712 395				
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	503 631 526	495 454 447	510 029 370				
–	646 318 250	617 971 443	633 411 100				

Détails des montants disponibles pour être dépensés – fin

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Apprentissage, développement des compétences et emploi			
Remboursement de prêts en espèce.....	–	2 188 839 883	–
Apprentissage			
Remboursement de prêts en espèce.....	–	–	1 952 587 495
Total non budgétaire.....	–	2 188 839 883	1 952 587 495
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	2 135 251 348	2 048 319 251	2 082 833 146
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	2 188 839 883	1 952 587 495

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Trésorerie et créances		
Intérêt des dépôts bancaires	271 088	154 304
Autres comptes		
Dividendes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	3 680 000 000	5 675 000 000
Intérêt sur prêts canadiens aux étudiants	846 902 027	727 892 816
Intérêt sur prêts canadiens aux apprentis.....	4 362 401	1 575 832
Paiements reçu sur prêts escomptés	3 778 012	4 004 258
	4 535 313 528	6 408 627 210
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	11 850 412	22 275 121
Recouvrement de trop-payés de salaire	43 956	63 222
Redressements des créanciers de l'exercice précédent.....	6 002 990	20 112 045
	17 897 358	42 450 388
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Travailleurs étrangers temporaires	51 940 000	37 930 450
Services de nature non réglementaire		
Passeport	143 206 738	162 691 821
Divers	21 831 193	14 632 875
Autres frais et droits		
Accès à l'information	5 820	7 248
	216 983 751	215 262 394
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État		
Produits de la vente d'immobilisations	64 567	38 646
Gain sur disposition d'actifs non immobilisés.....	23 867	35 134
	88 434	73 780
Revenus divers		
Intérêts sur comptes débiteurs	47 338	78 441
Gain sur devises étrangères	5 262	2 957
Location des logements d'État	165 625	162 767
Recouvrement des frais d'administration		
Assurance-emploi	1 520 989 358	1 560 474 679
Régime de pensions du Canada	373 772 362	364 919 696
Recouvrement de coûts auprès d'autres ministères pour des services administratifs généraux		
Passeport	26 185 014	33 876 171 ²
Travailleurs étrangers temporaires	1 597 451	1 162 202 ²
Amendes en vertu de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	426 215	199 426
Amendes en vertu du <i>Code canadien du travail</i>	–	70 000

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Sanctions – Programme des travailleurs étrangers temporaires	115 250	–
Compte de rentes – Surplus actuariel	1 023 411	1 072 288
Compte d'assurance du service civil – Surplus actuariel.....	94 989	88 712
Frais légaux	773 986	926 333
Petits soldes des comptes créditeurs et soldes créditeurs non remboursables	29 958	96 577
Revenus divers des retenues salariales – Frais de stationnement ...	4 968	6 964
Divers	462 472	1 088 533 ²
	1 925 693 659	1 964 225 746
Total du ministère	6 695 976 730	8 630 639 518
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Prêts, placements et avances		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	193 597 441	263 736 852
Revenus divers		
Autres recouvrements de tiers	2 617 922	3 609 451
Total de l'organisme.....	196 215 363	267 346 303
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Autres revenus		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information.....	7 221 466	5 346 175
Autres frais et droits		
Revenus reportés	(142 550)	227 232
Total de l'organisme.....	7 078 916	5 573 407
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	4 728 910 969	6 672 364 062
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	17 897 358	42 450 388
Ventes de biens et de services	224 062 667	220 835 801
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	88 434	73 780
Revenus divers.....	1 928 311 581	1 967 835 197
Total du portefeuille ministériel	6 899 271 009	8 903 559 228

¹ Intérêt sauf indication contraire.² Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section 11

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Femmes et Égalité des genres

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	244
Sommaire du portefeuille ministériel.....	245
Détail budgétaire par affectation.....	247
Responsabilités essentielles	248
Paievements de transfert.....	249
Revenus	251

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres**Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme****Responsabilité essentielle 1 : Mobiliser des partenaires et promouvoir l'avancement des femmes et des filles vers l'égalité**

Condition féminine Canada mobilise des partenaires et fait la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes au Canada en dialoguant avec la population et des institutions canadiennes, ainsi qu'avec des partenaires locaux, nationaux et internationaux. Condition féminine Canada accroît la sensibilisation à l'égalité des sexes et aide des organismes fédéraux à intégrer systématiquement les résultats d'analyses comparatives entre les sexes aux politiques et programmes fédéraux. Condition féminine Canada aide également d'autres partenaires et institutions – par son expertise, sa contribution à la recherche et son enrichissement du savoir sur des sujets tels que l'accès des femmes au pouvoir, de même que son financement d'initiatives communautaires – à améliorer le bien-être social et économique des Canadiennes.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaire des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres ²										
1b	Dépenses de fonctionnement.....	-	-	70 201	-	70 201				
	Affectations réputées du crédit 1 (Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme)	-	-	-	23 766 651	23 766 651				
	Total – Crédit 1	-	-	70 201	23 766 651	23 836 852	22 258 730	1 578 122	-	-
5b	Subventions et contributions	-	-	500 000	-	500 000				
	Affectations réputées du crédit 5 (Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme)	-	-	-	13 817 524	13 817 524				
	Total – Crédit 5	-	-	500 000	13 817 524	14 317 524	14 317 524	-	-	-
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	-	10 722	880 693	891 415	891 415	-	-	-
(S)	Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres – Traitement et allocation pour automobile	-	-	86 000	(64 500)	21 500	21 500	-	-	-
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	-	-	-	124	124	-	-	124	-
	Total du ministère – Budgétaire.....	-	-	666 923	38 400 492	39 067 415	37 489 169	1 578 122	124	-
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme ³										
1	Dépenses de fonctionnement.....	-	-	-	-	-				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	66 544	66 544				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	4 603 156	4 603 156				
	Reclassé de Patrimoine canadien et Multiculturalisme (crédit 1) aux fins de publication	-	-	-	36 873 996	36 873 996				
	Affectations réputées au crédit 1 (Femmes et Égalité des genres)	-	-	-	(23 766 651)	(23 766 651)				
	Total – Crédit 1	-	-	-	17 777 045	17 777 045	17 777 045	-	-	20 727 156
5	Subventions et contributions	-	-	-	-	-				
	Virement du CT, crédit 40 ¹	-	-	-	6 100 000	6 100 000				
	Reclassé de Patrimoine canadien et Multiculturalisme (crédit 5) aux fins de publication	-	-	-	22 680 000	22 680 000				
	Affectations réputées au crédit 5 (Femmes et Égalité des genres)	-	-	-	(13 817 524)	(13 817 524)				
	Total – Crédit 5	-	-	-	14 962 476	14 962 476	14 956 453	6 023	-	20 830 000

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	1 859 199	1 859 199	1 859 199	–	–	1 745 077
(S)	Ministre de la Condition féminine – Traitement et allocation pour automobile.....	–	–	–	64 500	64 500	64 500	–	–	2 000
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	58	–	–	–	58	–	58	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	58	–	–	34 663 220	34 663 278	34 657 197	6 081	–	43 304 233
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	58	–	666 923	73 063 712	73 730 693	72 146 366	1 584 203	124	43 304 233

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

² Conformément à la *Loi n° 2 d'exécution du budget, 2018*, la *Loi sur le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres* est édictée et constitue le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres. Ces mesures sont entrées en vigueur le 13 décembre 2018.

³ Le 18 juillet 2018, les décrets 2018-1009 et 2018-1010 ont désigné la ministre de la Condition féminine comme ministre responsable pour coordonner les politiques relatives à la situation de la femme et gérer les programmes qui s'y rapportent. Avant ce transfert, les activités du Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme étaient la responsabilité du ministre du Patrimoine canadien et du Multiculturalisme et des dépenses non législatives d'environ 9 855 653 \$ ont été approuvées par la ministre du Patrimoine canadien et du Multiculturalisme.

Le 13 décembre 2018, suite à l'entrée en vigueur de la *Loi n° 2 d'exécution du budget, 2018*, la ministre de la Condition féminine a été réputée être nommée ministre des Femmes et de l'Égalité des genres. Suivant l'entrée en vigueur de la loi, la *Loi sur le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres* est édictée et constitue le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres et le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme est dissous.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres				
Crédit 1 – Dépenses du fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	23 836 852	22 258 730	1 578 122	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	14 317 524	14 317 524	–	–
Montants législatifs.....	913 039	912 915	–	124
	39 067 415	37 489 169	1 578 122	124
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme				
Crédit 1 – Dépenses du fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	17 777 045	17 777 045	–	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	14 956 453	14 956 453	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	6 023	–	6 023	–
Montants législatifs.....	14 962 476	14 956 453	6 023	–
	1 923 757	1 923 699	58	–
	34 663 278	34 657 197	6 081	–
Total du portefeuille ministériel.....	73 730 693	72 146 366	1 584 203	124

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres												
Mobiliser des partenaires et promouvoir l'avancement des femmes et des filles vers l'égalité	18 157 791	17 008 932	–	–	14 317 524	14 317 524	–	–	32 475 315	31 326 456	–	–
Services internes	6 592 100	6 162 713	–	–	–	–	–	–	6 592 100	6 162 713	–	–
Total du ministère	24 749 891	23 171 645	–	–	14 317 524	14 317 524	–	–	39 067 415	37 489 169	–	–
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme												
Mobiliser des partenaires et promouvoir l'avancement des femmes et des filles vers l'égalité	12 259 551	12 259 551	–	–	14 962 476	14 956 453	–	–	27 222 027	27 216 004	–	–
Services internes	7 441 251	7 441 193	–	–	–	–	–	–	7 441 251	7 441 193	–	–
Total de l'organisme.....	19 700 802	19 700 744	–	–	14 962 476	14 956 453	–	–	34 663 278	34 657 197	–	–
Total du portefeuille ministériel	44 450 693	42 872 389	–	–	29 280 000	29 273 977	–	–	73 730 693	72 146 366	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisations des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres									
Subventions									
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	–	–	390 000	6 224 785	6 614 785	6 614 785	–	–	–
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Subventions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d'améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l'échelle nationale, régionale et locale	–	–	–	2 930 194	2 930 194	2 930 194	–	–	–
Total – Subventions.....	–	–	390 000	9 154 979	9 544 979	9 544 979	–	–	–
Contributions									
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	–	–	110 000	4 225 754	4 335 754	4 335 754	–	–	–
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Contributions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d'améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l'échelle nationale, régionale et locale	–	–	–	436 791	436 791	436 791	–	–	–
Total – Contributions.....	–	–	110 000	4 662 545	4 772 545	4 772 545	–	–	–
Total du ministère	–	–	500 000	13 817 524	14 317 524	14 317 524	–	–	–
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme									
Subventions									
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	–	–	–	8 597 317	8 597 317	8 597 317	–	–	12 071 644

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisations des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Subventions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d'améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l'échelle nationale, régionale et locale	–	–	–	940 276	940 276	940 276	–	–	–
Total – Subventions.....	–	–	–	9 537 593	9 537 593	9 537 593	–	–	12 071 644
Contributions									
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	–	–	–	5 424 883	5 424 883	5 418 860	6 023	–	8 758 356
Total de l'organisme.....	–	–	–	14 962 476	14 962 476	14 956 453	6 023	–	20 830 000
Total du portefeuille ministériel.....	–	–	500 000	28 780 000	29 280 000	29 273 977	6 023	–	20 830 000

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	12 343	–
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	64 753	–
	<u>77 096</u>	<u>–</u>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	124	–
Revenus divers	5	–
Total du ministère	<u>77 225</u>	<u>–</u>
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	89 789	24 375
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	–	5 512
	<u>89 789</u>	<u>29 887</u>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	58
Revenus divers	35	195
Total de l'organisme	<u>89 824</u>	<u>30 140</u>
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	166 885	29 887
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	124	58
Revenus divers	40	195
Total du portefeuille ministériel	<u>167 049</u>	<u>30 140</u>

Section 12

Comptes publics du Canada 2018-2019

Finances

Ministère des Finances

Société d'assurance-dépôts du Canada

**Agence de la consommation en matière
financière du Canada**

**Centre d'analyse des opérations et
déclarations financières du Canada**

Bureau du vérificateur général

**Bureau du surintendant des institutions
financières**

Monnaie royale canadienne

Table des matières

	<i>Page</i>
Descriptions des responsabilités essentielles	254
Sommaire du portefeuille ministériel.....	258
Détail budgétaire par affectation.....	263
Responsabilités essentielles	265
Paievements de transfert.....	267
Détail des montants disponibles pour être dépensés	269
Revenus	269

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Finances**Responsabilité essentielle 1 : Politiques économique et budgétaire**

La Société d'assurance-dépôts du Canada a pour mandat de fournir une assurance contre la perte totale ou partielle des dépôts détenus par ses institutions membres, d'encourager la stabilité du système financier canadien et d'y contribuer à tous égards. La Société d'assurance-dépôts du Canada doit remplir son mandat de façon à protéger les intérêts des personnes qui effectuent des dépôts auprès de ses institutions membres, tout en s'efforçant de réduire le plus possible les pertes qu'elle est susceptible d'encourir. Elle a aussi pour mandat d'agir à titre d'autorité de règlement de ses institutions membres.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société d'assurance-dépôts du Canada**Responsabilité essentielle 1 : Politiques économique et budgétaire**

Élaborer le budget fédéral et l'Énoncé économique de l'automne, de même que fournir des analyses et des conseils au gouvernement du Canada sur la politique économique, budgétaire et sociale, les relations fédérales provinciales, y compris les paiements de transfert et d'impôt, le secteur financier, la politique fiscale, et les finances et les échanges internationaux.

Agence de la consommation en matière financière du Canada**Responsabilité essentielle 1 : Littératie financière**

L'Agence de la consommation en matière financière du Canada a pris l'engagement d'améliorer les connaissances, les compétences et la confiance des Canadiens à l'égard des questions financières. Elle offre du contenu en ligne, des outils et des programmes qui aident les Canadiens à prendre des décisions financières éclairées. Elle sensibilise en outre le public aux questions liées à la protection des consommateurs de produits et de services financiers. Au moyen d'activités de coordination et de collaboration menées avec des intervenants d'un bout à l'autre du pays, ce qui comprend les gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que des organisations des secteurs privés et sans but lucratif, l'Agence favorise chez les consommateurs une meilleure compréhension des services financiers et des questions qui s'y rapportent, et encourage les intervenants à mettre en œuvre et à promouvoir des initiatives de littératie financière.

Responsabilité essentielle 2 : Surveillance des entités financières sous réglementation fédérale

L'Agence de la consommation en matière financière du Canada réglemente les institutions financières fédérales du Canada telles que les banques, les sociétés de fiducie et de prêt, les coopératives de crédit fédérales, les organismes externes de traitement des plaintes et les exploitants de réseaux de cartes de paiement pour assurer la protection des droits des consommateurs. Elle s'emploie à veiller à ce que les Canadiens connaissent leurs droits et leurs responsabilités lorsqu'ils traitent avec des institutions financières. En tant qu'organisme de réglementation, l'Agence surveille l'application de mesures de protection des consommateurs de services financiers qui sont fondées sur des lois, des règlements, des codes de conduite volontaires et des engagements publics. Elle utilise un modèle de surveillance axé sur le risque pour assurer le respect des lois sur la protection des consommateurs. Pour réaliser ses activités de conformité, l'Agence s'appuie sur divers renseignements, notamment les plaintes des consommateurs, les examens sur place, les examens de la conformité, les résultats des recherches portant sur les tendances et les enjeux du marché, et l'information transmise par des homologues nationaux et internationaux du milieu de la réglementation.

Responsabilité essentielle 3 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Responsabilité essentielle 1 : Assurer la conformité à la législation et à la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada est responsable de veiller au respect de la partie 1 et de la partie 1.1 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* et des règlements connexes. Ce cadre juridique impose certaines obligations aux entités déclarantes, dont la mise en place d'un programme de conformité prévoyant la vérification de l'identité des clients, le contrôle des relations d'affaires, la tenue de documents et la déclaration de certains types d'opérations financières. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada exerce des activités d'habilitation et d'application de la loi pour s'assurer que les entités déclarantes actives au sein du système financier canadien respectent leurs obligations en vertu de la loi. Ces obligations constituent des mesures importantes qui contribuent à contrecarrer les tendances et les comportements observés chez les criminels et les terroristes en vue de les empêcher d'infiltrer les voies légitimes de l'économie canadienne. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada maintient également un registre des entreprises de services monétaires au Canada.

Responsabilité essentielle 2 : Production et communication de renseignements financiers

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, en vertu de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, produit des renseignements financiers exploitables, y compris des communications de cas, pour contribuer aux efforts de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement des activités terroristes et les menaces pour la sécurité du Canada déployés par les services policiers, les organismes d'application de la loi et de la sécurité nationale et d'autres organismes partenaires, tout en protégeant les renseignements personnels qui lui sont confiés. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada produit également des renseignements financiers stratégiques à l'intention des décideurs et des responsables de l'élaboration des politiques fédéraux, des entités déclarantes partout au pays, de partenaires internationaux et d'autres parties concernées. Les renseignements stratégiques du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada fournissent un vaste point de vue analytique sur la nature et la portée du blanchiment d'argent et du financement des activités terroristes et sur les menaces que représentent ces enjeux.

Responsabilité essentielle 3 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du vérificateur général**Responsabilité essentielle 1 : Audit législatif**

Nos rapports d'audit fournissent de l'information objective et factuelle et des conseils experts sur les programmes et les activités du gouvernement. Nos audits aident le Parlement dans ses travaux liés à l'autorisation et à la surveillance des dépenses et des activités du gouvernement. Nos rapports d'audits sont aussi utilisés par les assemblées législatives, les conseils d'administration des sociétés d'État et les comités d'audit pour aider à surveiller les activités du gouvernement et tenir le gouvernement fédéral responsable de sa gestion des fonds publics. Les audits d'états financiers, vérifient si les états financiers annuels donnent une image fidèle de la situation financière du gouvernement et des sociétés d'État, conformément aux normes comptables applicables. Les audits de performance vérifient si les programmes gouvernementaux sont gérés de manière à accorder toute l'importance voulue à l'économie, à l'efficacité et aux effets sur l'environnement et peuvent mesurer leur efficacité. Les examens spéciaux visent à déterminer si les moyens et les méthodes de la société d'État lui fournissent l'assurance raisonnable que ses actifs sont protégés, que sa gestion des ressources est économique et efficace, et que le déroulement de ses activités est efficace.

Bureau du surintendant des institutions financières**Responsabilité essentielle 1 : Réglementation et surveillance – institutions financières et régimes de retraite**

Le Bureau du surintendant des institutions financières applique un cadre de réglementation visant à contrôler et à gérer les risques pour les institutions financières fédérales et les régimes de retraite privés et il évalue les faits nouveaux systémiques ou sectoriels qui peuvent nuire à leur situation financière. Il surveille également les institutions financières et les régimes de retraite pour déterminer s'ils sont en bonne santé financière et satisfont aux exigences de réglementation et de surveillance. Le Bureau avise sans délai les institutions financières et les administrateurs de régimes de retraite s'il y a des lacunes importantes, et prend des mesures correctives ou exige qu'elles soient prises rapidement. Il s'emploie à protéger les droits et les intérêts des déposants, des souscripteurs, des créanciers des institutions financières et des bénéficiaires des régimes de retraite, tout en tenant dûment compte de la nécessité de permettre aux institutions financières de faire face à la concurrence et de prendre des risques raisonnables.

Responsabilité essentielle 2 : Services actuariels aux organismes fédéraux

Le Bureau de l'actuaire en chef offre une gamme de services actuariels, ce qui comprend les évaluations actuarielles exigées par la loi et les vérifications des coûts futurs des programmes du Régime de pensions du Canada, de la Sécurité de la vieillesse, de l'Assurance-emploi et du Programme canadien de prêts aux étudiants, ainsi que des régimes de pension et d'avantages sociaux couvrant la fonction publique fédérale, les Forces canadiennes, la Gendarmerie royale du Canada, les juges nommés par le gouvernement fédéral et les parlementaires.

Responsabilité essentielle 3 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Monnaie royale canadienne**Responsabilité essentielle 1 : Monnaie royale canadienne**

La Monnaie soutient efficacement les échanges et le commerce en assurant la production de pièces de circulation sûres et durables pour le Canada ainsi que la gestion du Réseau de distribution des pièces. Elle célèbre avec fierté l'histoire, la diversité et les valeurs du Canada en émettant de magnifiques pièces de circulation commémoratives et numismatiques. À titre de société d'État faisant preuve d'une gouvernance solide, la Monnaie apporte une contribution financière durable au gouvernement du Canada tout en étant une bonne entreprise citoyenne. La Monnaie crée de la valeur pour ses clients au pays et à l'étranger en offrant des produits et services particulièrement pertinents et en assurant

une excellente expérience client. La Monnaie fait constamment preuve d'excellence en matière de monnayage et de gestion des opérations, et tire profit des occasions qui se présentent dans les marchés et auprès de ses clients en mettant l'accent sur l'innovation, la productivité et l'agilité. La Monnaie offre une variété d'activités, de formations, d'outils et de mesures d'appui pour permettre à ses employés de mettre en œuvre ses stratégies et ses objectifs d'entreprise. Les employés de la Monnaie sont fiers et mobilisés, et disposent des conditions nécessaires pour donner le meilleur d'eux-mêmes. La Monnaie leur fournit un milieu de travail positif et inclusif grâce à son engagement à l'égard du travail d'équipe ainsi que de la santé et de la sécurité au travail.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Finances										
1	Dépenses du programme	–	95 205 613	–	–	95 205 613				
1a	Dépenses du programme	–	–	3 146 796	–	3 146 796				
1b	Dépenses du programme	–	–	3 283 364	–	3 283 364				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	2 356 513	2 356 513				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	4 469 780	4 469 780				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	1 593 806	1 593 806				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	1 907 065	1 907 065				
	Total – Crédit 1	–	95 205 613	6 430 160	10 327 164	111 962 937	108 971 553	2 991 384	–	130 934 636
5	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	–	1	–	–	1	–	1	–	–
10a	Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (<i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i>).....	–	–	1	–	1	–	1	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	11 554 840	329 862	(327 725)	11 556 977	11 556 977	–	–	10 846 345
(S)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile.....	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 600
(S)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	38 583 703 000	–	(16 178 608)	38 567 524 392	38 567 524 392	–	–	37 123 933 953
(S)	Intérêt sur la dette non échue.....	–	16 591 000 000	(138 000 000)	(515 827 254)	15 937 172 746	15 937 172 746	–	–	14 228 824 027
(S)	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	18 958 259 000	–	–	18 958 259 000	18 958 259 000	–	–	18 253 657 000
(S)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	14 160 847 000	–	–	14 160 847 000	14 160 847 000	–	–	13 748 395 000
(S)	Autres frais d'intérêts	–	6 247 000 000	105 000 000	(45 295 837)	6 306 704 163	6 306 704 163	–	–	6 609 473 704
(S)	Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	3 785 321 565	–	–	3 785 321 565	3 785 321 565	–	–	3 681 830 727
(S)	Paiements à l'Association internationale de développement	–	441 610 000	–	–	441 610 000	441 610 000	–	–	441 610 000
(S)	Paiement de péréquation supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	(113 203 000)	23 379 000	89 824 000	–	–	–	–	16 407 000
(S)	Achat de la monnaie canadienne	–	95 000 000	(3 000 000)	(1 262 227)	90 737 773	90 737 773	–	–	94 082 968

(S)	Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>).....	-	18 092 000	-	-	18 092 000	18 092 000	-	-	19 957 000
(S)	Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	-	51 200 000	-	-	51 200 000	51 200 000	-	-	51 200 000
(S)	Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives)	-	42 355 897	-	127 807	42 483 704	42 483 704	-	-	42 355 897
(S)	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	-	(4 086 656 000)	(76 762 000)	31 259 000	(4 132 159 000)	(4 132 159 000)	-	-	(3 882 984 000)
(S)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	-	(909 825 000)	(9 167 000)	4 867 070	(914 124 930)	(914 124 930)	-	-	(856 507 839)
(S)	Paiement de dettes comptabilisées antérieurement à titre de revenus	-	-	-	3 800 841	3 800 841	3 800 841	-	-	3 927 481
(S)	Pertes sur opérations de change.....	-	-	-	21 331 638	21 331 638	21 331 638	-	-	297 323 632
(S)	Paiements aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque conformément à la <i>Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières</i>	68 571 831	-	-	-	68 571 831	-	-	68 571 831	-
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	380	-	-	622	1 002	-	380	622	-
(S)	Paiements à la Banque de l'infrastructure du Canada	-	-	576 284 533	(23 422 895)	552 861 638	552 861 638	-	-	11 366 000
(S)	Mise sur pied d'un régime canadien et d'un organisme national de réglementation des valeurs mobilières (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>).....	-	-	-	77 100 000	77 100 000	77 100 000	-	-	-
(S)	Stabilisation fiscale	-	-	-	(3 066 900)	(3 066 900)	(3 066 900)	-	-	-
(S)	Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (<i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i>).....	-	-	11 400 000	-	11 400 000	11 400 000	-	-	-
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	300 000 000
	Total budgétaire	68 572 211	93 971 550 916	495 894 556	(366 743 304)	94 169 274 379	94 097 710 160	2 991 766	68 572 453	90 326 718 131
L15b	Autorisation d'établir le montant maximal payable au Groupe de la banque mondiale pour soutenir l'initiative d'installation de refinancement de prêts pour l'infrastructure des banques multilatérales de développement (article 8 de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>)	-	-	1	-	1	-	1	-	-
L20b	Autorisation d'établir le montant maximal payable pour l'achat d'actions de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (article 8 de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>).....	-	-	1	-	1	-	1	-	-
L25b	Autorisation d'augmenter le montant maximal du capital exigible par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour l'achat d'actions supplémentaires (article 8 de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>)	-	-	1	-	1	-	1	-	-

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	(L) Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures – d'actions initiales par le Canada en vertu de la <i>Loi sur l'accord concernant la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures</i>	–	52 300 000	–	(52 300 000)	–	–	–	–	
(S)	(L) Avances aux termes du paragraphe 12.2 de la <i>Loi sur le Financement agricole Canada (Brut)</i>	–	–	–	14 353 373 140	14 353 373 140	–	–	14 781 500 000	
(S)	(L) Avances aux termes de l'article 19 de la <i>Loi sur la Banque de développement du Canada (Brut)</i>	–	–	–	27 705 000 000	27 705 000 000	–	–	26 065 000 000	
(S)	(L) Avances aux termes du paragraphe 21(1) de la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement (Brut)</i>	–	–	–	1 537 710 500	1 537 710 500	–	–	1 893 732 000	
(S)	(L) Avances aux termes de l'article 13.1 de la <i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (Brut)</i>	–	–	–	7 000 000	7 000 000	–	–	11 000 000	
(S)	(L) Paiement en vertu de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> – Organisations internationales (montant brut)	–	–	–	23 991 482	23 991 482	–	–	–	
(S)	(L) Paiement à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)	–	–	248 496 919	1 899 636	250 396 555	–	–	–	
(S)	(L) Aide financière au Groupe de la Banque mondiale à l'appui de l'initiative relative au mécanisme de refinancement d'emprunt pour les infrastructures de la Banque multilatérale de développement (<i>Loi de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)	–	–	100 000 000	(100 000 000)	–	–	–	–	
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	257 200 158	
	Total non budgétaire	–	52 300 000	348 496 922	43 476 674 758	43 877 471 680	43 877 471 677	3	–	43 008 432 158
	Total du ministère – Budgétaire	68 572 211	93 971 550 916	495 894 556	(366 743 304)	94 169 274 379	94 097 710 160	2 991 766	68 572 453	90 326 718 131
	Total du ministère – Non budgétaire	–	52 300 000	348 496 922	43 476 674 758	43 877 471 680	43 877 471 677	3	–	43 008 432 158
	Société d'assurance-dépôts du Canada									
(S)	(L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1	15 000 000 000	–	–	9 000 000 000	24 000 000 000	–	–	24 000 000 000	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire	15 000 000 000	–	–	9 000 000 000	24 000 000 000	–	–	24 000 000 000	–
	Agence de la consommation en matière financière du Canada									
(S)	Paiements en vertu de l'article 13 de la <i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i>	–	–	–	25 543 637	25 543 637	25 543 637	–	–	21 517 840
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	892	892	892	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	–	–	25 544 529	25 544 529	25 544 529	–	–	21 517 840

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada										
1	Dépenses du programme	–	46 614 069	–	–	46 614 069				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	997 369	997 369				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 297 141	2 297 141				
	Virement au :									
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(113 373)	(113 373)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(132 166)	(132 166)				
	Total – Crédit 1	–	46 614 069	–	3 048 971	49 663 040	46 465 334	3 197 706	–	50 174 856
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	5 277 106	–	(351 152)	4 925 954	4 925 954	–	–	5 072 934
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	151	–	–	217	368	–	151	217	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	151	51 891 175	–	2 698 036	54 589 362	51 391 288	3 197 857	217	55 247 790
Bureau du vérificateur général										
1	Dépenses du programme	–	69 027 524	–	–	69 027 524				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	2 932 139	2 932 139				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 771 800	1 771 800				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	2 719 758	2 719 758				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	6 999 000	6 999 000				
	Total – Crédit 1	–	69 027 524	–	14 422 697	83 450 221	79 098 121	4 352 100	–	74 024 292
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	9 196 992	–	(293 585)	8 903 407	8 903 407	–	–	8 404 465
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	338	–	–	674	1 012	338	–	674	1 107
	Total de l'organisme – Budgétaire	338	78 224 516	–	14 129 786	92 354 640	88 001 866	4 352 100	674	82 429 864
Bureau du surintendant des institutions financières										
1	Dépenses du programme	–	945 058	–	–	945 058				
	Virement du CT, crédit 15 ¹	–	–	–	365 675	365 675				
	Total – Crédit 1	–	945 058	–	365 675	1 310 733	1 310 733	–	–	945 058
(S)	Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	67 919 261	152 133 867	–	14 221 220	234 274 348	166 970 647	–	67 303 701	154 054 685
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	1 838	1 838	1 838	–	–	2 722
	Total de l'organisme – Budgétaire	67 919 261	153 078 925	–	14 588 733	235 586 919	168 283 218	–	67 303 701	155 002 465

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Monnaie royale canadienne										
(S)	(L) Prêts à la Monnaie en vertu de la <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> : Paragraphe 20(1) soit le montant global maximal de 75 000 000 \$, le 11 mars 1999 (Net).....	75 000 000	–	–	–	75 000 000	–	–	75 000 000	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire.....	75 000 000	–	–	–	75 000 000	–	–	75 000 000	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	136 491 961	94 254 745 532	495 894 556	(309 782 220)	94 577 349 829	94 430 931 061	10 541 723	135 877 045	90 640 916 090
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	15 075 000 000	52 300 000	348 496 922	52 476 674 758	67 952 471 680	43 877 471 677	3	24 075 000 000	43 008 432 158

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Finances				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	107 421 437	106 302 112	1 119 325	–
Subventions et contributions	957 750	945 500	12 250	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	1 723 941	1 723 941	–	–
Affectations bloquées				
Report	1 100 000	–	1 100 000	–
Transfert/réaffectation	508 684	–	508 684	–
Réduction	221 000	–	221 000	–
Autre	180 125	–	180 125	–
Revenus affectés aux dépenses	(150 000)	–	(150 000)	–
	<i>111 962 937</i>	<i>108 971 553</i>	<i>2 991 384</i>	–
Crédit 5 – Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>				
Autre autorisation	1	–	1	–
Crédit 10 – Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (<i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i>)				
Régime canadien de réglementation des valeurs mobilières	1	–	1	–
Montants législatifs	94 057 311 440	93 988 738 607	380	68 572 453
	<i>94 169 274 379</i>	<i>94 097 710 160</i>	<i>2 991 766</i>	<i>68 572 453</i>
Agence de la consommation en matière financière du Canada				
Montants législatifs	25 544 529	25 544 529	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	48 330 568	46 465 334	1 865 234	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	1 224 472	–	1 224 472	–
Réduction	108 000	–	108 000	–
	<i>49 663 040</i>	<i>46 465 334</i>	<i>3 197 706</i>	–
Montants législatifs	4 926 322	4 925 954	151	217
	<i>54 589 362</i>	<i>51 391 288</i>	<i>3 197 857</i>	<i>217</i>
Bureau du vérificateur général				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	85 322 221	79 476 676	5 845 545	–
Affectations bloquées				
Report	788 000	–	788 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 660 000)	(378 555)	(2 281 445)	–
	<i>83 450 221</i>	<i>79 098 121</i>	<i>4 352 100</i>	–
Montants législatifs	8 904 419	8 903 745	–	674
	<i>92 354 640</i>	<i>88 001 866</i>	<i>4 352 100</i>	<i>674</i>

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Bureau du surintendant des institutions financières				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	1 310 733	1 310 733	–	–
Montants législatifs	234 276 186	166 972 485	–	67 303 701
	235 586 919	168 283 218	–	67 303 701
Total du portefeuille ministériel	94 577 349 829	94 430 931 061	10 541 723	135 877 045

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Finances												
Politiques économique et budgétaire	23 056 612 828	22 987 298 588	–	–	71 066 544 581	71 065 432 331	–	–	94 123 157 409	94 052 730 919	43 877 471 680	43 877 471 677
Services internes	46 266 970	44 979 241	–	–	–	–	150 000	–	46 116 970	44 979 241	–	–
Total partiel.....	23 102 879 798	23 032 277 829	–	–	71 066 544 581	71 065 432 331	150 000	–	94 169 274 379	94 097 710 160	43 877 471 680	43 877 471 677
Revenus affectés aux dépenses.....	(150 000)	–	–	–	–	–	(150 000)	–	–	–	–	–
Total du ministère	23 102 729 798	23 032 277 829	–	–	71 066 544 581	71 065 432 331	–	–	94 169 274 379	94 097 710 160	43 877 471 680	43 877 471 677
Société d'assurance-dépôts du Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	24 000 000 000	–
Agence de la consommation en matière financière du Canada												
Littératie financière	6 160 195	6 160 195	–	–	–	–	–	–	6 160 195	6 160 195	–	–
Surveillance des entités financières sous réglementation fédérale	4 997 440	4 997 440	–	–	–	–	–	–	4 997 440	4 997 440	–	–
Services internes	14 386 894	14 386 894	–	–	–	–	–	–	14 386 894	14 386 894	–	–
Total de l'organisme.....	25 544 529	25 544 529	–	–	–	–	–	–	25 544 529	25 544 529	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada												
Assurer la conformité à la législation et à la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes	18 016 796	17 486 737	–	–	–	–	–	–	18 016 796	17 486 737	–	–
Production et communication de renseignements financiers.....	17 642 397	15 918 187	–	–	–	–	–	–	17 642 397	15 918 187	–	–
Services internes	18 930 169	17 986 364	–	–	–	–	–	–	18 930 169	17 986 364	–	–
Total de l'organisme.....	54 589 362	51 391 288	–	–	–	–	–	–	54 589 362	51 391 288	–	–
Bureau du vérificateur général												
Audit législatif	95 014 640	88 380 421	–	–	–	–	2 660 000	378 555	92 354 640	88 001 866	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 660 000)	(378 555)	–	–	–	–	(2 660 000)	(378 555)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	92 354 640	88 001 866	–	–	–	–	–	–	92 354 640	88 001 866	–	–

Responsabilités essentielles – fin

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau du surintendant des institutions financières												
Réglementation et surveillance – institutions financières et régimes de retraite	166 429 570	94 199 779	–	967 015	–	–	–	–	166 429 570	95 166 794	–	–
Services actuariels aux organismes fédéraux.....	6 683 547	6 233 694	–	–	–	–	–	–	6 683 547	6 233 694	–	–
Services internes	60 909 802	64 614 177	1 564 000	2 268 553	–	–	–	–	62 473 802	66 882 730	–	–
Total de l'organisme.....	234 022 919	165 047 650	1 564 000	3 235 568	–	–	–	–	235 586 919	168 283 218	–	–
Monnaie royale canadienne.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	75 000 000	–
Total du portefeuille ministériel.....	23 509 241 248	23 362 263 162	1 564 000	3 235 568	71 066 544 581	71 065 432 331	–	–	94 577 349 829	94 430 931 061	67 952 471 680	43 877 471 677

Paievements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employés au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employés au cours de l'exercice précédent
Ministère des Finances									
Contributions									
Soutien à des initiatives stratégiques et de recherche	-	57 750	-	-	57 750	45 500	12 250	-	183 278
Financement des capacités pour les Premières Nations Tsimshian.....	-	-	2 000 000	-	2 000 000	900 000	1 100 000	-	-
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	30 000 000
Total – Contributions.....	-	57 750	2 000 000	-	2 057 750	945 500	1 112 250	-	30 183 278
Autres paievements de transfert									
(S) Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	-	38 583 703 000	-	(16 178 608)	38 567 524 392	38 567 524 392	-	-	37 123 933 953
(S) Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	-	18 958 259 000	-	-	18 958 259 000	18 958 259 000	-	-	18 253 657 000
(S) Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	-	14 160 847 000	-	-	14 160 847 000	14 160 847 000	-	-	13 748 395 000
(S) Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	-	3 785 321 565	-	-	3 785 321 565	3 785 321 565	-	-	3 681 830 727
(S) Paiements à l'Association internationale de développement.....	-	441 610 000	-	-	441 610 000	441 610 000	-	-	441 610 000
(S) Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	-	51 200 000	-	-	51 200 000	51 200 000	-	-	51 200 000
(S) Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives)	-	42 355 897	-	127 807	42 483 704	42 483 704	-	-	42 355 897
(S) Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur les paievements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>)	-	18 092 000	-	-	18 092 000	18 092 000	-	-	19 957 000
(S) Paiement de péréquation supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	-	(113 203 000)	23 379 000	89 824 000	-	-	-	-	16 407 000
(S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	-	(909 825 000)	(9 167 000)	4 867 070	(914 124 930)	(914 124 930)	-	-	(856 507 839)

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	–	(4 086 656 000)	(76 762 000)	31 259 000	(4 132 159 000)	(4 132 159 000)	–	–	(3 882 984 000)
(S) Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières.....	–	–	11 400 000	–	11 400 000	11 400 000	–	–	–
(S) Mise sur pied d'un régime canadien et d'un organisme national de réglementation des valeurs mobilières.....	–	–	–	77 100 000	77 100 000	77 100 000	–	–	–
(S) Stabilisation fiscale	–	–	–	(3 066 900)	(3 066 900)	(3 066 900)	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	300 000 000
Total – Autres paiements de transfert	–	70 931 704 462	(51 150 000)	183 932 369	71 064 486 831	71 064 486 831	–	–	68 939 854 738
Total du portefeuille ministériel.....	–	70 931 762 212	(49 150 000)	183 932 369	71 066 544 581	71 065 432 331	1 112 250	–	68 970 038 016

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Finances			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes			
Prestation de services de soutien internes à d'autres organisations conformément au paragraphe 29.1 (2) (a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	150 000	–	–
Total du ministère – Budgétaire	150 000	–	–
Bureau du vérificateur général			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Audit législatif			
Services rendus aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs	660 000	166 297	184 393
Audits et enquêtes effectués en vertu de l'article 11 de la <i>Loi sur le vérificateur général</i>	2 000 000	212 258	214 005
Total de l'organisme – Budgétaire	2 660 000	378 555	398 398
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	2 810 000	378 555	398 398

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Finances		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Trésorerie et créances		
Banques à charte	75 793 653	38 590 774 ²
Dépôts à court terme	169 216 280	100 341 951
Solde du compte du receveur général à la Banque du Canada	376 344 313	223 182 067
Encaisse détenue à titre de dépôts en garantie.....	116 274 269	55 752 867
Comptes d'opérations de change		
Réserves de liquidités internationales détenues dans le		
Compte du fonds des changes – Virement des bénéfices ...	1 482 022 573	1 712 718 559
Fonds monétaire international – Souscriptions – Virement des bénéfices	19 903 136	8 465 903
Fonds monétaire international – Prêts	6 791 845	6 120 683
Prêts, placements et avances		
Banque du Canada – Virement des bénéfices.....	1 169 241 687	950 670 227
Corporation de développement des investissements du		
Canada – Dividendes.....	114 000 000	91 000 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	129 903 381	139 114 947
Financement agricole Canada	414 081 466	221 297 568
Banque de développement du Canada.....	299 315 269	147 578 808
Monnaie royale canadienne – Dividendes.....	10 000 000	64 200 000
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.....		
	58 944	58 944
Fonds monétaire international – Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance.....	2 801 140	1 545 694
Société financière internationale – Facilité des mécanismes financiers au titre du changement climatique.....		
	–	3 140 622
Société financière internationale – Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire		
	–	866 526
Gouvernements étrangers – Ukraine	7 060 000	6 959 726
Agence de la consommation en matière financière du Canada	35 158	43 167
Fonds d'investissement de PPP Canada Inc.....	12 049 236	237 710 ²
	4 404 892 350	3 771 886 743
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrement de rémunérations, biens et services.....	401 942	586 444
Redressements des créanciers de l'exercice précédent.....	272 797	59 356
	674 739	645 800

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ventes de biens et de services			Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
Autres frais et droits			Autres revenus		
Accès à l'information.....	4 605	4 315	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	622	380	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	50 655	15 860
Revenus divers			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	17 383	4 721
Pièces de monnaie canadienne	130 444 663	155 572 500	Services aux autres ministères.....	–	29 833
Gain net de change.....	194 718 809	38 103 277		68 038	50 414
Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus – Compte d'avance fixe en circulation – Chèques non réclamés.....	65 086 396	57 457 192	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	217	151
Soldes non réclamés reçus par la Banque du Canada en ce qui concerne les banques à charte.....	715 697	743 854	Revenus divers		
Virement – Dette échue en circulation	1 831 170	9 238 795	Intérêts et pénalités		
Frais de garantie.....	112 473 873	100 484 241	Intérêts sur les pénalités monétaires administratives.....	1 194	5 517
Produits d'autres montants adjugés par une cour.....	142	7 378	Pénalité monétaire administrative	38 940	20 297
	505 270 750	361 607 237	Divers	385	255
Total du ministère.....	4 910 843 066	4 134 144 475		40 519	26 069
Agence de la consommation en matière financière du Canada			Total de l'organisme.....	108 774	76 634
Autres revenus			Bureau du vérificateur général		
Ventes de biens et de services			Autres revenus		
Services de nature réglementaire.....	20 581 682	16 352 989	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Services de nature non réglementaire	–	5 181	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	33 314	68 176
Ventes de biens et de produits d'information.....	35	40	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	350 671	98 494
Autres frais et droits			Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	13 736	–
Revenus provenant d'amendes	425 000	580 000		397 721	166 670
Divers.....	–	(2)	Ventes de biens et de services		
	425 000	579 998	Autres frais et droits.....	1 353 461	543 973
	21 006 717	16 938 208	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	674	338
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	892	–	Revenus divers		
Revenus divers			Gain net de change.....	637	3 070
Gain net de change.....	107	–	Total de l'organisme.....	1 752 493	714 051
Total de l'organisme.....	21 007 716	16 938 208	Bureau du surintendant des institutions financières		
			Autres revenus		
			Ventes de biens et de services		
			Services de nature réglementaire.....	158 764 100	146 009 653
			Services de nature non réglementaire	10 240 696	10 191 419
			Ventes de biens et de produits d'information.....	80	185

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Autres frais et droits		
Revenus provenant d'amendes	21 050	121 150
Services aux autres ministères	39 880	114 826
	<i>60 930</i>	<i>235 976</i>
	<hr/>	<hr/>
	169 065 806	156 437 233
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	1 838	2 722
Revenus divers		
Gain net de change.....	872	199
Total de l'organisme.....	169 068 516	156 440 154
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements.....	4 404 892 350	3 771 886 743
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 140 498	862 884
Ventes de biens et de services.....	191 430 589	173 923 729
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	4 243	3 591
Revenus divers	505 312 885	361 636 575
Total du portefeuille ministériel	5 102 780 565	4 308 313 522

¹ Intérêt sauf indication contraire.

² Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section 13

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	274
Sommaire du portefeuille ministériel.....	276
Détail budgétaire par affectation.....	278
Responsabilités essentielles	279
Paievements de transfert.....	280
Détail des montants disponibles pour être dépensés	281
Revenus	281

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration**Responsabilité essentielle 1 : Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés**

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada facilite l'admission et l'intégration économique et sociale des immigrants et des réfugiés qui souhaitent vivre en permanence au Canada, tout en protégeant la santé et en garantissant la sécurité des Canadiens. Le Ministère sélectionne les demandeurs d'immigration économique afin de contribuer à l'économie canadienne, traite les demandes des membres de familles afin de réunir les familles, et traite les demandes de réfugiés et de personnes protégées afin d'offrir un refuge aux victimes de persécution. Avec l'aide de partenaires, le Ministère s'assure que les demandeurs répondent aux critères d'admissibilité avant leur entrée au Canada. Pour aider les immigrants et les réfugiés à s'intégrer à la société canadienne, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada offre un éventail de services de soutien à l'établissement par l'intermédiaire d'un réseau de fournisseurs de services.

Responsabilité essentielle 2 : Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada facilite l'entrée des migrants qui souhaitent vivre temporairement au Canada, tout en protégeant la santé et en garantissant la sécurité des Canadiens. Avec l'aide de partenaires, le Ministère s'assure que les individus répondent aux critères d'admissibilité. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada traite les demandes de visa, d'autorisation de voyage électronique, et de permis de travail et d'études de la part des touristes, des voyageurs commerciaux, des étudiants étrangers et des travailleurs temporaires, dont la présence et les dépenses au Canada sont bénéfiques à l'économie.

Responsabilité essentielle 3 : Citoyenneté et passeports

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada fait la promotion des droits et responsabilités liés à la citoyenneté canadienne, et délivre des documents sûrs et reconnus internationalement de citoyenneté canadienne et de voyage pour que les Canadiens puissent participer pleinement à la société civile et pour faciliter les passages aux frontières tout en contribuant à la sécurité internationale et nationale.

Responsabilité essentielle 4 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Responsabilité essentielle 1 : Règlement des cas d'immigration et de statut de réfugié

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié rend des décisions de qualité et règle en temps opportun des cas en ce qui concerne l'immigration, les demandes de protection de réfugié. Cela comprend la détermination des demandes d'asile et d'appels, les demandes d'annulation ou de perte de l'asile. Cela comprend également les prises de décisions relatives aux enquêtes et à la détention, aux appels sur certains cas d'immigration (par exemple: les demandes de parrainage, certaines mesures de renvoi, les demandes liées à la non conformité de l'obligation de résidence).

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	822 861 988	–	–	822 861 988				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	7 113 949	–	7 113 949				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	22 563 112	–	22 563 112				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	4 929 248	4 929 248				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	24 688 573	24 688 573				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	4 634 903	4 634 903				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	49 055 686	49 055 686				
	Virement au :									
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(47 110)	(47 110)				
	crédit 1 (Affaires étrangères, Commerce et Développement)	–	–	–	(9 178 333)	(9 178 333)				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	(224 763)	(224 763)				
	Total – Crédit 1	–	822 861 988	29 677 061	73 858 204	926 397 253	879 421 147	46 976 106	–	751 928 332
5	Dépenses en capital.....	–	21 816 321	–	–	21 816 321				
5a	Dépenses en capital	–	–	8 666 837	–	8 666 837				
	Virement du CT, crédit 40 ¹	–	–	–	577 202	577 202				
	Total – Crédit 5	–	21 816 321	8 666 837	577 202	31 060 360	21 317 943	9 742 417	–	22 056 966
10	Subventions et contributions	–	1 356 435 547	–	–	1 356 435 547				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	53 000 000	–	53 000 000				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	169 196 000	–	169 196 000				
	Virement du CT, crédit 40 ¹	–	–	–	9 910 066	9 910 066				
	Total – Crédit 10	–	1 356 435 547	222 196 000	9 910 066	1 588 541 613	1 437 038 724	151 502 889	–	1 304 457 410
15b	Radiation de dettes – prêts aux immigrants	–	–	267 245	–	267 245	262 273	4 972	–	389 166
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	68 856 677	542 047	3 769 183	73 167 907	73 167 907	–	–	66 470 104
(S)	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté – Traitement et allocation pour automobile	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 600
(S)	Fonds renouvelable de Passeport Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8))	1 258 902 488	85 606 743	–	(85 606 743)	1 258 902 488	(14 158 031)	–	1 273 060 519	(236 352 341)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	15 988	–	–	19 626	35 614	22 122	–	13 492	2 045
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	5 857 194	5 857 194	5 857 194	–	–	6 698 512
(S)	Montants adjugés par une cour.....	–	–	–	1 018	1 018	1 018	–	–	65 417

(S)	Remboursement de frais à l'égard de demande terminée	–	–	–	619 250	619 250	619 250	–	–	1 028 938
(S)	Remboursements de frais à l'égard de demande terminée dans les catégories fédérales des investisseurs et des entrepreneurs	–	–	–	223 210	223 210	223 210	–	–	419 763
	Total budgétaire.....	1 258 918 476	2 355 663 276	261 349 190	9 228 210	3 885 159 152	2 403 858 757	208 226 384	1 273 074 011	1 917 248 912
(S)	(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> . Limite 126 600 000 \$ (Net).....	64 973 807	–	–	–	64 973 807	6 817 034	–	58 156 773	13 177 616
	Total du ministère – Budgétaire.....	1 258 918 476	2 355 663 276	261 349 190	9 228 210	3 885 159 152	2 403 858 757	208 226 384	1 273 074 011	1 917 248 912
	Total du ministère – Non budgétaire	64 973 807	–	–	–	64 973 807	6 817 034	–	58 156 773	13 177 616
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié									
1	Dépenses du programme	–	118 949 994	–	–	118 949 994				
1a	Dépenses du programme	–	–	1 809 767	–	1 809 767				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	2 090 861	2 090 861				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	4 635 167	4 635 167				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	30 229 194	30 229 194				
	Total – Crédit 1	–	118 949 994	1 809 767	36 955 222	157 714 983	142 999 378	14 715 605	–	118 363 648
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	14 361 361	264 656	732 272	15 358 289	15 358 289	–	–	13 328 068
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	968	968	968	–	–	667
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	133 311 355	2 074 423	37 688 462	173 074 240	158 358 635	14 715 605	–	131 692 383
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	1 258 918 476	2 488 974 631	263 423 613	46 916 672	4 058 233 392	2 562 217 392	222 941 989	1 273 074 011	2 048 941 295
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	64 973 807	–	–	–	64 973 807	6 817 034	–	58 156 773	13 177 616

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	748 817 514	721 590 231	27 227 283	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	2 078 535	1 955 906	122 629	–
Programme fédéral de santé intérimaire	163 731 320	163 725 293	6 027	–
Initiatives publicitaires	1 000 000	964 952	35 048	–
Réinstallation des réfugiés syriens	579 523	570 238	9 285	–
Affectations bloquées				
Report	8 162 303	–	8 162 303	–
Transfert/réaffectation	7 764 905	–	7 764 905	–
Réduction	3 012 490	–	3 012 490	–
Autre	1 188 475	–	1 188 475	–
Revenus affectés aux dépenses	(9 937 812)	(9 385 473)	(552 339)	–
	926 397 253	879 421 147	46 976 106	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	28 282 293	21 317 943	6 964 350	–
Affectations bloquées				
Report	2 766 079	–	2 766 079	–
Transfert/réaffectation	11 988	–	11 988	–
	31 060 360	21 317 943	9 742 417	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	1 391 863 847	1 378 899 650	12 964 197	–
Aide mondiale aux migrants irréguliers	3 000 000	568 850	2 431 150	–
Réinstallation des réfugiés syriens	58 177 766	57 570 224	607 542	–
Affectations bloquées				
Report	135 500 000	–	135 500 000	–
	1 588 541 613	1 437 038 724	151 502 889	–
Crédit 15 – Radiation de dettes – Prêts aux immigrants				
Autre autorisation	267 245	262 273	4 972	–
Montants législatifs	1 338 892 681	65 818 670	–	1 273 074 011
	3 885 159 152	2 403 858 757	208 226 384	1 273 074 011
Commission de l'immigration et du statut de réfugié				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	136 905 674	134 894 466	2 011 208	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	1 293 320	1 209 593	83 727	–
Coûts associés à la traduction (décision Devinat)	11 168 074	6 895 319	4 272 755	–
Affectations bloquées				
Report	8 050 087	–	8 050 087	–
Transfert/réaffectation	21 828	–	21 828	–
Réduction	276 000	–	276 000	–
	157 714 983	142 999 378	14 715 605	–
Montants législatifs	15 359 257	15 359 257	–	–
	173 074 240	158 358 635	14 715 605	–
Total du portefeuille ministériel	4 058 233 392	2 562 217 392	222 941 989	1 273 074 011

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration												
Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés	428 745 569	417 161 858	2 454 731	1 441 822	1 588 541 613	1 437 038 724	–	–	2 019 741 913	1 855 642 404	64 973 807	6 817 034
Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires	242 610 427	217 641 621	6 146 374	3 134 732	–	–	9 385 473	9 385 473	239 371 328	211 390 880	–	–
Citoyenneté et passeports	1 710 281 440	419 032 052	62 241	62 241	–	–	384 859 456	367 308 591	1 325 484 225	51 785 702	–	–
Services internes	278 164 672	268 360 623	22 397 014	16 679 148	–	–	–	–	300 561 686	285 039 771	–	–
Total partiel.....	2 659 802 108	1 322 196 154	31 060 360	21 317 943	1 588 541 613	1 437 038 724	394 244 929	376 694 064	3 885 159 152	2 403 858 757	64 973 807	6 817 034
Revenus affectés aux dépenses.....	(394 244 929)	(376 694 064)	–	–	–	–	(394 244 929)	(376 694 064)	–	–	–	–
Total du ministère	2 265 557 179	945 502 090	31 060 360	21 317 943	1 588 541 613	1 437 038 724	–	–	3 885 159 152	2 403 858 757	64 973 807	6 817 034
Commission de l'immigration et du statut de réfugié												
Règlement des cas d'immigration et de statut de réfugié.....	130 763 872	111 379 470	–	–	–	–	–	–	130 763 872	111 379 470	–	–
Services internes	42 310 368	46 979 165	–	–	–	–	–	–	42 310 368	46 979 165	–	–
Total de l'organisme.....	173 074 240	158 358 635	–	–	–	–	–	–	173 074 240	158 358 635	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	2 438 631 419	1 103 860 725	31 060 360	21 317 943	1 588 541 613	1 437 038 724	–	–	4 058 233 392	2 562 217 392	64 973 807	6 817 034

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration									
Subventions									
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	–	490 253 000	69 196 000	–	559 449 000	559 449 000	–	–	490 253 000
Subvention pour l'élaboration des politiques sur les migrations	–	350 000	650 000	–	1 000 000	996 566	3 434	–	1 367 097
Total – Subventions.....	–	490 603 000	69 846 000	–	560 449 000	560 445 566	3 434	–	491 620 097
Contributions									
Programme d'établissement	–	776 709 188	(650 000)	1 206 922	777 266 110	758 117 359	19 148 751	–	714 482 559
Aide à la réinstallation	–	87 669 359	150 000 000	7 981 242	245 650 601	115 731 047	129 919 554	–	95 175 436
Organisation internationale pour les migrations.....	–	1 454 000	–	721 902	2 175 902	2 175 902	–	–	2 178 090
Aide mondiale aux migrants irréguliers	–	–	3 000 000	–	3 000 000	568 850	2 431 150	–	1 001 228
Total – Contributions.....	–	865 832 547	152 350 000	9 910 066	1 028 092 613	876 593 158	151 499 455	–	812 837 313
Total du portefeuille ministériel.....	–	1 356 435 547	222 196 000	9 910 066	1 588 541 613	1 437 038 724	151 502 889	–	1 304 457 410

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires			
Expérience internationale Canada.....	9 385 473	9 385 473	–
Citoyenneté et passeports			
Frais de passeport.....	384 859 456	367 308 591	–
Résidents temporaires profitables à l'économie			
Expérience internationale Canada.....	–	–	8 937 743
Passeport			
Frais de passeport.....	–	–	639 504 514
Total budgétaire.....	394 244 929	376 694 064	648 442 257
Non budgétaires (retrécies disponibles pour être dépensées)			
Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés			
Remboursements de prêts en vertu de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	–	18 275 808	–
Établissement et intégration des nouveaux arrivants			
Remboursements de prêts en vertu de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	–	–	13 203 915
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	394 244 929	376 694 064	648 442 257
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	18 275 808	13 203 915

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Prêts, placements et avances		
Intérêt sur les prêts d'aide et de transport.....	–	237 225
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrement de mauvaises créances.....	515	2 240
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	4 205 784	5 724 285
Redressements des créateurs de l'exercice précédent.....	12 446 107	10 026 278
Services aux autres ministères		
Recouvrement de trop-payés de salaire.....	32 379	27 527
	16 684 785	15 780 330
Ventes de biens et services		
Droits et privilèges		
Droits de résidence permanente.....	123 191 745	104 184 100
Frais relatif à la conformité de l'employeur – Travailleurs étrangers exemptés.....	30 941 386	16 838 065
Permis de travail ouvert – Travailleurs étrangers exemptés.....	21 292 133	23 137 066
Droits exigibles pour l'octroi à la citoyenneté.....	16 609 500	9 016 410
Frais pour les services de passeport.....	367 074 753	639 270 618
	559 109 517	792 446 259
Services de nature réglementaire		
Frais pour les services de citoyenneté		
Attribution et preuve.....	92 802 585	51 518 490
Document relatif au statut de citoyenneté.....	4 620 450	3 707 100
Expérience internationale Canada		
Revenus non-redépendables.....	1 037 398	939 992
Revenus redépendables.....	9 385 473	8 937 743
Catégorie du regroupement familial (incluant parrainage).....	63 436 353	54 790 935
Travailleurs qualifiés.....	59 837 392	66 913 354
Catégorie des gens d'affaires.....	5 038 983	4 528 734
Autres catégories.....	33 662 034	45 015 214
Catégorie des titulaires de permis.....	17 680	24 480
Carte de résident permanent.....	18 423 825	7 510 255
Visa de résident temporaire		
Entrée multiple.....	272 303 600	231 068 121
Maximum par famille.....	3 912 025	2 163 750
Permis de travail		
Permis de travail.....	56 475 517	57 649 411
Groupe d'artistes.....	752 832	8 255
Permis d'études.....	75 687 737	73 958 883

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Attestation et remplacement d'un document d'immigration – Sauf CRP	591 300	586 016	Sommaire du portefeuille ministériel		
Permis de séjour temporaire	1 293 475	1 445 154	Autres revenus		
Rétablissement du statut de résident temporaire	3 997 265	4 675 063	Revenus de placements	–	237 225
Réadaptation			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	17 770 645	16 225 026
Criminalité.....	637 000	604 500	Ventes de biens et de services	1 396 498 512	1 530 274 229
Grande criminalité	420 355	377 710	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 594	16 655
Autorisation de retour au Canada en vertu de la L52 (1).....	404 250	680 320	Revenus divers	116 960	92 227
Données statistiques sur l'immigration	–	2 100	Total du portefeuille ministériel	1 414 406 711	1 546 845 362
Document de voyage	1 231 750	1 082 245			
Biométrie.....	68 516 918	31 672 680			
	774 486 197	649 860 505			
Ventes de biens et de produits d'information					
Accès à l'information.....	415 065	323 595			
Autres frais et droits					
Autres frais et droits	119 465	8 193			
Variation des revenus reportés.....	62 136 672	87 403 072			
Divers.....	231 596	232 605			
	62 487 733	87 643 870			
	1 396 498 512	1 530 274 229			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	19 626	15 988			
Revenus divers					
Intérêts et pénalités	27 998	21 331			
Gain/Perte sur change des paiements de transfert.....	6 453	3 163			
Gains sur dépôts bancaires de monnaie étrangère.....	–	5 000			
Frais de justice	15 859	8 207			
Divers	63 299	51 700			
	113 609	89 401			
Total du ministère	1 413 316 532	1 546 397 173			
Commission de l'immigration et du statut de réfugié					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	402 488	368 194			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	683 372	76 502			
	1 085 860	444 696			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	968	667			
Revenus divers	3 351	2 826			
Total de l'organisme.....	1 090 179	448 189			

Section 14

Comptes publics du Canada
2018-2019

Infrastructure et Collectivités

Bureau de l'infrastructure du Canada
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.
Autorité du pont Windsor-Détoit

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	284
Sommaire du portefeuille ministériel.....	285
Détail budgétaire par affectation.....	287
Responsabilités essentielles	288
Paiements de transfert.....	289
Revenus	290

Bureau de l'infrastructure du Canada**Responsabilité essentielle 1 : Infrastructure publique**

Mettre en œuvre le plan d'infrastructure du gouvernement pour permettre de réaliser des investissements stratégiques dans les infrastructures publiques de base, investissements qui favoriseront une croissance à long terme, amélioreront la résilience des collectivités et faciliteront la transition vers une économie de croissance propre. De plus, ces investissements permettront d'améliorer l'inclusion sociale et les résultats socioéconomiques des Canadiens. Il s'agit là d'un travail fait en partenariat avec les provinces, les territoires, les municipalités, les collectivités autochtones, les autres ministères et organismes fédéraux, de même que le secteur privé et les organismes sans but lucratif, et qui comprend la fourniture de financement aux projets d'infrastructure, le renforcement des capacités visant à améliorer la gestion des actifs et la planification fondée sur des données probantes.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.**Responsabilité essentielle 1 : Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.**

Gérer de manière systémique afin d'assurer la sécurité et la pérennité des infrastructures majeures qui lui sont confiées en préconisant une approche de développement durable.

Autorité du pont Windsor-Détroit**Responsabilité essentielle 1 : Autorité du pont Windsor-Détroit**

Selon les termes de ses Lettres Patentes et de l'Accord sur le Passage, l'autorité du pont Windsor-Détroit est responsable de l'exécution des obligations de l'Autorité du Passage en tant que partie de l'Accord sur le Passage, et de construire et/ou exploiter le Passage International de la Rivière Détroit.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau de l'infrastructure du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	99 901 528	–	–	99 901 528				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	34 484 247	–	34 484 247				
	Virement du CT, crédit 25 ¹	–	–	–	3 459 950	3 459 950				
	Virement au :									
	Crédit 5	–	–	–	(2 168 320)	(2 168 320)				
	Crédit 10 (Ressources naturelles)	–	–	–	(100 000)	(100 000)				
	Total – Crédit 1	–	99 901 528	34 484 247	1 191 630	135 577 405	85 726 632	49 850 773	–	141 061 203
5	Dépenses en capital.....	–	760 949 312	–	–	760 949 312				
5a	Dépenses en capital	–	–	257 522 708	–	257 522 708				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	2 168 320	2 168 320				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	6 030 146	6 030 146				
	Total – Crédit 5	–	760 949 312	257 522 708	8 198 466	1 026 670 486	111 652 770	915 017 716	–	570 321 744
10	Contributions	–	3 111 503 619	–	–	3 111 503 619				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	256 150 700	–	256 150 700				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	150 000	–	150 000				
	Total – Crédit 10	–	3 111 503 619	256 300 700	–	3 367 804 319	3 279 177 078	88 627 241	–	1 536 772 728
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	7 782 183	–	(769 306)	7 012 877	7 012 877	–	–	6 123 830
(S)	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 600
(S)	Fonds de la taxe sur l'essence	–	2 170 596 375	–	–	2 170 596 375	2 170 596 375	–	–	2 071 932 904
	Total du ministère – Budgétaire.....	–	6 150 819 017	548 307 655	8 620 790	6 707 747 462	5 654 251 732	1 053 495 730	–	4 326 297 009
PPP Canada Inc.										
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	5 900 000
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	–	–	–	–	–	–	–	5 900 000
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.										
1	Paiements à la société	–	250 127 000	–	–	250 127 000				
1b	Paiements à la société	–	–	14 600 000	–	14 600 000				
	Virement du CT, crédit 40 ¹	–	–	–	90 557 000	90 557 000				
	Total – Crédit 1	–	250 127 000	14 600 000	90 557 000	355 284 000	166 797 775	188 486 225	–	179 229 642
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	250 127 000	14 600 000	90 557 000	355 284 000	166 797 775	188 486 225	–	179 229 642

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Autorité du pont Windsor-Détroit										
1	Paiements à l'Autorité	–	195 992 153	–	–	195 992 153				
1a	Paiements à l'Autorité	–	–	283 605 894	–	283 605 894				
	Total – Crédit 1	–	195 992 153	283 605 894	–	479 598 047	330 500 000	149 098 047	–	184 000 000
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	195 992 153	283 605 894	–	479 598 047	330 500 000	149 098 047	–	184 000 000
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	–	6 596 938 170	846 513 549	99 177 790	7 542 629 509	6 151 549 507	1 391 080 002	–	4 695 426 651

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Bureau de l'infrastructure du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	135 097 424	85 726 632	49 370 792	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	247 981	–	247 981	–
Réduction.....	232 000	–	232 000	–
	<i>135 577 405</i>	<i>85 726 632</i>	<i>49 850 773</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	451 245 560	111 652 770	339 592 790	–
Affectations bloquées				
Report.....	575 424 926	–	575 424 926	–
	<i>1 026 670 486</i>	<i>111 652 770</i>	<i>915 017 716</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	3 164 995 963	3 164 995 963	–	–
Fonds Partenariats public-privé Canada.....	115 054 536	114 181 115	873 421	–
Affectations bloquées				
Report	14 611 045	–	14 611 045	–
Réduction.....	73 142 775	–	73 142 775	–
	<i>3 367 804 319</i>	<i>3 279 177 078</i>	<i>88 627 241</i>	–
Montants législatifs	2 177 695 252	2 177 695 252	–	–
	<i>6 707 747 462</i>	<i>5 654 251 732</i>	<i>1 053 495 730</i>	–
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.				
Crédit 1 – Paiements à la société				
Paiements à la Société d'État	184 580 000	82 361 055	102 218 945	–
Paiements à la Société d'État – Capital	75 364 000	50 416 059	24 947 941	–
Maintien et réparation du pont Champlain.....	56 600 000	34 020 661	22 579 339	–
Affectations bloquées				
Report	38 740 000	–	38 740 000	–
	<i>355 284 000</i>	<i>166 797 775</i>	<i>188 486 225</i>	–
Autorité du pont Windsor-Détroit				
Crédit 1 – Paiements à l'Autorité				
Paiements à la Société d'État	203 939 096	146 000 000	57 939 096	–
Budget en capital	275 658 951	184 500 000	91 158 951	–
	<i>479 598 047</i>	<i>330 500 000</i>	<i>149 098 047</i>	–
Total du portefeuille ministériel.....	7 542 629 509	6 151 549 507	1 391 080 002	–

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau de l'infrastructure du Canada												
Infrastructure publique	81 672 869	31 822 096	1 026 319 459	111 301 743	5 538 400 694	5 449 773 453	–	–	6 646 393 022	5 592 897 292	–	–
Services internes	61 003 413	61 003 413	351 027	351 027	–	–	–	–	61 354 440	61 354 440	–	–
Total du ministère	142 676 282	92 825 509	1 026 670 486	111 652 770	5 538 400 694	5 449 773 453	–	–	6 707 747 462	5 654 251 732	–	–
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.												
Passage efficace et sécuritaire sur les infrastructures gérées par Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	277 184 000	116 381 565	78 100 000	50 416 210	–	–	–	–	355 284 000	166 797 775	–	–
Total de l'organisme.....	277 184 000	116 381 565	78 100 000	50 416 210	–	–	–	–	355 284 000	166 797 775	–	–
Autorité du pont Windsor-Détoit												
Construction et exploitation du Pont international Gordie Howe.....	203 939 096	146 000 000	275 658 951	184 500 000	–	–	–	–	479 598 047	330 500 000	–	–
Total de l'organisme.....	203 939 096	146 000 000	275 658 951	184 500 000	–	–	–	–	479 598 047	330 500 000	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	623 799 378	355 207 074	1 380 429 437	346 568 980	5 538 400 694	5 449 773 453	–	–	7 542 629 509	6 151 549 507	–	–

Paielements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau de l'infrastructure du Canada									
Subventions									
Subventions en vertu du Défi des villes intelligentes	–	6 250 000	–	(1 250 000)	5 000 000	5 000 000	–	–	–
Contributions									
Fonds pour les infrastructures de transport en commun	–	675 532 000	–	489 793 221	1 165 325 221	1 165 325 221	–	–	244 294 838
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Projets nationaux et régionaux	–	602 217 740	–	(23 603 430)	578 614 310	578 614 310	–	–	322 424 763
Fonds pour l'eau potable et les eaux usées	–	397 360 600	–	282 627 159	679 987 759	606 844 984	73 142 775	–	420 793 815
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	–	352 955 638	2 299 000	(340 676 412)	14 578 226	14 578 226	–	–	–
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures	–	336 499 130	–	(160 630 016)	175 869 114	175 869 114	–	–	249 699 901
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Fonds des petites collectivités	–	212 392 130	–	(47 633 190)	164 758 940	164 758 940	–	–	148 368 056
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures nationales	–	155 124 081	–	6 926 477	162 050 558	162 050 558	–	–	3 694 035
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	–	118 174 576	–	(71 787 359)	46 387 217	46 387 217	–	–	27 008 051
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	–	105 126 739	–	(51 839 124)	53 287 615	53 287 615	–	–	–
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	–	24 602 334	–	4 487 665	29 089 999	29 089 999	–	–	47 672 911
Renforcement de la capacité pour les défis liés aux changements climatiques	–	23 751 800	–	(2 285 682)	21 466 118	21 466 118	–	–	9 326 415
Contributions en vertu du Fonds pour l'infrastructure verte	–	23 137 047	–	41 775 870	64 912 917	64 912 917	–	–	28 542 018
Fonds de gestion des actifs	–	16 124 700	–	1 509 944	17 634 644	17 634 644	–	–	5 793 398
Contributions en vertu du Défi des villes intelligentes	–	2 000 000	–	–	2 000 000	2 000 000	–	–	–
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière	–	1 073 304	–	2 676 696	3 750 000	3 750 000	–	–	68 040
Paielements pour les engagements du Fonds PPP Canada au titre de PPP Canada	–	–	210 100 000	(95 045 464)	115 054 536	114 181 115	873 421	–	–
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes	–	–	43 751 700	(29 140 655)	14 611 045	–	14 611 045	–	–
Initiative de recherche et de connaissances	–	–	150 000	(150 000)	–	–	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	6 586 487
Total – Contributions	–	3 046 071 819	256 300 700	7 005 700	3 309 378 219	3 220 750 978	88 627 241	–	1 514 272 728
Autres paielements de transfert									
(S) Fonds de la taxe sur l'essence	–	2 170 596 375	–	–	2 170 596 375	2 170 596 375	–	–	2 071 932 904
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	–	59 181 800	–	(5 755 700)	53 426 100	53 426 100	–	–	22 500 000
Total – Autres paielements de transfert	–	2 229 778 175	–	(5 755 700)	2 224 022 475	2 224 022 475	–	–	2 094 432 904
Total du portefeuille ministériel	–	5 282 099 994	256 300 700	–	5 538 400 694	5 449 773 453	88 627 241	–	3 608 705 632

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau de l'infrastructure du Canada		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Autres comptes		
Revenus de placements des sociétés d'État		
Autres produits de placements	–	3 405 250
Prêts, placements et avances		
Autres revenus de placements provenant de tiers		
Intérêts sur d'autres prêts et avances.....	14 097	3 416
	<u>14 097</u>	<u>3 408 666</u>
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Trop-payés de salaire.....	41 140	54 322
Avances salariales aux employés.....	15 353	–
Recouvrements de traitements, biens et services		
Traitements et salaires de base pour le personnel civil –		
Temps régulier – Emploi continu	–	128
Recouvrements de biens et services	8 935	2 850
Transferts à d'autres ordres de gouvernement		
Autres paiements de transfert.....	93 680	228 082
Paievements aux sociétés d'État consolidées		
PPP Canada Inc.....	–	43 500 000
Autres charges diverses	110 758	–
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent		
Traitement et salaires.....	8 844	26 226
Dépenses de fonctionnement	227 268	1 143 907
Transferts à d'autres ordres de gouvernement		
Autres paiements de transfert.....	9 093 589	64 326
Paievements aux sociétés d'État consolidées		
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.....	5 423 904	933 459
Autres transferts à des organismes à but non lucratif et autres organisations.....	17 649	–
	<u>15 041 120</u>	<u>45 953 300</u>
Revenus divers		
Revenus provenant de frais relatifs à l'accès à l'information.....	355	780
Revenus pour le projet du corridor du nouveau pont pour le		
Saint-Laurent.....	130 113	112 898
Divers	250 000	10
	<u>380 468</u>	<u>113 688</u>
Total du portefeuille ministériel	15 435 685	49 475 654

Section 15

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Innovation, Sciences et Développement économique

Ministère de l'Industrie

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Agence canadienne de développement économique du Nord

Agence spatiale canadienne

Commission canadienne du tourisme

Commission du droit d'auteur

**Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest
canadien**

**Agence de développement économique du Canada pour les
régions du Québec**

**Agence fédérale de développement économique pour le Sud
de l'Ontario**

Conseil national de recherches du Canada

Conseil canadien des normes

Statistique Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	292
Sommaire du portefeuille ministériel.....	296
Détail budgétaire par affectation.....	304
Responsabilités essentielles	308
Paiements de transfert.....	310
Détail des montants disponibles pour être dépensés	316
Revenus	316

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Industrie**Responsabilité essentielle 1 : Sciences, technologie, recherche et commercialisation**

Appuyer et faciliter les investissements pilotés par les entreprises et les collaborations stratégiques visant le développement et la commercialisation de technologies de pointe; entretenir et renforcer l'excellence du Canada en matière de recherche, notamment par le soutien à la recherche scientifique fondamentale, à l'expérimentation et à l'exploration pour apporter une réponse aux défis mondiaux.

Responsabilité essentielle 2 : Entreprises, investissement et croissance

Appuyer la croissance des petites, moyennes et grandes entreprises canadiennes pour les aider à devenir des entreprises compétitives à impact élevé sur la scène internationale; assurer un marché équitable et concurrentiel; promouvoir des conditions favorables à la concurrence en ce qui a trait aux prix et aux choix de produits, y compris dans le secteur des télécommunications; simplifier les programmes gouvernementaux, promouvoir les efforts visant à réduire les démarches administratives pour les entreprises, mettre en place des conditions favorables à une innovation axée sur le marché et promouvoir une croissance et une économie dont tout le monde peut profiter; réduire les obstacles aux mouvements des biens, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre; assurer la croissance du secteur du tourisme au Canada.

Responsabilité essentielle 3 : Personnes, compétences et collectivités

Appuyer la création, le transfert et la diffusion des connaissances pour que les Canadiens, y compris les personnes appartenant à des groupes sous-représentés : soient dotés des compétences et des outils nécessaires pour prendre part à une économie de l'innovation en forte croissance; promeuvent une culture de l'innovation, où ils ont la motivation nécessaire pour s'attaquer aux défis locaux, régionaux, nationaux ou mondiaux; profitent de la croissance de la classe moyenne dans toutes les collectivités; bénéficient d'un accès accru à des services Internet à large bande et mobiles, y compris dans les régions rurales et éloignées; soient des consommateurs protégés et bien informés.

Responsabilité essentielle 4 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence de promotion économique du Canada atlantique**Responsabilité essentielle 1 : Développement économique au Canada atlantique**

Soutenir la croissance économique, la création de richesse et la prospérité économique au Canada atlantique en misant sur la croissance propre et inclusive et sur les avantages concurrentiels régionaux. Favoriser la croissance des petites et moyennes entreprises en leur offrant une aide financière directe ou indirecte par l'intermédiaire d'organismes de soutien aux entreprises. Les petites et moyennes entreprises deviennent plus novatrices lorsqu'elles adoptent de nouvelles technologies et de nouveaux procédés et lorsqu'elles explorent de nouvelles possibilités d'expansion et de diversification des marchés afin de faire concurrence et de réussir sur un marché mondial.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne de développement économique du Nord

Responsabilité essentielle 1 : Développement économique dans les territoires

Travailler dans les trois territoires pour soutenir les conditions propices à une économie durable, diversifiée et novatrice en collaboration avec les collectivités nordiques et les Autochtones, les entreprises, les organisations et d'autres ministères fédéraux et paliers du gouvernement.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence spatiale canadienne

Responsabilité essentielle 1 : La présence du Canada dans l'espace

L'Agence spatiale Canadienne coordonne les politiques et les programmes spatiaux du gouvernement du Canada; veille à ce que d'autres ministères et organismes gouvernementaux aient accès à des données, à de l'information et à des services spatiaux en vue de réaliser leur mandat; planifie, dirige et gère des projets ayant trait à la recherche spatiale scientifique ou industrielle et au développement des sciences et des technologies spatiales; promeut le transfert et la diffusion des technologies spatiales à l'échelle de l'industrie canadienne; et encourage l'exploitation commerciale des capacités, des installations et des systèmes spatiaux. L'Agence spatiale Canadienne vise également à accroître la capacité spatiale canadienne, à intéresser la prochaine génération de scientifiques et d'ingénieurs du domaine spatial et à offrir des occasions inspirant les jeunes à acquérir les compétences requises, à poursuivre leur études et à faire carrière en science, en technologie, en ingénierie et en mathématiques.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne du tourisme

Responsabilité essentielle 1 : Commission canadienne du tourisme

Veiller à la prospérité et à la rentabilité de l'industrie du tourisme au Canada. Promouvoir le Canada comme destination touristique de choix. Favoriser la collaboration entre le secteur privé et les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux en ce qui concerne le tourisme au Canada. Fournir des renseignements sur le tourisme au Canada au secteur privé et aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Commission du droit d’auteur**Responsabilité essentielle 1 : Tarifs et licences liés au droit d’auteur**

La Commission du droit d’auteur du Canada établit les tarifs qui fixent les redevances à payer pour l’utilisation d’œuvres protégées par le droit d’auteur, lorsque le droit d’auteur est administré collectivement par une société de gestion. La Commission délivre également des licences qui établissent les redevances à payer pour l’utilisation d’œuvres protégées lorsque le titulaire du droit d’auteur est introuvable. En publiant en temps opportun des tarifs et des licences justes et équitables, la Commission encourage le développement et l’adoption de nouvelles technologies et stimule l’innovation dans l’économie canadienne. Son travail sert aussi à renforcer la confiance à l’égard des processus liés aux tarifs et aux licences au Canada.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d’introduction.

Ministère de la Diversification de l’économie de l’Ouest canadien**Responsabilité essentielle 1 : Développement économique de l’Ouest canadien**

Diversification de l’économie de l’Ouest Canada promeut la croissance et la diversification de l’économie de l’Ouest canadien en encourageant l’innovation, en améliorant la compétitivité des entreprises, en promouvant l’adoption de technologies propres et d’une croissance inclusive.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d’introduction.

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**Responsabilité essentielle 1 : Développer l’économie du Québec**

Soutenir la croissance économique du Québec, la création d’emplois et la prospérité économique à l’aide d’une croissance propre et inclusive; aider les petites et moyennes entreprises à croître par le commerce et l’innovation; bâtir sur les forces concurrentielles régionales.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d’introduction.

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Responsabilité essentielle 1 : Développement économique dans le Sud de l'Ontario

Développement économique dans le Sud de l'Ontario.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil national de recherches du Canada

Responsabilité essentielle 1 : Science et innovation

Faire croître et favoriser la prospérité du Canada comme suit : entreprendre, appuyer et promouvoir la recherche-développement axée sur l'innovation; faire progresser la science fondamentale et l'excellence du Canada dans le domaine de la recherche à l'échelle mondiale; permettre au gouvernement, aux entreprises et aux communautés de la recherche d'accéder à l'infrastructure, aux services et à l'information scientifiques et technologiques; et appuyer la main-d'œuvre qualifiée et les capacités du Canada dans les domaines des sciences et de l'innovation.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil canadien des normes

Responsabilité essentielle 1 : Conseil canadien des normes

Gérer le système national de normes du Canada en encourageant une normalisation volontaire efficiente et efficace au Canada, lorsque celle-ci ne fait l'objet d'aucune mesure législative. Les travaux de normalisation visent à faire progresser l'économie nationale, à contribuer au développement durable, à améliorer la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs et du public. Ces activités ont également pour but d'aider et de protéger les consommateurs, de faciliter le commerce intérieur et extérieur ainsi que de développer la coopération internationale en matière de normalisation.

Statistique Canada

Responsabilité essentielle 1 : Renseignements statistiques

Statistique Canada produit des renseignements statistiques objectifs de grande qualité pour l'ensemble du Canada. Les renseignements statistiques produits portent sur les activités commerciales, industrielles, financières, sociales, économiques, environnementales et générales de la population et sur l'état de celle-ci.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Industrie										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	390 623 885	–	–	390 623 885				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	4 149 095	–	4 149 095				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	4 195 175	–	4 195 175				
	Virement du :									
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada).....	–	–	–	1 284 260	1 284 260				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	3 681 231	3 681 231				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	22 775 286	22 775 286				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	9 512 974	9 512 974				
	Virement au :									
	crédit 1 (Affaires étrangères, Commerce et Développement).....	–	–	–	(168 160)	(168 160)				
	crédit 5	–	–	–	(1 148 610)	(1 148 610)				
	crédit 10	–	–	–	(26 000)	(26 000)				
	Total – Crédit 1	–	390 623 885	8 344 270	35 910 981	434 879 136	429 858 463	5 020 673	–	409 848 727
5	Dépenses en capital.....	–	5 983 000	–	–	5 983 000				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	1 148 610	1 148 610				
	crédit 1 (Bibliothèque et Archives du Canada)	–	–	–	5 972	5 972				
	crédit 5 (Agence spatiale canadienne).....	–	–	–	60 607	60 607				
	crédit 5 (Défense nationale).....	–	–	–	152 650	152 650				
	crédit 5 (Conseil national de recherches du Canada).....	–	–	–	1 129	1 129				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	1 200 000	1 200 000				
	Total – Crédit 5	–	5 983 000	–	2 568 968	8 551 968	7 562 323	989 645	–	16 925 527
10	Subventions et contributions	–	2 313 338 869	–	–	2 313 338 869				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	154 667 316	–	154 667 316				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	567 000	–	567 000				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	26 000	26 000				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	52 001 787	52 001 787				
	Total – Crédit 10	–	2 313 338 869	155 234 316	52 027 787	2 520 600 972	1 679 515 444	841 085 528	–	1 773 682 271
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	55 435 603	200 712	(1 230 086)	54 406 229	54 406 229	–	–	53 354 962
(S)	Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique – Traitement et allocation pour automobile	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 600
(S)	Ministre des Sciences et des Sports – Traitement et allocation pour automobile	–	2 000	84 000	(24 818)	61 182	61 182	–	–	2 000
(S)	Ministre de la Petite Entreprise et de la Promotion des exportations – Traitement et allocation pour automobile	–	2 000	84 000	(24 869)	61 131	61 131	–	–	2 000

(S)	Ministre du Tourisme, des Langues officielles et de La Francophonie – Traitement et allocation pour automobile	–	–	86 000	(25 370)	60 630	60 630	–	–	–
(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 36)	–	64 946 634	–	(18 719 210)	46 227 424	46 227 424	–	–	51 300 219
(S)	Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle	–	25 000 000	–	(4 000 000)	21 000 000	21 000 000	–	–	7 500 000
(S)	Contributions à Génome Canada.....	–	24 700 000	–	(4 400 000)	20 300 000	20 300 000	–	–	22 000 000
(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	150 498 345	24 763 447	–	(24 763 447)	150 498 345	16 130 992	–	134 367 353	18 990 174
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	154 866	–	–	250 410	405 276	200 632	–	204 644	231 465
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	530 621	530 621	530 621	–	–	316 337
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 700 000
	Total budgétaire	150 653 211	2 904 881 438	164 033 298	38 100 967	3 257 668 914	2 276 001 071	847 095 846	134 571 997	2 355 938 282
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	–	300 000	–	–	300 000	–	300 000	–	–
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	–	500 000	–	–	500 000	–	500 000	–	–
L97b	Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits. Limite 1 950 000 \$ (Net)</i>	1 950 000	–	–	–	1 950 000	–	–	1 950 000	–
(S)	(L) Paiements au titre des placements dans des sociétés d'État entreprises	–	–	–	125 000 000	125 000 000	125 000 000	–	–	64 500 000
	Total non budgétaire	1 950 000	800 000	–	125 000 000	127 750 000	125 000 000	800 000	1 950 000	64 500 000
	Total du ministère – Budgétaire.....	150 653 211	2 904 881 438	164 033 298	38 100 967	3 257 668 914	2 276 001 071	847 095 846	134 571 997	2 355 938 282
	Total du ministère – Non budgétaire	1 950 000	800 000	164 033 298	125 000 000	127 750 000	125 000 000	800 000	1 950 000	64 500 000
	Agence de promotion économique du Canada atlantique									
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	66 292 642	–	–	66 292 642				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	561 383	561 383				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	3 167 598	3 167 598				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	406 083	406 083				
	Total – Crédit 1	–	66 292 642	–	4 135 064	70 427 706	65 427 353	5 000 353	–	67 005 669
5	Subventions et contributions	–	252 896 893	–	–	252 896 893				
5a	Subventions et contributions.....	–	–	25 537 539	–	25 537 539				
	Virement du :									
	crédit 1 (Pêches et Océans).....	–	–	–	50 000	50 000				
	crédit 1 (Défense nationale).....	–	–	–	3 100 000	3 100 000				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	8 853 070	8 853 070				
	Total – Crédit 5	–	252 896 893	25 537 539	12 003 070	290 437 502	276 137 362	14 300 140	–	283 971 197
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	8 168 627	–	(135 790)	8 032 837	8 032 837	–	–	8 008 731
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 321	–	–	40 496	46 817	–	6 321	40 496	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	6 321	327 358 162	25 537 539	16 042 840	368 944 862	349 597 552	19 306 814	40 496	358 985 597

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence canadienne de développement économique du Nord										
1	Dépenses de fonctionnement	–	11 976 317	–	–	11 976 317				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	99 196	–	99 196				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	93 078	93 078				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	659 979	659 979				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	2 448 019	2 448 019				
	Total – Crédit 1	–	11 976 317	99 196	3 201 076	15 276 589	13 842 157	1 434 432	–	13 632 362
5	Contributions	–	16 650 297	–	–	16 650 297				
5b	Subventions et contributions	–	–	74 000	–	74 000				
	Virement du CT, crédit 40 ¹	–	–	–	17 546 420	17 546 420				
	Total – Crédit 5	–	16 650 297	74 000	17 546 420	34 270 717	30 740 717	3 530 000	–	39 552 941
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	1 233 101	–	7 037	1 240 138	1 240 138	–	–	1 234 750
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	3	3	3	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	5 228	–	–	22 066	27 294	–	5 228	22 066	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	5 228	29 859 715	173 196	20 776 602	50 814 741	45 823 015	4 969 660	22 066	54 420 053
Agence spatiale canadienne										
1	Dépenses de fonctionnement	–	170 769 731	–	–	170 769 731				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 800 000	–	1 800 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 308 540	1 308 540				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	6 059 564	6 059 564				
	Virement au :									
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada).....	–	–	–	(210 000)	(210 000)	–	–	–	–
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(97 866)	(97 866)	–	–	–	–
	Total – Crédit 1	–	170 769 731	1 800 000	7 060 238	179 629 969	173 689 311	5 940 658	–	175 307 040
5	Dépenses en capital	–	112 229 000	–	–	112 229 000				
5a	Dépenses en capital	–	–	29 654 327	–	29 654 327				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	33 693 139	33 693 139				
	Virement au crédit 5 (Industrie)	–	–	–	(60 607)	(60 607)				
	Total – Crédit 5	–	112 229 000	29 654 327	33 632 532	175 515 859	66 099 926	109 415 933	–	107 718 231

10	Subventions et contributions	-	56 411 000	-	-	56 411 000	56 376 491	34 509	-	60 947 950	
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	9 463 366	-	83 401	9 546 767	9 546 767	-	-	9 478 989	
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 155	-	-	27 689	34 844	33 105	-	1 739	5 777	
	Total de l'organisme – Budgétaire	7 155	348 873 097	31 454 327	40 803 860	421 138 439	305 745 600	115 391 100	1 739	353 457 987	
	Commission canadienne du tourisme										
1	Paiements à la Commission	-	95 655 544	-	-	95 655 544					
1b	Paievements à la Commission	-	-	3 000 000	-	3 000 000					
	Virement du CT, crédit 15 ¹	-	-	-	27 363	27 363					
	Total – Crédit 1	-	95 655 544	3 000 000	27 363	98 682 907	98 682 907	-	-	95 475 770	
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	95 655 544	3 000 000	27 363	98 682 907	98 682 907	-	-	95 475 770	
	Commission du droit d'auteur										
1	Dépenses du programme	-	3 022 473	-	-	3 022 473					
1a	Dépenses du programme	-	-	99 196	-	99 196					
	Virement du :										
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	68 597	68 597					
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	139 149	139 149					
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	466 254	466 254					
	Total – Crédit 1	-	3 022 473	99 196	674 000	3 795 669	3 419 308	376 361	-	2 972 383	
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	296 837	-	17 453	314 290	314 290	-	-	258 616	
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	3 319 310	99 196	691 453	4 109 959	3 733 598	376 361	-	3 230 999	
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien										
1	Dépenses de fonctionnement	-	35 965 364	-	-	35 965 364					
	Virement du :										
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	416 754	416 754					
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	1 719 730	1 719 730					
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	272 922	272 922					
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	1 652 289	1 652 289					
	Total – Crédit 1	-	35 965 364	-	4 061 695	40 027 059	38 829 622	1 197 437	-	37 029 259	
5	Subventions et contributions	-	109 773 000	-	-	109 773 000					
5a	Subventions et contributions	-	-	53 521 644	-	53 521 644					
	Virement du CT, crédit 40 ¹	-	-	-	36 468 630	36 468 630					
	Total – Crédit 5	-	109 773 000	53 521 644	36 468 630	199 763 274	199 727 274	36 000	-	186 283 470	
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	3 825 014	-	(26 345)	3 798 669	3 798 669	-	-	3 739 442	
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	-	-	-	11 976	11 976	11 976	-	-	15 948	
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	149 563 378	53 521 644	40 515 956	243 600 978	242 367 541	1 233 437	-	227 068 119	

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	38 634 370	–	–	38 634 370				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	239 042	239 042				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	849 734	849 734				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	814 544	814 544				
	Total – Crédit 1	–	38 634 370	–	1 903 320	40 537 690	39 007 280	1 530 410	–	40 309 823
5	Subventions et contributions	–	233 365 446	–	–	233 365 446				
	Virement du CT, crédit 40 ¹	–	–	–	18 501 017	18 501 017				
	Total – Crédit 5	–	233 365 446	–	18 501 017	251 866 463	249 854 840	2 011 623	–	266 825 784
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	4 505 652	–	(230 928)	4 274 724	4 274 724	–	–	4 280 276
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	93	–	–	155	248	–	93	155	12 859
	Total de l'organisme – Budgétaire	93	276 505 468	–	20 173 564	296 679 125	293 136 844	3 542 126	155	311 428 742
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	25 158 031	–	–	25 158 031				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	99 196	–	99 196				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	251 995	251 995				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	879 603	879 603				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	1 277 487	1 277 487				
	Total – Crédit 1	–	25 158 031	99 196	2 409 085	27 666 312	26 594 603	1 071 709	–	27 091 325
5	Subventions et contributions	–	159 188 390	–	–	159 188 390				
	Virement du CT, crédit 40 ¹	–	–	–	52 820 260	52 820 260				
	Total – Crédit 5	–	159 188 390	–	52 820 260	212 008 650	207 203 869	4 804 781	–	220 105 694
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 788 550	–	118 776	2 907 326	2 907 326	–	–	3 054 111
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	577	–	–	20 078	20 655	–	577	20 078	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	577	187 134 971	99 196	55 368 199	242 602 943	236 705 798	5 877 067	20 078	250 251 130

Conseil national de recherches du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement	-	348 097 344	-	-	348 097 344				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	20 745 849	20 745 849				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	17 037 142	17 037 142				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	80 521 749	80 521 749				
	Virement au :									
	crédit 1 (Industrie).....	-	-	-	(1 284 260)	(1 284 260)				
	crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)	-	-	-	(4 000 000)	(4 000 000)				
	crédit 10.....	-	-	-	(100 000)	(100 000)				
	Total – Crédit 1.....	-	348 097 344	-	112 920 480	461 017 824	452 547 281	8 470 543	-	409 640 474
5	Dépenses en capital	-	62 983 970	-	-	62 983 970				
	Virement du :									
	crédit 5 (Défense nationale)	-	-	-	610 000	610 000				
	CT, crédit 35 ¹	-	-	-	18 064 462	18 064 462				
	Virement au crédit 5 (Industrie).....	-	-	-	(1 129)	(1 129)				
	Total – Crédit 5.....	-	62 983 970	-	18 673 333	81 657 303	61 711 448	19 945 855	-	69 610 046
10	Subventions et contributions.....	-	395 679 820	-	-	395 679 820				
10a	Subventions et contributions	-	-	4 927 922	-	4 927 922				
10b	Subventions et contributions	-	-	1	-	1				
	Virement du :									
	Crédit 1	-	-	-	100 000	100 000				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	117 000 000	117 000 000				
	Total – Crédit 10.....	-	395 679 820	4 927 923	117 100 000	517 707 743	389 217 995	128 489 748	-	294 036 926
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	38 258 447	-	21 458 737	59 717 184	59 717 184	-	-	52 204 594
(S)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)(e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R.C. (1985), ch. N-15)									
	Montant non dépensé au début de l'exercice.....	131 643 664	-	-	-	131 643 664				
	Montant reçu au cours de l'exercice.....	-	182 000 000	-	11 365 414	193 365 414				
	Total – Dépense des recettes.....	131 643 664	182 000 000	-	11 365 414	325 009 078	181 814 313	13 973 258	129 221 507	190 754 712
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 525	-	-	695 829	718 354	194 865	-	523 489	170 000
(S)	Honoraires – Agence de recouvrement	-	-	-	766	766	766	-	-	1 680
(S)	Pertes sur opérations de change	-	-	-	-	-	-	-	-	105 005
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	131 666 189	1 027 019 581	4 927 923	282 214 559	1 445 828 252	1 145 203 852	170 879 404	129 744 996	1 016 523 437
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie ²										
1	Dépenses de fonctionnement	-	46 122 469	-	-	46 122 469				
	Reclassé sous le portefeuille ministériel des Sciences (crédit 1)									
	aux fins de publication	-	-	-	(46 122 469)	(46 122 469)				
	Total – Crédit 1.....	-	46 122 469	-	(46 122 469)	-	-	-	-	-

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
5	Subventions	–	1 202 907 659	–	–	1 202 907 659				
	Reclassé sous le portefeuille ministériel des Sciences (crédit 5) aux fins de publication	–	–	–	(1 202 907 659)	(1 202 907 659)				
	Total – Crédit 5	–	1 202 907 659	–	(1 202 907 659)	–	–	–	–	–²
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	5 271 310	–	(5 271 310)	–				
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	134	–	–	(134)	–				
(S)	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4.2 de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i>	–	178 779	–	(178 779)	–				
	Total de l'organisme – Budgétaire	134	1 254 480 217	–	(1 254 480 351)	–	–	–	–	–
	Conseil de recherches en sciences humaines³									
1	Dépenses de fonctionnement	–	26 186 289	–	–	26 186 289				
	Reclassé sous le portefeuille ministériel des Sciences (crédit 1) aux fins de publication	–	–	–	(26 186 289)	(26 186 289)				
	Total – Crédit 1	–	26 186 289	–	(26 186 289)	–	–	–	–	–
5	Subventions	–	756 932 935	–	–	756 932 935				
	Reclassé sous le portefeuille ministériel des Sciences (crédit 5) aux fins de publication	–	–	–	(756 932 935)	(756 932 935)				
	Total – Crédit 5	–	756 932 935	–	(756 932 935)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 934 818	–	(2 934 818)	–				
(S)	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4.2 de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines</i>	–	94 976	–	(94 976)	–				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	786 149 018	–	(786 149 018)	–	–	–	–	–³
	Conseil canadien des normes									
1	Paiements au Conseil	–	14 943 000	–	–	14 943 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	899 672	899 672				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	2 131 000	2 131 000				
	Total – Crédit 1	–	14 943 000	–	3 030 672	17 973 672	17 973 672	–	–	13 828 495
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	14 943 000	–	3 030 672	17 973 672	17 973 672	–	–	13 828 495

Statistique Canada										
1	Dépenses du programme	-	373 200 126	-	-	373 200 126				
1a	Dépenses du programme	-	-	7 542 506	-	7 542 506				
1b	Dépenses du programme	-	-	854 678	-	854 678				
Virement du :										
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	2 216 816	2 216 816				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	1 320 193	1 320 193				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	23 581 547	23 581 547				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	10 140 674	10 140 674				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	47 178 246	47 178 246				
	Total – Crédit 1	-	373 200 126	8 397 184	84 437 476	466 034 786	438 121 532	27 913 254	-	475 550 822
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	62 829 151	166 284	6 614 394	69 609 829	69 609 829	-	-	70 193 033
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	-	-	-	12 729	12 729	12 729	-	-	27 300
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	436 029 277	8 563 468	91 064 599	535 657 344	507 744 090	27 913 254	-	545 771 155
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	282 338 908	7 841 772 176	291 409 787	(1 431 818 735)	6 983 702 136	5 522 715 540	1 196 585 069	264 401 527	5 586 379 766 ^{2,3}
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	1 950 000	800 000	-	125 000 000	127 750 000	125 000 000	800 000	1 950 000	64 500 000

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

² Le décret C.P. 2018-1011 a transféré l'ensemble des attributions prévues par la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie*, sauf les attributions conférées en vertu du paragraphe 4(2) de cette loi, du ministre d'Innovation, des Sciences et du Développement économique au ministre des Sciences, à compter du 18 juillet 2018. Avant le transfert, des dépenses non législatives d'environ 405 039 066 \$ ont été approuvées par le ministre d'Innovation, des Sciences et du Développement économique. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 1 219 141 888 \$.

³ Le décret C.P. 2018-1012 a transféré l'ensemble des attributions prévues par la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines*, sauf les attributions conférées en vertu du paragraphe 4(2) de cette loi, du ministre d'Innovation, des Sciences et du Développement économique au ministre des Sciences, à compter du 18 juillet 2018. Avant le transfert, des dépenses non législatives d'environ 145 091 422 \$ ont été approuvées par le ministre d'Innovation, des Sciences et du Développement économique. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 783 979 328 \$.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Industrie				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	542 900 961	538 764 335	4 136 626	–
Initiatives de publicité	2 420 000	2 420 000	–	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	144 809	77 253	67 556	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	379 045	–	379 045	–
Réduction	907 000	–	907 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(111 872 679)	(111 403 125)	(469 554)	–
	<i>434 879 136</i>	<i>429 858 463</i>	<i>5 020 673</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	8 529 308	7 562 323	966 985	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	22 660	–	22 660	–
	<i>8 551 968</i>	<i>7 562 323</i>	<i>989 645</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	1 765 260 244	1 679 515 444	85 744 800	–
Affectations bloquées				
Report	754 726 421	–	754 726 421	–
Transfert/réaffectation	614 307	–	614 307	–
	<i>2 520 600 972</i>	<i>1 679 515 444</i>	<i>841 085 528</i>	–
Montants législatifs	293 636 838	159 064 841	–	134 571 997
	3 257 668 914	2 276 001 071	847 095 846	134 571 997
Agence de promotion économique du Canada atlantique				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	67 646 119	65 427 353	2 218 766	–
Affectations bloquées				
Report	2 627 587	–	2 627 587	–
Réduction	154 000	–	154 000	–
	<i>70 427 706</i>	<i>65 427 353</i>	<i>5 000 353</i>	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	276 137 502	276 137 362	140	–
Affectations bloquées				
Report	12 500 000	–	12 500 000	–
Transfert/réaffectation	1 800 000	–	1 800 000	–
	<i>290 437 502</i>	<i>276 137 362</i>	<i>14 300 140</i>	–
Montants législatifs	8 079 654	8 032 837	6 321	40 496
	368 944 862	349 597 552	19 306 814	40 496
Agence canadienne de développement économique du Nord				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	15 239 589	13 842 157	1 397 432	–

Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	9 000	–	9 000	–
Réduction.....	28 000	–	28 000	–
	<i>15 276 589</i>	<i>13 842 157</i>	<i>1 434 432</i>	–
Crédit 5 – Contributions				
Subventions et contributions.....	34 270 717	30 740 717	3 530 000	–
Montants législatifs.....	1 267 435	1 240 141	5 228	22 066
	50 814 741	45 823 015	4 969 660	22 066
Agence spatiale canadienne				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	178 417 113	173 689 311	4 727 802	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	815 856	–	815 856	–
Réduction.....	397 000	–	397 000	–
	<i>179 629 969</i>	<i>173 689 311</i>	<i>5 940 658</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	175 499 735	66 099 926	109 399 809	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	16 124	–	16 124	–
	<i>175 515 859</i>	<i>66 099 926</i>	<i>109 415 933</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	56 411 000	56 376 491	34 509	–
Montants législatifs.....	9 581 611	9 579 872	–	1 739
	421 138 439	305 745 600	115 391 100	1 739
Commission canadienne du tourisme				
Crédit 1 – Paiements à la Commission canadienne du tourisme.....	98 682 907	98 682 907	–	–
Commission du droit d'auteur				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	3 794 669	3 419 308	375 361	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	1 000	–	1 000	–
	<i>3 795 669</i>	<i>3 419 308</i>	<i>376 361</i>	–
Montants législatifs.....	314 290	314 290	–	–
	4 109 959	3 733 598	376 361	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	39 724 755	38 829 622	895 133	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	218 304	–	218 304	–
Réduction.....	84 000	–	84 000	–
	<i>40 027 059</i>	<i>38 829 622</i>	<i>1 197 437</i>	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	199 763 274	199 727 274	36 000	–
Montants législatifs.....	3 810 645	3 810 645	–	–
	243 600 978	242 367 541	1 233 437	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	40 322 833	39 007 280	1 315 553	–
Affectations bloquées				
Report.....	88 857	–	88 857	–
Transfert/réaffectation.....	36 000	–	36 000	–
Réduction.....	90 000	–	90 000	–
	40 537 690	39 007 280	1 530 410	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	249 891 463	249 854 840	36 623	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 975 000	–	1 975 000	–
	251 866 463	249 854 840	2 011 623	–
Montants législatifs.....	4 274 972	4 274 724	93	155
	296 679 125	293 136 844	3 542 126	155
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	27 608 312	26 594 603	1 013 709	–
Affectations bloquées				
Réduction.....	58 000	–	58 000	–
	27 666 312	26 594 603	1 071 709	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	207 203 869	207 203 869	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	4 804 781	–	4 804 781	–
	212 008 650	207 203 869	4 804 781	–
Montants législatifs.....	2 927 981	2 907 326	577	20 078
	242 602 943	236 705 798	5 877 067	20 078
Conseil national de recherches du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	460 208 824	452 547 281	7 661 543	–
Affectations bloquées				
Réduction.....	809 000	–	809 000	–
	461 017 824	452 547 281	8 470 543	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	80 651 663	61 711 448	18 940 215	–
Affectations bloquées				
Réduction.....	1 005 640	–	1 005 640	–
	81 657 303	61 711 448	19 945 855	–

Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	406 073 736	389 217 995	16 855 741	–
Affectations bloquées				
Report.....	111 634 007	–	111 634 007	–
	517 707 743	389 217 995	128 489 748	–
Montants législatifs.....	385 445 382	241 727 128	13 973 258	129 744 996
	1 445 828 252	1 145 203 852	170 879 404	129 744 996
Conseil canadien des normes				
Crédit 1 – Paiements versés au Conseil canadien des normes				
Paiements à la Société d'État.....	17 973 672	17 973 672	–	–
Statistique Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	539 612 654	519 774 157	19 838 497	–
Subventions et contributions.....	100 000	100 000	–	–
Réglement des Opérations des enquêtes statistiques.....	6 394 739	6 394 739	–	–
Recensement de la population de 2021.....	36 059 055	36 053 355	5 700	–
Affectations bloquées				
Report.....	6 822 837	–	6 822 837	–
Transfert/réaffectation.....	379 220	–	379 220	–
Réduction.....	867 000	–	867 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(124 200 719)	(124 200 719)	–	–
	466 034 786	438 121 532	27 913 254	–
Montants législatifs.....	69 622 558	69 622 558	–	–
	535 657 344	507 744 090	27 913 254	–
Total du portefeuille ministériel.....	6 983 702 136	5 522 715 540	1 196 585 069	264 401 527

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Industrie												
Sciences, technologie, recherche et commercialisation	18 028 458	17 565 773	–	–	1 277 086 898	865 096 974	–	–	1 295 115 356	882 662 747	127 750 000	125 000 000
Entreprises, investissement et croissance	654 823 633	516 290 724	7 746 196	6 966 230	862 445 836	644 559 628	242 309 127	238 106 047	1 282 706 538	929 710 535	–	–
Personnes, compétences et collectivités	24 171 802	22 649 421	53 000	48 108	468 604 471	257 395 075	–	–	492 829 273	280 092 604	–	–
Services internes	219 861 758	216 114 429	752 772	547 985	–	–	33 596 783	33 127 229	187 017 747	183 535 185	–	–
Total partiel.....	916 885 651	772 620 347	8 551 968	7 562 323	2 608 137 205	1 767 051 677	275 905 910	271 233 276	3 257 668 914	2 276 001 071	127 750 000	125 000 000
Revenus affectés aux dépenses.....	(275 905 910)	(271 233 276)	–	–	–	–	(275 905 910)	(271 233 276)	–	–	–	–
Total du ministère.....	640 979 741	501 387 071	8 551 968	7 562 323	2 608 137 205	1 767 051 677	–	–	3 257 668 914	2 276 001 071	127 750 000	125 000 000
Agence de promotion économique du Canada atlantique												
Développement économique au Canada atlantique	51 209 415	47 217 064	–	–	290 437 502	276 137 362	–	–	341 646 917	323 354 426	–	–
Services internes	27 297 945	26 243 126	–	–	–	–	–	–	27 297 945	26 243 126	–	–
Total de l'organisme.....	78 507 360	73 460 190	–	–	290 437 502	276 137 362	–	–	368 944 862	349 597 552	–	–
Agence canadienne de développement économique du Nord												
Développement économique dans les territoires	9 893 103	8 486 848	–	–	34 270 717	30 740 717	–	–	44 163 820	39 227 565	–	–
Services internes	6 650 921	6 595 450	–	–	–	–	–	–	6 650 921	6 595 450	–	–
Total de l'organisme.....	16 544 024	15 082 298	–	–	34 270 717	30 740 717	–	–	50 814 741	45 823 015	–	–
Agence spatiale canadienne												
La présence du Canada dans l'espace	144 013 074	136 255 350	168 398 193	62 079 250	56 411 000	56 376 491	–	–	368 822 267	254 711 091	–	–
Services internes	45 198 506	47 013 833	7 117 666	4 020 676	–	–	–	–	52 316 172	51 034 509	–	–
Total de l'organisme.....	189 211 580	183 269 183	175 515 859	66 099 926	56 411 000	56 376 491	–	–	421 138 439	305 745 600	–	–
Commission canadienne du tourisme	98 682 907	98 682 907	–	–	–	–	–	–	98 682 907	98 682 907	–	–

Commission du droit d'auteur												
Tarifs et licences liés au droit d'auteur...	3 329 067	3 024 214	-	-	-	-	-	-	3 329 067	3 024 214	-	-
Services internes	780 892	709 384	-	-	-	-	-	-	780 892	709 384	-	-
Total de l'organisme.....	4 109 959	3 733 598	-	-	-	-	-	-	4 109 959	3 733 598	-	-
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien												
Développement économique de l'ouest canadien	31 035 780	29 015 686	-	-	199 763 274	199 727 274	-	-	230 799 054	228 742 960	-	-
Services internes	12 801 924	13 624 581	-	-	-	-	-	-	12 801 924	13 624 581	-	-
Total de l'organisme.....	43 837 704	42 640 267	-	-	199 763 274	199 727 274	-	-	243 600 978	242 367 541	-	-
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec												
Développer l'économie du Québec	24 435 301	23 543 087	-	-	251 866 463	249 854 840	-	-	276 301 764	273 397 927	-	-
Services internes	20 377 361	19 738 917	-	-	-	-	-	-	20 377 361	19 738 917	-	-
Total de l'organisme.....	44 812 662	43 282 004	-	-	251 866 463	249 854 840	-	-	296 679 125	293 136 844	-	-
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario												
Développement économique dans le Sud de l'Ontario	13 329 824	12 853 885	-	-	212 008 650	207 203 869	-	-	225 338 474	220 057 754	-	-
Services internes	17 264 469	16 648 044	-	-	-	-	-	-	17 264 469	16 648 044	-	-
Total de l'organisme.....	30 594 293	29 501 929	-	-	212 008 650	207 203 869	-	-	242 602 943	236 705 798	-	-
Conseil national de recherches du Canada												
Science et innovation	674 036 832	544 419 792	87 757 303	58 534 252	517 707 743	389 217 995	-	-	1 279 501 878	992 172 039	-	-
Services internes	152 426 374	149 854 617	13 900 000	3 177 196	-	-	-	-	166 326 374	153 031 813	-	-
Total de l'organisme.....	826 463 206	694 274 409	101 657 303	61 711 448	517 707 743	389 217 995	-	-	1 445 828 252	1 145 203 852	-	-
Conseil canadien des normes.....	17 973 672	17 973 672	-	-	-	-	-	-	17 973 672	17 973 672	-	-
Statistique Canada												
Renseignements statistiques	587 788 560	559 459 344	-	-	100 000	100 000	124 200 719	124 200 719	463 687 841	435 358 625	-	-
Services internes	71 969 503	72 385 465	-	-	-	-	-	-	71 969 503	72 385 465	-	-
Total partiel.....	659 758 063	631 844 809	-	-	100 000	100 000	124 200 719	124 200 719	535 657 344	507 744 090	-	-
Revenus affectés aux dépenses.....	(124 200 719)	(124 200 719)	-	-	-	-	(124 200 719)	(124 200 719)	-	-	-	-
Total de l'organisme.....	535 557 344	507 644 090	-	-	100 000	100 000	-	-	535 657 344	507 744 090	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	2 527 274 452	2 210 931 618	285 725 130	135 373 697	4 170 702 554	3 176 410 225	-	-	6 983 702 136	5 522 715 540	127 750 000	125 000 000

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Industrie									
Subventions									
Subvention à l'Union internationale des télécommunications									
Genève (Suisse)	–	4 808 000	675 000	–	5 483 000	5 483 000	–	–	5 633 000
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada.....	–	700 000	300 000	–	1 000 000	998 772	1 228	–	–
Subvention pour la Corporation du secrétariat du commerce intérieur	–	550 000	(175 000)	–	375 000	375 000	–	–	375 000
Subvention à l'Organisation de coopération et de développement économiques	–	300 000	–	–	300 000	300 000	–	–	194 100
Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	–	85 000	–	26 000	111 000	111 000	–	–	85 000
Subvention dans le cadre du Programme sur la propriété intellectuelle autochtone	–	–	–	150,000	150,000	135,000	15,000	–	–
Subvention dans le cadre du Programme de cliniques juridiques en matière de propriété intellectuelle	–	–	–	200,000	200,000	183,400	16,600	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	1 700 000
Total – Subventions.....	–	6 443 000	800 000	376 000	7 619 000	7 586 172	32 828	–	7 987 100
Contributions									
Contributions en vertu du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	–	510 034 830	–	300 000	510 334 830	337 870 606	172 464 224	–	731 759 904
Contributions à la Fondation canadienne pour l'innovation.....	–	330 700 000	–	32 000 000	362 700 000	362 700 000	–	–	250 900 000
Contributions provenant du Fonds stratégique pour l'innovation	–	294 042 835	139 242 926	68 253 153	501 538 914	316 748 009	184 790 905	–	35 451 558
Contributions en vertu du programme Brancher pour innover	–	249 025 199	–	–	249 025 199	68 230 221	180 794 978	–	7 224 000
Contributions au titre de l'Initiative des supergrappes d'innovation	–	243 903 341	–	–	243 903 341	5 576 368	238 326 973	–	–
Contributions en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense.....	–	168 300 957	–	(66 512 174)	101 788 783	101 788 783	–	–	247 504 760
Contributions à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable.....	–	87 691 000	–	–	87 691 000	55 375 327	32 315 673	–	101 540 514
Contributions à Mitacs Inc.....	–	66 000 000	–	(1 050 000)	64 950 000	64 950 000	–	–	51 000 000
Contributions à Génome Canada	–	48 400 000	–	–	48 400 000	48 400 000	–	–	35 400 000
Contributions en vertu du Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile	–	46 833 300	–	157 178	46 990 478	46 990 478	–	–	42 572 741
Contributions en vertu du Programme de démonstration de technologies	–	41 201 155	–	(396 541)	40 804 614	40 804 614	–	–	25 209 647
Contributions en vertu du Programme du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario.....	–	36 440 000	–	2 000 000	38 440 000	38 440 000	–	–	30 640 000
Contributions dans le cadre du programme CodeCan	–	29 009 135	1 160 762	–	30 169 897	30 166 993	2 904	–	17 899 923
Contributions à CANARIE Inc.	–	20 848 727	–	750 000	21 598 727	20 400 000	1 198 727	–	22 300 000

Contributions au Centre pour la recherche et le développement sur des médicaments	–	16 000 000	–	–	16 000 000	16 000 000	–	–	16 000 000
Contributions en vertu du programme C Series de Bombardier	–	15 517 520	–	8 053 108	23 570 628	23 570 628	–	–	29 725 449
Contributions en vertu du programme Un Canada branché	–	14 738 395	12 731 791	(1 000 000)	26 470 186	13 595 966	12 874 220	–	44 220 537
Contributions à l'Institut Perimeter pour la physique théorique	–	10 000 000	–	–	10 000 000	10 000 000	–	–	10 000 000
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme Compétences numériques des jeunes	–	9 479 500	–	(855 000)	8 624 500	1 866 233	6 758 267	–	–
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	8 360 008	–	–	8 360 008	8 360 008	–	–	8 360 008
Contributions dans le cadre du Programme d'innovation pour les fournisseurs du secteur de l'automobile	–	7 233 910	–	(2 133 396)	5 100 514	5 100 514	–	–	7 171 364
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées	–	7 000 000	–	–	7 000 000	7 000 000	–	–	7 000 000
Contributions à Futurpreneur Canada	–	7 000 000	–	–	7 000 000	7 000 000	–	–	7 000 000
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme des Ordinateurs pour les écoles	–	6 162 085	–	103 000	6 265 085	5 012 004	1 253 081	–	4 596 442
Contributions au Réseau de cellules souches	–	6 000 000	–	–	6 000 000	6 000 000	–	–	5 205 468
Contributions à l'Université de Waterloo aux fins de l'Institut de l'informatique quantique	–	5 000 000	–	–	5 000 000	5 000 000	–	–	5 000 000
Contributions dans le cadre du programme d'échange en matière littéraire numérique	–	4 294 315	–	–	4 294 315	1 764 043	2 530 272	–	–
Contributions pour le programme de développement de la technologie accessible	–	3 413 743	–	(750 000)	2 663 743	956 330	1 707 413	–	–
Contributions au Conseil des académies canadiennes	–	3 000 000	–	550 000	3 550 000	3 550 000	–	–	3 550 000
Contributions en vertu du programme de soutien aux femmes entrepreneurs	–	2 837 475	–	–	2 837 475	837 475	2 000 000	–	–
Contributions à Parlons sciences	–	2 700 000	–	–	2 700 000	2 700 000	–	–	2 825 000
Contributions dans le cadre du programme d'accès abordable	–	2 428 439	731 837	339 724	3 500 000	3 500 000	–	–	1 228 000
Contributions en vertu du Programme pour les organisations sans but lucratif de consommateurs et de bénévoles	–	1 690 000	–	–	1 690 000	1 674 643	15 357	–	1 558 337
Contributions en vertu du Programme d'activités stratégiques	–	810 000	567 000	1 028 672	2 405 672	1 658 870	746 802	–	1 453 765
Contributions en vertu de l'initiative de développement économique	–	800 000	–	–	800 000	800 000	–	–	876 338
Contributions dans le cadre du programme Ordinateurs pour les écoles	–	–	–	5 825 433	5 825 433	5 799 208	26 225	–	5 503 898
Contributions au titre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	–	4 988 630	4 988 630	1 741 951	3 246 679	–	–
(S) Contributions en vertu du programme Partenariat Technologique Canada	–	–	–	960	960	960	–	–	1 021
(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 36)	–	64 946 634	–	(18 719 210)	46 227 424	46 227 424	–	–	51 300 219
(S) Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle	–	25 000 000	–	(4 000 000)	21 000 000	21 000 000	–	–	7 500 000
(S) Contributions à Génome Canada	–	24 700 000	–	(4 400 000)	20 300 000	20 300 000	–	–	22 000 000
(S) Contributions en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense	–	–	–	7 849	7 849	7 489	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	6 717 518
Total – Contributions	–	2 421 542 503	154 434 316	24 541 386	2 600 518 205	1 759 465 505	841 052 700	–	1 848 196 411
Total du ministère	–	2 427 985 503	155 234 316	24 917 386	2 608 137 205	1 767 051 677	841 085 528	–	1 856 183 511

Paiements de transfert – suite

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence de promotion économique du Canada atlantique									
Subventions									
Subventions à des organismes pour promouvoir la collaboration et le développement économique.....	–	2 166 400	–	–	2 166 400	645 256	1 521 144	–	607 424
Subventions en vertu du programme de Croissance économique régionale par l'innovation.....	–	–	–	500 000	500 000	58 788	441 212	–	–
Total – Subventions.....	–	2 166 400	–	500 000	2 666 400	704 044	1 962 356	–	607 424
Contributions									
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises.....	–	160 310 731	25 537 539	3 100 000	188 948 270	181 897 223	7 051 047	–	174 809 155
Contributions pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique.....	–	40 000 000	–	–	40 000 000	34 020 458	5 979 542	–	36 274 360
Contributions pour le Fonds des collectivités innovatrices.....	–	37 157 762	–	50 000	37 207 762	32 842 332	4 365 430	–	41 687 697
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités.....	–	12 642 000	–	–	12 642 000	15 465 382	(2 823 382)	–	12 641 998
Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique.....	–	600 000	–	–	600 000	636 636	(36 636)	–	768 842
Contributions pour promouvoir et coordonner le développement économique dans l'île du Cap-Breton.....	–	20 000	–	–	20 000	–	20 000	–	13 381
Contributions en vertu du programme de Croissance économique régionale par l'innovation.....	–	–	–	8 353 070	8 353 070	10 571 287	(2 218 217)	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	17 168 340
Total – Contributions.....	–	250 730 493	25 537 539	11 503 070	287 771 102	275 433 318	12 337 784	–	283 363 773
Total de l'organisme.....	–	252 896 893	25 537 539	12 003 070	290 437 502	276 137 362	14 300 140	–	283 971 197
Agence canadienne de développement économique du Nord									
Contributions									
Contributions à l'appui de la participation des Autochtones à l'économie du Nord.....	–	10 800 000	–	–	10 800 000	10 163 636	636 364	–	18 154 015
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada.....	–	5 850 297	–	12 462 703	18 313 000	15 539 784	2 773 216	–	10 418 210 ¹
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation.....	–	–	74 000	546 420	620 420	500 000	120 420	–	–
Contributions pour faire progresser l'éducation de base des adultes dans les territoires.....	–	–	–	4 537 297	4 537 297	4 537 297	–	–	4 537 200 ¹
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	6 443 516
Total de l'organisme.....	–	16 650 297	74 000	17 546 420	34 270 717	30 740 717	3 530 000	–	39 552 941

Agence spatiale canadienne**Subventions**

Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales

– 10 766 000 – (342 339) 10 423 661 10 423 648 13 – 8 674 322

Contributions

Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne.....
Programme global de contributions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales

– 29 568 000 – 443 643 30 011 643 29 977 215 34 428 – 41 766 413
– 16 077 000 – (101 304) 15 975 696 15 975 628 68 – 10 507 215

Total – Contributions..... – 45 645 000 – 342 339 45 987 339 45 952 843 34 496 – 52 273 628

Total de l'organisme..... – 56 411 000 – – 56 411 000 56 376 491 34 509 – 60 947 950

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**Subventions**

Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest

– 5 000 000 – (5 000 000) – – – 7 391 214

Contributions

Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest.....
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités.....
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneurs.....
Contributions en vertu du programme de Croissance par l'innovation régionale connu sous le nom croissance économique régionale par l'innovation.....
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....

– 72 716 678 53 521 644 36 991 724 163 230 046 163 194 046 36 000 – 93 798 745
– 28 156 322 – 2 036 956 30 193 278 30 193 278 – – 26 365 978
– 3 900 000 – 325 000 4 225 000 4 225 000 – – 3 573 917
– – – 2 114 950 2 114 950 2 114 950 – – –
– – – – – – – – 55 153 616

Total – Contributions..... – 104 773 000 53 521 644 41 468 630 199 763 274 199 727 274 36 000 – 178 892 256

Total de l'organisme..... – 109 773 000 53 521 644 36 468 630 199 763 274 199 727 274 36 000 – 186 283 470

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**Subventions**

Subventions en vertu du Programme de développement économique du Québec.....

– 1 650 000 – (1 625 000) 25 000 25 000 – – –

Contributions

Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec.....
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités.....
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation.....

– 202 747 428 – (12 897 867) 189 849 561 187 852 938 1 996 623 – 238 142 111
– 28 968 018 – (593 824) 28 374 194 28 374 194 – – 28 683 673
– – – 33 617 708 33 617 708 33 602 708 15 000 – –

Total – Contributions..... – 231 715 446 – 20 126 017 251 841 463 249 829 840 2 011 623 – 266 825 784

Total de l'organisme..... – 233 365 446 – 18 501 017 251 866 463 249 854 840 2 011 623 – 266 825 784

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario									
Subventions									
Subvention à la Corporation de la Ville de Brantford	–	328 500	–	–	328 500	328 500	–	–	459 000
Contributions									
Contributions pour les Initiatives pour la prospérité du Sud de l'Ontario	–	95 773 898	–	37 512 786	133 286 684	133 286 684	–	–	97 773 898
Contributions pour le Fonds de fabrication de pointe.....	–	41 400 000	–	(5 658 432)	35 741 568	30 936 787	4 804 781	–	34 571 447
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités.....	–	11 285 992	–	–	11 285 992	11 285 992	–	–	11 285 992
Contributions en vertu du Programme de développement de l'Est de l'Ontario.....	–	9 600 000	–	–	9 600 000	9 600 000	–	–	9 600 000
Contributions en vertu de l'initiative de développement économique – Langues officielles	–	800 000	–	–	800 000	800 000	–	–	979 612
Contributions en vertu du programme de Croissance économique régionale par l'innovation.....	–	–	–	20 965 906	20 965 906	20 965 906	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	65 435 745
Total – Contributions.....	–	158 859 890	–	52 820 260	211 680 150	206 875 369	4 804 781	–	219 646 694
Total de l'organisme.....	–	159 188 390	–	52 820 260	212 008 650	207 203 869	4 804 781	–	220 105 694
Conseil national de recherches du Canada									
Subventions									
Affiliations internationales	–	560 000	–	40 000	600 000	599 890	110	–	644 990
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada.....	–	500 000	1	100 000	600 001	449 820	150 181	–	–
Subvention au titre du Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	–	–	–	3 000 000	3 000 000	1 011 870	1 988 130	–	–
Total – Subventions.....	–	1 060 000	1	3 140 000	4 200 001	2 061 580	2 138 421	–	644 990
Contributions									
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux entreprises	–	158 214 000	960 033	89 195 703	248 369 736	243 189 459	5 180 277	–	156 883 967
Contributions au Programme des observatoires astronomiques internationaux	–	134 588 229	–	4 768 885	139 357 114	27 723 107	111 634 007	–	21 903 992
Contribution à TRIUMF (Laboratoire national canadien pour la recherche en physique nucléaire et en physique des particules)..	–	55 262 800	–	2 017 690	57 280 490	57 280 490	–	–	54 572 800
Contributions pour le Programme canadien des accélérateurs et incubateurs.....	–	17 095 791	597 939	272 463	17 966 193	17 966 193	–	–	23 967 946
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions à la Stratégie emploi jeunesse.....	–	15 000 000	2 503 709	–	17 503 709	17 123 278	380 431	–	22 496 291

Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux organisations	–	13 800 000	866 241	491 834	15 158 075	15 158 075	–	–	12 933 759
Paiement de la quote-part versée au Bureau international des poids et mesures.....	–	659 000	–	–	659 000	625 478	33 522	–	633 181
Contributions en vertu du Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation.....	–	–	–	17 213 425	17 213 425	8 090 335	9 123 090	–	–
Total – Contributions.....	–	394 619 820	4 927 922	113 960 000	513 507 742	387 156 415	126 351 327	–	293 391 936
Total de l'organisme.....	–	395 679 820	4 927 923	117 100 000	517 707 743	389 217 995	128 489 748	–	294 036 926
Statistique Canada									
Subventions									
Subvention à l'Organisation de coopération et de développement économiques	–	100 000	–	–	100 000	100 000	–	–	100 000
Total de l'organisme.....	–	100 000	–	–	100 000	100 000	–	–	100 000
Total du portefeuille ministériel	–	3 652 050 349	239 295 422	279 356 783	4 170 702 554	3 176 410 225	994 292 329	–	3 208 007 473 ^{2,3}

(S) Paiement de transfert législatif.

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

² Au cours de l'exercice, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie a été transféré à Sciences. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 1 165 593 171 \$.

³ Au cours de l'exercice, le Conseil de recherches en sciences humaines a été transféré à Sciences. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 756 635 673 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Industrie			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Entreprises, investissement et croissance			
Office de la propriété intellectuelle du Canada – Fonds renouvelable.....	164 033 231	159 830 151	–
Centre de recherches sur les communications	9 928 292	9 928 292	–
Bureau du surintendant des faillites Canada	43 686 235	43 686 235	–
Corporations Canada	9 624 486	9 624 486	–
Bureau de la concurrence.....	15 036 883	15 036 883	–
Services internes	33 596 783	33 127 229	34 159 302
Spectre, télécommunications et économie numérique	–	–	8 393 299
Cadres et réglementation du marché			
Office de la propriété intellectuelle du Canada—Fonds renouvelable.....	–	–	153 245 338
Bureau du surintendant des faillites Canada	–	–	45 708 804
Corporations Canada	–	–	9 655 524
Concurrence dans le marché et investissements	–	–	9 951 490
Total du ministère – Budgétaire.....	275 905 910	271 233 276	261 113 757
Statistique Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Renseignements statistiques	124 200 719	124 200 719	–
Recensements	–	–	7 974 616
Services statistiques à frais recouvrables	–	–	103 682 667
Total de l'organisme – Budgétaire	124 200 719	124 200 719	111 657 283
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	400 106 629	395 433 995	372 771 040

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Industrie		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Prêts, placements et avances		
Banque de développement du Canada – Dividendes.....	69 700 000	–
Intérêts sur les prêts à recevoir	15 255 599	13 584 531
	84 955 599	13 584 531
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses de fonctionnement et d'entretien.....	2 304 363	2 985 377
Recouvrements de paiements de transfert	12 858 131	2 044 066
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	16 313 443	3 720 538
	31 475 937	8 749 981
Vente de biens et de services		
Droits et privilèges		
Frais d'enregistrement des marques de commerce, des brevets et des droits d'auteur	156 078 816	150 180 748
Redevances	1 404 552	1 301 040
Droits de permis	141 176 230	39 574 647
	298 659 598	191 056 435
Services de nature réglementaire		
Droits d'inspection.....	139 238	301 906
Autres services	64 483 268	63 288 956
	64 622 506	63 590 862
Services de nature non réglementaire.....	2 865 849	3 028 644
Ventes de biens et de produits d'information		
Ventes de produits d'information.....	434 406	360 638
Autres frais et droits		
Frais provenant de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>		
	–	127
Frais provenant de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>		
	69 032 188	62 221 498
Revenus reportés	160 329 949	168 697 792
Services aux autres ministères.....	33 127 229	34 159 302
Divers	10 224 865	8 930 364
	272 714 231	274 009 083
	639 296 590	532 045 662
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	250 410	267 097

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	22 066	5 228
Amendes – <i>Loi sur la concurrence</i> et produits pour consommateur (diverses lois)	11 107 905	35 794 947	Revenus divers	1 919	1 521
Prêts	312 822 310	299 880 373	Total de l'organisme	5 159 247	4 483 160
Paiements de transfert éventuellement recouvrables	83 942 737	46 975 460	Agence spatiale canadienne		
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	586 222	166 853	Autres revenus		
Divers	27 736 827	26 180 708	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
	436 196 001	408 998 341	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	84 583	87 395
Total du ministère	1 192 174 537	963 645 612	Avances comptables	44 962	26 445
Agence de promotion économique du Canada atlantique			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	219 882	796 145
Autres revenus				349 427	909 985
Revenus de placements			Vente de biens et de services		
Prêts, placements et avances			Droits et privilèges		
Dividendes sur investissements	10 360	7 432	Revenus de redevances.....	67 484	119 258
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Services de nature non réglementaire		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	14 766 394	18 370 901	Revenus tirés de services d'essais fournis par le Laboratoire David Florida.....	1 265 718	388 252
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	31 212	1 073 341		1 333 202	507 510
	14 797 606	19 444 242	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	27 689	7 155
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	40 496	6 321	Revenus divers		
Revenus divers			Intérêts et pénalités	2 898	1 790
Gain net de change			Gain net de change	6 099	351
Recouvrements de contribution (prêts, avances et comptes débiteurs).....	61 018 217	59 129 552	Divers	559 810	256 360
Frais d'intérêts et charges diverses imputés aux clients	403 207	802 269		568 807	258 501
Produit de la vente d'investissement de portefeuille	1 640	6 227	Total de l'organisme	2 279 125	1 683 151
Divers	6 908	2 822	Commission du droit d'auteur		
	61 429 972	59 940 870	Autres revenus		
Total de l'organisme.....	76 278 434	79 398 865	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Agence canadienne de développement du Nord			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	–	12 428
Autres revenus			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	–	3 152
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs				–	15 580
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 423 334	2 547 721	Ventes de biens et de services		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 711 928	1 928 690	Autres frais et droits	–	120
	5 135 262	4 476 411	Total de l'organisme	–	15 700

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien			Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	846 167	38 724	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	73 813	170 688
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 912 112	848 143	Contributions	–	5 058
	<u>2 758 279</u>	<u>886 867</u>	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 663 972	305 702
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 976	15 948	Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs		
			transférés d'autres ministères	9 020	–
Revenus divers				<u>1 746 805</u>	<u>481 448</u>
Intérêt sur contributions remboursables	90 757	69 931	Ventes de biens et de services		
Contributions remboursables	16 876 785	4 406 822	Autres frais et droits	130	75
Divers	15 130	65			
	<u>16 982 672</u>	<u>4 476 818</u>	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 078	577
Total de l'organisme	19 752 927	5 379 633	Revenus divers		
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec			Prêts	33 497 995	24 895 402
Autres revenus			Intérêts	191 185	182 733
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Divers	25	6 074
Dépenses de fonctionnement	28 210	23 065		<u>33 689 205</u>	<u>25 084 209</u>
Subventions et contributions	2 222 312	2 327 547	Total de l'organisme	35 456 218	25 566 309
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	446 759	476 615			
	<u>2 697 281</u>	<u>2 827 227</u>	Conseil national de recherches du Canada		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	155	679	Autres revenus		
Revenus divers			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Intérêts et pénalités			Remboursement pour marchandises et services non fournis		
Intérêts sur contributions remboursables	837 851	869 033	et divers autres remboursements	4 133 117	1 013 750
Contributions remboursables	75 062 508	75 919 665	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 110 376	2 214 489
Divers	78	112		<u>5 243 493</u>	<u>3 228 239</u>
	<u>75 900 437</u>	<u>76 788 810</u>	Ventes de biens et de services		
Total de l'organisme	78 597 873	79 616 716	Droits et privilèges		
			Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	6 072 388	11 229 011
			Location et utilisation de biens publics		
			Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	7 290 658	6 625 475
			Services de nature non réglementaire		
			Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	160 779 763	177 429 675

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ventes de biens et de produits d'information		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	5 419 942	6 554 506
Autres frais et droits		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	8 108 447	4 947 724
	187 671 198	206 786 391
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	695 829	173 447
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	44 194	127 683
Divers	33 856	–
	78 050	127 683
Total de l'organisme	193 688 570	210 315 760

Statistique Canada

Autres revenus

Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	271 044	1 348 986
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 380 364	309 703
	1 651 408	1 658 689
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information	143 882 275	129 915 428
Autres frais et droits	(38)	(53)
	143 882 237	129 915 375
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12 729	27 300
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	18 767	27 366
Divers	39 801	37 515
	58 568	64 881
Total de l'organisme	145 604 942	131 666 245

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	84 965 959	13 591 963
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	65 855 498	42 678 669
Ventes de biens et de services	972 183 357	869 255 133
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 081 428	503 752
Revenus divers	624 905 630	575 741 634
Total du portefeuille ministériel	1 748 991 872	1 501 771 151 ^{1 2}

¹ Au cours de l'exercice, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie a été transféré à Sciences. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 4 551 623 \$.

² Au cours de l'exercice, le Conseil de recherches en sciences humaines a été transféré à Sciences. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 1 453 840 \$.

Section 16

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Institutions démocratiques

Commission des débats des chefs

Bureau du directeur général des élections

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	322
Sommaire du portefeuille ministériel.....	323
Détail budgétaire par affectation.....	324
Responsabilités essentielles	325
Paievements de transfert.....	326
Revenus	327

Commission des débats des chefs**Responsabilité essentielle 1 : Organiser les débats des chefs pour les élections générales fédérales**

Afin de s'acquitter de sa responsabilité essentielle consistant à organiser les débats des chefs, la Commission appliquera les critères requis pour confirmer la participation des chefs des partis admissibles aux débats des chefs lors des élections générales, négociera les exigences relatives à la diffusion avec les diffuseurs, s'assurera que les Canadiens aient accès aux débats diffusés et mènera des activités de communication auprès des Canadiens afin qu'ils sachent quand, où et comment accéder aux débats.

Bureau du directeur général des élections**Responsabilité essentielle 1 : Administration et surveillance des activités électorales**

Préparer et conduire les élections et les référendums fédéraux et en faire rapport conformément au cadre législatif, tout en assurant l'intégrité du processus électoral.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Commission des débats des chefs									
1	Dépenses du programme	–	–	257 949	–	257 949	127 247	130 702	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	29 181	(14 635)	14 546	14 546	–	–	–
	Total du ministère – Budgétaire.....	–	–	287 130	(14 635)	272 495	141 793	130 702	–	–
	Bureau du directeur général des élections ²									
1b	Dépenses du programme	–	–	1 282 885	–	1 282 885				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	586 333	586 333				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 182 036	1 182 036				
	Reclassé du Conseil privé (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	30 768 921	30 768 921				
	Total – Crédit 1	–	–	1 282 885	32 537 290	33 820 175	32 244 015	1 576 160	–	31 903 703
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	17 231	8 457 467	8 474 698	8 474 698	–	–	7 364 154
(S)	Dépenses électorales	–	–	(1 326 734)	143 980 075	142 653 341	142 653 341	–	–	92 018 614
(S)	Traitement du directeur général des élections.....	–	–	–	362 427	362 427	362 427	–	–	199 026
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	13 361	13 361	13 361	–	–	183
(S)	Droits des agences de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	–	–	–	631	631	631	–	–	41
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	–	(26 618)	185 351 251	185 324 633	183 748 473	1 576 160	–	131 485 721
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–	–	260 512	185 336 616	185 597 128	183 890 266	1 706 862	–	131 485 721

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

² Le décret C.P. 2018–1026 a nommé le Ministre des Institutions démocratiques à titre de ministre responsable du Bureau du directeur général des élections, à compter du 18 juillet 2018. Avant ce transfert, le Bureau du directeur général des élections était sous la responsabilité du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et des dépenses non législatives d'environ 9 076 475 \$ ont été approuvées par le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Commission des débats des chefs				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	257 949	127 247	130 702	–
Montants législatifs	14 546	14 546	–	–
	272 495	141 793	130 702	–
Bureau du directeur général des élections				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	33 820 175	32 244 015	1 576 160	–
Montants législatifs	151 504 458	151 504 458	–	–
	185 324 633	183 748 473	1 576 160	–
Total du portefeuille ministériel	185 597 128	183 890 266	1 706 862	–

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire												
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire		
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	
Commission des débats des chefs													
Organiser les débats des chefs pour les élections générales fédérales	272 495	141 793	–	–	–	–	–	–	–	272 495	141 793	–	–
Total du ministère	272 495	141 793	–	–	–	–	–	–	–	272 495	141 793	–	–
Bureau du directeur général des élections													
Administration et surveillance des activités électorales.....	120 448 109	119 417 718	–	–	1 489 449	1 489 449	–	–	–	121 937 558	120 907 167	–	–
Services internes	63 387 075	62 841 306	–	–	–	–	–	–	–	63 387 075	62 841 306	–	–
Total de l'organisme.....	183 835 184	182 259 024	–	–	1 489 449	1 489 449	–	–	–	185 324 633	183 748 473	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	184 107 679	182 400 817	–	–	1 489 449	1 489 449	–	–	–	185 597 128	183 890 266	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau du directeur général des élections									
Autres paiements de transfert									
(S) Allocations aux vérificateurs des associations de circonscription	–	1 100 000	–	(338 619)	761 381	761 381	–	–	852 326
(S) Remboursement des dépenses électorales aux candidats et versement d'allocations aux vérificateurs des candidats concernant les élections partielles de l'année en cours	–	–	–	484 116	484 116	484 116	–	–	994 074
(S) Remboursement des dépenses électorales aux candidats et versement d'allocations aux vérificateurs d'autres élections générales et élections partielles	–	–	–	243 952	243 952	243 952	–	–	385 041 ¹
Total du portefeuille ministériel	–	1 100 000	–	389 449	1 489 449	1 489 449	–	–	2 231 441

(S) Paiement de transfert législatif.

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau du directeur général des élections		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	151 785	180 298
Recouvrement de trop-payés	33 452	1 606
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	87 856	96 169
	<u>273 093</u>	<u>278 073</u>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	13 361	183
	<u>13 361</u>	<u>183</u>
Revenus divers		
Gain provenant de la vente des immobilisations	–	15
Excédent des dépenses électorales des candidats	1 067	26 915
Dons anonymes aux candidats / partis politiques	5 382	4 511
Remboursement de contributions excédentaires	36 682	171 719
Produits d'autres montants adjugés par une cour	13 451	2 500
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur les débiteurs en souffrance	454	5 918
Divers	36 390	19 377
	<u>93 426</u>	<u>230 955</u>
Total du portefeuille ministériel	379 880	509 211

Section 17

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Justice

Ministère de la Justice

Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

Commission canadienne des droits de la personne

Service administratif des tribunaux judiciaires

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

Bureau du directeur des poursuites pénales

**Commissariats à l'information et à la protection
de la vie privée du Canada**

Registraire de la Cour suprême du Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	330
Sommaire du portefeuille ministériel.....	334
Détail budgétaire par affectation.....	338
Responsabilités essentielles	341
Palements de transfert.....	344
Détail des montants disponibles pour être dépensés	346
Revenus	347

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Justice**Responsabilité essentielle 1 : Support au système de justice**

Le Ministère joue un rôle essentiel afin d'assurer un système de justice canadien équitable, adapté et accessible. Il s'agit d'une responsabilité partagée entre une vaste gamme d'intervenants, dont le Parlement, le pouvoir judiciaire, les ministères et organismes fédéraux, les partenaires des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, un large éventail d'organisations et d'intervenants non gouvernementaux et, en fin de compte, tous les Canadiens.

Responsabilité essentielle 2 : Services juridiques

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada fournit des services juridiques au gouvernement fédéral et à ses ministères et organismes. Le Ministre est responsable de s'assurer que l'administration des affaires publiques est effectuée en vertu de la loi. Le Ministre est également responsable de l'examen de tous les projets de loi du gouvernement et de tous les règlements du gouvernement pour en assurer la conformité avec la Charte canadienne des droits et libertés. De plus, le procureur général est responsable de la formulation de conseils pour les administrateurs généraux sur toutes les questions de droit et de la direction de tous les procès pour les ministères et organismes fédéraux qui sont en lien avec tous les sujets portant sur des matières de compétence fédérale.

Responsabilité essentielle 3 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs**Responsabilité essentielle 1 : Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres**

Le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs est chargé de fournir des services de soutien dont a besoin chacun des tribunaux par l'entremise d'une seule organisation intégrée.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne des droits de la personne

Responsabilité essentielle 1 : Plaintes relatives aux droits de la personne

Fournir à la population Canadienne un mécanisme permettant de déposer des plaintes relatives aux droits de la personne et de fournir des recours aux victimes de discrimination; réduire les cas de discrimination systémique; représenter l'intérêt du public dans les affaires juridiques pour faire progresser les droits de la personne au Canada.

Responsabilité essentielle 2 : Mobilisation et promotion des intérêts

Agir à titre de porte-parole crédible pour l'égalité au Canada – Mon Canada inclut tout le monde; promouvoir les droits de la personne à grande échelle au Canada en sensibilisant le public aux enjeux liés aux droits de la personne et mobiliser la société civile, les gouvernements, les employeurs et le public dans le dialogue et l'action afin d'influencer le changement à l'égard des droits de la personne.

Responsabilité essentielle 3 : Vérifications d'équité en matière d'emploi

Assurer la conformité des employeurs relativement aux exigences législatives d'équité en matière d'emploi; encourager les employeurs à identifier les obstacles à l'emploi et à mettre en œuvre des pratiques exemplaires afin d'éliminer les écarts dans la représentation des femmes, des groupes de minorités visibles, des Autochtones et des personnes handicapées.

Responsabilité essentielle 4 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service administratif des tribunaux judiciaires

Responsabilité essentielle 1 : Services administratifs pour les tribunaux fédéraux

Fournir au moment opportun et efficacement des services judiciaires, des services du greffe, des services de sécurité et des services électroniques à la Cour d'appel fédérale, à la Cour fédérale, à la Cour d'appel de la cour martiale du Canada et la Cour canadienne de l'impôt; coordonner la prestation de services entre les quatre cours; préserver l'indépendance des cours en chargeant un organisme indépendant du gouvernement du Canada d'assurer les services administratifs des tribunaux.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

Responsabilité essentielle 1 : Soutien administratif aux juges de nomination fédérale

Fournir des services et un soutien à la magistrature fédérale de manière à contribuer à l'indépendance de la magistrature et à promouvoir la confiance des Canadiens et Canadiennes dans notre système judiciaire.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du directeur des poursuites pénales**Responsabilité essentielle 1 : Services de poursuite**

Le Bureau du directeur des poursuites pénales poursuit les infractions criminelles et les infractions réglementaires prévues aux lois fédérales d'une manière indépendante, impartiale et équitable. De même, il fournit des conseils juridiques en matière de poursuites aux organismes d'enquête.

Responsabilité essentielle 2 : Observation et contrôle d'application de la loi électorale

Les activités d'observation et de contrôle d'application aux termes de la *Loi électorale du Canada* et de la *Loi référendaire* sont menées par le Bureau du commissaire aux élections fédérales de manière indépendante, impartiale et équitable.

Responsabilité essentielle 3 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada**Responsabilité essentielle 1 : Protection du droit à la vie privée**

Assurer la protection du droit à la vie privée des Canadiens; faire respecter les obligations en matière de protection de la vie privée des organisations du gouvernement fédéral et du secteur privé; conseiller le Parlement sur les implications potentielles sur la vie privée des lois et des programmes proposés; promouvoir une meilleure compréhension des obligations découlant de la législation fédérale sur la protection de la vie privée.

Responsabilité essentielle 2 : Transparence gouvernementale

La commissaire à l'information représente le premier niveau d'examen indépendant des décisions du gouvernement en ce qui concerne les demandes d'accès à l'information relevant des institutions fédérales. La *Loi sur l'accès à l'information* exige que la commissaire enquête sur toutes les plaintes qu'elle reçoit. Le deuxième niveau d'examen indépendant est exercé par la Cour fédérale.

Responsabilité essentielle 3 : Services internes – Commissariat à la protection de la vie privée

Voir le texte d'introduction.

Responsabilité essentielle 4 : Services internes – Commissariat à l'information

Voir le texte d'introduction.

Registraire de la Cour suprême du Canada

Responsabilité essentielle 1 : L'administration de la juridiction d'appel de dernier ressort du Canada

Fournir les services et l'appui nécessaires au tribunal d'appel de dernier ressort du Canada pour traiter, entendre et trancher des causes. Appuyer les communications et la sensibilisation auprès des intéressés.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Justice										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	236 419 587	–	–	236 419 587				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	2 930 431	–	2 930 431				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	33 105 957	33 105 957				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	26 164 026	26 164 026				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	18 288 720	18 288 720				
	Total – Crédit 1	–	236 419 587	2 930 431	77 558 703	316 908 721	311 018 501	5 890 220	–	252 800 841
5	Subventions et contributions	–	391 765 319	–	–	391 765 319				
5a	Subventions et contributions.....	–	–	2 050 000	–	2 050 000				
	Virement du CT, crédit 40 ¹	–	–	–	14 791 977	14 791 977				
	Total – Crédit 5	–	391 765 319	2 050 000	14 791 977	408 607 296	400 194 750	8 412 546	–	387 257 144
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	69 474 097	443 709	7 586 630	77 504 436	77 504 436	–	–	66 857 913
(S)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitements et allocation pour automobile	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 600
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 658	–	–	434	4 092	3 658	–	434	1 573
	Total du ministère – Budgétaire.....	3 658	697 745 003	5 424 140	99 937 744	803 110 545	788 807 345	14 302 766	434	707 002 071
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs										
1	Dépenses du programme	–	55 556 354	–	–	55 556 354				
1b	Dépenses du programme	–	–	1 840 424	–	1 840 424				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 197 271	1 197 271				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	3 509 976	3 509 976				
	Total – Crédit 1	–	55 556 354	1 840 424	4 707 247	62 104 025	60 752 469	1 351 556	–	57 442 432
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	9 687 430	260 727	(1 169 636)	8 778 521	8 778 521	–	–	8 072 465
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 592	–	–	1 066	2 658	–	1 592	1 066	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	1 592	65 243 784	2 101 151	3 538 677	70 885 204	69 530 990	1 353 148	1 066	65 514 897
Commission canadienne des droits de la personne										
1	Dépenses du programme	–	19 854 487	–	–	19 854 487				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	394 567	394 567				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	849 690	849 690				
	Total – Crédit 1	–	19 854 487	–	1 244 257	21 098 744	20 276 310	822 434	–	20 494 500

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	2 613 376	-	(176 840)	2 436 536	2 436 536	-	-	2 412 483
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	-	-	-	93	93	-	-	93	312
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	-	22 467 863	-	1 067 510	23 535 373	22 712 846	822 434	93	22 907 295
	Service administratif des tribunaux judiciaires									
1	Dépenses du programme	-	66 233 161	-	-	66 233 161				
1a	Dépenses du programme.....	-	-	4 588 336	-	4 588 336				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	503 172	503 172				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	2 825 488	2 825 488				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	7 175 891	7 175 891				
	Total – Crédit 1	-	66 233 161	4 588 336	10 504 551	81 326 048	77 917 229	3 408 819	-	75 914 975
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	6 445 307	371 487	566 035	7 382 829	7 382 829	-	-	6 864 412
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	14 122	-	-	30 233	44 355	14 122	-	30 233	7 786
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	-	-	-	5 100	5 100	5 100	-	-	3 878
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	14 122	72 678 468	4 959 823	11 105 919	88 758 332	85 319 280	3 408 819	30 233	82 791 051
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale									
1	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement	-	8 064 447	-	-	8 064 447				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	222 827	222 827				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	452 718	452 718				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	1 000 000	1 000 000				
	Total – Crédit 1	-	8 064 447	-	1 675 545	9 739 992	8 738 067	1 001 925	-	8 814 268
5	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement.....	-	2 039 412	-	-	2 039 412				
	Virement du :									
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	176 252	176 252				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	88 638	88 638				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	2 000 000	2 000 000				
	Total – Crédit 5	-	2 039 412	-	2 264 890	4 304 302	2 917 878	1 386 424	-	3 165 256
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	921 152	-	(51 731)	869 421	869 421	-	-	833 111
(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	-	572 093 242	-	10 857 961	582 951 203	582 951 203	-	-	555 637 296
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	-	583 118 253	-	14 746 665	597 864 918	595 476 569	2 388 349	-	568 449 931
	Bureau du directeur des poursuites pénales									
1	Dépenses du programme	-	162 190 770	-	-	162 190 770				
1a	Dépenses du programme.....	-	-	108 510	-	108 510				
1b	Dépenses du programme.....	-	-	4 000 000	-	4 000 000				

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	6 861 338	6 861 338				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	5 246 269	5 246 269				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	2 214 686	2 214 686				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	571 278	571 278				
	Virement au crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(179 974)	(179 974)				
	Total – Crédit 1	–	162 190 770	4 108 510	14 713 597	181 012 877	176 498 896	4 513 981	–	162 543 127
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	17 928 275	–	(584 308)	17 343 967	17 343 967	–	–	15 531 817
(S)	Dépenses électorales	–	1 362 696	–	1 562 766	2 925 462	2 925 462	–	–	3 410 178
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	15 493
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	181 481 741	4 108 510	15 692 055	201 282 306	196 768 325	4 513 981	–	181 500 615
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada									
1	Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du programme	–	10 127 084	–	–	10 127 084				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	219 245	219 245				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	497 333	497 333				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	2 880 000	2 880 000				
	Total – Crédit 1	–	10 127 084	–	3 596 578	13 723 662	13 317 275	406 387	–	12 507 692
5	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du programme	–	22 693 992	–	–	22 693 992				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	299 894	299 894				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	987 341	987 341				
	Total – Crédit 5	–	22 693 992	–	1 287 235	23 981 227	22 987 956	993 271	–	23 237 576
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	3 526 663	–	(93 102)	3 433 561	3 433 561	–	–	3 572 741
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	63	–	–	–	63	–	63	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	63	36 347 739	–	4 790 711	41 138 513	39 738 792	1 399 721	–	39 318 009
	Registraire de la Cour suprême du Canada									
1	Dépenses du programme	–	24 520 525	–	–	24 520 525				
1a	Dépenses du programme	–	–	115 004	–	115 004				

Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	417 200	417 200			
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	998 638	998 638			
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	281 775	281 775			
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	1 785 430	1 785 430			
	Total – Crédit 1	–	24 520 525	115 004	3 483 043	28 118 572	26 575 604	1 542 968	– 26 681 784
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 273 951	–	548 287	2 822 238	2 822 238	–	– 2 744 204
(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjointes et aux enfants des juges décédés et montants forfaitaires versés aux conjointes des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1 et ses modifications)	–	8 241 373	–	109 010	8 350 383	8 350 383	–	– 7 990 851
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	11 775	11 775	–	–	11 775 330
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	35 035 849	115 004	4 152 115	39 302 968	37 748 225	1 542 968	11 775 37 417 169
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	19 435	1 694 118 700	16 708 628	155 031 396	1 865 878 159	1 836 102 372	29 732 186	43 601 1 704 901 038

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

- ¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Justice				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	641 333 609	640 354 900	978 709	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	2 420 160	779 214	1 640 946	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	2 721 565	–	2 721 565	–
Réduction.....	549 000	–	549 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(330 115 613)	(330 115 613)	–	–
	<i>316 908 721</i>	<i>311 018 501</i>	<i>5 890 220</i>	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	408 207 296	400 163 317	8 043 979	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	400 000	31 433	368 567	–
	<i>408 607 296</i>	<i>400 194 750</i>	<i>8 412 546</i>	–
Montants législatifs	77 594 528	77 594 094	–	434
	803 110 545	788 807 345	14 302 766	434
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	94 463 531	87 138 636	7 324 895	–
Coûts associés à la traduction (décision Devinat)	120 000	120 000	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	180 548	–	180 548	–
Autre	404 360	–	404 360	–
Revenus affectés aux dépenses	(33 064 414)	(26 506 167)	(6 558 247)	–
	<i>62 104 025</i>	<i>60 752 469</i>	<i>1 351 556</i>	–
Montants législatifs	8 781 179	8 778 521	1 592	1 066
	70 885 204	69 530 990	1 353 148	1 066
Commission canadienne des droits de la personne				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	23 357 647	22 001 323	1 356 324	–
Affectations bloquées				
Report	21 316	–	21 316	–
Transfert/réaffectation.....	19 781	–	19 781	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 300 000)	(1 725 013)	(574 987)	–
	<i>21 098 744</i>	<i>20 276 310</i>	<i>822 434</i>	–
Montants législatifs	2 436 629	2 436 536	–	93
	23 535 373	22 712 846	822 434	93
Service administratif des tribunaux judiciaires				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	76 259 424	74 105 360	2 154 064	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	3 811 869	3 811 869	–	–

Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	475 006	–	475 006	–
Autre.....	779 749	–	779 749	–
Montants législatifs.....	81 326 048	77 917 229	3 408 819	–
	7 432 284	7 402 051	–	30 233
	88 758 332	85 319 280	3 408 819	30 233
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale				
Crédit 1 – Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	9 395 030	8 778 267	616 763	–
Affectations bloquées				
Report.....	45 000	–	45 000	–
Transfert/réaffectation.....	64 541	–	64 541	–
Autre.....	510 421	–	510 421	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(275 000)	(40 200)	(234 800)	–
	9 739 992	8 738 067	1 001 925	–
Crédit 5 – Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	2 927 798	2 917 878	9 920	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	9 691	–	9 691	–
Autre.....	1 366 813	–	1 366 813	–
	4 304 302	2 917 878	1 386 424	–
Montants législatifs.....	583 820 624	583 820 624	–	–
	597 864 918	595 476 569	2 388 349	–
Bureau du directeur des poursuites pénales				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	199 640 877	192 226 743	7 414 134	–
Coûts liés au recouvrement des amendes.....	4 000 000	388 987	3 611 013	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	114 000	–	114 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(22 742 000)	(16 116 834)	(6 625 166)	–
	181 012 877	176 498 896	4 513 981	–
Montants législatifs.....	20 269 429	20 269 429	–	–
	201 282 306	196 768 325	4 513 981	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
Crédit 1 – Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	13 723 662	13 317 275	406 387	–
Crédit 5 – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	23 426 537	22 663 141	763 396	–
Subventions et contributions.....	500 000	498 480	1 520	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	254 690	–	254 690	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(200 000)	(173 665)	(26 335)	–
	23 981 227	22 987 956	993 271	–
Montants législatifs.....	3 433 624	3 433 561	63	–
	41 138 513	39 738 792	1 399 721	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Registraire de la Cour suprême du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	27 488 534	26 575 604	912 930	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	630 038	–	630 038	–
Montants législatifs	28 118 572	26 575 604	1 542 968	–
	11 184 396	11 172 621	–	11 775
	39 302 968	37 748 225	1 542 968	11 775
Total du portefeuille ministériel	1 865 878 159	1 836 102 372	29 732 186	43 601

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Justice												
Support au système de justice.....	51 762 227	47 986 101	–	–	408 607 296	400 194 750	–	–	460 369 523	448 180 851	–	–
Services juridiques	523 647 159	523 191 854	–	–	–	–	279 317 083	279 317 083	244 330 076	243 874 771	–	–
Services internes	149 209 476	147 550 253	–	–	–	–	50 798 530	50 798 530	98 410 946	96 751 723	–	–
Total partiel.....	724 618 862	718 728 208	–	–	408 607 296	400 194 750	330 115 613	330 115 613	803 110 545	788 807 345	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(330 115 613)	(330 115 613)	–	–	–	–	(330 115 613)	(330 115 613)	–	–	–	–
Total du ministère	394 503 249	388 612 595	–	–	408 607 296	400 194 750	–	–	803 110 545	788 807 345	–	–
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs												
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs												
fédéraux et leurs membres	82 655 229	67 324 803	–	–	–	–	26 087 823	20 730 284	56 567 406	46 594 519	–	–
Services internes	21 294 389	28 712 354	–	–	–	–	6 976 591	5 775 883	14 317 798	22 936 471	–	–
Total partiel.....	103 949 618	96 037 157	–	–	–	–	33 064 414	26 506 167	70 885 204	69 530 990	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(33 064 414)	(26 506 167)	–	–	–	–	(33 064 414)	(26 506 167)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	70 885 204	69 530 990	–	–	–	–	–	–	70 885 204	69 530 990	–	–
Commission canadienne des droits de la personne												
Plaintes relatives aux droits de la personne.....												
de la personne.....	10 718 152	10 343 569	–	–	–	–	–	–	10 718 152	10 343 569	–	–
Mobilisation et promotion des intérêts ..	4 032 821	3 891 880	–	–	–	–	–	–	4 032 821	3 891 880	–	–
Vérifications d'équité en matière d'emploi.....												
d'emploi.....	1 244 108	1 200 628	–	–	–	–	–	–	1 244 108	1 200 628	–	–
Services internes	9 840 292	9 001 782	–	–	–	–	2 300 000	1 725 013	7 540 292	7 276 769	–	–
Total partiel.....	25 835 373	24 437 859	–	–	–	–	2 300 000	1 725 013	23 535 373	22 712 846	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 300 000)	(1 725 013)	–	–	–	–	(2 300 000)	(1 725 013)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	23 535 373	22 712 846	–	–	–	–	–	–	23 535 373	22 712 846	–	–
Service administratif des tribunaux judiciaires												
Services administratifs pour les tribunaux fédéraux.....												
tribunaux fédéraux.....	62 133 166	59 886 541	–	–	–	–	–	–	62 133 166	59 886 541	–	–
Services internes	26 625 166	25 432 739	–	–	–	–	–	–	26 625 166	25 432 739	–	–
Total de l'organisme.....	88 758 332	85 319 280	–	–	–	–	–	–	88 758 332	85 319 280	–	–

Responsabilités essentielles – fin

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale												
Soutien administratif aux juges de nomination fédérale.....												
	597 413 126	594 789 977	–	–	–	–	275 000	40 200	597 138 126	594 749 777	–	–
Services internes	726 792	726 792	–	–	–	–	–	–	726 792	726 792	–	–
Total partiel.....	598 139 918	595 516 769	–	–	–	–	275 000	40 200	597 864 918	595 476 569	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(275 000)	(40 200)	–	–	–	–	(275 000)	(40 200)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	597 864 918	595 476 569	–	–	–	–	–	–	597 864 918	595 476 569	–	–
Bureau du directeur des poursuites pénales												
Services de poursuite	192 976 779	182 633 852	–	–	–	–	22 542 000	15 994 334	170 434 779	166 639 518	–	–
Observation et contrôle d'application de la loi électorale.....	5 241 794	4 596 852	–	–	–	–	–	–	5 241 794	4 596 852	–	–
Services internes	25 805 733	25 654 455	–	–	–	–	200 000	122 500	25 605 733	25 531 955	–	–
Total partiel.....	224 024 306	212 885 159	–	–	–	–	22 742 000	16 116 834	201 282 306	196 768 325	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(22 742 000)	(16 116 834)	–	–	–	–	(22 742 000)	(16 116 834)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	201 282 306	196 768 325	–	–	–	–	–	–	201 282 306	196 768 325	–	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada												
Protection du droit à la vie privée.....	18 605 857	18 006 162	–	–	500 000	498 480	–	–	19 105 857	18 504 642	–	–
Transparence gouvernementale	10 476 778	10 190 225	–	–	–	–	–	–	10 476 778	10 190 225	–	–
Services internes – Commissariat à la protection de la vie privée.....	7 374 551	6 956 097	–	–	–	–	200 000	173 665	7 174 551	6 782 432	–	–
Services internes – Commissariat à l'information	4 381 327	4 261 493	–	–	–	–	–	–	4 381 327	4 261 493	–	–
Total partiel.....	40 838 513	39 413 977	–	–	500 000	498 480	200 000	173 665	41 138 513	39 738 792	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(200 000)	(173 665)	–	–	–	–	(200 000)	(173 665)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	40 638 513	39 240 312	–	–	500 000	498 480	–	–	41 138 513	39 738 792	–	–

**Registraire de la Cour suprême du
Canada**

L'administration de la juridiction

d'appel de dernier ressort du Canada	27 682 053	26 635 816	-	-	-	-	-	-	-	27 682 053	26 635 816	-	-
Services internes	11 620 915	11 112 409	-	-	-	-	-	-	-	11 620 915	11 112 409	-	-
Total de l'organisme.....	39 302 968	37 748 225	-	-	-	-	-	-	-	39 302 968	37 748 225	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	1 456 770 863	1 435 409 142	-	-	409 107 296	400 693 230	-	-	-	1 865 878 159	1 836 102 372	-	-

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Justice									
Subventions									
Subventions provenant du Fonds d'aide aux victimes	–	3 250 000	500 000	(1 808 559)	1 941 441	1 941 441	–	–	2 230 896
Subvention à l'appui du Programme juridique de partenariat et d'innovation	–	1 749 158	–	(106 273)	1 642 885	1 642 885	–	–	1 582 972
Subventions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	–	600 000	–	–	600 000	188 565	411 435	–	81 727
Subventions à l'appui du Fonds pour le renouvellement du système de justice pour les jeunes	–	79 655	–	–	79 655	79 655	–	–	79 650
Subventions versées en vertu du Fonds du Programme de la justice applicable aux Autochtones	–	50 000	–	–	50 000	50 000	–	–	50 000
Total – Subventions.....	–	5 728 813	500 000	(1 914 832)	4 313 981	3 902 546	411 435	–	4 025 245
Contributions									
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes	–	141 692 415	–	–	141 692 415	141 692 415	–	–	141 692 415
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique en matière pénale	–	122 577 507	–	–	122 577 507	122 577 507	–	–	119 727 507
Contributions provenant du Fonds d'aides aux victimes.....	–	24 487 265	1 150 000	1 808 559	27 445 824	26 827 828	617 996	–	24 211 192
Contributions au financement du Fonds canadien de justice familiale.....	–	16 000 000	–	99 872	16 099 872	16 099 872	–	–	15 934 485
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	–	14 200 000	–	12 791 977	26 991 977	26 991 977	–	–	22 568 880
Contributions versées en vertu du Fonds du Programme de la justice applicable aux Autochtones	–	12 650 000	–	309 920	12 959 920	12 959 920	–	–	12 650 000
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes – Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	–	11 048 000	–	–	11 048 000	11 048 000	–	–	11 287 933
Contributions à la mise en œuvre des obligations linguistiques de la <i>Loi sur les contraventions</i>	–	9 094 900	–	–	9 094 900	4 159 047	4 935 853	–	3 666 498
Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones.....	–	7 961 363	–	661 073	8 622 436	8 622 436	–	–	7 950 845
Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridiques).....	–	6 556 593	–	–	6 556 593	6 556 593	–	–	6 406 593
Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	–	5 892 845	–	2 000 000	7 892 845	7 378 074	514 771	–	6 175 720
Contributions à l'appui du Fonds de justice pour les jeunes	–	4 425 345	–	–	4 425 345	4 425 345	–	–	4 111 997
Contributions visant la composante relative au service d'un avocat rémunéré par l'État du Programme d'aide juridique.....	–	3 650 000	150 000	(1 626 705)	2 173 295	1 032 179	1 141 116	–	1 104 758

Programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie	–	3 631 276	–	93 724	3 725 000	3 725 000	–	–	3 781 276
Contributions à l'appui du Programme juridique de partenariat et d'innovation	–	1 113 997	–	569 386	1 683 383	1 683 383	–	–	1 356 329
Fonds de réserve des équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés	–	550 000	–	–	550 000	–	550 000	–	56 500
Contributions versées à la Conférence de La Haye de droit international privé	–	315 000	–	(1 399)	313 601	313 601	–	–	310 409
Contributions versées à l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT)	–	190 000	–	402	190 402	190 402	–	–	194 114
Contributions versées en vertu du Programme d'avocats spéciaux ...	–	–	250 000	–	250 000	8 625	241 375	–	44 448
Total – Contributions	–	386 036 506	1 550 000	16 706 809	404 293 315	396 292 204	8 001 111	–	383 231 899
Total du ministère	–	391 765 319	2 050 000	14 791 977	408 607 296	400 194 750	8 412 546	–	387 257 144
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada									
Contributions									
Programme de contributions relatif à la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i>	–	500 000	–	–	500 000	498 480	1 520	–	475 745
Total de l'organisme	–	500 000	–	–	500 000	498 480	1 520	–	475 745
Total du portefeuille ministériel	–	392 265 319	2 050 000	14 791 977	409 107 296	400 693 230	8 414 066	–	387 732 889

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent	Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Justice				Commission canadienne des droits de la personne			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services juridiques	279 317 083	279 317 083	–	Services internes			
Services internes	50 798 530	50 798 530	47 957 099	Services de soutien interne	2 300 000	1 725 013	2 035 984
Programme des services juridiques au gouvernement.....	–	–	268 354 683	Total de l'organisme – Budgétaire	2 300 000	1 725 013	2 035 984
Total du ministère – Budgétaire	330 115 613	330 115 613	316 311 782	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale			
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres				Soutien administratif aux juges de nomination fédérale	275 000	40 200	–
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	12 258 307	8 790 646	–	Commissariat à la magistrature fédérale.....	–	–	40 200
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	13 829 516	11 939 638	–	Total de l'organisme – Budgétaire	275 000	40 200	40 200
	26 087 823	20 730 284	–	Bureau du directeur des poursuites pénales			
Services internes				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	3 520 198	2 229 128	1 281 412	Services de poursuite	22 542 000	15 994 334	–
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	3 456 393	3 546 755	1 360 718	Services internes	200 000	122 500	107 658
	6 976 591	5 775 883	2 642 130	Programme de poursuites des infractions réglementaires et des crimes économiques	–	–	17 519 538
Services de soutien spécialisés et d'experts aux tribunaux				Total de l'organisme – Budgétaire	22 742 000	16 116 834	17 627 196
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	–	–	2 986 429	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	–	–	3 042 838	Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
	–	–	6 029 267	Services internes – Commissariat à la protection de la vie privée.....	200 000	173 665	150 409
Paiements aux présidents et aux membres des tribunaux				Total de l'organisme – Budgétaire	200 000	173 665	150 409
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	–	–	3 940 680	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire			
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	–	–	4 848 200	388 697 027	374 677 492	359 343 436	
	–	–	8 788 880				
Services du greffe							
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	–	–	3 352 858				
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	–	–	2 364 730				
	–	–	5 717 588				
Total de l'organisme – Budgétaire	33 064 414	26 506 167	23 177 865				

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Justice					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Revenus divers		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrement des frais d'administration		
Autres ministères du gouvernement.....	69 001	62 129	Assurance-emploi.....	18 209 400	14 199 558
Divers.....	2 557 670	2 048 267	<i>Régimes de pension du Canada</i>	12 886 035	14 094 157
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	383 208	7 704 321	Divers	44	134
	3 009 879	9 814 717		31 095 479	28 293 849
Ventes de biens et de services			Total de l'organisme	32 074 200	28 401 298
Services de nature réglementaire			Commission canadienne des droits de la personne		
Enregistrement de divorces.....	681 934	660 630	Autres revenus		
Services d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales	6 251 798	7 584 047	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
	6 933 732	8 244 677	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	197 856	24 051
Services de nature non réglementaire			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	20 285	85 958
Crédit net/Revenus des services juridiques	26 940 557	23 642 825		218 141	110 009
			Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits			Autres frais et droits		
Revenus des services juridiques	345 776 733	335 897 643	Services de soutien internes.....	1 725 013	2 035 984
	379 651 022	367 785 145			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	434	3 658	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	93	105
			Revenus divers	13 517	205
Revenus divers			Total de l'organisme	1 956 764	2 146 303
Amendes et confiscations.....	937 883	1 789 152	Service administratif des tribunaux judiciaires		
Location de résidences et services publics	44 854	15 792	Autres revenus		
Société d'État facturée.....	4 816	1 263	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Produits d'autres montants adjugés par une cour	1 922 364	82 502	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	90 570	116 134
Divers	3 460	3 795	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	233 263	123 352
	2 913 377	1 892 504		323 833	239 486
Total du ministère	385 574 712	379 496 024	Ventes de biens et de services		
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs			Services de nature réglementaire		
Autres revenus			Droits de dépôt.....	1 551 282	1 378 038
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Dépenses de la Cour.....	23 520	66 638
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	56 978	81 010		1 574 802	1 444 676
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	920 677	24 847	Ventes de biens et de produits d'information		
	977 655	105 857	Ventes de photocopies et d'enregistrements audio	86 560	86 560
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	1 066	1 592		1 661 362	1 531 236
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	30 233	14 122

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers			Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
Amendes de la Cour.....	12 000	1 500	Autres revenus		
Recouvrement des frais d'administration – Assurance-emploi.....	1 007 125	1 016 639	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
	1 019 125	1 018 139	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	122 551	54 894
Total de l'organisme.....	3 034 553	2 802 983	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	143 370	17 755
			Transfert interministériel de recouvrements de trop-payés salariaux.....	–	1 200
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale				265 921	73 849
Autres revenus			Ventes de biens et de services		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	–	3 363	Autres frais et droits		
Ventes de biens et de services			Recette sur le crédit		
Services de nature non réglementaire	40 200	40 200	Frais d'utilisation relatifs aux services de soutien internes	173 665	150 408
Revenus divers			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	–	63
Retenues au Compte de pension de retraite de la fonction publique – Juges	15 996 591	15 277 853	Revenus divers	215	315
Total de l'organisme.....	16 036 791	15 321 416	Total de l'organisme	439 801	224 635
Bureau du directeur des poursuites pénales			Registraire de la Cour suprême du Canada		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	484 875	376 648	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	77 021	24 109
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	14 905	–	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	24 758	9 737
	499 780	376 648		101 779	33 846
Ventes de biens et de services			Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire			Location et utilisation de biens publics	40 413	48 327
Charge de revenus affectés au crédit.....	17 588 100	19 476 565	Ventes de biens et de produits d'information		
Revenus divers			Ventes d'enregistrements audio et vidéo des audiences de la cour.....	–	35
Amendes et confiscations.....	369 985	653 551	Vente de motifs de jugement	620	870
Location de résidences et services publics	506 140	583 311	Ventes de Recueil des arrêts de la Cour suprême du Canada ...	8 650	10 050
Facturation de société d'État.....	55 985	23 974		9 270	10 955
Divers	140	670	Autres frais et droits		
	932 250	1 261 506	Photocopies	12 728	16 363
Total de l'organisme.....	19 020 130	21 114 719	Frais d'enregistrement	63 622	63 630
			Divers	34 841	32 204
				111 191	112 197
				160 874	171 479

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État		
Gain sur disposition d'actifs non immobilisés à des tiers	127	330
Gain sur disposition d'immobilisations à des tiers	11 648	–
	11 775	330
Revenus divers		
Contributions des juges pour des rentes	139 650	118 875
Autres frais et droits	–	50
Divers	1	–
	139 651	118 925
Total de l'organisme.....	414 079	324 580
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 396 988	10 757 775
Ventes de biens et de services	401 000 236	391 191 017
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	43 601	19 870
Revenus divers.....	52 110 205	47 863 296
Total du portefeuille ministériel	458 551 030	449 831 958

Section 18

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Parlement

Chambre des communes

Bibliothèque du Parlement

**Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts
et à l'éthique**

Bureau du directeur parlementaire du budget

Bureau du conseiller sénatorial en éthique

Service de protection parlementaire

**Secrétariat du Comité des parlementaires sur
la sécurité nationale et le renseignement**

Sénat

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	352
Sommaire du portefeuille ministériel.....	356
Détail budgétaire par affectation.....	358
Responsabilités essentielles	360
Paiements de transfert.....	362
Détail des montants disponibles pour être dépensés	363
Revenus	363

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Chambre des communes**Responsabilité essentielle 1 : Députés et agents supérieurs de la Chambre**

Les députés assument les rôles de législateurs et de représentants élus de leur circonscription. Dans leur circonscription, les députés participent à des événements et à des activités, et discutent avec les électeurs de ce qui les préoccupe. À la Chambre, les députés participent aux débats, et étudient et votent les projets de loi. Les députés siègent aux comités permanents et aux comités spéciaux ou mixtes, car la Chambre des communes confie à ses comités l'étude approfondie des projets de loi ainsi que l'examen minutieux des programmes et des politiques du gouvernement. Ils font également partie d'associations parlementaires et de groupes interparlementaires et se joignent à des délégations dans le cadre d'échanges parlementaires. Finalement, en caucus, les députés élaborent des stratégies, discutent des politiques et examinent d'importants dossiers en collaboration avec les autres députés de leur parti, et dirigent le travail du bureau de recherche de leur parti. Les agents supérieurs de la Chambre sont des députés élus ou nommés à des postes au sein du caucus national d'un parti reconnu qui assument des fonctions parlementaires supplémentaires.

Responsabilité essentielle 2 : Administration de la Chambre

Les employés de l'Administration de la Chambre sont chargés de fournir des services aux députés élus pour une législature. De plus, ils sont en permanence au service de la Chambre en tant qu'institution, assurant la continuité d'une législature à l'autre, l'accès aux archives parlementaires et la stabilité de l'infrastructure à l'appui des députés dans le processus démocratique. Ils offrent des conseils et du soutien dans une vaste gamme de domaines tels que : les services procéduraux, législatifs et juridiques; la gestion et les technologies de l'information; la gestion des immeubles; la sécurité; les services de restauration; les finances; les ressources humaines; et la santé et sécurité au travail. Les employés de l'Administration de la Chambre des communes s'efforcent de toujours bien soutenir l'institution et le travail des députés dans leur rôle de législateur et de représentant de leur circonscription, à la Chambre, en comité et en caucus.

Bibliothèque du Parlement**Responsabilité essentielle 1 : Services d'information aux parlementaires**

Cette activité de programme offre aux parlementaires des services d'information, de documentation, de recherche et d'analyse pour les aider à remplir leurs rôles de législateur et de représentant et les soutenir dans leurs efforts visant à rendre le Parlement et l'information à son propos accessibles au public.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique

Responsabilité essentielle 1 : Application et interprétation de la *Loi sur les conflits d'intérêts* et du Code régissant les conflits d'intérêts des députés

La commissaire donne des conseils confidentiels aux titulaires de charge publique et aux députés sur l'observation de la *Loi sur les conflits d'intérêts* et du Code régissant les conflits d'intérêts des députés. La commissaire reçoit et examine les rapports confidentiels et diffuse des renseignements au public. Elle peut mener une enquête pour déterminer si un député a contrevenu ou non au Code ou elle peut procéder à un examen pour déterminer si un titulaire ou un ex-titulaire de charge publique a contrevenu ou non à la Loi. La commissaire a également pour mission de fournir des avis confidentiels au premier ministre sur les questions de conflits d'intérêts et d'éthique. Cette activité de programme profite aux Canadiens en réduisant au minimum les possibilités de conflit entre les intérêts personnels des titulaires de charge publique ou des députés et leurs fonctions officielles, en prévoyant les moyens de régler de tels conflits, le cas échéant, dans l'intérêt public, et en démontrant au public que les titulaires de charge publique et les députés sont tenus de respecter des normes qui placent l'intérêt public au-dessus de leurs intérêts privés.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du directeur parlementaire du budget

Responsabilité essentielle 1 : Analyse financière et économique

Le directeur parlementaire du budget fournit, de façon indépendante, pertinente, opportune et impartiale des analyses afin d'aider les parlementaires à remplir leur rôle constitutionnel consistant à demander des comptes au gouvernement. Le directeur parlementaire du budget fournit au Parlement, de façon indépendante, des analyses de la situation financière du pays, des prévisions budgétaires du gouvernement et de l'économie canadienne, et, à la demande de tout comité ou parlementaire, d'évaluer le coût financier de toute mesure proposée relevant des domaines de compétence du Parlement. De plus, le directeur parlementaire du budget est responsable de la préparation de l'estimation des coûts des engagements énoncés dans les plateformes des divers partis politiques durant les élections. De plus amples renseignements sur le Bureau du directeur parlementaire du budget se trouvent dans les rapports annuels, que l'on peut consulter sur le site Web de l'organisation. Les présidents du Sénat et de la Chambre des communes sont les ministres compétents pour cette organisation.

Bureau du conseiller sénatorial en éthique

Responsabilité essentielle 1 : Administration et interprétation du Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts

Le mandat du conseiller sénatorial en éthique consiste à administrer et à interpréter le Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs qui établit des normes de conduite pour les sénateurs. Voici les principales fonctions du conseiller sénatorial en éthique : fournir des conseils et des avis confidentiels sur toute question relative aux obligations des sénateurs en vertu du Code; examiner les déclarations confidentielles annuelles (liste des sources de revenus, éléments d'actif, éléments de passif, contrats avec le gouvernement, intérêts financiers et autres), aviser les sénateurs des conflits d'intérêts possibles et des mesures de conformité; préparer des résumés publics; enquêter, au besoin, sur la conformité au Code.

Service de protection parlementaire**Responsabilité essentielle 1 : Sécurité physique**

Le Service de protection parlementaire est responsable de la sécurité physique partout dans la Cité parlementaire et sur la Colline parlementaire. Ceci inclus la sécurité physique de la Cité parlementaire, des parlementaires, de leur personnel et des invités du Parlement, ainsi que tout visiteur de la Colline parlementaire et/ou de la Cité parlementaire, y compris les biens qui y sont situés ou les événements qui s’y déroulent.

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement**Responsabilité essentielle 1 : Aider le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement à remplir son mandat**

La responsabilité fondamentale du Secrétariat englobe une variété d’activités pour veiller à ce que le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement ait facilement accès à l’information pertinente ainsi qu’à des conseils stratégiques et d’experts pour mener des examens et produire des rapports ainsi que pour voir à la satisfaction des exigences en matière de sécurité.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d’introduction.

Sénat**Responsabilité essentielle 1 : Sénateurs, hauts fonctionnaires, et bureaux des sénateurs**

Assure la prestation aux sénateurs des services prévus par la loi, comme l’autorisent la *Loi sur le Parlement du Canada* et la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement*. Les dépenses de fonctionnement des bureaux des sénateurs sont payées conformément aux politiques et aux lignes directrices établies. Les dépenses comprises dans ces deux catégories sont les suivantes : indemnités de session et de fonction des sénateurs et cotisations aux régimes de retraite et allocations de retraite; frais de déplacement et de télécommunication; rémunération additionnelle des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses du personnel et dépenses relatives au fonctionnement des bureaux des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses de recherche et de bureau des sénateurs, y compris les dépenses de personnel et le coût du matériel et des services nécessaires au fonctionnement de leurs bureaux respectifs.

Responsabilité essentielle 2 : Soutien administratif

Offre le soutien nécessaire à la prestation efficace, efficiente et économique des programmes décrits sous les deux autres activités de programme du Sénat. Le programme Soutien administratif fournit des locaux et de l’équipement, des outils, de l’information, des biens et services, et des conseils spécialisés sur tous les aspects des activités. Les dépenses liées à ce programme sont les suivantes : services financiers et gestion du matériel; ressources humaines; services de sécurité institutionnelle; services d’information; gestion de la technologie de l’information; aménagement et entretien des locaux; services de poste, de messagerie et d’imprimerie; réparations, métiers et transports; amélioration de la gouvernance au moyen notamment de vérifications internes et d’une gestion stratégique.

Responsabilité essentielle 3 : Chambre, comités et associations

Assure la prestation du soutien et des services nécessaires aux sénateurs qui font partie des comités permanents, spéciaux ou mixtes, ainsi qu'aux associations parlementaires, c'est-à-dire les produits liés à la procédure, aux mesures législatives et à l'information, tels que les décisions du Président, la rédaction des mesures législatives, les publications officielles et la télédiffusion; les services administratifs tels que les budgets et la logistique des réunions. Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes: salaires du greffier du Sénat et aux secteurs législatifs; Légiste et conseiller parlementaire; journaux, comptes rendus des débats et les publications; comités, associations et échanges parlementaires; télédiffusion; communications; programme des pages du Sénat.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Chambre des communes										
1	Dépenses du programme	–	347 004 325	–	–	347 004 325				
1a	Dépenses du programme	–	–	15 906 585	–	15 906 585				
	Total – Crédit 1	–	347 004 325	15 906 585	–	362 910 910	343 936 263	18 974 647	–	328 003 649
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	39 833 993	–	(728 044)	39 105 949	39 105 949	–	–	35 218 892
(S)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	–	120 173 658	–	(15 802 852)	104 370 806	104 370 806	–	–	127 160 169
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	507 011 976	15 906 585	(16 530 896)	506 387 665	487 413 018	18 974 647	–	490 382 710
Bibliothèque du Parlement										
1	Dépenses du programme	–	43 089 599	–	–	43 089 599				
1b	Dépenses du programme	–	–	320 363	–	320 363				
	Total – Crédit 1	–	43 089 599	320 363	–	43 409 962	42 881 490	528 472	–	41 112 174
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	4 996 406	48 695	(397 200)	4 647 901	4 647 901	–	–	4 519 938
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	48 086 005	369 058	(397 200)	48 057 863	47 529 391	528 472	–	45 632 112
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique										
1	Dépenses du programme	–	6 134 141	–	–	6 134 141	5 826 882	307 259	–	5 973 165
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	733 782	–	(42 899)	690 883	690 883	–	–	665 257
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	6 867 923	–	(42 899)	6 825 024	6 517 765	307 259	–	6 638 422
Bureau du directeur parlementaire du budget										
1	Dépenses du programme	–	6 983 524	–	–	6 983 524	5 046 675	1 936 849	–	1 819 087
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	630 514	–	(245 784)	384 730	384 730	–	–	166 066
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	7 614 038	–	(245 784)	7 368 254	5 431 405	1 936 849	–	1 985 153
Bureau du conseiller sénatorial en éthique										
1	Dépenses du programme	–	1 214 777	–	–	1 214 777				
1b	Dépenses du programme	–	–	50 000	–	50 000				
	Total – Crédit 1	–	1 214 777	50 000	–	1 264 777	1 045 612	219 165	–	922 207
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	122 402	–	(26 735)	95 667	95 667	–	–	92 635
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	1 337 179	50 000	(26 735)	1 360 444	1 141 279	219 165	–	1 014 842

Service de protection parlementaire										
1	Dépenses du programme	–	76 663 760	–	–	76 663 760				
1a	Dépenses du programme	–	–	7 127 658	–	7 127 658				
	Total – Crédit 1	–	76 663 760	7 127 658	–	83 791 418	77 484 796	6 306 622	–	71 748 117
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	6 784 000	502 057	(926 315)	6 359 742	6 359 742	–	–	5 436 172
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	83 447 760	7 629 715	(926 315)	90 151 160	83 844 538	6 306 622	–	77 184 289
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement										
1	Dépenses du programme	–	3 294 747	–	–	3 294 747				
1a	Dépenses du programme	–	–	3 278 218	–	3 278 218				
	Total – Crédit 1	–	3 294 747	3 278 218	–	6 572 965	3 487 129	3 085 836	–	579 141
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	199 081	–	(53 938)	145 143	145 143	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	3 493 828	3 278 218	(53 938)	6 718 108	3 632 272	3 085 836	–	579 141
Sénat										
1	Dépenses du programme	–	74 151 222	–	–	74 151 222	63 714 122	10 437 100	–	60 461 030
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	8 811 394	–	(1 501 094)	7 310 300	7 310 300	–	–	6 288 559
(S)	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (R.S.C. (1985), ch. M-5).....	–	26 117 487	–	(1 051 778)	25 065 709	25 065 709	–	–	39 205 358
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	109 080 103	–	(2 552 872)	106 527 231	96 090 131	10 437 100	–	105 954 947
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	–	766 938 812	27 233 576	(20 776 639)	773 395 749	731 599 799	41 795 950	–	729 371 616

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Chambre des communes				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	394 492 708	375 518 061	18 974 647	–
Subventions et contributions	1 041 290	1 041 290	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(32 623 088)	(32 623 088)	–	–
	<i>362 910 910</i>	<i>343 936 263</i>	<i>18 974 647</i>	–
Montants législatifs	143 476 755	143 476 755	–	–
	506 387 665	487 413 018	18 974 647	–
Bibliothèque du Parlement				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	44 409 962	43 748 445	661 517	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 000 000)	(866 955)	(133 045)	–
	<i>43 409 962</i>	<i>42 881 490</i>	<i>528 472</i>	–
Montants législatifs	4 647 901	4 647 901	–	–
	48 057 863	47 529 391	528 472	–
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	6 134 141	5 826 882	307 259	–
Montants législatifs	690 883	690 883	–	–
	6 825 024	6 517 765	307 259	–
Bureau du directeur parlementaire du budget				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	6 983 524	5 046 675	1 936 849	–
Montants législatifs	384 730	384 730	–	–
	7 368 254	5 431 405	1 936 849	–
Bureau du conseiller sénatorial en éthique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	1 264 777	1 045 612	219 165	–
Montants législatifs	95 667	95 667	–	–
	1 360 444	1 141 279	219 165	–
Service de protection parlementaire				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	85 791 418	78 095 817	7 695 601	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 000 000)	(611 021)	(1 388 979)	–
	<i>83 791 418</i>	<i>77 484 796</i>	<i>6 306 622</i>	–
Montants législatifs	6 359 742	6 359 742	–	–
	90 151 160	83 844 538	6 306 622	–

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement	6 572 965	3 487 129	3 085 836	–
Montants législatifs	145 143	145 143	–	–
	6 718 108	3 632 272	3 085 836	–

Sénat

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement	73 715 750	63 278 650	10 437 100	–
Subventions et contributions	435 472	435 472	–	–
Montants législatifs	74 151 222	63 714 122	10 437 100	–
	32 376 009	32 376 009	–	–
	106 527 231	96 090 131	10 437 100	–
Total du portefeuille ministériel	773 395 749	731 599 799	41 795 950	–

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Chambre des communes												
Députés et agents supérieurs de la												
Chambre	300 291 710	286 656 897	–	–	996 516	996 516	2 079 251	2 079 251	299 208 975	285 574 162	–	–
Administration de la Chambre.....	237 677 753	232 337 919	–	–	44 774	44 774	30 543 837	30 543 837	207 178 690	201 838 856	–	–
Total partiel.....	537 969 463	518 994 816	–	–	1 041 290	1 041 290	32 623 088	32 623 088	506 387 665	487 413 018	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(32 623 088)	(32 623 088)	–	–	–	–	(32 623 088)	(32 623 088)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	505 346 375	486 371 728	–	–	1 041 290	1 041 290	–	–	506 387 665	487 413 018	–	–
Bibliothèque du Parlement												
Services d'information aux												
parlementaires	38 510 230	37 113 724	–	–	–	–	1 000 000	866 955	37 510 230	36 246 769	–	–
Services internes	10 547 633	11 282 622	–	–	–	–	–	–	10 547 633	11 282 622	–	–
Total partiel.....	49 057 863	48 396 346	–	–	–	–	1 000 000	866 955	48 057 863	47 529 391	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(1 000 000)	(866 955)	–	–	–	–	(1 000 000)	(866 955)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	48 057 863	47 529 391	–	–	–	–	–	–	48 057 863	47 529 391	–	–
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêt et à l'éthique												
Application et interprétation de la <i>Loi sur les conflits d'intérêts</i> et du Code régissant les conflits d'intérêts												
des députés	5 099 799	4 192 055	–	–	–	–	–	–	5 099 799	4 192 055	–	–
Services internes	1 725 225	2 325 710	–	–	–	–	–	–	1 725 225	2 325 710	–	–
Total de l'organisme.....	6 825 024	6 517 765	–	–	–	–	–	–	6 825 024	6 517 765	–	–
Bureau du directeur parlementaire du budget												
Analyse financière et économique.....	7 368 254	5 431 405	–	–	–	–	–	–	7 368 254	5 431 405	–	–
Total de l'organisme.....	7 368 254	5 431 405	–	–	–	–	–	–	7 368 254	5 431 405	–	–
Bureau du conseiller sénatorial en éthique												
Administration et interprétation du Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts	1 360 444	1 141 279	–	–	–	–	–	–	1 360 444	1 141 279	–	–
Total de l'organisme.....	1 360 444	1 141 279	–	–	–	–	–	–	1 360 444	1 141 279	–	–

Service de protection parlementaire												
Sécurité physique	92 151 160	84 455 559	-	-	-	-	2 000 000	611 021	90 151 160	83 844 538	-	-
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 000 000)	(611 021)	-	-	-	-	(2 000 000)	(611 021)	-	-	-	-
Total de l'organisme.....	90 151 160	83 844 538	-	-	-	-	-	-	90 151 160	83 844 538	-	-
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement												
Aider le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement à remplir son mandat												
	5 364 292	3 369 320	-	-	-	-	-	-	5 364 292	3 369 320	-	-
Services internes	1 353 816	262 952	-	-	-	-	-	-	1 353 816	262 952	-	-
Total de l'organisme.....	6 718 108	3 632 272	-	-	-	-	-	-	6 718 108	3 632 272	-	-
Sénat												
Sénateurs, hauts fonctionnaires, et bureaux des sénateurs												
	57 659 580	50 222 983	-	-	51 148	51 148	-	-	57 710 728	50 274 131	-	-
Soutien administratif	28 299 650	28 049 236	-	-	5 000	5 000	-	-	28 304 650	28 054 236	-	-
Chambre, comités et associations	20 076 381	17 326 292	-	-	435 472	435 472	-	-	20 511 853	17 761 764	-	-
Total de l'organisme.....	106 035 611	95 598 511	-	-	491 620	491 620	-	-	106 527 231	96 090 131	-	-
Total du portefeuille ministériel	771 862 839	730 066 889	-	-	1 532 910	1 532 910	-	-	773 395 749	731 599 799	-	-

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Chambre des communes									
Contributions									
Paiements aux associations parlementaires et de procédure	–	1 003 172	–	38 118	1 041 290	1 041 290	–	–	1 022 560
Total de l'organisme.....	–	1 003 172	–	38 118	1 041 290	1 041 290	–	–	1 022 560
Sénat									
Subventions									
(S) Versements venant du Trésor pour les pensions des veuves d'anciens membres	–	67 000	–	(15 852)	51 148	51 148	–	–	48 948
Contributions									
Contributions aux associations parlementaires.....	–	430 000	–	10 472	440 472	440 472	–	–	428 814
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	57 000
Total—Contributions.....	–	430,000	–	10,472	440,472	440,472	–	–	485,814
Total de l'organisme.....	–	497 000	–	(5 380)	491 620	491 620	–	–	534 762
Total du portefeuille ministériel	–	1 500 172	–	32 738	1 532 910	1 532 910	–	–	1 557 322

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Chambre des communes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Députés et agents supérieurs de la Chambre			
Produits de la vente de biens	29 176	29 176	3 415
Droits d'affiliation à des associations parlementaires	33 975	33 975	18 056
Recouvrement de coûts avec les ministères et les institutions parlementaires.....	1 575 215	1 575 215	1 112 957
Autres recouvrements	440 885	440 885	550 229
	2 079 251	2 079 251	1 684 657
Administration de la Chambre			
Produits de la vente de biens	38 503	38 503	30 704
Produits des Services de restauration	4 753 404	4 753 404	4 718 872
Recouvrement de coûts avec les ministères et les institutions parlementaires.....	25 464 467	25 464 467	23 987 608
Autres recouvrements	287 463	287 463	428 844
	30 543 837	30 543 837	29 166 028
Total de l'organisme – Budgétaire	32 623 088	32 623 088	30 850 685
Bibliothèque du Parlement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services d'information aux parlementaires	1 000 000	866 955	944 517
Total de l'organisme – Budgétaire	1 000 000	866 955	944 517
Service de protection parlementaire			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Sécurité physique			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	199	199	–
Recouvrement de coûts avec les ministères et les institutions parlementaires.....	1 968 646	579 667	1 040 663
Autres recouvrements	31 155	31 155	113 377
	2 000 000	611 021	1 154 040
Total de l'organisme – Budgétaire	2 000 000	611 021	1 154 040
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	35 623 088	34 101 064	32 949 242

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Chambre des communes		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	625 544	312 574
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	172 154	142 508
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	18 155	–
	815 853	455 082
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire.....	19 036 611	17 705 300
Ventes de biens et de produits d'information.....		
	13 375 961	12 912 843
Autres frais et droits		
Frais d'utilisation pouvant être dépensés de nouveau.....	83 838	127 324
Divers	71 641	79 783
	155 479	207 107
	32 568 051	30 825 250
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	55 037	25 435
Total de l'organisme	33 438 941	31 305 767
Bibliothèque du Parlement		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	46 813	61 055
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	111 427	75 202
	158 240	136 257
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information.....	880 312	946 921
Total de l'organisme	1 038 552	1 083 178
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	18 301	2 657
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	3 124	81 316
	21 425	83 973
Revenus divers		
Revenus provenant de pénalités	3 100	2 000
Total de l'organisme	24 525	85 973

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau du conseiller sénatorial en éthique					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	14 096	11 932
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 986	–	Revenus divers		
			Divers	5 229	4 664
Total de l'organisme.....	2 986	–	Total de l'organisme	203 366	154 084
Service de protection parlementaire			Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 643 771	1 010 087
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	34 477	42 556	Ventes de biens et de services.....	34 059 384	32 926 210
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 424 700	154 731	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	69 133	37 367
			Revenus divers.....	8 329	6 664
	1 459 177	197 287	Total du portefeuille ministériel.....	36 780 617	33 980 328
Ventes de biens et de services					
Services de nature non-réglémentaire.....	548 423	1 027 611			
Ventes de biens et de produits d'information.....	(28 756)	104 573			
Autres frais et droits					
Frais d'utilisation pouvant être dépensés de nouveau.....	91 155	21 855			
Autres frais et droits.....	199	–			
	91 354	21 855			
	611 021	1 154 039			
Total de l'organisme.....	2 070 198	1 351 326			
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 049	–			
Total de l'organisme	2 049	–			
Sénat					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	32 211	36 582			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	151 830	100 906			
	184 041	137 488			

Section 19

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Patrimoine canadien et Multiculturalisme

Ministère du Patrimoine canadien
Conseil des Arts du Canada
Société Radio-Canada
Musée canadien des droits de la personne
Musée canadien de l'histoire
Musée canadien de l'immigration du Quai 21
Musée canadien de la nature
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Bibliothèque et Archives du Canada
Société du Centre national des Arts
Commission de la capitale nationale
Office national du film
Musée des beaux-arts du Canada
Musée national des sciences et de la technologie
Téléfilm Canada
Commission des champs de bataille nationaux

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	366
Sommaire du portefeuille ministériel.....	372
Détail budgétaire par affectation.....	378
Responsabilités essentielles.....	382
Paiements de transfert.....	384
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	387
Revenus.....	388

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère du Patrimoine canadien**Responsabilité essentielle 1 : Créativité, arts et culture**

Veiller à ce qu'un large éventail de contenu artistique et culturel canadien soit accessible au pays et à l'étranger. Offrir aux Canadiens des occasions de s'engager et de participer à la vie créative du Canada, en créant un sentiment d'appartenance et d'inclusion. Contribuer au succès des activités qui favorisent la créativité, les possibilités d'innovation, de croissance et d'emploi dans le secteur culturel et pour l'économie créative du Canada. Appuyer les politiques et les mesures législatives et réglementaires; gérer des programmes de financement supportant la création, la formation professionnelle, l'infrastructure culturelle et la diffusion des arts; le développement des affaires et d'initiatives de commercialisation; et l'établissement de partenariats au Canada et à l'étranger.

Responsabilité essentielle 2 : Langues officielles

Appuyer la promotion des deux langues officielles dans la société canadienne et le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire en collaborant avec des organismes bénévoles et les gouvernements provinciaux et territoriaux. Favorise une approche concertée pour assurer la participation de l'ensemble des institutions fédérales à la mise en œuvre des engagements de la *Loi sur les langues officielles* ainsi que la coordination d'initiatives horizontales.

Responsabilité essentielle 3 : Sport

Favorise et améliore la participation sportive au Canada, depuis l'introduction au sport jusqu'aux plus hauts échelons grâce aux paiements de transfert et au leadership en matière de politiques. Veille à ce que tous les Canadiens aient accès à des programmes sportifs de qualité dans un environnement sécuritaire et accueillant, sans discrimination liée à la race, au sexe ou aux limitations physiques. Favoriser le développement d'athlètes de haut niveau, d'entraîneurs, d'officiels, de dirigeants et d'organisations au sein du système sportif canadien. Aide les collectivités canadiennes à accueillir les Jeux du Canada et des manifestations sportives internationales.

Responsabilité essentielle 4 : Patrimoine et célébrations

Donner l'occasion aux Canadiens de participer aux célébrations et aux commémorations d'intérêt national, à des festivals locaux et à des activités liées au patrimoine. Investir dans le développement de matériel didactique et d'activités d'apprentissage qui offrent aux Canadiens la possibilité d'améliorer leur compréhension de l'histoire du Canada. Faciliter l'accès au patrimoine et aider les établissements du patrimoine à préserver et à présenter des collections patrimoniales à tous les Canadiens. Offrir des projets, des programmes et des services, et des subventions, des contributions et d'incitations fiscales; mener des recherches; fournir des informations et des compétences qui font autorité; et appuyer la mise en application d'une législation en matière de patrimoine.

Responsabilité essentielle 5 : Diversité et inclusion

Viser à célébrer la diversité, l'identité et le patrimoine multiculturels du Canada, favoriser le développement de collectivités résilientes et renforcer les droits des Canadiens, afin d'encourager la diversité et l'inclusion. Appuyer la législation sur le multiculturalisme. Promouvoir et appuyer l'application à l'échelle nationale des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, les droits constitutionnels et quasi constitutionnels au Canada. Travailler en collaboration avec une multitude d'organisations gouvernementales et non

gouvernementales à l'appui de l'exécution de programmes et de la prestation de services portant sur la diversité et l'inclusion. Appuyer l'engagement, la participation et l'inclusion des jeunes Canadiens dans leur collectivité et dans le cadre d'activités d'échange. Revitaliser, préserver et promouvoir les langues et les cultures autochtones et célébrer les réalisations et renforcer les communautés autochtones au moyen d'investissements dans diverses initiatives.

Responsabilité essentielle 6 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil des Arts du Canada

Responsabilité essentielle 1 : Conseil des Arts du Canada

Favoriser et promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art.

Société Radio-Canada

Responsabilité essentielle 1 : Société Radio-Canada

Renseigner, éclairer et divertir; contribuer au développement et au partage d'une conscience et d'une identité nationales; traduire la diversité régionale et culturelle du Canada et contribuer au développement de la culture et du talent au Canada.

Musée canadien des droits de la personne

Responsabilité essentielle 1 : Musée canadien des droits de la personne

Explorer le thème des droits de la personne en mettant un accent particulier sur le Canada en vue d'accroître la compréhension du public à cet égard, de promouvoir le respect des autres et d'encourager la réflexion et le dialogue.

Musée canadien de l'histoire

Responsabilité essentielle 1 : Musée canadien de l'histoire

D'accroître la connaissance, la compréhension et le degré d'appréciation des Canadiens à l'égard d'événements, d'expériences, de personnes et d'objets qui incarnent l'histoire et l'identité canadiennes, qu'ils ont façonnées, ainsi que de les sensibiliser à l'histoire du monde et aux autres cultures.

Musée canadien de l'immigration du Quai 21**Responsabilité essentielle 1 : Musée canadien de l'immigration du Quai 21**

Explorer le thème de l'immigration au Canada en vue d'accroître la compréhension du public à l'égard des expériences vécues par les immigrants au moment de leur arrivée au Canada, du rôle essentiel que l'immigration a joué dans le développement du Canada et de la contribution des immigrants à la culture, à l'économie et au mode de vie canadiens.

Musée canadien de la nature**Responsabilité essentielle 1 : Musée canadien de la nature**

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada, ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes**Responsabilité essentielle 1 : Réglementer et surveiller le système de communication**

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes est un tribunal administratif. Il est chargé de réglementer et de superviser le système de communication du Canada dans l'intérêt du public. Établi pour développer, mettre en œuvre et appliquer des politiques réglementaires concernant le système de communication canadien, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes s'acquitte d'un large éventail de fonctions, y compris l'établissement de règles et l'élaboration de politiques, mais il a aussi les pouvoirs quasi-judiciaires d'un tribunal supérieur en ce qui touche la production et l'examen des preuves, de même que l'application de ses décisions. En tant que tribunal administratif, il fonctionne en toute indépendance du gouvernement fédéral. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes élabore des politiques réglementaires pour le système de communication du Canada; approuve les fusions, les acquisitions et les changements de propriété des entreprises de radiodiffusion; approuve les tarifs et les ententes concernant certains services de télécommunication; attribue, renouvelle et modifie les licences des entreprises de distribution de radiodiffusion et des entreprises de programmation; règle les différends liés à la concurrence. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes intervient précisément dans des situations où le libre jeu du marché ne permet pas à lui seul d'atteindre les objectifs stratégiques de son mandat législatif.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bibliothèque et Archives du Canada**Responsabilité essentielle 1 : Acquérir et préserver le patrimoine documentaire**

Bibliothèque et Archives du Canada acquiert du patrimoine documentaire ayant une valeur historique et le préserve pour les générations actuelles et futures, en vertu du mandat que lui confère la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*. La collection de Bibliothèque et Archives du Canada se compose de ressources du patrimoine documentaire en divers formats et sur une gamme de supports qui présentent le Canada au fil des ans. Bibliothèque et Archives du Canada prodigue des conseils au gouvernement du Canada et à ses institutions sur la gestion des renseignements et veille au transfert des documents à valeur historique dans sa collection. Au moyen du dépôt légal, tous les documents soumis

par des éditeurs canadiens ainsi que des échantillons de contenu Internet sont intégrés à la collection. D'autres documents d'importance nationale créés par des personnes et des organisations sont acquis afin de documenter la société canadienne. Bibliothèque et Archives du Canada utilise des techniques et une infrastructure de pointe pour restaurer la collection et assurer des conditions optimales de préservation à long terme. Bibliothèque et Archives du Canada augmente aussi sa capacité et son expertise à stocker de l'information par voie numérique afin d'assurer l'accessibilité continue des documents numériques.

Responsabilité essentielle 2 : Donner accès au patrimoine documentaire

Bibliothèque et Archives du Canada rend accessible sa collection, tout en respectant les obligations légales, politiques et contractuelles. Au moyen de technologies de pointe, Bibliothèque et Archives du Canada permet aux Canadiens d'accéder rapidement à sa collection et de la consulter pour qu'ils puissent approfondir leur connaissance du patrimoine documentaire canadien. Bibliothèque et Archives du Canada rend le contenu numérique accessible par son site Web et les médias sociaux afin d'améliorer l'accès à sa collection. Il offre des services en ligne et en personne à ses quatre points de service nationaux. Au moyen de stratégies novatrices comme l'externalisation, il ajoute au contenu numérique de sa collection. En outre, Bibliothèque et Archives du Canada favorise l'accès au patrimoine canadien en créant des expositions ou en y contribuant, afin de permettre au public de découvrir sa collection à l'échelle des collectivités et dans des lieux culturels dans tout le pays. Au moyen de son Programme pour les collectivités du patrimoine documentaire, Bibliothèque et Archives du Canada appuie les organismes du patrimoine documentaire du Canada en augmentant leur capacité de préserver leurs collections et de les rendre accessibles.

Responsabilité essentielle 1.3 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société du Centre national des Arts

Responsabilité essentielle 1 : Société du Centre national des Arts

Exploiter et administrer le Centre national des Arts, développer les arts d'interprétation dans la région de la capitale nationale et aider le Conseil des Arts du Canada à développer ceux-ci ailleurs au Canada.

Commission de la capitale nationale

Responsabilité essentielle 1 : Commission de la capitale nationale

Établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale du Canada et concourir à la réalisation de ces trois buts afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

Office national du film

Responsabilité essentielle 1 : Programmation et production audiovisuelles

L'Office national du film a le mandat de créer des œuvres audiovisuelles pertinentes et innovatrices qui font connaître le Canada et ses diverses perspectives au peuple canadien et au reste du monde. L'Office national du film travaille avec des cinéastes, des créateurs et des créatrices provenant de toutes les régions du pays pour produire des documentaires, des animations, des œuvres interactives et immersives d'exception enracinés dans les expériences et les réalités canadiennes. L'Office national du film se doit d'être un milieu

propice à l'innovation technologique et cinématographique, et ce, sur la scène tant nationale qu'internationale. L'Office national du film se donne l'objectif de refléter les points de vue et les expériences de communautés qui sont systématiquement sous-représentées dans le paysage médiatique, et d'innover dans la création de nouvelles formes et approches pour raconter des histoires.

Responsabilité essentielle 2 : Accessibilité des œuvres et interaction avec les auditoires

L'Office national du film travaille pour que les Canadiens et Canadiennes de toutes les régions du pays aient accès à ses œuvres sous diverses formes. Comprendre les auditoires et leurs habitudes de consommation, rendre les contenus accessibles sur une variété de plateformes et porter les productions de l'Office national du film à leur attention fait ainsi intrinsèquement partie du mandat de l'institution. L'Office national du film est riche d'une collection qui compte au-delà de 13 000 titres et qui constitue un pilier central du patrimoine culturel du Canada. *La Loi sur le cinéma* confère à l'Office national du film le mandat de conserver cette collection afin d'assurer sa pérennité et son accessibilité à la population du Canada et sur l'échelle internationale, aujourd'hui et à l'avenir.

Responsabilité essentielle 3 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Musée des beaux-arts du Canada

Responsabilité essentielle 1 : Musée des beaux-arts du Canada

Constituer, entretenir et faire connaître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection d'œuvres d'art anciennes, modernes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et amener tous les Canadiens à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

Musée national des sciences et de la technologie

Responsabilité essentielle 1 : Musée national des sciences et de la technologie

Promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur les plans économique, social et culturel.

Téléfilm Canada

Responsabilité essentielle 1 : Financement à la production de contenus canadiens

Téléfilm soutient le développement et la production de longs métrages canadiens par l'entremise de programmes de financement. Nos programmes financent et appuient, entre autres, les projets de sociétés de production canadiennes ayant du succès sur les plans commercial, culturel et industriel (incluant celles comprenant des talents émergents), les projets de coproductions internationales, la diversité sous toutes ses formes (incluant, entre autres, la parité hommes-femmes dans les postes clés de création, genre de films, tailles des budgets, régions, points de vue, Autochtones) et les projets innovateurs. Le financement octroyé permet aux sociétés canadiennes de produire des contenus au Canada et renforce l'écosystème culturel canadien. De plus, Téléfilm évalue et recommande au ministère du Patrimoine canadien les projets susceptibles d'être reconnus à titre de coproductions audiovisuelles régies par les traités de coproduction officielle.

Responsabilité essentielle 2 : Promotion des talents et des contenus canadiens

Téléfilm fait rayonner la culture canadienne, fidélise les auditoires, favorise la découverte et la notoriété des talents et permet la commercialisation des contenus canadiens au Canada et à l'étranger par l'entremise de programmes de financement et d'activités promotionnelles. Au Canada, Téléfilm soutient financièrement la mise en marché de longs métrages ainsi que les festivals de films et autres événements et activités promotionnels mettant en valeur l'identité canadienne et la diversité, en terme de talents et de contenus. À l'international, Téléfilm appuie les sociétés canadiennes dans la commercialisation et l'exportation de leurs contenus, principalement par la mise en œuvre de centres d'affaires canadiens, de campagnes de promotion et de séances de visionnement et de réseautage. Téléfilm soutient aussi financièrement la présence aux festivals, marchés et événements internationaux des talents canadiens et la mise en marché de longs métrages canadiens dans les territoires étrangers.

Responsabilité essentielle 3 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission des champs de bataille nationaux

Responsabilité essentielle 1 : Conservation

Assurer la conservation et la protection des biens naturels, culturels et patrimoniaux du parc des Champs-de-Bataille en aménageant, en entretenant et en remettant en bon état le territoire et les infrastructures. Assurer un accès sécuritaire au parc.

Responsabilité essentielle 2 : Promotion du patrimoine

Faire connaître l'histoire et faire découvrir le patrimoine et les richesses du parc des Champs-de-Bataille en organisant, par le biais du centre d'accueil du Musée des plaines d'Abraham, des expositions, des activités pédagogiques et récréatives, et des visites guidées.

Responsabilité essentielle 3 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaire des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien										
1	Dépenses de fonctionnement	–	186 316 122	–	–	186 316 122				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	6 931 674	–	6 931 674				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	67 606	–	67 606				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 675 370	1 675 370				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	10 294 524	10 294 524				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	2 407 779	2 407 779				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	4 698 324	4 698 324				
	Virement au crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines).....	–	–	–	(60 000)	(60 000)				
	Total – Crédit 1	–	186 316 122	6 999 280	19 015 997	212 331 399	200 005 588	12 325 811	–	216 015 962
5	Subventions et contributions	–	1 098 834 783	–	–	1 098 834 783				
5a	Subventions et contributions	–	–	25 500 000	–	25 500 000				
5b	Subventions et contributions	–	–	9 251 283	–	9 251 283				
	Virement du :									
	crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien).....	–	–	–	310 000	310 000				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	105 000	105 000				
	crédit 10 (Services aux Autochtones Canada).....	–	–	–	10 000	10 000				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	65 871 352	65 871 352				
	Virement au :									
	crédit 1 (Conseil des Arts du Canada).....	–	–	–	(127 000)	(127 000)				
	crédit 1 (Bibliothèque et Archives du Canada).....	–	–	–	(460 000)	(460 000)				
	crédit 1 (Société du Centre national des Arts).....	–	–	–	(150 000)	(150 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines).....	–	–	–	(641 836)	(641 836)				
	Total – Crédit 5	–	1 098 834 783	34 751 283	64 917 516	1 198 503 582	1 184 159 842	14 343 740	–	1 258 198 236
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	23 569 014	556 382	(1 513 594)	22 611 802	22 611 802	–	–	22 231 510
(S)	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile.....	–	86 000	–	(60)	85 940	85 940	–	–	84 600
(S)	Ministre d'État (Ministre des Sports et des Personnes handicapées) – Traitement et allocation pour automobile.....	–	2 000	–	(2 000)	–	–	–	–	1 600
(S)	Traitements des lieutenants-gouverneurs.....	–	1 196 000	–	268 077	1 464 077	1 464 077	–	–	1 431 113
(S)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8).....	–	637 000	–	388 484	1 025 484	1 025 484	–	–	890 716
(S)	Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents.....	–	182 000	–	9 110	191 110	191 110	–	–	192 147
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État..	20 376	–	–	4 300	24 676	20 378	–	4 298	20 749
	Total du ministère – Budgétaire	20 376	1 310 822 919	42 306 945	83 087 830	1 436 238 070	1 409 564 221	26 669 551	4 298	1 499 066 633

Conseil des Arts du Canada									
1	Paiements au Conseil	-	292 632 337	-	-	292 632 337			
	Virement du :								
	crédit 5 (Patrimoine canadien)	-	-	-	127 000	127 000			
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	31 557	31 557			
	Total – Crédit 1	-	292 632 337	-	158 557	292 790 894	292 790 894	-	258 714 308
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	292 632 337	-	158 557	292 790 894	292 790 894	-	258 714 308
Société Radio-Canada									
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement.....	-	1 097 768 365	-	-	1 097 768 365			
	Virement du CT, crédit 15 ¹	-	-	-	54 048	54 048			
	Total – Crédit 1	-	1 097 768 365	-	54 048	1 097 822 413	1 097 822 413	-	1 110 262 485
5	Paiements à la Société pour le fonds de roulement	-	4 000 000	-	-	4 000 000	4 000 000	-	4 000 000
10	Paiements à la Société pour les dépenses en capital.....	-	109 009 000	-	-	109 009 000	109 009 000	-	107 821 000
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	1 210 777 365	-	54 048	1 210 831 413	1 210 831 413	-	1 222 083 485
Musée canadien des droits de la personne									
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	-	21 308 564	-	-	21 308 564			
	Virement du :								
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	27 416	27 416			
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	4 000 000	4 000 000			
	Total – Crédit 1	-	21 308 564	-	4 027 416	25 335 980	25 335 980	-	25 352 335
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	21 308 564	-	4 027 416	25 335 980	25 335 980	-	25 352 335
Musée canadien de l'histoire									
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	-	75 952 129	-	-	75 952 129			
	Virement du :								
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	32 076	32 076			
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	262 374	262 374			
	Total – Crédit 1	-	75 952 129	-	294 450	76 246 579	76 246 579	-	74 013 063
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	75 952 129	-	294 450	76 246 579	76 246 579	-	74 013 063
Musée canadien de l'immigration du Quai 21									
1	Paiement au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	-	8 215 347	-	-	8 215 347			
	Virement du CT, crédit 15 ¹	-	-	-	25 956	25 956			
	Total – Crédit 1	-	8 215 347	-	25 956	8 241 303	8 241 303	-	7 962 724
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	8 215 347	-	25 956	8 241 303	8 241 303	-	7 962 724

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaire des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Musée canadien de la nature										
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	31 080 812	–	–	31 080 812				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	27 416	27 416				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	7 069	7 069				
	Total – Crédit 1	–	31 080 812	–	34 485	31 115 297	31 115 297	–	–	33 268 608
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	31 080 812	–	34 485	31 115 297	31 115 297	–	–	33 268 608
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes										
1	Dépenses du programme	–	5 058 598	–	–	5 058 598				
1a	Dépenses du programme.....	–	–	99 196	–	99 196				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	15 783	15 783				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 639 285	2 639 285				
	Total – Crédit 1	–	5 058 598	99 196	2 655 068	7 812 862	4 817 270	2 995 592	–	5 810 415
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	6 505 049	–	(242 183)	6 262 866	6 262 866	–	–	6 234 011
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État..	–	–	–	308	308	308	–	–	207
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	11 563 647	99 196	2 413 193	14 076 036	11 080 444	2 995 592	–	12 044 633
Bibliothèque et Archives du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	100 003 482	–	–	100 003 482				
	Virement du :									
	crédit 5 (Patrimoine canadien)	–	–	–	460 000	460 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	6 213 000	6 213 000				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	447 119	447 119				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	4 588 042	4 588 042				
	Virement au crédit 5 (Industrie)	–	–	–	(5 972)	(5 972)				
	Total – Crédit 1	–	100 003 482	–	11 702 189	111 705 671	104 479 787	7 225 884	–	105 074 404
5	Dépenses en capital.....	–	8 818 036	–	–	8 818 036				
	Virement du :									
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	2 837 037	2 837 037				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	1 171 993	1 171 993				
	Total – Crédit 5	–	8 818 036	–	4 009 030	12 827 066	9 216 503	3 610 563	–	11 459 359

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	10 909 563	–	(4 226)	10 905 337	10 905 337	–	–	10 870 958
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État..	11 136	–	–	3 546	14 682	11 136	–	3 546	12 028
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	17 401	17 401	17 401	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	11 136	119 731 081	–	15 727 940	135 470 157	124 630 164	10 836 447	3 546	127 416 749
	Société du Centre national des Arts									
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement.....	–	35 258 623	–	–	35 258 623				
	Virement du :									
	crédit 5 (Patrimoine canadien).....	–	–	–	150 000	150 000				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	30 398	30 398				
	Total – Crédit 1.....	–	35 258 623	–	180 398	35 439 021	35 439 021	–	–	141 324 356
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	35 258 623	–	180 398	35 439 021	35 439 021	–	–	141 324 356
	Commission de la capitale nationale									
1	Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement ..	–	66 146 361	–	–	66 146 361				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	3 038 331	3 038 331				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	1 037 583	1 037 583				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	1 970 741	1 970 741				
	Total – Crédit 1.....	–	66 146 361	–	6 046 655	72 193 016	72 193 016	–	–	66 130 358
5	Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	–	29 041 524	–	–	29 041 524				
	Virement du CT, crédit 40 ¹	–	–	–	11 270 000	11 270 000				
	Total – Crédit 5.....	–	29 041 524	–	11 270 000	40 311 524	37 295 000	3 016 524	–	23 499 870
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	95 187 885	–	17 316 655	112 504 540	109 488 016	3 016 524	–	89 630 228
	Office national du film									
1	Dépenses du programme.....	–	74 568 078	–	–	74 568 078				
1a	Dépenses du programme.....	–	–	99 196	–	99 196				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 560 477	1 560 477				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 203 922	2 203 922				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	344 027	344 027				
	Total – Crédit 1.....	–	74 568 078	99 196	4 108 426	78 775 700	70 931 356	7 844 344	–	67 346 477
(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	5 207 716	–	–	–	5 207 716	(435 358)	–	5 643 074	(992 186)
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	14 136	14 136	14 136	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	5 207 716	74 568 078	99 196	4 122 562	83 997 552	70 510 134	7 844 344	5 643 074	66 354 291
	Musée des beaux-arts du Canada									
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	–	43 383 427	–	–	43 383 427				

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaire des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	27 695	27 695				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	49 919	49 919				
	Total – Crédit 1	–	43 383 427	–	77 614	43 461 041	43 461 041	–	–	41 413 243
5	Paiement au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes.....	–	8 000 000	–	–	8 000 000	8 000 000	–	–	8 000 000
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	51 383 427	–	77 614	51 461 041	51 461 041	–	–	49 413 243
	Musée national des sciences et de la technologie									
1	Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	30 158 102	–	–	30 158 102				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	24 484	24 484				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	60 332	60 332				
	Total – Crédit 1	–	30 158 102	–	84 816	30 242 918	30 242 918	–	–	145 277 576
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	30 158 102	–	84 816	30 242 918	30 242 918	–	–	145 277 576
	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme²									
1	Dépenses de fonctionnement	–	36 873 996	–	–	36 873 996				
	Reclassé sous Femmes et Égalité des genres (crédit 1) aux fins de publication	–	–	–	(36 873 996)	(36 873 996)				
	Total – Crédit 1	–	36 873 996	–	(36 873 996)	–	–	–	–	–
5	Subventions et contributions	–	22 680 000	–	–	22 680 000				
	Reclassé sous Femmes et Égalité des genres (crédit 5) aux fins de publication	–	–	–	(22 680 000)	(22 680 000)				
	Total – Crédit 5	–	22 680 000	–	(22 680 000)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 788 799	–	(2 788 799)	–				
(S)	Ministre de la Condition féminine – Traitement et allocation pour automobile	–	2 000	–	(2 000)	–				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	62 344 795	–	(62 344 795)	–	–	–	–	–

Téléfilm Canada										
1	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	–	100 866 729	–	–	100 866 729				
1a	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	–	–	1 000 000	–	1 000 000				
	Virement du CT, crédit 15 ¹	–	–	–	32 249	32 249				
	Total – Crédit 1	–	100 866 729	1 000 000	32 249	101 898 978	101 898 978	–	–	103 572 036
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	100 866 729	1 000 000	32 249	101 898 978	101 898 978	–	–	103 572 036
Commission des champs de bataille nationaux										
1	Dépenses du programme	–	7 470 199	–	–	7 470 199				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	12 209	12 209				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	367 422	367 422				
	Total – Crédit 1	–	7 470 199	–	379 631	7 849 830	7 772 346	77 484	–	6 756 994
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	341 576	–	177 618	519 194	519 194	–	–	477 747
(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	–	2 000 000	–	567 177	2 567 177	2 567 177	–	–	2 516 943
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	9 811 775	–	1 124 426	10 936 201	10 858 717	77 484	–	9 751 684
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	5 239 228	3 541 663 615	43 505 337	66 417 800	3 656 825 980	3 599 735 120	51 439 942	5 650 918	3 865 245 952 ²

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

² Le 18 juillet 2018, les décrets 2018-1009 et 2018-1010 ont désigné la ministre de la Condition féminine comme ministre responsable pour coordonner les politiques relatives à la situation de la femme et gérer les programmes qui s'y rapportent. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 9 855 653 \$ ont été approuvées par le ministre du Patrimoine canadien et du Multiculturalisme. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 43 304 233 \$.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère du Patrimoine canadien				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	204 977 266	204 977 266	–	–
Budget en capital	8 212 017	5 025 734	3 186 283	–
Affectations bloquées				
Report	8 211 528	–	8 211 528	–
Transfert/réaffectation	517 000	–	517 000	–
Réduction	411 000	–	411 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(9 997 412)	(9 997 412)	–	–
	212 331 399	200 005 588	12 325 811	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	1 187 728 029	1 184 159 842	3 568 187	–
Affectations bloquées				
Autre	10 775 553	–	10 775 553	–
	1 198 503 582	1 184 159 842	14 343 740	–
Montants législatifs	25 403 089	25 398 791	–	4 298
	1 436 238 070	1 409 564 221	26 669 551	4 298
Conseil des Arts du Canada				
Crédit 1 – Paiements au Conseil des Arts du Canada				
Paiements à la Société d'État	292 790 894	292 790 894	–	–
Société Radio-Canada				
Crédit 1 – Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement				
Paiements à la Société d'État	1 097 822 413	1 097 822 413	–	–
Crédit 5 – Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement				
Paiements à la Société d'État	4 000 000	4 000 000	–	–
Crédit 10 – Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	109 009 000	109 009 000	–	–
	1 210 831 413	1 210 831 413	–	–
Musée canadien des droits de la personne				
Crédit 1 – Paiements au Musée canadien des droits de la personne pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	24 768 980	24 768 980	–	–
Budget en capital	567 000	567 000	–	–
	25 335 980	25 335 980	–	–
Musée canadien de l'histoire				
Crédit 1 – Paiements au Musée canadien de l'histoire pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	68 371 579	68 371 579	–	–
Budget en capital	7 875 000	7 875 000	–	–
	76 246 579	76 246 579	–	–

Musée canadien de l'immigration du Quai 21

Crédit 1 – Paiements au Musée canadien de l'immigration du Quai 21 pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital

Paiements à la Société d'État	7 821 303	7 821 303	–	–
Budget en capital	420 000	420 000	–	–
	8 241 303	8 241 303	–	–

Musée canadien de la nature

Crédit 1 – Paiements au Musée canadien de la nature pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital

Paiements à la Société d'État	26 835 297	26 835 297	–	–
Budget en capital	4 280 000	4 280 000	–	–
	31 115 297	31 115 297	–	–

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement	58 584 269	55 140 036	3 444 233	–
Affectations bloquées				
Report	883 000	–	883 000	–
Transfert/réaffectation	73 397	–	73 397	–
Revenus affectés aux dépenses	(51 727 804)	(50 322 766)	(1 405 038)	–
	7 812 862	4 817 270	2 995 592	–
Montants législatifs	6 263 174	6 263 174	–	–
	14 076 036	11 080 444	2 995 592	–

Bibliothèque et Archives du Canada

Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement	106 725 485	103 546 034	3 179 451	–
Subventions et contributions	1 500 000	1 500 000	–	–
Affectations bloquées				
Report	3 380 002	–	3 380 002	–
Transfert/réaffectation	437 431	–	437 431	–
Réduction	229 000	–	229 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(566 247)	(566 247)	–	–
	111 705 671	104 479 787	7 225 884	–

Crédit 5 – Dépenses en capital

Budget en capital	11 765 975	9 216 503	2 549 472	–
Affectations bloquées				
Report	983 375	–	983 375	–
Transfert/réaffectation	77 716	–	77 716	–
	12 827 066	9 216 503	3 610 563	–
Montants législatifs	10 937 420	10 933 874	–	3 546
	135 470 157	124 630 164	10 836 447	3 546

Société du Centre national des Arts

Crédit 1 – Paiements à la Société du Centre national des Arts pour les dépenses de fonctionnement

Paiements à la Société d'État	35 439 021	35 439 021	–	–
-------------------------------------	------------	------------	---	---

Commission de la capitale nationale

Crédit 1 – Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement

Paiements à la Société d'État	72 193 016	72 193 016	–	–
-------------------------------------	------------	------------	---	---

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Crédit 5 – Paiements à la Commission pour les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	37 295 000	37 295 000	–	–
Affectations bloquées				
Report	3 016 524	–	3 016 524	–
	40 311 524	37 295 000	3 016 524	–
	112 504 540	109 488 016	3 016 524	–
Office national du film				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	74 711 477	67 172 180	7 539 297	–
Régime d'avantages sociaux des employés	7 916 669	7 916 669	–	–
Affectations bloquées				
Report	4 600 000	–	4 600 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 452 446)	(4 157 493)	(4 294 953)	–
	78 775 700	70 931 356	7 844 344	–
Montants législatifs	5 221 852	(421 222)	–	5 643 074
	83 997 552	70 510 134	7 844 344	5 643 074
Musée des beaux-arts du Canada				
Crédit 1 – Paiements au Musée des beaux-arts du Canada pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	35 456 041	35 456 041	–	–
Budget en capital	8 005 000	8 005 000	–	–
	43 461 041	43 461 041	–	–
Crédit 5 – Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection et des frais connexes découlant de cette activité				
Paiements à la Société d'État	8 000 000	8 000 000	–	–
	51 461 041	51 461 041	–	–
Musée national des sciences et de la technologie				
Crédit 1 – Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	26 592 918	26 592 918	–	–
Budget en capital	3 650 000	3 650 000	–	–
	30 242 918	30 242 918	–	–
Téléfilm Canada				
Crédit 1 – Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la Loi sur Téléfilm Canada				
Paiements à la Société d'État	101 898 978	101 898 978	–	–

Commission des champs de bataille nationaux

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	7 848 443	7 772 346	76 097	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	1 387	–	1 387	–
	7 849 830	7 772 346	77 484	–
Montants législatifs.....	3 086 371	3 086 371	–	–
	10 936 201	10 858 717	77 484	–
Total du portefeuille ministériel.....	3 656 825 980	3 599 735 120	51 439 942	5 650 918

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère du Patrimoine canadien												
Créativité, arts et culture	51 903 972	47 519 392	2 084 034	1 181 663	443 218 258	443 214 678	5 507 500	5 507 500	491 698 764	486 408 233	–	–
Langues officielles	16 249 488	16 202 000	1 053 242	597 197	378 821 692	376 163 138	–	–	396 124 422	392 962 335	–	–
Sport	13 683 642	12 830 138	880 695	499 361	223 959 597	214 732 188	–	–	238 523 934	228 061 687	–	–
Patrimoine et célébrations	50 203 055	50 546 144	1 400 903	794 323	71 696 188	71 696 187	2 387 480	2 387 480	120 912 666	120 649 174	–	–
Diversité et inclusion	21 315 064	16 141 147	995 516	564 464	82 024 441	79 570 245	–	–	104 335 021	96 275 856	–	–
Services internes	83 620 374	85 920 642	3 125 321	1 388 726	–	–	2 102 432	2 102 432	84 643 263	85 206 936	–	–
Total partiel.....	236 975 595	229 159 463	9 539 711	5 025 734	1 199 720 176	1 185 376 436	9 997 412	9 997 412	1 436 238 070	1 409 564 221	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(9 997 412)	(9 997 412)	–	–	–	–	(9 997 412)	(9 997 412)	–	–	–	–
Total du ministère	226 978 183	219 162 051	9 539 711	5 025 734	1 199 720 176	1 185 376 436	–	–	1 436 238 070	1 409 564 221	–	–
Conseil des Arts du Canada	292 790 894	292 790 894	–	–	–	–	–	–	292 790 894	292 790 894	–	–
Société Radio-Canada	1 101 822 413	1 101 822 413	109 009 000	109 009 000	–	–	–	–	1 210 831 413	1 210 831 413	–	–
Musée canadien des droits de la personne.....	25 335 980	25 335 980	–	–	–	–	–	–	25 335 980	25 335 980	–	–
Musée canadien de l'histoire.....	76 246 579	76 246 579	–	–	–	–	–	–	76 246 579	76 246 579	–	–
Musée canadien de l'immigration du Quai 21.....	8 241 303	8 241 303	–	–	–	–	–	–	8 241 303	8 241 303	–	–
Musée canadien de la nature	31 115 297	31 115 297	–	–	–	–	–	–	31 115 297	31 115 297	–	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes												
Réglementer et surveiller le système de communication	50 093 596	46 767 108	–	–	–	–	39 119 875	38 677 823	10 973 721	8 089 285	–	–
Services internes	15 710 244	14 636 102	–	–	–	–	12 607 929	11 644 943	3 102 315	2 991 159	–	–
Total partiel.....	65 803 840	61 403 210	–	–	–	–	51 727 804	50 322 766	14 076 036	11 080 444	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(51 727 804)	(50 322 766)	–	–	–	–	(51 727 804)	(50 322 766)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	14 076 036	11 080 444	–	–	–	–	–	–	14 076 036	11 080 444	–	–

Bibliothèque et Archives du Canada												
Acquérir et préserver le patrimoine documentaire	51 934 257	50 234 677	10 439 073	7 034 351	–	–	233 831	233 831	62 139 499	57 035 197	–	–
Donner accès au patrimoine documentaire	31 183 622	25 681 102	2 280 993	2 076 930	1 500 000	1 500 000	332 416	332 416	34 632 199	28 925 616	–	–
Services internes	38 591 459	38 564 128	107 000	105 223	–	–	–	–	38 698 459	38 669 351	–	–
Total partiel.....	121 709 338	114 479 907	12 827 066	9 216 504	1 500 000	1 500 000	566 247	566 247	135 470 157	124 630 164	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(566 247)	(566 247)	–	–	–	–	(566 247)	(566 247)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	121 143 091	113 913 660	12 827 066	9 216 504	1 500 000	1 500 000	–	–	135 470 157	124 630 164	–	–
Société du Centre national des Arts	35 439 021	35 439 021	–	–	–	–	–	–	35 439 021	35 439 021	–	–
Commission de la capitale nationale ...	72 193 016	72 193 016	40 311 524	37 295 000	–	–	–	–	112 504 540	109 488 016	–	–
Office national du film												
Programmation et production audiovisuelles	47 026 797	37 981 389	–	–	–	–	2 473 000	1 443 311	44 553 797	36 538 078	–	–
Accessibilité des œuvres et interaction avec les auditoires	31 289 643	25 271 211	–	–	–	–	5 979 446	2 703 307	25 310 197	22 567 904	–	–
Services internes	14 133 558	11 415 027	–	–	–	–	–	10 875	14 133 558	11 404 152	–	–
Total partiel.....	92 449 998	74 667 627	–	–	–	–	8 452 446	4 157 493	83 997 552	70 510 134	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(8 452 446)	(4 157 493)	–	–	–	–	(8 452 446)	(4 157 493)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	83 997 552	70 510 134	–	–	–	–	–	–	83 997 552	70 510 134	–	–
Musée des beaux-arts du Canada.....	43 461 041	43 461 041	8 000 000	8 000 000	–	–	–	–	51 461 041	51 461 041	–	–
Musée national des sciences et de la technologie	30 242 918	30 242 918	–	–	–	–	–	–	30 242 918	30 242 918	–	–
Téléfilm Canada												
Financement à la production de contenus canadiens	68 795 087	70 005 162	–	–	–	–	–	–	68 795 087	70 005 162	–	–
Promotion des talents et des contenus canadiens	20 030 146	21 121 456	–	–	–	–	–	–	20 030 146	21 121 456	–	–
Services internes	13 073 745	10 772 360	–	–	–	–	–	–	13 073 745	10 772 360	–	–
Total de l'organisme.....	101 898 978	101 898 978	–	–	–	–	–	–	101 898 978	101 898 978	–	–
Commission des champs de bataille nationaux												
Conservation	2 519 144	2 563 968	–	–	–	–	–	–	2 519 144	2 563 968	–	–
Promotion du patrimoine.....	1 152 796	1 258 978	–	–	–	–	–	–	1 152 796	1 258 978	–	–
Services internes	7 264 261	7 035 771	–	–	–	–	–	–	7 264 261	7 035 771	–	–
Total de l'organisme.....	10 936 201	10 858 717	–	–	–	–	–	–	10 936 201	10 858 717	–	–
Total du portefeuille ministériel	2 275 918 503	2 244 312 446	179 687 301	168 546 238	1 201 220 176	1 186 876 436	–	–	3 656 825 980	3 599 735 120	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisations des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien									
Subventions									
Subventions pour le Fonds du Canada pour les périodiques.....	–	72 775 054	–	(2 090 419)	70 684 635	70 684 635	–	–	67 572 677
Subventions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	–	33 322 973	–	(17 240 708)	16 082 265	16 082 264	1	–	12 388 453
Subventions au Programme d'aide aux athlètes.....	–	33 000 000	–	(900 000)	32 100 000	32 098 389	1 611	–	32 998 500
Subventions pour le Fonds du Canada pour l'investissement en culture.....	–	20 000 000	–	(1 004 006)	18 995 994	18 995 994	–	–	18 904 193
Subventions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	–	16 500 000	250 000	(526 015)	16 223 985	16 223 985	–	–	15 939 912
Subventions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.....	–	14 355 000	–	(4 465 014)	9 889 986	9 889 985	1	–	9 113 149
Subventions au Fonds du livre du Canada	–	8 300 000	–	(6 898 862)	1 401 138	1 401 138	–	–	1 689 206
Subvention à TV5 Monde.....	–	8 000 000	–	(210 080)	7 789 920	7 789 917	3	–	7 993 100
Subventions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations.....	–	8 000 000	–	(2 101 438)	5 898 562	5 898 562	–	–	16 013 215
Subventions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels.....	–	7 000 000	–	(3 382 240)	3 617 760	3 617 760	–	–	5 035 512
Subventions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	–	5 599 842	–	(4 467 592)	1 132 250	1 132 250	–	–	1 170 330
Subventions en vertu du Programme d'aide aux musées	–	4 663 680	–	(2 118 021)	2 545 659	2 545 659	–	–	2 797 103
Subventions à l'appui du Programme du multiculturalisme.....	–	4 500 000	–	174 836	4 674 836	4 674 836	–	–	2 875 638
Subventions au Fonds de la musique du Canada.....	–	2 000 000	–	(2 000 000)	–	–	–	–	–
Subventions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada	–	1 150 060	–	8 849 940	10 000 000	10 000 000	–	–	–
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnités pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions :									
Québec	–	147 372	–	–	147 372	147 372	–	–	147 372
Ontario	–	105 627	–	–	105 627	105 627	–	–	105 627
Colombie-Britannique.....	–	97 814	–	–	97 814	97 814	–	–	97 814
Terre-Neuve-et-Labrador.....	–	77 590	–	–	77 590	77 590	–	–	77 590
Alberta	–	75 940	–	–	75 940	75 940	–	–	75 940
Manitoba	–	73 762	–	–	73 762	73 762	–	–	73 762
Saskatchewan.....	–	73 758	–	–	73 758	73 758	–	–	73 758
Nouvelle-Écosse.....	–	64 199	–	–	64 199	64 199	–	–	64 199
Nouveau-Brunswick.....	–	62 947	–	–	62 947	62 947	–	–	62 947
Île-du-Prince-Édouard	–	57 071	–	–	57 071	57 071	–	–	57 071
Subventions à l'appui de projets Échange-Jeunesse innovateurs	–	100 000	–	(50 000)	50 000	50 000	–	–	40 000
Subventions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent	–	100 000	–	(45 000)	55 000	55 000	–	–	20 000
Subvention à la Fondation Vancouver	–	–	5 000 000	–	5 000 000	5 000 000	–	–	–
Subvention à la Fondation Rideau Hall.....	–	–	2 079 971	–	2 079 971	2 079 971	–	–	3 000 000
Subvention à la Fondation Michaëlle Jean.....	–	–	497 277	–	497 277	497 277	–	–	265 208

(S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8)	–	637 000	–	388 484	1 025 484	1 025 484	–	–	890 716
(S) Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents	–	182 000	–	9 110	191 110	191 110	–	–	192 147
Total – Subventions	–	241 021 689	7 827 248	(38 077 025)	210 771 912	210 770 296	1 616	–	199 735 139
Contributions									
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	–	207 141 079	–	35 998 751	243 139 830	240 481 277	2 658 553	–	218 169 576
Contributions au Programme de soutien au sport	–	150 405 064	–	6 514 131	156 919 195	156 919 195	–	–	154 016 129
Contributions pour soutenir le Fonds des médias du Canada	–	134 146 077	–	16 960 000	151 106 077	151 106 077	–	–	134 146 077
Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	–	106 523 289	–	11 944 058	118 467 347	118 467 347	–	–	116 469 438
Contributions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels ..	–	47 168 717	–	5 890 551	53 059 268	53 059 268	–	–	99 042 512
Contributions à l'appui du Programme des Autochtones	–	38 847 542	–	2 268 215	41 115 757	41 115 757	–	–	33 229 626
Contributions au Fonds du livre du Canada	–	28 366 301	500 000	6 618 313	35 484 614	35 481 585	3 029	–	36 324 934
Contributions pour le Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts	–	22 779 440	–	(82 215)	22 697 225	22 697 225	–	–	22 653 000
Contributions au Fonds de la musique du Canada	–	22 299 231	2 500 000	1 608 364	26 407 595	26 407 595	–	–	27 289 309
Contributions au Programme d'accueil	–	19 865 000	14 199 035	876 367	34 940 402	25 714 604	9 225 798	–	19 753 493
Contributions à l'appui de l'initiative Échanges Canada	–	18 086 359	100 000	158 731	18 345 090	18 345 090	–	–	18 368 651
Contributions en vertu du Programme d'aide aux musées	–	16 613 384	–	1 002 398	17 615 782	17 615 782	–	–	17 461 100
Contributions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	–	15 477 742	250 000	(2 373 790)	13 353 952	13 353 952	–	–	18 420 890
Contribution au Harbourfront Centre	–	5 000 000	–	–	5 000 000	5 000 000	–	–	5 000 000
Contributions à l'appui du Programme de contestation judiciaire	–	4 979 734	–	(72 500)	4 907 234	4 907 234	–	–	228 628
Contributions à l'appui du Programme du multiculturalisme	–	4 021 316	–	4 534 090	8 555 406	6 101 210	2 454 196	–	5 070 801
Contributions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	–	3 300 000	–	4 061 718	7 361 718	7 361 718	–	–	7 930 436
Contributions à TV5	–	2 960 900	–	–	2 960 900	2 960 900	–	–	2 960 900
Contributions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada	–	2 787 330	100 000	1 350 009	4 237 339	4 237 339	–	–	4 381 956
Contributions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	–	2 494 367	1 500 000	3 100 101	7 094 468	7 094 468	–	–	106 251 876
Contributions pour le Fonds du Canada pour les périodiques	–	1 999 544	500 000	1 170 196	3 669 740	3 669 740	–	–	7 216 609
Contributions pour le Fonds du Canada pour l'investissement en culture	–	1 972 205	–	1 004 500	2 976 705	2 976 157	548	–	3 065 512
Contributions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent	–	1 353 023	275 000	70 977	1 699 000	1 699 000	–	–	2 050 005
Contributions au Groupe de travail pour la coopération internationale sur la recherche, la mémoire et l'enseignement de l'Holocauste	–	44 450	–	420	44 870	44 870	–	–	44 502
Contributions à l'appui du Fonds à l'exportation créative	–	–	7 000 000	788 750	7 788 750	7 788 750	–	–	–
Total – Contributions	–	858 632 094	26 924 035	103 392 135	988 948 264	974 606 140	14 342 124	–	1 059 545 960
Total du ministère	–	1 099 653 783	34 751 283	65 315 110	1 199 720 176	1 185 376 436	14 343 740	–	1 259 281 099

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisations des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bibliothèque et Archives du Canada									
Subventions									
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	44 075
Contributions									
Programme d'appui aux collectivités du patrimoine documentaire...	-	1 500 000	-	-	1 500 000	1 500 000	-	-	1 482 849
Total de l'organisme.....	-	1 500 000	-	-	1 500 000	1 500 000	-	-	1 526 924
Total du portefeuille ministériel.....	-	1 101 153 783	34 751 283	65 315 110	1 201 220 176	1 186 876 436	14 343 740	-	1 260 808 023 ¹

(S) Paiement de transfert législatif.

¹ Au cours de l'exercice, le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme a été transféré à Femmes et Égalité des genres. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 20 830 000 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent	Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien				Office national du film			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Créativité, arts et culture	5 507 500	5 507 500	–	Programmation et production audiovisuelles	2 473 000	1 443 311	–
Patrimoine et célébrations	2 387 480	2 387 480	–	Accessibilité des œuvres et interaction avec les auditoires.....	5 979 446	2 703 307	–
Services internes	2 102 432	2 102 432	1 800 926	Services internes.....	–	10 875	–
Appartenance au Canada.....	–	–	2 630 992	Production audiovisuelle	–	–	5 058 651
Industries culturelles	–	–	5 667 307	Accessibilité et interaction avec l'auditoire.....	–	–	2 457 693
Patrimoine.....	–	–	788 305	Total de l'organisme – Budgétaire.....	8 452 446	4 157 493	7 516 344
Total du ministère – Budgétaire.....	9 997 412	9 997 412	10 887 530	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	70 743 909	65 043 918	70 347 364
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Réglementer et surveiller le système de communication	39 119 875	38 677 823	–				
Services internes							
Droits de licence de radiodiffusion de la partie I, droits de télécommunication et droits relatifs aux télécommunications non sollicitées.....	12 607 929	11 644 943	12 369 614				
Protection au sein du système de communication							
Droits relatifs aux télécommunications non sollicitées, droits de licence de radiodiffusion de la partie I et droits de télécommunication.....	–	–	6 105 762				
Connexion au système de communication							
Droits de télécommunication et droits de licence de radiodiffusion de la partie I.....	–	–	18 536 251				
Création de contenu canadien							
Droits de licence en radiodiffusion de la partie I et droits de télécommunication.....	–	–	14 548 486				
Total de l'organisme – Budgétaire	51 727 804	50 322 766	51 560 113				
Bibliothèque et Archives du Canada							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Acquérir et préserver le patrimoine documentaire.....	233 831	233 831	–				
Donner accès au patrimoine documentaire	332 416	332 416	–				
Préservation du patrimoine documentaire	–	–	52 470				
Accès au patrimoine documentaire.....	–	–	293 136				
Collaboration à la gestion des documents gouvernementaux...	–	–	37 771				
Total de l'organisme – Budgétaire	566 247	566 247	383 377				

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien			Bibliothèque et Archives du Canada		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 335 923	2 827 549	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	148 716	343 394
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	3 586 055	1 660 463	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent.....	90 199	111 744
	7 921 978	4 488 012		238 915	455 138
Ventes de biens et de services			Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics	38 963	73 950	Ventes de biens et de produits d'information	214 535	190 255
Services de nature non réglementaire	5 715 355	6 286 437	Autres frais et droits		
Ventes de biens et de produits d'information.....	16 602	26 631	Autres revenus générés par les services de reproduction.....	419 433	204 123
Autres frais et droits.....	4 340 685	4 564 835		633 968	394 378
	10 111 605	10 951 853	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 546	11 136
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	4 300	20 376	Revenus divers.....	43 986	59 443
Revenus divers			Total de l'organisme	920 415	920 095
Produits des loteries fédérales/provinciales	75 868 342	74 062 312	Office national du film		
Divers	250 670	246 190	Autres revenus		
	76 119 012	74 308 502	Ventes de biens et de services		
Total du ministère	94 156 895	89 768 743	Droits et privilèges	1 250 752	1 033 158
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			Services de nature non réglementaire	21 213	36 800
Autres revenus			Ventes de biens et de produits d'information	2 839 963	6 447 297
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Autres frais et droits		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	123 822	280 040	Gains sur les réévaluations de change en fin d'exercice	14 920	(912)
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	57 591	84 613	Revenus reportés.....	109 404	55 239
	181 413	364 653		124 324	54 327
Ventes de biens et de services				4 236 252	7 571 582
Droits et privilèges.....	113 973 358	112 178 502	Revenus divers.....	22	438
Services de nature réglementaire			Total de l'organisme	4 236 274	7 572 020
Droits de licence de radiodiffusion de la partie I.....	29 026 798	27 615 645	Commission des champs de bataille nationaux		
Droits de télécommunication.....	30 646 714	27 179 745	Autres revenus		
Droits relatifs aux télécommunications non sollicitées	3 300 000	3 300 000	Ventes de biens et de services		
	62 973 512	58 095 390	Autres frais et droits		
	176 946 870	170 273 892	Article 21.9 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	2 567 180	2 516 940
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	308	207	Total de l'organisme	2 567 180	2 516 940
Revenus divers					
Intérêts et pénalités	484 898	651 941			
Total de l'organisme.....	177 613 489	171 290 693			

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	8 342 306	5 307 803
Ventes de biens et de services	194 495 875	191 708 645
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	8 154	31 719
Revenus divers.....	76 647 918	75 020 324
Total du portefeuille ministériel.....	279 494 253	272 068 491 ¹

¹ Au cours de l'exercice, le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme a été transféré à Femmes et Égalité des genres. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 30 140 \$.

Section 20

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Pêches, Océans et Garde côtière canadienne

Ministère des Pêches et des Océans

**Office de commercialisation du poisson
d'eau douce**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	392
Sommaire du portefeuille ministériel.....	393
Détail budgétaire par affectation.....	395
Responsabilités essentielles	396
Paievements de transfert.....	397
Détail des montants disponibles pour être dépensés	399
Revenus	399

Ministère des Pêches et des Océans

Responsabilité essentielle 1 : Opérations maritimes et intervention

Offrir des services d'intervention en milieu marin et exploiter la flotte civile du Canada.

Responsabilité essentielle 2 : Pêches

Gérer les pêches, l'aquaculture et les programmes de pêche autochtone du Canada, ainsi que soutenir les ports de pêche commerciale tout en appliquant les lois pertinentes.

Responsabilité essentielle 3 : Navigation maritime

Fournir de l'information et des services pour faciliter la navigation dans les eaux canadiennes.

Responsabilité essentielle 4 : Écosystèmes aquatiques

Conserver et protéger les océans et les autres écosystèmes aquatiques ainsi que les espèces aquatiques du Canada des répercussions humaines et des espèces envahissantes.

Responsabilité essentielle 5 : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Responsabilité essentielle 1 : Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans										
1	Dépenses de fonctionnement.....	-	1 518 591 959	-	-	1 518 591 959				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	-	-	36 799 816	-	36 799 816				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	-	-	8 211 518	-	8 211 518				
	Virement du :									
	crédit 1 (Environnement).....	-	-	-	1 067 700	1 067 700				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	3 942 615	3 942 615				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	30 736 372	30 736 372				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	31 998 398	31 998 398				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	69 923 459	69 923 459				
	Virement au :									
	crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux).....	-	-	-	(360 903)	(360 903)				
	crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique).....	-	-	-	(50 000)	(50 000)				
	Total – Crédit 1.....	-	1 518 591 959	45 011 334	137 257 641	1 700 860 934	1 662 973 882	37 887 052	-	1 575 248 652
5	Dépenses en capital.....	-	586 710 928	-	-	586 710 928				
5a	Dépenses en capital.....	-	-	883 499 828	-	883 499 828				
	Virement du :									
	CT, crédit 35 ¹	-	-	-	114 812 481	114 812 481				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	56 563 659	56 563 659				
	Virement au crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux).....	-	-	-	(261 532)	(261 532)				
	Total – Crédit 5.....	-	586 710 928	883 499 828	171 114 608	1 641 325 364	1 280 686 640	360 638 724	-	783 924 389
10	Subventions et contributions.....	-	204 444 700	-	-	204 444 700				
10a	Subventions et contributions.....	-	-	57 947 049	-	57 947 049				
10b	Subventions et contributions.....	-	-	5 000 000	-	5 000 000				
	Virement du :									
	crédit 10 (Environnement).....	-	-	-	1 229 125	1 229 125				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	4 541 598	4 541 598				
	Virement au crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien).....	-	-	-	(230 000)	(230 000)				
	Total – Crédit 10.....	-	204 444 700	62 947 049	5 540 723	272 932 472	185 375 377	87 557 095	-	128 862 428
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	135 790 913	3 447 694	4 350 968	143 589 575	143 589 575	-	-	128 337 289
(S)	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne – Traitement et allocation pour automobile.....	-	86 000	-	-	86 000	86 000	-	-	84 600
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	3 112 892	-	-	9 113 849	12 226 741	8 123 112	-	4 103 629	4 005 670
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	-	-	-	17 559	17 559	17 559	-	-	1 340
(S)	Pertes sur opérations de change.....	-	-	-	2 058 925	2 058 925	2 058 925	-	-	-
	Total du ministère – Budgétaire.....	3 112 892	2 445 624 500	994 905 905	329 454 273	3 773 097 570	3 282 911 070	486 082 871	4 103 629	2 620 464 368

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Office de commercialisation du poisson d'eau douce										
L30b	Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> . Le total de tous montants empruntés par l'Office en vertu de l'autorisation de l'article 16 est limité à 50 000 000 \$ (Net)	50 000 000	–	–	–	50 000 000	–	–	50 000 000	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire	50 000 000	–	–	–	50 000 000	–	–	50 000 000	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	3 112 892	2 445 624 500	994 905 905	329 454 273	3 773 097 570	3 282 911 070	486 082 871	4 103 629	2 620 464 368
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	50 000 000	–	–	–	50 000 000	–	–	50 000 000	–

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Pêches et des Océans				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 732 549 400	1 704 182 862	28 366 538	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	5 993 514	–	5 993 514	–
Réduction	3 527 000	–	3 527 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(41 208 980)	(41 208 980)	–	–
	<i>1 700 860 934</i>	<i>1 662 973 882</i>	<i>37 887 052</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	1 546 783 411	1 280 686 640	266 096 771	–
Affectations bloquées				
Report	91 938 074	–	91 938 074	–
Transfert/réaffectation	2 603 879	–	2 603 879	–
	<i>1 641 325 364</i>	<i>1 280 686 640</i>	<i>360 638 724</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	185 075 377	185 075 377	–	–
Défi innovation pour les baleines	300 000	300 000	–	–
Affectations bloquées				
Report	86 736 889	–	86 736 889	–
Autre	820 206	–	820 206	–
	<i>272 932 472</i>	<i>185 375 377</i>	<i>87 557 095</i>	–
Montants législatifs	157 978 800	153 875 171	–	4 103 629
Total du portefeuille ministériel	3 773 097 570	3 282 911 070	486 082 871	4 103 629

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Pêches et des Océans												
Opérations maritimes et intervention.....	608 451 500	606 653 784	368 208 494	241 927 046	11 005 059	11 005 059	17 065 950	17 065 950	970 599 103	842 519 939	–	–
Pêches	464 928 653	454 625 172	141 959 262	103 560 864	208 578 443	123 589 612	–	–	815 466 358	681 775 648	–	–
Navigation maritime	270 761 587	262 989 660	992 045 522	804 477 239	210 639	210 639	24 143 030	24 143 030	1 238 874 718	1 043 534 508	–	–
Écosystèmes aquatiques	194 141 253	183 567 111	9 578 773	5 514 319	52 775 331	50 207 067	–	–	256 495 357	239 288 497	–	–
Services internes	361 765 721	350 222 306	129 533 313	125 207 172	363 000	363 000	–	–	491 662 034	475 792 478	–	–
Total partiel.....	1 900 048 714	1 858 058 033	1 641 325 364	1 280 686 640	272 932 472	185 375 377	41 208 980	41 208 980	3 773 097 570	3 282 911 070	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(41 208 980)	(41 208 980)	–	–	–	–	(41 208 980)	(41 208 980)	–	–	–	–
Total du ministère	1 858 839 734	1 816 849 053	1 641 325 364	1 280 686 640	272 932 472	185 375 377	–	–	3 773 097 570	3 282 911 070	–	–
Office de commercialisation du poisson d'eau douce.....												
	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	50 000 000	–
Total du portefeuille ministériel.....	1 858 839 734	1 816 849 053	1 641 325 364	1 280 686 640	272 932 472	185 375 377	–	–	3 773 097 570	3 282 911 070	50 000 000	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans									
Subventions									
Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux	–	500 000	–	552 000	1 052 000	1 052 000	–	–	1 555 000
Subventions pour l'aliénation des phares excédentaires	–	500 000	–	(137 000)	363 000	363 000	–	–	221 000
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada.....	–	300 000	–	–	300 000	300 000	–	–	–
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	–	245 500	–	(66 326)	179 174	179 174	–	–	163 296
Subvention pour supporter les groupes autochtones dans les négociations de mesures de conservation.....	–	100 000	–	(100 000)	–	–	–	–	–
Subvention accordée au Fonds de dotation du saumon du Pacifique	–	–	5 000 000	–	5 000 000	5 000 000	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice.....	–	–	–	–	–	–	–	–	1 224 683
Total – Subventions.....	–	1 645 500	5 000 000	248 674	6 894 174	6 894 174	–	–	3 163 979
Contributions									
Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones.....	–	58 194 701	52 016 374	(581 303)	109 629 772	62 681 085	46 948 687	–	52 049 909
Contribution à l'appui du secteur des pêches et des fruits de mer du Canada atlantique.....	–	52 333 333	–	(1 142 383)	51 190 950	13 707 487	37 483 463	–	202 494
Programme de contribution aux sciences marines et d'eaux douces	–	26 630 000	–	(1 492 816)	25 137 184	25 137 184	–	–	15 432 471
Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques.....	–	18 249 444	–	2 872 423	21 121 867	21 121 867	–	–	19 883 727
Fonds de restauration de l'habitat côtier	–	15 000 000	–	1 687 145	16 687 145	15 318 881	1 368 264	–	9 679 316
Contributions à l'appui du Programme de partenariats relatifs à la conservation des pêches récréatives	–	8 000 000	–	(887 491)	7 112 509	7 112 509	–	–	8 956 715
Ententes de contributions pour permettre aux associations liées à la Garde côtière auxiliaire canadienne de procéder à des activités autorisées relatives aux opérations de recherche et de sauvetage en mer, de la prévention de recherche et de sauvetage en mer et d'autres activités liées à la sécurité	–	7 377 400	–	78 473	7 455 873	7 455 873	–	–	6 534 400
Contributions pour soutenir l'adoption de technologies propres et au sein de l'industrie de l'aquaculture et des pêches par l'entremise du Programme d'adoption des technologies propres pour les pêches et l'aquaculture.....	–	4 135 667	–	(50 224)	4 085 443	4 085 443	–	–	878 043
Contributions visant à appuyer le Programme de participation communautaire	–	3 766 000	–	(7 853)	3 758 147	3 758 147	–	–	–

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Programme volontaire pour les bateaux des collectivités autochtones	–	2 050 000	–	680 811	2 730 811	2 730 811	–	–	1 035 000
Programme de contribution de gestion des océans afin d'appuyer le développement et la mise en œuvre des activités de gestion de la conservation des océans	–	1 755 000	–	123 675	1 878 675	1 878 675	–	–	–
Contributions à l'appui du Programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques	–	1 294 728	–	218 340	1 513 068	1 513 068	–	–	1 651 605
Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique.....	–	962 000	–	1 206 429	2 168 429	1 611 748	556 681	–	1 504 470
Programme de participation et de contribution financière à la formation et aux exercices	–	629 740	–	(121 886)	507 854	507 854	–	–	50 000
Contribution visant à appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de conservations	–	615 000	537 500	1 480 083	2 632 583	2 632 583	–	–	3 440 165
Contributions à l'appui du Programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux	–	600 000	–	2 329 441	2 929 441	2 929 441	–	–	1 805 819
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	–	487 487	1 500 000	(33 457)	1 954 030	754 030	1 200 000	–	790 207
Contributions à l'appui du Programme sur les espèces aquatiques envahissantes	–	450 000	–	129 175	579 175	579 175	–	–	541 918
Contribution au Sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon en vue de mettre en œuvre les responsabilités qui se rapportent aux règlements des revendications territoriales globales	–	268 700	–	–	268 700	268 700	–	–	261 500
Contributions pour la participation Autochtone concernant la du poisson et l'habitat du poisson	–	–	3 000 000	(2 781 461)	218 539	218 539	–	–	–
Programme de contributions à l'appui du patrimoine naturel pour Canada par l'entremise du Fonds canadien pour la nature pour espèces et les habitats aquatiques	–	–	893 175	1 584 928	2 478 103	2 478 103	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	1 000 690
Total – Contributions.....	–	202 799 200	57 947 049	5 292 049	266 038 298	178 481 203	87 557 095	–	125 698 449
Total du portefeuille ministériel	–	204 444 700	62 947 049	5 540 723	272 932 472	185 375 377	87 557 095	–	128 862 428

Détails des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Opérations maritimes et intervention			
Collège de la Garde côtière canadienne	100 000	70 700	–
Droits des services maritimes	10 124 558	13 592 623	–
Droits des services de déglacement	6 841 392	3 402 627	–
	17 065 950	17 065 950	–
Navigation maritime			
Droits de tonnage pour les services de dragage d'entretien dans le chenal maritime du Saint-Laurent ...	5 944 000	6 274 337	–
Droits des services maritimes	15 508 751	16 223 420	–
Droits des services de déglacement	2 690 279	1 645 273	–
	24 143 030	24 143 030	–
État de préparation opérationnelle de la flotte			
Droits des services de déglacement	–	–	2 797 332
Droits des services maritimes	–	–	16 524 574
	–	–	19 321 906
État de préparation des actifs terrestres			
Droits des services de déglacement	–	–	372 759
Droits des services maritimes	–	–	10 543 076
	–	–	10 915 835
Collège de la garde côtière canadienne	–	–	42 700
Navigation maritime			
Droits des services maritimes	–	–	4 175 636
Droits des services de déglacement	–	–	2 118 870
Droits de tonnage pour les services de dragage d'entretien dans le chenal maritime du Saint-Laurent ...	–	–	5 823 065
	–	–	12 117 571
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	41 208 980	41 208 980	42 398 012

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	8 285 244	6 570 934
Redressements des créanciers de l'exercice précédent	4 181 813	3 341 816
	12 467 057	9 912 750
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Permis	35 194 965	37 989 351
Concessions ostréicoles	230 316	250 279
Permis de transfert de technologie	2 248 674	2 697 268
Enregistrements des bateaux et des pêcheurs	3 697 110	3 548 033
Ports pour petits bateaux		
Baux, droits d'amarrage et droits de quai	1 112 398	971 211
Permis	7 029	11 177
	42 490 492	45 467 319
Services de nature non réglementaire		
Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	362 358	461 904
Divers	193 637	192 467
Revenus disponibles pour être dépensés – Revenus tirés d'une activité de crédit net – Facture		
Services de déglacement	5 167 700	4 920 112
Droits des services maritimes	30 854 886	30 489 437
Droits pour les services de dragage d'entretien basé sur la jauge	6 652 501	5 772 073
Collège de la Garde côtière canadienne	78 500	37 500
Divers	78 840	78 840
	43 388 422	41 952 333
Ventes de biens et de produits d'information		
Produits des ventes de publications	682 499	655 065
	86 561 413	88 074 717
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9 113 849	3 307 809
Revenus divers		
Gain net de change	–	1 340 910
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	66 998	23 776
Saisies et confiscations	151 725	560 673
Amendes	1 710 925	2 749 260
Activités d'intervention en lien à la pollution par les hydrocarbures		
	9 908 782	753 493
Divers	1 150 955	1 271 372
	12 989 385	6 699 484
Total du portefeuille ministériel	121 131 704	107 994 760

Section 21

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Relations Couronne-Autochtones

**Ministère des Affaires indiennes et du Nord
canadien**

**Station canadienne de recherche dans
l'Extrême-Arctique**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	402
Sommaire du portefeuille ministériel.....	404
Détail budgétaire par affectation.....	407
Responsabilités essentielles	408
Paievements de transfert.....	409
Détail des montants disponibles pour être dépensés	412
Revenus	412

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien**Responsabilité essentielle 1 : Droits et auto-détermination**

Soutenir les organisations, individus, collectivités et gouvernements autochtones et du Nord, dans le contrôle et la gestion de leurs propres affaires et intérêts basé sur la reconnaissance et l'honneur des droits, le respect, la collaboration et les partenariats. Les activités incluent: la capacité en matière de gouvernance et la planification communautaire, la négociation et la mise en œuvre des traités, des accords d'autonomie gouvernementale et des revendications particulières; adresser les réclamations historiques; consulter et mobiliser sur les enjeux d'importance pour les Autochtones et les résidents du Nord ainsi que l'inscription, les successions, l'administration des fonds en fiducie et la mise en œuvre de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens.

Responsabilité essentielle 2 : Développement communautaire et régional

Soutenir les efforts des collectivités autochtones et du Nord concernant le développement économique durable, l'alimentation durable, la gestion des ressources naturelles et la gestion de l'environnement. Ceci comprend : les investissements dans l'entrepreneuriat et les entreprises autochtones et du Nord; la gestion des terres et le développement des ressources; le développement de l'énergie propre et l'adaptation aux changements climatiques; l'assainissement des sites contaminés; ainsi que la protection des écosystèmes de l'Arctique et l'avancement des sciences et technologies du Nord (de l'Arctique).

Responsabilité essentielle 3 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique**Responsabilité essentielle 1 : Science et savoir polaires**

Savoir polaire Canada est l'agence des sciences polaires du Canada qui mène ses activités à partir du campus de calibre mondial de la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique à Cambridge Bay, au Nunavut. Savoir polaire Canada effectue des recherches polaires multidisciplinaires et les publie. Grâce à notre programme de subventions et de contributions, nous aidons financièrement des partenaires externes tels que le milieu universitaire, des communautés nordiques et des organisations qui effectuent des recherches et qui ont des projets connexes. Savoir polaire Canada vise à inclure dans la mesure du possible le savoir autochtone et local, et à accroître la coordination et la collaboration nationale et internationale en matière de recherche en tirant parti des ressources avec nos partenaires. Au moyen d'ateliers, de conférences, des médias sociaux et autres outils, Savoir polaire Canada favorise et promeut l'échange de connaissances avec les communautés de chercheurs en sciences polaires et de décideurs politiques ainsi qu'avec le grand public. Au travers de ses activités principales, Savoir polaire Canada vise à aider financièrement et à former la prochaine génération de professionnels de la recherche polaire, avec un accent particulier mis sur la jeunesse du Nord.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	613 211 553	–	–	613 211 553				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	301 966 236	–	301 966 236				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	62 212 835	–	62 212 835				
	Virement du :									
	crédit 1 (Services aux Autochtones Canada).....	–	–	–	7 933 439	7 933 439				
	crédit 1 (Défense nationale).....	–	–	–	48 596	48 596				
	crédit 5	–	–	–	7 000 000	7 000 000				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	3 562 309	3 562 309				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	25 783 343	25 783 343				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	2 164 529	2 164 529				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	13 819 533	13 819 533				
	Virement au :									
	crédit 1 (Services aux Autochtones Canada).....	–	–	–	(1 282 462)	(1 282 462)				
	crédit 1 (Ressources naturelles)	–	–	–	(1 640 595)	(1 640 595)				
	crédit 5 (Patrimoine canadien).....	–	–	–	(310 000)	(310 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	613 211 553	364 179 071	57 078 692	1 034 469 316	801 731 425	232 737 891	–	757 396 283
5	Dépenses en capital.....	–	15 091 444	–	–	15 091 444				
5a	Dépenses en capital	–	–	9 877 924	–	9 877 924				
	Virement du :									
	crédit 5 (Services aux Autochtones Canada).....	–	–	–	198 556	198 556				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	7 296 688	7 296 688				
	Virement au crédit 1.....	–	–	–	(7 000 000)	(7 000 000)				
	Total – Crédit 5.....	–	15 091 444	9 877 924	495 244	25 464 612	17 373 082	8 091 530	–	28 783 127
10	Subventions et contributions	–	2 359 854 884	–	–	2 359 854 884				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	1 374 412 013	–	1 374 412 013				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	50 564 157	–	50 564 157				
	Virement du :									
	crédit 1 (Défense nationale).....	–	–	–	844 976	844 976				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	800 000	800 000				
	crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux).....	–	–	–	780 000	780 000				
	crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux).....	–	–	–	40 000	40 000				
	crédit 10 (Pêches et Océans).....	–	–	–	230 000	230 000				
	crédit 10 (Services aux Autochtones Canada).....	–	–	–	53 471 193	53 471 193				
	crédit 10 (Ressources naturelles)	–	–	–	1 500 000	1 500 000				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	115 474 963	115 474 963				
	Virement au crédit 10 (Services aux Autochtones Canada).....	–	–	–	(150 000)	(150 000)				
	Total – Crédit 10.....	–	2 359 854 884	1 424 976 170	172 991 132	3 957 822 186	3 503 233 441	454 588 745	–	7 084 289 390

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	36 439 854	2 856 857	1 348 877	40 645 588	40 645 588	–	–	43 811 162
(S)	Ministre des Affaires autochtones et du Nord – Traitement et allocation pour automobile	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	85 767
(S)	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des <i>Lois sur le règlement des revendications territoriales globales</i>	–	55 153 567	–	754 655	55 908 222	55 908 222	–	–	62 777 288
(S)	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources	–	2 952 146	–	(2 471 937)	480 209	480 209	–	–	1 673 606
(S)	Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités	–	1 400 000	–	699 405	2 099 405	2 099 405	–	–	1 966 368
(S)	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington	–	15 000	–	(15 000)	–	–	–	–	–
(S)	Montants adjugés par une cour.....	–	–	–	9 084 157	9 084 157	9 084 157	–	–	37 790 842
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	112 330	112 330	112 330	–	–	1 330 169
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 250 770	–	–	1 121 518	2 372 288	903 446	347 324	1 121 518	345 725
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	9 172 368
	Total budgétaire	1 250 770	3 084 204 448	1 801 890 022	241 199 073	5 128 544 313	4 431 657 305	695 765 490	1 121 518	8 029 422 095
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones.....	–	25 903 000	–	–	25 903 000	13 530 185	12 372 815	–	27 733 354
L20	Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique	–	30 400 000	–	–	30 400 000	–	30 400 000	–	16 306 648
L40	Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et de la <i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i> . Limite 320 000 \$ (Brut).....	305 503	–	–	–	305 503	–	–	305 503	–
L55	Provision à la Caisse de prêts aux Inuits pour les prêts consentis aux Inuits afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> et telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> . Limite 6 633 697 \$ (Net).....	6 550 860	–	–	–	6 550 860	–	–	6 550 860	–
L81a	Prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon. Limite 5 000 000 \$ (<i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i>) (Net).....	5 000 000	–	–	–	5 000 000	–	–	5 000 000	–
	Total non budgétaire	11 856 363	56 303 000	–	–	68 159 363	13 530 185	42 772 815	11 856 363	44 040 002
	Total du ministère – Budgétaire.....	1 250 770	3 084 204 448	1 801 890 022	241 199 073	5 128 544 313	4 431 657 305	695 765 490	1 121 518	8 029 422 095
	Total du ministère – Non budgétaire	11 856 363	56 303 000	–	–	68 159 363	13 530 185	42 772 815	11 856 363	44 040 002

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique										
1	Dépenses du programme	–	28 089 505	–	–	28 089 505				
1b	Dépenses du programme	–	–	1	–	1				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	38 110	38 110				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	548 984	548 984				
	Virement au crédit 1 (Ressources naturelles)	–	–	–	(1 704 000)	(1 704 000)				
	Total – Crédit 1	–	28 089 505	1	(1 116 906)	26 972 600	23 700 220	3 272 380	–	20 769 053
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 017 101	–	(60 650)	956 451	956 451	–	–	759 074
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	29 106 606	1	(1 177 556)	27 929 051	24 656 671	3 272 380	–	21 528 127
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	1 250 770	3 113 311 054	1 801 890 023	240 021 517	5 156 473 364	4 456 313 976	699 037 870	1 121 518	8 050 950 222
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	11 856 363	56 303 000	–	–	68 159 363	13 530 185	42 772 815	11 856 363	44 040 002

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	688 536 593	631 647 183	56 889 410	–
Affectation des règlements	35 843 349	22 632 812	13 210 537	–
Réaménagement des effectifs	1 949 460	1 949 460	–	–
Iniquités fondées sur le sexe	2 817 068	2 817 068	–	–
Entente ayant trait à la rafle des années 1960.....	136 634 672	136 634 672	–	–
Règlement relatif aux pensionnats indiens	7 379 262	7 379 262	–	–
Affectations bloquées				
Report	175 338 867	–	175 338 867	–
Transfert/réaffectation.....	24 126	–	24 126	–
Réduction.....	1 424 000	–	1 424 000	–
Autre	16 295	–	16 295	–
Revenus affectés aux dépenses	(15 494 376)	(1 329 032)	(14 165 344)	–
	<i>1 034 469 316</i>	<i>801 731 425</i>	<i>232 737 891</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	20 109 871	17 373 082	2 736 789	–
Règlement relatif aux pensionnats indiens	600 000	–	600 000	–
Affectations bloquées				
Report	838 710	–	838 710	–
Transfert/réaffectation.....	103 031	–	103 031	–
Autre	3 813 000	–	3 813 000	–
	<i>25 464 612</i>	<i>17 373 082</i>	<i>8 091 530</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	3 502 533 441	3 502 533 441	–	–
Règlement relatif aux pensionnats indiens	700 000	700 000	–	–
Affectations bloquées				
Report	454 588 745	–	454 588 745	–
	<i>3 957 822 186</i>	<i>3 503 233 441</i>	<i>454 588 745</i>	–
Montants législatifs	110 788 199	109 319 357	347 324	1 121 518
	5 128 544 313	4 431 657 305	695 765 490	1 121 518
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	17 964 895	14 749 778	3 215 117	–
Subventions et contributions	8 950 858	8 950 442	416	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	56 847	–	56 847	–
	<i>26 972 600</i>	<i>23 700 220</i>	<i>3 272 380</i>	–
Montants législatifs	956 451	956 451	–	–
	<i>27 929 051</i>	<i>24 656 671</i>	<i>3 272 380</i>	–
Total du portefeuille ministériel	5 156 473 364	4 456 313 976	699 037 870	1 121 518

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Affaires indiennes et Nord canadien												
Droits et auto-détermination.....	553 613 955	377 824 185	663 000	62 362	3 421 815 889	3 006 625 598	–	–	3 976 092 844	3 384 512 145	68 159 363	13 530 185
Développement communautaire et régional	264 882 904	248 290 693	13 821 124	9 036 776	594 013 924	554 615 470	–	–	872 717 952	811 942 939	–	–
Services internes	284 247 405	228 257 309	10 980 488	8 273 944	–	–	15 494 376	1 329 032	279 733 517	235 202 221	–	–
Total partiel.....	1 102 744 264	854 372 187	25 464 612	17 373 082	4 015 829 813	3 561 241 068	15 494 376	1 329 032	5 128 544 313	4 431 657 305	68 159 363	13 530 185
Revenus affectés aux dépenses.....	(15 494 376)	(1 329 032)	–	–	–	–	(15 494 376)	(1 329 032)	–	–	–	–
Total du ministère	1 087 249 888	853 043 155	25 464 612	17 373 082	4 015 829 813	3 561 241 068	–	–	5 128 544 313	4 431 657 305	68 159 363	13 530 185
Station canadienne de recherche l'Extrême-Arctique												
Science et savoir polaires	9 192 492	6 691 898	–	–	8 950 858	8 950 442	–	–	18 143 350	15 642 340	–	–
Services internes	9 785 701	9 014 331	–	–	–	–	–	–	9 785 701	9 014 331	–	–
Total de l'organisme.....	18 978 193	15 706 229	–	–	8 950 858	8 950 442	–	–	27 929 051	24 656 671	–	–
Total du portefeuille ministériel	1 106 228 081	868 749 384	25 464 612	17 373 082	4 024 780 671	3 570 191 510	–	–	5 156 473 364	4 456 313 976	68 159 363	13 530 185

Paievements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien									
Subventions									
Subventions aux Premières nations pour le règlement de revendications particulières et spéciales négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières	–	797 719 785	1 134 535 810	(1 618 961)	1 930 636 634	1 514 146 328	416 490 306	–	1 297 921 874
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale.....	–	564 296 062	34 681 000	50 616 326	649 593 388	649 593 388	–	–	707 993 767
Subventions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Nunavut pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuits	–	56 563 000	–	–	56 563 000	56 563 000	–	–	55 454 000
Subvention pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités	–	9 100 036	–	499 346	9 599 382	9 599 382	–	–	8 051 264
Subvention pour appuyer le Conseil de surveillance de la mine Giant ainsi que la recherche sur le trioxyde d'arsenic.....	–	1 655 339	–	(490 057)	1 165 282	1 165 282	–	–	–
Subvention aux Premières Nations participantes et à l'Autorité scolaire des Premières Nations en vertu de la <i>Loi sur la compétence des Premières Nations en matière d'éducation en Colombie-Britannique</i>	–	600 000	–	(600 000)	–	–	–	–	–
Subvention accordée à l'Administration financière des Premières Nations en vertu de la <i>Loi sur la gestion financière et statistique des Premières Nations</i>	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant.....	–	300 000	–	–	300 000	300 000	–	–	300 000
Subvention à la Fédération des Métis du Manitoba pour appuyer la construction du centre national du patrimoine métis	–	–	3 400 000	–	3 400 000	3 400 000	–	–	–
Subvention pour Gord Downie and Chanie Wenjack Fund.....	–	–	–	5 000 000	5 000 000	5 000 000	–	–	–
(S) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des <i>Lois sur le règlement des revendications territoriales globales</i> ..	–	55 153 567	–	754 655	55 908 222	55 908 222	–	–	62 777 288
(S) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités.....	–	1 400 000	–	699 405	2 099 405	2 099 405	–	–	1 966 368
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	116 391 060
Total – Subventions.....	–	1 487 287 789	1 172 616 810	54 860 714	2 714 765 313	2 298 275 007	416 490 306	–	2 251 355 621
Contributions									
Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale.....	–	335 289 105	43 400 000	23 426 298	402 115 403	402 115 403	–	–	395 968 053
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique.....	–	198 625 888	13 968 488	20 503 996	233 098 372	233 098 372	–	–	234 356 021

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contribution pour appuyer l'accès aux aliments sains dans les collectivités isolées du Nord	–	89 428 884	–	(5 009 243)	84 419 641	80 212 690	4 206 951	–	77 487 000
Paiements de transfert au gouvernement du Yukon pour la préservation et l'entretien, l'assainissement et la gestion de la fermeture des sites contaminés au Yukon.....	–	75 036 824	–	(67 899 614)	7 137 210	7 137 210	–	–	22 557 359
Contributions pour promouvoir l'utilisation, le développement, la conservation et la protection sécuritaires des ressources naturelles du Nord, ainsi que le développement scientifique des peuples autochtones et du Nord	–	37 738 207	9 679 478	71 826 284	119 243 969	93 484 703	25 759 266	–	57 481 286
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	–	31 362 609	–	13 234 770	44 597 379	44 597 379	–	–	61 577 980
Contributions versées aux Premières Nations pour la gestion de sites contaminés	–	29 681 030	102 447 237	(77 697 571)	54 430 696	47 640 676	6 790 020	–	72 091 707
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral.....	–	28 181 830	100 000	8 242 116	36 523 946	36 523 946	–	–	29 416 596
Contributions pour appuyer la capacité organisationnelle de base des organismes représentant les Autochtones.....	–	24 994 637	–	6 714 562	31 709 199	31 709 199	–	–	30 411 001
Contributions pour appuyer l'Initiative sur les partenariats stratégiques pour le développement économique des Autochtones	–	22 450 000	–	3 621 879	26 071 879	26 071 879	–	–	35 511 296
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	–	21 919 000	33 121 247	95 160 457	150 200 704	150 200 704	–	–	968 925 402
Contributions servant à la prestation de services publics dans le domaine du soutien aux gouvernements indiens et à l'établissement de systèmes solides de gouvernance, d'administration et de responsabilisation	–	21 442 886	3 642 910	9 450 314	34 536 110	34 536 110	–	–	190 209 313
Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	–	8 998 709	–	1 745 195	10 743 904	10 743 904	–	–	5 077 758
Contributions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les résidents du Nord	–	3 901 053	–	2 828 136	6 729 189	5 686 987	1 042 202	–	4 803 418
Contributions aux groupes de survivants des pensionnats indiens qui souhaitent régler leur réclamation de façon collective dans le cadre du processus d'évaluation indépendant.....	–	–	1 000 000	–	1 000 000	700 000	300 000	–	997 500
Contributions pour appuyer le logement des Métis	–	–	45 000 000	–	45 000 000	45 000 000	–	–	–
Contributions pour appuyer l'initiative de reconstruction des autochtones	–	–	–	13 436 899	13 436 899	13 436 899	–	–	–
Paiements de transfert au gouvernement du Yukon pour la restauration de la fosse de bitume de Marwell dans le cadre du Programme des sites contaminés.....	–	70 000	–	–	70 000	70 000	–	–	145 700
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	2 719 208 485
Total – Contributions.....	–	929 120 662	252 359 360	119 584 478	1 301 064 500	1 262 966 061	38 098 439	–	4 906 225 875
Total du ministère.....	–	2 416 408 451	1 424 976 170	174 445 192	4 015 829 813	3 561 241 068	454 588 745	–	7 157 581 496

Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

Subventions

Subventions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires	–	1 596 542	149 458	–	1 746 000	1 745 584	416	–	1 545 984
Subventions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques.....	–	159 458	(149 458)	–	10 000	10 000	–	–	10 000
Total – Subventions.....	–	1 756 000	–	–	1 756 000	1 755 584	416	–	1 555 984

Contributions

Contributions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques.....	–	4 388 255	1	2 806 602	7 194 858	7 194 858	–	–	9 152 366
Total de l'organisme.....	–	6 144 255	1	2 806 602	8 950 858	8 950 442	416	–	10 708 350
Total du portefeuille ministériel.....	–	2 422 552 706	1 424 976 171	177 251 794	4 024 780 671	3 570 191 510	454 589 161	–	7 168 289 846

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes			
Services internes fournis à d'autres ministères	15 494 376	1 329 032	2 370 004
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	15 494 376	1 329 032	2 370 004

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Prêts, placements et avances		
Programme de prêts garantis pour le développement économique des Indiens	–	7 049
Conseil des Premières nations du Yukon – Aînés	4 816	23 108
Revendicateurs autochtones	363 726	669 552
Premières nations de la Colombie-Britannique	635 831	713 380
Prêt perpétuel de la bande Stony	11 689	11 688
Programme de prêts garantis pour le logement sur les réserves	–	722 002
	1 016 062	2 146 779
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursements de paiements de transfert	3 916 566	46 353 194
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	2 803 938	3 133 636
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent		
Paiements de transfert	1 048 933	4 703 122
Fonctionnement et entretien	930 897	1 156 355
Recouvrement de trop-payés de salaire	–	5 922
	8 700 334	55 352 229
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Exploitation minière du Canada		
Droits de permis	59 417	21 725
Redevances des richesses naturelles	–	426 990
Autres revenus provenant de droits et redevances		
Redevances – Carrières	1 613 278	1 227 136
	1 672 695	1 675 851
Services de nature non réglementaire	15 564	54 564
Autres frais et droits		
Services internes fournis à d'autres ministères	1 329 031	2 370 003
	3 017 290	4 100 418
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 121 518	1 250 770

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	45 501	51 540
Location et utilisation de biens publics	1 413 998	1 173 667
Ventes de biens et de produits d'information	814	13 078
Divers	1 205 121	167 616
Revenus provenant d'amendes	–	100
Ventes de biens immobiliers non-résidentiels	310 000	–
	<hr/>	<hr/>
	2 975 434	1 406 001
Total du ministère	16 830 638	64 256 197
	<hr/>	<hr/>
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	38 125	20 216
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	78 763	345 285
	<i>116 888</i>	<i>365 501</i>
Revenus divers		
Revenus de location	294 238	229 906
Total de l'organisme	411 126	595 407
	<hr/>	<hr/>
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	1 016 062	2 146 779
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	8 817 222	55 717 730
Ventes de biens et de services	3 017 290	4 100 418
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 121 518	1 250 770
Revenus divers	3 269 672	1 635 907
Total du portefeuille ministériel	17 241 764	64 851 604

¹ Intérêt sauf indication contraire.

Section 22

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Ressources naturelles

Ministère des Ressources naturelles

Énergie atomique du Canada, Limitée

**Commission canadienne de sûreté
nucléaire**

Office national de l'énergie

Administration du pipe-line du Nord

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	416
Sommaire du portefeuille ministériel.....	419
Détail budgétaire par affectation.....	422
Responsabilités essentielles.....	424
Paievements de transfert.....	426
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	429
Revenus.....	430

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Ressources naturelles**Responsabilité essentielle 1 : Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale**

Renforcer et promouvoir l'accès aux marchés, l'intégration et la compétitivité des secteurs canadiens des ressources naturelles à l'appui de la création d'emplois et de la croissance économique. Inclut également les paiements législatifs pour le pétrole extracôtier.

Responsabilité essentielle 2 : Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles

Diriger la transformation vers une économie à faible carbone en améliorant le rendement environnemental des secteurs canadiens des ressources naturelles avec l'innovation ainsi qu'une valorisation et une utilisation durables.

Responsabilité essentielle 3 : Science des ressources naturelles et atténuation des risques

Diriger des travaux de science fondamentale et partager le savoir-faire en matière de gestion des ressources naturelles du Canada, réduisant les répercussions des changements climatiques et atténuant les risques posés par les désastres naturels et les explosifs.

Responsabilité essentielle 4 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Énergie atomique du Canada, Limitée**Responsabilité essentielle 1 : Laboratoires nucléaires**

Énergie atomique du Canada, Limitée facilite les travaux en science et technologie nucléaires dans les domaines de l'énergie nucléaire, de la science des matériaux, de la santé, de la préparation aux situations d'urgence, de la sûreté et de l'environnement. L'objectif est de tirer profit des Laboratoires de Chalk River, le plus grand complexe scientifique et technologique du Canada, afin de fournir des produits et services en science et technologie nucléaires au gouvernement du Canada et à des tiers.

Responsabilité essentielle 2 : Déclassement nucléaire et gestion des déchets radioactifs

Énergie atomique du Canada, Limitée gère les responsabilités en matière de déclassement des installations nucléaires et de gestion des déchets radioactifs à ses sites et à d'autres sites pour lesquels le gouvernement du Canada a accepté la responsabilité. L'objectif est de réduire de façon sûre et efficace les responsabilités en matière de gestion des déchets radioactifs, en décontaminant et en déclassant les infrastructures qui ne sont plus nécessaires, en assainissant les sites et en entreposant et éliminant les déchets radioactifs de manière à protéger le public, les travailleurs et l'environnement.

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Responsabilité essentielle 1 : Réglementation nucléaire

La Commission régleme la utilisation de l'énergie et des matières nucléaires afin de préserver la sûreté, la santé et la sécurité, de protéger l'environnement, de respecter les engagements internationaux du Canada à l'égard de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, et d'informer objectivement le public sur les plans scientifique ou technique ou en ce qui concerne la réglementation du domaine de l'énergie nucléaire. La Commission tient à jour un cadre de réglementation, réalise des activités de délivrance de permis (y compris des évaluations environnementales), vérifie la conformité et fait appliquer la loi. La Commission s'est engagée à établir et à préserver la confiance du public et des Autochtones au moyen de processus de réglementation transparents, ouverts et inclusifs.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Office national de l'énergie

Responsabilité essentielle 1 : Surveillance de la sécurité et de l'environnement

Fixer des attentes réglementaires pour les sociétés réglementées par l'Office national de l'énergie et veiller à l'exécution tout le long du cycle de vie des activités liées à l'énergie – de la construction à l'exploitation, puis à la cessation d'exploitation. Les activités concernent des pipelines et des installations connexes, des lignes internationales de transport d'électricité, des droits et tarifs, des exportations et des importations d'énergie, l'exploration pétrolière et gazière et le forage dans certaines zones situées dans le Nord et au large des côtes du Canada.

Responsabilité essentielle 2 : Processus décisionnel

Rendre des décisions ou formuler des recommandations à l'intention du gouverneur en conseil à l'égard de demandes, ce qui comprend la réalisation d'évaluations environnementales, au moyen de processus justes, transparents, rapides et accessibles. Les demandes concernent des pipelines et des installations connexes, des lignes internationales de transport d'électricité, des droits et tarifs, des exportations et des importations d'énergie, l'exploration pétrolière et gazière et le forage dans certaines zones situées dans le Nord et au large des côtes du Canada.

Responsabilité essentielle 3 : Mobilisation

Mener des activités d'engagement auprès des parties prenantes et des Autochtones relativement à des sujets qui concernent le mandat et le rôle de l'Office national de l'énergie, au-delà de la participation relative aux projets précis.

Responsabilité essentielle 4 : Information sur l'énergie

Recueillir, surveiller, analyser et publier des renseignements sur les marchés et la demande d'énergie, les sources d'énergie, la sécurité et la sûreté des pipelines et des lignes internationales de transport d'électricité.

Responsabilité essentielle 5 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Administration du pipe-line du Nord

Responsabilité essentielle 1 : Surveiller et réglementer la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska

Surveiller et réglementer la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	536 166 814	–	–	536 166 814				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	11 309 734	–	11 309 734				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	6 190 616	–	6 190 616				
	Virement du :									
	crédit 1 (Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique).....	–	–	–	1 704 000	1 704 000				
	crédit 1 (Environnement).....	–	–	–	358 000	358 000				
	crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien).....	–	–	–	1 640 595	1 640 595				
	crédit 1 (Défense nationale).....	–	–	–	2 551 318	2 551 318				
	crédit 1 (Transports).....	–	–	–	60 000	60 000				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	3 831 038	3 831 038				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	23 727 735	23 727 735				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	5 396 299	5 396 299				
	Virement au :									
	crédit 1 (Affaires étrangères, Commerce et Développement).....	–	–	–	(543 493)	(543 493)				
	crédit 1 (Services partagés Canada).....	–	–	–	(11 991)	(11 991)				
	Total – Crédit 1	–	536 166 814	17 500 350	38 713 501	592 380 665	582 670 709	9 709 956	–	556 633 185
5	Dépenses en capital.....	–	20 071 752	–	–	20 071 752				
5a	Dépenses en capital	–	–	700 000	–	700 000				
	Virement du :									
	crédit 5 (Défense nationale).....	–	–	–	425 000	425 000				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	10 875 212	10 875 212				
	Total – Crédit 5.....	–	20 071 752	700 000	11 300 212	32 071 964	25 287 927	6 784 037	–	51 020 288
10	Subventions et contributions	–	429 195 419	–	–	429 195 419				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	250 000	–	250 000				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	1	–	1				
	Virement du :									
	crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada).....	–	–	–	100 000	100 000				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	9 925 000	9 925 000				
	Virement au :									
	crédit 10 (Affaires étrangères, Commerce et Développement).....	–	–	–	(397 421)	(397 421)				
	crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien).....	–	–	–	(1 500 000)	(1 500 000)				
	Total – Crédit 10.....	–	429 195 419	250 001	8 127 579	437 572 999	333 045 920	104 527 079	–	381 082 400
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	55 612 681	1 093 017	(2 492 192)	54 213 506	54 213 506	–	–	52 758 303
(S)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 600
(S)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières	–	392 506 962	–	(58 354 729)	334 152 233	334 152 233	–	–	246 734 939

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Paiements au compte des recettes extracôticières de la Nouvelle-Écosse	–	5 356 008	–	68 594 846	73 950 854	73 950 854	–	–	275 316 673
(S)	Paiements de rajustement à l'égard de la part de la Couronne pour les ressources pétrolières extracôticières de la Nouvelle-Écosse	–	438 281	–	(315 231)	123 050	123 050	–	–	53 319
(S)	Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers.....	–	8 835 000	–	(10 702 263)	(1 867 263)	(1 867 263)	–	–	1 962 465
(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada.....	7 630 281	–	–	–	7 630 281	1 457 284	–	6 172 997	(181 948)
(S)	Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	–	4 355 000	–	(4 665 873)	(310 873)	(310 873)	–	–	567 427
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	91 771	–	–	160 054	251 825	157 630	–	94 195	220 564
	Total du ministère – Budgétaire	7 722 052	1 452 623 917	19 543 368	50 365 904	1 530 255 241	1 402 966 977	121 021 072	6 267 192	1 566 252 215
	Énergie atomique du Canada, Limitée									
1	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	–	1 043 539 640	–	–	1 043 539 640				
	Virement du crédit 5 (Défense nationale).....	–	–	–	43 292	43 292				
	Total – Crédit 1	–	1 043 539 640	–	43 292	1 043 582 932	826 233 292	217 349 640	–	826 595 000
(S)	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée.....	–	–	–	3 000 000	3 000 000	3 000 000	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	1 043 539 640	–	3 043 292	1 046 582 932	829 233 292	217 349 640	–	826 595 000
	Commission canadienne de sûreté nucléaire									
1	Dépenses du programme	–	38 176 811	–	–	38 176 811				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 399 003	1 399 003				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 808 476	1 808 476				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	622 086	622 086				
	Total – Crédit 1	–	38 176 811	–	3 829 565	42 006 376	41 367 246	639 130	–	41 624 040
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	4 095 344	–	9 850 379	13 945 723	13 945 723	–	–	13 577 597
(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i>	4 332 136	98 530 250	–	(3 763 527)	99 098 859	93 563 793	–	5 535 066	94 591 668
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 362	–	–	43 696	55 058	46 344	–	8 714	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	4 343 498	140 802 405	–	9 960 113	155 106 016	148 923 106	639 130	5 543 780	149 793 305
	Office national de l'énergie									
1	Dépenses du programme.....	–	69 727 081	–	–	69 727 081				
1a	Dépenses du programme	–	–	7 066 675	–	7 066 675				
1b	Dépenses du programme	–	–	6 045 266	–	6 045 266				

Virement du :										
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	4 328 550	4 328 550				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 581 629	1 581 629				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	2 649 456	2 649 456				
	Total – Crédit 1	–	69 727 081	13 111 941	8 559 635	91 398 657	84 475 488	6 923 169	–	85 502 958
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	7 765 619	976 433	178 427	8 920 479	8 920 479	–	–	8 330 032
(S)	Paiement en vertu de l'article 24(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	–	–	–	14 710 000	14 710 000	14 710 000	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	10 579	–	–	108	10 687	–	10 579	108	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	10 579	77 492 700	14 088 374	23 448 170	115 039 823	108 105 967	6 933 748	108	93 832 990
Administration du pipe-line du Nord										
1	Dépenses du programme	–	465 000	–	–	465 000	226 882	238 118	–	221 805
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	28 880	–	(25 281)	3 599	3 599	–	–	4 001
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	5 315 360
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	493 880	–	(25 281)	468 599	230 481	238 118	–	5 541 166
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	12 076 129	2 714 952 542	33 631 742	86 792 198	2 847 452 611	2 489 459 823	346 181 708	11 811 080	2 642 014 676

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Ressources naturelles				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	612 295 551	597 495 224	14 800 327	–
Commission d'établissement de soldats – Manitoba.....	129 056	129 056	–	–
Commission de la frontière internationale	1 785 732	1 721 228	64 504	–
Frais juridiques et de litige liés au bois d'oeuvre résineux	1 778 642	1 774 391	4 251	–
Affectations bloquées				
Report	4 743 614	–	4 743 614	–
Transfert/réaffectation.....	1 749 391	–	1 749 391	–
Réduction.....	1 245 000	–	1 245 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(31 346 321)	(18 449 190)	(12 897 131)	–
	592 380 665	582 670 709	9 709 956	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	28 011 189	25 246 991	2 764 198	–
Commission de la frontière internationale – Section canadienne	48 617	40 936	7 681	–
Affectations bloquées				
Report	3 920 000	–	3 920 000	–
Transfert/réaffectation.....	92 158	–	92 158	–
	32 071 964	25 287 927	6 784 037	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	353 155 999	333 045 920	20 110 079	–
Affectations bloquées				
Report	84 417 000	–	84 417 000	–
	437 572 999	333 045 920	104 527 079	–
Montants législatifs	468 229 613	461 962 421	–	6 267 192
	1 530 255 241	1 402 966 977	121 021 072	6 267 192
Énergie atomique du Canada, Limitée				
Crédit 1 – Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État.....	896 817 835	755 238 554	141 579 281	–
Budget en capital	146 765 097	70 994 738	75 770 359	–
	1 043 582 932	826 233 292	217 349 640	–
Montants législatifs	3 000 000	3 000 000	–	–
	1 046 582 932	829 233 292	217 349 640	–
Commission canadienne de sûreté nucléaire				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	39 226 128	38 768 613	457 515	–
Subventions et contributions	2 670 998	2 598 633	72 365	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	24 250	–	24 250	–
Réduction.....	85 000	–	85 000	–
	42 006 376	41 367 246	639 130	–
Montants législatifs	113 099 640	107 555 860	–	5 543 780
	155 106 016	148 923 106	639 130	5 543 780

Office national de l'énergie

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement	81 892 589	79 172 365	2 720 224	–
Subventions et contributions	6 354 067	5 089 723	1 264 344	–
Coûts associés à la traduction (décision Devinat)	343 455	213 400	130 055	–
Affectations bloquées				
Report	2 756 546	–	2 756 546	–
Transfert/réaffectation	52 000	–	52 000	–
	91 398 657	84 475 488	6 923 169	–
Montants législatifs	23 641 166	23 630 479	10 579	108
	115 039 823	108 105 967	6 933 748	108

Administration du pipe-line du Nord

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement	455 000	226 882	228 118	–
Subventions et contributions	10 000	–	10 000	–
	465 000	226 882	238 118	–
Montants législatifs	3 599	3 599	–	–
	468 599	230 481	238 118	–
Total du portefeuille ministériel	2 847 452 611	2 489 459 823	346 181 708	11 811 080

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Ressources naturelles												
Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale ..	71 170 679	63 952 740	866 270	835 729	515 222 571	497 017 705	291 800	24 384	586 967 720	561 781 790	–	–
Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles	268 776 580	262 846 387	11 193 006	5 522 774	314 532 064	228 541 054	26 252 340	13 650 424	568 249 310	483 259 791	–	–
Science des ressources naturelles et atténuation des risques	198 519 505	196 069 721	9 554 084	9 463 089	13 866 365	13 535 162	10 452 603	10 384 136	211 487 351	208 683 836	–	–
Services internes	153 220 852	139 903 820	10 458 604	9 466 335	–	–	128 596	128 595	163 550 860	149 241 560	–	–
Total partiel	691 687 616	662 772 668	32 071 964	25 287 927	843 621 000	739 093 921	37 125 339	24 187 539	1 530 255 241	1 402 966 977	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(37 125 339)	(24 187 539)	–	–	–	–	(37 125 339)	(24 187 539)	–	–	–	–
Total du ministère	654 562 277	638 585 129	32 071 964	25 287 927	843 621 000	739 093 921	–	–	1 530 255 241	1 402 966 977	–	–
Énergie atomique du Canada, Limitée												
Laboratoires nucléaires	317 985 399	317 582 292	–	–	–	–	–	–	317 985 399	317 582 292	–	–
Déclassement nucléaire et gestion des déchets radioactifs	581 832 436	511 651 000	146 765 097	–	–	–	–	–	728 597 533	511 651 000	–	–
Total de l'organisme	899 817 835	829 233 292	146 765 097	–	–	–	–	–	1 046 582 932	829 233 292	–	–
Commission canadienne de sûreté nucléaire												
Réglementation nucléaire	103 351 370	97 468 741	–	–	2 670 998	2 598 633	–	–	106 022 368	100 067 374	–	–
Services internes	49 083 648	48 855 732	–	–	–	–	–	–	49 083 648	48 855 732	–	–
Total de l'organisme	152 435 018	146 324 473	–	–	2 670 998	2 598 633	–	–	155 106 016	148 923 106	–	–
Office national de l'énergie												
Surveillance de la sécurité et de l'environnement	30 981 551	22 648 545	–	–	–	–	–	–	30 981 551	22 648 545	–	–
Processus décisionnel	23 830 432	18 282 527	–	–	6 354 067	5 089 723	–	–	30 184 499	23 372 250	–	–
Mobilisation	9 115 931	5 811 773	–	–	–	–	–	–	9 115 931	5 811 773	–	–
Information sur l'énergie	6 520 219	9 554 137	–	–	–	–	–	–	6 520 219	9 554 137	–	–
Services internes	38 237 623	46 719 262	–	–	–	–	–	–	38 237 623	46 719 262	–	–
Total de l'organisme	108 685 756	103 016 244	–	–	6 354 067	5 089 723	–	–	115 039 823	108 105 967	–	–

Administration du pipe-line du Nord

Surveiller et réglementer la

planification et la construction

de la partie canadienne du projet

de gazoduc de la route de l'Alaska ...

	458 599	230 481	-	-	10 000	-	-	-	468 599	230 481	-	-
Total de l'organisme.....	458 599	230 481	-	-	10 000	-	-	-	468 599	230 481	-	-
Total du portefeuille ministériel	1 815 959 485	1 717 389 619	178 837 061	25 287 927	852 656 065	746 782 277	-	-	2 847 452 611	2 489 459 823	-	-

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles									
Subventions									
Défis des technologies propres	–	19 711 921	–	–	19 711 921	1 210 338	18 501 583	–	25 000
Subventions à l'appui de la sensibilisation et l'engagement, l'efficacité énergétique et l'innovation énergétique	–	3 005 000	100 000	(60)	3 104 940	2 968 569	136 371	–	2 890 322
Subventions à l'appui de la géoscience	–	1 400 000	–	–	1 400 000	1 395 710	4 290	–	1 216 464 ¹
Solutions innovatrices Canada	–	300 000	–	–	300 000	300 000	–	–	–
Total — Subventions	–	24 416 921	100 000	(60)	24 516 861	5 874 617	18 642 244	–	4 131 786
Contributions									
Contributions à l'appui d'écoÉNERGIE pour l'électricité renouvelable	–	106 678 000	–	(7 072 692)	99 605 308	96 836 155	2 769 153	–	107 220 330
Programme d'innovation sur la croissance propre dans les secteurs des ressources naturelles	–	46 070 133	–	2 636 000	48 706 133	22 705 509	26 000 624	–	–
Programme d'innovation énergétique	–	46 044 000	–	3 412 921	49 456 921	30 819 110	18 637 811	–	94 183 206
Programme de réseaux électriques intelligents	–	23 260 013	–	(1 182 657)	22 077 356	21 314 038	763 318	–	–
Déploiements des nouvelles énergies renouvelables	–	23 242 544	–	(4 629 173)	18 613 371	16 315 222	2 298 149	–	–
Contributions à l'appui du programme de promotion de l'innovation en foresterie	–	21 600 000	–	164 400	21 764 400	21 749 206	15 194	–	23 895 615
Contribution à l'appui du programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière	–	20 000 000	–	6 714 975	26 714 975	18 714 975	8 000 000	–	35 120 891
Programme de contribution pour le développement des marchés	–	17 850 000	–	(1 706 000)	16 144 000	14 614 107	1 529 893	–	12 533 643
Infrastructures pour les véhicules électriques et les carburants de remplacement	–	16 700 000	–	2 971 000	19 671 000	19 308 805	362 195	–	13 349 494
Énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	–	14 280 876	–	(1 001 805)	13 279 071	12 484 868	794 203	–	–
Contributions pour appuyer les comités autochtones de consultation et de surveillance de projets d'infrastructure énergétique	–	13 500 000	–	41 945	13 541 945	7 111 021	6 430 924	–	4 613 792
Contributions à l'appui de l'efficacité énergétique	–	9 511 632	–	(2 474 000)	7 037 632	5 225 910	1 811 722	–	4 712 124
Contributions à l'appui de la phase de nettoyage de l'installation minière d'uranium de Gunnar	–	9 335 000	–	–	9 335 000	–	9 335 000	–	–
Stratégie emploi jeunesse	–	8 958 000	–	–	8 958 000	8 582 173	375 827	–	7 594 026
Contributions pour les défis des technologies propres	–	6 570 640	–	–	6 570 640	2 212 528	4 358 112	–	10 000
Contributions à l'appui de l'adaptation aux changements climatiques	–	5 900 000	–	40 000	5 940 000	5 783 813	156 187	–	807 582
Contributions à l'appui du développement économique des Autochtones	–	4 485 660	–	3 348 000	7 833 660	7 833 631	29	–	1 959 767
Programme de sciences de l'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures	–	3 350 000	–	(290 000)	3 060 000	2 973 351	86 649	–	1 537 425
Renouvellement et augmentation des fonds pour les instituts de recherche forestière	–	2 368 000	–	–	2 368 000	2 368 000	–	–	2 368 000
Programme de construction verte en bois	–	1 764 000	–	(452 000)	1 312 000	1 302 580	9 420	–	–

Contributions à l'appui du Fonds d'aide financière aux participants pour les consultations auprès des Autochtones.....	–	1 740 000	–	(1 603 945)	136 055	4 826	131 229	–	752 072
Contributions à l'appui de la recherche	–	1 070 000	(99 999)	1 195 670	2 165 671	1 983 838	181 833	–	2 147 514
Programme GéoConnexions	–	500 000	–	–	500 000	252 701	247 299	–	483 720
Contributions à l'appui de la participation des Autochtones aux dialogues.....	–	–	250 000	1 910 373	2 160 373	1 026 892	1 133 481	–	1 111 413
Contributions pour appuyer la stratégie d'intervention précoce contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette - Phase II	–	–	–	5 649 160	5 649 160	5 648 044	1 116	–	–
Contribution en appui à la cybersécurité et à la protection de l'infrastructure énergétique essentielle.....	–	–	–	455 467	455 467	–	455 467	–	–
(S) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôticières	–	392 506 962	–	(58 354 729)	334 152 233	334 152 233	–	–	246 734 939
(S) Paiements au compte des recettes extracôticières de la Nouvelle-Écosse.....	–	5 356 008	–	68 594 846	73 950 854	73 950 854	–	–	275 316 673
(S) Paiements de rajustement à l'égard de la part de la Couronne pour les ressources pétrolières extracôticières de la Nouvelle-Écosse.....	–	438 281	–	(315 231)	123 050	123 050	–	–	53 319
(S) Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve des hydrocarbures extracôticières.....	–	8 835 000	–	(10 702 263)	(1 867 263)	(1 867 263)	–	–	1 962 465
(S) Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôticières.....	–	4 355 000	–	(4 665 873)	(310 873)	(310 873)	–	–	567 427
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	62 550 000
Total – Contributions.....	–	816 269 749	150 001	2 684 389	819 104 139	733 219 304	85 884 835	–	901 585 437
Total du ministère.....	–	840 686 670	250 001	2 684 329	843 621 000	739 093 921	104 527 079	–	905 717 223
Commission canadienne de sûreté nucléaire									
Subventions									
Subventions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien.....	–	75 000	–	–	75 000	74 600	400	–	74 150
Contributions									
Programme d'aide financière aux participants.....	–	925 000	–	–	925 000	853 035	71 965	–	598 367
Contributions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien ainsi que du Programme canadien à l'appui des garanties	–	770 000	–	900 998	1 670 998	1 670 998	–	–	1 931 261
Total – Contributions.....	–	1 695 000	–	900 998	2 595 998	2 524 033	71 965	–	2 529 628
Total de l'organisme.....	–	1 770 000	–	900 998	2 670 998	2 598 633	72 365	–	2 603 778
Office national de l'énergie									
Contributions									
Programme d'aide financière aux participants Contribution aux participants est d'encourager une participation publique efficace afin d'assurer que les préoccupations et les valeurs du public sont considérées dans le cadre du processus d'audience de l'Office national de l'énergie.....	–	1 364 067	4 990 000	–	6 354 067	5 089 723	1 264 344	–	2 476 558
Total de l'organisme.....	–	1 364 067	4 990 000	–	6 354 067	5 089 723	1 264 344	–	2 476 558

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Administration du pipe-line du Nord									
Contributions									
Contributions pour les consultations avec des groupes autochtones et autres sur le projet de gazoduc de la route de l'Alaska	–	10 000	–	–	10 000	–	10 000	–	–
Total de l'organisme.....	–	10 000	–	–	10 000	–	10 000	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	–	843 830 737	5 240 001	3 585 327	852 656 065	746 782 277	105 873 788	–	910 797 559

(S) Paiement de transfert législatif.

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent	Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles				Gestion responsable des ressources naturelles			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale				Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale			
Vente de biens et de services	58 000	2 784	–	Vente de biens et services.....	–	–	37 320
Revenus divers	233 800	21 600	–	Revenus divers	–	–	78 059
	291 800	24 384	–		–	–	115 379
Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles				Protection des Canadiens et des ressources naturelles			
Vente de biens et de services	25 951 740	13 528 545	–	Vente de biens et services.....	–	–	5 289 665
Revenus divers	300 600	121 879	–	Revenus divers	–	–	2 591 205
	26 252 340	13 650 424	–		–	–	7 880 870
Science des ressources naturelles et atténuation des risques				Information sur la masse terrestre			
Vente de biens et de services	7 956 603	7 955 745	–	Vente de biens et services.....	–	–	4 754 830
Revenus divers	2 496 000	2 428 391	–				
	10 452 603	10 384 136	–	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	37 125 339	24 187 539	26 373 279
Services internes							
Vente de biens et de services	128 596	128 595	125 441				
Innovation menant à de nouveaux produits et procédés							
Vente de biens et de services	–	–	2 052 164				
Revenus divers	–	–	7 692				
	–	–	2 059 856				
Investissement dans les secteurs des ressources naturelles							
Vente de biens et de services	–	–	38 297				
Accès au marché et diversification							
Revenus divers	–	–	106 657				
Innovation technologique							
Vente de biens et de services	–	–	11 288 325				
Revenus divers	–	–	3 624				
	–	–	11 291 949				

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles			Commission canadienne de sûreté nucléaire		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 615 276	1 343 255	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	123 581	383 718
Recouvrements de paiements de transfert.....	345 431	409 106	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	394 074	345 370
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 943 910	3 436 081		<u>517 655</u>	<u>729 088</u>
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères.....	5 347	–			
	<u>4 909 964</u>	<u>5 188 442</u>			
Ventes de biens et de services			Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges			Services de nature réglementaire		
Redevances sur les licences, permis et droits d'auteur.....	336 363 241	521 038 018	Recouvrement de frais.....	116 873 134	113 284 351
Licences et permis	1 571 389	1 705 844	Autres frais et droits		
	<u>337 934 630</u>	<u>522 743 862</u>	Revenus reportés des services de nature réglementaire.....	432 728	224 933
				<u>117 305 862</u>	<u>113 509 284</u>
Location et utilisation de biens publics.....	1 155 154	585 850	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	43 696	11 362
Services de nature réglementaire	1 669 366	1 930 460			
Services de nature non réglementaire	18 433 569	20 015 142	Revenus divers		
Ventes de biens et de produits d'information			Intérêts et pénalités		
Graphiques, cartes et plans	420 347	536 058	Sanctions administratives pécuniaires	29 040	25 560
Ventes d'autres produits.....	943 015	1 562 557	Autres revenus divers		
	<u>1 363 362</u>	<u>2 098 615</u>	Accès à l'information.....	1 565	1 455
				<u>30 605</u>	<u>27 015</u>
Autres frais et droits			Total de l'organisme	117 897 818	114 276 749
Services fournis aux autres ministères aux termes de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	128 595	125 441			
Divers.....	303 555 018	220 690 125	Office national de l'énergie		
	<u>303 683 613</u>	<u>220 815 566</u>	Autres revenus		
	<u>664 239 694</u>	<u>768 189 495</u>	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	160 054	209 284	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	143 661	60 078
			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	221 828	130 600
				<u>365 489</u>	<u>190 678</u>
Revenus divers			Ventes de biens et de services		
Intérêt sur arriérés de débiteurs	29 867	35 862	Droits et privilèges.....	275	500
Autres revenus divers.....	14 500 000	–	Services de nature réglementaire	108 019 467	105 138 622
	<u>14 529 867</u>	<u>35 862</u>	Autres frais et droits		
Total du ministère	683 839 579	773 623 083	Revenu provenant d'amendes.....	115	438
			Divers	(6 185 573)	6 273 613
				<u>(6 185 458)</u>	<u>6 274 051</u>
				<u>101 834 284</u>	<u>111 413 173</u>

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	108	10 579
Revenus divers		
Intérêt sur arriérés de débiteurs	6 396	–
Total de l'organisme.....	102 206 277	111 614 430
Administration du pipe-line du Nord		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	–	1 100
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges.....	27 594	27 594
Services de nature réglementaire.....	233 144	227 369
Autres frais et droits	–	512 495
	260 738	767 458
Total de l'organisme.....	260 738	768 558
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 793 108	6 109 308
Ventes de biens et de services	883 640 578	993 879 410
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	203 858	231 225
Revenus divers.....	14 566 868	62 877
Total du portefeuille ministériel.....	904 204 412	1 000 282 820

Section 23

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Revenu national

Agence du revenu du Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	434
Sommaire du portefeuille ministériel.....	435
Détail budgétaire par affectation.....	437
Responsabilités essentielles	438
Paievements de transfert.....	439
Détail des montants disponibles pour être dépensés	440
Revenus	440

Agence du revenu du Canada**Responsabilité essentielle 1 : Impôt**

S'assurer que le système fiscal d'autocotisation volontaire du Canada est maintenu en fournissant aux contribuables le soutien et les renseignements nécessaires pour comprendre et pour respecter leurs obligations fiscales, et prendre des mesures d'observation et d'exécution au besoin pour maintenir l'intégrité du système, en offrant des moyens de recours lorsque les contribuables pourraient être en désaccord avec une cotisation ou une décision.

Responsabilité essentielle 2 : Prestations

S'assurer que les Canadiens obtiennent le soutien et les renseignements dont ils ont besoin pour obtenir l'appui et les renseignements nécessaires pour savoir quelles sont les prestations auxquels ils pourraient avoir droit, pour qu'ils reçoivent leurs paiements de prestations en temps opportun, et qu'ils aient des moyens de recours lorsqu'ils sont en désaccord avec une décision sur leur admissibilité aux prestations.

Responsabilité essentielle 3 : Ombudsman des contribuables

Les Canadiens ont accès à un examen crédible et indépendant des plaintes liées au service au sujet de l'Agence du revenu du Canada.

Responsabilité essentielle 4 : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence du revenu du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	119 069 543	3 217 340 057	–	–	3 336 409 600				
1a	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	–	25 641 123	–	25 641 123				
1b	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	–	11 171 323	–	11 171 323				
	Virement du :									
	crédit 10 (Affaires étrangères, Commerce et Développement).....	–	–	–	2 866 690	2 866 690				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	59 075 745	59 075 745				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	10 903 763	10 903 763				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	72 672 541	72 672 541				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	63 847 126	63 847 126				
	Virement au :									
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(86 983)	(86 983)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(67 521)	(67 521)				
	Total – Crédit 1	119 069 543	3 217 340 057	36 812 446	209 211 361	3 582 433 407	3 419 027 688	10 311 655	153 094 064	3 692 875 684
5	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	6 145 470	70 775 481	–	–	76 920 951				
5a	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	–	3 504 239	–	3 504 239				
5b	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	–	2 299 824	–	2 299 824				
	Virement du CT, crédit 40 ¹	–	–	–	2 239 110	2 239 110				
	Total – Crédit 5	6 145 470	70 775 481	5 804 063	2 239 110	84 964 124	58 683 080	–	26 281 044	73 594 724
(S)	Montants adjugés par une cour – Cour canadienne de l'impôt	–	–	–	5 436 202	5 436 202	5 436 202	–	–	1 184 329
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	8	8	8	–	–	844
(S)	Pertes sur opérations de change	–	–	–	6 859	6 859	6 859	–	–	7 916
(S)	Versements pour l'incitatif à agir pour le climat	–	–	–	663 758 550	663 758 550	663 758 550	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	421 667 996	5 549 367	25 927 241	453 144 604	453 144 604	–	–	440 013 189

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile.....	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 600
(S)	Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	–	159 856 226	–	22 248 774	182 105 000	182 105 000	–	–	166 387 494
(S)	Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	–	335 000 000	–	3 745 215	338 745 215	338 745 215	–	–	333 553 349
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	119 852	119 852	119 852	–	–	62 735
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	2 481
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	125 215 013	4 204 725 760	48 165 876	932 693 172	5 310 799 821	5 121 113 058	10 311 655	179 375 108	4 707 767 345

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence du revenu du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>				
Budget de fonctionnement	3 461 873 342	3 315 872 616	–	146 000 726
Campagne de publicité et visibilité de l'Incitatif à agir pour le climat	2 500 000	2 425 073	74 927	–
Enveloppe de l'aide internationale	2 443 877	1 317 775	–	1 126 102
Initiatives publicitaires	6 962 132	6 962 132	–	–
Fiducies non-résidentes et biens d'un fonds de placement non-résident	16 850 058	14 445 320	–	2 404 738
Locaux et services de biens immobiliers.....	293 109 929	292 346 201	763 728	–
Paiements au Québec pour l'administration de la TPS	145 356 330	141 793 832	–	3 562 498
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	2 000 000	–	2 000 000	–
Réduction.....	7 473 000	–	7 473 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(356 135 261)	(356 135 261)	–	–
	3 582 433 407	3 419 027 688	10 311 655	153 094 064
Crédit 5 – Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>				
Budget en capital	84 541 311	58 260 267	–	26 281 044
Enveloppe de l'aide internationale.....	422 813	422 813	–	–
	84 964 124	58 683 080	–	26 281 044
Montants législatifs	1 643 402 290	1 643 402 290	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	5 310 799 821	5 121 113 058	10 311 655	179 375 108

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire												Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice		
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice		
Agence du revenu du Canada														
Impôt	3 281 657 333	3 241 200 939	9 999 900	7 067 652	–	–	288 766 114	288 766 114	3 002 891 119	2 959 502 477	–	–		
Prestations	134 846 943	125 712 070	938 000	873 179	1 002 503 765	1 002 503 765	709 953	709 953	1 137 578 755	1 128 379 061	–	–		
Ombudsman des contribuables	3 149 766	3 097 900	–	–	–	–	–	–	3 149 766	3 097 900	–	–		
Services internes	1 159 813 151	1 046 050 565	74 026 224	50 742 249	–	–	66 659 194	66 659 194	1 167 180 181	1 030 133 620	–	–		
Total partiel	4 579 467 193	4 416 061 474	84 964 124	58 683 080	1 002 503 765	1 002 503 765	356 135 261	356 135 261	5 310 799 821	5 121 113 058	–	–		
Revenus affectés aux dépenses	(356 135 261)	(356 135 261)	–	–	–	–	(356 135 261)	(356 135 261)	–	–	–	–		
Total du portefeuille ministériel	4 223 331 932	4 059 926 213	84 964 124	58 683 080	1 002 503 765	1 002 503 765	–	–	5 310 799 821	5 121 113 058	–	–		

Paievements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisations des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence du revenu du Canada									
Autres paievements de transfert									
(S) Versements pour l'Incitatif à agir pour le climat	–	–	–	663 758 550	663 758 550	663 758 550	–	–	–
(S) Versements d'allocations spéciales pour enfants	–	335 000 000	–	3 745 215	338 745 215	338 745 215	–	–	333 553 349
Total du portefeuille ministériel.....	–	335 000 000	–	667 503 765	1 002 503 765	1 002 503 765	–	–	333 553 349

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Agence du revenu du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Impôt	288 766 114	288 766 114	295 025 098
Prestations	709 953	709 953	721 065
Services internes	66 659 194	66 659 194	59 266 056
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	356 135 261	356 135 261	355 012 219

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Agence du revenu du Canada		
Revenus fiscaux		
Impôt sur le revenu		
Particuliers.....	138 569 520 931	128 807 201 572
Sociétés	48 370 671 491	45 958 548 140
Non-résidents.....	9 369 558 264	7 845 250 585
	196 309 750 686	182 611 000 297
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)	18 436 055 841	18 507 233 835
Décret de remise de la taxe gouvernementale	(2 438 793 910)	(2 333 662 209)
Crédit aux particuliers.....	(4 677 124 926)	(4 578 583 824)
	11 320 137 005	11 594 987 802
Taxe d'accise – Carburant moteur – Essence	4 445 712 408	4 433 565 468
Taxe d'accise – Essence d'aviation et combustible diesel		
Essence d'aviation et carboréacteur	126 568 396	93 064 184
Combustible diesel	1 192 665 307	1 144 481 136
	1 319 233 703	1 237 545 320
Droits d'accise		
Spiritueux	771 604 420	793 443 916
Bière	579 566 016	557 500 303
Spiritueux rafraîchissants.....	47 450 610	34 174 352
Vin.....	296 814 591	315 287 599
Cigarettes.....	1 939 873 415	1 686 742 225
Cigares.....	5 090 832	4 416 561
Tabac manufacturé	68 858 118	112 641 259
Tabac naturel canadien en feuilles		
Produits du cannabis	18 360 732	–
	3 727 618 734	3 504 206 215
Droits d'exportation de produits de bois d'œuvre	100	–
Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	871 521 911	822 568 968
Autres taxes et droits d'accise – Taxes à la fabrication		
Climatiseurs pour automobiles.....	185 568 726	193 121 347
Primes d'assurance.....	48 200	916 998
Écoprélèvement	9 499 553	10 505 467
	195 116 479	204 543 812
Total des revenus fiscaux.....	218 189 091 026	204 408 417 882

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Autres revenus			Intérêts payés sur les remboursements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Impôt sur le revenu des particuliers	(161 978 055)	(116 428 632)
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	15 495 549	7 798 387	Impôt sur le revenu des sociétés	(655 847 442)	(358 154 907)
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	410 418	792 943	Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), droits de douane à l'importation et taxe d'accise	(83 220 870)	(43 107 043)
	<u>15 905 967</u>	<u>8 591 330</u>		<u>(901 046 367)</u>	<u>(517 690 582)</u>
Ventes de biens et de services			Dons à l'État	511 413	6 515
Droits et privilèges	378 400	360 000	Autres revenus divers		
Services de nature réglementaire			Gain net de change	(35 199)	3 931
Frais de perception d'assurance-emploi et du <i>Régime de pensions du Canada</i>	356 135 261	355 012 219	Amendes imposées par le tribunal	7 664 338	6 541 367
Frais d'entente anticipée en matière de prix	1 085 074	1 124 309	Recouvrement d'avantages sociaux des employés	56 796 435	56 579 225
Divers	471 982	30 146	Autres	1 984 387	2 454 588
	<u>357 692 317</u>	<u>356 166 674</u>		<u>66 409 961</u>	<u>65 579 111</u>
Services de nature non réglementaire				<u>5 239 557 029</u>	<u>3 850 311 489</u>
Frais administratifs des programmes provinciaux	128 579 263	117 462 685	Total des autres revenus	5 808 183 223	4 394 965 726
Autres ministères du gouvernement – Recouvrements de coûts	48 507 926	44 501 575	Total du portefeuille ministériel	223 997 274 249	208 803 383 608
Divers	583 019	709 986			
	<u>177 670 208</u>	<u>162 674 246</u>			
Ventes de biens et de produits d'information					
Vente d'articles non réclamés, sceaux, etc.	39 120	39 120			
Autres frais et droits					
Frais d'administration pour titres non payés	180	365			
Revenus reportés	(550 155)	(23 776)			
Régime d'avantages sociaux des employés – Recouvrements de coûts non disponibles pour être dépensés	17 357 512	16 770 817			
Divers	12 793	12 726			
	<u>16 820 330</u>	<u>16 760 132</u>			
	<u>552 600 375</u>	<u>536 000 172</u>			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	119 852	62 735			
Revenus divers					
Intérêts et pénalités					
Impôt sur le revenu des particuliers	3 289 719 931	2 322 065 510			
Impôt sur le revenu des sociétés	1 957 106 190	1 296 393 836			
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), taxe d'accise, droits de douane et autres droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	826 855 901	683 957 099			
	<u>6 073 682 022</u>	<u>4 302 416 445</u>			

Section 24

Comptes publics du Canada 2018-2019

Santé

Ministère de la Santé

Agence canadienne d'inspection des aliments

Instituts de recherche en santé du Canada

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Agence de la santé publique du Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	444
Sommaire du portefeuille ministériel.....	446
Détail budgétaire par affectation.....	450
Responsabilités essentielles.....	452
Paiements de transfert.....	454
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	458
Revenus.....	458

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Santé**Responsabilité essentielle 1 : Systèmes de soins de santé**

Santé Canada joue un rôle de chef de file à l'échelle nationale afin de favoriser des systèmes de soins de santé qui assurent aux Canadiens l'accès à des soins de santé adéquats et efficaces.

Responsabilité essentielle 2 : Protection et promotion de la santé

Santé Canada collabore avec ses partenaires nationaux et internationaux à l'évaluation, à la gestion et à la communication des risques et des avantages pour la santé et la sécurité associés aux produits de santé et de communication, aux aliments, aux produits chimiques, aux pesticides, aux facteurs environnementaux, au tabac et aux substances contrôlées.

Responsabilité essentielle 3 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne d'inspection des aliments**Responsabilité essentielle 1 : Salubrité des aliments et végétaux et animaux sains**

Protéger les Canadiens en préservant le système alimentaire canadien et les ressources animales et végétales sur lesquels nous nous fions et en soutenant l'économie canadienne par le commerce de biens canadiens.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Instituts de recherche en santé du Canada**Responsabilité essentielle 1 : Financement de la recherche et de la formation en santé**

Les Instituts de recherche en santé du Canada sont l'organisme chargé d'investir dans la recherche en santé. En finançant l'excellence en recherche, les Instituts de recherche en santé du Canada appuient la création de nouvelles connaissances et leur application en vue d'améliorer la santé des Canadiens, d'offrir de meilleurs produits et services de santé,

et de renforcer le système de santé au Canada. Pour ce faire, ils fournissent des subventions qui financent la recherche en santé ainsi que la formation et le soutien professionnel de la génération actuelle de chercheurs et de la suivante.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Responsabilité essentielle 1 : Réglementer les prix des médicaments brevetés

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés réglemente les prix des médicaments brevetés en établissant les prix plafonds non excessifs et en prenant des mesures d'application de la loi devant le Conseil en cas de non-conformité.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence de la santé publique du Canada

Responsabilité essentielle 1 : Promotion de la santé et prévention de maladies chroniques

Promouvoir la santé et le bien-être des Canadiens et des Canadiennes de tous âges en appuyant les projets communautaires qui s'attaquent aux causes profondes des inégalités en matière de santé ainsi qu'aux facteurs de risque ou de protection qui sont essentiels à la prévention des maladies chroniques, et effectuer de la recherche et de la surveillance en santé publique.

Responsabilité essentielle 2 : Prévention et contrôle des maladies infectieuses

Protéger les Canadiens et les Canadiennes contre les maladies infectieuses (p. ex. le virus de l'immunodéficience humaine [VIH], l'E. coli et la rougeole) en prévoyant, en détectant, en évaluant et en traitant les éclosions et les nouvelles menaces; contribuer à la prévention, au contrôle et à la réduction de la propagation des maladies infectieuses chez les Canadiens et les Canadiennes.

Responsabilité essentielle 3 : Sécurité sanitaire

Se préparer aux événements de santé publique et aux urgences (p. ex. les inondations, les feux de forêt et les épidémies telles que le virus Zika et l'Ebola) et les traiter; aborder les risques pour la santé et la sécurité associés à l'utilisation d'agents pathogènes et de toxines; aborder les risques en santé publique associés aux voyages.

Responsabilité essentielle 4 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Santé										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	749 018 765	–	–	749 018 765				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	7 196 232	–	7 196 232				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence canadienne d'inspection des aliments).....	–	–	–	686 590	686 590				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	3 307 981	3 307 981				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	41 433 463	41 433 463				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	9 174 601	9 174 601				
	Virement au :									
	crédit 1 (Services aux Autochtones Canada).....	–	–	–	(529 978)	(529 978)				
	crédit 10 (Services aux Autochtones Canada).....	–	–	–	(113 000)	(113 000)				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	(665 000)	(665 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	749 018 765	7 196 232	53 294 657	809 509 654	773 082 083	36 427 571	–	1 573 216 945
5	Dépenses en capital.....	–	26 097 447	–	–	26 097 447				
	Virement du :									
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	2 846 758	2 846 758				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	200 000	200 000				
	Total – Crédit 5.....	–	26 097 447	–	3 046 758	29 144 205	26 802 917	2 341 288	–	31 395 566
10	Subventions et contributions.....	–	1 243 455 426	–	–	1 243 455 426				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	7 349 730	–	7 349 730				
	Virement du CT, crédit 40 ¹	–	–	–	159 664 019	159 664 019				
	Virement au :									
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada).....	–	–	–	(325 000)	(325 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie).....	–	–	–	(800 000)	(800 000)				
	crédit 10 (Services aux Autochtones Canada).....	–	–	–	(13 736 847)	(13 736 847)				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	(300 000)	(300 000)				
	Total – Crédit 10.....	–	1 243 455 426	7 349 730	144 502 172	1 395 307 328	1 378 408 712	16 898 616	–	1 669 373 765
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	101 394 513	769 222	(3 547 214)	98 616 521	98 616 521	–	–	108 646 504
(S)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile.....	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	85 510
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	253 864	–	–	256 710	510 574	479 719	–	30 855	43 096
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	2 793	2 793	2 793	–	–	171 575
(S)	Inforoute Santé du Canada Inc.	–	–	–	14 260 425	14 260 425	14 260 425	–	–	25 847 647
(S)	Honoraires – Agence de recouvrement.....	–	–	–	2 892	2 892	2 892	–	–	748
(S)	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la Loi sur le ministère de la Santé.....	–	51 462 891	–	5 991 608	57 454 499	57 454 499	–	–	52 271 356

(S)	Paiement à la province de l'Ontario conformément à l'article 103 de la <i>Loi sur les brevets</i>	-	-	20 000 000	-	20 000 000	20 000 000	-	-	30 000 000
(S)	Paiement en vertu de l'article 24(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	-	-	-	552 691	552 691	552 691	-	-	-
	Total du ministère – Budgétaire	253 864	2 171 515 042	35 315 184	218 363 492	2 425 447 582	2 369 749 252	55 667 475	30 855	3 491 052 712
	Agence canadienne d'inspection des aliments									
1	Dépenses de fonctionnement et contributions	-	535 823 238	-	-	535 823 238				
1a	Dépenses de fonctionnement et contributions	-	-	1 177 180	-	1 177 180				
1b	Dépenses de fonctionnement et contributions	-	-	71 265	-	71 265				
	Virement du :									
	crédit 1 (Affaires étrangères, Commerce et Développement)	-	-	-	342 114	342 114				
	crédit 5	-	-	-	2 000 000	2 000 000				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	24 799 363	24 799 363				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	23 597 561	23 597 561				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	5 823 601	5 823 601				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	17 737 814	17 737 814				
	Virement au :									
	crédit 1 (Santé)	-	-	-	(686 590)	(686 590)				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	-	-	-	(6 557)	(6 557)				
	Total – Crédit 1	-	535 823 238	1 248 445	73 607 306	610 678 989	596 495 919	14 183 070	-	594 596 763
5	Dépenses en capital	-	25 608 189	-	-	25 608 189				
5a	Dépenses en capital	-	-	7 591 275	-	7 591 275				
5b	Dépenses en capital	-	-	1 581 558	-	1 581 558				
	Virement du :									
	crédit 5 (Défense nationale)	-	-	-	600 000	600 000				
	CT, crédit 35 ¹	-	-	-	9 703 420	9 703 420				
	Virement au crédit 1	-	-	-	(2 000 000)	(2 000 000)				
	Total – Crédit 5	-	25 608 189	9 172 833	8 303 420	43 084 442	35 491 934	7 592 508	-	43 874 129
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	72 032 099	680 371	5 311 288	78 023 758	78 023 758	-	-	68 329 901
(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 30 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	44 412 873	53 161 000	-	(2 398 309)	95 175 564	77 664 983	-	17 510 581	25 417 775
(S)	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C. (1997) ch. 6)	-	12 500 000	-	(8 327 461)	4 172 539	4 172 539	-	-	6 372 561
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	245 593	-	-	499 677	745 270	426 856	-	318 414	299 739
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	-	-	-	31 285	31 285	31 285	-	-	126 640
(S)	Honoraires – Agence de recouvrement	-	-	-	17	17	17	-	-	76
	Total de l'organisme – Budgétaire	44 658 466	699 124 526	11 101 649	77 027 223	831 911 864	792 307 291	21 775 578	17 828 995	739 017 584

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Instituts de recherche en santé du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	52 908 782	–	–	52 908 782				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 436 731	1 436 731				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	313 710	313 710				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	3 240 262	3 240 262				
	Virement au crédit 1 (Centre de recherches pour le développement international).....	–	–	–	(19 231)	(19 231)				
	Total – Crédit 1.....	–	52 908 782	–	4 971 472	57 880 254	57 010 795	869 459	–	55 987 769
5	Subventions.....	–	1 043 857 390	–	–	1 043 857 390				
5a	Subventions.....	–	–	1	–	1				
5b	Subventions.....	–	–	1	–	1				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence spatiale canadienne).....	–	–	–	210 000	210 000				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	500 000	500 000				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie).....	–	–	–	367 326	367 326				
	crédit 10 (Santé).....	–	–	–	325 000	325 000				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	50 639 244	50 639 244				
	Virement au :									
	crédit 1 (Centre de recherches pour le développement international).....	–	–	–	(480 769)	(480 769)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines).....	–	–	–	(375 685)	(375 685)				
	Total – Crédit 5.....	–	1 043 857 390	2	51 185 116	1 095 042 508	1 087 884 193	7 158 315	–	1 035 405 341
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	5 667 090	–	365 049	6 032 139	6 032 139	–	–	5 768 075
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	7 298	–	–	–	7 298	–	7 298	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	7 298	1 102 433 262	2	56 521 637	1 158 962 199	1 150 927 127	8 035 072	–	1 097 161 185
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés										
1	Dépenses du programme.....	–	13 689 951	–	–	13 689 951				
1a	Dépenses du programme.....	–	–	99 196	–	99 196				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	82 972	82 972				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	349 967	349 967				
	Total – Crédit 1.....	–	13 689 951	99 196	432 939	14 222 086	9 375 135	4 846 951	–	8 892 357
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	1 181 921	–	(260 355)	921 566	921 566	–	–	846 365
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	–	–	–	1 634	1 634	1 634	–	–	472
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	14 871 872	99 196	174 218	15 145 286	10 298 335	4 846 951	–	9 739 194

Agence de la santé publique du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	328 988 943	–	–	328 988 943				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	2 436 284	–	2 436 284				
	Virement du :									
	crédit 1 (Affaires étrangères, Commerce et Développement)	–	–	–	141 810	141 810				
	crédit 1 (Services partagés Canada).....	–	–	–	2 421	2 421				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 075 693	1 075 693				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	15 976 353	15 976 353				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	3 856 933	3 856 933				
	Virement au :									
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada).....	–	–	–	(22 749)	(22 749)				
	crédit 5 (Patrimoine canadien).....	–	–	–	(105 000)	(105 000)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada).....	–	–	–	(500 000)	(500 000)				
	crédit 5.....	–	–	–	(3 435 000)	(3 435 000)				
	crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien).....	–	–	–	(800 000)	(800 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	328 988 943	2 436 284	16 190 461	347 615 688	336 532 129	11 083 559	–	340 095 980
5	Dépenses en capital.....	–	5 862 750	–	–	5 862 750				
	Virement du :									
	crédit 1.....	–	–	–	3 435 000	3 435 000				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	328 089	328 089				
	Total – Crédit 5.....	–	5 862 750	–	3 763 089	9 625 839	8 221 372	1 404 467	–	10 012 204
10	Subventions et contributions.....	–	211 843 231	–	–	211 843 231				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	4 616 198	–	4 616 198				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	1	–	1				
	Virement du :									
	crédit 1 (Santé).....	–	–	–	665 000	665 000				
	crédit 10 (Santé).....	–	–	–	300 000	300 000				
	crédit 10 (Services aux Autochtones Canada).....	–	–	–	100 000	100 000				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	84 639 150	84 639 150				
	Total – Crédit 10.....	–	211 843 231	4 616 199	85 704 150	302 163 580	292 400 866	9 762 714	–	217 109 560
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	29 071 697	137 186	(1 951 463)	27 257 420	27 257 420	–	–	27 566 659
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	42 987	–	–	81 882	124 869	73 310	–	51 559	53 678
(S)	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la <i>Loi sur le ministère de la Santé</i>	–	13 412 742	–	(2 545 848)	10 866 894	10 866 894	–	–	12 264 473
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	42 987	589 179 363	7 189 669	101 242 271	697 654 290	675 351 991	22 250 740	51 559	607 102 554
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	44 962 615	4 577 124 065	53 705 700	453 328 841	5 129 121 221	4 998 633 996	112 575 816	17 911 409	5 944 073 229

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Santé				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	949 366 162	903 554 602	45 811 560	–
Initiatives de publicité	4 500 000	4 500 000	–	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	3 746 594	3 746 594	–	–
Affectations bloquées				
Report	5 169 460	–	5 169 460	–
Transfert/réaffectation	1 100 702	–	1 100 702	–
Réduction	1 740 000	–	1 740 000	–
Autre	1 165 565	–	1 165 565	–
Revenus affectés aux dépenses	(157 278 829)	(138 719 113)	(18 559 716)	–
	809 509 654	773 082 083	36 427 571	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	29 063 507	26 741 020	2 322 487	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	80 698	61 897	18 801	–
	29 144 205	26 802 917	2 341 288	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	1 352 207 328	1 335 436 773	16 770 555	–
Stratégie canadienne de lutte contre le cancer	43 100 000	42 971 939	128 061	–
	1 395 307 328	1 378 408 712	16 898 616	–
Montants législatifs	191 486 395	191 455 540	–	30 855
	2 425 447 582	2 369 749 252	55 667 475	30 855
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions				
Budget de fonctionnement	607 178 690	595 814 683	11 364 007	–
Subventions et contributions	1 469 000	578 768	890 232	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	145 165	102 468	42 697	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	645 134	–	645 134	–
Réduction	1 241 000	–	1 241 000	–
	610 678 989	596 495 919	14 183 070	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	42 179 412	35 491 934	6 687 478	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	905 030	–	905 030	–
	43 084 442	35 491 934	7 592 508	–
Montants législatifs	178 148 433	160 319 438	–	17 828 995
	831 911 864	792 307 291	21 775 578	17 828 995
Instituts de recherche en santé du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	57 214 320	57 010 795	203 525	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	665 934	–	665 934	–
	57 880 254	57 010 795	869 459	–

Crédit 5 – Subventions				
Subventions.....	1 092 071 271	1 087 884 193	4 187 078	–
Affectations bloquées				
Report.....	2 971 237	–	2 971 237	–
	<i>1 095 042 508</i>	<i>1 087 884 193</i>	<i>7 158 315</i>	–
Montants législatifs.....	6 039 437	6 032 139	7 298	–
	1 158 962 199	1 150 927 127	8 035 072	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	10 793 605	9 016 157	1 777 448	–
Audiences d'intérêt public.....	3 416 101	358 978	3 057 123	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	3 380	–	3 380	–
Réduction.....	9 000	–	9 000	–
	<i>14 222 086</i>	<i>9 375 135</i>	<i>4 846 951</i>	–
Montants législatifs.....	923 200	923 200	–	–
	15 145 286	10 298 335	4 846 951	–
Agence de la santé publique du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	339 318 497	331 499 472	7 819 025	–
Écllosion de la maladie à virus Ebola.....	2 939 727	2 673 755	265 972	–
Initiatives publicitaires.....	2 000 000	2 000 000	–	–
Présidence canadienne du G7 en 2018.....	1 365 241	1 046 532	318 709	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 450 837	–	1 450 837	–
Transfert/réaffectation.....	346 564	–	346 564	–
Réduction.....	764 000	–	764 000	–
Autre.....	118 452	–	118 452	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(687 630)	(687 630)	–	–
	<i>347 615 688</i>	<i>336 532 129</i>	<i>11 083 559</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	9 576 825	8 188 444	1 388 381	–
Écllosion de la maladie à virus Ebola.....	49 014	32 928	16 086	–
	<i>9 625 839</i>	<i>8 221 372</i>	<i>1 404 467</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	302 163 580	292 400 866	9 762 714	–
Montants législatifs.....	38 249 183	38 197 624	–	51 559
	697 654 290	675 351 991	22 250 740	51 559
Total du portefeuille ministériel.....	5 129 121 221	4 998 633 996	112 575 816	17 911 409

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgetaire													
	Fonctionnement				Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Santé														
Systèmes de soins de santé.....	29 952 632	27 452 248	–	–	1 279 297 366	1 262 398 997	–	–	1 309 249 998	1 289 851 245	–	–	–	–
Protection et promotion de la santé	724 497 941	685 621 477	12 815 427	12 815 427	150 270 387	150 270 140	140 425 050	121 865 334	747 158 705	726 841 710	–	–	–	–
Services internes	369 563 880	355 922 586	16 328 778	13 987 490	–	–	16 853 779	16 853 779	369 038 879	353 056 297	–	–	–	–
Total partiel.....	1 124 014 453	1 068 996 311	29 144 205	26 802 917	1 429 567 753	1 412 669 137	157 278 829	138 719 113	2 425 447 582	2 369 749 252	–	–	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(157 278 829)	(138 719 113)	–	–	–	–	(157 278 829)	(138 719 113)	–	–	–	–	–	–
Total du ministère.....	966 735 624	930 277 198	29 144 205	26 802 917	1 429 567 753	1 412 669 137	–	–	2 425 447 582	2 369 749 252	–	–	–	–
Agence canadienne d'inspection des aliments														
Salubrité des aliments et végétaux et animaux sains	628 354 444	610 070 225	34 578 683	30 964 400	5 641 539	4 751 307	–	–	668 574 666	645 785 932	–	–	–	–
Services internes	154 831 439	141 993 825	8 505 759	4 527 534	–	–	–	–	163 337 198	146 521 359	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	783 185 883	752 064 050	43 084 442	35 491 934	5 641 539	4 751 307	–	–	831 911 864	792 307 291	–	–	–	–
Instituts de recherche en santé du Canada														
Financement de la recherche et de la formation en santé	32 167 435	29 709 731	–	–	1 095 042 508	1 087 884 193	–	–	1 127 209 943	1 117 593 924	–	–	–	–
Services internes	31 752 256	33 333 203	–	–	–	–	–	–	31 752 256	33 333 203	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	63 919 691	63 042 934	–	–	1 095 042 508	1 087 884 193	–	–	1 158 962 199	1 150 927 127	–	–	–	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés														
Réglementer les prix des médicaments brevetés	11 315 126	7 343 076	–	–	–	–	–	–	11 315 126	7 343 076	–	–	–	–
Services internes	3 830 160	2 955 259	–	–	–	–	–	–	3 830 160	2 955 259	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	15 145 286	10 298 335	–	–	–	–	–	–	15 145 286	10 298 335	–	–	–	–
Agence de la santé publique du Canada														
Promotion de la santé et prévention de maladies chroniques	70 431 999	67 851 035	87 000	67 677	258 176 733	250 472 451	–	–	328 695 732	318 391 163	–	–	–	–
Prévention et contrôle des maladies infectieuses	153 527 551	150 920 188	9 005 839	7 864 539	42 932 127	40 873 695	–	–	205 465 517	199 658 422	–	–	–	–

Sécurité sanitaire	57 616 546	54 920 988	533 000	289 156	1 054 720	1 054 720	687 630	687 630	58 516 636	55 577 234	-	-
Services internes	104 976 405	101 725 172	-	-	-	-	-	-	104 976 405	101 725 172	-	-
Total partiel.....	386 552 501	375 417 383	9 625 839	8 221 372	302 163 580	292 400 866	687 630	687 630	697 654 290	675 351 991	-	-
Revenus affectés aux dépenses.....	(687 630)	(687 630)	-	-	-	-	(687 630)	(687 630)	-	-	-	-
Total de l'organisme.....	385 864 871	374 729 753	9 625 839	8 221 372	302 163 580	292 400 866	-	-	697 654 290	675 351 991	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	2 214 851 355	2 130 412 270	81 854 486	70 516 223	2 832 415 380	2 797 705 503	-	-	5 129 121 221	4 998 633 996	-	-

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Santé									
Subventions									
Fonds d'investissement en santé pour les territoires	–	27 000 000	–	–	27 000 000	27 000 000	–	–	27 000 000 ¹
Subventions pour appuyer la sensibilisation et l'éducation du public sur le cannabis.....	–	–	–	100 000	100 000	–	100 000	–	–
(S) Subvention au profit de Inforoute Santé du Canada Inc. dans le but d'accélérer le développement des télé dossiers de santé et l'élaboration de normes communes de télématique dans l'ensemble du Canada, ainsi que de perfectionner les applications de télésanté.....	–	–	–	14 260 425	14 260 425	14 260 425	–	–	25 847 647
(S) Paiement à la province de l'Ontario conformément à l'article 103 de la <i>Loi sur les brevets</i>	–	–	20 000 000	–	20 000 000	20 000 000	–	–	30 000 000
Total – Subventions.....	–	27 000 000	20 000 000	14 360 425	61 360 425	61 260 425	100 000	–	82 847 647¹
Contributions									
Contribution à l'Institut canadien d'information sur la santé.....	–	83 808 979	–	140 000	83 948 979	83 948 979	–	–	81 748 979
Contribution à Inforoute Santé du Canada	–	50 000 000	–	–	50 000 000	49 844 676	155 324	–	47 000 000
Contribution au Partenariat canadien contre le cancer.....	–	43 100 000	–	–	43 100 000	42 971 939	128 061	–	39 854 241
Programme de contribution pour les langues officielles en santé.....	–	33 800 000	–	2 300 000	36 100 000	36 100 000	–	–	33 800 001
Programme sur l'usage et les dépendances aux substances.....	–	28 050 014	7 349 730	1 974 926	37 374 670	26 938 461	10 436 209	–	12 969 040
Programme de contributions pour les politiques en matière de soins de santé.....	–	27 118 000	–	(12 430 385)	14 687 615	9 489 511	5 198 104	–	8 737 838
Programme du fonds canadien de recherche sur le cerveau.....	–	23 500 000	–	–	23 500 000	23 500 000	–	–	20 000 000
Contribution à l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé.....	–	20 058 769	–	–	20 058 769	20 058 769	–	–	18 058 769
Contribution à la Fondation canadienne pour l'amélioration des services de santé	–	17 000 000	–	–	17 000 000	17 000 000	–	–	17 000 000
Programme de contribution de la Commission de la santé mentale du Canada	–	14 250 000	–	–	14 250 000	14 250 000	–	–	14 250 000
Programme de contributions aux survivants de la thalidomide	–	8 489 664	–	1 010 744	9 500 408	9 500 408	–	–	9 967 690
Contribution à l'Institut canadien sur la sécurité des patients	–	7 600 000	–	–	7 600 000	7 600 000	–	–	7 600 000
Société canadienne du sang : programme de recherche et de développement sur le sang	–	5 000 000	–	1 250 000	6 250 000	6 250 000	–	–	6 250 000
Contribution destinée à renforcer le système de don et de transplantation de tissus et d'organes au Canada	–	3 580 000	–	986 500	4 566 500	4 566 500	–	–	3 580 000
Programme de contribution au renforcement des capacités d'adaptation en matière de santé et changements climatiques.....	–	1 000 000	–	(829 615)	170 385	170 385	–	–	–
Programme de contribution à la sensibilisation au radon	–	100 000	–	–	100 000	99 753	247	–	–

Paiement de transfert aux provinces et aux territoires aux fins de financement d'urgence pour le traitement.....	-	-	-	150 000 002	150 000 002	150 000 002	-	-	-
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	1 321 557 207
Total – Contributions.....	-	366 455 426	7 349 730	144 402 172	518 207 328	502 289 383	15 917 945	-	1 642 373 765¹
Autres paiements de transfert									
Initiative d'amélioration des soins à domicile et communautaires et des services de santé mentale et de lutte contre la toxicomanie du Canada.....	-	850 000 000	-	-	850 000 000	849 119 329	880 671	-	-
Total – Autres paiements de transfert	-	850 000 000	-	-	850 000 000	849 119 329	880 671	-	-
Total du ministère	-	1 243 455 426	27 349 730	158 762 597	1 429 567 753	1 412 669 137	16 898 616	-	1 725 221 412
Agence canadienne d'inspection des aliments									
Subventions									
Subventions au programme Solutions innovatrices Canada	-	650 000	-	-	650 000	-	650 000	-	-
Contributions à l'appui du Programme d'aide fédéral.....	-	819 000	-	-	819 000	578 768	240 232	-	804 035
(S) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	-	12 500 000	-	(8 327 461)	4 172 539	4 172 539	-	-	6 372 561
Total – Contributions.....	-	13 319 000	-	(8 327 461)	4 991 539	4 751 307	240 232	-	7 176 596
Total de l'organisme.....	-	13 969 000	-	(8 327 461)	5 641 539	4 751 307	890 232	-	7 176 596
Instituts de recherche en santé du Canada									
Subventions									
Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel	-	911 704 291	2	50 213 623	961 917 916	958 291 539	3 626 377	-	911 875 155
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada.....	-	43 803 273	-	-	43 803 273	43 803 273	-	-	34 646 332
Réseaux de centres d'excellence	-	21 740 400	-	1 737 000	23 477 400	23 477 000	400	-	21 740 000
Bourses d'études supérieures du Canada.....	-	21 250 000	-	-	21 250 000	21 205 669	44 331	-	21 150 359
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	-	13 194 408	-	-	13 194 408	13 194 408	-	-	12 328 500
Subventions d'appui aux instituts.....	-	13 000 000	-	604 167	13 604 167	13 604 167	-	-	13 000 000
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	-	8 350 000	-	-	8 350 000	8 334 030	15 970	-	8 264 193
Chaires de recherche Canada 150.....	-	4 678 018	-	-	4 678 018	1 206 781	3 471 237	-	818 219
Chaires d'excellence en recherche du Canada.....	-	4 200 000	-	-	4 200 000	4 200 000	-	-	7 933 333
Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises	-	1 737 000	-	(1 737 000)	-	-	-	-	3 344 250
Chaires de recherche industrielle dans les collèges	-	200 000	-	(200 000)	-	-	-	-	280 000
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	-	-	-	567 326	567 326	567 326	-	-	25 000
Total de l'organisme.....	-	1 043 857 390	2	51 185 116	1 095 042 508	1 087 884 193	7 158 315	-	1 035 405 341
Agence de la santé publique du Canada									
Subventions									
Subventions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de renforcement des capacités communautaires, de stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle...	-	22 494 000	-	(400 000)	22 094 000	3 323 250	18 770 750	-	2 001 628

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes en matière de santé	–	1 280 000	1	1 465 000	2 745 001	2 196 707	548 294	–	1 505 777
Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	–	790 000	–	–	790 000	199 806	590 194	–	200 157
Subventions à des étudiants diplômés, à des étudiants au niveau postdoctoral et à des établissements d'enseignement postsecondaire pour augmenter les compétences et capacités professionnelles afin de renforcer le domaine de la santé publique	–	420 000	–	–	420 000	–	420 000	–	–
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	300 000	–	–	300 000	–	300 000	–	–
Subvention à l'appui du Projet pilote d'aînés en santé au Nouveau-Brunswick	–	–	–	75 000 000	75 000 000	75 000 000	–	–	–
Total – Subventions	–	25 284 000	1	76 065 000	101 349 001	80 719 763	20 629 238	–	3 707 562
Contributions									
Contributions à des organismes à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada	–	82 088 000	–	–	82 088 000	81 109 715	978 285	–	81 821 038
Contributions à des personnes et à des organisations pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances et de l'établissement de partenariats et de collaborations intersectorielle	–	50 793 242	200 000	9 639 150	60 632 392	70 746 507	(10 114 115)	–	56 681 545
Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	–	32 134 000	4 416 198	–	36 550 198	35 107 539	1 442 659	–	44 118 458
Contributions pour appuyer l'Initiative fédérale sur le VIH/sida	–	15 631 758	–	–	15 631 758	23 131 839	(7 500 081)	–	29 069 527
Contributions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	–	2 759 231	–	–	2 759 231	–	2 759 231	–	–
Contributions à la Société canadienne du sang et/ou à d'autres organismes de transfusion et/ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables	–	2 190 000	–	–	2 190 000	1 585 503	604 497	–	1 711 430

Contributions à des organisations non gouvernementales, des sociétés, d'autres ordres de gouvernement, des établissements d'enseignement postsecondaires, et des personnes pour appuyer le développement et la création de produits et d'outils de perfectionnement de la main-d'œuvre en santé publique	-	963 000	-	-	963 000	-	963 000	-	-
Total – Contributions.....	-	186 559 231	4 616 198	9 639 150	200 814 579	211 681 103	(10 866 524)	-	213 401 998
Total de l'organisme.....	-	211 843 231	4 616 199	85 704 150	302 163 580	292 400 866	9 762 714	-	217 109 560
Total du portefeuille ministériel.....	-	2 513 125 047	31 965 931	287 324 402	2 832 415 380	2 797 705 503	34 709 877	-	2 984 912 909

(S) Paiement de transfert législatif.

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Santé			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Protection et promotion de la santé	140 425 050	121 865 334	–
Services internes	16 853 779	16 853 779	10 132 268
Prestations supplémentaires en santé à l'intention des membres des Premières Nations et des Inuits	–	–	75 774 773
Soins de santé primaires aux membres des Premières Nations et aux Inuits	–	–	2 631 435
Produits de santé	–	–	83 870 587
Pesticides	–	–	11 714 028
Radioprotection.....	–	–	5 359 851
Services de santé spécialisés	–	–	16 195 579
Total du ministère – Budgétaire.....	157 278 829	138 719 113	205 678 521
Agence de la santé publique du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Sécurité sanitaire	687 630	687 630	665 802
Total de l'organisme – Budgétaire	687 630	687 630	665 802
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	157 966 459	139 406 743	206 344 323

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Santé		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements des achats de biens et de services	3 516 485	5 009 489
Recouvrements des paiements de transfert	266 409	14 129 316
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères.....	13 255	–
Redressements des créateurs de l'exercice précédent.....	1 976 133	3 044 593
	5 772 282	22 183 398
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Revenus provenant de la vente de médicaments.....	25 002 260	27 498 829
Matériel médical	15 975 967	16 911 950
Réglementation de la lutte antiparasitaire – Entretien	8 101 782	7 182 902
Redevances.....	20 344	4 027
Revenus provenant de la vente de cannabis	3 659 500	–
	52 759 853	51 597 708
Location et utilisation de biens publics.....	1 350	62 843
Services de nature réglementaire		
Revenus provenant de la vente de médicaments.....	42 883 153	40 011 014
Matériel médical	5 520 509	5 300 273
Réglementation de la lutte antiparasitaire	4 776 798	4 630 684
Revenus provenant de la vente de cannabis	1 167 024	–
Divers	238 680	89 006
	54 586 164	50 030 977
Services de nature non réglementaire		
Services d'hospitalisation	–	2 429 822
Services de santé.....	–	78 958 642
Service de dosimétrie.....	6 083 346	5 938 253
Programme d'aide aux employés.....	19 859 182	16 182 113
Revenus provenant de la vente de médicaments.....	1 079 242	1 187 572
Services aux autres ministères	63 008 003	57 330 050
Divers	114 819	1 861 918
	90 144 592	163 888 370
Autres frais et droits		
Revenus provenant d'amendes	1 190 592	1 491 219
Services aux autres ministères	8 864 670	2 255 797
Divers	13 720 799	20 027 575
	23 776 061	23 774 591
	221 268 020	289 354 489

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	256 710	253 864	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Revenus divers			Autres revenus		
Gain net de change.....	4 380	–	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Intérêts sur débiteurs en souffrance.....	334 869	340 016	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	6 768	13 653
Location et utilisation de biens publics.....	15 840	19 680	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	32 158	–
Montants adjugés par une cour.....	–	46 867		38 926	13 653
Divers.....	350 200	280 864	Ventes de biens et de services		
	705 289	687 427	Autres frais et droits		
Total du ministère.....	228 002 301	312 479 178	Engagements de conformité volontaire.....	6 996 128	32 943 963
Agence canadienne d'inspection des aliments			Divers.....	60	15
Autres revenus				6 996 188	32 943 978
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	3 649 696	3 421 181	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	1 634	472
Ventes de biens et de services			Revenus divers		
Droits et privilèges.....	10 636	7 134	Montants adjugés par une cour.....	–	4 000
Location et utilisation de biens publics.....	12 616	27 985	Total de l'organisme.....	7 036 748	32 962 103
Services de nature réglementaire.....	54 539 457	54 376 021	Agence de la santé publique du Canada		
Autres frais et droits.....	37 005	1 671 495	Autres revenus		
	54 599 714	56 082 635	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	499 677	283 203	Recouvrements des achats de biens et de services.....	820 329	1 263 157
Revenus divers			Recouvrements des paiements de transfert.....	1 172 052	1 034 775
Produit de l'aliénation des biens immobiliers.....	1 050	–	Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés		
Divers.....	69 990	146 974	d'autres ministères.....	65 096	–
	71 040	146 974	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	745 775	560 655
Total de l'organisme.....	58 820 127	59 933 993		2 803 252	2 858 587
Instituts de recherche en santé du Canada			Ventes de biens et de services		
Autres revenus			Droits et privilèges		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Redevances.....	218 182	121 240
Recouvrements de subventions et bourses d'exercices			Location et utilisation de biens publics.....	5 665	7 059
antérieurs.....	3 236 410	4 419 903	Services de nature non réglementaire		
Recouvrements de dépenses de fonctionnement d'exercices			Autres services de nature non réglementaire.....	766 247	668 832
antérieurs.....	43 507	35 601	Services aux autres ministères.....	12 409 074	14 159 799
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	198 213	172 651		13 175 321	14 828 631
	3 478 130	4 628 155	Autres frais et droits.....	103 507	98 176
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	–	7 298		13 502 675	15 055 106
Revenus divers.....	609	759	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	81 882	55 988
Total de l'organisme.....	3 478 739	4 636 212			

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	2 611	(10 509)
Divers	15	–
	<u>2 626</u>	<u>(10 509)</u>
Total de l'organisme.....	16 390 435	17 959 172
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	15 742 286	33 104 974
Ventes de biens et de services	296 366 597	393 436 208
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	839 903	600 825
Revenus divers.....	779 564	828 651
Total du portefeuille ministériel.....	313 728 350	427 970 658

Section 25

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Sciences

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Conseil de recherches en sciences humaines

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	462
Sommaire du portefeuille ministériel.....	463
Détail budgétaire par affectation.....	465
Responsabilités essentielles	466
Palements de transfert.....	467
Revenus	468

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie**Responsabilité essentielle 1 : Financement de la recherche et de la formation en sciences naturelles et en génie**

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, favorise et appuie la recherche et la formation de chercheurs en sciences naturelles et en génie au moyen de subventions et de bourses afin de développer le talent, de stimuler les découvertes et d'appuyer l'innovation en vue de retombées économiques et sociales pour les Canadiens.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil de recherches en sciences humaines**Responsabilité essentielle 1 : Financement de la recherche et formation en sciences humaines**

Par l'entremise de subventions et de bourses d'études et de recherche, le Conseil de recherches en sciences humaines s'emploie à promouvoir et à appuyer la recherche et la formation en recherche dans le domaine des sciences humaines afin de cultiver le talent, de produire des connaissances et d'établir des liens en vue de retombées économiques, culturelles et sociales pour les Canadiens.

Responsabilité essentielle 2 : Soutien institutionnel aux coûts indirects de la recherche

Au nom du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et des Instituts de recherche en santé du Canada, et en son propre nom, le Conseil de recherches en sciences humaines fournit un soutien financier à des universités, à des collèges, à des hôpitaux et à des instituts de recherche affiliés afin de rembourser une partie des coûts indirects associés à la recherche financée.

Responsabilité essentielle 3 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie ²										
1	Virement du :									
	crédit 1 (Environnement).....	-	-	-	100 000	100 000				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	1 526 908	1 526 908				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	2 234 632	2 234 632				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	1 326 309	1 326 309				
	Reclassé d'Innovation, Sciences et Développement économique (crédit 1) aux fins de présentation.....	-	-	-	46 122 469	46 122 469				
	Total – Crédit 1.....	-	-	-	51 310 318	51 310 318	50 432 763	877 555	-	47 685 085
5a	Subventions.....	-	-	1	-	1				
5b	Subventions.....	-	-	1	-	1				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence spatiale canadienne).....	-	-	-	97 866	97 866				
	crédit 1 (Environnement).....	-	-	-	2 237 500	2 237 500				
	crédit 1 (Défense nationale).....	-	-	-	3 763 300	3 763 300				
	crédit 10 (Santé).....	-	-	-	800 000	800 000				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	73 041 135	73 041 135				
	Virement au :									
	crédit 1 (Défense nationale).....	-	-	-	(239 120)	(239 120)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada).....	-	-	-	(367 326)	(367 326)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines).....	-	-	-	(4 424 395)	(4 424 395)				
	Reclassé d'Innovation, Sciences et Développement économique (crédit 5) aux fins de présentation.....	-	-	-	1 202 907 659	1 202 907 659				
	Total – Crédit 5.....	-	-	2	1 277 816 619	1 277 816 621	1 273 974 634	3 841 987	-	1 165 593 171
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	-	-	5 567 563	5 567 563	5 567 563	-	-	5 440 147
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	-	-	-	504	504	504	-	-	-
(S)	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4.2 de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i>	-	-	-	174 441	174 441	174 441	-	-	423 485
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	-	-	2	1 334 869 445	1 334 869 447	1 330 149 905	4 719 542	-	1 219 141 888
Conseil de recherches en sciences humaines ³										
1	Virement du :									
	crédit 1 (Patrimoine canadien).....	-	-	-	60 000	60 000				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	1 043 474	1 043 474				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	1 238 413	1 238 413				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	1 046 298	1 046 298				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	4 219 308	4 219 308				

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Virement au crédit 1 (Centre de recherches pour le développement international)	-	-	-	(19 231)	(19 231)				
	Reclassé d'Innovation, Sciences et Développement économique (crédit 1) aux fins de présentation.....	-	-	-	26 186 289	26 186 289				
	Total – Crédit 1	-	-	-	33 774 551	33 774 551	31 886 338	1 888 213	-	24 499 123
5a	Subventions	-	-	1	-	1				
5b	Subventions	-	-	836 112	-	836 112				
	Virement du :									
	crédit 1 (Défense nationale).....	-	-	-	271 176	271 176				
	crédit 5 (Patrimoine canadien).....	-	-	-	641 836	641 836				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	-	-	-	375 685	375 685				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	-	-	-	4 424 395	4 424 395				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	79 781 485	79 781 485				
	Virement au :									
	crédit 1 (Centre de recherches pour le développement international).....	-	-	-	(480 769)	(480 769)				
	crédit 1 (Défense nationale).....	-	-	-	(935 857)	(935 857)				
	Reclassé d'Innovation, Sciences et Développement économique (crédit 5) aux fins de présentation.....	-	-	-	756 932 935	756 932 935				
	Total – Crédit 5	-	-	836 113	841 010 886	841 846 999	837 621 471	4 225 528	-	756 635 673
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	-	-	3 363 820	3 363 820	3 363 820	-	-	2 707 688
(S)	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4.2 de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines</i>	-	-	-	258 199	258 199	258 199	-	-	121 276
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	15 568
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	-	836 113	878 407 456	879 243 569	873 129 828	6 113 741	-	783 979 328
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	-	-	836 115	2 213 276 901	2 214 113 016	2 203 279 733	10 833 283	-	2 003 121 216

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

² Le décret C.P. 2018-1011 a transféré l'ensemble des attributions prévues par la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie*, sauf les attributions conférées en vertu du paragraphe 4(2) de cette loi, du ministre d'Innovation, des Sciences et du Développement économique au ministre des Sciences, à compter du 18 juillet 2018. Avant le transfert, des dépenses non législatives d'environ 405 039 066 \$ ont été approuvées par le ministre d'Innovation, des Sciences et du Développement économique.

³ Le décret C.P. 2018-1012 a transféré l'ensemble des attributions prévues par la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines*, sauf les attributions conférées en vertu du paragraphe 4(2) de cette loi, du ministre d'Innovation, des Sciences et du Développement économique au ministre des Sciences, à compter du 18 juillet 2018. Avant le transfert, des dépenses non législatives d'environ 145 091 422 \$ ont été approuvées par le ministre d'Innovation, des Sciences et du Développement économique.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	51 310 318	50 432 763	877 555	–
Crédit 5 – Subventions				
Subventions	1 276 536 995	1 273 974 634	2 562 361	–
Affectations bloquées				
Report	1 279 626	–	1 279 626	–
	1 277 816 621	1 273 974 634	3 841 987	–
Montants législatifs	5 742 508	5 742 508	–	–
	1 334 869 447	1 330 149 905	4 719 542	–
Conseil de recherches en sciences humaines				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	32 788 819	31 886 338	902 481	–
Affectations bloquées				
Report	867 781	–	867 781	–
Transfert/réaffectation	117 951	–	117 951	–
	33 774 551	31 886 338	1 888 213	–
Crédit 5 – Subventions				
Subventions et contributions	838 780 123	837 621 471	1 158 652	–
Affectations bloquées				
Report	3 066 876	–	3 066 876	–
	841 846 999	837 621 471	4 225 528	–
Montants législatifs	3 622 019	3 622 019	–	–
	879 243 569	873 129 828	6 113 741	–
Total du portefeuille ministériel	2 214 113 016	2 203 279 733	10 833 283	–

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie												
Financement de la recherche et de la formation en sciences naturelles et en génie	34 655 019	32 984 732	–	–	1 277 816 621	1 273 974 634	–	–	1 312 471 640	1 306 959 366	–	–
Services internes	22 397 807	23 190 539	–	–	–	–	–	–	22 397 807	23 190 539	–	–
Total de l'organisme.....	57 052 826	56 175 271	–	–	1 277 816 621	1 273 974 634	–	–	1 334 869 447	1 330 149 905	–	–
Conseil de recherches en sciences humaines												
Financement de la recherche et formation en sciences humaines	20 202 194	17 496 740	–	–	444 499 856	440 284 992	–	–	464 702 050	457 781 732	–	–
Soutien institutionnel aux coûts indirects de la recherche	236 119	312 263	–	–	397 347 143	397 336 479	–	–	397 583 262	397 648 742	–	–
Services internes	16 958 257	17 699 354	–	–	–	–	–	–	16 958 257	17 699 354	–	–
Total de l'organisme.....	37 396 570	35 508 357	–	–	841 846 999	837 621 471	–	–	879 243 569	873 129 828	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	94 449 396	91 683 628	–	–	2 119 663 620	2 111 596 105	–	–	2 214 113 016	2 203 279 733	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie									
Subventions									
Subventions et bourses	–	–	2	950 482 377	950 482 379	948 857 432	1 624 947	–	894 799 226
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	–	–	–	137 135 497	137 135 497	137 135 497	–	–	101 820 801
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	–	–	–	72 098 820	72 098 820	72 098 820	–	–	52 366 925
Bourses d'études supérieures du Canada	–	–	–	42 580 000	42 580 000	42 560 795	19 205	–	42 553 759
Réseaux de centres d'excellence	–	–	–	40 004 750	40 004 750	40 003 565	1 185	–	31 590 000
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	–	–	–	11 228 000	11 228 000	11 228 000	–	–	11 902 676
Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise	–	–	–	–	–	–	–	–	6 096 500
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	–	–	–	8 350 000	8 350 000	8 233 335	116 665	–	8 287 499
Chaires d'excellence en recherche du Canada	–	–	–	8 166 667	8 166 667	7 366 307	800 360	–	14 816 667
Chaires de recherche Canada 150	–	–	–	7 770 508	7 770 508	6 490 883	1 279 625	–	1 359 118
Total de l'organisme.....	–	–	2	1 277 816 619	1 277 816 621	1 273 974 634	3 841 987	–	1 165 593 171
Conseil de recherches en sciences humaines									
Subventions									
Fonds de soutien à la recherche	–	–	–	397 347 143	397 347 143	397 336 479	10 664	–	368 456 473
Subventions et bourses	–	–	836 113	305 693 709	306 529 822	305 904 917	624 905	–	276 498 522
Bourses d'études supérieures du Canada	–	–	–	68 983 500	68 983 500	68 471 205	512 295	–	68 820 804
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	–	–	–	18 455 543	18 455 543	18 455 543	–	–	12 927 180
Réseaux de centres d'excellence	–	–	–	9 753 000	9 753 000	9 753 000	–	–	8 770 000
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	–	–	–	8 300 000	8 300 000	8 291 668	8 332	–	8 234 722
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	–	–	–	4 554 397	4 554 397	4 554 397	–	–	4 945 629
Chaires de recherche Canada 150	–	–	–	3 280 579	3 280 579	213 703	3 066 876	–	573 797
Chaires d'excellence en recherche du Canada	–	–	–	1 400 000	1 400 000	1 400 000	–	–	1 400 000
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	–	–	–	4 248 325	4 248 325	4 248 325	–	–	4 514 546
Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise	–	–	–	–	–	–	–	–	1 494 000
Fonds Nouvelles frontières en recherche	–	–	–	18 994 690	18 994 690	18 992 234	2 456	–	–
Total de l'organisme.....	–	–	836 113	841 010 886	841 846 999	837 621 471	4 225 528	–	756 635 673
Total du portefeuille ministériel	–	–	836 115	2 118 827 505	2 119 663 620	2 111 596 105	8 067 515	–	1 922 228 844

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 398	97 216
Remboursement de subventions et de bourses d'études	3 388 973	3 983 372
Remboursement de trop payés de salaire.....	13 389	22 109
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	23 730	47 715
	3 431 490	4 150 412
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire	6 000	216 988
Autres frais et droits		
Produits différés	(2 000)	(23 000)
Autres frais et droits – SharePoint	168 506	206 542
	166 506	183 542
	172 506	400 530
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	370	134
Revenus divers	1 222	547
Total de l'organisme.....	3 605 588	4 551 623
Conseil de recherches en sciences humaines		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements – Dépenses de fonctionnement.....	19 317	2 467
Recouvrements – Paiements de transfert	1 599 590	1 301 743
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	47 009	27 292
	1 665 916	1 331 502
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire	159 274	–
Autres frais et droits.....	99 020	121 361
	258 294	121 361
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	–	39
Revenus divers	151 674	938
Total de l'organisme.....	2 075 884	1 453 840
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 097 406	5 481 914
Ventes de biens et de services	430 800	521 891
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	370	173
Revenus divers.....	152 896	1 485
Total du portefeuille ministériel.....	5 681 472	6 005 463

Section 26

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Sécurité publique et Protection civile

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Agence des services frontaliers du Canada

Service canadien du renseignement de sécurité

**Commission civile d'examen et de traitement des plaintes
relatives à la Gendarmerie royale du Canada**

Service correctionnel du Canada

Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada

Commission des libérations conditionnelles du Canada

Gendarmerie royale du Canada

**Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale
du Canada**

Table des matières

	<i>Page</i>
Résultat stratégique, descriptions des programmes ou responsabilités essentielles.....	470
Sommaire du portefeuille ministériel.....	476
Détail budgétaire par affectation.....	482
Responsabilités essentielles.....	485
Paiements de transfert.....	488
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	490
Revenus.....	491

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Sécurité publique et Protection civile**Responsabilité essentielle 1 : Gestion des urgences**

Sécurité publique s'emploie à renforcer la préparation en matière de gestion des urgences à l'échelle nationale pour aider aux mesures de prévention, d'atténuation, de préparation, d'intervention et de rétablissement en cas d'incidents de toutes sortes. Sécurité publique fournit des ressources et de l'expertise aux communautés dans leurs efforts de préparation aux urgences, d'atténuation et de rétablissement en cas de catastrophe.

Responsabilité essentielle 2 : Sécurité communautaire

À l'échelle nationale, Sécurité publique assume la coordination pour aider les collectivités canadiennes et les intervenants à réprimer le crime et à renforcer la résilience communautaire partout au pays, à promouvoir la sécurité des collectivités et des institutions canadiennes, à améliorer l'intégrité des frontières du Canada, et à appuyer la prestation des services de police dans les collectivités autochtones.

Responsabilité essentielle 3 : Sécurité nationale

Sécurité publique élabore des politiques, des mesures législatives et des programmes qui appuieront la capacité du gouvernement du Canada à réagir à une gamme de menaces à la sécurité nationale visant ses citoyens, ses infrastructures essentielles et ses cybersystèmes, et fait progresser les efforts nationaux de lutte contre le terrorisme.

Responsabilité essentielle 4 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence des services frontaliers du Canada**Responsabilité essentielle 1 : Gestion de la frontière**

L'Agence des services frontaliers du Canada évalue le risque et gère la libre circulation des personnes et des marchandises admissibles qui entrent au Canada, passent par le pays et en sortent.

Responsabilité essentielle 2 : Exécution de la loi frontalière

L'Agence des services frontaliers du Canada contribue à la sécurité du Canada en appuyant le système d'immigration et de réfugiés lors de la détermination de la recevabilité d'une personne au Canada, en prenant les mesures appropriées liée à l'immigration lorsque cela est nécessaire et en soutenant la poursuite des personnes qui enfreignent nos lois.

Responsabilité essentielle 3 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service canadien du renseignement de sécurité

Responsabilité essentielle 1 : Sécurité et renseignement

Le Service canadien du renseignement de sécurité mène des activités de renseignement dans le but d'assurer la protection des intérêts liés à la sécurité et à la prospérité du Canada, au pays et à l'étranger, et la sécurité des Canadiens. Pour ce faire, il recueille, analyse et fait état des informations liées à la menace, conformément aux lois et aux instructions du ministre. Les renseignements et les conseils que le Service canadien du renseignement de sécurité fournit au gouvernement du Canada et à ses partenaires éclairent la prise de décisions concernant les politiques et les programmes, les enquêtes liées à la sécurité nationale, les activités de filtrage de sécurité pour le gouvernement et relatives aux demandes d'immigration, et la défense du Canada. Lorsque le Service canadien du renseignement de sécurité a des motifs raisonnables de croire qu'une menace pèse sur la sécurité du Canada, il peut également prendre des mesures pour réduire la menace.

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada

Résultat stratégique 1

Confiance du public envers la Gendarmerie royale du Canada.

Programme 1.1 : Examen civil de la conduite des membres de la Gendarmerie royale du Canada dans l'exercice de leurs fonctions

La Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada est un organisme indépendant créé par le Parlement. Son rôle consiste à effectuer un examen juste et indépendant de la conduite de membres de la Gendarmerie royale du Canada dans l'exercice de leurs fonctions. Pour ce faire, la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes reçoit les plaintes du public au sujet de la conduite de membres de la Gendarmerie royale du Canada et surveille les enquêtes de la Gendarmerie royale du Canada concernant les plaintes. Si le plaignant n'est pas satisfait des conclusions de la Gendarmerie royale du Canada concernant sa plainte, il peut demander à la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes d'effectuer un examen indépendant sur la conduite des membres et la manière dont la Gendarmerie royale du Canada a traité l'affaire. Après avoir examiné une plainte, la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes peut conclure qu'elle est satisfaite de la manière dont la Gendarmerie royale du Canada a réglé la plainte ou elle peut tirer des conclusions et formuler des recommandations à l'intention du commissaire de la Gendarmerie royale du Canada et du ministre de la Sécurité publique à l'égard des sujets de préoccupation énoncés dans la plainte. La Commission civile d'examen et de traitement des plaintes examine également des activités particulières de la Gendarmerie royale du Canada, fait rapport aux provinces qui passent des contrats de services avec la Gendarmerie royale du Canada, effectue des recherches, assure la sensibilisation du public et la liaison avec les collectivités et fait appel aux services d'observateurs indépendants dans le cadre d'enquêtes sur des incidents graves mettant en cause des membres de la Gendarmerie royale du Canada.

Résultat stratégique 2

Le programme suivant appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Programme 2.1 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service correctionnel du Canada**Responsabilité essentielle 1 : Prise en charge et garde**

Le Service correctionnel du Canada s'assure de la sécurité et du traitement humain des détenus, et répond à leurs besoins quotidiens, comme l'alimentation, les vêtements, le logement, les services de santé mentale et les soins de santé. Cela comprend aussi les mesures de sécurité en établissement, comme la répression des drogues, et les mesures de contrôle appropriées pour prévenir les incidents.

Responsabilité essentielle 2 : Interventions correctionnelles

Le Service correctionnel du Canada réalise des activités d'évaluation et des interventions de programme pour aider les délinquants sous responsabilité fédérale à se réadapter et faciliter leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois. Le Service correctionnel du Canada mobilise aussi les citoyens canadiens pour en faire des partenaires dans la réalisation de son mandat correctionnel et assure la liaison avec les victimes d'actes criminels.

Responsabilité essentielle 3 : Surveillance dans la collectivité

Le Service correctionnel du Canada surveille les délinquants dans la collectivité et fournit une structure et des services pour appuyer leur réinsertion sécuritaire et réussie dans la collectivité. Il offre des possibilités de logement, des services de santé dans la collectivité et des partenariats avec des organismes communautaires. Le Service correctionnel du Canada s'occupe des délinquants faisant l'objet d'une libération conditionnelle, d'une libération d'office et d'une ordonnance de surveillance de longue durée.

Responsabilité essentielle 4 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada**Responsabilité essentielle 1 : Surveillance indépendante des services correctionnels fédéraux**

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel mène des enquêtes sur les plaintes individuelles visant le Service correctionnel du Canada de la part des délinquants en institution fédérale ou sous supervision et effectue des examens systémiques d'enjeux qui touchent un nombre important de délinquants en institution fédérale. Le Bureau de l'enquêteur correctionnel effectue des examens de toutes les enquêtes du Service correctionnel du Canada dans les cas de décès en établissement et de blessures graves afin de déterminer si le Service correctionnel du Canada a agi conformément aux lois et aux politiques et examine tous les incidents de recours à la force. Les enquêtes du Bureau de l'enquêteur correctionnel visent à assurer que la pratique correctionnelle fédérale est sécuritaire, humaine et respectueuse de la loi afin de veiller à ce que les décisions et pratiques soient respectueuses des droits de la personne, conformes à la loi et aux politiques et sont justes.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission des libérations conditionnelles du Canada

Responsabilité essentielle 1 : Décisions relatives à la mise en liberté sous condition

La mise en liberté sous condition est fondée sur le principe selon lequel la mise en liberté graduelle des délinquants, lorsqu'elle est justifiée, améliore la sécurité de la collectivité. Les décisions judicieuses fondées sur le risque de récidive ainsi que le recours à des programmes et à des traitements efficaces et à une surveillance efficace dans la collectivité sont tous des éléments qui contribuent au processus. Dans le cadre de cette responsabilité principale, le personnel de la Commission des libérations conditionnelles du Canada fournit en temps utile aux commissaires des renseignements exacts pour la prise de décisions, et il élabore des programmes de formation et des politiques qui constituent des outils essentiels pour l'évaluation du risque et la prise de décisions.

Responsabilité essentielle 2 : Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition

Cette responsabilité principale permet à la Commission des libérations conditionnelles du Canada d'exercer ses activités de manière transparente et responsable, conformément aux dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Elle concerne les victimes d'actes criminels et le grand public, car il consiste à fournir de l'information, notamment l'accès au registre des décisions de la Commission des libérations conditionnelles du Canada, et à donner de l'aide aux personnes qui assistent aux audiences à titre d'observateurs. La responsabilité principale sert aussi à encourager la participation des citoyens, à mener des enquêtes sur des incidents tragiques survenus dans la collectivité, à surveiller le rendement de la Commission des libérations conditionnelles du Canada et à rendre compte des processus de mise en liberté sous condition.

Responsabilité essentielle 3 : Décisions relatives à la suspension du casier et recommandations concernant la clémence

La suspension du casier vise à faciliter la réinsertion sociale d'une personne, s'il y a lieu. C'est une mesure officielle dont l'objet est d'effacer la honte rattachée au fait d'avoir un casier judiciaire chez les personnes reconnues coupables d'une infraction à une loi fédérale et qui, après avoir purgé la peine qui leur avait été imposée et avoir laissé s'écouler une période d'attente déterminée, se conduisent en citoyens respectueux des lois. La suspension du casier peut être révoquée ou annulée si une personne est condamnée pour une nouvelle infraction punissable par voie de mise en accusation ou, dans certains cas, une infraction punissable par procédure sommaire, si la personne a cessé de bien se conduire, ou s'il existe des preuves qu'elle avait fait une déclaration inexacte ou trompeuse ou avait caché de l'information. Dans le cadre de cette responsabilité principale, la Commission des libérations conditionnelles du Canada vérifie l'admissibilité des demandeurs et s'assure que tous les renseignements exigés figurent bel et bien dans la demande de suspension du casier, réunit les renseignements nécessaires pour rendre ses décisions et élabore des politiques qui orientent les processus décisionnels. La responsabilité principale consiste aussi à évaluer les demandes de personnes qui désirent bénéficier de la prérogative royale de clémence (clémence) et à formuler des recommandations à cet égard, ainsi qu'à donner des avis au ministre sur le bien fondé de chaque cas. La clémence n'est accordée que dans des circonstances exceptionnelles dans des cas où le bien fondé de la demande a été établi et où il est question d'infractions à des lois fédérales, lorsque la loi ne prévoit aucun autre moyen de réduire les effets négatifs graves des sanctions imposées pour des actes criminels.

Responsabilité essentielle 4 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Gendarmerie royale du Canada

Résultat stratégique 1

Réduction des activités criminelles touchant les Canadiens.

Programme 1.1 : Opérations policières

Aux termes de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, ce programme fournit aux Canadiens des services de police aux niveaux fédéral, provincial et municipal et dans les collectivités autochtones. Comme le précise la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, ces services comprennent toutes les fonctions des agents de la paix en ce qui concerne le maintien de la paix, la prévention du crime et des infractions aux lois fédérales et à celles en vigueur dans la province où ils peuvent être employés, et l'arrestation des criminels, des contrevenants et des autres personnes pouvant être légalement mises sous garde; l'exécution de tous les mandats – ainsi que les obligations et services s'y rattachant – qui peuvent, aux termes de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, des autres lois fédérales ou de celles en vigueur dans une province, être légalement exécutés par des agents de la paix; ainsi que les autres attributions déterminées par le gouverneur en conseil ou le commissaire. Les activités générales d'application de la loi qui viennent s'ajouter aux activités de sensibilisation menées par les employés de la Gendarmerie royale du Canada auprès du public, d'entreprises et d'autres ministères ou organismes du Canada, font que ce programme contribue à un Canada sécuritaire et sécurisé. On citera par exemple les séances d'information sur la prévention de la criminalité, la sécurité nationale, la criminalité financière, le crime organisé et les drogues, que la Gendarmerie royale du Canada anime afin de réduire la victimisation des Canadiens. En outre, ce programme voit à la protection des personnes désignées et à la sécurité lors d'événements majeurs, ce qui a pour effet d'atténuer les menaces possibles à l'égard de la population canadienne. Enfin, ce programme offre un soutien opérationnel et technique de haut niveau à la collectivité canadienne d'application de la loi. Toutes ces activités contribuent à l'atteinte par la Gendarmerie royale du Canada de son but ultime qui est de réduire la criminalité dont sont victimes les Canadiens.

Programme 1.2 : Services canadiens d'application de la loi

Ce programme fournit le soutien nécessaire sur le plan scientifique, technique, didactique et des enquêtes afin que la communauté policière canadienne puisse offrir à ses partenaires et aux collectivités qu'elle sert des services de police et d'application de la loi proactifs axés sur les renseignements. De plus, ce programme offre des occasions de formation aux membres de la communauté policière canadienne afin de leur permettre de perfectionner leurs compétences et ainsi d'assurer plus efficacement la sécurité du Canada.

Résultat stratégique 2

Sécurité du revenu pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et leurs survivants en cas de décès ou d'invalidité.

Programme 2.1 : Paiements de transfert

Ce programme apporte une sécurité du revenu aux employés de la Gendarmerie royale du Canada et à leur famille à leur pension ou en cas d'invalidité ou de décès. Ce programme veille à fournir un niveau adéquat de soutien aux personnes qui vivent une situation hors de leur contrôle en raison de leur emploi à la Gendarmerie royale du Canada. Les activités de ce programme visent à assurer le versement de prestations soit selon les conditions de la subvention ou selon les exigences de diverses lois, notamment la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*.

Résultat stratégique 3

Collaboration et assistance de la police canadienne sur la scène internationale, tout en maintenant le riche patrimoine de la police nationale.

Programme 3.1 : Opérations policières internationales

En vertu de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, ce programme fait avancer le programme pour la sécurité et la paix mondiale du Canada par la collaboration et le soutien de la communauté policière internationale, et contribue à faire du Canada et du reste du monde un endroit plus sûr. Ce programme vise la portée transnationale de la criminalité en alimentant des relations avec des partenaires policiers à l'échelle mondiale et en adhérant au réseau mondial d'échange de renseignements d'INTERPOL. De plus, la Gendarmerie royale du Canada participe activement à diverses missions de maintien de la paix à l'étranger où elle aide les pays à risque à renforcer leur capacité d'application de la loi.

Programme 3.2 : Culture et patrimoine de la police canadienne

Dans le but de protéger l'image de la Gendarmerie royale du Canada qui est bien connue à l'étranger ainsi que sa réputation et son riche patrimoine, ce programme met de l'avant l'image positive de la Gendarmerie royale du Canada en nouant des liens avec des organismes d'application de la loi, des organismes gouvernementaux et des partenaires communautaires canadiens et étrangers. Le programme offre des conseils et des analyses aux clients internes et externes, dont les partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux, les établissements d'enseignement, les représentants de la famille royale et les organisations non gouvernementales, relativement à l'aspect cérémonial des activités et événements spéciaux (Jeux olympiques, expositions, sommets, funérailles de policiers). Par ce programme, la Gendarmerie royale du Canada contribue au rayonnement de la culture et du patrimoine canadiens.

Résultat stratégique 4

Le programme suivant appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Programme 4.1 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Résultat stratégique 1

Un processus décisionnel équitable et transparent en matière de relations de travail qui renforce la responsabilité.

Programme 1.1 : Examen d'appels

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada est un tribunal administratif indépendant qui favorise des relations de travail justes et équitables et contribue à renforcer la responsabilité à tous les échelons au sein de la Gendarmerie royale du Canada. Outre les tribunaux, le Comité externe d'examen constitue le seul mécanisme d'examen indépendant que peuvent utiliser les membres et la direction de la Gendarmerie royale du Canada pour traiter les questions de relations de travail. Le Comité externe d'examen examine en toute impartialité des appels interjetés contre certaines mesures disciplinaires imposées à des membres de la Gendarmerie royale du Canada et contre des décisions écrites concernant des plaintes de harcèlement, des révocations de nomination, des licenciements, des rétrogradations et des ordres de cessation du versement de la solde et des indemnités. La Gendarmerie royale du Canada renvoie les dossiers sur ces questions devant le Comité externe d'examen pour examen en application des articles 33 et 45.15 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* et de l'article 17 du Règlement de la Gendarmerie royale du Canada. Le Comité externe d'examen examine tous les documents des dossiers renvoyés par la Gendarmerie royale du Canada, lesquels peuvent comprendre des déclarations de la part de membres (plaignants, intimés et autres), des enregistrements vidéo ou audio et des dépositions de témoins, des documents historiques de dossiers de ressources humaines ainsi que d'autres documents. Après l'examen d'un dossier, le Comité externe d'examen présente ses conclusions et recommandations au commissaire de la Gendarmerie royale du Canada (qui rend une décision finale) et aux parties. Dans ses conclusions et recommandations, le Comité externe d'examen veille à ce que les principes généraux du droit administratif et du droit du travail, tout comme les obligations prévues dans la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* et d'autres lois pertinentes telles que la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, soient respectés dans le processus décisionnel. Le Comité externe d'examen formule parfois des recommandations afin que des modifications de portée générale soient apportées ou que des mesures soient prises pour régler des questions soulevées dans un dossier (p. ex., des modifications aux politiques ou aux pratiques de gestion de la Gendarmerie royale du Canada ou de la formation nouvelle ou supplémentaire à l'intention des membres ou des gestionnaires de la Gendarmerie royale du Canada). Les membres de la Gendarmerie royale du Canada et le public peuvent consulter les résumés des conclusions et des recommandations du Comité externe d'examen ainsi que les rapports et les documents de recherche de l'organisation en consultant le site Web et les publications du Comité externe d'examen; les membres de la Gendarmerie royale du Canada y ont aussi accès par l'intermédiaire d'exposés et d'autres activités de liaison.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	138 311 494	–	–	138 311 494				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	7 370 883	–	7 370 883				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 467 892	1 467 892				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	6 172 664	6 172 664				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	912 911	912 911				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	3 574 518	3 574 518				
	Virement au :									
	Crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(184 063)	(184 063)				
	Crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications).....	–	–	–	(3 808 950)	(3 808 950)				
	Total – Crédit 1	–	138 311 494	7 370 883	8 134 972	153 817 349	148 481 013	5 336 336	–	139 294 307
5	Subventions et contributions	–	1 007 864 906	–	–	1 007 864 906				
5a	Subventions et contributions.....	–	–	28 312 659	–	28 312 659				
5b	Subventions et contributions.....	–	–	1	–	1				
	Virement au :									
	crédit 1 (Environnement).....	–	–	–	(59 500)	(59 500)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(50 287 177)	(50 287 177)				
	crédit 10 (Services aux Autochtones Canada).....	–	–	–	(819 522)	(819 522)				
	Total – Crédit 5	–	1 007 864 906	28 312 660	(51 166 199)	985 011 367	564 276 802	420 734 565	–	805 147 909
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	15 485 644	464 843	(1 254 432)	14 696 055	14 696 055	–	–	14 544 801
(S)	Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile – Traitement et allocation pour automobile	–	86 000	–	60 570	146 570	146 570	–	–	84 600
(S)	Ministre de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé – Traitement et allocation pour automobile	–	–	86 000	(86 000)	–	–	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 538	–	–	4 712	25 250	–	20 538	4 712	–
	Total du ministère – Budgétaire.....	20 538	1 161 748 044	36 234 386	(44 306 377)	1 153 696 591	727 600 440	426 091 439	4 712	959 071 617
Agence des services frontaliers du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement.....	159 557 676	1 442 043 878	–	–	1 601 601 554				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	85 051 922	–	85 051 922				
	Virement du :									
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	1 700 000	1 700 000				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	209 360 233	209 360 233				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	24 979 320	24 979 320				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	130 981 623	130 981 623				

	Virement au :									
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(168 459)	(168 459)				
	crédit 1 (Affaires étrangères, Commerce et Développement)	–	–	–	(1 905 674)	(1 905 674)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(438 955)	(438 955)				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	(41 751)	(41 751)				
	Total – Crédit 1	159 557 676	1 442 043 878	85 051 922	364 466 337	2 051 119 813	1 811 958 474	100 908 910	138 252 429	1 500 393 332
5	Dépenses en capital	59 932 379	197 930 474	–	–	257 862 853				
5a	Dépenses en capital	–	–	2 185 714	–	2 185 714				
	Virement du :									
	crédit 5 (Défense nationale)	–	–	–	243 000	243 000				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	4 097 000	4 097 000				
	Total – Crédit 5	59 932 379	197 930 474	2 185 714	4 340 000	264 388 567	134 439 896	57 024 869	72 923 802	108 227 899
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	170 345 667	6 046 050	32 020 291	208 412 008	208 412 008	–	–	159 697 622
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	49 084	–	–	122 159	171 243	122 158	49 084	1	70 985
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	5 147	5 147	5 147	–	–	45 504
	Total de l'organisme – Budgétaire	219 539 139	1 810 320 019	93 283 686	400 953 934	2 524 096 778	2 154 937 683	157 982 863	211 176 232	1 768 435 342
	Service canadien du renseignement de sécurité									
1	Dépenses du programme	–	521 451 792	–	–	521 451 792				
1a	Dépenses du programme	–	–	13 893 055	–	13 893 055				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada)	–	–	–	168 459	168 459				
	crédit 1 (Agence du revenu du Canada)	–	–	–	86 983	86 983				
	crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)	–	–	–	47 110	47 110				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	298 410	298 410				
	crédit 1 (Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada)	–	–	–	113 373	113 373				
	crédit 1 (Affaires étrangères, Commerce et Développement)	–	–	–	219 166	219 166				
	crédit 1 (Défense nationale)	–	–	–	188 438	188 438				
	crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)	–	–	–	184 063	184 063				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	94 219	94 219				
	crédit 1 (Transports)	–	–	–	137 586	137 586				
	crédit 5 (Défense nationale)	–	–	–	370 000	370 000				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	9 355 902	9 355 902				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	10 863 149	10 863 149				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	2 563 630	2 563 630				
	Virement au crédit 1 (Affaires étrangères, Commerce et Développement)	–	–	–	(231 050)	(231 050)				
	Total – Crédit 1	–	521 451 792	13 893 055	24 459 438	559 804 285	538 920 546	20 883 739	–	541 703 799
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	48 823 343	737 329	(2 263 208)	47 297 464	47 297 464	–	–	44 851 372
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	380 376	–	–	448 586	828 962	389 945	–	439 017	443 783
	Total de l'organisme – Budgétaire	380 376	570 275 135	14 630 384	22 644 816	607 930 711	586 607 955	20 883 739	439 017	586 998 954

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada										
1	Dépenses du programme	–	9 667 981	–	–	9 667 981				
1a	Dépenses du programme	–	–	99 196	–	99 196				
	Virement du :	–	–	–	–	–				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	85 003	85 003				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	451 040	451 040				
	Total – Crédit 1	–	9 667 981	99 196	536 043	10 303 220	9 010 004	1 293 216	–	8 190 848
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	984 308	–	(108 983)	875 325	875 325	–	–	830 983
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	10 652 289	99 196	427 060	11 178 545	9 885 329	1 293 216	–	9 021 831
Service correctionnel du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	2 026 625 710	–	–	2 026 625 710				
1a	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	–	2 339 766	–	2 339 766				
1b	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	–	6 556 326	–	6 556 326				
	Virement du :	–	–	–	–	–				
	crédit 5	–	–	–	2 832 966	2 832 966				
	CT, crédit 5 ¹	–	–	–	16 000 000	16 000 000				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	32 388 962	32 388 962				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	19 920 202	19 920 202				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	69 974 890	69 974 890				
	Total – Crédit 1	–	2 026 625 710	8 896 092	141 117 020	2 176 638 822	2 138 894 500	37 744 322	–	2 239 588 609
5	Dépenses en capital.....	–	189 141 724	–	–	189 141 724				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	49 352 126	49 352 126				
	Virement au crédit 1.....	–	–	–	(2 832 966)	(2 832 966)				
	Total – Crédit 5	–	189 141 724	–	46 519 160	235 660 884	227 792 982	7 867 902	–	185 624 348
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	228 278 169	924 275	(15 548 791)	213 653 653	213 653 653	–	–	204 932 233
(S)	Fonds renouvelable CORCAN.....	11 608 474	–	–	–	11 608 474	7 728 806	–	3 879 668	(3 536 197)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	467 944	–	–	1 628 995	2 096 939	1 249 561	–	847 378	1 477 813
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	563	563	563	–	–	25 174
	Total budgétaire	12 076 418	2 444 045 603	9 820 367	173 716 947	2 639 659 335	2 589 320 065	45 612 224	4 727 046	2 628 111 980

L14b	Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte des prêts aux libérés conditionnels, <i>Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits</i> . Limite 50 000 \$ (Net).....	44 249	–	–	–	44 249	(172)	–	44 421	500
	Total de l'organisme – Budgétaire	12 076 418	2 444 045 603	9 820 367	173 716 947	2 639 659 335	2 589 320 065	45 612 224	4 727 046	2 628 111 980
	Total de l'organisme – Non budgétaire	44 249	–	–	–	44 249	(172)	–	44 421	500
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada									
1	Dépenses du programme.....	–	4 129 824	–	–	4 129 824				
1a	Dépenses du programme	–	–	99 196	–	99 196				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	152 248	152 248				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	95 150	95 150				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	527 582	527 582				
	Total – Crédit 1.....	–	4 129 824	99 196	774 980	5 004 000	4 696 613	307 387	–	4 369 377
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	501 043	–	3 631	504 674	504 674	–	–	481 070
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	4 630 867	99 196	778 611	5 508 674	5 201 287	307 387	–	4 850 447
	Commission des libérations conditionnelles du Canada									
1	Dépenses du programme.....	–	42 457 608	–	–	42 457 608				
1a	Dépenses du programme	–	–	99 196	–	99 196				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	815 774	815 774				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 316 130	2 316 130				
	Total – Crédit 1.....	–	42 457 608	99 196	3 131 904	45 688 708	44 054 015	1 634 693	–	42 038 492
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	5 678 702	–	17 767	5 696 469	5 696 469	–	–	5 679 207
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	13 621	13 621	–	–	13 621	7 558
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	3 786	3 786	3 786	–	–	4 567
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	48 136 310	99 196	3 167 078	51 402 584	49 754 270	1 634 693	13 621	47 729 824
	Gendarmerie royale du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	–	2 531 606 533	–	–	2 531 606 533				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	70 086 955	–	70 086 955				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	10 174 531	–	10 174 531				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada)	–	–	–	438 955	438 955				
	crédit 1 (Agence du revenu du Canada).....	–	–	–	67 521	67 521				
	crédit 1 (Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada)	–	–	–	132 166	132 166				
	crédit 1 (Affaires étrangères, Commerce et Développement)	–	–	–	184 052	184 052				
	crédit 1 (Bureau du directeur des poursuites pénales).....	–	–	–	179 974	179 974				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	22 749	22 749				
	crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux).....	–	–	–	198 759	198 759				
	crédit 1 (Services partagés Canada).....	–	–	–	2 342	2 342				
	crédit 1 (Transports).....	–	–	–	313 000	313 000				
	crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile).....	–	–	–	50 287 177	50 287 177				

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 470 319	1 470 319				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	134 398 280	134 398 280				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	52 187 473	52 187 473				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	101 367 014	101 367 014				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada)	–	–	–	(1 700 000)	(1 700 000)				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(94 219)	(94 219)				
	Total – Crédit 1	–	2 531 606 533	80 261 486	339 455 562	2 951 323 581	2 744 244 523	207 079 058	–	2 273 087 600
5	Dépenses en capital	–	289 535 957	–	–	289 535 957				
5a	Dépenses en capital.....	–	–	23 130 497	–	23 130 497				
5b	Dépenses en capital.....	–	–	1 738 000	–	1 738 000				
	Virement du :									
	crédit 5 (Défense nationale)	–	–	–	500 000	500 000				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	56 244 641	56 244 641				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	2 902 285	2 902 285				
	Total – Crédit 5	–	289 535 957	24 868 497	59 646 926	374 051 380	291 562 306	82 489 074	–	256 358 698
10	Subventions et contributions	–	253 673 483	–	–	253 673 483				
10a	Subventions et contributions	–	–	19 500 000	–	19 500 000				
10b	Subventions et contributions	–	–	9 900 000	–	9 900 000				
	Virement du CT, crédit 5 ¹	–	–	–	19 000 000	19 000 000				
	Total – Crédit 10	–	253 673 483	29 400 000	19 000 000	302 073 483	290 828 573	11 244 910	–	230 685 907
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	59 486 341	516 255	18 628 598	78 631 194	78 631 194	–	–	73 458 050
(S)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la Gendarmerie royale du Canada	–	398 100 900	307 029	(48 164 280)	350 243 649	350 243 649	–	–	361 306 004
(S)	Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10) ..	–	8 250 000	–	(1 393 883)	6 856 117	6 856 117	–	–	7 779 758
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	1 357 258	1 357 258	1 357 258	–	–	269 390
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 990 207	–	–	25 340 067	30 330 274	25 504 808	–	4 825 466	8 038 483
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	4 990 207	3 540 653 214	135 353 267	413 870 248	4 094 866 936	3 789 228 428	300 813 042	4 825 466	3 210 983 890

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada										
1	Dépenses du programme	–	2 872 348	–	–	2 872 348				
1a	Dépenses du programme	–	–	236 162	–	236 162				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	44 463	44 463				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	42 382	42 382				
	Total – Crédit 1	–	2 872 348	236 162	86 845	3 195 355	2 117 840	1 077 515	–	1 443 436
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	252 583	–	(59 216)	193 367	193 367	–	–	132 988
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	3 124 931	236 162	27 629	3 388 722	2 311 207	1 077 515	–	1 576 424
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	237 006 678	9 593 586 412	289 855 840	971 279 946	11 091 728 876	9 914 846 664	955 696 118	221 186 094	9 216 780 309
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	44 249	–	–	–	44 249	(172)	–	44 421	500

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	147 680 233	146 344 745	1 335 488	–
Budget en capital	3 456 500	–	3 456 500	–
Initiatives de publicité	2 480 029	2 480 029	–	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	1 466 266	923 289	542 977	–
Examen en matière de sécurité nationale	748 775	572 502	176 273	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	371 546	314 224	57 322	–
Affectations bloquées				
Réduction.....	314 000	–	314 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 700 000)	(2 153 776)	(546 224)	–
	<i>153 817 349</i>	<i>148 481 013</i>	<i>5 336 336</i>	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	523 813 549	503 038 067	20 775 482	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	69 789 392	61 238 735	8 550 657	–
Affectations bloquées				
Report	383 654 049	–	383 654 049	–
Autre	7 754 377	–	7 754 377	–
	<i>985 011 367</i>	<i>564 276 802</i>	<i>420 734 565</i>	–
Montants législatifs	14 867 875	14 842 625	20 539	4 711
	<i>1 153 696 591</i>	<i>727 600 440</i>	<i>426 091 440</i>	<i>4 711</i>
Agence des services frontaliers du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 970 344 810	1 832 783 269	–	137 561 541
Réinstallation des réfugiés syriens	367 466	150 468	216 998	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	749 906	445 161	304 745	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	3 511 161	2 700 581	810 580	–
Affectations bloquées				
Report	5 305 780	–	5 305 780	–
Transfert/réaffectation.....	89 831 679	–	89 831 679	–
Réduction.....	4 439 128	–	4 439 128	–
Autre	690 888	–	–	690 888
Revenus affectés aux dépenses	(24 121 005)	(24 121 005)	–	–
	<i>2 051 119 813</i>	<i>1 811 958 474</i>	<i>100 908 910</i>	<i>138 252 429</i>
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	199 393 698	134 439 896	–	64 953 802
Affectations bloquées				
Report	55 513 277	–	55 513 277	–
Transfert/réaffectation.....	1 511 592	–	1 511 592	–
Autre	7 970 000	–	–	7,970,000
	<i>264 388 567</i>	<i>134 439 896</i>	<i>57 024 869</i>	<i>72 923 802</i>
Montants législatifs	208 588 398	208 539 313	49 084	1
	<i>2 524 096 778</i>	<i>2 154 937 683</i>	<i>157 982 863</i>	<i>211 176 232</i>

Service canadien du renseignement de sécurité

Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	541 785 097	535 862 483	5 922 614	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	4 777 671	2 619 068	2 158 603	–
Examen en matière de sécurité nationale	275 157	252 367	22 790	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	937 360	186 628	750 732	–
Affectations bloquées				
Report	12 029 000	–	12 029 000	–
	559 804 285	538 920 546	20 883 739	–
Montants législatifs	48 126 426	47 687 409	–	439 017
	607 930 711	586 607 955	20 883 739	439 017

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada

Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	10 303 220	9 010 004	1 293 216	–
Montants législatifs	875 325	875 325	–	–
	11 178 545	9 885 329	1 293 216	–

Service correctionnel du Canada

Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions				
Budget de fonctionnement	2 162 871 494	2 133 647 853	29 223 641	–
Subventions et contributions	1 869 290	1 869 290	–	–
Transformation des services correctionnels	6 556 326	3 377 357	3 178 969	–
Affectations bloquées				
Réduction	5 341 712	–	5 341 712	–
	2 176 638 822	2 138 894 500	37 744 322	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	234 795 210	227 792 982	7 002 228	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	865 674	–	865 674	–
	235 660 884	227 792 982	7 867 902	–
Montants législatifs	227 359 629	222 632 583	–	4 727 046
	2 639 659 335	2 589 320 065	45 612 224	4 727 046

Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada

Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	5 004 000	4 696 613	307 387	–
Montants législatifs	504 674	504 674	–	–
	5 508 674	5 201 287	307 387	–

Commission des libérations conditionnelles du Canada

Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	51 114 838	49 015 163	2 099 675	–
Affectations bloquées				
Report	141 944	–	141 944	–
Transfert/réaffectation	76 726	–	76 726	–
Revenus affectés aux dépenses	(5 644 800)	(4 961 148)	(683 652)	–
	45 688 708	44 054 015	1 634 693	–
Montants législatifs	5 713 876	5 700 255	–	13 621
	51 402 584	49 754 270	1 634 693	13 621

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Gendarmerie royale du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 577 772 898	1 577 772 898	–	–
Dépenses directes des services de police contractuels	2 531 591 416	2 496 682 505	34 908 911	–
Opérations internationales de maintien et de soutien de la paix	32 469 630	16 241 501	16 228 129	–
Rétablissement de l'efficacité de la police fédérale	153 500 000	153 500 000	–	–
Ententes sur les analyses biologiques	13 108 000	12 463 170	644 830	–
Règlement de recours collectif	100 693 954	48 456 487	52 237 467	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	128 382 322	102 827 235	25 555 087	–
Renouvellement des systèmes radio - Nouveau-Brunswick	680 000	611 100	68 900	–
Affectations bloquées				
Report	12 026 723	–	12 026 723	–
Transfert/réaffectation	677 761	–	677 761	–
Réduction	5 881 000	–	5 881 000	–
Autre	94 403 991	–	94 403 991	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 699 864 114)	(1 664 310 373)	(35 553 741)	–
	2 951 323 581	2 744 244 523	207 079 058	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	189 907 947	146 953 711	42 954 236	–
Rétablissement de l'efficacité de la police fédérale	2 938 000	2 938 000	–	–
Dépenses directes des services de police contractuels	164 577 851	126 301 777	38 276 074	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	15 368 818	15 368 818	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	44 148	–	44 148	–
Autre	1 214 616	–	1 214 616	–
	374 051 380	291 562 306	82 489 074	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	302 073 483	290 828 573	11 244 910	–
Montants législatifs	467 418 492	462 593 026	–	4 825 466
	4 094 866 936	3 789 228 428	300 813 042	4 825 466
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	3 195 355	2 117 840	1 077 515	–
Montants législatifs	193 367	193 367	–	–
	3 388 722	2 311 207	1 077 515	–
Total du portefeuille ministériel	11 091 728 876	9 914 846 664	955 696 118	221 186 094

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile												
Gestion des urgences.....	33 299 255	33 010 846	62 500	–	662 458 153	305 284 802	–	–	695 819 908	338 295 648	–	–
Sécurité communautaire.....	39 040 719	38 555 672	–	–	322 095 114	258 553 550	–	–	361 135 833	297 109 222	–	–
Sécurité nationale.....	25 216 140	24 477 353	2 964 000	–	458 100	438 450	–	–	28 638 240	24 915 803	–	–
Services internes.....	70 372 610	69 433 543	430 000	–	–	–	2 700 000	2 153 776	68 102 610	67 279 767	–	–
Total partiel.....	167 928 724	165 477 414	3 456 500	–	985 011 367	564 276 802	2 700 000	2 153 776	1 153 696 591	727 600 440	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 700 000)	(2 153 776)	–	–	–	–	(2 700 000)	(2 153 776)	–	–	–	–
Total du ministère.....	165 228 724	163 323 638	3 456 500	–	985 011 367	564 276 802	–	–	1 153 696 591	727 600 440	–	–
Agence des services frontaliers du Canada												
Gestion de la frontière.....	1 641 193 430	1 456 032 821	249 288 980	120 685 701	–	–	24 121 005	24 121 005	1 866 361 405	1 552 597 517	–	–
Exécution de la loi frontalière.....	238 856 559	246 589 236	10 327 553	11 900	–	–	–	–	249 184 112	246 601 136	–	–
Services internes.....	403 779 227	341 996 735	4 772 034	13 742 295	–	–	–	–	408 551 261	355 739 030	–	–
Total partiel.....	2 283 829 216	2 044 618 792	264 388 567	134 439 896	–	–	24 121 005	24 121 005	2 524 096 778	2 154 937 683	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(24 121 005)	(24 121 005)	–	–	–	–	(24 121 005)	(24 121 005)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	2 259 708 211	2 020 497 787	264 388 567	134 439 896	–	–	–	–	2 524 096 778	2 154 937 683	–	–
Service canadien du renseignement de sécurité												
Sécurité et renseignement.....	607 930 711	586 607 955	–	–	–	–	–	–	607 930 711	586 607 955	–	–
Total de l'organisme.....	607 930 711	586 607 955	–	–	–	–	–	–	607 930 711	586 607 955	–	–
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada												
Examen civil de la conduite des membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions.....	7 633 165	6 339 949	–	–	–	–	–	–	7 633 165	6 339 949	–	–
Services internes.....	3 545 380	3 545 380	–	–	–	–	–	–	3 545 380	3 545 380	–	–
Total de l'organisme.....	11 178 545	9 885 329	–	–	–	–	–	–	11 178 545	9 885 329	–	–

Responsabilités essentielles – fin

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Service correctionnel du Canada												
Prise en charge et garde	1 462 760 333	1 458 045 655	205 685 238	205 685 238	762 723	762 723	–	–	1 669 208 294	1 664 493 616	–	–
Interventions correctionnelles	551 103 554	546 786 234	7 878 442	94 627	–	–	108 354 754	114 264 486	450 627 242	432 616 375	44 249	(172)
Surveillance dans la collectivité	162 203 101	158 584 444	6 416 810	6 416 810	1 106 567	1 106 567	–	–	169 726 478	166 107 821	–	–
Services internes	334 416 927	310 505 946	15 680 394	15 596 307	–	–	–	–	350 097 321	326 102 253	–	–
Total partiel	2 510 483 915	2 473 922 279	235 660 884	227 792 982	1 869 290	1 869 290	108 354 754	114 264 486	2 639 659 335	2 589 320 065	44 249	(172)
Revenus affectés aux dépenses	(108 354 754)	(114 264 486)	–	–	–	–	(108 354 754)	(114 264 486)	–	–	–	–
Total de l'organisme	2 402 129 161	2 359 657 793	235 660 884	227 792 982	1 869 290	1 869 290	–	–	2 639 659 335	2 589 320 065	44 249	(172)
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada												
Surveillance indépendante des services correctionnels fédéraux	4 333 657	4 330 805	–	–	–	–	–	–	4 333 657	4 330 805	–	–
Services internes	1 175 017	870 482	–	–	–	–	–	–	1 175 017	870 482	–	–
Total de l'organisme	5 508 674	5 201 287	–	–	–	–	–	–	5 508 674	5 201 287	–	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada												
Décisions relatives à la mise en liberté sous condition	38 379 979	36 915 792	–	–	–	–	–	–	38 379 979	36 915 792	–	–
Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition	4 667 325	4 180 055	–	–	–	–	–	–	4 667 325	4 180 055	–	–
Décisions relatives à la suspension du casier et recommandations concernant la clémence	6 137 923	5 762 301	–	–	–	–	5 644 800	4 961 148	493 123	801 153	–	–
Services internes	7 862 157	7 857 270	–	–	–	–	–	–	7 862 157	7 857 270	–	–
Total partiel	57 047 384	54 715 418	–	–	–	–	5 644 800	4 961 148	51 402 584	49 754 270	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(5 644 800)	(4 961 148)	–	–	–	–	(5 644 800)	(4 961 148)	–	–	–	–
Total de l'organisme	51 402 584	49 754 270	–	–	–	–	–	–	51 402 584	49 754 270	–	–

Gendarmerie royale du Canada												
Opérations policières.....	4 028 227 025	3 870 754 141	201 157 744	160 469 103	323 000	337 600	1 665 932 675	1 631 023 764	2 563 775 094	2 400 537 080	-	-
Services canadiens d'application de la loi	181 969 970	157 134 542	27 857 768	36 064 006	15 037 000	14 971 216	21 349 565	20 704 735	203 515 173	187 465 029	-	-
Paielements de transfert	-	-	-	-	293 442 600	282 279 124	-	-	293 442 600	282 279 124	-	-
Opérations policières internationales.....	56 112 339	38 044 771	-	297 364	27 000	24 900	-	-	56 139 339	38 367 035	-	-
Culture et patrimoine de la police canadienne.....	12 238 346	12 879 630	-	45 357	100 000	71 850	-	-	12 338 346	12 996 837	-	-
Services internes	833 202 390	785 478 721	145 035 868	94 686 476	-	-	12 581 874	12 581 874	965 656 384	867 583 323	-	-
Total partiel.....	5 111 750 070	4 864 291 805	374 051 380	291 562 306	308 929 600	297 684 690	1 699 864 114	1 664 310 373	4 094 866 936	3 789 228 428	-	-
Revenus affectés aux dépenses.....	(1 699 864 114)	(1 664 310 373)	-	-	-	-	(1 699 864 114)	(1 664 310 373)	-	-	-	-
Total de l'organisme.....	3 411 885 956	3 199 981 432	374 051 380	291 562 306	308 929 600	297 684 690	-	-	4 094 866 936	3 789 228 428	-	-
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada												
Examen d'appels	3 388 722	2 311 207	-	-	-	-	-	-	3 388 722	2 311 207	-	-
Total de l'organisme.....	3 388 722	2 311 207	-	-	-	-	-	-	3 388 722	2 311 207	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	8 918 361 288	8 397 220 698	877 557 331	653 795 184	1 295 810 257	863 830 782	-	-	11 091 728 876	9 914 846 664	44 249	(172)

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile									
Subventions									
Programme de subvention commémoratif pour les premiers répondants.....	–	21 600 000	–	–	21 600 000	7 500 000	14 100 000	–	–
Programme de recherche et de sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd.....	–	3 100 000	–	–	3 100 000	3 079 250	20 750	–	3 099 750
Subventions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres.....	–	2 460 000	–	(1 869 827)	590 173	590 171	2	–	596 765
Fonds pour la résilience communautaire.....	–	2 222 000	–	(2 045 692)	176 308	176 308	–	–	129 132
Autres organismes nationaux de bénévolat actifs dans le secteur de la justice pénale.....	–	1 796 144	–	–	1 796 144	1 796 144	–	–	1 796 144
Programme de coopération en matière de cybersécurité.....	–	150 000	–	–	150 000	150 000	–	–	150 000
Subventions aux partenaires provinciaux pour le Système national de repérage afin de repérer et de surveiller les délinquants violents à risque élevé qui mettent en péril la sécurité publique .	–	–	1	1 000 000	1 000 001	1 000 000	1	–	1 000 000
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	39 595 900
Total – Subventions.....	–	31 328 144	1	(2 915 519)	28 412 626	14 291 873	14 120 753	–	46 367 691
Contributions									
Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles.....	–	609 000 000	–	–	609 000 000	263 248 819	345 751 181	–	581 512 971
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières Nations.....	–	146 116 400	–	(39 757 310)	106 359 090	105 968 327	390 763	–	85 085 628
Cadre sur les coûts de sécurité dans le cadre des événements internationaux d'envergure.....	–	77 543 769	–	–	77 543 769	61 238 735	16 305 034	–	7 674 200
Programme national d'atténuation des catastrophes.....	–	57 152 000	–	(18 263 914)	38 888 086	28 323 517	10 564 569	–	14 574 721
Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres.....	–	42 067 894	–	2 869 819	44 937 713	43 215 106	1 722 607	–	42 860 836
Programme de contribution pour combattre les crimes graves et le crime organisé.....	–	20 684 463	–	1 222 900	21 907 363	9 464 645	12 442 718	–	3 259 270
Programme de contributions à l'appui du Fonds des nouvelles initiatives de recherche et de sauvetage.....	–	7 172 636	–	(59 500)	7 113 136	6 325 336	787 800	–	6 426 865
Programme de contributions pour les analyses biologiques.....	–	6 900 000	–	–	6 900 000	6 900 000	–	–	6 900 000
Fonds pour la résilience communautaire.....	–	2 222 000	–	2 045 692	4 267 692	4 121 137	146 555	–	1 852 826
Programme de contribution visant à combattre l'exploitation sexuelle des enfants et la traite de personnes.....	–	2 035 600	–	–	2 035 600	2 035 600	–	–	2 034 389
Programme de contribution pour les coûts extraordinaires des services de police de la capitale nationale.....	–	2 000 000	–	–	2 000 000	2 000 000	–	–	3 200 000

Programme de contributions à l'amélioration de la sécurité des collectivités autochtones	–	1 940 000	–	–	1 940 000	1 938 560	1 440	–	832 669
Association internationale des pompiers, Canada	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
Programme de contribution de l'Association canadienne des volontaires en recherche et sauvetage.....	–	500 000	–	200 000	700 000	700 000	–	–	500 000
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile....	–	362 000	–	3 031 633	3 393 633	3 392 358	1 275	–	921 758
Programme de contribution au Secrétariat de COSPAS-SARSAT...	–	190 000	–	20 500	210 500	210 500	–	–	190 000
Programme de coopération en matière de cybersécurité	–	150 000	–	139 500	289 500	269 850	19 650	–	150 000
Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	–	–	18 362 659	–	18 362 659	8 648 834	9 713 825	–	–
Modalités de financement pour les installations policières des Premières Nations et des Inuits	–	–	9 950 000	–	9 950 000	1 202 674	8 747 326	–	–
Indemnisation des accidents du travail.....	–	–	–	300 000	300 000	280 931	19 069	–	304 085
Total – Contributions.....	–	976 536 762	28 312 659	(48 250 680)	956 598 741	549 984 929	406 613 812	–	758 780 218
Total du ministère	–	1 007 864 906	28 312 660	(51 166 199)	985 011 367	564 276 802	420 734 565	–	805 147 909
Service correctionnel du Canada									
Subventions									
Subvention à l'Université de la Saskatchewan pour le Centre de recherche judiciaire.....	–	120 000	–	–	120 000	120 000	–	–	120 000
Contributions									
Programme national de contributions pour les infrastructures du Service correctionnel du Canada	–	–	–	1 749 290	1 749 290	1 749 290	–	–	2 138 552
Total de l'organisme.....	–	120 000	–	1 749 290	1 869 290	1 869 290	–	–	2 258 552
Gendarmerie royale du Canada									
Subventions									
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11).....	–	235 600 000	29 400 000	19 000 000	284 000 000	273 287 572	10 712 428	–	212 910 845
Plan de prestations des survivants de la GRC	–	2 586 483	–	–	2 586 483	2 135 435	451 048	–	2 336 249
Subvention pour promouvoir l'application de la loi par le biais de la prévention du crime, la formation et les relations publiques	–	1 000 000	–	–	1 000 000	938 409	61 591	–	968 300
(S) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10).....	–	8 250 000	–	(1 393 883)	6 856 117	6 856 117	–	–	7 779 758
Total – Subventions.....	–	247 436 483	29 400 000	17 606 117	294 442 600	283 217 533	11 225 067	–	223 995 152
Contributions									
Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif)	–	14 487 000	–	–	14 487 000	14 467 157	19 843	–	14 470 513
Total de l'organisme.....	–	261 923 483	29 400 000	17 606 117	308 929 600	297 684 690	11 244 910	–	238 465 665
Total du portefeuille ministériel.....	–	1 269 908 389	57 712 660	(31 810 792)	1 295 810 257	863 830 782	431 979 475	–	1 045 872 126

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent	Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile				Gendarmerie royale du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes				Opérations policières	1 665 932 675	1 631 023 764	2 105 491 814
Services de soutien internes fournis à d'autres ministères	2 700 000	2 153 776	2 045 173	Services canadiens d'application de la loi.....	21 349 565	20 704 735	20 895 272
Total de l'organisme – Budgétaire	2 700 000	2 153 776	2 045 173	Services internes	12 581 874	12 581 874	14 761 772
Agence des services frontaliers du Canada				Total de l'organisme – Budgétaire	1 699 864 114	1 664 310 373	2 141 148 858
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	1 840 684 673	1 809 810 788	2 276 550 545
Gestion de la frontière.....	24 121 005	24 121 005	–	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	(1 195)	(1 061)
Gestion du commerce et des revenus	–	–	11 161 422				
Partenariats sûrs et fiables.....	–	–	9 979 346				
Total de l'organisme – Budgétaire	24 121 005	24 121 005	21 140 768				
Service correctionnel du Canada							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Interventions correctionnelles							
Corcan (OSS).....	108 354 754	114 264 486	107 093 216				
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensés)							
Interventions correctionnelles							
Compte des prêts aux libérés conditionnels	–	(1 195)	(1 061)				
Total de l'organisme – Budgétaire	108 354 754	114 264 486	107 093 216				
Total de l'organisme – Non budgétaire.....	–	(1 195)	(1 061)				
Commission des libérations conditionnelles du Canada							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Décisions relatives à la suspension du casier et recommandations concernant la clémence							
Frais de service de 631 \$.....	5 644 800	4 961 148	5 122 530				
Total de l'organisme – Budgétaire	5 644 800	4 961 148	5 122 530				

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile			Autres revenus		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 718 287	1 713 639	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 042 167	1 591 349
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	12 900 166	52 374 385	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 200 688	1 152 941
	15 618 453	54 088 024		5 242 855	2 744 290
Ventes de biens et de services			Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire			Droits et privilèges.....	370 929	390 262
Revenu disponible	2 153 776	2 045 173	Services de nature réglementaire.....	18 469 479	16 149 190
			Services de nature non réglementaire.....	7 833 756	7 914 435
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	4 712	20 538	Autres frais et droits.....	6 677	673
Revenus divers	68 865	59 211		26 680 841	24 454 560
Total du ministère	17 845 806	56 212 946	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	122 159	30 677
Agence des services frontaliers du Canada			Revenus divers		
Revenus fiscaux			Intérêts et pénalités		
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH).....	26 955 703 765	25 179 308 408	Autres revenus divers		
Décret de remise de la taxe gouvernementale.....	(54 676 810)	(23 034 062)	Amendes imposées par le tribunal	1 418 823	1 596 530
	26 901 026 955	25 156 274 346	Saisies	7 370 036	8 778 476
Taxe d'accise – Carburant moteur – Essence.....	37 307 109	67 577 655	Divers	1 870 510	1 457 873
Droits de douane à l'importation	6 880 782 965	5 416 239 899 ¹		92 641 871	45 837 565
			Total des autres revenus	124 687 726	73 067 092
Droits d'accise			Total de l'organisme	35 472 488 186	32 094 483 465
Spiritueux	449 589	445 680	Service canadien du renseignement de sécurité		
Bière	113 026 611	4 424 ¹	Autres revenus		
Cigarettes	1 243 138 270	1 208 530 261	Revenus de placements		
Cigares	54 356 652	42 696 210	Autres comptes		
Tabac naturel canadien en feuilles.....	89 678 936	100 949 457	Intérêts des dépôts bancaires		
	1 500 650 058	1 352 626 032			
Autres taxes et droits d'accise – Taxes à la fabrication			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Automobiles.....	2 851 426	3 025 823	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Climatiseurs pour automobiles	21 774 385	22 398 663	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent		
Vins	4 793 115	4 097 039			
Divers	(1 385 553)	(823 084)	Ventes de biens et de services		
	28 033 373	28 698 441	Services de nature réglementaire.....		
Total des revenus fiscaux	35 347 800 460	32 021 416 373	Autres frais et droits.....		
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....		
			Revenus divers		
			Total de l'organisme		
			4 129 527		
			3 893 999		

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Commandes téléphoniques	55	100
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	38 666	26 274	Réclamations de l'État.....	21 419	8 658
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	–	29 624	Produits d'autres montants adjugés par une cour	51 422	34 903
	38 666	55 898	Divers	141 506	329 997
Revenus divers	4 457	3 758		358 486	510 148
Total de l'organisme.....	43 123	59 656	Total de l'organisme	131 367 157	128 305 211
Service correctionnel du Canada			Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	9 810 493	10 646 611	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	8 918	17 969
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 147 624	5 022 693	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	16 592	49 700
	10 958 117	15 669 304		25 510	67 669
Ventes de biens et de services			Revenus divers	–	219
Location et utilisation de biens publics			Total de l'organisme	25 510	67 888
Locations.....	1 187 579	1 162 770	Commission des libérations conditionnelles du Canada		
Chambre et pension – Détenus	358 170	344 746	Autres revenus		
	1 545 749	1 507 516	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Services de nature non réglementaire			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	397 887	121 170
Services psychiatriques – Contrat	1 634 627	818 152	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 870	78 534
Entretien des détenus – Contrat (accords fédéraux- provinciaux).....	974 712	974 712	Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	184	–
Frais d'accès à l'information.....	1 985	1 795		400 941	199 704
Vente CORCAN – Frais de formation	31 291 382	26 582 761	Ventes de biens et de services		
	33 902 706	28 377 420	Services de nature réglementaire		
Ventes de biens et de produits d'information			Recettes générées pour services visant le traitement des demandes de Suspension du casier	6 662 729	6 877 269
Vente CORCAN – Vente de produits manufacturés	84 245 129	80 086 380	Gain net de change	1	–
Autres frais et droits			Autres frais et droits		
Revenus différés	(1 272 025)	391 994	Accès à l'information	–	100
	118 421 559	110 363 310		6 662 730	6 877 369
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	1 628 995	1 762 449	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	13 621	7 558
Revenus divers			Revenus divers		
Amendes et confiscations.....	143 838	136 373	Produits d'autres montants adjugés par une cour	1 791	1 893
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	246	117	Accès à l'information	130	–
				1 921	1 893
			Total de l'organisme	7 079 213	7 086 524

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Gendarmerie royale du Canada			Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
Autres revenus			Autres revenus		
Revenus de placements			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Autres comptes			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 240	–
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger –			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	35 928	10
Intérêt	10 730	8 565		41 168	10
			Total de l'organisme	41 168	10
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Sommaire du portefeuille ministériel		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 130 479	12 748 603 ¹	Revenus fiscaux	35 347 800 460	32 021 416 373
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	3 732 862	4 240 200	Autres revenus		
	10 863 341	16 988 803	Revenus de placements	16 609	9 655
Ventes de biens et de services			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	43 987 524	90 390 779
Services de nature réglementaire			Ventes de biens et de services	2 549 300 510	2 706 425 504
Droits applicables aux armes à feu	30 875 513	28 883 717 ¹	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	27 558 140	8 283 529
Dactylogrammes	5 192 342	4 884 904 ¹	Revenus divers	99 657 157	49 759 473
Accès à l'information	19 583	38 005		2 720 519 940	2 854 868 940
	36 087 438	33 806 626	Total des autres revenus	2 720 519 940	2 854 868 940
Services de nature non réglementaire			Total du portefeuille ministériel	38 068 320 400	34 876 285 313
Services de police – municipal	892 611 026	879 503 232 ¹			
Services de police – provincial	1 325 004 997	1 523 094 882 ¹			
Services de police – autochtone	57 446 801	55 677 032 ¹			
Services de protection parlementaire	15 300 391	20 883 474 ¹			
Analyses biologiques	14 123 634	14 123 634 ¹			
Location de bâtiments résidentiels	12 155 939	11 870 978			
Ventes d'autres biens	3 911 148	3 513 134			
Divers	13 638 919	13 647 257 ¹			
	2 334 192 855	2 522 313 623			
Autres frais et droits					
Revenus reportés	21 532 494	2 814 699			
Divers	725 393	860 237			
	22 257 887	3 674 936			
	2 392 538 180	2 559 795 185			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	25 340 067	6 081 931			
Revenus divers					
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	6 048 976	915 260			
Divers	499 416	2 385 870			
	6 548 392	3 301 130			
Total de l'organisme	2 435 300 710	2 586 175 614			

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section 27

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Services aux Autochtones

**Ministère des Services aux Autochtones
Canada**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	496
Sommaire du portefeuille ministériel.....	497
Détail budgétaire par affectation.....	499
Responsabilités essentielles	500
Paievements de transfert.....	501
Détail des montants disponibles pour être dépensés	503
Revenus	503

Ministère des Services aux Autochtones Canada**Responsabilité essentielle 1 : Individus et familles**

Soutenir le bien-être des enfants, individus et familles autochtones vivant dans les réserves et dans les centres urbains par la prestation de services. Cela inclut du financement essentiel pour les Premières nations pour : l'éducation pour les étudiants du primaire, secondaire et post-secondaire; les services culturellement appropriés pour les enfants pris en charge; les services de protection et de prévention de la violence familiale; le soutien aux aînés, adultes et enfants atteints de maladies chroniques ou handicapés; et l'aide au revenu pour les individus et les familles dans le besoin. Également compris sont les programmes et services pour les Autochtones en transition vers ou vivant dans des centres urbains.

Responsabilité essentielle 2 : La santé des populations des Premières nations et Inuits

Contribuer à améliorer les résultats en matière de santé pour les Premières Nations et les Inuits en offrant ou en finançant des programmes et des services de santé destinés aux communautés inuites et des Premières Nations et en offrant des avantages de santé supplémentaires aux membres des Premières Nations et aux Inuits admissibles.

Responsabilité essentielle 3 : Développement communautaire et régional

Soutenir les efforts des collectivités autochtones et nordiques concernant les infrastructures communautaires, la gestion des ressources naturelles et la gestion de l'environnement. Cela comprend : l'acquisition, la construction, l'exploitation et l'entretien des infrastructures essentielles et de la connectivité; la gestion des terres et le développement des ressources et le développement de l'énergie propre.

Responsabilité essentielle 4 : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones Canada										
1	Dépenses de fonctionnement	–	1 514 225 594	–	–	1 514 225 594				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	86 242 640	–	86 242 640				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	39 065 125	–	39 065 125				
	Virement du :									
	crédit 1 (Santé)	–	–	–	529 978	529 978				
	crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)	–	–	–	1 282 462	1 282 462				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	7 837 824	7 837 824				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	3 202 370	3 202 370				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	298 543 609	298 543 609				
	Virement au :									
	crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)	–	–	–	(7 933 439)	(7 933 439)				
	crédit 10.....	–	–	–	(48 000 000)	(48 000 000)				
	Total – Crédit 1	–	1 514 225 594	125 307 765	255 462 804	1 894 996 163	1 740 473 629	154 522 534	–	705 938 292
5	Dépenses en capital.....	–	5 411 792	–	–	5 411 792				
5a	Dépenses en capital.....	–	–	150 000	–	150 000				
	Virement du :									
	crédit 10.....	–	–	–	2 734 500	2 734 500				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	464 896	464 896				
	Virement au crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien)	–	–	–	(198 556)	(198 556)				
	Total – Crédit 5	–	5 411 792	150 000	3 000 840	8 562 632	6 554 077	2 008 555	–	3 915 458
10	Subventions et contributions	–	7 726 188 009	–	–	7 726 188 009				
10a	Subventions et contributions	–	–	1 137 226 499	–	1 137 226 499				
10b	Subventions et contributions	–	–	278 977 133	–	278 977 133				
	Virement du :									
	crédit 1.....	–	–	–	48 000 000	48 000 000				
	crédit 1 (Santé)	–	–	–	113 000	113 000				
	crédit 5 (Emploi et Développement social)	–	–	–	96 500	96 500				
	crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile)	–	–	–	819 522	819 522				
	crédit 10 (Santé).....	–	–	–	13 736 847	13 736 847				
	crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)	–	–	–	150 000	150 000				
	CT, crédit 5 ¹	–	–	–	50 096 789	50 096 789				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	70 318 454	70 318 454				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	593 147 063	593 147 063				
	Virement au :									
	crédit 1 (Société canadienne d'hypothèques et de logement)	–	–	–	(1 025 000)	(1 025 000)				
	crédit 5.....	–	–	–	(2 734 500)	(2 734 500)				
	crédit 5 (Patrimoine canadien)	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	crédit 5 (Emploi et Développement social)	–	–	–	(1 078 490)	(1 078 490)				

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employés au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)	–	–	–	(53 471 193)	(53 471 193)				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	(100 000)	(100 000)				
	Total – Crédit 10	–	7 726 188 009	1 416 203 632	718 058 992	9 860 450 633	9 758 542 662	101 907 971	–	3 528 465 874
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	47 897 354	9 112 737	(5 203 561)	51 806 530	51 806 530	–	–	29 939 140
(S)	Ministre des Services aux Autochtones – Traitement et allocation pour automobile	–	86 000	–	(84 145)	1 855	1 855	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	62 587	–	–	487 796	550 383	160 467	–	389 916	2 184
(S)	Contributions relatives à l'infrastructure des Premières Nations	–	29 403 625	–	–	29 403 625	29 403 625	–	–	19 518 646
(S)	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	–	2 000 000	–	(1 925 386)	74 614	74 614	–	–	–
(S)	Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 \$). Changement de responsabilité du portefeuille ministériel (Affaires indiennes et du Nord canadien)	32 490 796	–	–	–	32 490 796	–	–	32 490 796	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	19 010
	Total budgétaire	32 553 383	9 325 212 374	1 550 774 134	969 797 340	11 878 337 231	11 587 017 459	258 439 060	32 880 712	4 287 798 604
L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997. Limite de 48 550 835 \$ (Net). Changement de responsabilité du portefeuille ministériel (Affaires indiennes et du Nord canadien)	48 517 156	–	–	–	48 517 156	–	–	48 517 156	–
	Total non budgétaire	48 517 156	–	–	–	48 517 156	–	–	48 517 156	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	32 553 383	9 325 212 374	1 550 774 134	969 797 340	11 878 337 231	11 587 017 459	258 439 060	32 880 712	4 287 798 604
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	48 517 156	–	–	–	48 517 156	–	–	48 517 156	–

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Services aux Autochtones Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	774 926 568	626 296 337	148 630 231	–
Services de santé non assurés	1 145 883 658	1 145 883 658	–	–
Soutien en santé de résolution des pensionnats indiens	31 758 255	31 758 255	–	–
Affectations bloquées				
Report	116 591 689	–	116 591 689	–
Transfert/réaffectation	1 428 514	–	1 428 514	–
Réduction	3 517 000	–	3 517 000	–
Autre	10 373	–	10 373	–
Revenus affectés aux dépenses	(179 119 894)	(63 464 621)	(115 655 273)	–
	<i>1 894 996 163</i>	<i>1 740 473 629</i>	<i>154 522 534</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	8 562 632	6 554 077	2 008 555	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	9 097 672 176	9 097 385 021	287 155	–
Services de santé non assurés	280 154 940	280 154 940	–	–
Coûts d'intervention et de rétablissement dans les réserves	100 361 975	100 361 975	–	–
Programme d'assistance de gestion des urgences	29 327 155	29 327 155	–	–
Investissements d'atténuation dans les Premières Nations	12 000 000	12 000 000	–	–
Soutien en santé de résolution des pensionnats indiens	43 578 278	43 578 278	–	–
Principe de Jordan	195 735 293	195 735 293	–	–
Affectations bloquées				
Report	101 620 816	–	101 620 816	–
	<i>9 860 450 633</i>	<i>9 758 542 662</i>	<i>101 907 971</i>	–
Montants législatifs	114 327 803	81 447 091	–	32 880 712
Total du portefeuille ministériel	11 878 337 231	11 587 017 459	258 439 060	32 880 712

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire												Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice		
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice		
Ministère des Services aux Autochtones Canada														
Individus et familles.....	65 387 476	58 704 048	–	–	4 819 764 712	4 819 477 557	–	–	4 885 152 188	4 878 181 605	–	–	–	–
La santé des populations des Premières nations et Inuits	1 771 263 664	1 565 318 029	3 547 115	3 486 938	2 475 895 249	2 374 274 433	159 703 071	63 464 621	4 091 002 957	3 879 614 779	–	–	–	–
Développement communautaire et régional	125 135 249	88 283 852	181 011	181 011	2 594 194 297	2 594 194 297	–	–	2 719 510 557	2 682 659 160	48 517 156	–	–	–
Services internes	197 253 846	143 675 787	4 834 506	2 886 128	–	–	19 416 823	–	182 671 529	146 561 915	–	–	–	–
Total partiel.....	2 159 040 235	1 855 981 716	8 562 632	6 554 077	9 889 854 258	9 787 946 287	179 119 894	63 464 621	11 878 337 231	11 587 017 459	48 517 156	–	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(179 119 894)	(63 464 621)	–	–	–	–	(179 119 894)	(63 464 621)	–	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	1 979 920 341	1 792 517 095	8 562 632	6 554 077	9 889 854 258	9 787 946 287	–	–	11 878 337 231	11 587 017 459	48 517 156	–	–	–

Paievements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones Canada									
Subventions									
Subvention pour le financement du soutien des bandes	-	251 994 447	-	(60 650 903)	191 343 544	191 343 544	-	-	99 125 808
Subvention à la bande indienne de Miawpukek pour appuyer des programmes désignés.....	-	11 284 147	-	-	11 284 147	11 284 147	-	-	3 017 152
Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes.....	-	10 000 000	-	(2 326 937)	7 673 063	7 673 063	-	-	3 039 539
Subventions pour favoriser l'essor du régime d'éducation postsecondaire des Premières Nations et des Inuits	-	1 500 000	-	(960 188)	539 812	539 812	-	-	369 081
Subventions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones	-	1 000 000	-	(1 000 000)	-	-	-	-	-
Subventions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations	-	150 000	-	(150 000)	-	-	-	-	942
Subventions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail.....	-	45 000	-	-	45 000	45 000	-	-	45 000
Subventions pour les revendications particulières relatives à l'Opération retour au foyer.....	-	-	20 414 743	(20 414 743)	-	-	-	-	-
Subvention à la Manitoba Métis Federation Inc. en appui aux fonds de dotation pour la poursuite de l'éducation postsecondaire chez les étudiants métis.....	-	-	-	2 500 000	2 500 000	2 500 000	-	-	-
Subvention au Métis Nation Saskatchewan Secretariat Inc. en appui aux fonds de dotation pour la poursuite de l'éducation postsecondaire chez les étudiants métis.....	-	-	-	2 500 000	2 500 000	2 500 000	-	-	-
Subvention à la Métis Nation British Columbia en appui aux fonds de dotation pour la poursuite de l'éducation postsecondaire chez les étudiants métis.....	-	-	-	1 250 000	1 250 000	1 250 000	-	-	-
Subvention à la Métis Nation of Alberta en appui aux fonds de dotation pour la poursuite de l'éducation postsecondaire chez les étudiants métis	-	-	-	2 500 000	2 500 000	2 500 000	-	-	-
Subvention au Métis Nation of Ontario Secretariat en appui aux fonds de dotation pour la poursuite de l'éducation postsecondaire chez les étudiants métis.....	-	-	-	1 250 000	1 250 000	1 250 000	-	-	-
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	10
Total – Subventions.....	-	275 973 594	20 414 743	(75 502 771)	220 885 566	220 885 566	-	-	105 597 532
Contributions									
Contributions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations	-	1 821 448 915	37 500 000	25 308 083	1 884 256 998	1 884 256 998	-	-	666 506 112
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	-	1 280 578 245	668 972 588	(21 119 496)	1 928 431 337	1 928 431 337	-	-	1 069 511 644

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes.....	–	1 078 840 604	–	59 696 020	1 138 536 624	1 138 536 624	–	–	356 640 220
Contributions pour fournir des services de protection et de prévention aux femmes, aux enfants et aux familles	–	858 386 285	70 319 780	363 893 563	1 292 599 628	1 292 312 473	287 155	–	401 883 263
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits.....	–	778 794 485	376 799 992	164 353 450	1 319 947 927	1 218 327 111	101 620 816	–	258 861 903
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	–	691 864 957	79 159 408	75 420 269	846 444 634	846 444 634	–	–	239 136 659
Contributions pour favoriser l'essor du régime d'éducation postsecondaire des Premières Nations et des Inuits	–	395 472 259	–	(7 030 285)	388 441 974	388 441 974	–	–	107 841 796
Contributions aux prestations supplémentaires en santé des Premières Nations et des Inuits	–	240 880 656	–	39 330 318	280 210 974	280 210 974	–	–	103 385 642
Contributions servant à la prestation de services publics dans le domaine du soutien aux gouvernements indiens et à l'établissement de systèmes solides de gouvernance, d'administration et de responsabilisation	–	114 786 601	60 217 072	96 652 621	271 656 294	271 656 294	–	–	65 448 210
Contributions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	–	72 285 935	3 000 000	(538 878)	74 747 057	74 747 057	–	–	27 574 355
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	–	64 977 822	99 820 049	(3 616 673)	161 181 198	161 181 198	–	–	88 442 988
Contributions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones	–	50 178 051	–	1 383 221	51 561 272	51 561 272	–	–	36 673 321
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	–	1 719 600	–	(170 450)	1 549 150	1 549 150	–	–	962 239
(S) Contributions relatives à l'infrastructure des Premières Nations.....	–	29 403 625	–	–	29 403 625	29 403 625	–	–	19 518 646
Total – Contributions.....	–	7 479 618 040	1 395 788 889	793 561 763	9 668 968 692	9 567 060 721	101 907 971	–	3 442 386 998
Total du portefeuille ministériel.....	–	7 755 591 634	1 416 203 632	718 058 992	9 889 854 258	9 787 946 287	101 907 971	–	3 547 984 530

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
La santé des populations des Premières nations et Inuits	159 703 071	63 464 621	–
Services internes	19 416 823	–	–
Prestations supplémentaires en santé à l'intention des membres des Premières Nations et des Inuits	–	–	11 702 374
Soins de santé primaires aux membres des Premières Nations et aux Inuits.....	–	–	1 327 408
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	179 119 894	63 464 621	13 029 782

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones Canada		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Prêts, placements et avances		
Programme de prêts garantis pour le Développement économique des Indiens	14 973	5 282
Programme de prêts garantis pour le logement sur les réserves	110 168	66 185
	125 141	71 467
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursements de frais de fonctionnement et d'entretien	8 958 328	163 245
Remboursements de paiements de transfert	26 028 036	–
Recouvrement de trop-payés de salaires	10 754	–
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent		
Paievements de transfert	6 054 058	–
Fonctionnement et entretien.....	3 784 212	–
	9 838 270	–
	44 835 388	163 245
Vente de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics.....	63 249	23 335
Services de nature non réglementaire		
Services d'hospitalisation	5 392 424	998 435
Services de santé.....	56 651 031	6 222 665
Autres revenus	692	–
Divers.....	1 510 297	679 792
	63 554 444	7 900 892
Autres frais et droits	(111 599)	111 599
	63 506 094	8 035 826
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	487 796	64 771
Revenus divers		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	208 128	91 225
Divers.....	16 721	18 231
	224 849	109 456
Total du portefeuille ministériel	109 179 268	8 444 765

¹ Intérêt sauf indication contraire.

Section 28

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Services publics et Approvisionnement

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Société canadienne des postes

Services partagés Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	506
Sommaire du portefeuille ministériel.....	508
Détail budgétaire par affectation.....	511
Responsabilités essentielles	513
Paievements de transfert.....	514
Détail des montants disponibles pour être dépensés	515
Revenus	515

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux**Responsabilité essentielle 1 : Biens et infrastructure**

Services publics et Approvisionnement Canada fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

Responsabilité essentielle 2 : Paiements et comptabilité

Services publics et Approvisionnement Canada perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pension du gouvernement du Canada.

Responsabilité essentielle 3 : Soutien à l'échelle du gouvernement

Services publics et Approvisionnement Canada fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

Responsabilité essentielle 4 : Achat de biens et de services

Services publics et Approvisionnement Canada achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.

Responsabilité essentielle 5 : Ombudsman de l'approvisionnement

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et fournir des services de règlement des différends.

Responsabilité essentielle 6 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société canadienne des postes

Responsabilité essentielle 1 : Société canadienne des postes

La Société a pour mission de créer et d'exploiter un service postal comportant le relevage, la transmission et la distribution de messages, renseignements, fonds ou marchandises, dans le régime intérieur et dans le régime international et de veiller à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

Services partagés Canada

Responsabilité essentielle 1 : Télécommunications

Services partagés Canada fournit des services de communication de données, de voix et de vidéo dans l'ensemble du gouvernement du Canada. Services partagés Canada fournit également l'infrastructure informatique de technologie de l'information du centre de contact du gouvernement du Canada, les services cellulaires et les services d'appel gratuit.

Responsabilité essentielle 2 : Centres de données

Services partagés Canada fournit des services de centres de données modernes, sécurisés et fiables aux organisations clientes pour le stockage, le traitement et la distribution de données à distance, y compris le stockage en nuage et les services informatiques.

Responsabilité essentielle 3 : Gestion des relations avec la clientèle et des services

Services partagés Canada fournit des fonctions de gestion des relations avec la clientèle et des services afin de veiller à ce que les clients soient appuyés et mobilisés et d'assurer la saine gestion de leurs services de technologie de l'information durant tout leur cycle de vie.

Responsabilité essentielle 4 : Courriel et technologie en milieu de travail

Services partagés Canada procure, gère et protège les services de courrier électronique pour ses organisations clientes. Services partagés Canada acquiert et fournit également du matériel et des logiciels pour les appareils en milieu de travail.

Responsabilité essentielle 5 : Cybersécurité et sécurité de la technologie de l'information

Services partagés Canada collabore avec d'autres ministères du gouvernement du Canada pour fournir des services sécurisés d'infrastructure de technologie de l'information afin d'assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données électroniques stockées, traitées et transmises par le gouvernement du Canada. Services partagés Canada coordonne également l'intervention relative aux incidents de sécurité de la technologie de l'information et de cybersécurité au nom des ministères et organismes du gouvernement du Canada.

Responsabilité essentielle 6 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux										
1	Dépenses de fonctionnement.....	-	1 939 701 842	-	-	1 939 701 842				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	-	-	61 110 968	-	61 110 968				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	-	-	63 090 788	-	63 090 788				
	Virement du :									
	crédit 1 (Pêches et Océans).....	-	-	-	360 903	360 903				
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada).....	-	-	-	4 000 000	4 000 000				
	crédit 5.....	-	-	-	1 768 360	1 768 360				
	crédit 5 (Pêches et Océans).....	-	-	-	261 532	261 532				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	5 682 859	5 682 859				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	58 597 038	58 597 038				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	684 161	684 161				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	544 694 090	544 694 090				
	Virement au :									
	crédit 1 (Défense nationale).....	-	-	-	(755 152)	(755 152)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada).....	-	-	-	(198 759)	(198 759)				
	crédit 1 (Services partagés Canada).....	-	-	-	(515 714)	(515 714)				
	crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien).....	-	-	-	(780 000)	(780 000)				
	Total – Crédit 1.....	-	1 939 701 842	124 201 756	613 799 318	2 677 702 916	2 539 734 203	137 968 713	-	2 231 626 713
5	Dépenses en capital.....	-	1 181 025 573	-	-	1 181 025 573				
5b	Dépenses en capital.....	-	-	9 363 919	-	9 363 919				
	Virement du :									
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	18 816	18 816				
	CT, crédit 35 ¹	-	-	-	86 730 520	86 730 520				
	CT, crédit 40 ¹	-	-	-	25 307 843	25 307 843				
	Virement au :									
	crédit 1.....	-	-	-	(1 768 360)	(1 768 360)				
	crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien).....	-	-	-	(40 000)	(40 000)				
	Total – Crédit 5.....	-	1 181 025 573	9 363 919	110 248 819	1 300 638 311	1 220 797 156	79 841 155	-	1 297 049 674
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	103 569 254	492 037	21 057 945	125 119 236	125 119 236	-	-	113 101 697
(S)	Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement –									
	Traitement et allocation pour automobile.....	-	86 000	-	-	86 000	86 000	-	-	84 234
(S)	Fonds renouvelable des services optionnels.....	35 190 218	-	-	-	35 190 218	2 118 475	-	33 071 743	1 498 440
(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	49 359 229	7 308 187	-	(7 308 187)	49 359 229	(7 918 831)	-	57 278 060	2 991 783
(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers.....	216 676 342	3 700 249	-	(3 700 249)	216 676 342	2 173 315	-	214 503 027	7 375 085
(S)	Fonds renouvelable de la production de défense.....	100 000 000	-	-	-	100 000 000	-	-	100 000 000	-
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	186 726	-	-	196 692	383 418	194 337	-	189 081	173 971

(S)	Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices en vertu de la <i>Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts</i>									
	Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	-	-	-	562 883 247	562 883 247	562 883 247	-	-	579 548 157
	Recouvrements des ministères responsables	-	-	-	(566 110 504)	(566 110 504)	(566 110 504)	-	-	(572 758 174)
	Total – Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	-	-	-	(3 227 257)	(3 227 257)	(3 227 257)	-	-	6 789 983
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	216 745
	Total budgétaire	401 412 515	3 235 391 105	134 057 712	731 067 081	4 501 928 413	3 879 076 634	217 809 868	405 041 911	3 660 908 325
L10b	Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables.									
	Limite 50 000 000 \$ (Net)	14 647 778	-	14 000 000	-	28 647 778	5 178 728	-	23 469 050	1 029 460
(S)	(L) <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> de 1993, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net)	74 005 989	-	-	-	74 005 989	(896 265)	-	74 902 254	(3 652 378)
	Total non budgétaire	88 653 767	-	14 000 000	-	102 653 767	4 282 463	-	98 371 304	(2 622 918)
	Total du ministère – Budgétaire	401 412 515	3 235 391 105	134 057 712	731 067 081	4 501 928 413	3 879 076 634	217 809 868	405 041 911	3 660 908 325
	Total du ministère – Non budgétaire	88 653 767	-	14 000 000	-	102 653 767	4 282 463	-	98 371 304	(2 622 918)
	Société canadienne des postes									
1	Paiements à la Société à des fins spéciales	-	22 210 000	-	-	22 210 000	22 210 000	-	-	22 210 000
(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30. Limite globale 500 000 000 \$ (Net)	500 000 000	-	-	-	500 000 000	-	-	500 000 000	-
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	22 210 000	-	-	22 210 000	22 210 000	-	-	22 210 000
	Total de l'organisme – Non budgétaire	500 000 000	-	-	-	500 000 000	-	-	500 000 000	-
	Commission de la fonction publique ²									
1	Dépenses du programme	-	74 360 701	-	-	74 360 701	-	-	-	-
	Reclassé sous Conseil privé (crédit 1) pour fins de présentation	-	-	-	(74 360 701)	(74 360 701)	-	-	-	-
	Total—Vote 1	-	74 360 701	-	(74 360 701)	-	-	-	-	-
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	11 315 589	-	(11 315 589)	-	-	-	-	-
	Total de l'organisme—Budgétaire	-	85 676 290	-	(85 676 290)	-	-	-	-	-²
	Services partagés Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	-	1 241 728 516	-	-	1 241 728 516	-	-	-	-
1a	Dépenses de fonctionnement	-	-	96 630 636	-	96 630 636	-	-	-	-
1b	Dépenses de fonctionnement	-	-	18 647 341	-	18 647 341	-	-	-	-
	Virement du :									
	crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire)	-	-	-	3 238	3 238	-	-	-	-
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada)	-	-	-	41 751	41 751	-	-	-	-
	crédit 1 (Agence canadienne d'inspection des aliments)	-	-	-	6 557	6 557	-	-	-	-
	crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)	-	-	-	224 763	224 763	-	-	-	-
	crédit 1 (Affaires étrangères, Commerce et Développement)	-	-	-	8 497 506	8 497 506	-	-	-	-
	crédit 1 (Défense nationale)	-	-	-	160 977	160 977	-	-	-	-
	crédit 1 (Ressources naturelles)	-	-	-	11 991	11 991	-	-	-	-
	crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)	-	-	-	515 714	515 714	-	-	-	-
	crédit 5	-	-	-	50 800 000	50 800 000	-	-	-	-

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 783 024	1 783 024				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	54 694 276	54 694 276				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	5 229 844	5 229 844				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	173 131 171	173 131 171				
	Virement au :									
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	(7 688 050)	(7 688 050)				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	(2 421)	(2 421)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(2 342)	(2 342)				
	Total – Crédit 1	–	1 241 728 516	115 277 977	287 407 999	1 644 414 492	1 494 788 035	149 626 457	–	1 349 579 105
5	Dépenses en capital.....	–	225 078 170	–	–	225 078 170				
5a	Dépenses en capital	–	–	15 574 413	–	15 574 413				
5b	Dépenses en capital	–	–	4 464 382	–	4 464 382				
	Virement du :									
	crédit 5 (Défense nationale).....	–	–	–	10 937 594	10 937 594				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	31 362	31 362				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	52 489 635	52 489 635				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	62 008 901	62 008 901				
	Virement au crédit 1.....	–	–	–	(50 800 000)	(50 800 000)				
	Total – Crédit 5	–	225 078 170	20 038 795	74 667 492	319 784 457	261 813 446	57 971 011	–	368 865 718
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	79 335 340	3 647 250	4 133 289	87 115 879	87 115 879	–	–	75 282 655
(S)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	–	4 089 021	4 089 021	4 089 021	–	–	4 184 282
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	2 579	2 579	2 579	–	–	1 535
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	103	103	103	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	1 546 142 026	138 964 022	370 300 483	2 055 406 531	1 847 809 063	207 597 468	–	1 797 913 295
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	401 412 515	4 889 419 421	273 021 734	1 015 691 274	6 579 544 944	5 749 095 697	425 407 336	405 041 911	5 481 031 620²
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	588 653 767	–	14 000 000	–	602 653 767	4 282 463	–	598 371 304	(2 622 918)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

² Le décret C.P. 2018–1204 a nommé le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada à titre de ministre de la Commission de la fonction publique, à compter du 25 septembre 2018. Avant ce transfert, les dépenses non législatives d'environ 33 341 721 \$ ont été approuvées par le ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 85 668 696 \$.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 089 944 389	1 052 959 847	36 984 542	–
Fonction d'administration de compensation centrale et du receveur général	94 442 212	81 899 472	12 542 740	–
Services immobiliers	2 303 786 877	2 274 096 672	29 690 205	–
Services linguistiques	36 264 868	35 732 562	532 306	–
Coûts et programme d'assurance de profits	2 435 278	2 432 662	2 616	–
Programme d'innovation Construire au Canada	43 507 148	43 467 084	40 064	–
Initiatives publicitaires	2 500 000	1 516 973	983 027	–
Opérations du Cap-Breton	30 836 755	28 787 561	2 049 194	–
Après-mise en œuvre du système de paye.....	248 633 609	230 436 907	18 196 702	–
Planification préalable pour les projets de dépenses en capital, réaménagements et projets spécifiques non amortissables.....	87 885 997	74 522 843	13 363 154	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	21 816 449	14 571 351	7 245 098	–
Solution d'achats électroniques	22 400 859	22 400 859	–	–
Affectations bloquées				
Report	20 244 268	–	20 244 268	–
Transfert/réaffectation.....	6 755 777	–	6 755 777	–
Réduction.....	4 506 000	–	4 506 000	–
Autre	2 168 302	–	2 168 302	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 340 425 872)	(1 323 090 590)	(17 335 282)	–
	2 677 702 916	2 539 734 203	137 968 713	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	870 730 322	851 407 596	19 322 726	–
Biens immobiliers – Contrat de location-acquisition.....	143 902 462	143 902 462	–	–
Biens immobiliers – Réaménagement / aménagement	205 777 197	205 431 186	346 011	–
Après-mise en œuvre du système de paye.....	28 064 341	20 055 912	8 008 429	–
Affectations bloquées				
Report	51 936 607	–	51 936 607	–
Transfert/réaffectation.....	227 382	–	227 382	–
	1 300 638 311	1 220 797 156	79 841 155	–
Montants législatifs	523 587 186	118 545 275	–	405 041 911
	4 501 928 413	3 879 076 634	217 809 868	405 041 911
Société canadienne des postes				
Crédit 1 – Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales				
Paiements à la Société d'État	22 210 000	22 210 000	–	–
Services partagés Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	2 057 663 125	1 982 802 261	74 860 864	–
Gérer et protéger l'information et l'infrastructure de technologie de l'information du gouvernement du Canada	8 165 191	8 165 191	–	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	25 712 161	25 122 664	589 497	–
Financement pour le Programme de renouvellement de technologie de l'information	37 755 942	37 755 942	–	–
Intégrité du service – dotation et services professionnels.....	57 203 704	54 517 209	2 686 495	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Recensement de la population de 2021	2 850 807	2 107 006	743 801	–
Communications mobiles sécurisées.....	1 000 000	–	1 000 000	–
Affectations bloquées				
Report	66 880 072	–	66 880 072	–
Transfert/réaffectation.....	62 728	–	62 728	–
Réduction.....	2 803 000	–	2 803 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(615 682 238)	(615 682 238)	–	–
	<i>1 644 414 492</i>	<i>1 494 788 035</i>	<i>149 626 457</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	268 695 060	252 909 166	15 785 894	–
Gérer et protéger l'information et l'infrastructure de technologie de l'information du gouvernement du Canada	20 647 780	4 818 534	15 829 246	–
Technologie d'infrastructure essentielle à la mission	12 411 341	12 187 888	223 453	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	328 931	328 931	–	–
Financement pour le Programme de renouvellement de technologie de l'information	57 925 834	57 654 146	271 688	–
Recensement de la population de 2021	1 370 327	1 196 603	173 724	–
Affectations bloquées				
Report	22 259 886	–	22 259 886	–
Transfert/réaffectation.....	3 427 120	–	3 427 120	–
Revenus affectés aux dépenses	(67 281 822)	(67 281 822)	–	–
	<i>319 784 457</i>	<i>261 813 446</i>	<i>57 971 011</i>	–
Montants législatifs	91 207 582	91 207 582	–	–
	2 055 406 531	1 847 809 063	207 597 468	–
Total du portefeuille ministériel	6 579 544 944	5 749 095 697	425 407 336	405 041 911

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux												
Biens et infrastructure	4 646 652 076	4 522 572 109	1 265 403 803	1 196 937 424	-	-	2 742 640 186	2 890 343 070	3 169 415 693	2 829 166 463	-	-
Paiements et comptabilité.....	632 975 790	585 004 762	30 796 878	21 550 544	(3 227 257)	(3 227 257)	142 907 844	133 450 720	517 637 567	469 877 329	-	-
Soutien à l'échelle du gouvernement	477 548 025	410 618 756	1 827 605	1 353 143	-	-	299 937 401	305 250 285	179 438 229	106 721 614	-	-
Achat de biens et de services.....	609 789 448	450 265 437	-	-	-	-	272 456 771	265 910 938	337 332 677	184 354 499	-	-
Ombudsman de l'approvisionnement.....	4 863 016	4 398 757	-	-	-	-	-	-	4 863 016	4 398 757	-	-
Services internes	364 546 990	354 175 414	2 610 025	956 045	-	-	73 915 784	70 573 487	293 241 231	284 557 972	-	-
Caisse d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28 647 778	5 178 728
Administration des biens saisis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	74 005 989	(896 265)
Total partiel.....	6 736 375 345	6 327 035 235	1 300 638 311	1 220 797 156	(3 227 257)	(3 227 257)	3 531 857 986	3 665 528 500	4 501 928 413	3 879 076 634	102 653 767	4 282 463
Revenus affectés aux dépenses.....	(3 531 857 986)	(3 665 528 500)	-	-	-	-	(3 531 857 986)	(3 665 528 500)	-	-	-	-
Total du ministère	3 204 517 359	2 661 506 735	1 300 638 311	1 220 797 156	(3 227 257)	(3 227 257)	-	-	4 501 928 413	3 879 076 634	102 653 767	4 282 463
Société canadienne des postes.....	22 210 000	22 210 000	-	-	-	-	-	-	22 210 000	22 210 000	500 000 000	-
Services partagés Canada												
Télécommunications	924 120 959	858 839 118	128 324 214	112 229 749	-	-	347 876 420	347 876 420	704 568 753	623 192 447	-	-
Centres de données	635 323 247	595 388 415	178 866 391	178 866 391	-	-	203 340 344	203 340 344	610 849 294	570 914 462	-	-
Gestion des relations avec la clientèle et des services.....	231 656 232	210 958 370	5 081 720	2 914 899	-	-	21 005 474	21 005 474	215 732 478	192 867 795	-	-
Courriel et technologie en milieu de travail.....	161 130 072	153 135 081	19 932 552	11 453 659	-	-	56 088 572	56 088 572	124 974 052	108 500 168	-	-
Cybersécurité et sécurité de la TI.....	195 906 853	180 189 922	48 819 405	19 626 495	-	-	54 653 250	54 653 250	190 073 008	145 163 167	-	-
Services internes	203 166 949	203 166 949	6 041 997	4 004 075	-	-	-	-	209 208 946	207 171 024	-	-
Total partiel.....	2 351 304 312	2 201 677 855	387 066 279	329 095 268	-	-	682 964 060	682 964 060	2 055 406 531	1 847 809 063	-	-
Revenus affectés aux dépenses.....	(615 682 238)	(615 682 238)	(67 281 822)	(67 281 822)	-	-	(682 964 060)	(682 964 060)	-	-	-	-
Total de l'organisme.....	1 735 622 074	1 585 995 617	319 784 457	261 813 446	-	-	-	-	2 055 406 531	1 847 809 063	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	4 962 349 433	4 269 712 352	1 620 422 768	1 482 610 602	(3 227 257)	(3 227 257)	-	-	6 579 544 944	5 749 095 697	602 653 767	4 282 463

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux									
Subventions									
(S) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	–	–	–	562 883 247	562 883 247	562 883 247	–	–	579 548 157
(S) Recouvrements de paiement en remplacement d'impôts fonciers des ministères responsables	–	–	–	(566 110 504)	(566 110 504)	(566 110 504)	–	–	(572 758 174)
Total du portefeuille ministériel	–	–	–	(3 227 257)	(3 227 257)	(3 227 257)	–	–	6 789 983

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Biens et infrastructure	2 742 640 186	2 890 343 070	–
Paiements et comptabilité.....	142 907 844	133 450 720	–
Soutien à l'échelle du gouvernement	299 937 401	305 250 285	–
Achat de biens et de services.....	272 456 771	265 910 938	–
Services internes	73 915 784	70 573 487	68 964 511
Gestion des locaux et services immobiliers	–	–	2 851 411 369
Approvisionnements	–	–	250 219 236
Receveur général du Canada	–	–	20 283 129
Administration de la paye et des pensions fédérales	–	–	118 887 919
Gestion linguistique et services connexes.....	–	–	158 248 703
Programmes et services spécialisés	–	–	114 736 305
Programmes et services d'intégrité	–	–	22 816 659
Total budgétaire	3 531 857 986	3 665 528 500	3 605 567 831
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Recouvrement – Caisses d'avance fixe	28 647 778	–	–
Administration des biens saisis	–	31 450 410	31 871 916
Total non budgétaire.....	28 647 778	31 450 410	31 871 916
Total du ministère – Budgétaire	3 531 857 986	3 665 528 500	3 605 567 831
Total du ministère – Non budgétaire	28 647 778	31 450 410	31 871 916
Services partagés Canada			
Télécommunications	347 876 420	347 876 420	289 524 941
Centres de données	203 340 344	203 340 344	214 632 033
Gestion des relations avec la clientèle et des services.....	21 005 474	21 005 474	–
Courriel et technologie en milieu de travail.....	56 088 572	56 088 572	49 860 778
Cybersécurité et sécurité de la TI	54 653 250	54 653 250	47 467 291
Gestion de programmes.....	–	–	18 006 463
Services infonuagiques publics fournis par des courtiers..	–	–	50 556
Total de l'organisme – Budgétaire	682 964 060	682 964 060	619 542 062
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	4 214 822 046	4 348 492 560	4 225 109 893 ¹
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	28 647 778	31 450 410	31 871 916

¹ Au cours de l'exercice, la Commission de la fonction publique a été transférée au Conseil privé. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 8 482 924 \$.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Prêts, placements et avances		
Société immobilière du Canada limitée – Dividende	10 000 000	–
	10 000 000	–
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	23 448 471	27 307 219
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	16 305 921	26 899 266
	39 754 392	54 206 485
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics	816 854 368	841 129 338
Services de nature réglementaire		
Bénéfices de bassins de radoub	10 464 993	9 375 181
Divers	132 719 074	138 439 317
	143 184 067	147 814 498
Services de nature non réglementaire		
Location, licences et permis	701 936 164	681 856 500
Ventes de biens et de produits d'information		
Publications.....	2 453 541	2 545 746
Divers	1 740 168 787	1 689 218 785
	1 742 622 328	1 691 764 531
Autres frais et droits.....	270 312 922	251 755 391
	3 674 909 849	3 614 320 258
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	196 692	186 726
Revenus divers		
Dons à l'État	270 955	97 768
Produits de l'aliénation des biens immobiliers.....	81 314 707	8 063 508
Divers	67 847 621	79 501 350
	149 433 283	87 662 626
Total du ministère.....	3 874 294 216	3 756 376 095

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Direction des opérations de la paye et de la gestion des services		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Paye en arriérés	26 438 955	24 326 378
Total de la direction	26 438 955	24 326 378
Services partagés Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 596 765	1 645 014
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	5 825 108	12 266 588
	7 421 873	13 911 602
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire	681 612 042	620 924 816
Ventes de biens et de produits d'information	139 385	317
Autres frais et droits	(1 273 291)	(1 273 001)
	680 478 136	619 652 132
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 579	1 244
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	1 484	1 100
Autres revenus divers	12 298 640	11 284 262
	12 300 124	11 285 362
Total de l'organisme	700 202 712	644 850 340
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	10 000 000	–
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	73 615 220	92 444 465
Ventes de biens et de services	4 355 387 985	4 233 972 390
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	199 271	187 970
Revenus divers	161 733 407	98 947 988
Total du portefeuille ministériel	4 600 935 883	4 425 552 813 ¹

¹ Au cours de l'exercice, la Commission de la fonction publique a été transférée au Conseil privé. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 10 799 354 \$.

Section 29

*Comptes publics du Canada
2018-2019*

Transports

Ministère des Transports

**Administration canadienne de la sûreté
du transport aérien**

Office des transports du Canada

Marine Atlantique S.C.C.

La Société des ponts fédéraux Limitée

VIA Rail Canada Inc.

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles.....	518
Sommaire du portefeuille ministériel.....	520
Détail budgétaire par affectation.....	523
Responsabilités essentielles	525
Paiements de transfert.....	526
Détail des montants disponibles pour être dépensés	528
Revenus	529

Responsabilité essentielle : Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Transports**Responsabilité essentielle 1 : Réseau de transport efficace**

Appuyer un accès aux marchés efficace pour les produits grâce à des investissements dans les corridors de commerce du Canada; adopter des règles pour veiller à ce que les voyageurs aériens canadiens aient suffisamment de choix et un service accru; gérer les actifs de transport afin d'assurer une valeur pour les Canadiens.

Responsabilité essentielle 2 : Réseau de transport sûr et sécuritaire

Veiller à ce que le réseau de transport canadien soit sûr et sécuritaire au moyen des lois, des règlements, des politiques et des activités de surveillance.

Responsabilité essentielle 3 : Réseau de transport écologique et novateur

Faire progresser le programme environnemental lié au secteur des transports du gouvernement du Canada par la réduction des émissions atmosphériques nocives; protéger les milieux océanique et marin du Canada par la réduction des répercussions du transport maritime; confirmer un engagement envers l'innovation dans le secteur des transports.

Responsabilité essentielle 4 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien**Responsabilité essentielle 1 : Administration canadienne de la sûreté du transport aérien**

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien est responsable de prendre des mesures en vue de fournir un contrôle efficace et efficient des personnes – ainsi que des biens en leur possession ou sous leur contrôle, ou des effets personnels ou des bagages qu'elles confient à une compagnie aérienne en vue de leur transport – qui ont accès, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée. De plus, la *Loi sur l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien* stipule que la prestation des services de contrôle doit être uniforme et se faire dans l'intérêt du public. L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien a le mandat d'assurer la sûreté dans les quatre secteurs suivants de la sûreté du transport aérien : Contrôle préembarquement, Contrôle des bagages enregistrés, Contrôle des non-passagers, Carte d'identité pour les zones réglementées. De plus, aux termes d'une entente conclue avec Transports Canada en 2010, l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien est autorisée à effectuer le contrôle du fret dans 49 petits aéroports, lorsque la capacité existe.

Office des transports du Canada

Responsabilité essentielle 1 : Des services indépendants de réglementation et de règlement des différends pour les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport

Fixer et mettre en application des règles liées à l'économie, à l'accessibilité et à la protection des voyageurs aériens dans le cadre du système de transport national; régler les différends entre les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport au moyen de la facilitation, de la médiation, de l'arbitrage et du processus formel de règlement des différends, et fournir des renseignements aux intervenants et aux Canadiens en général sur le système de transport et sur leurs droits et leurs responsabilités en matière de transport.

Responsabilité essentielle 2 : Services internes

Voir le texte d'introduction.

Marine Atlantique S.C.C.

Responsabilité essentielle 1 : Marine Atlantique S.C.C.

Fournir un service de traversier sûr, écologique et de qualité entre l'île de Terre-Neuve et la province de la Nouvelle-Écosse de manière fiable, courtoise et rentable.

La Société des ponts fédéraux Limitée

Responsabilité essentielle 1 : Gestion de ponts internationaux

Surveiller les intérêts canadiens à l'égard de l'administration des ponts suivants en tant qu'entreprise : le pont international de Sault Ste. Marie, le pont international des Mille-Îles, le pont Blue Water et le pont international de la voie maritime. Administrer les ponts internationaux en assumant une excellente gestion, en adoptant les meilleures pratiques à l'égard du portefeuille de ponts, en optimisant les processus et en établissant de solides partenariats avec les intervenants. Assurer la sûreté et la sécurité des voies internationales commerciales et faciliter le transport efficace des personnes et des biens.

VIA Rail Canada Inc.

Responsabilité essentielle 1 : VIA Rail Canada Inc.

Offrir un service de transport ferroviaire voyageur national sécuritaire, sûr, efficace, fiable et respectueux de l'environnement, et qui répond aux besoins des voyageurs du Canada.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Transports										
1	Dépenses de fonctionnement	–	696 852 654	–	–	696 852 654				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	10 927 693	–	10 927 693				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	4 024 393	–	4 024 393				
	Virement du :									
	crédit 5 (Défense nationale)	–	–	–	357 500	357 500				
	crédit 10.....	–	–	–	1 335 601	1 335 601				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	3 583 053	3 583 053				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	26 473 269	26 473 269				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	18 635 911	18 635 911				
	Virement au :									
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité).....	–	–	–	(137 586)	(137 586)				
	crédit 1 (Ressources naturelles).....	–	–	–	(60 000)	(60 000)				
	crédit 1 (Agence Parcs Canada).....	–	–	–	(700 000)	(700 000)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada).....	–	–	–	(313 000)	(313 000)				
	crédit 1 (VIA Rail Canada Inc).....	–	–	–	(1 531 805)	(1 531 805)				
	Total – Crédit 1	–	696 852 654	14 952 086	47 642 943	759 447 683	712 532 606	46 915 077	–	678 268 055
5	Dépenses en capital	–	122 989 854	–	–	122 989 854				
5a	Dépenses en capital.....	–	–	1 438 265	–	1 438 265				
5b	Dépenses en capital.....	–	–	13 766 900	–	13 766 900				
	Virement du :									
	crédit 5 (Défense nationale)	–	–	–	1 227 500	1 227 500				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	26 438 944	26 438 944				
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	18 503 935	18 503 935				
	Total – Crédit 5	–	122 989 854	15 205 165	46 170 379	184 365 398	105 621 443	78 743 955	–	100 027 353
10	Subventions et contributions – Réseau de transport efficace.....	–	401 910 138	–	–	401 910 138				
10a	Subventions et contributions – Réseau de transport efficace	–	–	6 049 065	–	6 049 065				
10b	Subventions et contributions – Réseau de transport efficace	–	–	1	–	1				
	Virement du CT, crédit 40 ¹	–	–	–	11 200 000	11 200 000				
	Virement au :									
	crédit 1.....	–	–	–	(1 335 601)	(1 335 601)				
	crédit 15.....	–	–	–	(300 000)	(300 000)				
	Total – Crédit 10	–	401 910 138	6 049 066	9 564 399	417 523 603	173 226 303	244 297 300	–	58 990 203
15	Subventions et contributions – Réseau de transport écologique et novateur.....	–	41 601 775	–	–	41 601 775				

15a	Subventions et contributions – Réseau de transport écologique et novateur.....	–	–	3 131 670	–	3 131 670	–	–	–	–
15b	Subventions et contributions – Réseau de transport écologique et novateur.....	–	–	1	–	1	–	–	–	–
	Virement du crédit 10	–	–	–	300 000	300 000	–	–	–	–
	Total – Crédit 15	–	41 601 775	3 131 671	300 000	45 033 446	10 796 528	34 236 918	–	118 128 881
20	Subventions et contributions – Réseau de transport sûr et sécuritaire	–	27 772 681	–	–	27 772 681	–	–	–	–
20a	Subventions et contributions – Réseau de transport sûr et sécuritaire.....	–	–	10 549 935	–	10 549 935	–	–	–	–
	Total – Crédit 20	–	27 772 681	10 549 935	–	38 322 616	22 733 857	15 588 759	–	31 622 127
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	75 268 813	1 040 155	(847 804)	75 461 164	75 461 164	–	–	70 017 280
(S)	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile.....	–	86 000	–	–	86 000	86 000	–	–	84 600
(S)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 10).....	–	77 627 288	–	(18 509 640)	59 117 648	59 117 648	–	–	74 148 352
(S)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C. (1993), ch. 43).....	–	67 543 835	–	(1 498 122)	66 045 713	66 045 713	–	–	64 942 486
(S)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. (1963), ch. 42)....	–	3 300 000	–	–	3 300 000	3 300 000	–	–	3 300 000
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	179 532	–	–	4 423	183 955	–	179 532	4 423	6 157 764
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	9 978	9 978	9 978	–	–	32 749
(S)	Droits des agences de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	–	–	–	64	64	64	–	–	915
	Total du ministère – Budgétaire	179 532	1 514 953 038	50 928 078	82 836 620	1 648 897 268	1 228 931 304	419 961 541	4 423	1 205 720 765
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien									
1	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	–	586 157 871	–	–	586 157 871	–	–	–	–
1a	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	36 038 397	–	36 038 397	–	–	–	–
	Virement du CT, crédit 40 ¹	–	–	–	240 612 000	240 612 000	–	–	–	–
	Total – Crédit 1	–	586 157 871	36 038 397	240 612 000	862 808 268	817 770 631	45 037 637	–	723 429 207
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	586 157 871	36 038 397	240 612 000	862 808 268	817 770 631	45 037 637	–	723 429 207
	Office des transports du Canada									
1	Dépenses du programme	–	28 214 631	–	–	28 214 631	–	–	–	–
1a	Dépenses du programme.....	–	–	1 671 892	–	1 671 892	–	–	–	–
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	414 328	414 328	–	–	–	–
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	992 331	992 331	–	–	–	–
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	366 593	366 593	–	–	–	–
	CT, crédit 40 ¹	–	–	–	2 248 395	2 248 395	–	–	–	–
	Total – Crédit 1	–	28 214 631	1 671 892	4 021 647	33 908 170	29 685 207	4 222 963	–	25 987 911

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	3 173 489	265 519	19 809	3 458 817	3 458 817	–	–	3 159 906
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	–	–	–	166	166	166	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	3 138 812	1 937 411	4 041 622	37 367 153	33 144 190	4 222 963	–	29 147 817
	Marine Atlantique S.C.C.									
1	Paiements à la Société	–	151 104 000	–	–	151 104 000	125 945 000	25 159 000	–	146 682 515
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	151 104 000	–	–	151 104 000	125 945 000	25 159 000	–	146 682 515
	La Société des ponts fédéraux Limitée									
1	Paiements à la Société	–	3 472 857	–	–	3 472 857	3 463 982	8 875	–	20 047 538
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	3 472 857	–	–	3 472 857	3 463 982	8 875	–	20 047 538
	VIA Rail Canada Inc.									
1	Paiements à la Société	–	538 088 193	–	–	538 088 193				
1b	Paiements à la Société.....	–	–	105 251 000	–	105 251 000				
	Virement du crédit 1 (Transport).....	–	–	–	1 531 805	1 531 805				
	Total – Crédit 1	–	538 088 193	105 251 000	1 531 805	644 870 998	496 246 801	148 624 197	–	357 536 154
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	538 088 193	105 251 000	1 531 805	644 870 998	496 246 801	148 624 197	–	357 536 154
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	179 532	2 825 164 079	194 154 886	329 022 047	3 348 520 544	2 705 501 908	643 014 213	4 423	2 482 563 996

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

- ¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.
Conseil du Trésor, crédit 40 – Exécution du budget.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Transports				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	797 506 558	786 345 693	11 160 865	–
Programme d'inspection des navires-citernes	2 508 194	2 175 078	333 116	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	890 069	299 792	590 277	–
Affectations bloquées				
Report	32 131 791	–	32 131 791	–
Transfert/réaffectation	1 080 028	–	1 080 028	–
Réduction	1 619 000	–	1 619 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(76 287 957)	(76 287 957)	–	–
	<i>759 447 683</i>	<i>712 532 606</i>	<i>46 915 077</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	152 651 461	105 621 443	47 030 018	–
Affectations bloquées				
Report	29 691 500	–	29 691 500	–
Transfert/réaffectation	2 022 437	–	2 022 437	–
	<i>184 365 398</i>	<i>105 621 443</i>	<i>78 743 955</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions – Réseau de transport efficace				
Subventions et contributions	241 340 165	173 226 303	68 113 862	–
Affectations bloquées				
Report	176 183 438	–	176 183 438	–
	<i>417 523 603</i>	<i>173 226 303</i>	<i>244 297 300</i>	–
Crédit 15 – Subventions et contributions – Réseau de transport écologique et novateur				
Subventions et contributions	45 033 446	10 796 528	34 236 918	–
Crédit 20 – Subventions et contributions – Réseau de transport sûr et sécuritaire				
Subventions et contributions	38 322 616	22 733 857	15 588 759	–
Montants législatifs	204 204 522	204 020 567	179 532	4 423
	1 648 897 268	1 228 931 304	419 961 541	4 423
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien				
Crédit 1 – Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	707 602 771	705 500 779	2 101 992	–
Budget en capital	138 331 776	112 220 816	26 110 960	–
Présidence canadienne du G7 en 2018	101 321	49 036	52 285	–
Affectations bloquées				
Report	16 772 400	–	16 772 400	–
	862 808 268	817 770 631	45 037 637	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Office des transports du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	30 264 283	29 685 207	579 076	–
Affectations bloquées				
Report	3 522 137	–	3 522 137	–
Transfert/réaffectation.....	121 750	–	121 750	–
	<i>33 908 170</i>	<i>29 685 207</i>	<i>4 222 963</i>	–
Montants législatifs	3 458 983	3 458 983	–	–
	37 367 153	33 144 190	4 222 963	–
Marine Atlantique S.C.C.				
Crédit 1 – Paiements à Marine Atlantique S.C.C.				
Paiements à la Société d'État.....	81 445 000	75 945 000	5 500 000	–
Budget en capital	69 659 000	50 000 000	19 659 000	–
	151 104 000	125 945 000	25 159 000	–
La Société des ponts fédéraux Limitée				
Crédit 1 – Paiements à La Société des ponts fédéraux Limitée				
Paiements à la Société d'État.....	3 472 857	3 463 982	8 875	–
VIA Rail Canada Inc.				
Crédit 1 – Paiements à VIA Rail Canada Inc.				
Paiements à la Société d'État.....	293 765 545	274 502 673	19 262 872	–
Budget en capital	239 578 765	221 744 128	17 834 637	–
Affectations bloquées				
Report	111 526 688	–	111 526 688	–
	644 870 998	496 246 801	148 624 197	–
Total du portefeuille ministériel	3 348 520 544	2 705 501 908	643 014 213	4 423

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Transports												
Réseau de transport efficace	181 716 547	160 758 307	87 914 239	61 491 520	486 869 316	242 572 017	20 862 900	20 862 900	735 637 202	443 958 944	–	–
Réseau de transport sûr et sécuritaire	440 760 136	438 887 112	39 844 349	15 780 147	38 322 616	22 733 856	54 883 395	54 883 395	464 043 706	422 517 720	–	–
Réseau de transport écologique et novateur.....	161 371 244	148 095 960	30 240 254	6 963 581	45 033 446	10 796 528	23 371	23 371	236 621 573	165 832 698	–	–
Services internes	186 746 522	175 754 038	26 366 556	21 386 195	–	–	518 291	518 291	212 594 787	196 621 942	–	–
Total partiel.....	970 594 449	923 495 417	184 365 398	105 621 443	570 225 378	276 102 401	76 287 957	76 287 957	1 648 897 268	1 228 931 304	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(76 287 957)	(76 287 957)	–	–	–	–	(76 287 957)	(76 287 957)	–	–	–	–
Total du ministère	894 306 492	847 207 460	184 365 398	105 621 443	570 225 378	276 102 401	–	–	1 648 897 268	1 228 931 304	–	–
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	862 808 268	817 770 631	–	–	–	–	–	–	862 808 268	817 770 631	–	–
Office des transports du Canada												
Des services indépendants de réglementation et de règlement des différends pour les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport	26 080 032	23 846 783	–	–	–	–	–	–	26 080 032	23 846 783	–	–
Services internes	11 287 121	9 297 407	–	–	–	–	–	–	11 287 121	9 297 407	–	–
Total de l'organisme.....	37 367 153	33 144 190	–	–	–	–	–	–	37 367 153	33 144 190	–	–
Marine Atlantique S.C.C.	151 104 000	125 945 000	–	–	–	–	–	–	151 104 000	125 945 000	–	–
La Société des ponts fédéraux Limitée												
Gestion de ponts internationaux	3 472 857	3 463 982	–	–	–	–	–	–	3 472 857	3 463 982	–	–
Total de l'organisme.....	3 472 857	3 463 982	–	–	–	–	–	–	3 472 857	3 463 982	–	–
VIA Rail Canada Inc.	644 870 998	496 246 801	–	–	–	–	–	–	644 870 998	496 246 801	–	–
Total du portefeuille ministériel	2 593 929 768	2 323 778 064	184 365 398	105 621 443	570 225 378	276 102 401	–	–	3 348 520 544	2 705 501 908	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Transports									
Subventions									
Programme de transfert des biens portuaires.....	–	68 203 329	–	–	68 203 329	–	68 203 329	–	–
Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs.....	–	30 488 126	–	15 674	30 503 800	30 503 800	–	–	29 782 285
Programme de financement de la participation communautaire	–	3 400 252	–	(1 650 000)	1 750 252	1 202 585	547 667	–	982 892
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada.....	–	1 200 000	–	(50 000)	1 150 000	831 540	318 460	–	173 658
Fonds national des corridors commerciaux.....	–	1 000 000	–	–	1 000 000	–	1 000 000	–	–
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	–	800 000	1 426 000	–	2 226 000	86 000	2 140 000	–	49 000
Subventions pour appuyer l'initiative d'évaluation des risques liés aux actifs de transport.....	–	800 000	–	–	800 000	237 000	563 000	–	–
Subventions à l'appui des transports propres.....	–	600 000	–	(37 191)	562 809	–	562 809	–	250 000
Subventions pour appuyer l'Initiative d'adaptation des transports dans le Nord.....	–	200 000	–	–	200 000	–	200 000	–	–
Subvention au Programme de développement coopératif de la sécurité opérationnelle et de maintien de la navigabilité de l'Organisation de l'aviation civile internationale	–	130 000	–	–	130 000	30 778	99 222	–	129 033
Programme de promotion de l'innovation en matière de transport....	–	75 000	–	122 191	197 191	172 191	25 000	–	–
Subvention pour Solutions innovatrices Canada	–	–	1	800 000	800 001	718 625	81 376	–	–
Total – Subventions.....	–	106 896 707	1 426 001	(799 326)	107 523 382	33 782 519	73 740 863	–	31 366 868
Contributions									
Fonds national des corridors commerciaux.....	–	98 319 090	1	(1 335 601)	96 983 490	24 632 461	72 351 029	–	–
Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers	–	77 340 913	–	(606 000)	76 734 913	18 292 924	58 441 989	–	45 818 832
Programme de contributions aux services de traversier.....	–	41 884 680	2 203 676	–	44 088 356	39 648 891	4 439 465	–	38 718 245
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	–	38 000 000	3 235 735	(24 343)	41 211 392	38 685 347	2 526 045	–	34 929 182
Fonds pour le Programme de transfert des installations portuaires....	–	23 065 000	–	–	23 065 000	342 830	22 722 170	–	840 251
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire.....	–	21 075 000	5 600 378	–	26 675 378	18 321 402	8 353 976	–	16 206 260
Contribution pour la sécurité de l'Arctique et l'infrastructure de base.....	–	18 516 934	–	(18 516 934)	–	–	–	–	–
Fonds d'infrastructure de transport de la Porte d'entrée et du Corridor de l'Asie-Pacifique.....	–	16 000 000	–	–	16 000 000	5 758 228	10 241 772	–	13 171 371
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada.....	–	13 600 000	–	19 386 271	32 986 271	5 063 991	27 922 280	–	1 341 171
Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière	–	4 442 681	3 523 557	–	7 966 238	3 268 163	4 698 075	–	3 268 163

Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme : Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais.....	–	4 307 000	–	–	4 307 000	98 999	4 208 001	–	685 868
Programme pour l'exploitation et l'entretien des aéroports.....	–	1 600 000	–	330 343	1 930 343	1 930 343	–	–	1 989 092
Contribution à l'appui de la sécurité nautique	–	1 225 000	–	–	1 225 000	956 919	268 081	–	1 343 904
Contribution pour appuyer l'Initiative d'adaptation des transports dans le Nord	–	1 045 000	–	–	1 045 000	759 128	285 872	–	841 632
Programme de réfection des bandes d'atterrissage de la côte du Labrador	–	1 000 000	115 518	–	1 115 518	1 072 516	43 002	–	646 723
Contribution pour le Centre d'excellence pour le transport maritime des hydrocarbures et du gaz naturel liquéfié.....	–	909 686	–	–	909 686	709 687	199 999	–	1 158 867
Contribution à l'avancement de l'innovation dans les transports.....	–	650 000	–	245 663	895 663	417 243	478 420	–	–
Association des transports du Canada.....	–	419 000	–	–	419 000	365 853	53 147	–	285 280
Contribution à l'appui des transports propres	–	404 903	131 670	–	536 573	128 094	408 479	–	5 300 390
Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada ...	–	259 000	–	(15 674)	243 326	175 975	67 351	–	221 498
Contributions pour appuyer l'initiative d'évaluation des risques liés aux actifs de transport.....	–	200 000	–	–	200 000	46 320	153 680	–	–
Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes...	–	100 000	–	–	100 000	70 595	29 405	–	57 399
Programme de bourses pour le Groupe de recherches sur les transports au Canada	–	24 000	–	–	24 000	24 000	–	–	24 000
Nouvelle Loi sur les eaux navigables canadiennes	–	–	3 000 000	–	3 000 000	510 124	2 489 876	–	–
Programme ferroviaire voyageur dans les collectivités éloignées	–	–	494 136	11 200 000	11 694 136	11 694 136	–	–	10 030 456
(S) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland	–	67 543 835	–	(1 498 122)	66 045 713	66 045 713	–	–	64 942 486
(S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, Loi des subsides n° 5 de 1963).....	–	3 300 000	–	–	3 300 000	3 300 000	–	–	3 300 000
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	495 759
Total – Contributions.....	–	435 231 722	18 304 671	9 165 603	462 701 996	242 319 882	220 382 114	–	245 616 829
Total du portefeuille ministériel.....	–	542 128 429	19 730 672	8 366 277	570 225 378	276 102 401	294 122 977	–	276 983 697

(S) Paiement de transfert législatif

Détail des montants disponibles pour être dépensés – fin

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Sécurité et sûreté multimodale			
Produit des ventes et de la formation	–	–	255 922
Eau propre – Transport			
Frais d'utilisation en vertu des divers règlements de la sûreté maritime.....	–	–	580
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	76 287 957	76 287 957	73 100 512

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Transports		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Prêts, placements et avances		
Administration portuaire de Belledune	184 340	172 623
Administration portuaire de Halifax	2 079 936	1 908 664
Administration portuaire de Hamilton	1 102 257	985 407
Administration portuaire de Montréal	4 496 464	4 259 086
Administration portuaire de Nanaïmo	241 064	190 755
Administration portuaire d'Oshawa	42 355	32 257
Administration portuaire de Port Alberni	83 449	97 278
Administration portuaire de Prince Rupert	3 039 468	3 128 241
Administration portuaire de Québec	1 603 589	1 519 933
Administration portuaire du Saguenay	79 357	66 109
Administration portuaire de Saint John	841 934	768 423
Administration portuaire de Sept-Îles	471 694	188 691
Administration portuaire de St John's	158 537	159 614
Administration portuaire de Thunder Bay	75 706	77 608
Administration portuaire de Toronto	3 004 339	3 483 363
Administration portuaire de Trois-Rivières	201 306	147 794
Administration portuaire Vancouver Fraser.....	7 492 987	6 931 113
Administration portuaire de Windsor	33 524	31 359
	25 232 306	24 148 318
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	1 529 810	–
Divers	3 550 216	940 261 ²
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent		
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	–	1 570 086
Divers	1 484 222	1 311 528
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères		
	6 741	–
	6 570 989	3 821 875
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Revenus de redevances.....	–	358
Corporation de Gestion de la Voie Maritime du		
Saint-Laurent	5 607 170	4 699 943
	5 607 170	4 700 301
Location et utilisation de biens publics		
Location à bail de wagons-trémies – CN	2 376 596	2 275 166
Location à bail de wagons-trémies – CP.....	9 901 304	9 712 000
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau		
	2 193 220	2 307 178

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	5 996 116	5 985 640	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	4 423	3 322 646
Administrations aéroportuaires – Paiements de loyer	403 321 681	374 753 670	Revenus divers		
	423 788 917	395 033 654	Amendes, pénalités et produits d'autres montants adjugés		
Services de nature réglementaire			par une cour	1 232 088	1 758 669
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères – Frais d'utilisation imposés ...	19 132 454	19 226 368	Produits de cession des ventes de biens immobiliers.....	7 346 726	19 862 449
Services de nature non réglementaire			Divers	60 689	92 103
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères – Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères – Frais d'utilisation imposés	15 870 062	15 397 779		8 639 503	21 713 221
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	115 369	203 295	Total du ministère.....	540 904 785	518 985 829
Frais d'utilisation imposés en vertu de contrats.....	32 355 169	29 206 914	Office des transports du Canada		
	48 340 600	44 807 988	Autres revenus		
Ventes de biens et de produits d'information			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères – Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères	334 913	426 657	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	58 314	22 976
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	551 682	520 145	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 776	231
	886 595	946 802		60 090	23 207
Autres frais et droits			Ventes de biens et de services		
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	575	680	Autres frais et droits.....	80	100
Revenus pour les règlements des dommages aux wagons-trémies du CN.....	756 590	593 139	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	166	–
Revenus pour les règlements des dommages aux wagons-trémies du CP	1 757 640	393 721	Revenus divers		
Frais d'utilisation imposés en vertu de contrats – opérations de change.....	(867)	(683)	Intérêts et pénalités	–	313
Revenus reportés	160 399	234 367	Divers	132 105	317 750
Revenus indirects générés par les services des avions	27 491	43 432		132 105	318 063
	2 701 828	1 264 656	Total de l'organisme	192 441	341 370
	500 457 564	465 979 769	Sommaire du portefeuille ministériel		
			Autres revenus		
			Revenus de placements	25 232 306	24 148 318
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 631 079	3 845 082
			Ventes de biens et de services.....	500 457 644	465 979 869
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 589	3 322 646
			Revenus divers.....	8 771 608	22 031 284
			Total du portefeuille ministériel.....	541 097 226	519 327 199

¹ Intérêt sauf indication contraire.² Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section **30**

Comptes publics du Canada
2018-2019

Index

	<i>Page</i>			<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>		<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
A					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	517	461			
Administration du pipe-line du Nord	415	365			
Affaires mondiales	121	227			
Agence canadienne d'évaluation environnementale	213	173			
Agence canadienne d'inspection des aliments	443	245			
Agence canadienne de développement économique du Nord	291	291			
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	291	291			
Agence de la consommation en matière financière du Canada	253	201			
Agence de la santé publique du Canada	443	245			
Agence de promotion économique du Canada atlantique	291	291			
Agence des services frontaliers du Canada	469	417			
Agence du revenu du Canada	433	355			
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	291	291			
Agence Parcs Canada	213	173			
Agence spatiale canadienne	291	291			
Agriculture et Agroalimentaire	139	117			
Anciens Combattants	151	487			
Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice	54	54			
Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits	95	91			
Autorisations disponibles des exercices antérieurs	108	103			
Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice	115	110			
Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	117	112			
Autorité du pont Windsor-Détroit	283	283			
B					
Bibliothèque du Parlement	351	389			
Bibliothèque et Archives du Canada	365	129			
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	181	403			
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	469	417			
Bureau de l'infrastructure du Canada	283	283			
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	243	497			
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	329	319			
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	351	389			
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	195	339			
Bureau du Conseil privé	181	403			
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	351	389			
Bureau du directeur des poursuites pénales	329	319			
Bureau du directeur général des élections	321	165			
Bureau du directeur parlementaire du budget	351	389			
Bureau du secrétaire du gouverneur général	161	381			
Bureau du surintendant des institutions financières	253	201			
Bureau du vérificateur général	253	201			
C					
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	227	187			
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	253	201			
Centre de la sécurité des télécommunications	195	339			
Centre de recherches pour le développement international	121	227			
Chambre des communes	351	389			
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	181	403			
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	469	417			
Comité externe d'examen des griefs militaires	195	339			
Commissariat à l'intégrité du secteur public	169	475			
Commissariat au lobbying	169	475			
Commissariat aux langues officielles	181	403			
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	329	319			
Commission canadienne de sûreté nucléaire	415	365			
Commission canadienne des droits de la personne	329	319			
Commission canadienne des grains	139	117			
Commission canadienne du lait	139	117			
Commission canadienne du tourisme	291	291			
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	469	417			
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	195	339			
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	273	263			
Commission de la capitale nationale	365	129			
Commission de la fonction publique	181	403			
Commission des champs de bataille nationaux	365	129			
Commission des débats des chefs	321	165			
Commission des libérations conditionnelles du Canada	469	417			
Commission du droit d'auteur	291	291			
Commission mixte internationale (section canadienne)	121	227			
Conseil canadien des normes	291	291			
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	443	245			
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	365	129			
Conseil de recherches en sciences humaines	461	453			
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	461	453			
Conseil des Arts du Canada	365	129			
Conseil du Trésor	169	475			
Conseil national de recherches du Canada	291	291			
Conseil privé	181	403			
Corporation commerciale canadienne	121	227			
D					
Défense nationale	195	339			
Dépenses ministérielles par article courant	21	21			
Dépenses ministérielles par catégorie	12	12			

	<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
D – fin		
Description des responsabilités essentielles – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Détail budgétaire par affectation – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel.....	20	20
Détail des montants disponibles pour être dépensés – Se référer à la section ministérielle appropriée		
E		
École de la fonction publique du Canada.....	169	475
Énergie atomique du Canada, Limitée.....	415	365
Environnement et Changement climatique.....	213	173
État consolidé des revenus et charges.....	11	11
Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	121	227
F		
Famille, Enfants et Développement social.....	227	187
Femmes et Égalité des genres.....	243	497
Financement agricole Canada.....	139	117
Finances.....	253	201
G		
Gendarmerie royale du Canada.....	469	417
I		
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté.....	273	263
Infrastructure et Collectivités.....	283	283
Innovation, Sciences et Développement économique.....	291	291
Institutions démocratiques.....	321	165
Instituts de recherche en santé du Canada.....	443	245
Investir au Canada.....	121	227
J		
Justice.....	329	319
M		
Marine Atlantique S.C.C.	517	461
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	139	117
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	227	187
Ministère de l'Environnement.....	213	173

	<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
M – fin		
Ministère de l'Industrie.....	291	291
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	273	263
Ministère de la Défense nationale.....	195	339
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	291	291
Ministère de la Justice.....	329	319
Ministère de la Santé.....	443	245
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	469	417
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	121	227
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	401	153
Ministère des Anciens Combattants.....	151	487
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres.....	243	497
Ministère des Finances.....	253	201
Ministère des Pêches et des Océans.....	391	217
Ministère des Ressources naturelles.....	415	365
Ministère des Services aux Autochtones Canada.....	495	273
Ministère des Transports.....	517	461
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	505	441
Ministère du Patrimoine canadien.....	365	129
Monnaie royale canadienne.....	253	201
Musée canadien de l'immigration du Quai 21.....	365	129
Musée canadien de l'histoire.....	365	129
Musée canadien de la nature.....	365	129
Musée canadien des droits de la personne.....	365	129
Musée des beaux-arts du Canada.....	365	129
Musée national des sciences et de la technologie.....	365	129
O		
Office de commercialisation du poisson d'eau douce.....	391	217
Office des transports du Canada.....	517	461
Office national de l'énergie.....	415	365
Office national du film.....	365	129
P		
Paiements de transfert – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Parlement.....	351	389
Patrimoine canadien et Multiculturalisme.....	365	129
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne.....	391	217
Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc., Les.....	283	283
Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel.....	41	41
Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel.....	47	47
Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives).....	49	49

	<i>Page</i>			<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>		<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
R					
Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges	29	29			
Récapitulation des charges externes par catégorie	18	18			
Récapitulation des revenus externes par provenance	35	35			
Registraire de la Cour suprême du Canada	329	319			
Relations Couronne-Autochtones	401	153			
Responsabilités essentielles – Se référer à la section ministérielle appropriée					
Ressources naturelles.....	415	365			
Revenu national	433	355			
Revenus – Se référer à la section ministérielle appropriée					
Revenus ministériels.....	30	30			
S					
Santé.....	443	245			
Sciences.....	461	453			
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	181	403			
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.....	351	389			
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	169	475			
Sécurité publique et Protection civile	469	417			
Sénat.....	351	389			
Service administratif des tribunaux judiciaires	329	319			
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	329	319			
Service canadien du renseignement de sécurité	469	417			
Service correctionnel du Canada	469	417			
Service de protection parlementaire.....	351	389			
Services aux Autochtones.....	495	273			
Services partagés Canada	505	441			
Services publics et Approvisionnement.....	505	441			
Société canadienne d'hypothèques et de logement	227	187			
Société canadienne des postes	505	441			
Société d'assurance-dépôts du Canada	253	201			
Société des ponts fédéraux Limitée, La	517	461			
Société du Centre national des Arts	365	129			
Société Radio-Canada.....	365	129			
Sommaire du portefeuille ministériel – Se référer à la section ministérielle appropriée					
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	401	153			
Statistique Canada	291	291			
T					
Tableaux sommaires et Appendices.....			9	9	
Téléfilm Canada			365	129	
Transports.....			517	461	
Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....			151	487	
V					
Ventes de biens et de services.....			37	37	
VIA Rail Canada Inc.			517	461	